Panorama des statistiques de l'OCDE 2008

Économie, environnement et société

Population et migrations

Évolutions macroéconomiques

Mondialisation économique

Prix

Énergie

Travail

Science et technologie

Environnement

Éducation

Finances publiques

Qualité de vie

OCDE

Thème spécial :
Productivité

Panorama des statistiques de l'OCDE 2008

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Publié en anglais sous le titre :
OECD Factbook 2008
Economic, Environmental and Social Statistics

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : *www.oecd.org/editions/corrigenda*.
© OCDE 2008

L'OCDE autorise à titre gracieux toute reproduction de cette publication à usage personnel, non commercial. L'autorisation de photocopier partie de cette publication à des fins publiques ou commerciales peut être obtenue du Copyright Clearance Center (CCC) *info@copyright.com* ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) *contact@cfcopies.com*. Dans tous ces cas, la notice de copyright et autres légendes concernant la propriété intellectuelle doivent être conservées dans leur forme d'origine. Toute demande pour usage public ou commercial de cette publication ou pour traduction doit être adressée à *rights@oecd.org*.

Panorama des statistiques de l'OCDE 2008

AVANT-PROPOS

En 2006, les pays membres de l'OCDE ont demandé à l'Organisation de les « aider […] à recueillir tous les avantages […] et à relever les défis de la mondialisation » et, ainsi, de devenir une plaque tournante pour les discussions sur des questions de niveau global. En 2007, les pays membres de l'OCDE se sont mis d'accord sur une stratégie d'élargissement (cinq pays ont été sélectionnés, le Chili, l'Estonie, Israël, la Fédération de Russie et la Slovénie), ainsi que sur un renforcement de l'engagement auprès des principaux « acteurs mondiaux ayant une vue sur l'adhésion » (comme le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud). Ces étapes importantes impliquent un changement substantiel dans la manière dont nous exerçons nos activités afin de mieux y répondre : l'OCDE se doit d'être plus ouverte. À l'heure où les gouvernements nationaux sont en train de perdre le monopole des décisions politiques, l'OCDE doit se tourner vers l'ensemble de la société. Elle doit ainsi :

- être plus représentative : la « plate-forme » OCDE a besoin d'être plus inclusive, d'intégrer de nouveaux acteurs à l'économie mondiale et de proposer de nouvelles politiques au calendrier de l'OCDE.
- soutenir davantage les efforts de réforme : l'Organisation doit aller de l'avant en proposant de meilleures pratiques, et en aidant les pays à les mettre en œuvre.
- être mieux connectée : l'OCDE continuera de renforcer son dialogue avec un cercle de plus en plus large d'interlocuteurs afin d'aider les pays à affronter les défis posés par la mondialisation.

Pour soutenir ce processus, trois éléments semblent indispensables : des statistiques de qualité renseignant sur le progrès global des sociétés et les phénomènes liés à la mondialisation, des outils d'analyse fiables, et l'adoption d'une optique de long terme. Or, l'un des paradoxes du monde actuel est que, souvent, les gens sont surinformés. Nous sommes bombardés d'informations, pertinentes ou non, qui nous arrivent de tous côtés. Mais il nous manque souvent une capacité à privilégier les informations vraiment importantes, ce qui peut avoir des conséquences fort préjudiciables pour la démocratie : confusion et émiettement des suffrages lors des élections, retrait de toute forme de participation politique, ou adhésion à une idéologie quand il faudrait être en prise sur la réalité et mobiliser le savoir fondé sur des faits concrets pour arrêter des choix en matière de politique publique.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* aide à aborder ces questions. Au moyen de statistiques comparables, il dessine les tendances à long terme de phénomènes clés, d'ordre économique, social et environnemental, dans les pays membres et dans certaines économies non membres de l'Organisation. Il aide le lecteur à placer les mutations en cours dans le pays où il vit dans une perspective historique et, au travers de comparaisons internationales, dans un contexte plus large.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* fait partie d'un agenda stratégique de l'OCDE pour appuyer des décisions politiques basées sur des informations fiables, et permettre une meilleure mesure de la progression des sociétés. Le succès du second Forum mondial de l'OCDE intitulé « Statistiques, savoirs et politiques » qui s'est tenu à Istanbul (Turquie) en juin 2007, et auquel ont participé 1 200 personnes venant de 130 pays, confirme l'intérêt énorme pour ces questions. Il a conduit à la ratification de la « Déclaration d'Istanbul » par l'OCDE, la Commission européenne, l'Organisation de la Conférence islamique, l'Organisation des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement, et la Banque mondiale. La « Déclaration d'Istanbul » a ensuite été approuvée par d'autres organisations telles que l'UNESCO et l'UNICEF.

La « Déclaration d'Istanbul » encourage à agir énergiquement afin de stimuler – en particulier – un débat international, basé sur de solides données et indicateurs statistiques. Ce débat aura pour thème des problèmes mondiaux ainsi que des comparaisons en matière de progrès sociaux ; il permettra une compréhension plus large et davantage partagée des conditions du changement. Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* peut contribuer à atteindre ces objectifs, tout en confirmant le rôle clé de l'Organisation en tant que bâtisseur de connaissance, et en aidant les citoyens à mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent. Ce faisant, l'OCDE peut aider à la construction d'un monde meilleur.

Angel Gurría
Secrétaire général

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

PRÉFACE

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est la publication statistique horizontale la plus complète publiée par l'Organisation. C'est un outil d'évaluation des tendances à long terme des variables économiques, sociales et environnementales, des pays de l'OCDE à partir de données statistiques fiables et comparables. Il prend en compte l'ensemble des données disponibles au sein de l'Organisation, y compris celles provenant de trois organismes affiliés à l'OCDE, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) et la Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT).

Rédigé dans un langage non technique, le *Panorama des statistiques de l'OCDE* a pour objectifs :

- de fournir à un large éventail d'utilisateurs un instrument unique contenant des données économiques, sociales et environnementales, qui soient comparables, tout en se situant dans une optique nationale ;
- d'aider les utilisateurs à évaluer la situation et les performances d'un pays en examinant un large éventail de domaines ;
- d'encourager les lecteurs à chercher plus profondément dans la mine des statistiques de l'OCDE en citant les sources et en suggérant des ouvrages pour en savoir plus ;
- d'améliorer la visibilité des travaux statistiques de l'OCDE surtout pour les non spécialistes, portant aussi bien sur les pays membres que sur les pays non membres de l'Organisation ;
- de mettre en lumière les problèmes de mesure, et de souligner les domaines où la comparabilité des statistiques est encore faible.

Les tableaux du *Panorama des statistiques de l'OCDE* sont disponibles en ligne à l'adresse *www.sourceoecd.org/factbook/*. La version en ligne présente des séries temporelles plus longues et davantage de métadonnées que la version papier. Les données incluses dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE* sont aussi utilisées pour produire les « Profils statistiques par pays » que l'on peut trouver au niveau des pages pays sur *www.ocde.org*.

Grâce à une plus grande coopération avec les économies non membres, le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2008* comprend beaucoup plus de séries temporelles pour les principaux pays non membres de l'OCDE (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Fédération de Russie). Dans le même temps, les « Profils statistiques par pays » ont également été développés pour le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovénie. Dans l'édition de cette année, le thème spécial traite de la productivité, sujet auquel l'Organisation apporte une attention toute particulière, notamment du point de vue statistique.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est le fruit des travaux des statisticiens de l'ensemble de l'Organisation. Cette publication a bénéficié du concours de la Direction des relations extérieures et de la communication (PAC). La Direction des statistiques, qui a coordonné ce projet, tient à remercier pour leur coopération les nombreux agents de l'OCDE participants, mais cette publication n'aurait bien entendu jamais vu le jour sans une action concertée des statisticiens de tous les pays de l'OCDE qui, depuis de nombreuses années, élaborent dans un grand nombre de domaines les statistiques que l'on trouvera dans cet ouvrage. Lars Thygesen a coordonné la préparation éditoriale et bénéficié à cet effet du concours de ses collègues des diverses directions pour la conception des tableaux, pour la rédaction d'une grande partie des textes, pour le contrôle de la qualité des données et pour la cohérence d'ensemble. Jérôme Cukier, Ingrid Herrbach, Nobuko Miyachiyo et Katia Sarrazin ont eu la responsabilité de la mise en forme du document.

Enrico Giovannini
Chef statisticien
et directeur de la Direction des statistiques

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 4
Préface 5
Guide de l'utilisateur 8

Population et migration

POPULATION TOTALE 12
Évolution de la population 12
Population régionale 16
PERSONNES ÂGÉES 18
Vieillissement de la population 18
Personnes âgées par région 20
MIGRATION INTERNATIONALE 22
Tendances des migrations 22
Population immigrée 24
Migration et chômage 26
Niveau de formation des immigrés récents 28

Évolutions macroéconomiques

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) 32
Taille du PIB 32
Revenu national par habitant 36
PIB régional 38
CROISSANCE ÉCONOMIQUE 40
Évolution du PIB 40
Épargne des ménages 42
Taux d'investissement 44
Inflation 48
Production d'acier 50
STRUCTURE ÉCONOMIQUE 52
Valeur ajoutée par activité 52
Évolution de la valeur ajoutée par activité 56
Petites et moyennes entreprises 60

Mondialisation économique

ÉCHANGES 64
Part des échanges dans le PIB 64
Échanges de biens 66
Échanges de services 70
Partenaires commerciaux 74
Balance des paiements 78
INVESTISSEMENT INTERNATIONAL 80
Flux et stocks d'IDE 80
Activités des entreprises multinationales 84

Prix

PRIX ET TAUX D'INTÉRÊT 88
Indices des prix à la consommation (IPC) 88
Indices des prix à la production (IPP) 92
Taux d'intérêt à long terme 94
POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE 96
Taux de conversion 96
Taux de change effectifs 100

Énergie

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE 106
Approvisionnement en énergie primaire 106
Approvisionnement en énergie et croissance économique 108
Approvisionnement en énergie par habitant 110
Production d'électricité 112
Énergie nucléaire 114
Contribution des énergies renouvelables 116
PRODUCTION ET PRIX DE L'ÉNERGIE 118
Production d'énergie 118
Production de pétrole 120
Prix du pétrole 122

Travail

EMPLOI 126
Taux d'emploi par sexe 126
Taux d'emploi par groupe d'âge 130
Emploi à temps partiel 134
Emploi non salarié 136
CHÔMAGE 140
Taux de chômage 140
Chômage de longue durée 144
Variations régionales du chômage 146
RÉMUNÉRATION ET TEMPS DE TRAVAIL 148
Rémunération du travail 148
Durée effective du travail 152

Science et technologies

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT 156
Dépenses de recherche et développement 156
Investissement dans le savoir 158
Chercheurs 160
Brevets 162

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Science et technologies

TIC 164
- Taille du secteur des TIC 164
- Investissement dans les TIC 166
- Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet 168

COMMUNICATIONS 170
- Exportations de biens d'information et de communications 170
- Accès au service téléphonique 172

Environnement

EAU ET RESSOURCES NATURELLES 176
- Consommation d'eau 176
- Pêcheries 178

AIR ET SOLS 180
- Émissions de CO_2 dues à la combustion d'énergie 180
- Déchets municipaux 182
- Utilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture 184

Éducation

RÉSULTATS 188
- Évaluation internationale des élèves 188
- Évolution des taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire 192
- Niveau de formation supérieure 194

DÉPENSES D'ÉDUCATION 198
- Dépenses dans l'éducation supérieure 198
- Revenus relatifs des diplômés 200
- Dépenses publiques et privées d'éducation 202

Finances publiques

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS 206
- Déficits publics 206
- Dette publique 208

DÉPENSES PUBLIQUES 210
- Dépenses de santé 210
- Dépenses sociales 212
- Dépenses de maintien de l'ordre et de défense 214

SOUTIENS ET AIDES 216
- Estimations du soutien à l'agriculture 216
- Concours publics à la pêche 218
- Aide publique au développement 220

FISCALITÉ 224
- Recettes fiscales totales 224
- Impôts applicables au salarié moyen 228

Qualité de vie

SANTÉ 232
- Espérance de vie 232
- Mortalité infantile 236
- Obésité 238

LOISIRS 240
- Tourisme-nuitées 240
- Loisirs et culture 242

SOCIÉTÉ 246
- Inactivité des jeunes 246
- Inégalité des revenus 248
- Population carcérale 250

TRANSPORT 252
- Réseau routier 252
- Véhicules routiers automobiles et accidents mortels de la route 254

Thème spécial : Productivité

- Introduction 260

INDICATEURS ÉCONOMIQUES DE CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ 262
- Évolution du PIB par habitant 262
- Croissance de la productivité du travail 264
- Productivité multifactorielle 266
- Bilan de la croissance pour les pays de l'OCDE 268

NIVEAUX DE PRODUCTIVITÉ 270
- Niveaux de revenu et de productivité 270
- Évolution des niveaux de revenu et de productivité 272
- Productivité du travail et hétérogénéïté de la taille des entreprises 274

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ PAR INDUSTRIE 276
- Contribution des secteurs clés à la croissance globale de la productivité 276
- Croissance de la productivité dans l'industrie manufacturière 278
- Croissance de la productivité dans les services 280

EFFET DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL SUR LES COÛTS DE LA MAIN-D'ŒUVRE 282
- Coûts unitaires, productivité et rémunération du travail 282

Index analytique 286

GUIDE DE L'UTILISATEUR

Présentation et contenu

- Chaque tableau ou groupe de tableaux est précédé d'un bref commentaire qui donne la définition des statistiques (**Définition**) et expose les principaux problèmes qui peuvent se poser lorsqu'on veut comparer les résultats des pays (**Comparabilité**). Pour éviter toute erreur d'interprétation, les tableaux doivent donc être lus en liaison avec le texte d'accompagnement.
- Les tableaux et graphiques sont aussi disponibles en tant que fichiers à télécharger (voir ci-dessous). Dans leur version électronique, les tableaux peuvent inclure des séries plus longues et les données du Chili, de l'Estonie, d'Israël et de la Slovénie ont été ajoutées pour de nombreux indicateurs. Ces versions peuvent également inclure des notes de bas de page donnant des précisions supplémentaires.
- En général, le grand public et les médias s'intéressent surtout aux statistiques dans une optique à court terme (par exemple, comment ont évolué ces derniers mois l'emploi, les prix ou le PIB ?). Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* se situe dans une vision à plus long terme. Le texte et les graphiques rendent compte essentiellement de l'évolution intervenue durant les quatorze années qui vont de 1993 à 2006. Cette perspective à long terme permet de comparer dans de bonnes conditions les succès et les échecs des politiques mises en œuvre pour améliorer le niveau de vie et le bien-être social dans les pays.
- Un grand nombre d'indicateurs du *Panorama des statistiques* a été normalisé en les rapportant au produit intérieur brut (PIB) de chaque pays. Lorsque le PIB doit être converti en une monnaie commune, on a utilisé les parités de pouvoir d'achat (PPA) au lieu des taux de change. Lorsque les PPA ont été appliquées, les différences de niveau de PIB traduisent uniquement les différences de volume des biens et services, les écarts de niveau de prix ayant été éliminés.

Conventions

Sauf indication contraire,

- Les *totaux OCDE* couvrent uniquement les pays membres de l'OCDE qui apparaissent dans le tableau ; lorsque l'indicateur est un ratio ou une moyenne, le total OCDE est alors la moyenne pondérée.
- Les *moyennes OCDE* sont les moyennes arithmétiques non pondérées des pays membres de l'OCDE présentés dans le tableau.
- Pour chaque pays, les moyennes sur une période prennent uniquement en compte les années pour lesquelles les données sont disponibles. Le *taux moyen de croissance annuelle* d'une variable sur une période est la moyenne géométrique des taux de croissance annuels de cette variable au cours de cette période présentés dans le tableau (le taux composé de croissance annuelle).
- La période couverte est précisée dans chaque tableau ou graphique. La mention XXXX ou *dernière année disponible* (où XXXX est une année) signifie que les données pour les années ultérieures n'ont pas été prises en compte.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Signes, abréviations et acronymes

..	Valeur manquante ; non applicable ou non disponible
0	Moins de la moitié du niveau de précision de l'unité de l'observation
-	Zéro absolu
|	Rupture dans la série
USD	Dollars des États-Unis
CAD	Comité d'aide au développement
CEE ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FMI	Fonds monétaire international
ONU	Nations Unies
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
UIT	Union internationale des télécommunications

StatLinks

Cet ouvrage offre une prestation unique, *StatLink*, qui permet de télécharger en version Excel® les graphiques et les tableaux. Le lien *StatLinks* figure au bas de chaque tableau ou graphique. Ce lien correspond à une adresse Internet. Utilisez-le avec votre navigateur Internet pour obtenir les données en format Excel®.

Pour de plus amples informations sur ***StatLinks***, voir : *www.oecd.org/statistics/statlink*.

Accéder aux publications de l'OCDE

- Les publications de l'OCDE citées dans le présent ouvrage sont disponibles *via* SourceOCDE (*www.sourceOCDE.org*), la bibliothèque en ligne de l'OCDE.
- Tous les documents de travail de l'OCDE peuvent être téléchargés *via* SourceOCDE.
- Toutes les bases de données mentionnées dans le livre peuvent également être consultées *via* SourceOCDE.
- De plus, les versions imprimées de tous les livres de l'OCDE peuvent être achetées sur le site de vente par correspondance de l'OCDE, *www.oecdbookshop.org*.

Glossaire de termes statistiques

Le *Glossaire de termes statistiques* en ligne de l'OCDE (*www.oecd.org/statistics/glossary*) complète parfaitement le *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Il contient près de 7 000 définitions de termes, acronymes et concepts, sous une forme très conviviale. Ces définitions proviennent essentiellement des directives et recommandations statistiques internationales formulées ces deux ou trois dernières décennies par des organisations comme les Nations Unies, l'OIT, l'OCDE, Eurostat, le FMI et les instituts nationaux de la statistique.

POPULATION ET MIGRATION

POPULATION TOTALE

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

POPULATION RÉGIONALE

PERSONNES ÂGÉES

VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

PERSONNES ÂGÉES PAR RÉGION

MIGRATION INTERNATIONALE

TENDANCES DES MIGRATIONS

POPULATION IMMIGRÉE

MIGRATION ET CHÔMAGE

NIVEAU DE FORMATION DES IMMIGRÉS RÉCENTS

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

La taille et la croissance de la population d'un pays sont à la fois les causes et les conséquences des évolutions sociales et économiques. L'accroissement naturel de la population (naissances moins décès) a ralenti dans tous les pays de l'OCDE, ce qui s'est traduit par une augmentation de l'âge moyen des populations. Dans plusieurs pays, la baisse des taux d'accroissement naturel a été en partie compensée par l'immigration en provenance de pays hors OCDE.

Définition

Les tableaux se rapportent à la population résidente. Pour des pays comme les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, qui ont des colonies, des protectorats ou d'autres possessions territoriales outre-mer, les statistiques n'englobent pas, en règle générale, les populations résidant dans ces territoires. Pour plus de détails, voir les Sources ci-dessous.

Les taux de croissance correspondent aux variations annuelles de la population et représentent le solde des naissances, des décès et de l'immigration nette au cours de l'année.

Le taux de fécondité total est le nombre total d'enfants qu'aurait chaque femme si elle devait vivre jusqu'à la fin de sa période de procréation et donner naissance à des enfants durant cette période selon les taux de fécondité observés pour des tranches d'âge spécifiques.

Comparabilité

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les statistiques de la population sont basées sur des recensements réguliers réalisés tous les dix ans, et, pour les années intermédiaires, sur les registres d'état civil, les notifications de naissances et de décès et les données administratives relatives aux migrations. Dans plusieurs pays européens, les données proviennent maintenant intégralement de registres administratifs. En règle générale, les statistiques démographiques des pays de l'OCDE sont fiables, même si, dans certains cas, les séries sont interrompues, comme le signale un trait vertical dans les tableaux.

À noter que, pour certains pays, les chiffres de population indiqués ne sont pas ceux qui sont utilisés pour calculer le PIB et d'autres statistiques économiques par habitant. À cela plusieurs raisons, mais les écarts entre les deux séries de données sont faibles.

Les projections démographiques sont tirées des sources nationales où elles sont mises à disposition, mais pour certains pays, elles sont basées sur les projections de l'ONU ou d'Eurostat ; les projections mondiales proviennent de l'ONU. Toutes les projections démographiques requièrent des hypothèses sur les futures tendances de l'espérance de vie, les taux de fertilité et la migration. Souvent, un ensemble de projections est produit en utilisant différents hypothèses sur ces futures tendances. Les estimations présentées ici correspondent aux variantes médianes ou centrales.

Tendances à long terme

En 2006, les pays de l'OCDE regroupaient 18 % de la population mondiale, estimée à 6.5 milliards de personnes. La Chine en représentait 20 % et l'Inde 17 %. À l'intérieur de la zone OCDE, les États-Unis comptaient pour 25 % de la population totale, suivis par le Japon (11 %), le Mexique (9 %), l'Allemagne (7 %) et la Turquie (6 %).

Entre 1993 et 2006, le taux de croissance démographique de l'ensemble des pays de l'OCDE s'est établi à 0.7 % par an en moyenne. Des taux de croissance nettement supérieurs ont été enregistrés au Mexique et en Turquie (pays à forte natalité) ainsi qu'en Australie, au Canada, au Luxembourg, en Irlande, en Nouvelle-Zélande, et aux États-Unis (pays à fort excédent migratoire). En République tchèque, en Hongrie et en Pologne, la population a décru en raison à la fois de faibles taux de natalité et d'un solde migratoire négatif. L'Allemagne et la République slovaque ont enregistré des taux de croissance démographique très bas, mais tout de même positifs.

On prévoit un ralentissement de la croissance démographique des pays de l'OCDE dans la décennie à venir. Jusqu'au milieu du siècle, on estime que la population des pays de l'OCDE va augmenter de moins de 0.3 % par an.

Les taux de fécondité totaux ont fortement chuté au cours des dernières décennies, passant en moyenne de 2.7 en 1970 à 1.6 enfant en 2005 par femme en âge de procréer. En 2005, le taux de fécondité total était inférieur à son niveau de remplacement de 2.1 dans l'ensemble des pays de l'OCDE, à l'exception du Mexique et de la Turquie. Dans tous les pays de l'OCDE, les taux de fécondité ont reculé parmi les femmes jeunes et ils ont augmenté chez les femmes plus âgées car les femmes repoussent l'âge auquel elles commencent à fonder une famille.

Sources

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- Pour le Brésil : Instituto Brasileiro de Geografia e Estatistica.
- Pour la Chine : Bureau national des statistiques.
- Pour l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud : ONU (2005), Annuaire démographique 2002, Nations Unies, New York.
- Taux de fécondité : OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE Édition 2006*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), L'économie mondiale : Statistiques historiques, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, *www.theworldeconomy.org*.
- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE Édition 2006*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- d'Addio, A. C. et M. Mira d'Ercole (2005), *Trends and Determinants of Fertility Rates: The Role of Policies*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 27, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- World Population Prospects: The 2006 Revision Population Database, *http://esa.un.org/unpp*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Population totale

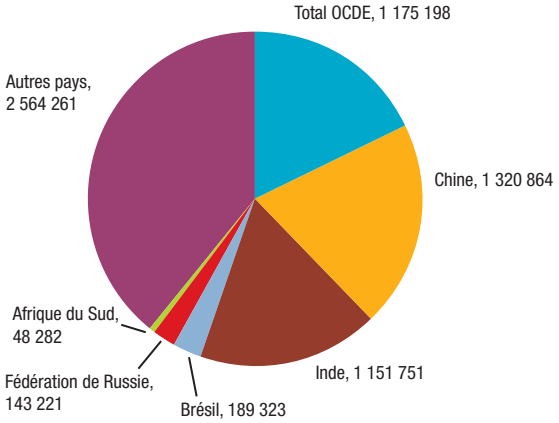
Milliers

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2020	2050
Allemagne	81 678	81 915	82 035	82 047	82 100	82 212	82 350	82 488	82 534	82 516	82 469	82 683	82 635	74 422
Australie	18 072	18 311	18 518	18 711	18 926	19 153	19 413	19 641	19 873	20 092	20 340	20 605	23 663	28 081
Autriche	7 948	7 959	7 968	7 977	7 992	8 012	8 043	8 084	8 118	8 175	8 233	8 263	8 651	8 986
Belgique	10 137	10 157	10 181	10 203	10 226	10 251	10 287	10 333	10 376	10 421	10 479	10 465	10 801	10 897
Canada	29 302	29 611	29 907	30 157	30 404	30 689	31 021	31 373	31 676	31 989	32 299	32 623	36 344	41 896
Corée	45 093	45 525	45 954	46 287	46 617	47 008	47 357	47 622	47 859	48 039	48 138	48 297	49 326	42 343
Danemark	5 228	5 262	5 284	5 301	5 319	5 337	5 355	5 374	5 387	5 401	5 416	5 435	5 582	5 621
Espagne	39 388	39 479	39 583	39 722	39 927	40 264	40 721	41 314	42 005	42 640	43 210	43 696	45 568	42 703
États-Unis	266 557	269 667	272 912	276 115	279 295	282 430	285 454	288 427	291 289	294 056	296 940	299 801	336 032	420 081
Finlande	5 108	5 125	5 140	5 153	5 165	5 176	5 188	5 201	5 213	5 228	5 246	5 266	5 538	5 747
France	57 844	58 026	58 207	58 398	58 661	59 013	59 393	59 778	60 155	60 521	60 873	61 203	65 102	69 993
Grèce	10 634	10 709	10 777	10 835	10 883	10 917	10 950	10 988	11 024	11 062	11 104	11 143	11 426	10 605
Hongrie	10 229	10 193	10 155	10 114	10 068	10 122	10 188	10 159	10 130	10 107	10 087	10 066	9 856	8 718
Irlande	3 601	3 626	3 664	3 703	3 742	3 790	3 847	3 917	3 979	4 044	4 131	4 151	4 774	5 482
Islande	267	269	271	274	277	281	285	288	289	293	296	297	327	355
Italie	56 843	56 859	56 890	56 907	56 917	56 943	56 975	57 151	57 597	58 167	58 597	58 643	59 001	55 710
Japon	125 570	125 864	126 166	126 486	126 686	126 926	127 291	127 435	127 619	127 687	127 757	127 762	122 735	95 152
Luxembourg	409	414	419	425	430	436	442	446	450	453	457	463	523	644
Mexique	91 725	93 130	94 478	95 790	97 115	98 439	99 716	100 909	102 000	103 002	103 947	104 874	115 762	121 856
Norvège	4 359	4 381	4 405	4 431	4 462	4 491	4 514	4 538	4 565	4 592	4 623	4 651	5 061	5 854
Nouvelle-Zélande	3 673	3 732	3 781	3 815	3 835	3 858	3 881	3 939	4 009	4 061	4 099	4 140	4 565	5 046
Pays-Bas	15 459	15 531	15 611	15 707	15 812	15 926	16 046	16 149	16 225	16 282	16 321	16 344	16 762	16 789
Pologne	38 275	38 289	38 292	38 284	38 270	38 258	38 248	38 232	38 195	38 180	38 161	38 049	37 038	33 576
Portugal	10 030	10 058	10 091	10 129	10 172	10 226	10 293	10 368	10 441	10 502	10 549	10 578	10 501	9 332
République slovaque	5 364	5 374	5 383	5 391	5 395	5 401	5 380	5 379	5 379	5 383	5 387	5 386	5 417	4 880
République tchèque	10 331	10 315	10 304	10 295	10 283	10 273	10 224	10 201	10 202	10 207	10 234	10 241	10 287	9 457
Royaume-Uni	58 025	58 164	58 314	58 475	58 684	58 886	59 113	59 322	59 554	59 835	60 210	60 533	64 449	69 177
Suède	8 827	8 841	8 846	8 851	8 858	8 872	8 896	8 925	8 958	8 994	9 030	9 074	9 658	10 490
Suisse	7 041	7 072	7 089	7 110	7 144	7 184	7 230	7 285	7 339	7 390	7 437	7 490	7 993	8 067
Turquie	63 070	64 131	65 181	66 221	67 254	67 420	68 365	69 301	70 231	71 152	72 065	72 974	84 301	96 498
Total UE27	476 486	477 251	477 918	478 525	479 385	480 578	481 992	483 749	485 738	487 819	489 792	491 094	500 487	484 603
Total OCDE	1 090 086	1 097 989	1 105 806	1 113 314	1 120 919	1 128 193	1 136 466	1 144 566	1 152 670	1 160 470	1 168 136	1 175 198	1 249 678	1 318 459
Afrique du Sud	41 505	42 401	43 236	44 009	44 729	45 398	46 017	46 581	47 089	47 541	47 939	48 282	51 281	55 590
Brésil	161 615	164 073	166 566	169 087	171 622	174 161	176 702	179 246	181 787	184 318	186 831	189 323	219 992	254 085
Chine	1 213 732	1 225 680	1 237 431	1 248 852	1 259 740	1 269 962	1 279 486	1 288 401	1 296 838	1 304 983	1 312 979	1 320 864	1 421 260	1 408 846
Fédération de Russie	149 124	148 926	148 667	148 339	147 927	147 423	146 828	146 159	145 438	144 696	143 953	143 221	132 407	107 832
Inde	954 282	972 968	991 513	1 009 905	1 028 145	1 046 235	1 064 156	1 081 899	1 099 494	1 116 985	1 134 403	1 151 751	1 379 198	1 658 270
Monde	5 719 045	5 801 566	5 883 316	5 964 308	6 044 563	6 124 123	6 202 979	6 281 209	6 359 055	6 436 826	6 514 751	6 592 900	7 667 090	9 191 287

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272317250164

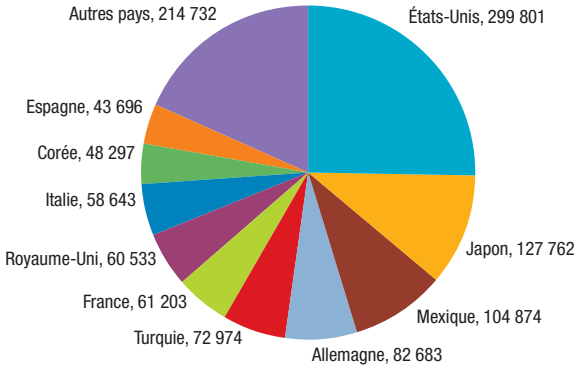
Population mondiale

Milliers, année 2006



Population de l'OCDE

Milliers, année 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385245568262

Taux de croissance de la population

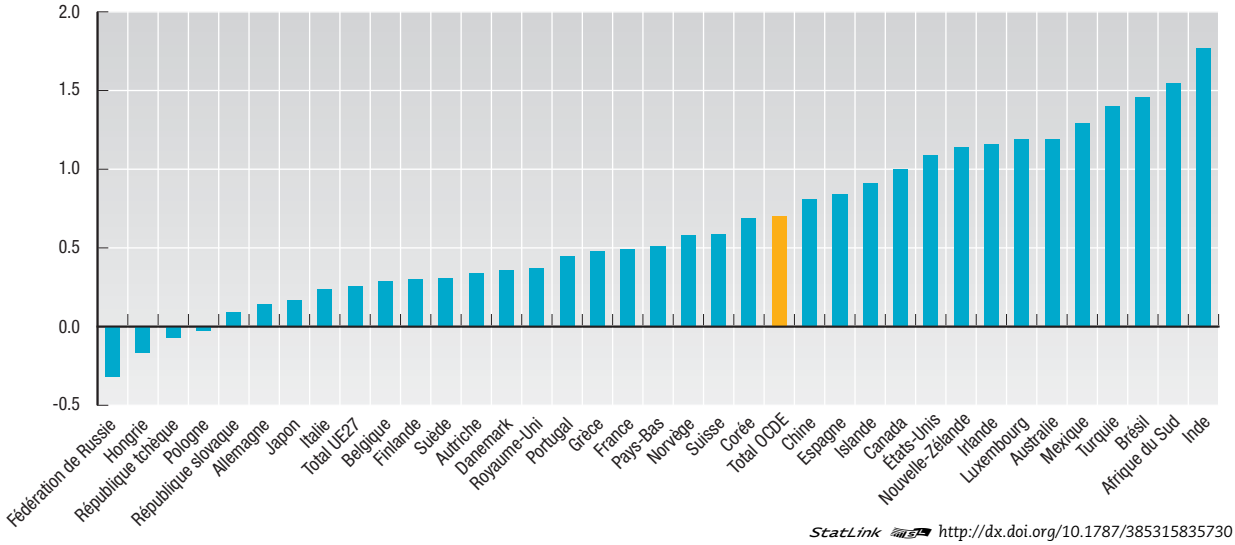
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	0.66	0.35	0.29	0.29	0.15	0.02	0.06	0.14	0.17	0.17	0.06	-0.02	-0.06	0.26
Australie	0.99	1.06	1.22	1.32	1.13	1.05	1.15	1.20	1.36	1.17	1.18	1.10	1.24	1.31
Autriche	0.83	0.39	0.15	0.14	0.11	0.11	0.19	0.24	0.39	0.51	0.42	0.70	0.72	0.36
Belgique	0.39	0.31	0.21	0.20	0.24	0.21	0.23	0.24	0.34	0.45	0.42	0.43	0.55	-0.13
Canada	1.11	1.11	1.05	1.05	1.00	0.84	0.82	0.94	1.08	1.13	0.97	0.99	0.97	1.00
Corée	1.02	1.01	1.01	0.96	0.94	0.72	0.71	0.84	0.74	0.56	0.50	0.38	0.21	0.33
Danemark	0.35	0.30	0.44	0.64	0.43	0.32	0.34	0.34	0.33	0.36	0.24	0.26	0.27	0.34
Espagne	0.31	0.27	0.23	0.23	0.26	0.35	0.52	0.84	1.14	1.46	1.67	1.51	1.34	1.13
États-Unis	1.31	1.22	1.18	1.17	1.20	1.17	1.15	1.12	1.07	1.04	0.99	0.95	0.98	0.96
Finlande	0.49	0.43	0.38	0.33	0.30	0.27	0.23	0.21	0.23	0.24	0.24	0.29	0.34	0.38
France	0.40	0.33	0.32	0.31	0.31	0.33	0.45	0.60	0.64	0.65	0.63	0.61	0.58	0.54
Grèce	0.92	0.84	0.77	0.70	0.63	0.54	0.44	0.32	0.30	0.34	0.33	0.35	0.38	0.35
Hongrie	-0.29	-0.31	-0.32	-0.35	-0.38	-0.41	-0.46	0.54	0.65	-0.28	-0.29	-0.22	-0.20	-0.21
Irlande	0.55	0.33	0.43	0.69	1.05	1.06	1.04	1.28	1.52	1.82	1.58	1.63	2.15	0.50
Islande	1.03	0.84	0.52	0.58	0.74	1.06	1.24	1.43	1.39	0.88	0.60	1.15	1.12	0.30
Italie	0.06	0.02	0.00	0.03	0.05	0.03	0.02	0.05	0.06	0.31	0.78	0.99	0.74	0.08
Japon	0.30	0.26	0.24	0.23	0.24	0.25	0.16	0.19	0.29	0.11	0.14	0.05	0.05	0.00
Luxembourg	1.35	1.37	1.41	1.37	1.26	1.25	1.36	1.35	1.20	1.05	0.85	0.74	0.87	1.15
Mexique	1.80	1.71	1.62	1.53	1.45	1.39	1.38	1.36	1.30	1.20	1.08	0.98	0.92	0.89
Norvège	0.60	0.57	0.52	0.51	0.54	0.60	0.69	0.65	0.51	0.54	0.59	0.59	0.68	0.60
Nouvelle-Zélande	1.15	1.34	1.47	1.60	1.32	0.89	0.53	0.59	0.59	1.51	1.78	1.30	0.92	0.99
Pays-Bas	0.70	0.60	0.50	0.46	0.52	0.62	0.67	0.72	0.76	0.64	0.47	0.35	0.24	0.14
Pologne	0.12	0.08	0.06	0.04	0.01	-0.02	-0.04	-0.03	-0.03	-0.04	-0.10	-0.04	-0.05	-0.29
Portugal	0.13	0.22	0.26	0.27	0.33	0.38	0.42	0.53	0.66	0.73	0.70	0.58	0.45	0.28
République slovaque	0.34	0.43	0.30	0.19	0.18	0.14	0.08	0.10	-0.39	-0.02	0.00	0.07	0.09	-0.02
République tchèque	0.12	0.05	-0.05	-0.15	-0.11	-0.08	-0.12	-0.10	-0.47	-0.23	0.01	0.05	0.27	0.07
Royaume-Uni	0.22	0.26	0.28	0.24	0.26	0.28	0.36	0.34	0.39	0.35	0.39	0.47	0.63	0.54
Suède	0.58	0.71	0.53	0.16	0.06	0.06	0.08	0.16	0.27	0.33	0.37	0.39	0.40	0.49
Suisse	0.91	0.80	0.67	0.44	0.24	0.30	0.48	0.56	0.63	0.76	0.74	0.69	0.64	0.71
Turquie	1.83	1.78	1.73	1.68	1.64	1.60	1.56	0.25	1.40	1.37	1.34	1.31	1.28	1.26
Total UE27	0.28	0.21	0.18	0.16	0.14	0.13	0.18	0.25	0.29	0.36	0.41	0.43	0.40	0.27
Total OCDE	0.84	0.78	0.75	0.72	0.71	0.68	0.68	0.65	0.73	0.71	0.71	0.68	0.66	0.60
Afrique du Sud	2.69	2.58	2.38	2.16	1.97	1.79	1.63	1.50	1.36	1.22	1.09	0.96	0.84	0.72
Brésil	1.54	1.52	1.52	1.52	1.52	1.51	1.50	1.48	1.46	1.44	1.42	1.39	1.36	1.33
Chine	1.07	1.02	1.00	0.98	0.96	0.92	0.87	0.81	0.75	0.70	0.65	0.63	0.61	0.60
Fédération de Russie	0.02	-0.06	-0.10	-0.13	-0.17	-0.22	-0.28	-0.34	-0.40	-0.46	-0.49	-0.51	-0.51	-0.51
Inde	2.11	2.06	2.01	1.96	1.91	1.85	1.81	1.76	1.71	1.67	1.63	1.59	1.56	1.53
Monde	1.55	1.51	1.48	1.44	1.41	1.38	1.35	1.32	1.29	1.26	1.24	1.22	1.21	1.20

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272324178223

Taux de croissance de la population

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1993-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385315835730

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux de fécondité

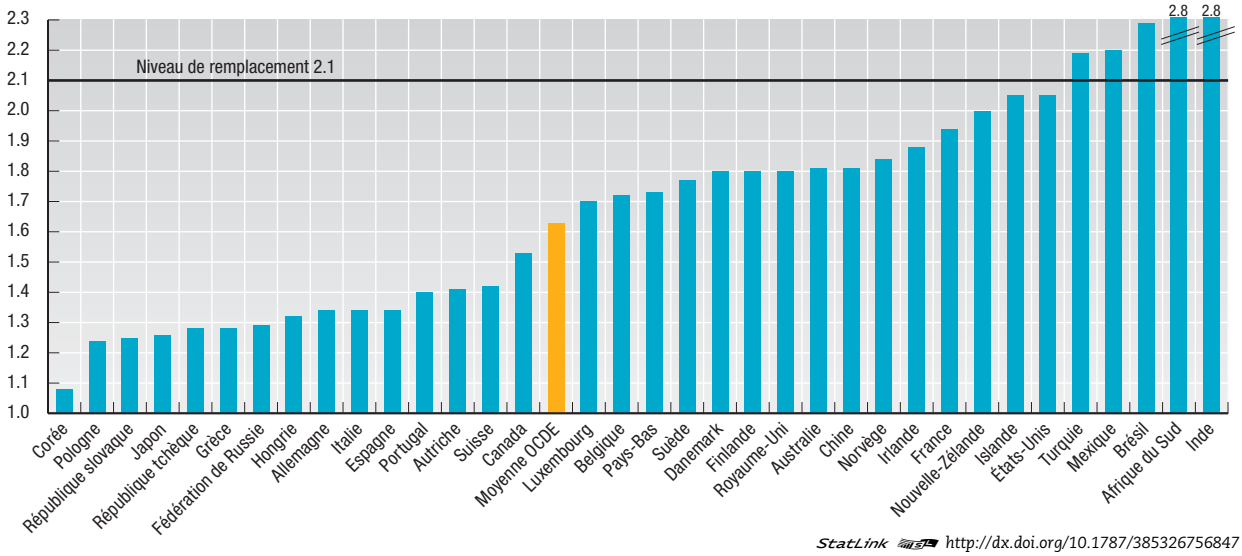
Nombre d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	1.30	1.28	1.24	1.25	1.32	1.37	1.36	1.36	1.38	1.35	1.31	1.34	1.36	1.34
Australie	1.85	1.89	1.87	1.85	1.82	1.80	1.78	1.76	1.76	1.73	1.76	1.75	1.77	1.81
Autriche	1.49	1.48	1.44	1.40	1.42	1.37	1.34	1.32	1.34	1.31	1.40	1.38	1.42	1.41
Belgique	1.65	1.61	1.55	1.55	1.55	1.55	1.53	1.61	1.66	1.64	1.62	1.64	1.64	1.72
Canada	1.69	1.66	1.62	1.62	1.62	1.58	1.54	1.51	1.49	1.51	1.50	1.53	1.53	1.53
Corée	1.78	1.67	1.67	1.65	1.58	1.54	1.47	1.42	1.47	1.30	1.17	1.19	1.16	1.08
Danemark	1.76	1.75	1.81	1.80	1.75	1.75	1.72	1.73	1.77	1.74	1.72	1.76	1.78	1.80
Espagne	1.32	1.27	1.21	1.18	1.17	1.19	1.16	1.20	1.24	1.26	1.26	1.31	1.32	1.34
États-Unis	2.07	2.05	2.04	2.02	2.04	2.06	2.00	2.01	2.06	2.03	2.01	2.04	2.05	2.05
Finlande	1.85	1.81	1.85	1.81	1.76	1.75	1.70	1.74	1.73	1.73	1.72	1.76	1.80	1.80
France	1.73	1.65	1.66	1.70	1.72	1.71	1.76	1.79	1.88	1.89	1.87	1.88	1.91	1.94
Grèce	1.38	1.34	1.35	1.32	1.30	1.31	1.29	1.28	1.27	1.27	1.27	1.28	1.29	1.28
Hongrie	1.77	1.69	1.64	1.57	1.46	1.38	1.33	1.29	1.32	1.31	1.30	1.27	1.28	1.32
Irlande	1.99	1.91	1.85	1.83	1.89	1.92	1.93	1.88	1.89	1.97	1.97	1.96	1.93	1.88
Islande	2.21	2.22	2.14	2.08	2.12	2.04	2.04	1.99	2.08	1.95	1.93	1.99	2.04	2.05
Italie	1.31	1.25	1.21	1.18	1.20	1.22	1.20	1.23	1.23	1.25	1.25	1.26	1.33	1.34
Japon	1.50	1.46	1.50	1.42	1.44	1.44	1.38	1.34	1.36	1.33	1.32	1.29	1.29	1.26
Luxembourg	1.64	1.70	1.72	1.69	1.76	1.71	1.68	1.73	1.76	1.66	1.63	1.63	1.69	1.70
Mexique	3.20	3.20	3.10	3.00	2.90	2.80	2.70	2.70	2.70	2.60	2.50	2.40	2.30	2.20
Norvège	1.88	1.86	1.86	1.87	1.89	1.86	1.81	1.84	1.85	1.78	1.75	1.80	1.83	1.84
Nouvelle-Zélande	2.10	2.07	2.05	1.99	1.99	1.96	1.89	1.97	1.98	1.97	1.90	1.95	2.01	2.00
Pays-Bas	1.59	1.57	1.57	1.53	1.53	1.56	1.63	1.65	1.72	1.71	1.73	1.75	1.73	1.73
Pologne	1.93	1.85	1.80	1.61	1.58	1.51	1.44	1.37	1.34	1.29	1.24	1.22	1.23	1.24
Portugal	1.54	1.52	1.44	1.40	1.43	1.46	1.46	1.50	1.55	1.46	1.47	1.44	1.40	1.40
République slovaque	1.86	1.75	1.63	1.52	1.47	1.43	1.38	1.33	1.29	1.20	1.18	1.20	1.24	1.25
République tchèque	1.72	1.67	1.44	1.28	1.18	1.19	1.16	1.13	1.14	1.14	1.17	1.18	1.22	1.28
Royaume-Uni	1.79	1.75	1.74	1.70	1.72	1.72	1.71	1.68	1.65	1.63	1.64	1.71	1.76	1.80
Suède	2.09	1.99	1.88	1.73	1.60	1.52	1.50	1.50	1.54	1.57	1.65	1.71	1.75	1.77
Suisse	1.58	1.51	1.49	1.48	1.50	1.51	1.47	1.48	1.50	1.41	1.39	1.39	1.42	1.42
Turquie	2.93	2.87	2.81	2.75	2.69	2.63	2.56	2.48	2.27	2.25	2.24	2.22	2.21	2.19
Moyenne OCDE	1.82	1.78	1.74	1.69	1.68	1.66	1.63	1.63	1.64	1.61	1.60	1.61	1.62	1.63
Afrique du Sud	3.20	3.16	3.12	3.08	3.04	3.00	2.97	2.93	2.90	2.86	2.84	2.82	2.80	2.78
Brésil	2.60	2.57	2.54	2.51	2.48	2.45	2.43	2.41	2.39	2.36	2.35	2.33	2.31	2.29
Chine	1.95	1.94	1.93	1.92	1.91	1.90	1.90	1.89	1.89	1.89	1.88	1.88	1.85	1.81
Fédération de Russie	..	..	..	1.34	1.27	1.22	1.23	1.16	1.19	1.22	1.29	1.32	1.34	1.29
Inde	3.54	3.49	3.45	3.40	3.35	3.30	3.22	3.15	3.07	3.00	2.92	2.92	2.88	2.84

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272332670175

Taux de fécondité

Nombre d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385326756847

POPULATION RÉGIONALE

À l'intérieur des pays, la population ne se répartit pas de manière uniforme d'une région à l'autre. Les différences de conditions climatiques et environnementales découragent l'installation humaine dans certaines zones et favorisent la concentration de population autour de quelques centres urbains. Ce schéma est renforcé par l'existence d'opportunités économiques plus nombreuses et la plus grande disponibilité de services résultant de l'urbanisation elle-même.

Définition

Le nombre d'habitants d'une région donnée, autrement dit sa population totale, peut s'exprimer en population annuelle moyenne ou en population à une date spécifique au cours de l'année considérée. La population moyenne au cours d'une année civile est généralement calculée par moyenne arithmétique de la population au 1er janvier de deux années consécutives. (C'est ce qu'on appelle aussi « l'effectif moyen d'une population ».) Toutefois, certains pays estiment la population à une date proche du 1er juillet (population en milieu d'année).

L'indice de concentration géographique offre une image plus précise de la distribution spatiale de la population car il tient compte de la superficie de chaque région.

L'indice de concentration géographique compare le poids économique et le poids géographique entre les différentes régions d'un pays donné. Il est construit de manière à tenir compte des écarts de taille des régions à la fois à l'intérieur d'un même pays et entre pays. Il se situe entre 0 (absence de concentration) et 100 (concentration maximale) dans tous les pays et se prête aux comparaisons internationales.

Comparabilité

Le principal problème de l'analyse économique au niveau infranational est l'unité d'analyse, c'est-à-dire la région. Le mot « région » peut prendre des sens très différents à l'intérieur d'un pays comme d'un pays à l'autre, et s'accompagner d'écarts significatifs en termes de superficie et de population.

La plus petite région de la zone OCDE (Mellila, Espagne) s'étend sur 13 kilomètres carrés alors que la plus vaste (Les territoires du Nord-Ouest et le Nunavut au Canada) compte plus de 3 millions de kilomètres carrés. De même, la population des régions de l'OCDE varie, de 400 habitants environ dans le Territoire de la capitale australienne (ACT) hors Canberra (en Australie) à plus de 47 millions à Kanto (Japon).

Pour examiner cette question, l'OCDE a classé les régions de chaque pays membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux. Le niveau supérieur (niveau territorial 2) englobe 335 macrorégions et le niveau inférieur (niveau territorial 3) se compose de 1 679 microrégions. Le niveau territorial 0 correspond au territoire du pays tout entier tandis que le niveau 1 renvoie à des groupes de macrorégions. Cette classification qui, pour les pays de l'Union européenne, est largement compatible avec celle d'Eurostat NUTS, facilite la comparaison entre régions d'un même niveau territorial. De fait, ces deux niveaux, qui sont officiellement établis et relativement stables dans tous les pays membres, sont utilisés par de nombreuses autorités comme cadre de mise en œuvre des politiques régionales.

En bref

C'est en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Islande et au Mexique que la concentration démographique est la plus forte : dans ces pays, 10 % des régions ne regroupent pas moins de 47 % de la population. En revanche, la répartition territoriale semble plus équilibrée (selon ces statistiques), en République slovaque, en République tchèque, en Belgique et au Danemark.

Pour la zone OCDE dans son ensemble, la densité de population régionale va de pratiquement zéro dans la région de Kitikmeot (Canada) à 20 504 habitants au kilomètre carré à Paris (France). L'écart est particulièrement important en France, en Corée et au Royaume-Uni. Dans ces pays, on observe un fort contraste entre les régions essentiellement urbaines (qui affichent des densités supérieures à 6 000 habitants au kilomètre carré) et les régions essentiellement rurales où les densités de population ne dépassent pas 100 habitants/km^2 (pour une définition de la typologie régionale, voir le chapitre sur le PIB régional).

En moyenne, environ la moitié de la population des pays de l'OCDE (47 %) vit dans des régions essentiellement urbaines. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Royaume-Uni, au Japon, en Australie, aux États-Unis, en Italie, au Canada et en Corée, les régions urbaines accueillent plus de 50 % de la population totale.

L'indice de concentration géographique montre que le Canada, l'Australie et l'Islande sont les pays dans lesquels la répartition de la population est la plus inégale. Par ailleurs, c'est en République slovaque, en République tchèque, en Hongrie, en Belgique, aux Pays-Bas et en Pologne, que la concentration géographique est la plus faible.

Source

- OCDE (2008), *Panorama des régions de l'OCDE : Édition 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE, Édition 2001*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE – Villes, compétitivité et mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », Cahiers Statistiques de l'OCDE, n° 6, février, OCDE, Paris, *www.oecd.org/std/cahierstatistique*.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

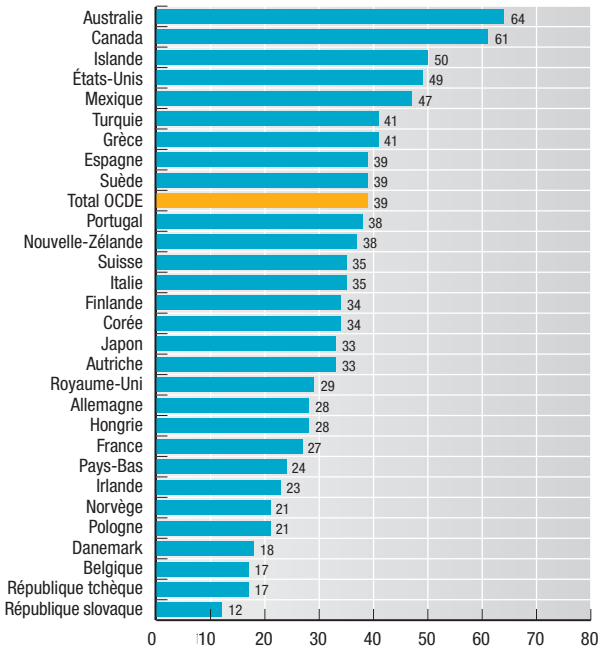
Bases de données en ligne

- *OCDE Base de données régionales*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

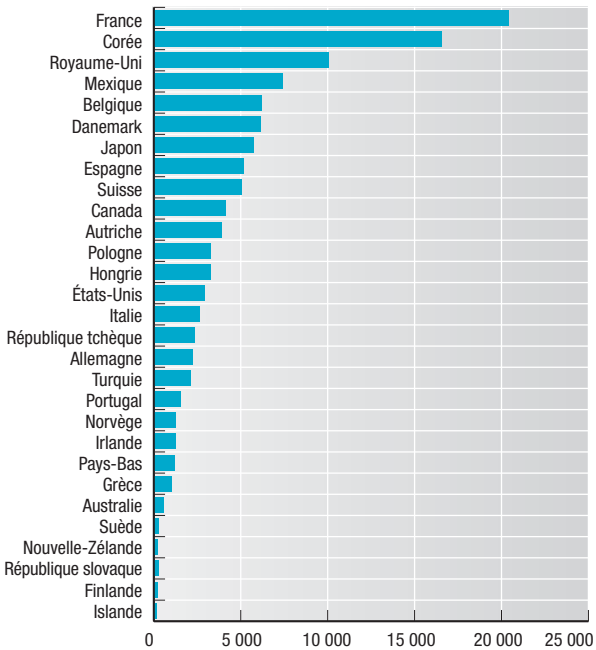
Proportion de la population nationale dans les 10% des régions avec la plus forte concentration de population

Pourcentage, 2004



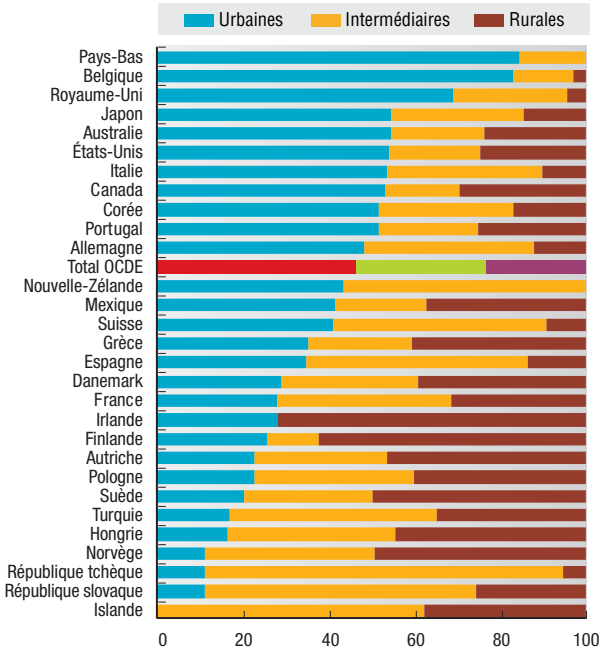
Disparités dans la densité de population par région

Nombre maximum – nombre minimum de personnes par km², 2004



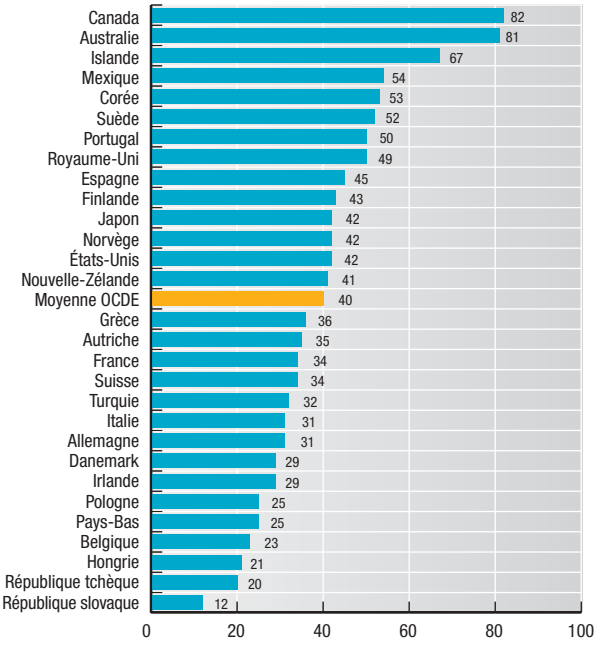
Distribution de la population nationale en régions urbaines, intermédiaires et rurales

Pourcentage, 2004



Indice de la concentration géographique par région

Année 2004



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385348135433

VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

La part de la population âgée de 65 ans et plus augmente dans tous les pays de l'OCDE et cette tendance est appelée à se poursuivre. Le nombre de personnes âgées inactives en pourcentage de la population active totale suit également cette évolution dans les pays de l'OCDE, ce qui n'est pas sans conséquence pour les dépenses publiques et privées de retraite et de santé, mais aussi, plus généralement, pour la croissance économique et le bien-être.

Définition

La population est la population qui réside effectivement dans le pays, c'est-à-dire toute personne, quelle que soit sa nationalité, qui a un lieu permanent de résidence dans le pays. La population active est définie, conformément aux lignes directrices du BIT, comme l'ensemble des personnes qui ont un emploi et des personnes qui sont à la fois disponibles pour travailler et qui cherchent activement un emploi. Les prévisions démographiques proviennent de sources nationales lorsqu'il en existe ou, dans certains cas, des bases de données statistiques d'Eurostat et de l'ONU.

Comparabilité

Dans la mesure où la quasi-totalité des pays de l'OCDE appliquent maintenant les lignes directrices du BIT pour définir la population active, leurs statistiques dans ce domaine présentent un bon degré de comparabilité.

Toutes les prévisions démographiques reposent sur des hypothèses concernant les tendances futures de l'espérance de vie, des taux de fécondité et du solde migratoire. Comme on fait souvent plusieurs séries de calculs en fonction de diverses hypothèses, il a été décidé de présenter ici les estimations correspondant au scénario central ou médian.

Les prévisions relatives à la population active sont fondées sur les prévisions démographiques décrites ci-dessus auxquelles on applique ensuite d'autres hypothèses concernant les taux d'activité futurs de la population active des hommes et des femmes de différents groupes d'âge à rechercher un emploi rémunéré. Un soin particulier a été apporté à la modélisation des taux d'activité attendus parmi les femmes et les personnes âgées.

Tendances à long terme

Les populations les plus jeunes (qui ont la part de la population âgée de plus de 65 ans la plus faible) se rencontrent soit dans les pays qui ont des taux de natalité élevés comme le Mexique, la Turquie et l'Islande, soit dans les pays qui attirent beaucoup d'immigrants comme l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Les uns et les autres connaîtront toutefois un vieillissement marqué de leur population dans les prochaines 50 années.

Selon les prévisions, le taux de dépendance économique (*i.e.* le ratio de la population âgée inactive sur la population active totale, partie droite du tableau) devrait être supérieure à 50 % en Finlande, en Italie et au Japon d'ici 2020 : il y aura alors moins de deux actifs pour chaque personne âgée inactive. C'est en Islande, au Mexique et en Turquie, que l'estimation du taux de dépendance économique est la plus basse à l'horizon 2020, moins de 30 %.

Tous les pays vont connaître une forte augmentation du taux de dépendance économique sur la période 2020 à 2050.

Sources

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- Eurostat, Nations Unies, sources nationales et estimations OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Burniaux, J.-M., R. Duval et F. Jaumotte (2004), *Coping with Ageing*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 371, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *Reforms for an Ageing Society*, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Ageing and Income Financial Resources and Retirement in 9 OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Ageing and Transport Mobility Needs and Safety Issues*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Ageing, Housing and Urban Development*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Viellissement et politiques de l'emploi*, séries, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Vieillissement et service public : Le défi des ressources humaines*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les pensions dans les pays de l'OCDE : Panorama des politiques publiques – Édition 2007*, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonneuve et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 420, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (1997), *Principaux indicateurs économiques : avril Volume 1997-4*, « sources et méthodes : Statistiques de la main-d'œuvre et des salaires », OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.
- *Principaux indicateurs économiques*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Population de plus de 65 ans

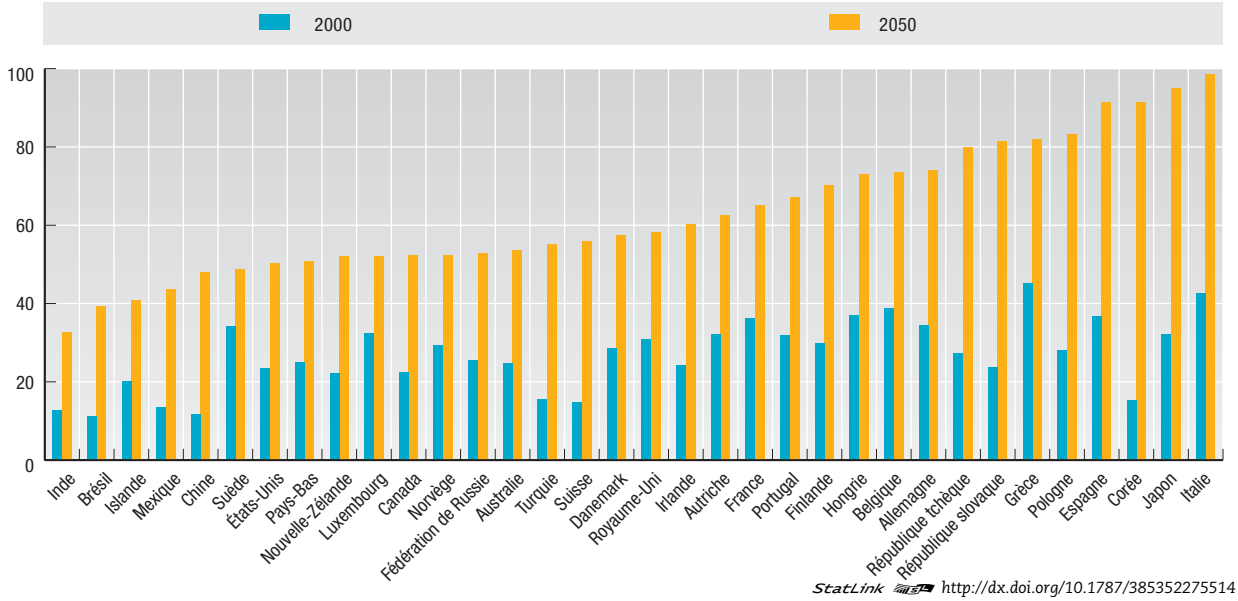
Pourcentage

	Pourcentage de la population totale							Pourcentage de la population âgée inactive sur la population active totale						
	2000	2005	2010	2020	2030	2040	2050	2000	2005	2010	2020	2030	2040	2050
Allemagne	16.7	18.7	20.3	23.0	27.9	30.9	31.5	34.5	37.3	40.3	47.4	62.1	71.1	73.9
Australie	12.5	13.1	14.3	18.3	22.1	24.4	25.7	24.8	25.3	27.2	35.3	44.2	49.9	53.5
Autriche	15.4	15.8	17.2	19.4	23.5	26.6	27.5	32.1	31.7	34.1	39.7	51.3	59.7	62.6
Belgique	16.8	17.2	17.5	20.7	24.9	27.4	27.7	38.9	39.4	40.0	49.3	63.5	72.1	73.5
Canada	12.0	12.5	13.8	18.4	23.3	25.1	26.3	22.5	22.6	24.6	33.7	44.6	49.0	52.2
Corée	7.4	9.6	11.4	16.4	25.0	33.3	37.6	15.3	19.1	22.8	32.1	51.8	75.5	91.4
Danemark	15.2	15.4	16.8	20.9	24.1	26.3	25.5	28.5	29.0	32.2	41.7	52.2	59.8	57.3
Espagne	16.8	16.7	17.4	20.3	25.4	32.1	36.5	36.7	34.0	35.2	42.0	54.6	75.7	91.3
États-Unis	12.4	12.3	13.2	16.8	20.4	21.1	21.2	23.5	23.5	26.0	35.9	46.5	49.8	50.3
Finlande	15.0	16.0	17.2	22.8	26.1	27.0	27.6	29.9	32.0	35.5	51.1	62.6	66.6	70.2
France	16.1	16.7	16.9	20.4	23.5	25.5	26.1	36.2	37.1	37.9	47.6	56.8	62.8	65.0
Grèce	19.1	18.5	19.3	21.8	25.3	29.9	32.3	45.1	40.6	41.9	47.9	58.3	73.2	82.0
Hongrie	15.2	15.9	16.7	20.3	21.6	24.0	26.8	37.0	37.6	39.3	48.8	53.9	63.2	73.1
Irlande	11.2	11.2	11.9	14.9	18.5	22.4	26.3	24.3	22.9	24.2	30.5	38.2	48.2	60.2
Islande	11.8	12.3	13.0	16.2	20.2	21.6	21.7	20.2	20.9	22.0	28.6	37.5	40.8	40.8
Italie	17.7	19.3	20.4	23.2	27.1	32.1	33.7	42.7	45.9	48.5	56.7	71.0	90.9	98.5
Japon	17.2	20.0	23.1	29.2	31.8	36.4	39.5	32.2	38.3	46.4	61.2	68.6	83.1	94.9
Luxembourg	14.0	13.6	14.2	16.7	20.1	22.5	22.2	32.3	30.1	31.0	36.6	46.4	53.1	52.1
Mexique	5.3	6.3	7.1	9.4	12.8	16.8	20.2	13.5	15.6	16.9	20.4	27.0	35.5	43.5
Norvège	15.5	14.9	15.6	18.6	21.2	23.4	23.7	29.4	28.3	30.1	37.5	45.4	51.5	52.3
Nouvelle-Zélande	11.2	11.6	12.9	17.1	22.0	25.3	26.2	22.2	21.7	23.6	31.3	41.5	49.7	52.0
Pays-Bas	12.9	13.5	15.0	19.6	23.5	25.1	23.6	25.1	26.1	29.3	39.5	50.3	54.7	50.7
Pologne	12.8	13.8	14.0	19.3	23.2	25.6	29.9	28.1	30.1	30.7	44.3	57.1	67.6	83.1
Portugal	16.4	17.0	17.4	20.0	23.9	28.1	31.8	32.0	32.4	32.7	37.5	45.5	56.5	67.2
République slovaque	11.5	11.6	12.7	16.9	21.5	24.9	30.0	23.8	23.6	25.5	35.6	48.4	61.5	81.3
République tchèque	13.8	14.1	15.4	20.2	22.7	26.5	31.2	27.4	27.9	30.7	41.9	49.5	63.3	80.0
Royaume-Uni	15.6	15.9	16.9	20.2	23.4	25.6	25.8	30.8	31.0	33.2	41.7	51.1	57.4	58.1
Suède	17.6	17.5	18.8	21.7	23.4	24.6	24.3	34.3	32.9	35.5	42.4	47.1	49.8	48.7
Suisse	8.9	15.9	17.1	20.1	24.0	27.0	28.0	14.7	28.2	30.3	36.2	45.7	53.3	55.9
Turquie	5.5	5.9	6.3	7.8	10.6	14.4	17.3	15.6	17.1	18.4	22.9	32.0	44.8	55.2
Brésil	5.4	6.1	6.8	9.1	12.5	15.7	19.4	11.3	12.5	13.6	17.9	24.4	31.0	39.2
Chine	6.8	7.6	8.3	12.0	16.3	22.3	23.8	11.7	12.8	13.9	20.8	30.2	43.1	48.0
Fédération de Russie	12.3	13.8	12.5	14.9	18.9	20.1	23.7	25.4	26.9	23.8	28.9	37.4	41.8	52.9
Inde	4.9	5.3	5.7	6.9	9.1	11.7	14.6	12.6	13.3	13.9	16.2	20.6	26.0	32.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272346577787

Rapport entre la population âgée inactive de plus de 65 ans et la population active

Pourcentage



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385352275514

PERSONNES ÂGÉES PAR RÉGION

Dans tous les pays de l'OCDE, la population âgée de 65 ans et plus a augmenté de manière spectaculaire au cours des trente dernières années, tant en taille qu'en pourcentage de la population totale. Étant donné que les personnes âgées tendent à se concentrer dans quelques rares régions de chaque pays, seul un petit nombre de régions devra faire face aux défis sociaux et économiques que pose le vieillissement de la population.

Définition

La population âgée est définie comme le nombre d'habitants de 65 ans ou plus d'une région donnée. Il peut s'agir soit de la population annuelle moyenne, soit de la population à une date précise de l'année considérée. On calcule généralement la population moyenne sur une année civile en faisant la moyenne arithmétique de la population au 1er janvier de deux années consécutives.

L'indice de concentration géographique offre une image précise de la distribution spatiale de la population âgée, car elle prend en compte la superficie de chaque région et révèle de grandes différences internationales dans le degré de concentration géographique des personnes âgées.

L'indice de concentration géographique compare le poids de la population et le poids géographique de toutes les régions d'un pays donné, et il est construit de manière à prendre en compte les différences existant dans la taille des régions tant dans un même pays que d'un pays à l'autre. Cet indice va de 0 (pas de concentration) à 100 (concentration maximale) dans tous les pays, et il se prête aux comparaisons internationales sur la concentration géographique.

Comparabilité

Comme dans le cas des autres statistiques régionales, les différences de définition de la région (voir Population régionale) et le caractère variable de la géographie des localités rurales et urbaines (voir PIB régional) tant dans un même pays que d'un pays à l'autre, influent sur la comparabilité des données relatives à la population âgée.

En bref

Environ 35 % des personnes âgées des pays de l'OCDE vivent dans seulement 10 % des régions. La concentration est beaucoup plus élevée en Australie, au Canada et en Islande, dont plus de la moitié de la population âgée vit dans 10 % des régions de ces pays.

Environ 46 % de la population âgée des pays de l'OCDE vit dans des régions essentiellement urbaines. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Royaume-Uni et aux États-Unis au moins 54 % de la population âgée totale vivent dans des régions urbaines. En Islande, en Norvège, en République slovaque, en République tchèque, en Turquie, en Suède, en Finlande, en Hongrie, en Autriche, en France et en Pologne, pas moins de 75 % de la population âgée habitent dans des régions essentiellement rurales ou intermédiaires.

Selon l'indice de concentration géographique, le Canada, l'Australie et l'Islande sont les pays où la concentration de la population âgée est la plus forte. Dans le cas du Mexique, de la Suède et du Royaume-Uni, la valeur de l'indice est nettement supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE (38). En revanche, la concentration géographique des personnes âgées semble beaucoup plus faible en République slovaque, en République tchèque, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Belgique et en Irlande.

Source

- OCDE (2008), *Panorama des régions de l'OCDE : Édition 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE, Édition 2001*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonneuve et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 420, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », Cahiers Statistiques de l'OCDE, n° 6, février, OCDE, Paris, *www.oecd.org/std/cahierstatistique*.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

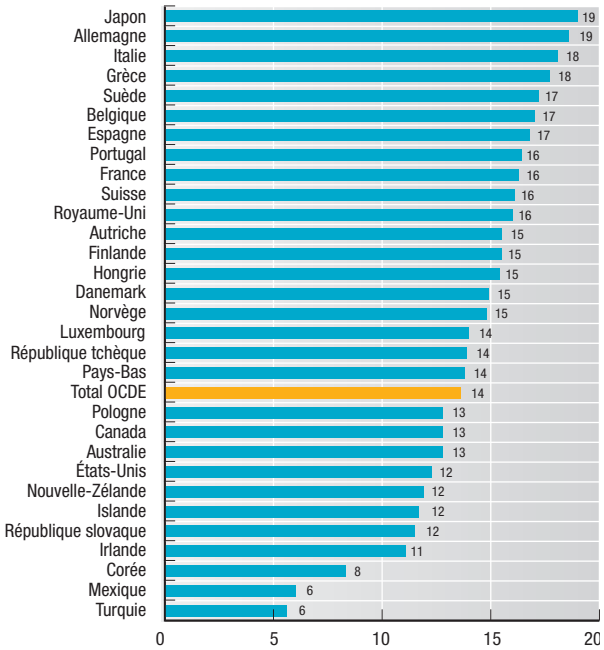
Bases de données en ligne

- *OCDE Base de données régionales*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

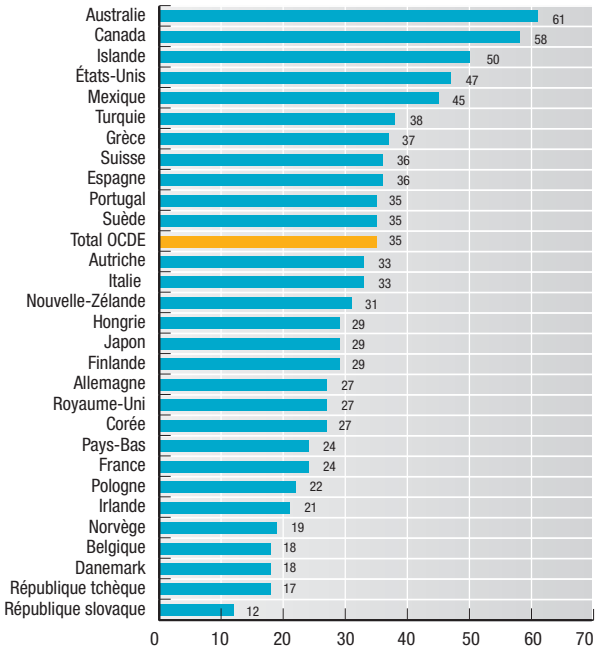
Pourcentage des personnes âgées par pays

Pourcentage, 2004 ou dernière année disponible



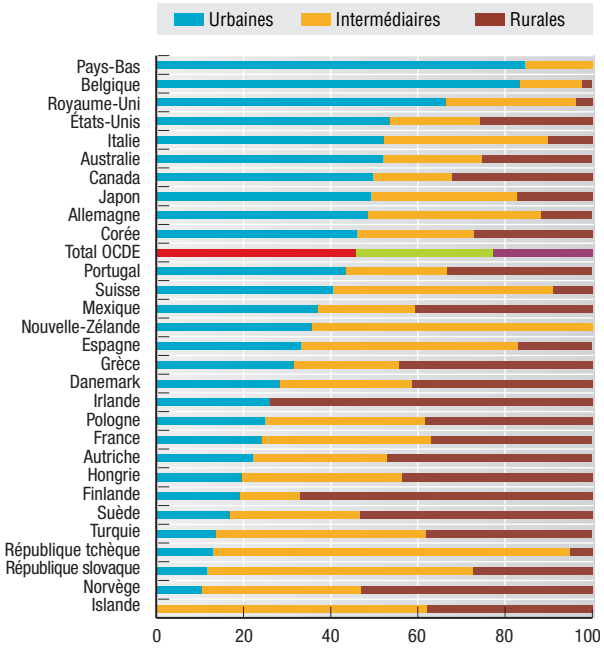
Part des personnes âgées dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de personnes âgées

Pourcentage, 2004 ou dernière année disponible



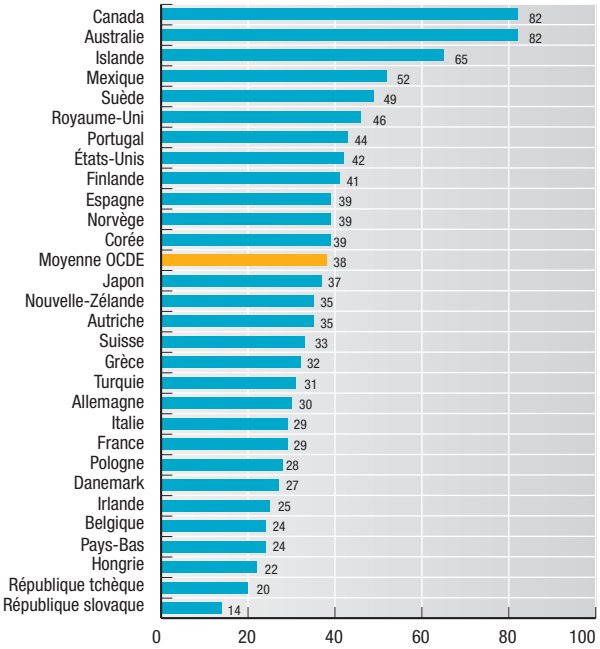
Distribution des personnes âgées en régions urbaines, intermédiaires et rurales

Pourcentage, 2004 ou dernière année disponible



Indice de la concentration géographique des personnes âgées

2004 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385360460787

TENDANCES DES MIGRATIONS

Les mouvements migratoires comprennent non seulement les entrées de personnes de nationalité étrangère – sur lesquelles l'opinion publique tend à se focaliser – mais aussi les migrations des nationaux et des émigrés. Le solde migratoire, qui exprime l'effet global de ces migrations, constitue la principale source d'accroissement de la population dans un nombre croissant de pays de l'OCDE.

Définition

Le solde migratoire se définit comme le nombre total d'immigrés nationaux et étrangers moins le nombre total d'émigrés étrangers et nationaux. Les entrées et les départs pour des motifs tels que le tourisme ou les voyages d'affaires ne sont pas comptabilisés dans ces statistiques.

Comparabilité

Les principales sources d'information sur les migrations varient d'un pays à l'autre, ce qui crée des problèmes de comparabilité des données disponibles concernant les flux d'entrées et de sorties. Toutefois, comme ces problèmes sont généralement liés au degré de prise en compte des migrations de courte durée, le fait de calculer la différence entre les entrées et les sorties permet d'éliminer les migrations qui sont la principale cause de non-comparabilité. Mais les données relatives au solde migratoire sont sujettes à caution car les migrations non autorisées ne sont pas comptabilisées dans les flux d'entrées, et ils sont significatifs dans certains pays de l'OCDE. Or, dans quelques pays de l'OCDE, ces entrées illégales sont relativement nombreuses. De surcroît, la qualité des données relatives aux flux de sorties n'est pas homogène : dans bon nombre de pays, une partie seulement des sorties est enregistrée tandis que dans d'autres, elles doivent faire l'objet d'une estimation.

Le taux de migration nette est utilisé par les démographes pour exprimer la contribution des migrations internationales à l'accroissement démographique, l'autre composante étant l'accroissement naturel, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès sur une année donnée.

Tendances à long terme

Depuis 1993, la Pologne est le seul pays de l'OCDE, parmi ceux figurant sur le tableau, qui affiche systématiquement un solde migratoire négatif. Parmi les pays affichant un accroissement significatif de leur population (> 0.5 % par an) entre 1995 et 1999 par suite des migrations internationales figurent l'Australie, le Canada, l'Espagne, l'Irlande et le Luxembourg. Depuis lors, l'Islande, l'Italie et la Suisse les ont rejoints. Les anciens pays d'émigration (Espagne, Irlande, Italie et Portugal) figurent ainsi très clairement parmi les pays à taux de migration nette élevé, tendance qui devrait se poursuivre.

Nous dénombrons néanmoins un certain nombre de pays où, de nos jours, le solde migratoire ne contribue plus autant à l'accroissement de la population que ce n'était le cas il y a cinq ou dix ans. Ce sont notamment la Grèce, le Danemark, les Pays-Bas et l'Allemagne. Ceux où ce solde concourt davantage à l'accroissement démographique sont les quatre anciens pays d'émigration l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, ainsi que l'Autriche et la Suisse. De fait, l'ensemble des pays de l'OCDE sauf huit ont vu, ces dernières années, leur solde migratoire contribuer de manière plus significative à l'accroissement de leur population. Avec, dans l'avenir proche, le départ à la retraite de la génération du baby boom qui sera remplacée par des cohortes plus petites d'individus entrant dans la vie active, les besoins de main-d'œuvre pourraient bien augmenter et les pays de l'OCDE voir leur solde migratoire progresser constamment.

Source

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2001), *Migration Policies and EU Enlargement: The Case of Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Migration and the Labour Market in Asia: Recent Trends and Policies – 2002 Edition*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Migration for Employment: Bilateral Agreements at a Crossroads*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Trade and Migration: Building Bridges for Global Labour Mobility*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Développement économique et création d'emplois locaux (LEED) – De l'immigration à l'intégration : Des solutions locales à un défi mondial*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives des migrations internationales : SOPEMI – Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2007*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Dumont, J.-C. et G. Lemaître (2005), *Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 25, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques des migrations internationales.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux de migration nette

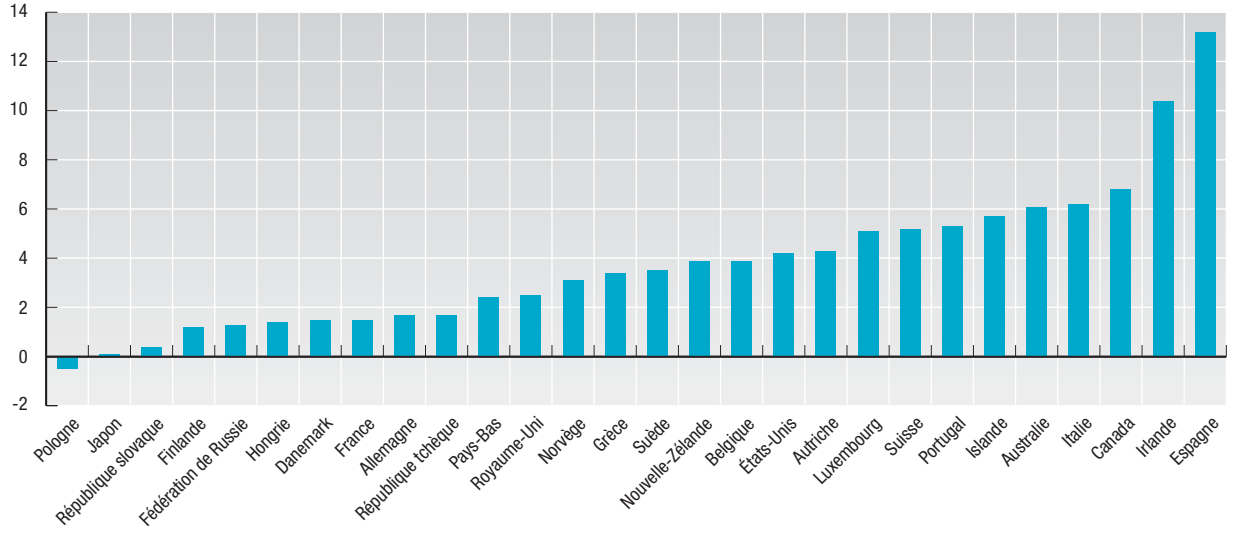
Pour 1 000 habitants

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	5.7	3.9	4.9	3.4	1.1	0.6	2.5	2.0	3.3	2.7	1.7	1.0	1.0	0.3
Australie	2.0	3.1	5.9	5.3	3.9	4.8	5.5	5.8	7.0	5.6	5.5	5.3	6.7	7.1
Autriche	4.2	0.4	0.3	0.5	0.2	1.1	2.5	2.2	4.1	4.2	4.4	6.2	5.9	3.3
Belgique	2.9	2.9	2.7	2.4	1.9	2.1	2.7	2.5	3.4	4.0	3.9	4.2	4.5	4.8
Canada	5.0	5.2	5.5	5.6	5.2	3.9	5.2	6.5	7.9	6.9	6.4	6.4	6.6	..
Danemark	2.1	1.9	5.5	3.2	2.3	2.1	1.7	1.7	2.2	1.7	1.1	0.9	1.2	1.8
Espagne	0.9	0.9	0.9	1.3	1.6	3.1	4.9	8.9	10.1	15.7	14.5	14.7	15.0	..
États-Unis	4.5	4.2	4.4	4.6	4.8	4.2	4.4	4.6	4.6	4.5	3.7	3.8	4.0	4.0
Finlande	1.6	0.6	0.6	0.6	0.8	0.6	0.6	0.4	1.2	1.0	1.2	1.3	1.7	1.9
France	1.2	0.9	0.7	0.6	0.7	0.8	1.0	1.2	1.4	1.6	1.7	1.7	1.6	1.5
Grèce	8.3	7.4	7.3	6.6	5.7	5.1	4.1 |	2.7	3.5	3.5	3.3	3.7	3.5	3.6
Hongrie	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7 |	1.0	0.4	1.6	1.8	1.7	1.9
Irlande	-0.9	-0.8	1.6	4.6	5.1	4.5	6.4	8.4	10.0	8.4	7.8	11.6	15.9	..
Islande	-0.4	-2.6	-2.6	-2.6	0.3	3.2	4.0	6.1	3.4	-1.0	-0.5	1.8	13.0	17.3
Italie	3.2	2.6	1.6	2.6	2.2	1.6	1.8	3.1	2.2 |	6.1	10.6	9.6	5.2	6.4
Japon	-0.1	-0.7	-0.4	-0.1	0.1	0.3	-0.1	0.3 |	1.1	-0.4	0.5	-0.3	-0.4	..
Luxembourg	10.6	9.9	11.2	8.9	9.0	9.5	10.9	8.3	2.5	5.9	4.6	3.5	5.8	..
Norvège	3.0	1.6	1.4	1.4	2.5	3.2	4.3	2.0	1.8	3.7	2.4	2.8	3.9	5.1
Nouvelle-Zélande	3.9	5.5	7.7	6.6	2.0	-1.7	-2.3	-2.9	2.5	9.7	8.7	3.7	1.7	3.6
Pays-Bas	3.9	2.4	2.1	2.8	3.1	3.9	3.8	4.5	4.3	3.4	2.2	1.2	0.6	0.6
Pologne	-0.4	-0.5	-0.5	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4 |	-0.5	-0.4	-0.5	-0.4	-0.2	-0.3	-0.9
Portugal	1.6	1.7	2.2	2.6	2.9	3.2	3.7	4.6	6.3	6.8	6.1	4.5	3.6	..
République slovaque	0.3	0.9	0.5	0.4	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.3	0.5	0.6	0.7
République tchèque	0.5	1.0	1.0	1.0	1.2	0.9	0.9	0.6	-0.8	1.2	2.5	1.8	3.5	3.4
Royaume-Uni	0.3	0.8	1.0	0.9	0.9	1.7	2.3	2.5	2.5	2.5	..	..	..	..
Suède	3.7	5.8	1.2	0.7	0.7	1.2	1.6	2.8	3.3	3.5	3.2	2.8	3.0	5.6
Suisse	5.7	4.4	2.1	-0.8	-1.0	0.2	2.3	2.8	5.8	6.7	5.9	5.4	4.8	4.7
Turquie	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	4.4	3.5	3.5	2.9	1.8	2.5	1.9	1.6	0.6	0.7	0.9	1.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272370046012

Taux de migration nette

Pour 1 000 habitants, moyenne annuelle 2000-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385365112714

POPULATION IMMIGRÉE

En dépit des différences de point de vue entre les pays quant à savoir ce qu'est un « immigré », il est maintenant possible de présenter un tableau comparatif international de l'importance des populations immigrées, en fonction de la nationalité ou du pays de naissance. Au sens strict, la population immigrée est constituée des résidents d'un pays nés dans un autre. La définition fondée sur la nationalité est commune à un certain nombre de pays et correspond à une approche juridique des questions migratoires.

Définition

La nationalité et le lieu de naissance sont les deux critères les plus couramment utilisés pour définir la population « immigrée ». La population née à l'étranger englobe toutes les personnes ayant quitté leur pays de naissance pour vivre dans leur pays de résidence actuel. La population étrangère se compose des personnes ayant conservé la nationalité de leur pays d'origine et peut inclure des personnes nées dans le pays hôte.

Comparabilité

La différence d'un pays à l'autre entre la taille de la population née à l'étranger et celle de la population étrangère dépend des règles régissant l'acquisition de la nationalité. Dans certains pays, les enfants nés sur le territoire acquièrent automatiquement la nationalité de leur pays de naissance (*jus solis* ou droit du sol) alors que dans d'autres pays, les enfants conservent la nationalité de leurs parents (*jus sanguinis* ou droit du sang). Dans d'autres encore, ils conservent la nationalité de leurs parents à la naissance mais reçoivent celle du pays hôte à leur majorité. La plus ou moins grande facilité avec laquelle les immigrés peuvent se faire naturaliser dans leur pays d'accueil explique en partie l'écart entre les deux séries. Par exemple, le critère de la durée de séjour varie : s'il n'est guère que de trois ans au Canada, il peut aller jusqu'à dix ans dans quelques pays. Le taux de naturalisation est élevé dans les pays d'installation comme l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et certains pays d'Europe dont la Belgique, la Suède et les Pays-Bas. En général, l'utilisation du critère de naissance à l'étranger aboutit à des pourcentages de population immigrée bien supérieurs à ceux que l'on obtient quand on emploie la méthode fondée sur la nationalité. Cela tient au fait que beaucoup d'allochtones se font naturaliser et n'apparaissent plus comme ressortissants étrangers. Toutefois, le lieu de naissance ne change pas sauf lorsque les frontières d'un pays sont redessinées.

Les données indiquées pour l'année 2000 proviennent d'une collecte spéciale de données de recensement couvrant la quasi-totalité des pays de l'OCDE. À noter que les allochtones dont il est question ici incluent les personnes nées à l'étranger mais possédant la nationalité de leur pays de résidence actuel. La prévalence de ces personnes parmi la population allochtone peut être significative dans certains pays, en particulier la France et le Portugal (rapatriements depuis les anciennes colonies).

Pour un certain nombre de pays, on ne dispose de données fiables sur la population allochtone qu'au moment des recensements. Pour combler cette lacune, l'OCDE a élaboré des séries de données sur un certain nombre de pays en appliquant deux méthodes d'estimation, le choix de la méthode étant dicté par la disponibilité de données auxiliaires. Pour une description et une évaluation de ces méthodes, voir *www.oecd.org/els/migration/foreignborn*.

Pour la population allochtone, l'année observée figurant dans la colonne « 2000 » est en réalité : 1999 pour la France, 2001 pour l'Espagne, la Grèce, l'Italie et la République slovaque, 2002 pour la Pologne ; et sous la colonne « 2005 » : 2003 pour l'Allemagne, et 2004 pour la République Slovaque. Pour la population étrangère, l'année 2000 renvoie à : 1999 pour la France, 2001 pour l'Australie, le Canada et la Grèce, 2002 pour la Pologne.

Tendances à long terme

On ne s'étonnera pas de constater que la population allochtone a augmenté au cours de ces dix dernières années dans tous les pays pour lesquels on dispose de données. Elle est particulièrement importante en Australie, au Canada, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande et en Suisse. Cette progression devrait se poursuivre dans l'avenir compte tenu des nouveaux besoins d'immigrés. En revanche, la population étrangère augmente généralement plus lentement, parce que les entrées de ressortissants étrangers tendent à être compensées par les naturalisations dans les pays hôtes. C'est pourquoi on n'obtient qu'une image partielle de l'évolution des tendances de l'immigration.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives des migrations internationales : SOPEMI – Édition 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Lemaître, G. et C. Thoreau (2006), *Estimating the foreign-born population on a current basis*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), « Comptabilisation des immigrés et des expatriés dans les pays de l'OCDE : une nouvelle perspective », *Tendances des migrations internationales : SOPEMI – Édition 2004*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Les immigrés dans les pays de l'OCDE.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Personnes nées à l'étranger et population étrangère

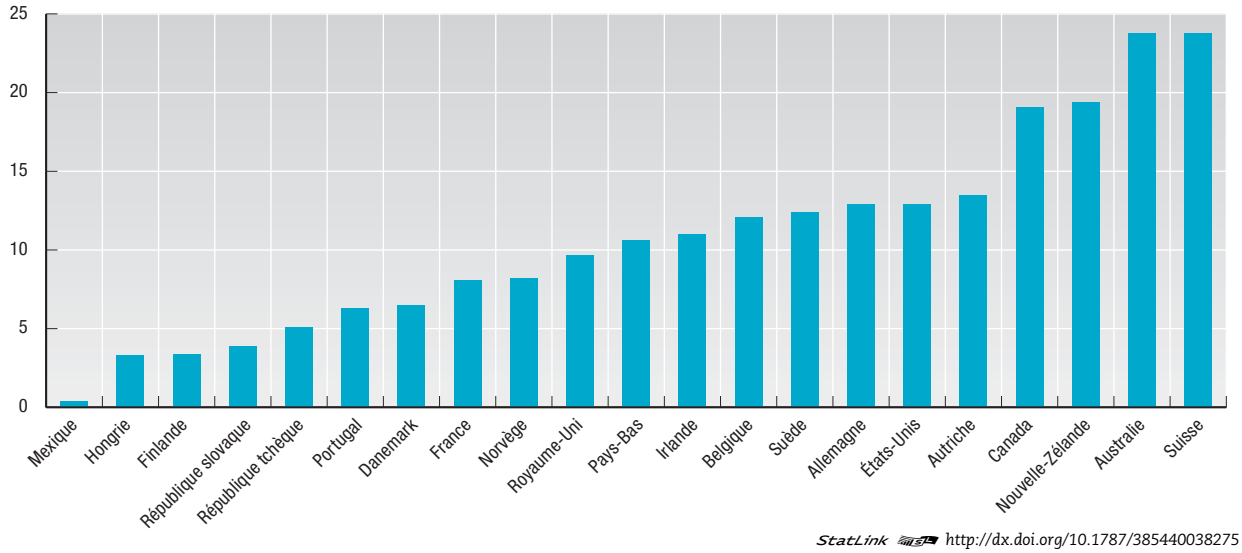
En pourcentage de la population totale — *En pourcentage de toutes les personnes nées à l'étranger*

	Personnes nées à l'étranger			Population étrangère			Ressortissants nés à l'étranger
	1995	2000	2005	1995	2000	2005	2000
Allemagne	11.5	12.5	12.9	8.8	8.9	8.8	..
Australie	23.0	23.0	23.8	..	7.4	..	68.4
Autriche	..	10.5	13.5	8.5	8.8	9.7	40.9
Belgique	9.7	10.3	12.1	9.0	8.4	8.6	40.8
Canada	17.2	18.1	19.1	..	5.3	..	72.6
Corée	..	..	..	0.2	0.4	1.0	..
Danemark	4.8	5.8	6.5	4.2	4.8	5.0	40.3
Espagne	..	5.3	..	1.3	2.2	6.2	30.9
États-Unis	9.3	11.0	12.9	..	6.6	..	46.4
Finlande	2.0	2.6	3.4	1.3	1.8	2.2	41.6
France	..	7.3	8.1	..	5.6	5.8	53.1
Grèce	..	10.3	..	..	7.0	..	41.5
Hongrie	2.8	2.9	3.3	1.4	1.1	1.5	71.1
Irlande	..	8.7	11.0	2.7	3.3	6.3	45.2
Italie	..	2.5	..	1.7	2.4	4.6	47.5
Japon	..	..	..	1.1	1.3	1.6	..
Luxembourg	..	..	..	33.4	37.3	39.6	13.0
Mexique	0.4	0.5	0.4	..	..	..	..
Norvège	5.5	6.8	8.2	3.8	4.0	4.8	47.6
Nouvelle-Zélande	..	17.2	19.4	..	..	..	..
Pays-Bas	9.1	10.1	10.6	4.7	4.2	4.2	65.0
Pologne	..	1.6	..	..	0.1	..	96.1
Portugal	5.4	5.1	6.3	1.7	2.1	4.1	66.3
République slovaque	..	2.5	3.9	0.4	0.5	0.5	84.2
République tchèque	..	4.2	5.1	1.5	1.9	2.7	79.8
Royaume-Uni	6.9	7.9	9.7	3.4	4.0	5.2	..
Suède	10.5	11.3	12.4	6.0	5.4	5.3	62.5
Suisse	21.4	21.9	23.8	18.9	19.3	20.3	29.3
Turquie	..	1.9	..	..	..	..	79.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272383730066

Personnes nées à l'étranger

En pourcentage de la population totale, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385440038275

MIGRATION ET CHÔMAGE

Les travailleurs immigrés souffrent davantage du chômage dans les pays d'Europe naguère pays d'immigration alors qu'en Amérique du Nord, en Australie et, dans une moindre mesure, en Europe méridionale, le taux de chômage est généralement moins subordonné au lieu de naissance. Certains groupes tels que les jeunes immigrés, les femmes ou les immigrés âgés rencontrent des difficultés particulières pour trouver un emploi.

Définition

Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs en pourcentage de la population active totale (occupée et sans emploi). D'après les normes de l'OIT, les chômeurs sont les personnes indiquant qu'elles étaient sans travail pendant la période de référence, qu'elles étaient disponibles pour travailler et qu'elles ont pris des dispositions spécifiques pour trouver du travail pendant les quatre semaines précédentes.

Comparabilité

Toutes les données relatives aux pays d'Europe proviennent de l'Enquête communautaire sur les forces de travail (deuxième trimestre). Les données concernant l'Australie proviennent de la National Labour Force Survey, celles concernant le Canada sont extraites de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, et les données concernant les États-Unis proviennent de la Current Population Survey (supplément de mars). Même si des changements dans la conception de l'enquête (ce qui est le cas pour la France depuis 2004) ou des problèmes de réalisation de l'enquête (non-réponses, par exemple) influent parfois sur les niveaux de chômage, les taux demeurent généralement homogènes dans le temps.

Tendances à long terme

En 2005, dans la majorité des pays européens de l'OCDE, les immigrés ont été frappés par le chômage relativement plus durement que les autochtones. En République slovaque, en Finlande, en Allemagne et en Belgique, le taux de chômage des immigrés est supérieur à 15 %. Le taux de chômage de cette population est plus de deux fois supérieur à celui affiché par les autochtones en Finlande, en Belgique, au Danemark, en Norvège, en Autriche, aux Pays-Bas et en Suisse. Toutefois, dans d'autres pays, notamment les principaux pays d'immigration (Australie, Canada, États-Unis) et les pays d'immigration récente (Italie, Espagne, Grèce), le taux de chômage ne varie pas beaucoup en fonction du statut au moment de la naissance.

À partir de 1995, on relève des reculs non négligeables des taux de chômage des allochtones, tant chez les hommes que chez les femmes, dans un certain nombre de pays dont l'Australie, le Danemark, la Suède, la Grèce, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni. Pendant la même période, dans un certain nombre d'autres pays, le marché du travail tourne au ralenti, ce qui pénalise les immigrés en Autriche, en Allemagne et au Portugal.

En Belgique, en République tchèque, en Allemagne, en Finlande, en France, en Grèce et en République slovaque, plus de 15 % des immigrées appartenant à la population active sont en quête d'emploi. En termes relatifs, le taux de chômage des femmes immigrées est au moins deux fois supérieur à celui des autochtones en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Finlande et en Suisse. Le taux de chômage des immigrés est toujours supérieur à celui des autochtones mais, généralement, l'écart ne se creuse pas à mesure que le niveau de qualifications augmente.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives des migrations internationales : SOPEMI – Édition 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Développement économique et création d'emplois locaux (LEED) – De l'immigration à l'intégration : Des solutions locales à un défi mondial*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Jobs for Immigrants (Vol. 1): Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales, *www.oecd.org/sti*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux de chômage des populations nées à l'étranger et nées dans le pays de résidence

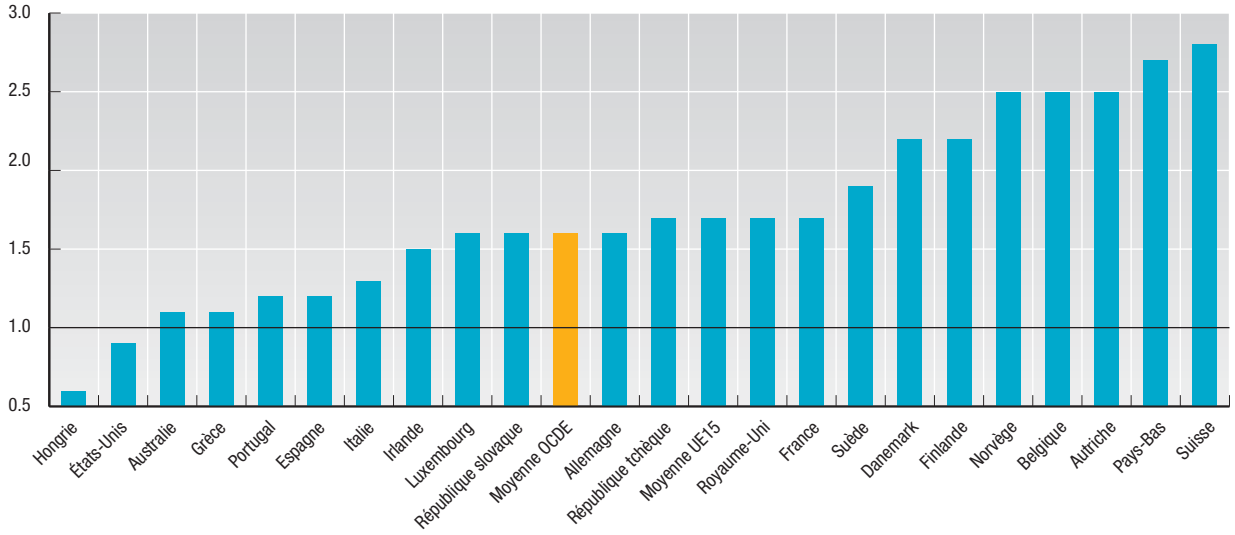
En pourcentage de la population active totale

	Hommes						Femmes					
	Nés à l'étranger			Nés dans le pays de résidence			Nées à l'étranger			Nées dans le pays de résidence		
	1995	2000	2005	1995	2000	2005	1995	2000	2005	1995	2000	2005
Allemagne	..	6.9	10.6	..	12.9	17.5	..	8.0	10.2	..	12.1	16.3
Australie	8.4	6.6	4.7	10.6	6.5	5.0	7.7	5.8	5.0	9.6	7.0	5.2
Autriche	3.6	4.3	4.1	6.6	8.7	11.8	4.6	4.2	4.4	7.3	7.2	9.8
Belgique	6.3	4.2	6.3	16.9	14.7	14.8	11.2	7.4	7.5	23.8	17.5	20.3
Canada	8.6	5.7	..	10.4	6.1	..	9.8	6.2	..	13.3	8.7	..
Danemark	6.4	3.4	4.0	20.5	9.5	7.2	8.4	4.3	5.0	20.7	9.6	12.4
Espagne	18.0	9.5	7.0	24.4	12.4	9.5	30.5	20.5	12.0	30.5	20.7	13.5
États-Unis	6.2	4.5	6.3	7.9	4.5	5.1	5.3	4.2	5.2	8.2	5.5	5.2
Finlande	17.7	10.3	8.0	..	..	16.6	16.1	12.0	8.3	..	..	20.2
France	9.1	7.7	8.1	16.6	14.5	13.3	13.6	11.3	9.2	19.0	19.7	16.5
Grèce	6.1	7.4	5.9	14.0	9.5	6.4	13.7	16.6	15.3	20.8	21.1	15.9
Hongrie	..	7.3	7.0	..	..	..	..	5.8	7.4	..	..	7.3
Irlande	12.0	4.4	4.5	16.8	..	6.0	11.9	4.2	3.5	15.4	..	6.0
Italie	9.3	8.4	6.2	..	6.5	6.1	16.3	14.9	9.2	23.5	21.2	14.6
Luxembourg	..	..	3.0	..	..	4.2	..	..	4.5	..	..	7.5
Norvège	..	3.4	4.2	..	6.8	12.5	..	3.2	4.3	..	..	8.5
Pays-Bas	4.9	1.8	3.6	19.5	5.4	11.9	7.7	3.0	4.5	19.8	7.6	9.5
Portugal	6.6	3.1	6.8	..	3.9	8.5	7.8	4.9	8.4	..	5.4	9.7
République slovaque	..	..	15.7	..	..	23.0	..	..	17.0	..	..	28.6
République tchèque	..	..	6.2	..	..	10.4	..	..	9.7	..	..	16.5
Royaume-Uni	9.9	5.9	4.7	14.2	9.6	7.4	6.7	4.6	3.8	10.9	7.8	7.1
Suède	7.9	5.1	7.9	24.8	12.3	15.6	6.6	4.2	7.9	18.5	10.8	14.1
Suisse	..	..	2.7	..	..	7.7	..	..	3.7	..	..	9.7
Moyenne UE15	9.9	6.9	7.1	15.9	11.7	12.1	13.2	9.8	8.4	16.6	13.0	13.6
Moyenne OCDE	8.8	5.8	6.3	15.6	9.0	10.5	11.1	7.7	7.5	17.2	12.1	12.5

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272400686475

Taux de chômage des allochtones par rapport au taux de chômage des autochtones

Ratio, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385466307651

NIVEAU DE FORMATION DES IMMIGRÉS RÉCENTS

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les immigrés récents sont en proportion moins nombreux à avoir un diplôme d'études supérieures que les jeunes autochtones accédant au marché du travail.

Définition

La classification des niveaux de formation indiquée est un regroupement des catégories retenues dans la Classification internationale type de l'éducation (CITE). D'une façon générale, un niveau « faible » est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, un niveau « intermédiaire » correspond au deuxième cycle du secondaire et un niveau « élevé » à l'enseignement supérieur. Ce dernier englobe la formation professionnelle de haut niveau débouchant sur des professions techniques ou semi intellectuelles.

Comparabilité

Toutes les données relatives aux pays de l'OCDE proviennent de l'Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne (second semestre). Pour les États-Unis, c'est l'Enquête permanente sur la population active qui est utilisée. La comparabilité des niveaux de formation entre les immigrés et les autochtones ainsi qu'entre les pays est approximative. Les diplômes délivrés par les pays peuvent ne pas correspondre exactement aux autres catégories nationales car la durée des études ou le contenu des programmes débouchant sur des qualifications en apparence équivalentes peuvent ne pas être identiques. De même, la réduction de la classification de la CITE en trois catégories représente une certaine perte d'information concernant la durée des études, la finalité des programmes, etc. Par exemple, des diplômes d'études supérieures peuvent sanctionner des formations dont la durée varie de deux ans (certaines filières courtes de formation technique de niveau universitaire) à sept ans ou plus (doctorats).

En bref

Dans de nombreux pays d'émigration, les émigrants affichent en général un niveau de formation plus élevé que celui de la population en général. En effet, l'émigration suppose certaines dépenses qui sont plus facilement assumées par les personnes dont le niveau de formation, et probablement de revenu, est relativement élevé, et les personnes plus instruites sont par ailleurs plus « au courant » des possibilités qui s'offrent à l'étranger. La question de savoir si les immigrés sont ou non plus instruits que les populations autochtones des pays où ils s'installent, toutefois, dépend en partie de l'histoire de l'immigration dans ces pays, des besoins des marchés du travail et du rendement des différents niveaux de formation dans les pays d'accueil par rapport à ce qu'il est dans les pays d'origine.

Les actifs récemment arrivés dans les pays de l'OCDE sont plus instruits dans certains pays et moins dans d'autres que la population active autochtone. Les immigrés aux États-Unis, dans les pays de l'Europe du Sud, en Finlande et aux Pays-Bas en particulier ont en général des niveaux d'études supérieures plus faibles que ceux de la population active autochtone et que ceux des autochtones plus jeunes (25-34 ans) ayant récemment accédé au marché du travail. En France, en Belgique et dans les pays scandinaves, en revanche, la proportion d'actifs ayant un niveau d'études supérieures est relativement plus élevée parmi les immigrés récents que dans la population autochtone mais elle l'est moins parmi les autochtones âgés de 25 à 34 ans. Enfin, en Autriche, au Luxembourg et en Suisse ainsi qu'en Europe centrale et en Irlande le pourcentage de personnes ayant un niveau d'études supérieures est plus élevé chez les immigrés récents qu'au sein de la population active autochtone et parmi les autochtones ayant récemment accédé au marché du travail. Les migrants vers ces pays et surtout l'Irlande, le Luxembourg et la Suisse ont un niveau d'instruction particulièrement élevé.

Source

- *Statistiques des migrations internationales.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *Migration and Student Performance*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives des migrations internationales : SOPEMI – Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Dumont, J.-C. et G. Lemaître (2005), *Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 25, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Regards sur l'éducation – Base de données de l'OCDE.*
- *Statistiques des migrations internationales.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Niveau de formation des immigrés récents comparé à celui des autochtones âgés de 25 à 34 ans et de 25 à 64 ans

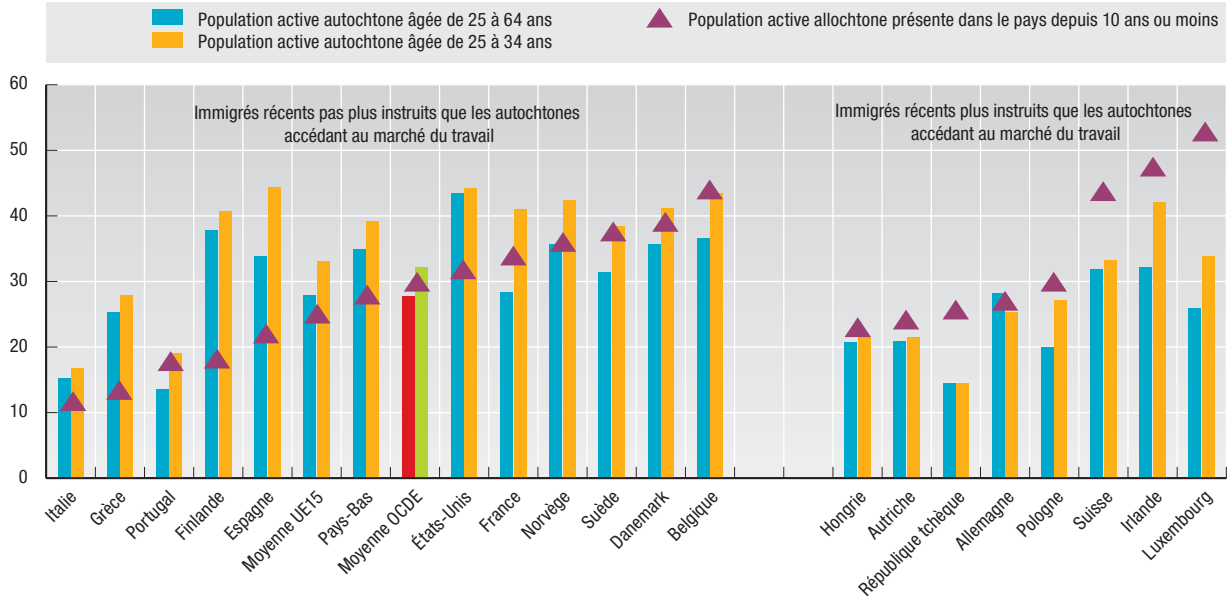
Pourcentage, 2005

	Population active étrangère			Population active autochtone					
	Présente dans un pays depuis 10 ans ou moins			Âgée de 25 à 34 ans			Âgée de 25 à 64 ans		
	Bas niveau d'éducation	Niveau intermédiaire d'éducation	Haut niveau d'éducation	Bas niveau d'éducation	Niveau intermédiaire d'éducation	Haut niveau d'éducation	Bas niveau d'éducation	Niveau intermédiaire d'éducation	Haut niveau d'éducation
Allemagne	32.7	41.0	26.3	9.8	64.9	25.3	10.1	61.6	28.2
Autriche	25.5	51.4	23.1	7.3	71.2	21.5	12.1	67.1	20.8
Belgique	32.2	24.9	42.9	14.9	41.6	43.5	24.8	38.7	36.6
Danemark	27.3	33.5	39.2	8.1	50.7	41.2	13.3	51.1	35.6
Espagne	42.3	35.9	21.8	33.5	22.2	44.4	45.4	20.8	33.9
États-Unis	34.1	35.1	30.8	6.5	49.3	44.2	6.3	50.2	43.5
Finlande	30.5	51.0	18.5	9.4	49.9	40.7	18.0	44.3	37.8
France	40.7	25.6	33.7	15.9	43.1	41.0	26.6	45.2	28.3
Grèce	48.3	39.3	12.4	18.8	53.2	27.9	33.9	40.8	25.3
Hongrie	8.2	69.7	22.0	12.0	66.6	21.5	15.3	64.0	20.7
Irlande	14.6	37.7	47.7	15.7	42.2	42.1	30.3	37.5	32.2
Italie	45.5	43.6	10.8	30.6	52.7	16.7	40.7	43.9	15.3
Luxembourg	21.2	27.2	51.6	11.7	54.5	33.9	16.8	57.3	25.9
Norvège	17.5	46.5	36.0	2.6	55.0	42.4	8.0	56.4	35.6
Pays-Bas	25.9	45.4	28.7	14.7	46.1	39.2	22.6	42.5	34.9
Pologne	14.4	55.8	29.8	7.2	65.7	27.1	11.0	69.1	19.9
Portugal	55.9	27.5	16.6	59.5	21.5	19.0	73.1	13.3	13.6
République slovaque	..	..	..	5.8	77.3	16.9	8.2	76.4	15.5
République tchèque	11.6	62.8	25.6	4.7	80.9	14.4	6.8	78.8	14.4
Suède	21.4	40.3	38.3	7.1	54.6	38.4	13.1	55.4	31.4
Suisse	23.9	33.9	42.2	2.4	64.5	33.2	5.3	63.0	31.8
Moyenne UE15	33.8	41.9	24.3	19.0	48.0	33.1	25.2	46.9	27.9
Moyenne OCDE	28.7	41.4	29.9	14.2	53.7	32.1	21.0	51.3	27.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272458580233

Pourcentage de la population active allochtone et de la population active autochtone âgée de 25 à 34 ans et de 25 à 64 ans, avec un niveau de formation supérieure

Année 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385475073668

5600
5400
5200
5000
4800
4600
4400
4200
4000
3800
3600
3400

ÉVOLUTIONS MACROÉCONOMIQUES

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

TAILLE DU PIB

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

PIB RÉGIONAL

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

ÉVOLUTION DU PIB

ÉPARGNE DES MÉNAGES

TAUX D'INVESTISSEMENT

INFLATION

PRODUCTION D'ACIER

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

TAILLE DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure standard de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. Le PIB par habitant sert à estimer le niveau de vie économique de la population.

Chaque pays calcule son PIB dans sa propre monnaie, si bien que toute comparaison de pays utilisant des monnaies différentes nécessite la conversion de ces estimations dans une unité commune. Souvent, cette conversion est effectuée à l'aide des taux de change, mais cette méthode ne permet pas de comparer les volumes réels de biens et de services entrant dans la composition du PIB. Le meilleur moyen de comparer les PIB réels de différents pays consiste donc à utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA) pour convertir le PIB de chaque pays dans une unité commune. Les PPA sont les taux de conversion monétaires auxquels les pouvoirs d'achat des différentes monnaies sont égaux (*cf.* taux de conversion).

Définition

Qu'entend-on par produit intérieur brut ? L'adjectif « brut » signifie qu'aucune déduction n'a été faite au titre de la dépréciation des équipements, bâtiments et autres biens de capital utilisés dans le processus de production. Le terme « intérieur » signifie qu'il s'agit de la production réalisée par les agents économiques résidents du pays considéré. Dans la mesure où de nombreux biens et services sont utilisés pour produire d'autres biens et services, la production doit être définie en termes de valeur ajoutée.

Le PIB peut être mesuré de trois manières différentes : comme la somme de la valeur ajoutée (c'est-à-dire la production diminuée de la consommation intermédiaire) et des impôts – diminués des subventions – sur les produits (tels que la taxe sur la valeur ajoutée – TVA) ; comme le revenu global retiré de la production, calculé en ajoutant la rémunération des salariés, l'excédent brut d'exploitation, le revenu mixte brut des entreprises non constituées en sociétés, et les impôts – diminués des subventions – sur la production et les importations (TVA, impôts sur les salaires, droits sur les importations, etc.) ; ou, enfin, comme le total des dépenses d'acquisition des biens et services produits, calculé en ajoutant les dépenses de consommation, la formation brute de capital fixe (FBCF), la variation des stocks et les exportations diminuées des importations.

Comparabilité

La quasi-totalité des pays de l'OCDE utilisent maintenant le *Système de comptabilité nationale* (SCN) de 1993. Néanmoins, étant donné que le Luxembourg et, dans une moindre mesure, la Suisse comptent un nombre relativement élevé de travailleurs frontaliers, leur PIB par habitant est surestimé par rapport à ceux des autres pays. Ces travailleurs contribuent en effet à la production intérieure, mais ils sont exclus des statistiques de population.

Pour certains pays, les données de la dernière année ont été estimées par le Secrétariat. Pour plusieurs économies, les données rétrospectives sont également des estimations de l'OCDE. En effet, lorsqu'un pays a changé de méthodologie mais n'a fourni des données révisées que pour les années récentes, le Secrétariat a estimé les données chronologiques en reliant mécaniquement la nouvelle et l'ancienne série.

Il est à noter que dans ces tableaux, le total OCDE exclut la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque.

Tendances à long terme

En termes de PIB total, les États-Unis devancent largement les autres pays membres de l'OCDE. Le Japon arrive en deuxième position, suivi à une certaine distance par les quatre grands États membres de l'Union européenne (UE) – à savoir l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. Viennent ensuite l'Espagne, le Mexique, le Canada et la Corée. Ce classement est resté à peu près inchangé au cours de la période considérée.

Le PIB par habitant de l'ensemble de la zone OCDE était proche de 31 500 dollars des EU en 2006. Quatre pays de l'OCDE affichaient un revenu par habitant supérieur à 40 000 dollars des EU – à savoir le Luxembourg, la Norvège, les États-Unis et l'Irlande. Presque la moitié des 30 pays membres de l'OCDE avaient un PIB par habitant compris entre 30 000 et 40 000 dollars des EU, tandis que 12 pays affichaient un PIB par habitant inférieur à 30 000 dollars des EU. C'est en Turquie, au Mexique et en Pologne que le revenu par habitant était le plus faible. Il convient de noter que les estimations du PIB comme celles des PPA comportent des erreurs statistiques, et que les différences de 5 % ou moins entre les PIB par habitant de différents pays ne sont pas significatives.

Source

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, *www.theworldeconomy.org*.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2008*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, *www.theworldeconomy.org*.
- OCDE, Banque africaine de développement (2007), *Perspectives économiques en Afrique 2006/2007*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, *www.theworldeconomy.org*.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, *http://unstats.un.org/unsd/sna1993*.

Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux annuels*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, *www.oecd.org/eco/sources-and-methods*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Produit intérieur brut

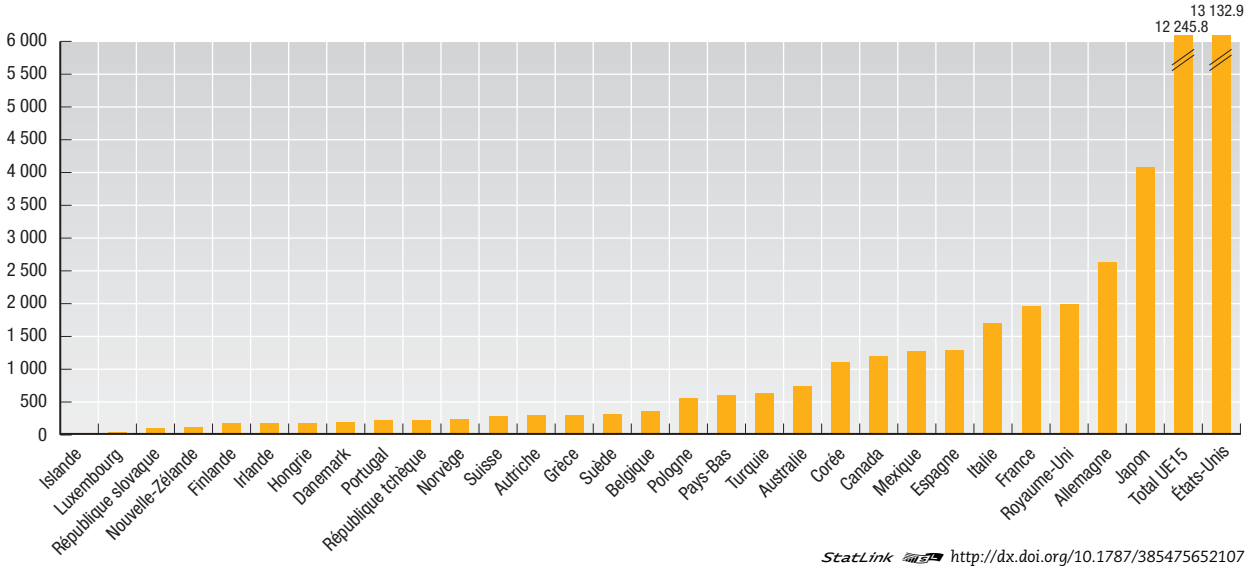
Milliards de dollars des EU, prix courants et PPA

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	1 689.3	1 770.8	1 841.1	1 892.0	1 935.7	1 989.6	2 063.8	2 130.3	2 212.6	2 275.4	2 360.0	2 469.7	2 514.8	2 631.6
Australie	342.6	366.8	392.8	412.4	437.0	464.3	497.4	524.6	552.4	584.9	621.3	656.5	695.8	735.3
Autriche	172.7	181.0	188.2	195.8	200.4	209.7	218.1	233.4	235.4	246.6	255.9	270.4	280.8	295.6
Belgique	207.3	218.5	228.3	232.0	242.7	248.3	258.6	282.2	292.4	309.3	312.9	323.6	336.0	353.5
Canada	594.3	636.0	667.2	690.9	732.2	770.6	825.0	872.9	909.9	937.8	987.7	1 049.8	1 133.0	1 201.0
Corée	468.2	518.9	578.0	630.2	670.5	631.5	701.4	772.8	821.7	888.9	910.9	981.4	1 027.4	1 112.7
Danemark	106.4	114.6	120.5	126.8	133.6	138.6	143.3	153.7	157.8	165.3	164.2	173.9	182.2	191.5
Espagne	575.9	602.0	631.2	660.8	700.8	750.5	791.5	857.5	920.5	994.3	1 040.7	1 109.3	1 183.5	1 294.8
États-Unis	6 604.3	7 017.5	7 342.3	7 762.3	8 250.9	8 694.6	9 216.2	9 764.8	10 075.9	10 417.6	10 908.0	11 630.9	12 376.1	13 132.9
Finlande	85.7	90.6	96.1	99.0	108.0	116.8	122.4	132.8	138.3	143.5	144.5	156.4	159.8	172.4
France	1 107.4	1 155.8	1 204.4	1 243.1	1 301.8	1 369.0	1 425.2	1 533.0	1 630.6	1 711.2	1 701.7	1 768.7	1 862.2	1 962.1
Grèce	144.2	150.2	156.5	162.9	173.0	178.9	185.4	200.8	218.1	238.8	248.8	266.7	282.8	303.6
Hongrie	86.1	90.5	93.7	96.9	103.2	110.0	115.8	125.2	138.1	149.6	157.3	164.3	171.6	182.8
Irlande	53.5	57.8	64.7	71.1	79.8	89.2	97.5	108.6	117.8	129.7	137.6	147.8	157.9	173.2
Islande	5.8	6.1	6.2	6.5	7.1	7.6	7.9	8.1	8.7	8.9	8.9	9.8	10.5	10.9
Italie	1 099.1	1 146.4	1 202.9	1 242.1	1 285.4	1 350.4	1 377.2	1 455.8	1 546.6	1 532.0	1 565.0	1 595.4	1 626.3	1 699.2
Japon	2 636.0	2 721.2	2 831.1	2 964.2	3 061.1	3 031.7	3 071.1	3 246.3	3 330.6	3 417.2	3 509.9	3 709.8	3 870.3	4 077.8
Luxembourg	14.5	15.4	16.0	16.7	17.1	18.4	21.1	23.4	23.8	25.7	27.3	29.8	32.6	36.9
Mexique	614.5	655.1	627.3	672.1	729.6	774.9	815.6	899.3	920.6	955.7	1 010.4	1 082.7	1 173.2	1 267.9
Norvège	90.4	97.0	103.1	114.3	123.2	121.5	133.0	162.1	167.5	168.2	175.0	194.2	220.1	242.6
Nouvelle-Zélande	55.6	60.2	63.8	66.5	69.9	71.3	76.4	80.1	84.6	89.2	93.2	98.7	102.0	107.3
Pays-Bas	301.9	317.4	334.0	352.2	376.2	400.2	425.8	467.7	494.2	515.8	514.9	541.1	566.6	597.2
Pologne	244.7	263.1	287.1	311.5	339.9	362.5	382.6	403.8	419.1	442.1	458.3	497.4	518.0	558.3
Portugal	119.8	123.5	131.4	137.3	145.8	153.7	163.9	174.5	183.3	191.3	196.4	201.5	210.6	220.6
République slovaque	38.4	41.6	45.0	49.1	52.9	55.8	56.5	59.4	65.0	69.9	72.6	78.7	85.6	94.8
République tchèque	117.6	122.7	132.7	141.0	142.6	143.8	147.2	153.8	165.5	172.1	183.8	197.2	207.6	226.0
Royaume-Uni	1 010.6	1 076.5	1 130.8	1 200.3	1 285.8	1 342.2	1 397.3	1 505.9	1 601.6	1 682.2	1 746.1	1 875.0	1 901.7	1 997.0
Suède	171.7	182.2	193.5	200.5	207.3	214.8	228.5	246.0	248.9	258.9	269.6	288.7	295.9	316.7
Suisse	178.6	184.5	189.0	194.5	202.7	210.4	215.2	227.7	234.0	245.2	246.6	257.7	266.3	285.3
Turquie	300.7	290.3	317.5	347.1	380.2	398.4	383.2	440.0	416.9	453.1	465.5	530.8	561.1	639.7
Total UE15	6 860.1	7 202.8	7 539.4	7 832.5	8 193.2	8 570.4	8 919.6	9 505.4	10 022.0	10 420.0	10 685.7	11 218.1	11 593.8	12 245.8
Total OCDE	18 751.0	19 756.5	20 657.7	21 693.7	22 857.7	23 747.2	24 862.0	26 504.0	27 544.9	28 586.6	29 623.2	31 420.6	33 029.5	35 059.1
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	397.5	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 585.1	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5 333.2	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 697.5	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2 341.0	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272508632043

Produit intérieur brut

Milliards de dollars des EU, prix courants et PPA, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385475652107

PIB par habitant

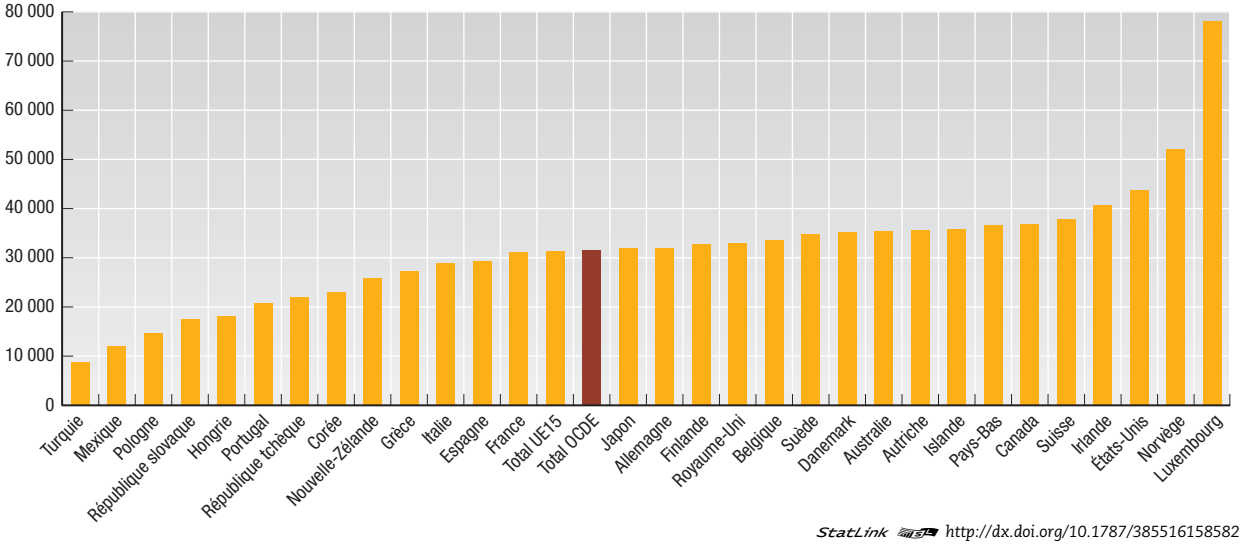
Dollars des EU, prix courants et PPA

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	20 810	21 748	22 545	23 102	23 591	24 255	25 142	25 920	26 871	27 587	28 599	29 936	30 496	31 950
Australie	19 293	20 437	21 591	22 391	23 487	24 680	26 128	27 224	28 289	29 611	31 096	32 496	33 983	35 453
Autriche	21 841	22 807	23 680	24 598	25 151	26 290	27 290	29 134	29 272	30 500	31 518	33 082	34 107	35 695
Belgique	20 551	21 597	22 517	22 843	23 837	24 341	25 299	27 542	28 445	29 946	30 167	31 062	32 077	33 527
Canada	20 722	21 933	22 771	23 334	24 481	25 554	27 135	28 444	29 331	29 893	31 182	32 818	35 078	36 813
Corée	10 594	11 623	12 818	13 843	14 592	13 644	15 047	16 439	17 352	18 666	19 033	20 429	21 342	23 038
Danemark	20 498	22 015	23 046	24 099	25 272	26 145	26 926	28 790	29 455	30 756	30 462	32 185	33 626	35 217
Espagne	14 668	15 307	16 026	16 738	17 705	18 895	19 824	21 296	22 605	24 067	24 776	25 985	27 270	29 382
États-Unis	25 374	26 636	27 542	28 780	30 228	31 485	32 994	34 571	35 293	36 116	37 445	39 548	41 674	43 801
Finlande	16 917	17 811	18 817	19 320	21 006	22 665	23 698	25 654	26 662	27 592	27 722	29 925	30 468	32 736
France	18 771	19 521	20 269	20 849	21 758	22 799	23 615	25 233	26 652	27 772	27 429	28 324	29 644	31 048
Grèce	13 658	14 160	14 713	15 207	16 051	16 509	17 032	18 390	19 918	21 732	22 573	24 108	25 472	27 233
Hongrie	8 359	8 816	9 069	9 401	10 031	10 719	11 309	12 265	13 552	14 722	15 526	16 251	17 014	18 154
Irlande	14 978	16 120	17 957	19 620	21 796	24 042	25 990	28 587	30 531	33 036	34 469	36 416	38 061	40 716
Islande	21 829	22 900	23 275	24 212	26 108	27 756	28 556	28 739	30 379	30 925	30 744	33 644	35 571	35 749
Italie	19 340	20 169	21 161	21 845	22 594	23 730	24 196	25 566	27 143	26 804	27 168	27 425	27 750	28 866
Japon	21 117	21 739	22 564	23 571	24 283	23 985	24 252	25 593	26 195	26 814	27 482	29 037	30 290	31 919
Luxembourg	36 527	38 166	38 933	40 175	40 733	43 081	48 845	53 317	53 940	57 546	60 510	65 006	69 984	78 138
Mexique	6 999	7 332	6 884	7 263	7 770	8 136	8 447	9 152	9 247	9 484	9 919	10 525	11 299	12 104
Norvège	20 962	22 356	23 652	26 094	27 976	27 419	29 800	36 085	37 114	37 052	38 342	42 301	47 620	52 047
Nouvelle-Zélande	15 565	16 631	17 369	17 818	18 474	18 689	19 914	20 754	21 774	22 620	23 237	24 299	24 882	25 910
Pays-Bas	19 746	20 636	21 603	22 686	24 108	25 484	26 933	29 373	30 806	31 943	31 738	33 243	34 724	36 548
Pologne	6 402	6 877	7 501	8 137	8 875	9 470	9 996	10 555	10 957	11 563	11 998	13 028	13 573	14 641
Portugal	12 011	12 353	13 102	13 646	14 445	15 175	16 113	17 068	17 811	18 447	18 812	19 191	19 967	20 839
République slovaque	7 212	7 789	8 386	9 142	9 830	10 346	10 473	10 992	12 077	12 997	13 493	14 617	15 881	17 585
République tchèque	11 383	11 875	12 843	13 671	13 836	13 965	14 312	14 976	16 183	16 872	18 012	19 324	20 280	22 009
Royaume-Uni	17 511	18 604	19 488	20 636	22 049	22 954	23 811	25 573	27 094	28 357	29 320	31 336	31 580	32 990
Suède	19 693	20 748	21 919	22 677	23 430	24 267	25 801	27 727	27 980	29 004	30 097	32 099	32 770	34 870
Suisse	25 554	26 223	26 685	27 373	28 501	29 507	30 028	31 583	32 122	33 391	33 304	34 572	35 500	37 747
Turquie	5 055	4 793	5 151	5 536	6 086	6 278	5 955	6 522	6 076	6 508	6 583	7 394	7 786	8 766
Total UE15	18 504	19 374	20 228	20 959	21 869	22 826	23 686	25 148	26 396	27 300	27 834	29 046	29 843	31 364
Total OCDE	18 585	19 423	20 144	20 991	21 977	22 668	23 561	24 868	25 638	26 400	27 145	28 581	29 849	31 469
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8 477	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8 606	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4 091	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11 861	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2 126	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272508632043

PIB par habitant

Milliards de dollars des EU, prix courants et PPA, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385516158582

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Indices de PIB par habitant en volume

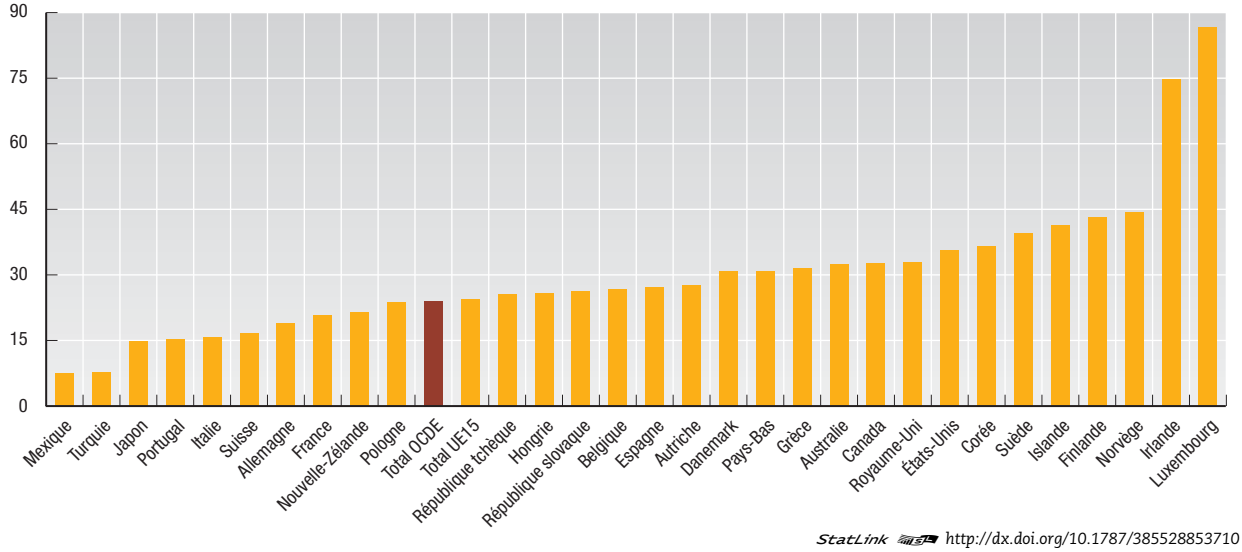
OCDE = 100 en 2000, aux prix de 2000 et PPA

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	91.3	93.5	95.0	95.7	97.2	99.2	101.1	104.2	105.3	105.1	104.9	106.0	106.9	110.1
Australie	90.2	93.3	95.8	98.3	101.7	105.8	108.7	109.5	112.1	114.3	117.6	119.4	121.1	122.5
Autriche	98.2	100.4	102.2	104.7	106.5	110.2	113.6	117.2	117.7	118.1	119.0	120.9	122.5	125.8
Belgique	93.2	95.9	98.0	99.0	102.2	103.7	107.0	110.8	111.3	112.4	113.0	115.9	117.2	119.8
Canada	92.8	96.2	97.8	98.4	101.5	104.8	109.7	114.4	115.2	117.2	118.3	120.7	123.2	125.4
Corée	47.9	51.5	55.6	59.0	61.1	56.5	61.4	66.1	68.1	72.5	74.4	77.6	80.7	84.4
Danemark	95.1	100.1	102.6	104.9	107.8	109.8	112.2	115.8	116.2	116.3	116.4	118.6	121.9	125.8
Espagne	68.3	69.8	71.6	73.2	75.8	78.9	82.2	85.6	87.8	88.8	90.1	91.5	93.3	95.4
États-Unis	115.4	118.7	120.3	123.3	127.4	131.2	135.6	139.0	138.6	139.4	141.5	145.3	148.3	151.1
Finlande	77.6	80.0	82.8	85.6	90.5	95.0	98.4	103.2	105.6	107.1	108.8	112.5	115.4	120.7
France	87.2	88.8	90.3	91.0	92.7	95.6	98.3	101.5	102.6	102.9	103.4	105.2	106.4	107.9
Grèce	62.0	62.9	64.1	65.1	67.1	69.0	71.0	74.0	77.0	79.8	83.5	87.0	90.0	93.4
Hongrie	38.5	39.7	40.1	40.7	42.6	44.8	46.8	49.3	51.4	53.9	56.3	59.1	61.7	64.2
Irlande	67.1	70.7	77.2	82.9	91.5	97.5	106.5	115.0	120.1	125.8	129.3	132.6	137.6	141.9
Islande	93.5	96.1	95.7	99.7	103.7	109.2	112.3	115.6	118.4	117.3	119.8	127.5	135.1	134.7
Italie	89.2	91.1	93.7	94.4	96.1	97.4	99.3	102.8	104.6	104.6	103.8	104.1	103.4	104.9
Japon	96.6	97.4	99.1	101.6	102.9	100.5	100.2	102.9	102.9	102.9	104.1	106.9	109.0	111.4
Luxembourg	166.6	170.5	170.4	170.6	178.4	187.5	200.5	214.4	218.3	224.9	226.8	234.5	242.6	253.3
Mexique	32.2	33.1	30.4	31.5	33.2	34.3	35.1	36.8	36.3	36.2	36.3	37.4	38.1	39.6
Norvège	115.2	120.4	124.8	130.5	136.8	139.6	141.5	145.1	147.3	148.6	149.3	154.2	157.3	159.4
Nouvelle-Zélande	72.4	75.2	77.2	78.7	78.9	78.5	82.2	83.5	85.9	88.5	90.0	92.1	93.1	93.9
Pays-Bas	95.0	97.2	99.8	102.7	106.6	110.1	114.5	118.1	119.5	118.8	118.6	120.9	122.4	125.9
Pologne	29.0	30.5	32.6	34.6	37.1	38.9	40.7	42.4	43.0	43.6	45.3	47.8	49.5	52.6
Portugal	54.7	55.1	57.3	59.2	61.5	64.2	66.4	68.6	69.6	69.6	68.5	69.2	69.4	70.0
République slovaque	33.7	35.6	37.6	40.1	42.3	43.8	43.9	44.2	45.8	47.7	49.7	52.3	55.5	60.0
République tchèque	51.4	52.5	55.6	58.0	57.6	57.2	58.0	60.2	62.0	63.3	65.6	68.5	72.7	77.0
Royaume-Uni	83.4	86.8	89.1	91.3	93.9	96.8	99.4	102.8	104.9	106.6	109.2	112.2	113.5	116.2
Suède	89.1	91.9	95.1	96.3	98.6	102.3	107.0	111.5	112.4	114.7	116.5	120.8	124.3	128.6
Suisse	116.6	117.2	116.9	117.2	119.5	122.3	123.3	127.0	127.1	126.7	125.4	127.7	130.0	133.2
Turquie	24.2	22.5	23.7	24.9	26.9	27.3	25.6	26.2	23.9	25.4	26.4	28.4	30.3	31.8
Total UE15	84.9	87.0	89.0	90.4	92.6	95.1	97.7	101.1	102.7	103.3	103.9	105.7	106.8	109.2
Total OCDE	85.1	87.0	88.5	90.4	93.0	94.7	97.2	100.0	100.4	101.1	102.3	104.7	106.7	109.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272524056685

Variation des indices relatifs du PIB par habitant en volume

Différence absloue entre les indices de 2006 et 1993



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385528853710

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

Si le produit intérieur brut par habitant est l'indicateur le plus communément utilisé pour comparer les niveaux de revenu, deux autres mesures sont préférées par plusieurs analystes. Il s'agit du revenu national brut (RNB) et du revenu national net (RNN) par habitant.

Définition

Le revenu national brut (RNB) est défini comme le PIB augmenté des recettes nettes en provenance de l'étranger au titre des salaires et traitements et des revenus de la propriété.

Les salaires et traitements en provenance de l'étranger sont ceux qui sont perçus par des résidents, c'est-à-dire par les personnes qui vivent et consomment essentiellement sur le territoire économique mais qui travaillent à l'étranger (ce qui se passe aux frontières des pays sur une base régulière) ou des personnes qui vivent et travaillent à l'étranger que pour de brèves périodes (travailleurs saisonniers) et dont le centre d'intérêt économique demeure dans leur pays d'origine. Les travailleurs invités et les autres travailleurs migrants qui vivent à l'étranger pendant douze mois ou plus sont considérés comme des résidents du pays dans lequel ils travaillent. Ces personnes peuvent envoyer une partie de leurs gains à des parents dans leur pays d'origine, mais ces remises sont assimilées à des transferts entre ménages résidents et non résidents et ne sont pas comptabilisées dans les recettes nettes de source étrangère au titre des salaires et traitements.

Les revenus de la propriété en provenance de l'étranger sont les intérêts, les dividendes et la totalité ou une partie des bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées en tout ou partie par des résidents. Dans la plupart des pays, les rentrées nettes de revenus de la propriété représentent la plus grande part de la différence entre le PIB et le RNB. Il est à noter que les bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées par des résidents peuvent ne pas revenir effectivement aux résidents en question et que dans certains pays le rapatriement des bénéfices est soumis à des restrictions. La rentrée de bénéfices non distribués constitue une imputation, et en l'absence de transaction effective il faut comptabiliser une sortie imputée d'un montant identique. La sortie imputée est traitée comme une transaction financière (réinvestissement de bénéfices à l'étranger) et non comme une sortie de revenus de la propriété. Les pays qui détiennent de vastes stocks d'investissements directs à l'étranger peuvent apparaître comme ayant d'importantes rentrées de revenus de source étrangère et, partant, un RNB élevé, alors même qu'une grande partie des revenus de la propriété ne sont sans doute jamais effectivement rapatriés, mais plutôt ajoutés à l'investissement direct à l'étranger.

La dépréciation, qui est déduite du RNB pour obtenir le revenu national net (RNN), représente la perte de valeur marchande des immobilisations – logements, bâtiments, machines, matériel de transport et infrastructures physiques – sous l'effet de l'usure et de l'obsolescence.

Comparabilité

Le RNB et le RNN sont compilés d'après les définitions du *Système de comptabilité nationale de 1993*. Toutefois, la mesure des flux internationaux de salaires et traitements et de revenus de la propriété, mais aussi de la dépréciation, se heurte à des difficultés pratiques. C'est pourquoi le PIB par habitant, quoique théoriquement inférieur en qualité au RNB ou au RNN, est l'indicateur de revenu ou de bien-être le plus largement utilisé.

Tendances à long terme

Dans le graphique, les pays sont classés en fonction de leur RNB, qui est généralement supérieur de 16-17 % au RNN. On notera que le choix de l'indicateur de revenu a peu d'incidence sur le classement des pays ; les pays qui perdraient plus d'une place dans le classement en fonction du RNN sont le Japon et le Danemark, et ceux qui gagneraient plus d'une place sont l'Allemagne, l'Islande, la Suède et le Royaume-Uni.

Pour la période représentée, la croissance du RNB par habitant reflète celle du PIB par habitant, avec en tête l'Irlande, la Norvège, la République slovaque et la Pologne, tandis que l'Allemagne, l'Islande, l'Italie et le Japon enregistrent les taux de croissance les plus bas.

Source

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, *www.theworldeconomy.org*.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, *http://unstats.un.org/unsd/sna1993*.

Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux annuels*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, *www.oecd.org/eco/sources-and-methods*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Revenu national brut par habitant

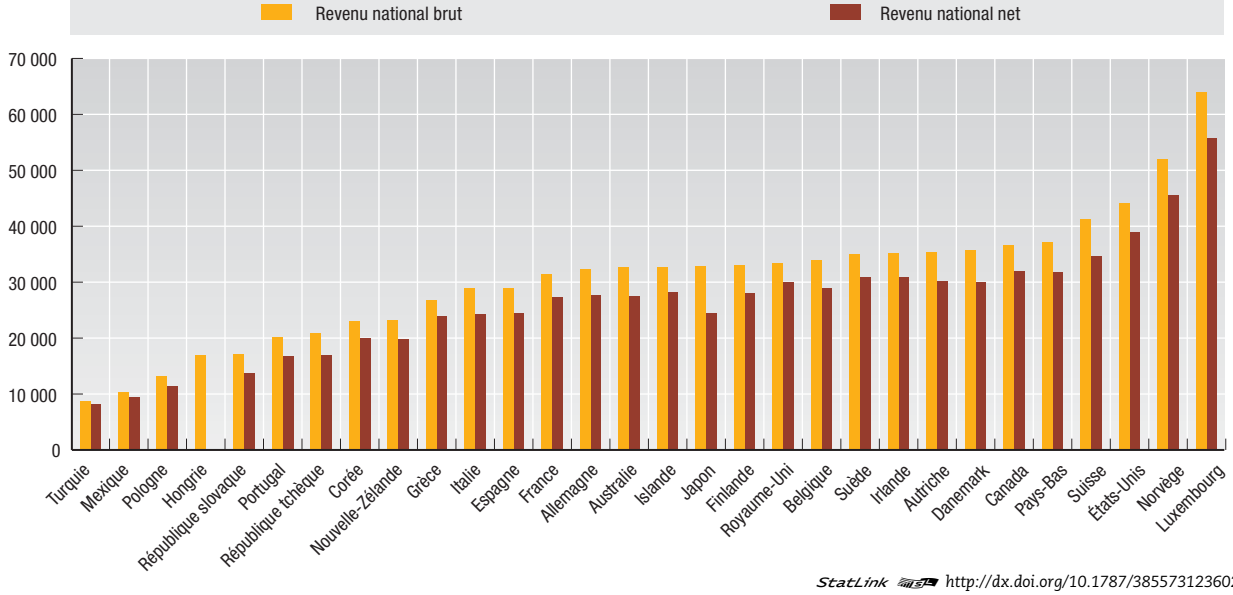
Dollars des EU, prix courants et PPA

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	20 842	21 631	22 378	22 980	23 420	24 003	24 873	25 677	26 604	27 246	28 399	30 140	30 773	32 255
Australie	18 757	19 676	20 777	21 605	22 751	23 931	25 388	26 484	27 532	28 770	30 225	31 320	32 617	..
Autriche	21 627	22 551	23 274	24 349	24 777	25 877	26 713	28 574	28 570	30 123	31 235	32 779	33 756	35 241
Belgique	20 799	22 027	22 907	23 292	24 331	24 783	25 795	28 165	28 876	30 325	30 585	31 340	32 255	33 937
Canada	20 005	21 137	21 968	22 544	23 713	24 704	26 217	27 703	28 501	29 145	30 447	32 150	34 452	36 539
Corée	10 572	11 593	12 774	13 790	14 512	13 422	14 872	16 368	17 321	18 688	19 053	20 476	21 310	23 038
Danemark	20 173	21 691	22 800	23 792	24 914	25 849	26 699	28 181	29 039	30 393	30 275	32 334	33 911	35 704
Espagne	14 584	15 020	15 932	16 579	17 544	18 708	19 638	21 117	22 240	23 703	24 489	25 639	26 888	28 882
États-Unis	24 960	26 195	27 296	28 562	30 090	31 615	33 243	35 159	35 760	36 295	37 472	39 742	41 887	44 055
Finlande	15 980	17 055	18 185	18 789	20 592	22 122	23 347	25 399	26 539	27 651	27 331	30 109	30 590	32 906
France	18 922	19 600	20 307	20 957	21 901	22 970	23 977	25 580	26 968	27 848	27 601	28 548	29 878	31 288
Grèce	13 989	14 509	15 079	15 535	16 401	16 862	17 160	18 439	19 946	21 666	22 350	23 829	24 961	26 735
Hongrie	7 944	8 344	8 448	8 726	9 191	9 797	10 440	11 612	12 834	13 912	14 748	15 295	16 010	16 852
Irlande	13 685	14 796	16 206	17 812	19 471	21 325	22 384	24 629	25 809	27 410	29 452	31 082	32 412	35 072
Islande	21 302	22 196	22 623	23 656	25 513	27 156	27 995	27 942	29 422	30 874	30 261	32 274	34 324	32 662
Italie	19 013	19 791	20 835	21 569	22 448	23 567	24 091	25 374	26 964	26 594	26 945	27 267	27 629	28 788
Japon	21 212	21 818	22 637	23 827	24 602	24 314	24 564	25 920	26 632	27 261	27 960	29 598	31 006	32 826
Luxembourg	34 050	34 275	36 054	37 399	39 202	39 631	43 887	46 458	47 913	47 726	45 893	56 465	58 277	63 945
Mexique	6 799	7 114	6 569	6 963	7 528	7 881	8 229	8 932	9 049	9 311	9 737	10 364	..	..
Norvège	20 485	21 980	23 365	25 797	27 683	27 110	29 550	35 599	37 147	37 166	38 580	42 383	47 950	51 915
Nouvelle-Zélande	14 473	15 505	16 254	16 497	17 311	17 789	18 714	19 397	20 535	21 404	22 038	22 713	23 105	..
Pays-Bas	19 746	20 776	21 923	22 889	24 429	25 220	27 226	30 007	31 039	32 236	32 099	34 133	34 942	37 149
Pologne	6 149	6 818	7 393	8 081	8 809	9 405	9 940	10 472	10 885	11 475	11 817	12 501	13 112	..
Portugal	11 980	12 268	13 076	13 572	14 271	14 957	15 843	16 647	17 285	18 065	18 560	18 888	19 554	20 170
République slovaque	7 151	7 727	8 423	9 208	9 844	10 354	10 415	10 956	12 086	12 960	13 386	14 674	15 475	17 051
République tchèque	11 371	11 903	12 817	13 482	13 620	13 705	13 975	14 637	15 640	16 103	17 236	18 262	19 287	20 821
Royaume-Uni	17 384	18 612	19 413	20 575	22 066	23 190	23 763	25 593	27 319	28 923	29 914	32 012	32 214	33 424
Suède	18 910	20 240	21 405	22 171	22 919	23 924	25 546	27 489	27 708	28 905	30 368	32 029	32 721	35 023
Suisse	26 272	26 735	27 441	28 246	29 931	31 116	31 961	33 904	33 602	34 469	35 818	37 039	38 841	41 226
Turquie	5 094	4 817	5 212	5 614	6 203	6 433	6 022	6 575	6 010	6 448	6 527	7 367	7 773	8 758

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272524436267

Revenu national brut et net par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385573123602

PIB RÉGIONAL

Le PIB par habitant varie notablement d'un pays de l'OCDE à l'autre, mais ces disparités internationales sont souvent plus faibles que les écarts entre les régions à l'intérieur du pays. En 2004, dans 85 % des pays de l'OCDE, le PIB par habitant de la région la plus riche était au moins le double de celui de la région la plus pauvre.

Définition

Le PIB régional est mesuré selon les définitions du *Système de comptabilité nationale de 1993*. Le PIB par habitant est calculé en divisant le PIB d'un pays ou d'une région par la population (nombre d'habitants) qui y réside.

L'indice de Gini donne une image précise des disparités régionales. Il prend en compte non seulement les régions ayant le PIB par habitant le plus élevé et le plus bas mais aussi les écarts entre toutes les régions. L'indice varie de 0 à 1 : plus sa valeur est élevée, plus grandes sont les disparités régionales. Les disparités régionales tendent à être sous-estimées lorsque la taille des régions est importante. C'est sans doute le cas pour l'Australie, le Canada, le Mexique et les États-Unis, où les chiffres du PIB ne sont disponibles que pour les régions du niveau territorial 2 (voir Population régionale).

Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité du PIB régional par habitant est affectée par les différences dans la définition du terme « région » (voir Population régionale). Le clivage urbain/rural est un autre facteur de distorsion. Ainsi, au Royaume-Uni, on pourrait contester la pertinence d'une comparaison entre la région fortement urbanisée de Londres et la région rurale des îles Shetland, bien que l'une et l'autre appartiennent au même niveau territorial. Pour tenir compte de ces différences, l'OCDE a établi une typologie régionale qui distingue les régions *essentiellement urbaines, essentiellement rurales et intermédiaires*. Cette typologie, qui repose sur le pourcentage de la population régionale vivant dans les collectivités rurales, permet de faire des comparaisons pertinentes entre régions relevant d'une même catégorie.

La typologie régionale de l'OCDE repose sur deux critères : le premier est la densité de la population, qui permet d'identifier les collectivités rurales. Une collectivité est considérée comme rurale si sa densité est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré (500 hab./km^2 pour le Japon, car la densité démographique nationale y dépasse les 300 hab./km^2). Le second critère permet de classer les régions en fonction du pourcentage de la population vivant dans des collectivités rurales. Ainsi, on considère qu'une région est :

- *Essentiellement rurale,* si plus de 50 % de ses habitants vivent dans des collectivités rurales.
- *Essentiellement urbaine,* si moins de 15 % de ses habitants vivent dans des collectivités rurales.
- *Intermédiaire,* si 15 à 50 % de ses habitants vivent dans des collectivités rurales.

En bref

Les écarts de PIB par habitant entre régions d'un même pays sont souvent importants. En Turquie, par exemple, la région de Kocaeli a un PIB par habitant près de 11 fois plus élevé que la région de Agri. Au Royaume-Uni, le PIB par habitant de la région Inner London – West est presque huit fois supérieur à celui de l'île d'Anglesey.

Les différences observées dans le PIB régional par habitant tiennent sans doute pour partie au phénomène des migrations journalières. Travaillant dans une région et résidant dans une autre, les migrants journaliers tendent à augmenter le PIB par habitant de la région où ils sont employés et à abaisser le PIB par habitant de la région où ils résident. Dans plusieurs régions urbaines (Inner London – West, District of Columbia, Paris, par exemple), le PIB par habitant apparaît nettement « surestimé » du fait des migrations journalières.

Plus de la moitié (53 %) des habitants des pays de l'OCDE résident dans des régions dont le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale. En République slovaque, en République tchèque, au Mexique, en Pologne, au Danemark, en Belgique et en Corée, au moins 60 % des habitants vivent dans des régions à faible PIB par habitant.

Selon l'indice de Gini, la Turquie, le Mexique et la République slovaque enregistrent les plus grandes variations du PIB par habitant. À l'inverse, les plus faibles disparités sont présentes en Suède, au Japon, aux Pays-Bas, en Finlande et en Australie.

Source

- *OCDE Base de données régionales.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE, Édition 2001*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Local Governance and the Drivers of Growth*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE – Villes, compétitivité et mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Enseignement supérieur et régions : Concurrence mondiale, engagement local*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama des régions de l'OCDE : Édition 2007*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », Cahiers Statistiques de l'OCDE, n° 6, février, OCDE, Paris, *www.oecd.org/std/cahierstatistique*.

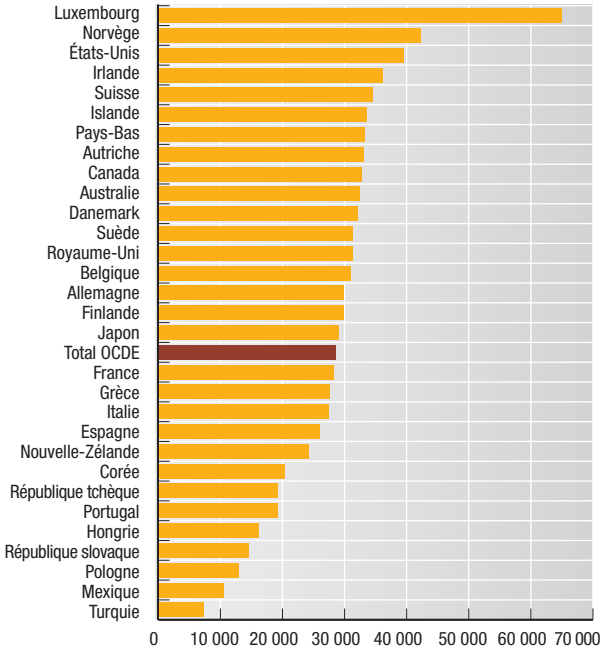
Sites Internet

- OCDE Base de données régionales, *www.oecd.org/gov/territorialindicators*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

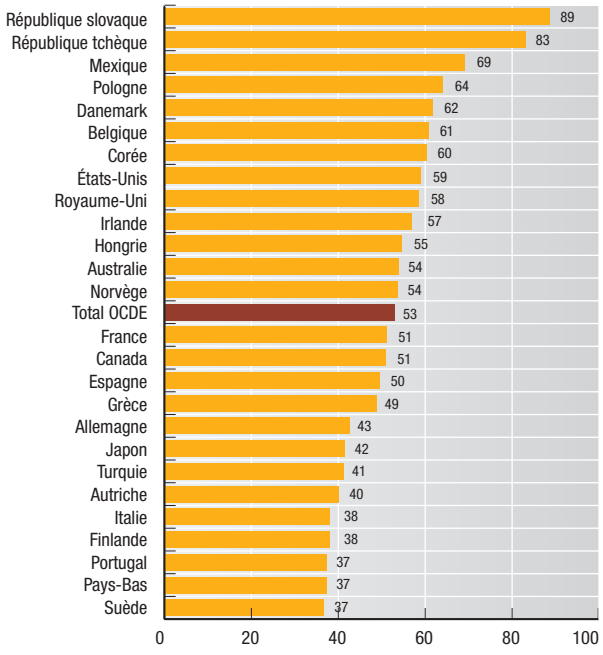
PIB national par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2004



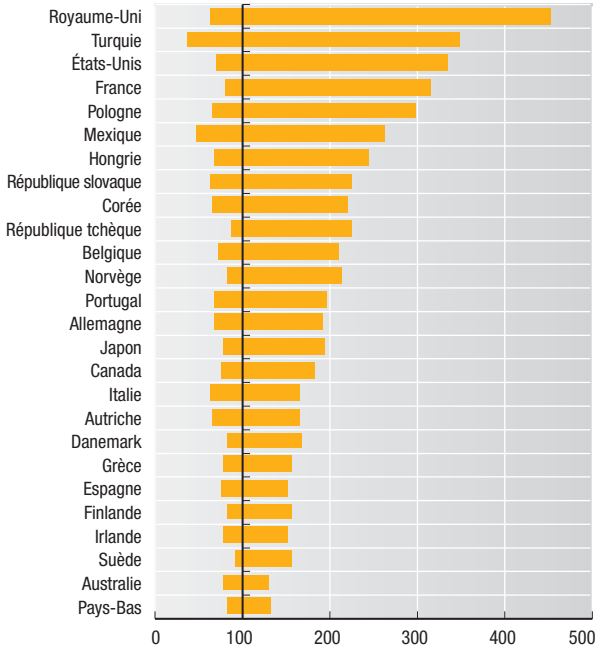
Proportion de la population vivant dans des régions dont le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale

Pourcentage, 2004 ou dernière année disponible



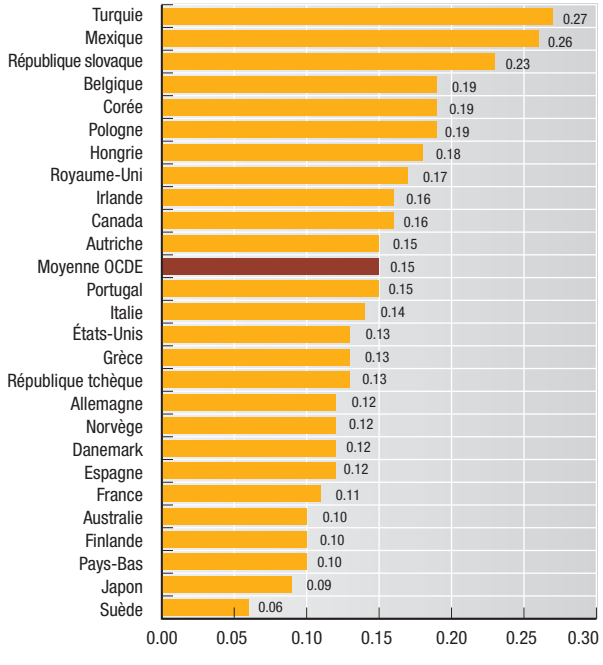
Disparités du PIB régional par habitant

En pourcentage du PIB national par habitant, 2004



Indice de GINI des disparités régionales du PIB

2004 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385582773351

ÉVOLUTION DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur général de l'activité économique. La croissance du PIB « réel », c'est-à-dire corrigé des variations des prix, est largement utilisée pour évaluer la manière dont les États gèrent leur économie.

Définition

Pour éliminer du taux de croissance du PIB les effets directs de l'inflation, le calcul doit s'appuyer sur des données à prix fixes, ou constants. Les prix relatifs se modifiant au fil du temps, *le Système de comptabilité nationale 1993* recommande d'utiliser des prix fixes représentatifs de la période pour laquelle le taux de croissance est calculé, ce qui implique de changer régulièrement la série de prix fixes employée, normalement tous les ans. C'est ainsi que procèdent les pays de l'OCDE pour établir leurs estimations « en volume » du taux de croissance de leur PIB. Seuls font exception à cette règle la Corée, le Mexique, la Turquie et la République slovaque qui, comme de nombreux pays non membres, ne révisent leurs pondérations fixes que tous les cinq ou dix ans. Cette pratique tend à fausser les estimations du taux de croissance, habituellement vers le haut.

Les taux de croissance indiqués pour l'ensemble de l'OCDE et de la zone euro sont des moyennes des taux de croissance de chaque pays membre, pondérées en fonction de la taille relative du PIB de chaque pays en dollars. La conversion en dollars des États-Unis est effectuée en utilisant les parités de pouvoir d'achat, si bien que le taux de chaque pays est pondéré par la taille relative de son PIB réel. On notera que le total OCDE exclut la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque parce que les taux de croissance de ces pays ne sont pas disponibles pour la totalité de la période.

Comparabilité

Les statistiques du PIB utilisées pour le calcul de ces taux de croissance ont été établies conformément au *Système de comptabilité nationale 1993*, sauf dans le cas de la Turquie qui utilise encore le SCN 1968, et les estimations du PIB aux prix courants sont généralement considérées comme étant tout à fait comparables entre les pays. En revanche, on note davantage de divergences dans les méthodes employées par les différents pays pour établir les estimations en volume du PIB, en particulier pour ce qui est de la consommation publique et de certains types de dépenses d'équipement.

Il est à noter que dans ce tableau, le Total OCDE exclut la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque.

Tendances à long terme

La croissance annuelle pour l'ensemble de l'OCDE s'est établie en moyenne à 2.6 % entre 1993 et 2006. La Corée et l'Irlande ont affiché des résultats nettement supérieurs à la moyenne avec des taux de croissance annuels de plus de 5 %. Les taux de croissance de l'Irlande ont été particulièrement remarquables entre 1995 et 2000 – période pendant laquelle ce pays a été désigné sous le nom de Tigre celtique. La croissance de la Corée a été sérieusement affectée par la crise financière qui a sévi en Asie ; son PIB réel a baissé de près de 7 % en 1998, mais ce pays a renoué depuis avec des taux de croissance élevés. Le Luxembourg, la Pologne et la République slovaque ont tous trois affiché des taux de croissance proche de 4.5 % par an.

À l'opposé, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, et la Suisse ont enregistré des taux de croissance moyens de 1.5 % ou moins sur la même période.

La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque ont toutes vu leur PIB réel se contracter sensiblement pendant les premières années de leur transition vers l'économie de marché, mais ont généralement commencé à enregistrer des taux de croissance positifs pendant la deuxième moitié des années 90. Leurs taux de croissance ont été parmi les plus élevés de la zone OCDE ces dernières années.

Sources

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris, *www.sourceOCDE.org/comptesnationaux*.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *Études du Centre de développement – L'essor de la Chine et de l'Inde : quels enjeux pour l'Afrique ?*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Réformes économiques : Objectif croissance – Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux annuels*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, *www.oecd.org/eco/sources-and-methods*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Croissance du PIB réel

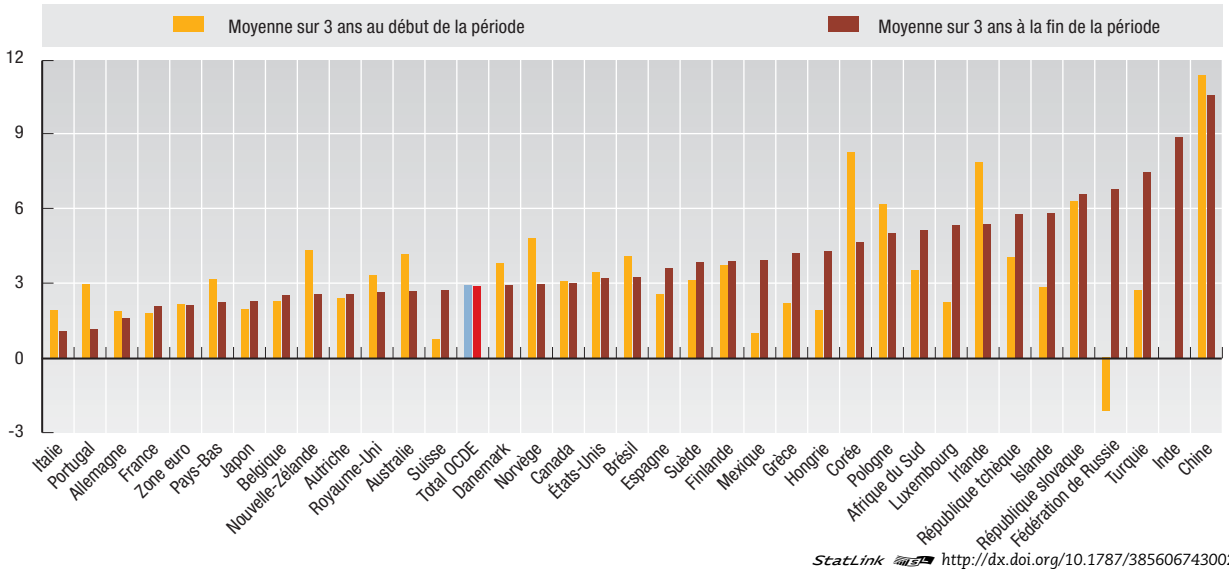
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	-0.8	2.7	1.9	1.0	1.8	2.0	2.0	3.2	1.2	0.0	-0.2	1.1	0.8	2.9
Australie	4.1	4.5	4.1	3.9	4.5	5.2	4.0	1.9	3.8	3.2	4.1	2.7	2.8	2.5
Autriche	0.3	2.7	1.9	2.6	1.8	3.6	3.3	3.4	0.8	0.9	1.2	2.3	2.0	3.3
Belgique	-1.0	3.2	2.4	1.2	3.5	1.7	3.4	3.7	0.8	1.5	1.0	3.0	1.7	2.8
Canada	2.3	4.8	2.8	1.6	4.2	4.1	5.5	5.2	1.8	2.9	1.9	3.1	3.1	2.8
Corée	6.1	8.5	9.2	7.0	4.7	-6.9	9.5	8.5	3.8	7.0	3.1	4.7	4.2	5.0
Danemark	-0.1	5.5	3.1	2.8	3.2	2.2	2.6	3.5	0.7	0.5	0.4	2.1	3.1	3.5
Espagne	-1.0	2.4	2.8	2.4	3.9	4.5	4.7	5.0	3.6	2.7	3.1	3.3	3.6	3.9
États-Unis	2.7	4.1	2.5	3.7	4.5	4.2	4.5	3.7	0.8	1.6	2.5	3.6	3.1	2.9
Finlande	-0.9	3.6	3.9	3.7	6.1	5.2	3.9	5.0	2.6	1.6	1.8	3.7	2.9	5.0
France	-0.9	2.2	2.1	1.1	2.2	3.5	3.3	3.9	1.9	1.0	1.1	2.5	1.7	2.0
Grèce	-1.6	2.0	2.1	2.4	3.6	3.4	3.4	4.5	4.5	3.9	5.0	4.6	3.8	4.2
Hongrie	-0.6	2.9	1.5	1.3	4.6	4.9	4.2	5.2	4.1	4.4	4.2	4.8	4.1	3.9
Irlande	2.7	5.8	9.6	8.2	11.3	8.0	10.4	9.4	6.1	6.6	4.5	4.4	6.0	5.7
Islande	1.3	3.6	0.1	4.8	4.8	6.4	4.1	4.3	3.9	-0.1	2.7	7.6	7.2	2.6
Italie	-0.9	2.2	2.8	0.7	1.9	1.4	1.9	3.6	1.8	0.3	0.0	1.2	0.1	1.9
Japon	0.2	1.1	2.0	2.7	1.6	-2.0	-0.1	2.9	0.2	0.3	1.4	2.7	1.9	2.2
Luxembourg	4.2	3.8	1.4	1.5	5.9	6.5	8.4	8.4	2.5	4.1	2.1	4.9	5.0	6.1
Mexique	2.0	4.4	-6.2	5.2	6.8	5.0	3.8	6.6	0.0	0.8	1.4	4.2	2.8	4.8
Norvège	2.8	5.1	4.2	5.1	5.4	2.7	2.0	3.3	2.0	1.5	1.0	3.9	2.7	2.2
Nouvelle-Zélande	6.4	5.3	4.2	3.5	1.5	0.4	5.3	2.1	3.6	4.6	3.4	3.7	2.0	1.9
Pays-Bas	1.3	3.0	3.1	3.4	4.3	3.9	4.7	3.9	1.9	0.1	0.3	2.2	1.5	3.0
Pologne	3.7	5.3	7.0	6.2	7.1	5.0	4.5	4.3	1.2	1.4	3.9	5.3	3.6	6.1
Portugal	-2.0	1.0	4.3	3.6	4.2	4.9	3.8	3.9	2.0	0.8	-0.8	1.5	0.7	1.2
République slovaque	1.9	6.2	5.8	6.9	5.7	3.7	0.3	0.7	3.2	4.1	4.2	5.4	6.0	8.3
République tchèque	0.1	2.2	5.9	4.0	-0.7	-0.8	1.3	3.6	2.5	1.9	3.6	4.5	6.4	6.4
Royaume-Uni	2.3	4.3	2.9	2.8	3.1	3.4	3.0	3.8	2.4	2.1	2.8	3.3	1.8	2.8
Suède	-2.0	3.9	4.0	1.5	2.5	3.8	4.6	4.4	1.1	2.4	1.9	4.1	3.3	4.1
Suisse	-0.2	1.2	0.4	0.6	2.1	2.6	1.3	3.6	1.2	0.4	-0.2	2.5	2.4	3.2
Turquie	8.0	-5.5	7.2	7.0	7.5	3.1	-4.7	7.4	-7.5	7.9	5.8	8.9	7.4	6.1
Zone euro	-0.7	2.5	2.4	1.5	2.6	2.8	3.0	3.8	1.9	0.9	0.8	2.0	1.5	2.8
Total OCDE	1.4	3.2	2.5	3.0	3.6	2.6	3.3	3.9	1.2	1.6	1.9	3.2	2.5	2.9
Afrique du Sud	1.2	3.2	3.1	4.3	2.6	0.5	2.4	4.2	2.7	3.7	3.1	4.9	5.0	5.4
Brésil	4.9	5.9	4.2	2.2	3.4	0.0	0.3	4.3	1.3	2.7	1.1	5.7	2.9	..
Chine	13.9	13.1	10.9	10.0	9.3	7.8	7.6	8.4	8.3	9.1	10.0	10.1	10.4	11.1
Fédération de Russie	..	..	-4.1	-3.6	1.4	-5.3	6.4	10.0	5.1	4.7	7.3	7.2	6.4	6.7
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	3.9	4.5	6.9	7.9	9.0	9.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272530778260

Croissance du PIB réel

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385606743002

ÉPARGNE DES MÉNAGES

L'épargne des ménages est à l'échelon national la principale source de fonds permettant de financer l'investissement en capital qui est l'élan majeur de la croissance économique à long terme.

Définition

Dans les comptes nationaux, l'épargne est estimée en soustrayant du revenu disponible des ménages leurs dépenses de consommation.

Le revenu disponible des ménages est principalement constitué par les revenus tirés d'un emploi ou de l'exploitation d'une entreprise individuelle, auxquels s'ajoutent les intérêts, dividendes et prestations sociales perçus, moins les sommes versées à titre d'impôts sur le revenu, d'intérêts et de cotisations sociales. On notera que le revenu de l'entreprise comprend les « loyers imputés » des logements occupés par leur propriétaire.

Les dépenses de consommation des ménages comprennent principalement leurs achats de biens de consommation et de services, mais aussi les « dépenses imputées » des propriétaires occupants, en leur qualité d'occupants, à l'égard d'eux-mêmes, en leur qualité de propriétaires de leur logement.

Les ménages comprennent les ménages ainsi que les institutions non lucratives au service des ménages.

Le taux d'épargne des ménages est calculé comme le rapport de l'épargne des ménages sur le revenu disponible des ménages.

Comparabilité

Les taux d'épargne peuvent être mesurés en termes nets ou bruts. Les taux d'épargne nets sont mesurés en déduisant la consommation de capital fixe (amortissement) concernant les actifs utilisés dans les entreprises exploitées par les ménages et les logements occupés par leur propriétaire à partir de l'épargne et du revenu disponible des ménages, si bien que l'épargne et le revenu disponible sont tous deux indiqués en termes nets. Quelquefois, les pays ont des difficultés à estimer la consommation de capital fixe du secteur des ménages. Les systèmes de comptabilité internationaux offrent la possibilité d'indiquer le revenu disponible et l'épargne en termes bruts – c'est-à-dire en incluant la consommation de capital fixe dans les deux agrégats.

Comme l'épargne est un résidu de deux grands agrégats – revenu disponible et dépenses de consommation des ménages – qui peuvent tous deux faire l'objet d'erreurs d'estimation, les estimations de l'épargne sont sujettes à d'importantes erreurs relatives et à des révisions au fil des ans.

Tendances à long terme

Les taux d'épargne des ménages sont très variables suivant les pays. Cela tient en partie à des différences institutionnelles concernant par exemple la mesure dans laquelle les retraites sont financées par l'état ou par l'épargne individuelle et la mesure dans laquelle l'état offre une assurance contre la maladie et le chômage. La composition par âge de la population est également importante à cet égard, car les personnes âgées ont tendance à liquider les actifs financiers qu'elles ont acquis pendant leur vie active, si bien qu'un pays comptant une proportion importante de personnes âgées aura généralement aussi un faible taux d'épargne.

Au cours de la période couverte dans le tableau, les taux d'épargne sont restés stables ou ont augmenté en Autriche, en France, en Italie, en Norvège et au Portugal, mais ils ont baissé dans les autres pays. Des baisses particulièrement prononcées se sont produites en Australie, au Canada, au Japon, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Une épargne négative – qui indique que les dépenses de consommation des ménages sont supérieures à leurs revenus – a été enregistrée dans quelques pays, en particulier en Australie, au Danemark, en Grèce et en Nouvelle-Zélande.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Cotis, J.-P., J. Coppel et L. de Mello (2004), *Est-ce que les États-Unis ont une tendance à « surconsommer »?*, document présenté à la Conférence économique de la Federal Reserve Bank of Boston, Cape Cod, 14-16 juin, *www.oecd.org/eco/speeches*.
- Harvey, R. (2004), « Comparison of Household Saving Ratios: Euro Area/United States/Japan », Cahiers statistiques de l'OCDE, n° 8, juin, OCDE, Paris, *www.oecd.org/std/cahierstatistique*.
- Kohl, R. et P. O'Brien (1998), *The Macroeconomics of Ageing, Pensions and Savings*, Documents de travail du Département des Affaires économiques, n° 200, OCDE, Paris.
- de Serres, A. et F. Pelgrin (2003), « La baisse des taux d'épargne privée durant les années 90 dans les pays de l'OCDE : la contribution des déterminants autres que la richesse ? », *Revue économique de l'OCDE*, n° 36, 2003/1, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, *www.oecd.org/eco/sources-and-methods*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux d'épargne net des ménages

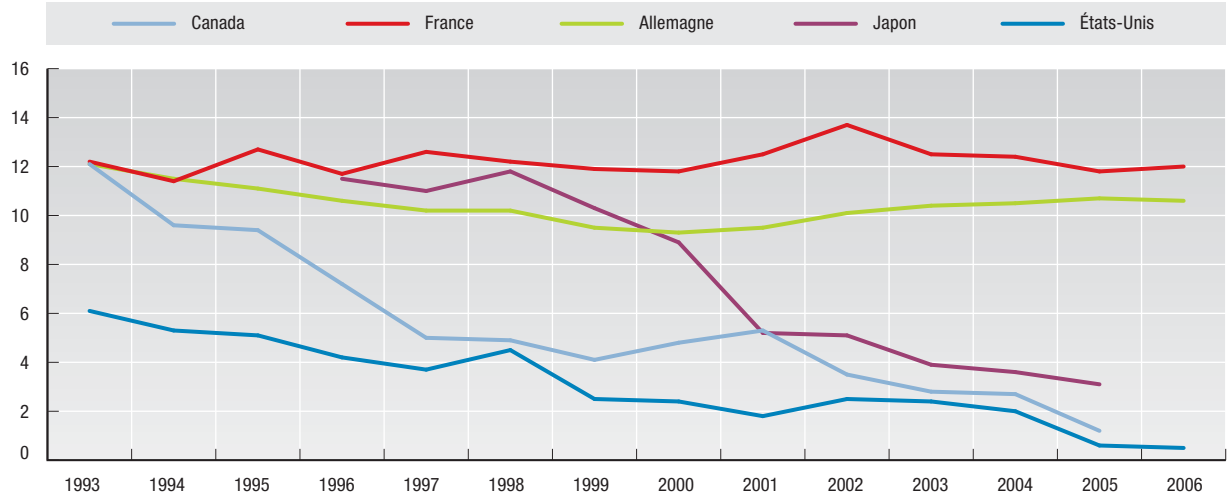
En pourcentage du revenu disponible des ménages

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	12.1	11.5	11.1	10.6	10.2	10.2	9.5	9.3	9.5	10.1	10.4	10.5	10.7	10.6
Australie	6.3	5.9	6.4	6.2	2.9	1.9	1.7	2.2	1.1	-2.7	-2.8	-1.9	-0.7	..
Autriche	..	..	11.0	8.6	7.3	8.2	8.8	8.5	7.5	7.6	8.8	8.9	9.4	9.7
Belgique	..	..	16.3	14.5	13.6	12.7	12.8	11.0	12.0	11.2	9.7	8.3	7.1	7.6
Canada	12.1	9.6	9.4	7.2	5.0	4.9	4.1	4.8	5.3	3.5	2.8	2.7	1.2	..
Corée	21.8	20.6	17.5	17.5	16.1	24.8	17.4	10.7	6.4	2.2	3.9	6.3	4.7	3.9
Danemark	2.7	-1.8	1.3	1.0	-1.7	0.0	-3.6	-2.0	4.1	4.6	4.7	1.2	-2.7	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	5.9	5.6	5.6	5.9	5.0	3.8	3.1
États-Unis	6.1	5.3	5.1	4.2	3.7	4.5	2.5	2.4	1.8	2.5	2.4	2.0	0.6	0.5
Finlande	7.5	1.1	3.9	0.4	2.0	0.5	2.1	-0.1	0.1	0.6	1.4	2.5	0.6	-2.0
France	12.2	11.4	12.7	11.7	12.6	12.2	11.9	11.8	12.5	13.7	12.5	12.4	11.8	12.0
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	-6.0	-7.5	-8.0	-7.3	-7.2	-8.0	-7.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	6.7	..
Italie	..	..	..	..	..	..	10.4	8.6	10.6	11.4	10.4	10.5	10.1	8.8
Japon	..	..	..	11.5	11.0	11.8	10.3	8.9	5.2	5.1	3.9	3.6	3.1	..
Mexique	4.9	3.4	2.4	5.8	10.0	7.3	7.1	10.6	7.7	7.9	7.6	7.0	..	..
Nouvelle-Zélande	-0.6	-3.8	-3.6	-2.6	-4.6	-4.2	-5.3	-3.8	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	15.6	15.8	15.7	13.9	14.5	13.5	9.9	7.5	10.5	9.4	8.4	8.1	6.9	7.0
Pologne	..	..	14.6	11.7	11.7	12.1	10.6	8.4	9.9	6.0	5.2	4.7	4.7	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	3.6	4.5	4.0	4.4	4.0	2.5	..
République slovaque	..	..	5.2	8.9	9.3	7.7	6.3	6.1	3.9	3.6	1.4	0.7	1.8	1.2
République tchèque	..	..	10.0	6.2	6.1	4.1	3.4	3.3	2.2	3.0	2.4	-0.5	0.6	0.0
Royaume-Uni	7.6	5.9	6.7 |	5.9	5.8	2.1	0.5	0.5	2.0	0.5	0.7	-0.7	-0.1	..
Zone euro	10.7	9.9	10.8	10.0	10.1	9.8	9.3	8.9	9.6	10.0	9.6	9.6	9.3	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	7.8	8.2	8.8	8.6	..	7.0	..
Fédération de Russie	..	..	16.2	20.4	15.3	6.1	-2.3	6.7	7.5	14.0	14.6	12.6	11.2	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272560812251

Taux d'épargne net des ménages

En pourcentage du revenu disponible des ménages



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385613642737

TAUX D'INVESTISSEMENT

La part du PIB total consacrée aux investissements en actifs fixes est un important indicateur de la croissance économique future, encore que tous les types d'investissement ne contribuent pas de la même manière à l'expansion future. Les tableaux suivants indiquent le total de la formation brute de capital fixe (investissement ou FBCF) en proportion du PIB, ainsi que deux des principales composantes – logement et machines et outillage.

Définition

La formation brute de capital fixe (FBCF) représente l'acquisition, diminuée du déclassement, d'actifs fixes, c'est-à-dire de produits qui doivent être utilisés pour la production pendant plusieurs années. Les acquisitions comprennent à la fois les achats d'actifs (neufs ou d'occasion) et la construction d'actifs par les producteurs pour leur propre usage. Les déclassements comprennent les ventes d'actifs mis au rebut ainsi que les ventes d'actifs encore utilisables à d'autres producteurs : la Nouvelle-Zélande, le Mexique et certains pays d'Europe centrale importent des quantités considérables d'actifs d'occasion.

Les actifs fixes sont les machines et l'outillage ; les logements et autres bâtiments ; les routes, ponts, aéroports et barrages ; les vergers et plantations d'arbres ; les aménagements apportés aux terrains, notamment les travaux de clôture, de nivellement et de drainage ; les animaux de trait et les autres animaux élevés pour leur lait et leur laine ; les logiciels informatiques et les bases de données ; les œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales ; les dépenses d'exploration minière. Tous ces éléments ont en commun de contribuer à la production future. Cela n'est peut-être pas évident pour les logements, mais dans l'optique des comptes nationaux les appartements et les maisons sont considérés comme produisant des services de logement qui sont consommés par les propriétaires ou les locataires au cours de la durée de vie du bâtiment.

Pour le calcul des pourcentages, la formation brute de capital fixe et le PIB sont évalués aux prix courants du marché.

Comparabilité

Lors de la révision du *Système de comptabilité nationale en 1993*, le champ de définition de la FBCF a été élargi de façon à inclure l'exploration minière, les logiciels informatiques et les œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales. Mais dans plusieurs pays ces trois éléments ne sont que partiellement couverts. Dans le cas de la Turquie, qui adhère toujours à la version de 1968 du SCN, ils ne sont pas du tout inclus.

Il est à noter que dans les tableaux, le Total OCDE exclut la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque.

Tendances à long terme

Le taux d'investissement total atteint aujourd'hui 21 % en moyenne pour la zone OCDE dans son ensemble, mais les taux dépassent nettement ce chiffre en Corée, en Espagne, en Islande et en Australie et sont bien inférieurs à 20 % en Suède, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Norvège. Pour l'ensemble de la zone OCDE, les taux d'investissement totaux sont en grande partie inchangés comparés à 1993-1995. On notera des baisses particulièrement prononcées en Corée, en Turquie, au Japon et en Allemagne – encore qu'en Corée et au Japon les taux d'investissement restent bien supérieurs à la moyenne OCDE. Les taux d'investissement totaux sont aujourd'hui beaucoup plus élevés qu'au début des années 90 en Irlande, en Islande, en Espagne et en Grèce.

L'investissement en machines et outillage représente plus de 30 % de la FBCF dans la plupart des pays de l'OCDE, mais les taux d'investissement tendent à être plus élevés encore dans les pays à forte base manufacturière tels que le Japon et la Suisse. Au cours de la période indiquée, les taux d'investissement en machines ont baissé dans la plupart des pays, avec des contractions particulièrement marquées au Luxembourg, en Corée, en Irlande et aux Pays-Bas, du fait de la montée en puissance des activités de services. Les deux principales exceptions à cette tendance baissière ont été la Grèce et l'Islande.

Les taux d'investissement en logements ont été particulièrement élevés au début et à la fin de la période en Norvège et au Portugal. L'Irlande, l'Espagne et la République slovaque ont enregistré des hausses substantielles au cours de la période, mais plusieurs pays ont accusé de fortes baisses : la Turquie, le Luxembourg, l'Allemagne, le Japon et l'Autriche. À court terme, les taux d'investissement dans le logement sont sensibles au cycle économique, mais dans le long terme ils reflètent le taux de croissance de la population (accroissement naturel ou immigration), et l'augmentation de la richesse, comme par exemple en Irlande et en Norvège.

Sources

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud : OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- Pour la Chine : Bureau national des statistiques.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2004), « Vers une harmonisation des estimations de l'investissement en logiciels », *Revue économique de l'OCDE*, n° 37, 2003/2, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève, *http://unstats.un.org/unsd/sna1993*.

Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, *www.oecd.org/eco/sources-and-methods*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Formation brute de capital fixe

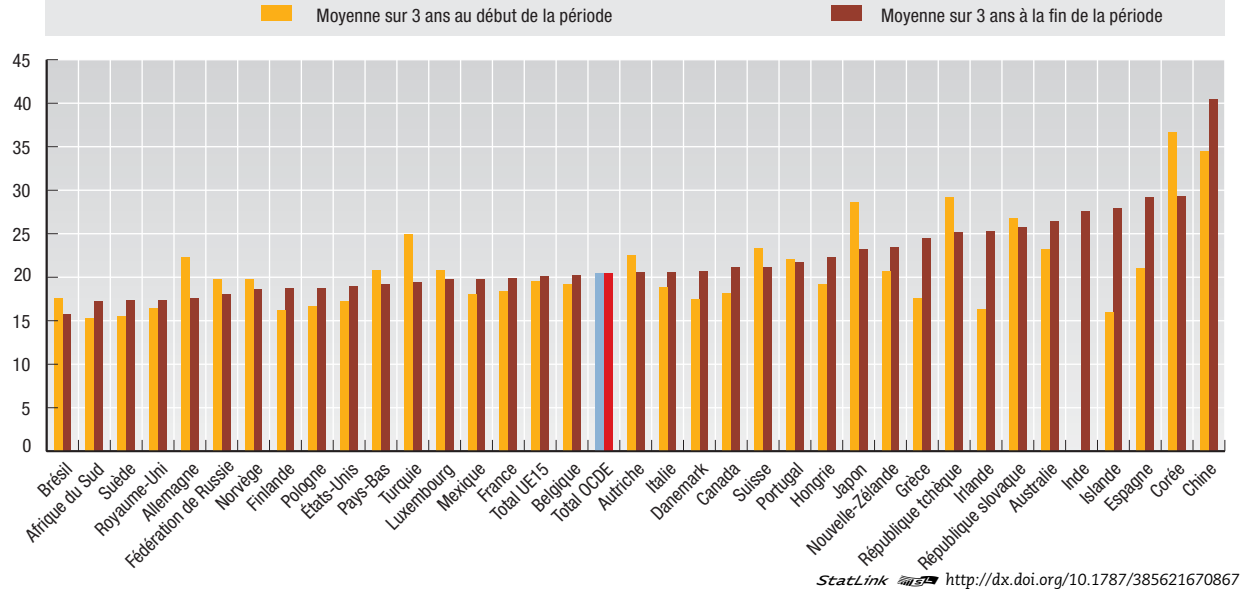
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	22.5	22.6	21.9	21.3	21.0	21.1	21.3	21.5	20.0	18.3	17.9	17.5	17.4	18.0
Australie	22.7	23.9	22.9	22.9	24.0	24.2	24.8	22.0	22.9	24.8	25.4	25.8	26.5	26.9
Autriche	22.5	22.9	22.1	22.1	22.3	22.4	22.1	22.8	22.1	20.4	21.3	20.7	20.4	20.6
Belgique	19.4	18.9	19.3	19.4	20.0	20.2	20.6	20.8	20.4	19.2	18.8	19.6	20.3	20.7
Canada	18.0	18.8	17.6	17.9	19.8	19.9	19.8	19.2	19.6	19.5	19.6	20.3	21.0	22.0
Corée	36.3	36.4	37.3	37.5	35.6	30.3	29.7	31.1	29.5	29.1	29.9	29.5	29.3	29.0
Danemark	16.9	17.2	18.4	18.6	19.6	20.4	19.8	20.2	19.8	19.6	19.3	19.4	20.4	22.4
Espagne	20.8	20.7	21.5	21.4	21.8	23.0	24.6	25.8	26.0	26.3	27.2	28.0	29.3	30.4
États-Unis	16.7	17.2	17.7	18.2	18.6	19.1	19.6	19.9	19.2	17.9	17.9	18.5	19.2	19.3
Finlande	16.4	15.6	16.6	17.1	18.3	19.0	19.0	19.4	19.5	17.9	18.1	18.2	18.9	19.1
France	18.7	18.4	18.1	17.9	17.5	17.9	18.8	19.5	19.5	18.8	18.8	19.3	19.8	20.4
Grèce	18.5	17.1	17.0	17.8	18.1	19.4	20.8	21.6	21.5	22.4	24.3	24.4	23.4	25.8
Hongrie	18.4	19.6	19.6	20.9	21.7	23.1	23.3	23.0	23.0	23.0	22.1	22.4	22.7	21.8
Irlande	15.2	16.3	17.3	18.8	20.2	21.7	23.3	23.4	22.6	21.7	22.3	23.6	26.0	26.3
Islande	16.4	15.9	15.7	18.9	19.7	24.0	21.8	22.9	21.6	18.1	20.0	23.6	28.2	32.0
Italie	18.8	18.5	19.1	18.9	18.9	19.3	19.6	20.3	20.3	20.9	20.4	20.5	20.6	20.8
Japon	29.5	28.5	28.0	28.3	27.7	25.9	25.5	25.2	24.7	23.3	22.8	22.7	23.1	23.8
Luxembourg	21.9	20.6	19.9	20.1	21.7	21.8	23.5	20.8	22.6	22.6	21.6	20.8	20.0	18.4
Mexique	18.6	19.4	16.2	17.9	19.5	20.9	21.2	21.4	20.0	19.3	18.9	19.6	19.3	20.4
Norvège	19.6	19.8	19.8	20.2	22.0	25.0	21.9	18.4	18.1	17.9	17.3	18.0	18.8	18.9
Nouvelle-Zélande	19.0	20.9	22.1	22.0	21.1	20.1	20.9	20.4	20.8	21.4	22.6	23.4	23.8	23.0
Pays-Bas	21.1	20.6	20.8	21.6	21.9	22.2	22.9	21.9	21.1	20.0	19.5	18.8	19.0	19.7
Pologne	15.1	17.1	17.7	19.8	22.4	24.1	24.4	23.7	20.7	18.7	18.2	18.1	18.2	19.9
Portugal	21.9	21.9	22.5	23.0	25.2	26.5	26.8	27.1	26.5	25.0	22.9	22.6	21.7	21.0
République slovaque	29.5	26.2	24.6	31.4	33.6	35.7	29.3	25.7	28.5	27.3	25.0	24.1	26.8	26.4
République tchèque	27.9	28.2	31.5	32.1	29.9	28.2	27.0	28.0	28.0	27.5	26.7	25.8	25.0	24.6
Royaume-Uni	16.1	16.3	16.8	17.0	17.0	18.0	17.7	17.4	17.1	17.1	16.7	17.1	17.2	17.9
Suède	15.4	15.3	15.7	15.9	15.5	16.3	17.0	17.6	17.5	16.8	16.3	16.4	17.4	18.1
Suisse	23.1	23.5	23.3	22.1	21.6	22.2	22.2	22.7	21.9	21.3	20.5	20.8	21.2	21.3
Turquie	26.5	24.6	23.8	25.1	26.4	24.6	21.9	22.4	18.2	16.6	15.5	17.8	19.6	21.0
Total UE15	19.6	19.4	19.5	19.4	19.4	20.0	20.4	20.7	20.3	19.7	19.6	19.7	20.1	20.7
Total OCDE	20.5	20.5	20.5	20.8	21.0	20.9	21.1	21.3	20.7	19.8	19.7	20.0	20.5	21.0
Afrique du Sud	14.7	15.2	15.9	16.3	16.5	17.1	15.5	15.1	15.1	15.0	15.9	16.1	17.0	18.7
Brésil	..	..	18.3	16.9	17.4	17.0	15.7	16.8	17.0	16.4	15.3	16.1	15.9	..
Chine	36.0	34.5	33.0	32.4	31.8	33.0	33.6	34.3	34.6	36.3	39.2	40.6	41.5	..
Fédération de Russie	..	..	21.1	20.0	18.3	16.1	14.4	16.9	18.9	17.9	18.4	18.4	17.8	17.9
Inde	..	..	..	..	..	..	..	23.0	22.8	23.6	24.3	25.9	27.7	29.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272576005608

Formation brute de capital fixe

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385621670867

Formation brute de capital fixe : machines et biens d'équipement

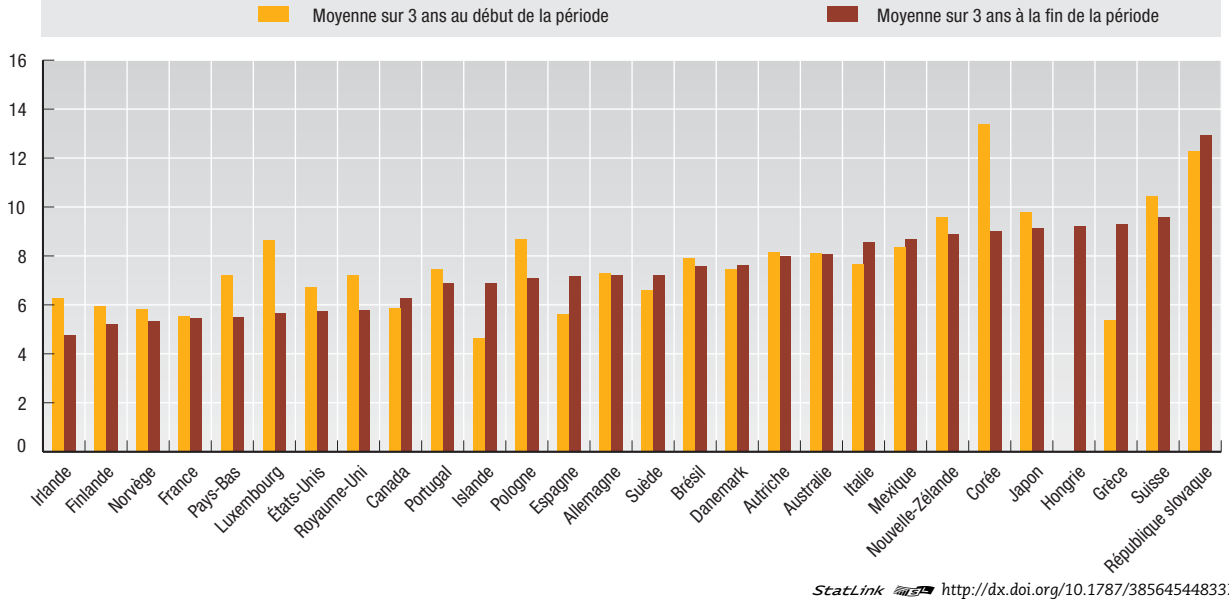
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	7.7	7.2	7.0	7.0	7.2	7.6	7.9	8.6	7.9	7.1	6.9	7.0	7.2	7.5
Australie	7.6	8.5	8.3	8.1	8.4	8.1	8.3	7.9	7.7	8.1	7.9	8.1	8.2	..
Autriche	8.3	8.2	8.0	8.1	8.3	8.4	8.5	9.2	9.1	8.1	8.6	8.1	8.0	7.8
Canada	5.6	5.9	6.1	6.1	7.2	7.6	7.7	7.4	7.0	6.6	6.3	6.3	6.3	6.2
Corée	12.4	13.6	14.1	14.1	12.2	8.4	10.3	12.8	11.0	10.4	9.6	9.2	9.0	8.9
Danemark	7.0	7.4	8.0	7.3	7.8	8.3	7.8	8.1	8.0	7.6	7.1	7.0	7.5	8.4
Espagne	5.3	5.6	6.0	6.3	6.8	7.5	7.9	8.1	7.6	7.0	6.9	6.9	7.1	7.5
États-Unis	6.4	6.7	7.1	7.2	7.2	7.3	7.4	7.4	6.6	5.8	5.6	5.6	5.8	5.8
Finlande	5.8	5.7	6.3	6.7	7.1	6.9	6.3	6.1	6.3	5.5	5.5	5.4	5.2	5.1
France	5.5	5.5	5.6	5.6	5.4	5.7	6.1	6.3	6.2	5.6	5.5	5.4	5.4	5.6
Grèce	..	..	4.9	5.7	5.5	6.2	7.1	7.6	7.4	8.4	9.5	9.6	9.1	9.2
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	10.7	10.0	9.2	9.2	9.4	9.1	..
Irlande	5.9	6.2	6.7	6.8	6.6	7.3	7.6	7.2	6.0	5.4	4.7	4.6	5.2	4.5
Islande	4.3	4.6	5.0	7.3	7.1	8.8	6.9	8.5	6.9	4.9	4.6	5.9	10.1	..
Italie	7.2	7.6	8.2	8.2	8.4	8.9	9.1	9.5	9.3	9.3	8.6	8.6	8.5	8.6
Japon	10.0	9.3	10.0	10.7	10.7	10.0	10.0	10.0	9.9	8.9	8.9	9.0	9.5	..
Luxembourg	9.9	8.1	7.9	7.5	9.3	8.6	10.5	8.0	8.9	7.5	5.8	6.2	5.7	5.1
Mexique	8.6	8.9	7.6	8.9	10.0	11.1	11.0	10.8	9.7	8.9	8.5	8.7	..	..
Norvège	5.4	6.1	6.0	6.3	6.9	8.0	7.3	6.4	5.9	5.7	5.2	5.5	5.5	5.0
Nouvelle-Zélande	9.1	9.8	9.8	9.4	8.4	8.2	8.2	8.7	9.3	8.8	8.9	8.8	8.9	..
Pays-Bas	7.3	7.0	7.3	7.5	7.6	7.4	7.7	6.9	6.3	5.7	5.7	5.4	5.3	5.8
Pologne	..	..	7.6	8.7	9.7	10.4	10.2	9.7	8.2	7.3	7.0	7.1	7.2	..
Portugal	7.4	7.6	7.4	7.7	8.6	9.3	9.4	9.5	8.9	7.8	7.1	7.1	6.8	6.7
République slovaque	13.4	12.1	11.4	14.1	16.8	17.8	12.9	11.0	13.5	13.3	12.4	11.4	13.3	14.1
Royaume-Uni	6.8	7.2	7.7	8.1	7.7	8.7	8.2	8.0	7.5	6.8	6.1	5.8	5.8	5.8
Suède	5.8	6.6	7.4	7.6	7.6	7.9	8.5	8.6	8.0	7.4	7.2	6.9	7.4	7.4
Suisse	10.5	10.2	10.6	10.6	10.6	11.1	11.3	11.6	10.9	10.1	9.5	9.5	9.7	..
Brésil	..	..	8.8	7.4	7.5	6.9	6.1	7.2	7.8	7.3	7.2	7.7	7.9	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272584530027

Formation brute de capital fixe : machines et biens d'équipement

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385645448337

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Formation brute de capital fixe : logement

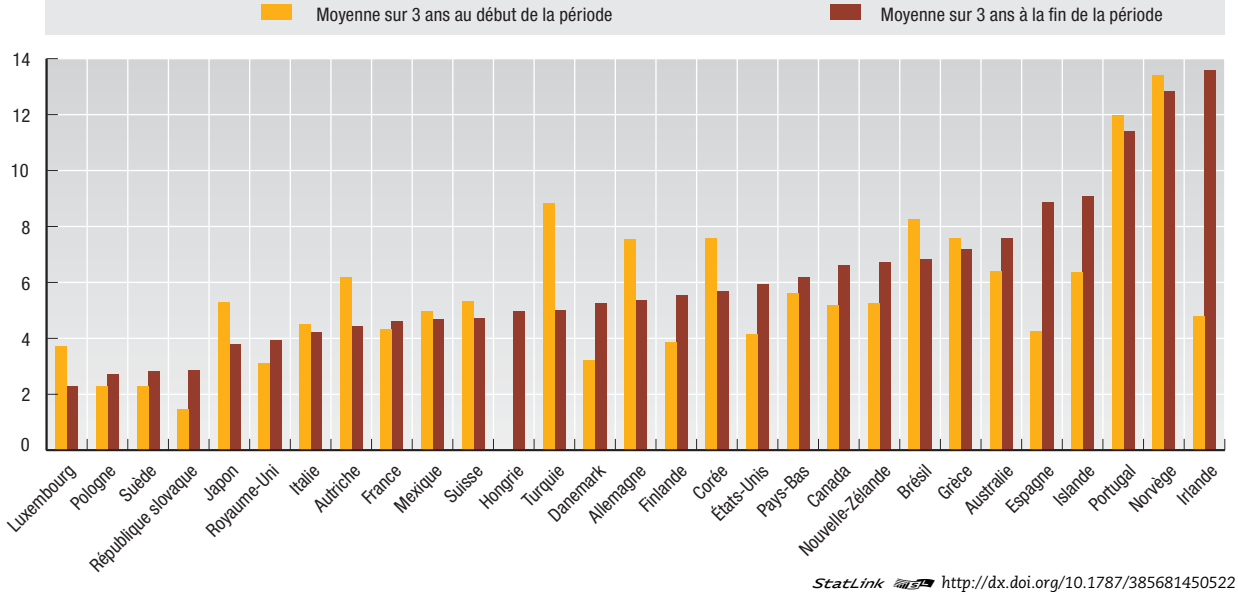
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	7.1	7.8	7.7	7.6	7.4	7.2	7.2	6.8	6.3	5.8	5.7	5.5	5.2	5.4
Australie	6.7	6.8	5.7	5.5	6.1	6.3	7.1	5.9	6.7	7.6	8.0	7.6	7.1	..
Autriche	5.8	6.1	6.6	6.6	6.5	6.1	5.8	5.3	4.9	4.6	4.4	4.4	4.4	4.5
Canada	5.5	5.5	4.5	4.8	5.0	4.7	4.6	4.5	5.0	5.7	6.0	6.5	6.6	6.8
Corée	8.1	7.3	7.3	7.0	6.5	6.0	5.1	4.3	4.7	5.0	5.5	5.7	5.8	5.6
Danemark	3.0	3.2	3.5	3.6	3.9	3.9	4.0	4.2	3.9	3.8	4.3	4.7	5.3	5.8
Espagne	4.2	4.2	4.4	4.8	4.7	5.0	5.5	6.1	6.5	7.1	7.8	8.4	8.9	9.3
États-Unis	4.0	4.3	4.1	4.3	4.2	4.5	4.6	4.6	4.7	4.9	5.3	5.8	6.2	5.8
Finlande	4.0	3.9	3.7	3.7	4.4	4.7	5.2	5.3	4.7	4.5	4.9	5.2	5.6	5.8
France	4.3	4.4	4.3	4.2	4.1	4.1	4.2	4.1	4.1	4.1	4.2	4.3	4.6	4.9
Grèce	8.4	7.2	7.1	6.8	7.0	7.4	7.5	6.8	6.8	6.7	7.1	7.0	6.7	7.8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	3.5	4.4	4.8	5.0	5.3	4.6	..
Irlande	4.1	5.0	5.3	6.0	6.7	7.2	8.0	8.4	8.6	8.8	10.6	12.2	14.0	14.6
Islande	6.6	6.4	6.1	6.7	6.9	7.0	7.5	7.7	7.3	7.7	8.3	9.1	9.8	..
Italie	4.7	4.5	4.3	4.1	3.9	3.7	3.7	3.8	3.8	3.8	3.9	4.0	4.3	4.4
Japon	5.2	5.5	5.2	5.7	5.0	4.3	4.3	4.3	4.0	3.9	3.8	3.8	3.8	..
Luxembourg	4.3	3.5	3.3	2.9	2.9	3.0	2.6	2.4	2.8	2.3	2.6	2.5	2.3	2.1
Mexique	5.0	5.1	4.8	4.6	4.6	4.6	4.7	4.8	4.7	4.7	4.6	4.7	..	..
Norvège	13.6	13.2	13.4	13.5	14.3	16.4	14.3	11.7	11.9	11.9	11.9	12.3	12.9	13.3
Nouvelle-Zélande	4.7	5.5	5.6	5.8	5.9	5.0	5.7	4.8	4.6	5.7	6.6	6.9	6.7	..
Pays-Bas	5.5	5.7	5.6	5.7	5.8	5.8	5.9	5.9	6.1	5.8	5.7	5.9	6.2	6.4
Pologne	..	..	2.2	2.2	2.4	2.6	2.8	3.0	2.8	2.8	2.7	2.6	2.8	..
Portugal	11.9	11.7	12.3	12.4	13.6	13.8	13.6	13.8	14.0	13.4	12.2	12.0	11.4	10.8
République slovaque	..	..	1.2	1.4	1.8	3.0	3.8	4.4	3.5	3.3	3.1	3.0	3.0	2.6
Royaume-Uni	3.1	3.1	3.1	2.9	2.9	2.9	2.8	2.9	3.0	3.3	3.4	3.7	3.9	4.2
Suède	3.3	2.0	1.5	1.6	1.4	1.4	1.5	1.7	1.9	2.1	2.1	2.5	2.8	3.2
Suisse	4.8	5.6	5.6	4.8	4.4	4.4	4.2	4.1	4.0	3.9	4.4	4.8	5.0	..
Turquie	8.6	9.5	8.4	7.8	7.6	7.0	6.6	5.3	5.2	3.8	3.2	3.5	4.9	6.6
Brésil	..	..	8.0	8.2	8.6	8.8	8.3	8.3	7.9	7.7	6.8	7.0	6.7	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272610430086

Formation brute de capital fixe : logement

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385681450522

INFLATION

Il existe plusieurs façons de mesurer l'inflation. La plus courante se fonde sur un indice des prix à la consommation (IPC) qui mesure les variations des prix d'un panier de biens et de services achetés par un échantillon représentatif de ménages. L'IPC est un indicateur étroit de l'inflation, qui ne mesure pas les variations des prix d'autres biens et services, tels que ceux utilisés pour la consommation intermédiaire, ou des prix des biens de capital. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (PIB) constitue un indicateur beaucoup plus large de l'inflation, et c'est celui qui est utilisé ici.

Définition

L'indice implicite des prix du PIB n'est pas un indicateur explicite. Il est obtenu en divisant un indice du PIB mesuré à prix courants par un indice de volume chaîné du PIB (voir Évolution du PIB), tous deux obtenus en utilisant l'approche par les dépenses (voir Taille du PIB). Il correspond donc à une moyenne pondérée des indices de prix des éléments suivants :

- biens et services consommés par les ménages ;
- dépenses des administrations publiques au titre des biens, services et salaires ;
- immobilisations ;
- variation des stocks ;
- exportations de biens et services ;
- importations de biens et services (signe moins).

Alors que l'IPC mesure les variations de prix des biens et services consommés par les ménages, l'indice implicite des prix du PIB mesure les variations de prix des biens et services produits par un pays donné. En conséquence, le traitement des exportations et des importations mérite une attention particulière. L'indice implicite des prix du PIB augmente, dénotant une inflation plus forte, si les prix des exportations s'élèvent ; or, bien qu'une inflation plus forte soit généralement considérée comme nocive, elle peut en fait être bénéfique pour un pays si les prix de ses exportations augmentent, puisque ce sont les non-résidents qui acquittent des prix plus élevés. Les importations sont inclues dans les dépenses finales, et il faut les soustraire pour mesurer les dépenses sur le PIB. Il s'ensuit que les changements des prix des importations doivent être soustraits des changements des prix dans les dépenses finales pour mesurer les changements des prix du PIB. Cependant, il se peut que les changements des prix des importations ne soient pas directement reflétés dans les prix des dépenses finales ; ils peuvent être absorbés pour une période par les producteurs locaux, comme les fabricants, les grossistes ou les détaillants.

Comparabilité

La comparabilité des taux d'inflation présentés dépend des méthodes utilisées pour déterminer en volume les composantes du PIB calculé selon l'optique des dépenses. La plupart des pays emploient des méthodes similaires pour les biens de consommation ainsi que pour les importations et les exportations, mais il existe des différences notables concernant les méthodes d'estimation de la consommation des administrations publiques en volume.

Certains pays calculent leurs estimations de la consommation publique en volume en corrigeant leurs estimations à prix courant au moyen d'indices de prix des consommations intermédiaires représentatifs, tandis que d'autres combinent sous forme de moyenne pondérée des indicateurs de la production de services des hôpitaux, des établissements d'enseignement, etc.

Il est à noter que dans ce tableau, le Total OCDE exclut la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque.

Tendances à long terme

Pendant la période 1993-2006, l'inflation dans la zone OCDE est tombée à un niveau record de 1.2 % en 1999. Elle a ensuite augmenté progressivement jusqu'à 2.5 % en 2006.

Le taux d'inflation annuel moyen pendant les trois dernières années a été inférieur à 5 % dans tous les pays de l'OCDE, sauf en Norvège, au Mexique et en Turquie. L'instabilité de l'indice des prix du PIB de la Norvège est due pour partie aux variations des prix à l'exportation du pétrole, et ceux-ci ont très fortement augmenté ces dernières années. La forte augmentation de l'indice des prix du PIB au Mexique et en Turquie reflète l'inflation générale locale. Ces deux pays ont cependant réduit de façon spectaculaire leurs taux d'inflation au cours de la période 1993-2006. À l'autre extrême, la Finlande, l'Allemagne, la Corée, le Japon, la Suède et la Suisse ont enregistré des taux d'inflation annuels inférieurs à 1 % pendant ces trois dernières années.

Plusieurs pays (le Canada, la République tchèque, la Finlande, l'Allemagne, le Luxembourg, la Norvège et la Suisse) se sont trouvés en situation de déflation pendant un an ou plus au cours de la période 1993-2006, mais le Japon est le seul pays où cette situation s'est maintenue pendant plusieurs années.

Source

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Inflation Measures: Too High – Too Low – Internationally Comparable? Documents pour la réunion du 21-22 juin 2005 à l'OCDE, *www.oecd.org/std/price-indices*.
- OCDE Parités de pouvoir d'achat, *www.oecd.org/std/ppp*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Déflateur du PIB

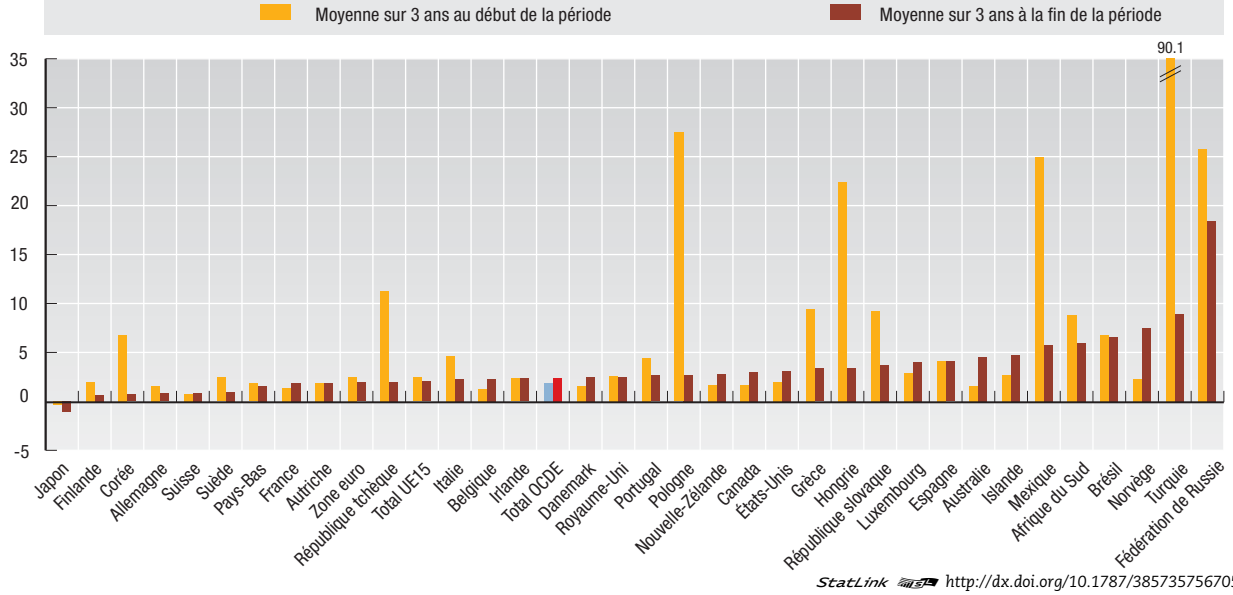
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	3.7	2.4	1.9	0.5	0.3	0.6	0.4	-0.7	1.2	1.4	1.2	1.1	0.7	0.6
Australie	0.9	1.2	2.3	1.3	1.3	0.1	2.1	4.8	2.9	3.0	3.3	3.9	4.8	4.9
Autriche	2.7	2.7	1.9	1.0	0.0	0.3	0.6	1.8	1.8	1.4	1.2	2.1	1.8	1.8
Belgique	4.0	2.1	1.2	0.5	1.1	2.1	0.4	1.8	2.0	1.9	1.6	2.4	2.5	2.0
Canada	1.4	1.1	2.3	1.6	1.2	-0.4	1.7	4.1	1.1	1.1	3.3	3.2	3.4	2.4
Corée	6.3	7.8	7.4	5.1	4.6	5.8	-0.1	0.7	3.5	2.8	2.7	2.7	-0.2	-0.4
Danemark	0.7	1.5	1.3	2.0	2.0	1.2	1.7	3.0	2.5	2.3	1.6	2.0	3.2	2.2
Espagne	4.5	3.9	4.9	3.5	2.4	2.5	2.6	3.5	4.2	4.3	4.1	4.0	4.2	4.0
États-Unis	2.3	2.1	2.0	1.9	1.7	1.1	1.4	2.2	2.4	1.8	2.1	2.9	3.2	3.2
Finlande	2.0	1.4	4.8	-0.2	2.2	3.4	0.9	2.6	3.0	1.3	-0.4	0.6	0.2	1.2
France	1.5	1.3	1.3	1.6	1.0	0.9	0.0	1.4	2.0	2.4	1.9	1.6	1.7	2.3
Grèce	14.4	11.2	9.8	7.3	6.8	5.2	3.0	3.4	2.7	3.7	3.5	3.4	3.3	3.4
Hongrie	21.3	19.5	26.7	21.2	18.5	12.6	8.4	9.9	8.5	7.8	5.8	4.4	2.2	3.7
Irlande	5.2	1.7	3.0	2.3	3.9	7.0	4.4	5.5	5.4	4.5	2.5	2.1	2.6	2.3
Islande	1.8	2.6	3.0	2.5	3.0	4.8	3.2	3.6	8.6	5.6	0.6	2.5	2.9	8.9
Italie	3.9	3.6	5.0	5.2	2.5	2.6	1.3	2.0	3.0	3.4	3.1	2.9	2.2	1.8
Japon	0.5	0.1	-0.5	-0.6	0.6	0.0	-1.3	-1.7	-1.2	-1.5	-1.6	-1.1	-1.3	-0.9
Luxembourg	6.0	3.5	2.3	3.0	-1.9	-0.4	5.3	2.0	0.1	2.1	5.0	1.7	4.2	6.2
Mexique	9.5	8.3	37.9	30.7	17.7	15.4	15.1	12.1	5.8	7.0	8.5	7.4	5.5	4.5
Norvège	2.3	-0.2	3.0	4.2	2.8	-0.8	6.6	15.7	1.7	-1.8	3.0	5.3	8.7	8.5
Nouvelle-Zélande	1.6	1.8	2.0	1.3	2.2	1.3	0.7	3.5	3.8	0.5	3.2	2.9	3.0	2.4
Pays-Bas	1.6	2.1	2.1	1.3	2.6	1.9	1.8	4.1	5.1	3.8	2.2	0.7	2.1	1.9
Pologne	30.6	37.2	28.0	17.9	13.9	11.1	6.0	7.3	3.5	2.2	0.4	4.1	2.6	1.4
Portugal	7.4	7.3	3.4	2.6	3.8	3.8	3.3	3.0	3.7	3.9	3.2	2.4	2.6	2.9
République slovaque	15.4	13.4	9.9	4.6	4.6	5.1	7.5	9.7	5.0	4.6	4.7	6.0	2.4	2.7
République tchèque	21.0	13.4	10.2	10.3	8.4	11.1	2.8	1.5	4.9	2.8	0.9	4.5	-0.2	1.7
Royaume-Uni	2.7	1.6	2.7	3.5	2.9	2.7	2.2	1.3	2.2	3.1	3.1	2.6	2.3	2.6
Suède	3.0	2.7	3.7	0.9	1.5	0.6	0.9	1.5	2.3	1.6	1.9	0.2	0.9	1.8
Suisse	2.4	1.3	0.7	0.2	-0.1	0.3	0.6	1.1	0.8	0.5	1.0	0.6	0.3	1.6
Turquie	67.8	106.5	87.2	77.8	81.5	75.7	55.6	49.9	54.8	44.1	22.5	9.9	5.4	11.5
Zone euro	3.5	2.7	2.7	2.0	1.4	1.6	0.9	1.4	2.4	2.6	2.1	2.0	1.9	1.9
Total UE15	3.2	2.4	2.7	2.2	1.7	1.7	1.2	1.4	2.4	2.6	2.3	2.1	2.0	2.0
Total OCDE	2.1	1.8	2.1	1.7	1.7	1.4	1.2	1.8	2.2	2.1	2.2	2.3	2.3	2.5
Afrique du Sud	..	9.6	10.3	8.0	8.1	7.7	7.1	8.8	7.7	10.5	4.6	5.5	5.2	7.2
Brésil	..	..	..	17.1	7.6	4.2	8.5	6.2	9.0	10.6	13.7	8.0	7.5	4.3
Fédération de Russie	..	..	178.2	45.8	15.1	18.6	72.5	37.6	16.5	15.5	14.0	20.1	19.2	16.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272648160131

Déflateur du PIB

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385735756705

PRODUCTION D'ACIER

L'acier est un produit de base indispensable dans les sociétés industrielles. L'OCDE suit régulièrement l'évolution des capacités, de la production, de la consommation, des échanges et de l'emploi dans le secteur sidérurgique, à la fois dans ses pays membres et dans tous les autres grands pays et régions producteurs d'acier.

Le tableau ci-après ne tient pas compte de la production des pays qui produisent peu d'acier (moins de 2 millions de tonnes par an).

Définition

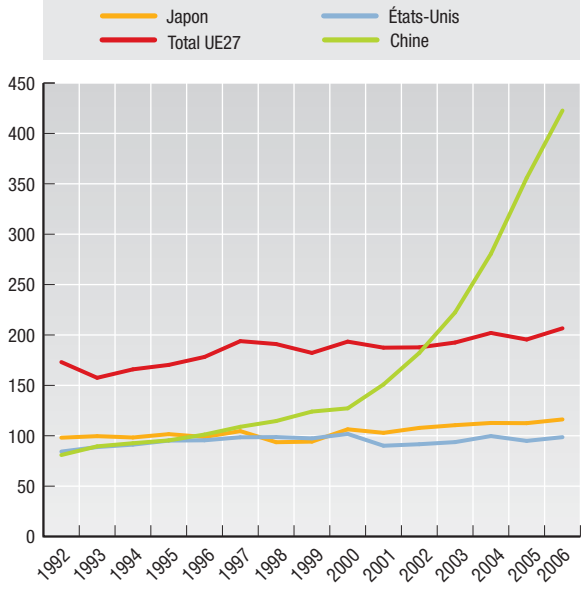
La production d'acier est mesurée ici en tonnes d'acier brut. La production d'acier brut totale est définie comme la production de lingots utilisables, de produits semi-finis en coulée continue et d'acier liquide pour moulages.

Comparabilité

Les données de la producation brute d'acier sont compilées par l'Institut international du fer et de l'acier et sont compatibles entre les pays. Les données comprennent les chiffres soumis par les entreprises et les associations d'acier dans plus de 70 pays, ce qui revient à plus de 99.5% de la production mondiale totale d'acier. On estime que les pays non-référencés utilisent des sources indépendantes.

Production d'acier dans certains pays

Millions de tonnes



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385823587073

Tendances à long terme

Depuis 1992, la production mondiale d'acier a progressé avec une croissance moyenne de 3.9 % par an – le taux annuel de croissance de la production dans les pays de l'OCDE n'était en moyenne que de 1.6 %. Les évolutions observées dans la zone OCDE ont été variables, avec une baisse de la production au Royaume-Uni, au Luxembourg et en République tchèque, mais on a observé de fortes augmentations en Corée, au Mexique, en Turquie et, à partir d'un niveau peu élevé, en Autriche et en Finlande.

Parmi les pays non membres de l'OCDE, la production d'acier a augmenté en moyenne de presque 13 % par an en Chine, de plus de 7 % en Inde et de 2 % au Brésil. En Fédération de Russie, la croissance moyenne n'est que de 0.4 % par an, cependant, les niveaux de production sont plus soutenus dans la deuxième moitié de la période.

À la fin de la période, la Chine a étendu sa position de plus grand producteur d'acier. Sa production, en 2006, de 423 millions de tonnes a été trois fois et demie plus élevée que celle du pays venant en deuxième position, le Japon. Les autres principaux producteurs étaient les États-Unis, la Fédération de Russie et la Corée.

Source

- OCDE (2006), *L'industrie sidérurgique en 2004 : Édition 2006*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2005), Les capacités de production d'acier dans les économies non membres de l'OCDE : Édition 2003, OCDE, Paris.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Production d'acier

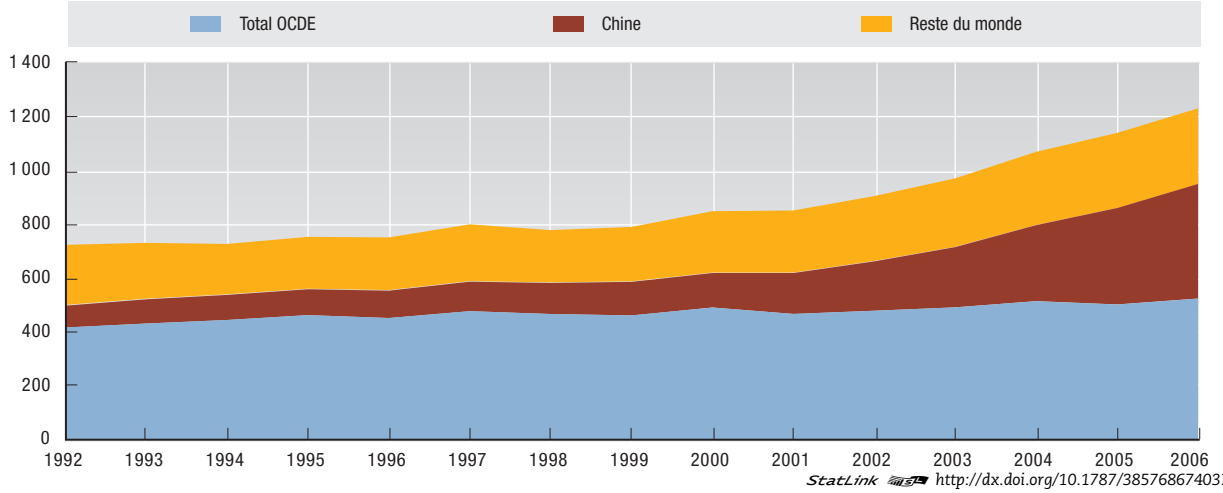
Millions de tonnes

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	37.6	40.8	42.0	39.8	45.0	44.0	42.1	46.4	44.8	45.0	44.8	46.4	44.5	47.2
Australie	7.7	8.4	8.5	8.4	8.8	8.9	8.2	7.1	7.0	7.5	7.5	7.4	7.8	7.9
Autriche	4.2	4.4	5.0	4.4	5.2	5.3	5.2	5.7	5.9	6.2	6.3	6.5	7.0	7.1
Belgique	10.2	11.3	11.6	10.8	10.7	11.4	10.9	11.6	10.7	11.3	11.1	11.7	10.4	11.6
Canada	14.4	13.9	14.4	14.7	15.6	15.9	16.2	16.6	15.3	16.0	15.9	16.3	15.3	15.5
Corée	33.0	33.8	36.8	38.9	42.6	39.9	41.0	43.1	43.9	45.4	46.3	47.5	47.8	48.5
Espagne	13.0	13.4	13.8	12.2	13.7	14.8	14.9	15.9	16.5	16.4	16.3	17.6	17.8	18.4
États-Unis	88.8	91.2	95.2	95.5	98.5	98.7	97.4	101.8	90.1	91.6	93.7	99.7	94.9	98.6
Finlande	3.3	3.4	3.2	3.3	3.7	4.0	4.0	4.1	3.9	4.0	4.8	4.8	4.7	5.1
France	17.1	18.0	18.1	17.6	19.8	20.1	20.2	21.0	19.3	20.3	19.8	20.8	19.5	19.6
Italie	25.7	26.2	27.8	23.9	25.8	25.7	24.9	26.8	26.5	26.1	27.1	28.6	29.4	31.6
Japon	99.6	98.3	101.6	98.8	104.6	93.6	94.2	106.4	102.9	107.8	110.5	112.7	112.5	116.2
Luxembourg	3.3	3.1	2.6	2.5	2.6	2.5	2.6	2.6	2.7	2.7	2.7	2.7	2.2	2.8
Mexique	9.2	10.3	12.2	13.2	14.2	14.2	15.3	15.6	13.3	14.0	15.2	16.7	16.2	16.3
Pays-Bas	6.0	6.2	6.4	6.3	6.6	6.4	6.1	5.7	6.0	6.1	6.6	6.8	6.9	6.4
Pologne	9.9	11.1	11.9	10.4	11.6	9.9	8.8	10.5	8.8	8.4	9.1	10.6	8.4	10.0
République slovaque	3.9	4.0	4.0	3.6	3.8	3.4	3.6	3.7	4.0	4.3	4.6	4.5	4.5	5.1
République tchèque	6.8	7.1	7.2	6.5	6.8	6.5	5.6	6.2	6.3	6.5	6.8	7.0	6.2	6.9
Royaume-Uni	16.6	17.3	17.6	18.0	18.5	17.3	16.3	15.2	13.5	11.7	13.3	13.8	13.2	13.9
Suède	4.6	5.0	5.0	4.9	..	5.2	5.1	5.2	5.5	5.8	5.7	6.0	5.7	5.5
Turquie	11.5	12.6	13.2	13.6	14.5	14.1	14.3	14.3	15.0	16.5	18.3	20.5	21.0	23.3
Total UE27	157.5	165.9	170.3	178.2	193.9	191.0	182.2	193.4	187.4	187.7	192.5	202.0	195.5	206.6
Total OCDE	433.1	446.2	464.3	453.4	478.9	468.4	463.1	492.4	468.7	480.6	493.0	515.9	503.7	525.5
Brésil	25.2	25.7	25.1	25.2	26.2	25.8	25.0	27.9	26.7	29.6	31.1	32.9	31.6	30.9
Chine	89.5	92.6	95.4	101.2	108.9	114.6	124.0	127.2	150.9	182.2	222.4	280.5	355.8	422.7
Fédération de Russie	58.4	48.8	51.6	49.3	48.5	43.8	51.5	59.1	59.0	59.8	61.5	65.6	66.1	70.8
Inde	18.2	19.3	22.0	23.8	24.4	23.5	24.3	26.9	27.3	28.8	31.8	32.6	38.1	49.5
Monde	730.1	726.0	752.2	750.1	798.9	777.3	789.0	847.7	850.4	903.9	969.7	1 068.6	1 138.8	1 230.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272653518664

Production mondiale d'acier

Millions de tonnes



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385768674037

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

La contribution des secteurs primaires, secondaires et tertiaires à la valeur ajoutée totale s'est considérablement transformée au cours des dernières décennies. L'agriculture, la pêche et la sylviculture ont désormais une importance relativement mineure dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. La part du secteur manufacturier a elle aussi diminué, tandis que les services représentent aujourd'hui largement plus de 60 % de la valeur ajoutée brute dans la plupart des pays de l'OCDE.

Définition

La valeur ajoutée brute est égale à la production moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent brut d'exploitation des administrations publiques et des sociétés, le revenu mixte brut des entreprises non constituées en sociétés, et les taxes moins les subventions à la production et à l'importation, à l'exception des taxes nettes sur les produits. La part de chaque secteur est calculée en divisant la valeur ajoutée du secteur par la valeur ajoutée totale. La valeur ajoutée brute totale est inférieure au PIB car elle ne comprend pas la TVA et les autres impôts sur les produits.

Dans les analyses, les tableaux et les graphiques suivants, pour certaines industries les branches sont regroupées comme suit : l'« industrie » comprend les activités extractives, les activités manufacturières et la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau ; le « commerce » comprend le commerce de détail et de gros et les services de réparation ; le « secteur de l'immobilier » comprend les loyers des logements, ainsi que les loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire ; enfin, les « administrations publiques » recouvrent l'administration publique, le maintien de l'ordre public et la défense.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE, à l'exception de la Turquie, ont adopté le *Système de comptabilité nationale 1993*, aussi, les définitions utilisées sont très comparables. Cependant, l'externalisation croissante d'activités de services par les entreprises de l'industrie peut contribuer en partie au déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité étaient précédemment assurés par des salariés d'une entreprise manufacturière, la rémunération de ceux-ci aurait été incluse dans la valeur ajoutée de l'industrie, tandis que si ces services sont aujourd'hui achetés auprès de producteurs spécialisés, la rémunération de leurs salariés sera incluse dans la valeur ajoutée du secteur des services. On aura ainsi l'impression d'une diminution de la part de l'industrie et d'une augmentation de celle des services alors que la quantité de services de nettoyage et de sécurité effectivement produits sera sans doute restée constante.

Tendances à long terme

La part de l'agriculture, etc., a diminué pendant toute la période dans presque tous les pays et, à la fin de la période, sa contribution n'est plus significative qu'en Islande (pêche), en Nouvelle-Zélande et en Turquie. La part de l'industrie a aussi diminué pendant toute la période. L'activité manufacturière est l'activité industrielle la plus importante, sauf en Norvège, où la production de pétrole et de gaz la devance.

Au total, les activités de service représentent environ 70 % de la valeur ajoutée brute totale des pays de l'OCDE, leur part étant particulièrement importante en France, au Luxembourg et au Royaume-Uni et relativement faible en République tchèque, en Corée, en Norvège et en Turquie. Il convient toutefois de noter que dans la plupart des pays, la plus grande partie de la valeur ajoutée du secteur des services est « liée à des produits » et prend la forme de services commerciaux, de services de transport et de services aux entreprises achetés par l'industrie. Une part importante des services dans la valeur ajoutée totale ne signifie pas nécessairement qu'une économie est devenue une « économie de services » ; la production, le transport et la distribution de marchandises constituent toujours des activités prédominantes dans la plupart des pays de l'OCDE en terme d'emploi et de valeur ajoutée.

Source

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Lal, K. (2003), *Measurement of Output, Value Added, GDP in Canada and the United States*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/4, OCDE, Paris.
- OCDE (1996), *Services : Mesurer la valeur ajoutée réelle annuelle*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne*.

Sites Internet

- OCDE Comptes nationaux, *www.oecd.org/std/national-accounts*.
- OCDE Archives des Comptes nationaux, *www.oecd.org/std/national-accounts/papers*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Valeur ajoutée dans l'agriculture et l'industrie

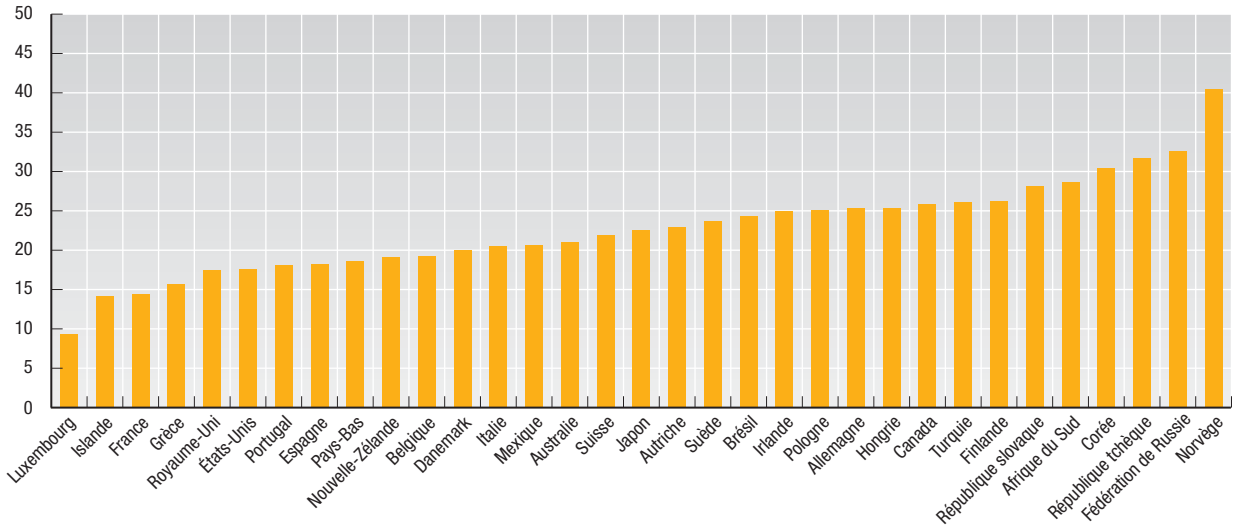
En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche							Industrie, y compris énergie						
	1990	1995	2000	2003	2004	2005	2006	1990	1995	2000	2003	2004	2005	2006
Allemagne	1.5	1.3	1.3	1.0	1.1	0.9	0.9	31.3	25.4	25.1	24.5	25.0	25.0	25.4
Australie	3.6	3.8	4.0	3.5	3.3	3.1	..	23.4	22.4	20.7	19.3	19.8	21.0	..
Autriche	4.0	2.7	2.1	1.9	1.9	1.6	1.7	24.9	22.5	23.0	22.2	22.1	22.2	23.0
Belgique	2.1	1.5	1.4	1.1	1.1	0.9	0.9	26.0	23.2	22.0	19.9	19.7	19.3	19.2
Canada	2.9	2.9	2.3	2.1	..	..	..	24.5	25.8	28.2	25.8	..	..	..
Corée	8.9	6.3	4.9	3.8	3.8	3.4	3.2	30.2	30.3	32.4	29.4	31.3	31.1	30.5
Danemark	4.0	3.5	2.6	2.0	1.9	1.5	1.6	20.5	20.4	21.3	19.6	19.4	19.9	20.0
Espagne	5.5	4.5	4.4	4.0	3.6	3.2	2.9	24.4	21.9	20.9	19.0	18.6	18.4	18.2
États-Unis	2.1	1.6	1.2	1.2	1.4	1.2	..	23.5	22.2	19.4	17.2	17.2	17.6	..
Finlande	6.3	4.3	3.5	3.2	3.0	2.9	2.5	25.0	28.4	28.2	26.7	26.1	25.5	26.3
France	3.8	3.4	2.8	2.5	2.5	2.3	2.0	20.1	18.7	17.7	15.9	15.4	14.9	14.4
Grèce	9.0	8.9	6.6	5.4	4.7	4.3	3.7	18.1	15.4	13.9	14.8	14.2	15.0	15.7
Hongrie	..	8.5	5.4	4.3	4.8	4.3	4.2	..	25.6	27.2	25.1	25.4	25.3	25.4
Irlande	8.9	7.0	3.4	2.5	2.4	2.0	1.7	29.6	32.6	34.7	30.5	27.9	26.2	25.0
Islande	11.2	11.1	8.6	7.5	6.5	5.8	..	20.6	20.4	17.5	16.9	16.5	14.2	..
Italie	3.5	3.3	2.8	2.5	2.5	2.2	2.1	25.9	25.0	23.4	21.4	21.2	20.6	20.5
Japon	2.5	1.9	1.7	1.6	1.6	1.4	..	28.9	25.2	24.0	22.7	22.9	22.6	..
Luxembourg	1.5	1.0	0.7	0.6	0.6	0.4	0.4	22.3	15.3	12.6	11.0	10.6	9.7	9.3
Mexique	7.8	5.2	4.0	3.8	3.8	..	..	24.2	22.6	22.6	20.3	20.6	..	..
Norvège	3.4	3.1	2.1	1.5	1.6	1.5	1.5	29.3	29.7	37.8	33.4	35.3	38.4	40.5
Nouvelle-Zélande	6.7	7.2	8.6	6.5	..	..	..	22.7	21.8	20.1	19.1	..	..	..
Pays-Bas	4.4	3.5	2.6	2.3	2.2	2.1	2.2	23.7	21.9	19.3	18.3	18.5	18.5	18.6
Pologne	..	8.0	5.0	4.4	5.1	4.5	4.4	..	28.4	24.0	23.7	25.2	24.7	25.1
Portugal	9.1	5.8	3.8	3.2	3.2	2.8	2.9	22.4	21.9	20.0	18.8	18.3	17.9	18.1
République slovaque	..	5.9	4.5	4.5	4.5	4.3	4.0	..	32.7	29.2	29.0	29.0	28.9	28.1
République tchèque	8.7	5.0	3.9	3.1	3.3	2.9	2.6	34.9	31.7	31.6	29.5	32.1	31.4	31.7
Royaume-Uni	1.8	1.8	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	27.3	25.7	21.9	17.7	17.0	17.4	17.5
Suède	3.6	2.9	2.0	1.9	1.8	1.1	1.3	23.9	26.1	24.6	22.9	23.1	23.1	23.7
Suisse	2.9	2.1	1.6	1.3	1.4	1.3	1.2	23.6	23.6	21.8	21.2	21.1	21.4	21.9
Turquie	17.6	15.7	14.2	11.9	11.5	10.5	9.4	25.8	26.4	23.5	25.1	25.3	25.9	26.1
Afrique du Sud	..	3.9	3.3	3.6	3.2	2.7	2.8	..	31.7	29.3	29.2	28.5	28.4	28.6
Brésil	..	5.8	5.6	7.4	6.9	5.7	..	..	22.0	22.2	23.2	25.0	24.4	..
Fédération de Russie	..	..	..	6.7	6.0	5.4	4.8	..	..	..	26.9	30.8	33.1	32.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272684715810

Valeur ajoutée dans l'industrie

En pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385855167431

Valeur ajoutée dans la construction et dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants

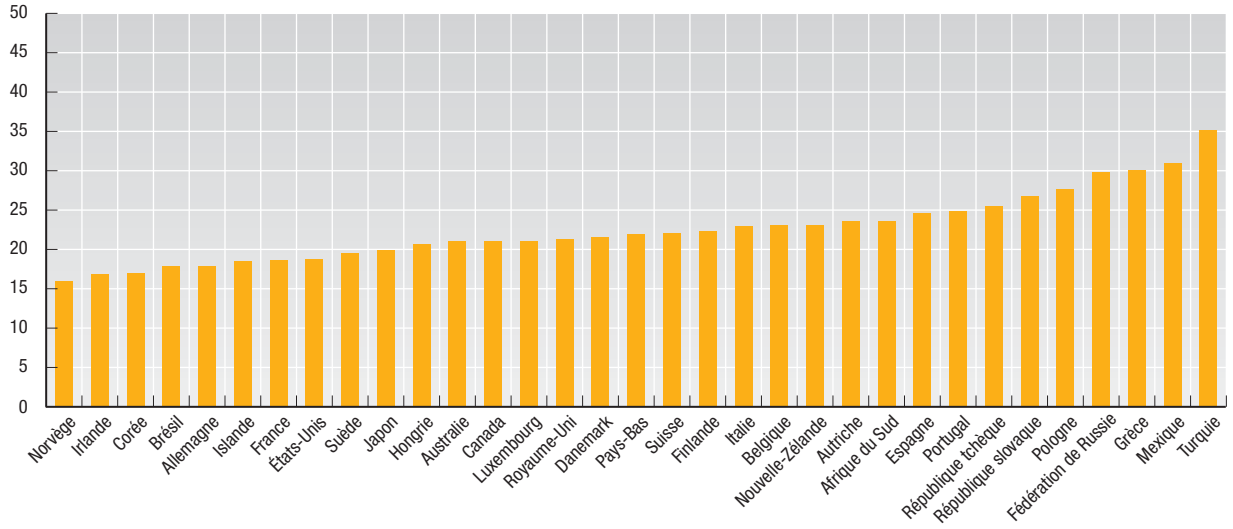
En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Construction							Transports, commerce, hôtels et restaurants						
	1990	1995	2000	2003	2004	2005	2006	1990	1995	2000	2003	2004	2005	2006
Allemagne	6.1	6.8	5.2	4.4	4.2	3.9	4.0	17.4	18.0	18.2	17.8	17.7	17.7	17.9
Australie	6.8	6.0	5.4	6.8	6.9	7.0	..	22.8	23.5	22.1	22.3	22.0	21.0	..
Autriche	6.9	7.8	7.9	7.7	7.6	7.6	7.7	25.7	24.2	24.4	24.8	24.7	24.2	23.6
Belgique	5.4	5.1	5.0	4.9	4.8	4.8	5.0	22.5	21.9	21.1	22.6	22.9	23.1	23.1
Canada	6.8	4.9	5.0	5.4	..	..	..	21.7	20.7	20.3	21.0	..	..	..
Corée	11.3	11.6	8.4	9.6	9.3	9.2	9.1	20.2	18.2	18.2	17.8	17.1	17.0	17.0
Danemark	5.1	4.7	5.5	5.3	5.5	5.6	6.1	21.9	22.3	21.8	22.0	21.8	22.0	21.5
Espagne	8.6	7.5	8.3	9.9	10.6	11.6	12.2	25.1	26.9	26.1	25.8	25.6	25.1	24.6
États-Unis	4.6	4.2	4.7	4.8	4.9	5.2	..	21.9	22.2	19.7	19.3	19.1	18.8	..
Finlande	8.3	4.4	5.5	5.3	5.4	5.9	6.1	21.8	20.8	21.5	22.9	22.8	22.6	22.3
France	6.6	6.1	5.2	5.3	5.5	5.8	6.3	19.9	19.3	18.9	19.7	19.5	19.2	18.6
Grèce	7.1	6.0	7.0	7.9	7.7	7.2	8.6	26.5	27.8	30.1	30.4	31.5	31.0	30.1
Hongrie	..	4.5	5.0	4.8	4.9	4.9	4.8	..	22.0	20.8	20.9	20.7	20.4	20.6
Irlande	5.4	5.3	7.5	8.1	8.9	9.5	9.9	20.5	17.3	18.0	17.7	17.5	17.4	16.8
Islande	9.7	8.0	8.6	7.6	8.5	9.5	..	21.8	22.5	21.6	19.4	19.8	18.5	..
Italie	6.2	5.3	5.0	5.6	5.8	6.0	6.1	23.5	24.2	23.9	23.4	23.4	23.3	23.0
Japon	9.7	8.0	7.1	6.3	6.4	6.1	..	19.1	21.3	20.2	19.6	19.7	19.9	..
Luxembourg	7.1	6.5	5.7	6.5	6.2	6.1	5.3	23.6	21.3	21.8	21.6	21.9	21.3	21.0
Mexique	3.9	3.9	5.1	5.2	5.4	..	..	33.4	29.4	32.2	30.3	30.9	..	..
Norvège	4.6	4.5	4.1	4.4	4.6	4.4	4.6	23.4	22.3	18.8	18.7	17.9	17.1	16.0
Nouvelle-Zélande	4.1	4.1	4.3	4.9	..	..	..	24.5	24.5	22.1	23.1	..	..	..
Pays-Bas	5.7	5.4	5.6	5.5	5.4	5.4	5.5	21.9	21.7	23.1	22.6	22.5	21.9	21.9
Pologne	..	6.7	7.7	5.8	5.5	6.0	6.6	..	25.7	27.3	27.6	27.4	27.4	27.6
Portugal	5.7	6.4	7.6	7.1	7.1	6.9	6.5	24.9	24.2	24.1	24.3	24.6	24.7	24.8
République slovaque	..	5.1	7.1	6.1	6.3	6.8	6.9	..	24.6	25.1	25.1	25.1	26.1	26.8
République tchèque	8.2	6.6	6.5	6.4	6.5	6.7	6.4	16.8	24.4	25.8	26.7	24.4	24.7	25.5
Royaume-Uni	6.7	5.0	5.3	5.8	5.9	5.7	5.5	21.6	21.4	22.8	22.1	21.9	21.6	21.3
Suède	6.8	4.5	4.0	4.3	4.5	4.6	4.8	19.3	19.1	19.0	19.3	19.3	19.5	19.5
Suisse	8.3	6.7	5.5	5.7	5.6	5.7	5.6	23.9	22.4	21.4	22.6	22.6	22.4	22.1
Turquie	6.4	5.5	5.2	3.6	3.6	4.5	5.4	31.2	33.2	34.4	35.4	35.7	35.9	35.2
Afrique du Sud	..	3.2	2.5	2.4	2.4	2.5	2.6	..	23.2	24.3	23.4	23.8	23.8	23.6
Brésil	..	5.5	5.5	4.7	5.1	4.9	..	..	..	17.2	16.8	17.3	17.8	..
Fédération de Russie	..	..	..	6.0	5.7	5.4	5.8	..	..	..	33.3	31.9	30.0	29.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272752766453

Valeur ajoutée dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants

En pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/385857608741

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Valeur ajoutée dans les services aux entreprises, les services publics et les services à la personne

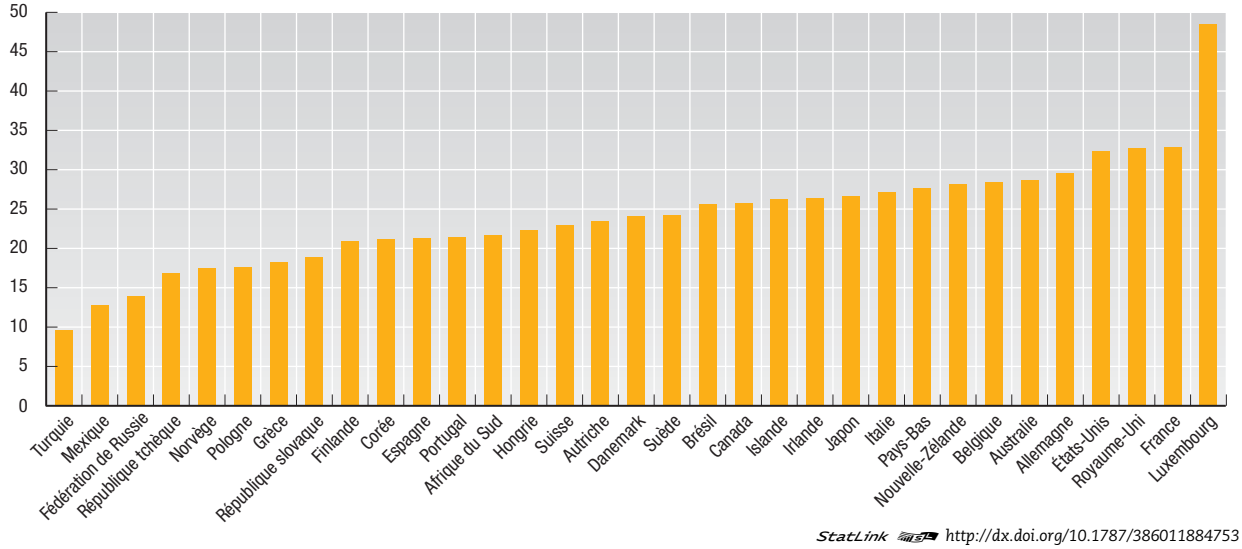
En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Banques, assurances, immobilier et autres services aux entreprises							Gouvernement, santé, éducation et autres services à la personne						
	1990	1995	2000	2003	2004	2005	2006	1990	1995	2000	2003	2004	2005	2006
Allemagne	23.0	26.4	27.5	29.3	29.2	29.7	29.5	20.8	22.2	22.8	23.2	22.9	22.8	22.3
Australie	25.2	25.9	29.3	29.2	29.0	28.7	..	18.3	18.5	18.5	18.9	18.9	19.2	..
Autriche	17.7	19.9	21.7	22.3	23.1	23.5	23.4	20.8	22.8	20.9	20.9	20.7	21.0	20.7
Belgique	22.6	25.6	27.8	27.8	28.0	28.3	28.4	21.5	22.7	22.6	23.7	23.4	23.6	23.4
Canada	22.7	24.2	25.0	25.7	..	..	..	21.4	21.4	19.2	20.0	..	..	..
Corée	14.9	18.3	20.1	21.6	20.6	20.9	21.2	14.4	15.3	16.1	17.8	17.8	18.3	18.9
Danemark	21.5	22.2	22.3	23.5	23.8	23.8	24.1	27.0	26.9	26.4	27.6	27.7	27.1	26.7
Espagne	17.2	17.9	19.5	20.6	20.7	20.9	21.3	19.1	21.3	20.8	20.7	20.8	20.9	20.9
États-Unis	24.8	26.3	31.6	32.2	32.4	32.4	..	23.2	23.4	23.2	25.3	25.0	24.8	..
Finlande	16.2	18.8	20.5	20.0	20.6	20.7	20.9	22.3	23.2	20.8	22.0	22.0	22.4	21.9
France	27.1	28.2	30.7	31.1	31.5	32.0	32.8	22.6	25.1	24.7	25.5	25.6	25.8	25.8
Grèce	16.7	20.3	20.6	18.5	18.2	18.4	18.2	20.2	21.3	21.7	23.1	23.7	24.0	23.7
Hongrie	..	18.9	20.1	20.9	20.9	21.8	22.3	..	21.3	21.6	24.0	23.3	23.4	22.7
Irlande	16.3	17.3	20.5	23.3	24.2	25.5	26.4	19.2	20.3	15.9	17.8	19.0	19.4	20.2
Islande	16.7	16.3	20.0	22.9	23.9	26.2	..	20.0	21.8	23.6	25.7	24.8	25.8	..
Italie	20.1	22.4	24.7	26.5	26.6	26.9	27.1	20.7	19.8	20.1	20.5	20.5	21.0	21.3
Japon	20.7	23.1	24.9	26.5	26.2	26.6	..	19.2	20.5	22.1	23.3	23.2	23.4	..
Luxembourg	28.5	39.2	43.8	43.5	43.1	45.7	48.5	17.3	16.7	15.4	16.8	17.5	16.8	15.6
Mexique	13.1	17.4	12.0	13.0	12.8	..	..	17.6	21.5	24.1	27.3	26.5	..	..
Norvège	17.4	17.5	16.9	19.2	18.7	17.9	17.5	21.8	23.0	20.3	22.9	21.9	20.6	19.9
Nouvelle-Zélande	25.4	25.8	27.1	28.2	..	..	..	16.7	16.5	17.7	18.1	..	..	..
Pays-Bas	20.7	24.2	27.3	26.6	27.0	27.7	27.7	23.6	23.2	22.1	24.5	24.6	24.4	24.1
Pologne	..	12.6	18.1	18.2	17.6	18.1	17.6	..	18.6	18.0	20.2	19.1	19.2	18.7
Portugal	20.2	19.8	20.6	21.1	20.9	20.9	21.4	18.3	21.9	24.0	25.6	25.9	26.8	26.3
République slovaque	..	17.5	17.1	18.0	19.4	18.6	18.9	..	14.3	17.0	17.4	15.7	15.3	15.4
République tchèque	16.9	16.8	16.2	16.7	16.5	17.0	16.8	13.4	15.5	16.0	17.6	17.2	17.2	17.0
Royaume-Uni	21.9	24.5	27.5	30.9	31.5	32.0	32.7	20.6	21.5	21.5	22.5	22.7	22.5	22.3
Suède	20.3	22.9	25.0	24.4	24.4	24.9	24.2	26.3	24.6	25.4	27.2	26.9	26.8	26.5
Suisse	16.2	18.5	24.0	22.3	22.6	22.6	23.0	25.0	26.7	25.7	26.9	26.8	26.7	26.1
Turquie	6.6	7.4	8.5	9.2	9.5	9.2	9.6	12.4	11.9	14.2	14.9	14.4	14.2	14.1
Afrique du Sud	..	16.4	18.6	20.0	20.8	21.4	21.7	..	21.7	22.0	21.4	21.4	21.2	20.7
Brésil	..	..	26.8	25.9	24.2	25.6	..	..	..	22.6	22.0	21.4	21.7	..
Fédération de Russie	..	..	..	14.0	12.7	13.6	13.9	..	..	..	13.2	12.9	12.5	13.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272763624226

Valeur ajoutée dans les banques, l'assurance, l'immobilier et autres services aux entreprises

En pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386011884753

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

Dans tous les pays de l'OCDE, le PIB a augmenté au cours de la plupart des années depuis 1990. Cependant, cette croissance a été plus soutenue dans certaines branches d'activité que dans d'autres. Pour mettre en évidence l'évolution des profils de croissance, on a l'habitude de diviser l'économie en secteurs primaire, secondaire et tertiaire - correspondant respectivement à l'agriculture, à l'industrie et aux services.

Définition

La valeur ajoutée brute est égale à la production moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent net d'exploitation, du revenu mixte net et de l'amortissement des biens de capital. Les taux de croissance indiqués ici se rapportent aux estimations en volume de la valeur ajoutée brute.

L'industrie comprend les activités extractives et manufacturières ; la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau ; et la construction. Les services comprennent le commerce de détail et de gros, les transports et les communications, l'immobilier, les services financiers, d'assurance et aux entreprises, l'éducation, la santé et les autres services personnels, ainsi que l'administration publique et la défense.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE, à l'exception de la Turquie, ont adopté *le Système de comptabilité nationale 1993*, aussi, les définitions utilisées sont très comparables. Cependant, l'externalisation croissante d'activités de services par les entreprises de l'industrie peut expliquer en partie le déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité d'une entreprise manufacturière sont sous-traités auprès de prestataires de services, la valeur ajoutée du secteur des services augmentera d'autant au détriment de la valeur ajoutée dans l'industrie, alors que la quantité de services de nettoyage et de sécurité effectivement produits sera sans doute restée constante.

Tendances à long terme

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, l'agriculture a progressé d'environ 1 % par an depuis 1992, l'industrie a enregistré une croissance de 2.6 % par an et les services ont connu une expansion de 3 % par an.

La croissance annuelle de l'agriculture est généralement très irrégulière, des variations de 10 % ou plus d'une année sur l'autre étant assez courantes. La croissance de l'activité industrielle est un peu plus régulière dans la plupart des pays, tandis que l'expansion des services d'une année sur l'autre tend à être très régulière dans tous les pays, notamment parce que les services recouvrent les services publics.

Les graphiques indiquent les taux de croissance moyens des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. Au cours de cette période récente, la part de l'agriculture a diminué dans huit pays, de façon plus prononcée en Irlande, au Luxembourg, au Japon, en Espagne et en Belgique. Celle de l'industrie a progressé dans la plupart des pays, mais elle a néanmoins accusé un recul au Portugal. Le secteur des services, en revanche, s'est développé dans tous les pays, avec des augmentations particulièrement prononcées en Islande, en Irlande, au Luxembourg et en Turquie.

Source

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), L'économie mondiale : Statistiques historiques, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, *www.theworldeconomy.org*.
- OCDE (2007), *Comptes nationaux trimestriels*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- *Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne*.

Sites Internet

- OCDE Comptes nationaux, *www.oecd.org/std/national-accounts*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche

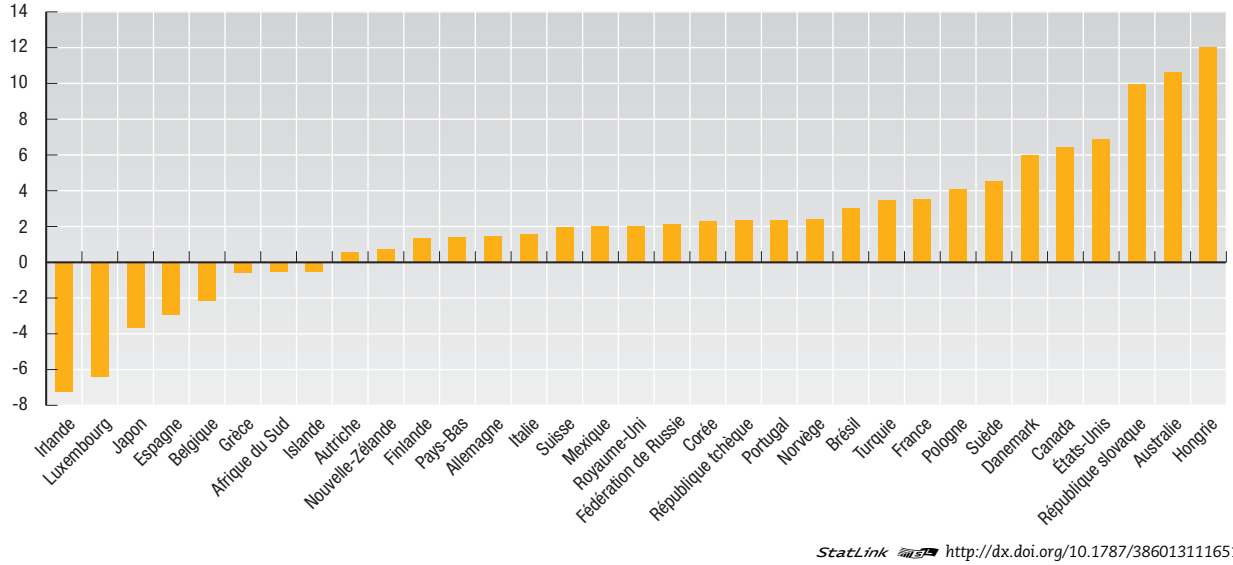
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	-1.6	-9.4	5.2	4.0	3.4	-6.0	12.7	-0.4	3.8	-7.0	-5.5	20.7	-10.6	-3.2
Australie	3.4	-16.9	23.2	7.5	-0.5	10.2	5.2	4.0	3.2	-23.5	31.4	-0.7	3.7	..
Autriche	-1.0	5.6	-1.1	-0.1	3.7	6.4	3.7	-3.0	0.3	-3.1	-2.0	4.0	-1.9	-0.3
Belgique	6.2	-6.8	2.2	-0.2	2.8	2.9	2.9	4.2	-5.5	4.3	-7.6	5.3	-5.4	-5.9
Canada	6.7	1.3	1.4	0.1	-3.4	6.2	7.5	-1.8	-9.1	-5.2	9.7	6.5	3.2	..
Corée	-6.0	0.4	5.3	2.3	4.6	-6.4	5.9	1.2	1.1	-3.5	-5.3	9.2	0.7	-2.6
Danemark	23.5	3.7	5.2	2.2	2.1	2.4	-3.5	8.3	3.8	-3.7	1.0	3.2	9.7	5.2
Espagne	2.8	-4.7	-6.1	20.6	7.1	3.1	-1.0	7.3	-2.0	0.4	-0.5	-2.3	-8.6	2.4
États-Unis	-3.0	6.0	-10.0	5.8	10.3	4.7	11.7	12.7	-7.5	-2.9	11.6	2.0	7.3	..
Finlande	5.0	-2.2	-3.8	-2.9	8.9	-9.0	-1.3	8.7	1.9	2.0	-7.0	1.5	3.2	-0.7
France	-4.7	1.5	3.6	5.1	1.7	1.7	3.7	-1.4	-2.8	5.0	-15.3	20.5	-5.8	-2.2
Grèce	-1.4	5.9	-4.0	-3.3	0.4	2.3	3.5	-3.7	-5.5	-5.6	-5.2	6.8	-2.5	-5.6
Hongrie	-7.9	-0.4	2.7	4.2	-0.2	-1.4	0.9	-7.4	16.4	-9.8	0.0	53.4	-1.4	-7.0
Irlande	..	..	..	7.0	2.0	-1.1	-1.2	-0.4	1.1	-1.0	-1.4	0.9	-21.8	1.1
Islande	5.8	-4.8	-0.7	3.8	-0.6	-4.6	-2.3	-1.8	1.5	2.5	-2.9	3.9	-2.4	..
Italie	-0.6	1.3	1.5	1.5	2.8	2.4	6.0	-2.3	-2.5	-3.1	-4.9	13.1	-4.4	-3.1
Japon	-9.1	2.4	-6.0	2.4	-1.2	2.0	1.0	2.1	-2.4	6.0	-5.9	-7.1	2.3	..
Luxembourg	2.9	-5.8	9.4	-3.2	-16.3	15.2	14.4	-13.0	-14.3	11.3	-11.8	-6.2	-7.7	-5.3
Mexique	3.1	0.2	1.8	3.8	0.2	3.0	1.5	0.4	5.9	-0.9	3.8	3.2	..	..
Norvège	14.9	2.8	6.7	-0.3	-1.3	1.6	-0.2	-2.7	-2.7	9.0	0.5	12.4	-4.4	0.0
Nouvelle-Zélande	16.9	0.6	7.4	7.7	0.7	-4.2	4.4	2.5	1.6	-1.5	0.7	0.0	1.4	..
Pays-Bas	2.8	2.6	2.0	-2.4	7.4	-5.6	5.8	2.1	-4.5	-1.5	4.1	5.8	0.4	-1.9
Pologne	6.0	-14.9	10.2	1.7	0.2	3.6	-0.5	-4.1	6.6	1.0	2.7	6.8	-1.0	6.7
Portugal	2.3	-2.1	-1.1	4.5	-8.3	-3.5	4.8	-4.2	-3.2	2.3	-2.3	5.8	-7.9	10.1
République slovaque	..	8.1	-3.6	-4.1	12.6	-0.9	-8.7	2.3	12.5	16.8	0.9	11.9	15.7	2.6
République tchèque	51.7	-17.3	-4.9	-3.1	-13.4	6.1	5.3	4.1	-2.8	3.4	3.8	7.8	5.0	-5.3
Royaume-Uni	-8.1	-1.2	-1.3	-3.3	3.4	2.2	3.3	-0.8	-9.4	12.3	-2.1	-1.0	4.4	2.8
Suède	2.1	-3.7	0.2	-1.0	1.8	-5.6	2.3	2.7	4.9	0.5	0.9	7.7	-5.0	11.6
Suisse	-4.6	-5.6	4.9	-0.6	-4.9	2.9	-1.7	7.8	-8.2	1.6	-9.2	11.4	-2.7	-2.2
Turquie	-1.3	-0.7	2.0	4.4	-2.3	8.4	-5.0	3.9	-6.5	6.9	-2.5	2.0	5.6	2.9
Afrique du Sud	..	7.5	-19.0	22.7	0.6	-5.3	6.2	4.7	-3.3	6.5	-2.1	1.4	5.4	-7.9
Brésil	..	..	..	3.0	0.8	3.4	6.5	2.7	6.1	6.6	5.8	2.3	1.0	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.3	2.8	1.2	2.4

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272782202070

Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche

Croissance annuelle en pourcentage, moyenne sur les trois dernières années disponibles



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386013111651

Valeur ajoutée réelle dans l'industrie

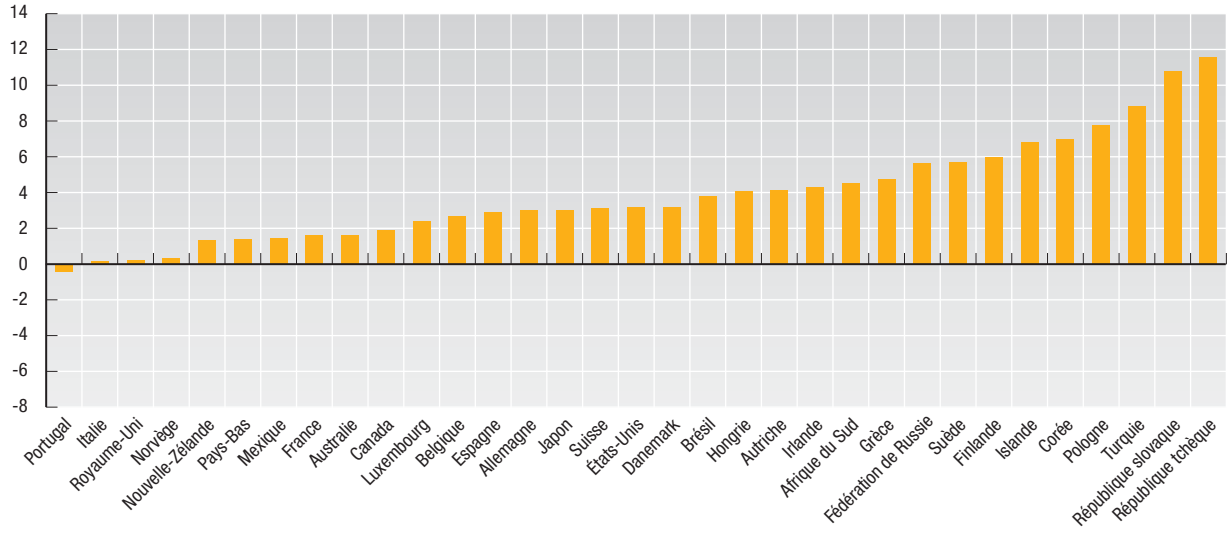
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	-6.2	3.2	-1.0	-2.4	2.4	0.5	0.8	4.5	-0.1	-1.8	-0.4	3.4	0.3	5.3
Australie	4.2	3.7	2.7	1.8	4.6	3.2	3.0	-0.8	3.4	5.4	1.5	1.6	1.7	..
Autriche	-0.4	4.0	3.1	2.3	2.8	3.9	4.3	5.0	1.3	1.0	1.9	2.2	2.5	7.8
Belgique	-3.9	3.4	3.4	1.2	6.0	1.6	1.4	5.0	0.2	-1.0	-0.8	3.1	0.6	4.4
Canada	3.2	5.6	3.2	1.5	5.1	3.4	5.5	7.9	-2.1	2.2	1.0	2.6	2.0	..
Corée	6.6	9.5	9.8	7.2	4.5	-8.2	12.2	11.7	3.1	6.4	6.1	8.8	5.7	6.5
Danemark	-5.0	8.1	5.5	-0.5	5.2	1.9	2.9	3.3	-1.6	-1.9	-1.2	3.7	1.1	4.7
Espagne	-4.4	1.6	4.2	1.6	4.7	5.3	5.9	4.7	4.8	1.8	2.6	2.3	2.9	3.4
États-Unis	3.1	6.7	5.2	2.8	4.1	4.1	4.8	4.0	-4.1	0.8	1.1	5.4	3.0	..
Finlande	0.8	6.7	2.8	5.4	8.9	8.2	5.5	9.6	3.6	3.0	2.6	4.6	3.7	9.6
France	-6.0	2.8	3.4	-1.0	-0.4	3.9	2.8	4.4	2.4	0.1	1.2	1.2	1.7	1.9
Grèce	-2.3	0.0	0.3	2.2	-1.1	7.4	2.3	5.4	11.8	2.2	7.7	-0.8	4.0	11.4
Hongrie	1.4	5.7	5.7	1.3	10.8	7.5	6.7	8.2	1.7	3.6	4.1	3.7	3.6	4.9
Irlande	..	..	..	8.7	16.3	13.6	12.9	9.3	6.6	9.3	2.2	4.3	3.9	4.7
Islande	-1.6	1.0	-0.6	6.8	6.5	3.6	2.8	6.8	4.2	-4.3	4.6	8.4	7.4	..
Italie	-3.2	4.2	3.8	-0.6	0.7	0.2	0.3	2.5	0.7	-0.2	-1.3	-0.5	-1.3	2.3
Japon	-2.6	-2.3	0.7	3.2	1.4	-4.5	-0.6	2.7	-4.2	-1.8	2.4	4.8	1.8	..
Luxembourg	4.9	3.7	2.2	-0.4	5.1	5.0	7.0	6.0	-0.1	6.1	0.8	5.3	2.1	-0.1
Mexique	0.4	5.0	-8.7	10.1	9.3	6.2	4.7	6.0	-3.6	0.0	0.0	4.3	..	..
Norvège	1.3	8.3	5.3	5.3	5.5	-1.8	-1.1	3.5	1.1	0.8	0.2	2.3	0.5	-1.8
Nouvelle-Zélande	7.0	6.2	2.8	3.6	0.2	-3.7	5.7	0.6	0.9	9.2	1.9	3.2	-1.1	..
Pays-Bas	-0.6	3.6	2.0	1.6	0.1	2.2	3.6	4.9	1.2	0.0	-2.3	2.7	-0.3	1.8
Pologne	4.9	7.8	9.2	6.4	10.4	4.8	3.0	4.6	-2.4	-2.4	5.5	8.8	4.3	10.3
Portugal	-2.8	3.5	6.1	6.8	6.9	3.7	1.2	3.8	2.1	-1.5	-2.2	0.4	-1.8	0.2
République slovaque	..	8.3	5.5	16.6	-5.8	8.4	-3.7	1.5	3.2	5.1	14.4	7.8	14.1	10.5
République tchèque	-11.7	4.0	10.2	10.8	-5.0	-5.1	2.2	7.1	-1.8	2.8	-0.5	11.6	9.5	13.6
Royaume-Uni	1.5	5.1	1.5	1.7	1.6	1.1	1.1	1.6	-0.7	-0.9	0.7	1.5	-1.2	0.3
Suède	-1.4	9.8	10.4	1.8	4.9	5.8	7.6	6.5	-0.8	4.4	2.8	8.7	4.2	4.3
Suisse	-0.9	3.4	-0.2	-2.0	0.8	0.8	0.3	0.5	2.7	0.1	-0.1	1.3	3.5	4.5
Turquie	8.1	-4.8	8.1	6.9	9.3	1.8	-6.5	5.7	-7.1	6.6	5.0	8.7	8.5	9.3
Afrique du Sud	..	2.6	3.5	1.3	2.6	-1.2	-0.2	5.1	1.9	2.7	0.8	4.3	4.5	4.8
Brésil	..	..	..	1.1	4.2	-2.6	-1.9	4.8	-0.6	2.1	1.3	7.9	2.2	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9.4	7.1	4.7	5.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272803006522

Valeur ajoutée réelle dans l'industrie

Croissance annuelle en pourcentage, moyenne sur les trois dernières années disponibles



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386023036252

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Valeur ajoutée réelle dans les services

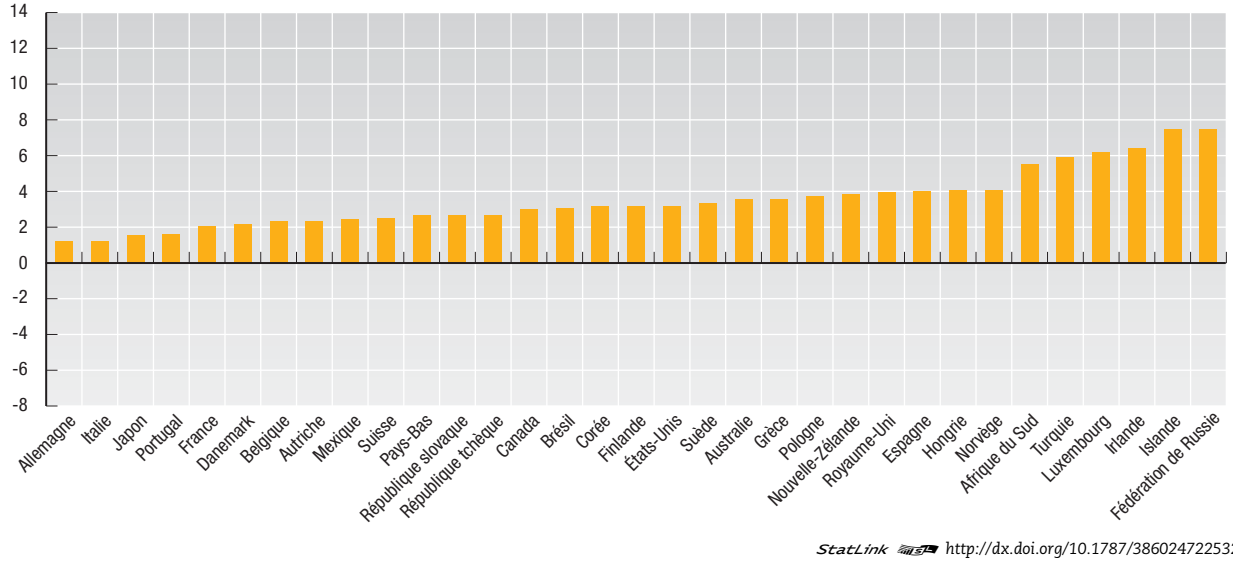
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	1.9	2.2	3.7	3.1	1.6	2.9	2.2	3.4	2.1	1.3	0.1	0.4	1.4	1.9
Australie	3.7	5.8	3.9	4.8	4.2	5.9	4.4	3.5	3.8	3.7	3.9	3.2	3.5	..
Autriche	0.9	2.1	2.0	2.2	1.4	3.8	2.3	3.5	0.7	0.7	1.4	2.5	2.3	2.2
Belgique	-0.4	2.7	2.9	0.5	2.1	1.5	3.8	3.1	1.9	2.2	2.0	2.1	2.4	2.4
Canada	2.1	4.1	2.5	1.3	4.0	4.1	5.5	4.7	3.6	3.0	2.4	3.3	3.2	..
Corée	6.8	7.7	8.1	6.2	5.1	-3.9	6.6	6.1	4.8	7.8	1.6	1.9	3.4	4.2
Danemark	1.5	3.6	2.2	3.4	2.3	1.9	3.0	4.6	1.5	1.3	0.9	0.4	2.9	3.1
Espagne	-0.5	2.0	2.6	1.4	2.9	3.8	4.3	5.1	3.6	3.0	3.0	3.8	4.1	4.1
États-Unis	1.8	2.5	2.8	4.0	5.0	5.3	4.4	3.5	2.6	1.5	2.8	3.5	3.2	..
Finlande	-1.7	2.6	4.6	3.6	4.5	4.2	3.5	3.3	2.5	0.4	0.5	3.4	2.5	3.6
France	0.9	1.2	0.4	1.5	1.9	2.8	2.9	3.7	1.7	1.1	1.5	2.4	1.8	1.9
Grèce	0.8	0.8	3.9	2.4	5.0	3.0	1.9	5.0	2.9	5.2	4.9	5.3	3.7	1.7
Hongrie	1.5	4.5	-3.3	2.4	2.5	3.8	3.2	4.0	3.8	5.3	4.1	2.7	4.8	4.6
Irlande	..	..	..	8.2	8.0	5.6	7.2	8.6	7.8	4.3	4.3	5.2	7.2	6.9
Islande	0.4	3.7	2.6	5.6	5.1	9.1	7.3	6.9	4.8	0.0	4.3	7.5	10.6	..
Italie	0.7	1.3	2.2	1.2	2.1	1.7	2.2	4.3	2.4	1.0	0.3	1.1	1.0	1.6
Japon	2.5	2.6	3.2	3.0	1.9	-0.5	0.6	1.9	2.1	1.7	1.2	1.1	2.3	..
Luxembourg	5.6	5.0	2.5	2.0	5.4	6.4	8.2	8.1	4.2	3.4	2.4	4.3	5.8	8.5
Mexique	2.8	4.6	-6.4	2.9	6.4	4.6	3.5	7.1	1.0	1.4	1.8	4.2	..	..
Norvège	2.7	3.5	2.8	4.4	5.4	4.8	3.8	3.5	2.4	1.2	1.5	3.6	3.9	4.6
Nouvelle-Zélande	4.8	4.8	4.4	3.4	2.5	2.4	4.7	2.7	5.0	3.5	4.0	4.2	3.3	..
Pays-Bas	1.9	2.4	3.3	3.8	5.6	4.7	4.8	3.7	2.3	0.3	1.3	2.2	2.1	3.6
Pologne	0.6	4.7	4.5	5.4	4.6	4.6	5.3	4.4	2.7	3.0	2.9	3.6	3.3	4.3
Portugal	-0.2	-2.4	3.0	2.1	3.8	4.7	3.9	4.4	2.9	1.6	0.4	2.0	1.4	1.3
République slovaque	..	-1.0	6.9	2.3	14.0	0.1	3.3	-0.7	5.3	1.3	-1.2	0.2	-3.4	11.8
République tchèque	8.5	3.3	2.5	-0.7	1.5	2.1	0.3	1.5	5.7	2.4	5.0	0.1	4.8	3.2
Royaume-Uni	2.9	4.6	3.4	3.8	4.0	4.8	3.9	5.0	3.6	2.7	3.6	4.4	3.2	4.2
Suède	0.4	2.0	2.4	1.5	1.7	3.1	3.4	4.2	1.4	1.6	1.7	2.8	3.1	4.1
Suisse	0.4	0.3	0.4	1.9	2.2	3.3	0.9	4.3	0.7	0.7	-0.3	2.7	2.0	2.8
Turquie	7.5	-3.2	6.5	5.7	7.0	3.4	-2.4	6.5	-5.5	5.9	5.4	7.6	5.9	4.2
Afrique du Sud	..	2.8	4.3	4.3	2.6	2.0	3.9	4.1	3.6	4.2	4.5	5.2	5.2	6.1
Brésil	..	..	..	2.2	2.6	1.1	1.2	3.6	1.9	3.2	0.8	5.0	3.4	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.6	7.2	7.5	7.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272820560477

Valeur ajoutée réelle dans les services

Croissance annuelle en pourcentage, moyenne sur les trois dernières années disponibles



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386024722532

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les statistiques relatives à la répartition des entreprises par catégorie de taille ont leur importance pour donner une idée de la contribution potentielle des petites entreprises à la croissance économique. Les tableaux présentés ici montrent en particulier que les petites entreprises sont souvent les plus dynamiques et innovantes, ce qui s'explique par le fait que nombre d'entre elles sont de création récente. Il convient toutefois de noter qu'en raison d'une présentation non diachronique, les données fournies ne montrent pas l'évolution de la contribution des petites entreprises à la croissance de l'économie et de l'emploi au fil de leur transition de la phase de démarrage à celle de la maturité en termes de taille. Plusieurs études ont recours à des jeux de données diachroniques pour établir l'importante contribution de ces entreprises.

Définition

Une entreprise est une entité juridique habilitée à mener des activités pour son compte propre, notamment à signer des contrats, à posséder des biens, à contracter des engagements et à établir des comptes bancaires. Elle peut être constituée d'une ou de plusieurs unités locales ou établissements, qui correspondent à des unités productrices sises en un lieu topographiquement identifié et dans lesquelles une ou plusieurs personnes travaillent pour le compte de l'entreprise dont elles dépendent.

Le nombre de salariés correspond à l'ensemble des personnes, ouvriers et employés, bénéficiant d'une situation contractuelle, qui travaillent dans l'entreprise et reçoivent une rémunération pour ce travail, qu'elles soient occupées à temps partiel ou à temps plein. Sont notamment considérés comme salariés les gérants d'entreprises salariés, les étudiants ayant conclu un engagement formel par lequel ils contribuent au processus de production de l'entreprise en échange d'une rémunération et/ou de services d'éducation et les personnes à la recherche d'emplois fixes qui bénéficient d'un contrat de réinsertion ou de retour à l'emploi. Cette catégorie comprend les personnes en congé de maladie, en congé payé ou en vacances. Elle exclut les propriétaires qui travaillent dans l'entreprise, les associés actifs, les travailleurs familiaux non rémunérés et les ouvriers à domicile, qu'ils figurent ou non sur la feuille de paie.

En bref

D'une économie à l'autre, la contribution et l'importance des petites entreprises varient beaucoup. En règle générale, plus le pays est grand, plus la proportion de petites entreprises est réduite. Cette situation résulte en partie des meilleures perspectives de croissance qu'offrent les grands marchés, où l'offre de main-d'œuvre est plus importante et la demande plus vaste, mais aussi d'un phénomène statistique : lorsqu'une entreprise ouvre un nouvel établissement dans le pays où elle est immatriculée, elle croît, et passe du statut de petite entreprise à celui de grande entreprise ; en revanche, si le même établissement est implanté dans un autre pays, il y sera enregistré comme une création d'entreprise.

Dans la plupart des économies, 70 % des entreprises comptent moins de 10 salariés. À l'inverse 70 % ou plus des salariés travaillent dans les entreprises de plus de 20 salariés.

Comparabilité

Tous les pays présentent des informations fondées sur l'unité statistique de l'entreprise, sauf le Japon, la Corée, le Mexique et la Turquie, qui utilisent l'établissement. Cette différence peut être la source de difficultés de comparaison, mais comme la plupart des entreprises sont aussi des établissements, le problème n'est probablement pas majeur. En revanche, la couverture des données sur les entreprises/établissements peut varier considérablement. Dans de nombreux pays, cette information est tirée de registres des sociétés, de recensements économiques ou d'enquêtes qui peuvent comporter un seuil d'exclusion fondé sur la taille. À vrai dire, tous les pays appliquent une forme ou une autre de seuil, qui dépend souvent de la législation fiscale et de la charge qu'il est possible d'imposer aux entreprises. En Irlande, seules les entreprises comptant au minimum trois salariés sont prises en compte, alors qu'au Japon, en Corée et en Turquie, les données n'incluent pas les établissements de moins de quatre, cinq et 10 salariés respectivement. Les entreprises qui n'appartiennent qu'à l'économie informelle seront naturellement très difficiles, voire impossibles, à saisir et seront le plus vraisemblablement de petite taille. Néanmoins, en dépit de ces différences, il est possible de procéder à des comparaisons internationales fondées.

Les données d'emploi pour l'Australie et la Suisse font référence au nombre de personnes occupées et non au nombre de salariés.

Les données concernant la République tchèque, la Grèce, le Japon, la Norvège (emploi), le Portugal (nombre d'entreprises), le Royaume-Uni (emploi) et les États-Unis portent sur 2004, les données concernant le Mexique et la Norvège (nombre d'entreprises) portent sur 2003, alors que celles relatives à la Suisse et à la Turquie portent sur 2001.

Enfin, les données figurant dans les catégories de taille « moins de 10 salariés » et « moins de 20 salariés » pour le Mexique et la Nouvelle-Zélande incluent les unités statistiques ne comptant aucun salarié.

Source

- OCDE (2005), *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat – Édition 2005*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Birch, D. (1979), *The Job Generation Process*, MIT Program on Neighborhood and Regional Change, Cambridge.
- OCDE (2005), *Local Economic and Employment Development Entrepreneurship A Catalyst for Urban Regeneration*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Le déficit de financement des PME (vol. I) : Principes et réalités*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Les PME au Mexique : Problématique et politiques*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2006), *Statistiques structurelles et démographiques des entreprises : 1996-2003, Édition 2006*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE, Eurostat (2008), *Eurostat-OECD Manual on Business Demography Statistics*, OCDE, Paris.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière

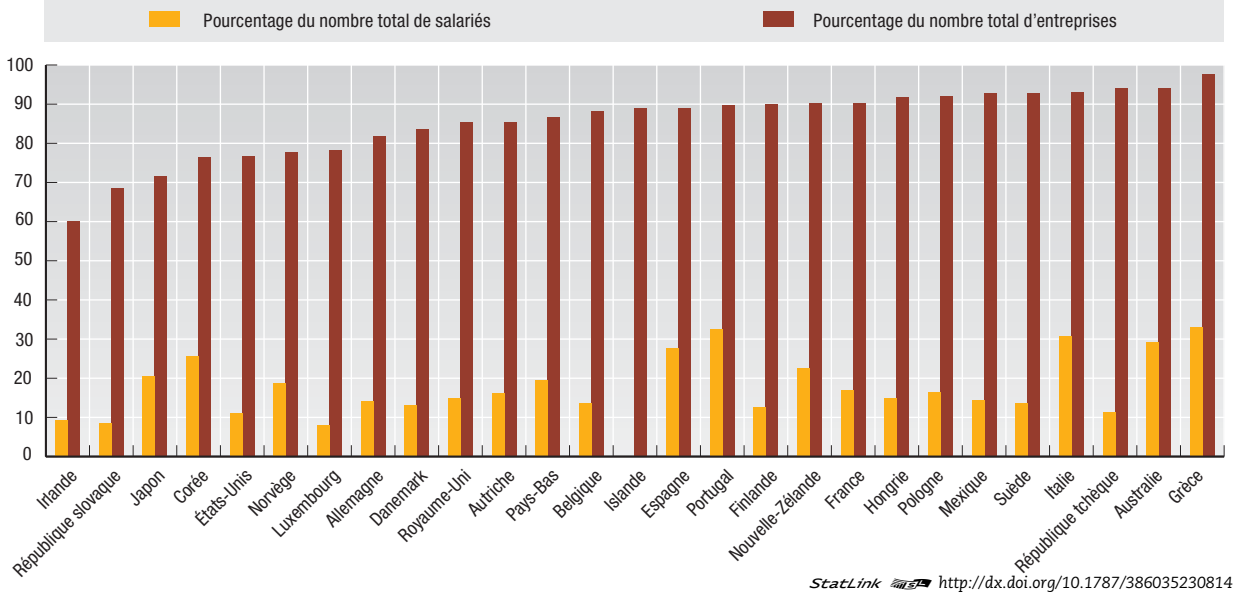
Par taille d'entreprise, 2005 ou dernière année disponible

Nombre de personnes occupées	En pourcentage du nombre total de salariés dans l'industrie manufacturière							En pourcentage du nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière						
	Moins de 20	20 ou plus	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus	Moins de 20	20 ou plus	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus
Allemagne	14.1	85.9	5.3	8.8	7.6	24.3	54.0	82.0	18.0	59.9	22.1	8.1	8.0	2.0
Australie	29.3	70.7	19.4	9.8	13.9	..	..	94.2	5.8	88.2	6.0	3.8	..	..
Autriche	14.8	85.2	7.7	7.1	11.4	27.2	46.6	85.4	14.6	73.9	11.5	7.9	5.2	1.5
Belgique	13.7	86.3	7.1	6.6	13.1	25.2	48.0	88.3	11.7	80.0	8.4	6.9	3.8	1.0
Corée	25.6	74.4	11.4	14.2	20.6	24.3	29.4	76.5	23.5	50.5	25.9	16.1	6.4	1.1
Danemark	13.1	86.9	6.0	7.0	13.1	27.3	46.5	83.7	16.3	72.4	11.2	9.3	5.7	1.3
Espagne	27.8	72.2	15.3	12.5	20.5	24.5	27.1	89.1	10.9	78.3	10.8	7.7	2.8	0.5
États-Unis	11.1	88.9	5.7	5.4	..	..	..	76.7	23.3	62.6	14.2	..	..	..
Finlande	12.7	87.3	7.4	5.3	10.4	23.7	53.1	90.0	10.0	83.7	6.3	5.3	3.6	1.0
France	17.0	83.0	10.2	6.8	12.7	22.6	47.7	90.4	9.6	83.3	7.2	5.7	3.0	0.8
Grèce	33.1	66.9	28.3	4.7	11.0	24.9	31.0	97.8	2.2	96.6	1.3	1.2	0.8	0.2
Hongrie	16.4	83.6	9.7	6.8	11.5	25.9	46.2	92.1	7.9	86.2	5.8	4.3	2.9	0.7
Irlande	9.3	90.7	3.7	5.7	12.6	30.9	47.2	60.1	39.9	38.1	22.0	20.7	15.2	4.0
Islande	..	..	..	..	..	..	..	88.9	11.1	80.2	8.7	6.7	3.8	0.7
Italie	30.7	69.3	14.9	15.8	18.0	25.0	26.3	93.1	6.9	82.9	10.1	4.7	1.9	0.3
Japon	20.6	79.4	9.5	11.2	17.9	31.0	30.4	71.6	28.4	48.0	23.6	17.5	9.4	1.5
Luxembourg	8.1	91.9	4.3	3.9	8.3	21.7	61.8	78.2	21.8	67.3	10.9	10.5	8.2	3.1
Mexique	13.7	86.3	9.4	4.3	7.3	21.6	57.3	92.8	7.2	89.7	3.1	2.2	1.8	0.7
Norvège	17.2	82.8	8.7	8.5	14.4	28.4	40.1	77.8	22.2	60.5	17.2	12.9	7.7	1.6
Nouvelle-Zélande	22.7	81.4	12.0	10.6	15.4	12.0	54.1	90.2	9.8	80.9	9.3	6.0	2.0	1.7
Pays-Bas	19.5	80.5	10.3	9.2	14.9	29.8	35.8	86.8	13.2	77.1	9.7	7.4	4.8	1.1
Pologne	14.9	85.1	10.5	4.3	10.1	32.1	43.0	91.8	8.2	88.1	3.7	3.9	3.5	0.8
Portugal	31.3	68.7	19.7	11.6	18.5	29.7	20.4	89.8	10.2	80.3	9.4	6.5	3.3	0.4
République slovaque	8.5	91.5	3.7	4.8	7.0	27.4	57.2	68.6	31.4	48.0	20.7	11.7	15.0	4.7
République tchèque	11.5	88.5	5.6	5.9	10.8	29.4	48.3	94.2	5.8	90.4	3.7	3.0	2.3	0.6
Royaume-Uni	16.2	83.8	9.2	7.0	11.7	26.2	45.8	85.1	14.9	73.6	11.5	8.2	5.4	1.3
Suède	14.5	85.5	8.5	6.0	10.1	23.3	52.1	92.7	7.3	87.5	5.2	3.9	2.7	0.7
Suisse	22.7	77.3	14.9	7.8	13.0	29.2	35.1	87.8	12.2	79.1	8.7	6.7	4.5	0.9
Turquie	3.7	96.3	..	3.7	13.0	31.3	51.9	25.3	74.6	..	25.3	38.9	27.7	8.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272838112214

Entreprises de moins de 20 personnes occupées

En pourcentage du nombre total de salariés ou du nombre total d'entreprises, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386035230814

MONDIALISATION ÉCONOMIQUE

ÉCHANGES

PART DES ÉCHANGES DANS LE PIB

ÉCHANGES DE BIENS

ÉCHANGES DE SERVICES

PARTENAIRES COMMERCIAUX

BALANCE DES PAIEMENTS

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL

FLUX ET STOCKS D'IDE

ACTIVITÉS DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

PART DES ÉCHANGES DANS LE PIB

Les échanges internationaux de biens et services constituent l'un des principaux mécanismes d'intégration économique. La part des échanges internationaux dans le PIB donne une bonne indication de l'importance de ces échanges.

Les échanges internationaux sont généralement plus importants pour les petits pays (en termes de taille géographique ou de population) entourés de pays ayant des régimes commerciaux ouverts que pour les grands pays relativement autosuffisants ou ceux géographiquement isolés et donc pénalisés par des coûts de transport élevés. D'autres facteurs jouent aussi un certain rôle et contribuent à expliquer le poids différent des échanges en proportion du PIB suivant les pays : leur histoire, leur culture, leur politique commerciale, la structure de leur économie (en particulier le poids dans le PIB des services ne pouvant pas faire l'objet d'échanges internationaux), les réexportations et la présence de multinationales engendrant d'importants échanges intragroupe.

Définition

Les ratios indiqués dans ce tableau correspondent à la moyenne des importations et des exportations (à la fois des biens et services) en prix courants et en pourcentage du PIB. Les données proviennent des statistiques des comptes nationaux établies conformément au *Système de comptabilité nationale 1993*, sauf pour la Turquie, qui utilise toujours le *SCN de 1968*. Les biens recouvrent les importations et exportations de marchandises. Les services recouvrent les transports, les voyages, les communications, la construction, les technologies de l'information, les services financiers, les autres services aux entreprises, les services à la personne, les services fournis ou reçus par les administrations publiques, ainsi que les droits d'auteurs et les licences.

Tendances à long terme

En 2006, le ratio échanges/PIB, pour les pays de l'OCDE, s'est établi à 26 % tandis que le taux pour l'UE15 était de 38 %. Pour les raisons indiquées plus haut, les ratios varient fortement d'un pays à un autre. Ils dépassent 50 % pour des petits pays – l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, la Hongrie, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République slovaque – mais sont inférieurs à 20 % pour les deux plus grands pays de l'OCDE – le Japon et les États-Unis.

Entre 1993 et 2006, les ratios échanges/PIB de l'ensemble de la zone OCDE ont augmenté de 9 points de pourcentage et, de 13 points de pourcentage pour l'UE15. Des augmentations substantielles des ratios échanges/PIB ont été enregistrées au Luxembourg, en Hongrie et en République slovaque.

Comparabilité

Les ratios indiqués dans ce tableau sont établis sur la base de normes et définitions communes et sont donc tout à fait comparables.

Le ratio des échanges au PIB est souvent considéré comme un indicateur du degré d'ouverture commerciale. Cependant, le terme « ouverture » peut prêter à confusion. En fait, un ratio peu élevé ne traduit pas nécessairement l'existence d'obstacles tarifaires ou non tarifaires élevés dans les échanges internationaux, mais peut être dû aux facteurs susmentionnés, notamment à la taille ou à l'éloignement géographique par rapport aux partenaires commerciaux potentiels.

Veuillez noter que le ratio des échanges au PIB présenté par l'OMC, le FMI et l'OCDE se réfère à la somme des importations et des exportations et non à la moyenne. Notez aussi que le PIB total de l'OCDE ne prend pas en compte la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque car les taux de croissance de ces pays ne sont pas disponibles pour toute la période.

Source

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Lindner, A., *et al.* (2001), « Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure », Cahiers statistiques de l'OCDE, n° 1, octobre, OCDE, Paris, *www.oecd.org/std/cahierstatistique*.
- ONU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations Unies, New York.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur le commerce international, *www.oecd.org/std/its*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Échanges de biens et services

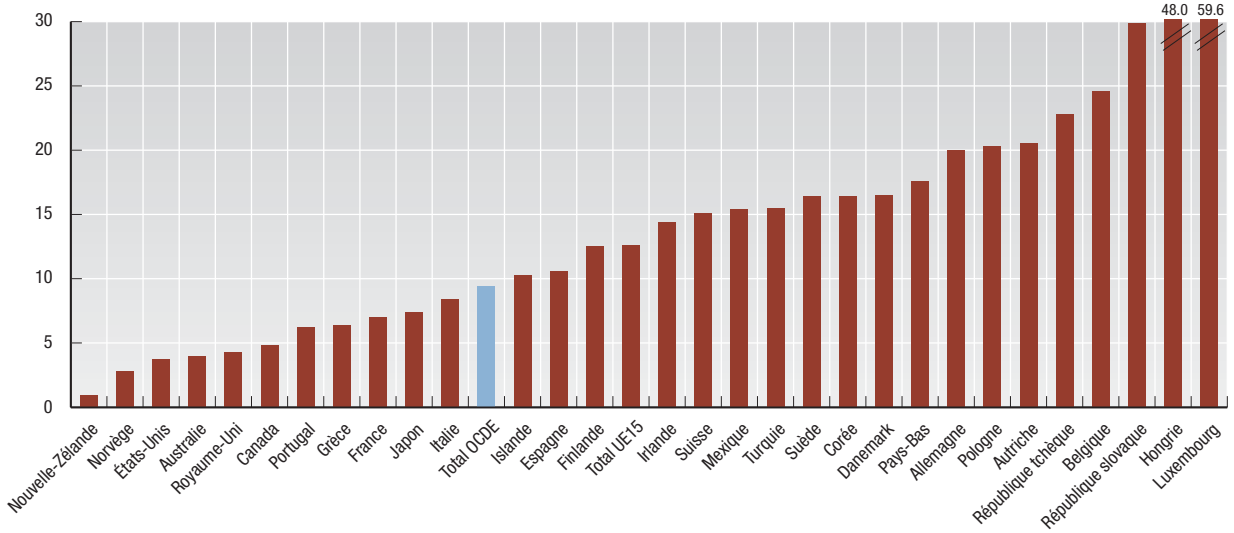
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	22.3	23.0	23.7	24.4	26.8	28.0	29.0	33.2	33.8	33.4	33.7	35.8	38.4	42.3
Australie	18.3	19.1	19.4	19.3	20.3	19.9	20.9	22.5	21.1	20.4	18.8	20.0	21.0	22.3
Autriche	32.8	34.0	35.2	36.3	39.6	41.0	41.8	44.7	46.6	46.4	46.9	48.9	51.0	53.3
Belgique	61.5	63.8	65.6	67.7	71.8	72.5	73.2	83.2	83.0	80.2	78.8	81.6	84.8	86.1
Canada	30.2	33.4	35.7	36.4	38.5	40.4	41.4	42.7	40.7	39.4	36.2	36.3	35.9	35.0
Corée	26.3	27.0	29.4	29.6	32.7	39.7	35.7	39.2	36.7	34.6	36.8	41.9	41.1	42.7
Danemark	34.0	35.1	35.6	35.5	37.0	37.2	38.2	43.6	44.0	44.4	42.3	43.3	46.4	50.5
Espagne	18.5	20.8	22.4	23.4	25.9	26.8	27.6	30.6	29.8	28.4	27.5	27.9	28.3	29.1
États-Unis	10.4	10.9	11.7	11.8	12.2	11.9	12.2	13.2	12.1	11.7	11.8	12.8	13.5	14.1
Finlande	29.4	31.9	32.6	33.4	34.7	34.0	33.7	38.4	36.1	35.0	34.4	35.9	39.0	41.9
France	20.6	21.4	22.2	22.4	24.3	25.0	25.1	28.1	27.5	26.3	25.1	25.7	26.5	27.6
Grèce	21.8	21.3	21.8	22.1	24.0	24.6	27.4	31.6	29.8	27.0	26.7	28.0	27.4	28.2
Hongrie	29.5	31.1	43.1	46.6	52.8	60.5	63.5	73.9	71.7	64.0	62.6	64.9	66.8	77.5
Irlande	60.2	65.3	70.3	71.2	72.8	80.8	82.0	91.6	92.2	85.4	75.8	76.5	75.7	74.6
Islande	31.2	33.2	33.7	36.0	36.0	37.0	36.0	37.3	39.4	36.9	35.9	37.0	38.0	41.5
Italie	19.8	21.1	23.8	22.4	23.3	23.6	23.5	26.6	26.4	25.2	24.3	25.0	26.1	28.2
Japon	8.1	8.1	8.5	9.6	10.3	10.0	9.5	10.3	10.2	10.7	11.2	12.3	13.6	15.5
Luxembourg	91.7	93.9	95.8	101.0	112.2	119.3	124.6	139.5	137.8	130.9	124.4	137.5	144.5	151.3
Mexique	17.2	19.2	29.1	31.1	30.4	31.8	31.6	32.0	28.7	27.8	28.6	30.6	30.8	32.6
Norvège	34.7	35.1	34.9	36.3	37.3	36.7	35.7	38.0	37.3	34.4	33.8	35.3	36.4	37.5
Nouvelle-Zélande	29.1	29.7	28.6	27.8	27.9	29.2	31.0	34.7	33.9	31.5	28.8	29.3	29.0	30.0
Pays-Bas	51.9	54.0	56.5	57.0	60.5	60.2	60.9	67.3	64.4	60.9	59.9	62.7	65.8	69.5
Pologne	20.5	20.6	22.1	23.0	25.4	28.4	27.1	30.3	28.9	30.3	34.6	38.5	37.3	40.8
Portugal	28.8	30.3	31.8	31.7	32.6	33.4	33.0	35.2	33.9	32.1	31.3	32.3	32.8	35.0
République slovaque	58.1	56.3	56.3	58.1	60.6	64.4	63.0	71.5	76.7	74.5	77.4	76.5	79.8	88.0
République tchèque	51.4	48.9	52.9	51.8	54.7	54.8	56.0	64.9	66.6	61.3	62.9	70.1	70.6	74.2
Royaume-Uni	25.9	26.8	28.4	29.4	28.6	27.2	27.1	28.9	28.6	27.7	26.8	26.7	28.3	30.2
Suède	30.9	33.9	36.4	35.3	38.4	39.8	39.9	43.4	43.2	41.2	40.4	42.2	44.9	47.3
Suisse	33.6	33.5	33.4	34.1	37.5	38.2	39.3	43.6	43.5	41.1	40.8	42.9	45.6	48.7
Turquie	16.5	20.9	22.1	24.7	27.5	26.1	25.0	27.8	32.5	30.0	29.0	31.8	30.7	32.0
Total UE15	25.7	27.0	28.6	28.9	30.6	31.2	31.7	35.4	35.2	34.0	33.2	34.4	36.0	38.3
Total OCDE	16.9	17.7	19.1	19.8	20.7	20.9	20.8	22.3	21.7	21.5	22.0	23.5	24.7	26.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/272874373823

Part des échanges dans le PIB

Différence entre les ratios de 2006 et 1993 en points de pourcentage



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386057076453

ÉCHANGES DE BIENS

Depuis sa création, l'OCDE s'efforce de promouvoir le commerce international car elle y voit un moyen efficace de renforcer la croissance économique et d'accroître les niveaux de vie. Le développement des échanges bénéficie aux pays membres aussi bien qu'aux partenaires commerciaux de l'OCDE dans le reste du monde.

Définition

Suivant les recommandations des Nations Unies, les statistiques du commerce international de marchandises couvrent tous les biens qui, du fait de leur entrée (importations) ou de leur sortie (exportations) de son territoire économique, s'ajoutent au stock de ressources matérielles d'un pays ou le diminuent. Les biens simplement transportés à travers un pays ou admis ou expédiés temporairement (à l'exception des biens pour transformation en entrée ou en sortie) ne sont pas inclus dans les statistiques du commerce international.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE utilisent les recommandations des Nations Unies pour autant que les sources de données dont ils disposent le permettent. On observe quelques différences, généralement peu importantes, entre les pays quant à la couverture de certaines catégories de transactions comme le commerce par correspondance, les importations et exportations de matériel militaire en vertu d'accords de défense, le commerce de produits de la mer en haute mer par des navires battant pavillon national et les biens entrant dans des zones sous douane ou en sortant.

Les exportations sont généralement évaluées f.a.b. (« Franco à bord »), sauf dans le cas des États-Unis, qui les évaluent f.l.n. (« Franco le long du navire », c'est-à-dire après déduction des coûts de chargement). Les importations sont évaluées par la plupart des pays c.a.f (« Coût assurance fret », c'est-à-dire au coût des biens majoré des coûts d'assurance et de fret liés à leur acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur). Cependant, les pays ci-après déclarent leurs importations à leur valeur f.a.b. : l'Australie, le Canada, la République tchèque, le Mexique et la République slovaque. Les soldes commerciaux indiqués dans le tableau ne sont donc pas strictement comparables car les importations ne sont pas évaluées de la même manière par tous les pays.

L'instauration, par l'Union européenne, du Marché unique en 1993 s'est traduite par une certaine dégradation de la précision en ce qui concerne le commerce intracommunautaire car les documents douaniers ne sont plus disponibles pour consigner toutes les importations et exportations. Il est à noter que si les données de l'OCDE suivent la plupart du temps les recommandations des Nations Unies, les statistiques du commerce d'Eurostat suivent les définitions communautaires. En conséquence, les statistiques du commerce de l'OCDE concernant les pays de l'Union européenne ne sont pas strictement comparables à celles d'Eurostat.

La zone OCDE comprend le Mexique à partir de 1990, la Hongrie et la Pologne à partir de 1992, la République tchèque à partir de 1993, la Corée à partir de 1994 et la République slovaque à partir de 1997.

Tendances à long terme

Sur la période de dix ans allant de 1996 à 2006, la croissance relative des importations (la croissance d'un pays divisée par la croissance de tous les pays de l'OCDE) a été faible au Japon, en Nouvelle-Zélande, en Norvège et en Suisse, mais particulièrement soutenue dans certains nouveaux pays membres comme la Hongrie, la République tchèque et la Pologne. Concernant les pays non membres, la Chine continue à montrer une croissance relative des importations élevée alors que la croissance pour la Fédération de Russie approchait la moyenne OCDE, et que la croissance relative des importations du Brésil était très faible.

Au cours de la même période, les taux de croissance relatifs des exportations de marchandises ont eux aussi atteint des niveaux élevés en Hongrie, en République tchèque, en Pologne et en Turquie. Au Japon, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis, en France, en Italie et au Royaume-Uni, en revanche, les taux de croissance des exportations ont été inférieurs à la moyenne.

La Chine, une fois de plus, a la plus forte croissance des importations aussi bien que des exportations comparée à n'importe quel autre pays.

Le déficit commercial des États-Unis est resté important tout au long de la période et a augmenté la plupart des années. Le Royaume-Uni, l'Espagne, la Turquie et la France ont aussi enregistré d'importants déficits commerciaux au titre des échanges de marchandises, alors que l'Allemagne a dégagé les excédents commerciaux de loin les plus importants pour un pays de l'OCDE. La Fédération de Russie et la Chine ont, elles aussi, des excédents commerciaux significatifs, similaires à l'Allemagne.

Sources

- UN Commodity Trade Statistics Database.
- OCDE (2007), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Objectif développement – L'aide au commerce : Comment la rendre efficace*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Trade Based Money Laundering*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Lindner, A., *et al.* (2001), « Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure », Cahiers Statistiques de l'OCDE, n° 1, octobre, OCDE, Paris, *www.oecd.org/std/cahierstatistique*.
- OCDE (2004), *International Trade by Commodity Statistics – Definitions*, OCDE, Paris.
- Nations Unies (1998), International Merchandise Trade Statistics: Compilers Manual, Nations Unies, New York, *http://unstats.un.org/unsd/trade/methodology.htm*.

Bases de données en ligne

- *ITCS Statistiques du commerce international par produit.*
- *Statistiques mensuelles du commerce international.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises

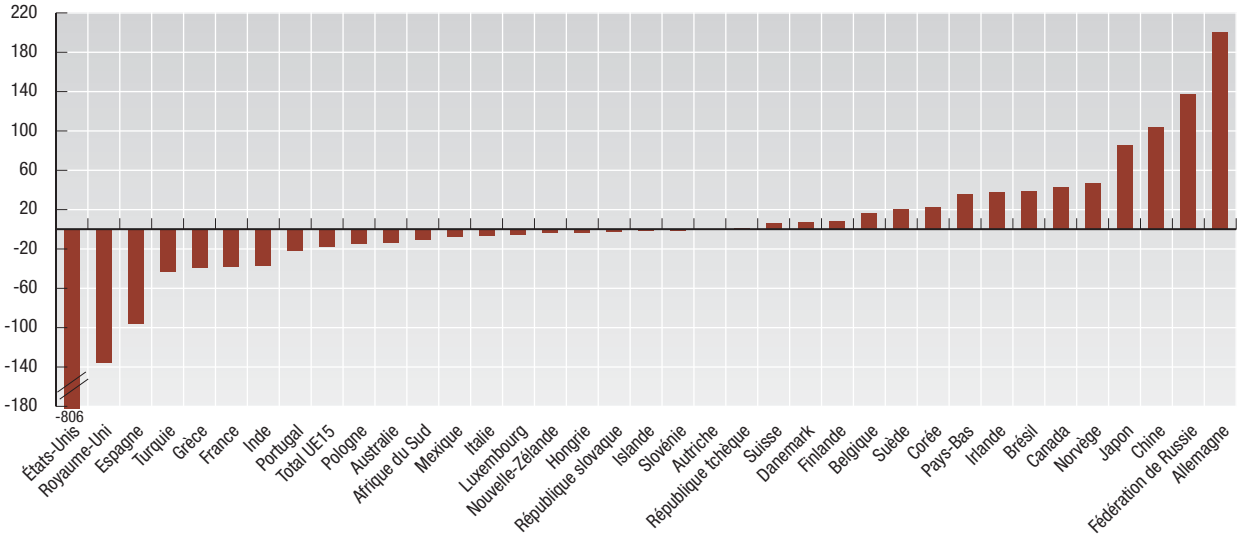
Milliards de dollars des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	37.4	45.6	59.6	68.3	67.1	72.3	69.3	54.8	85.7	125.6	146.8	193.6	200.4	206.8
Australie	0.1	-2.7	-4.4	-1.2	1.0	-5.0	-9.5	-4.0	2.4	-4.5	-14.6	-17.3	-13.1	-9.3
Autriche	-8.7	-10.2	-8.5	-10.1	-6.9	-6.2	-6.2	-5.2	-4.4	-0.1	-2.3	-0.3	-2.2	-0.2
Belgique	11.4	13.3	15.4	11.4	12.3	14.4	14.3	13.5	11.6	17.7	20.7	21.0	13.8	15.5
Canada	5.9	7.7	16.5	19.2	18.1	13.3	23.2	37.6	39.4	30.2	31.8	43.4	45.7	38.1
Corée	..	-6.5	-10.4	-19.6	-8.5	39.0	23.9	11.8	9.3	10.4	15.0	29.4	23.2	16.1
Danemark	6.5	5.8	4.7	5.7	3.7	1.7	4.7	5.2	5.8	6.4	8.4	7.9	8.3	5.6
Espagne	-18.7	-19.0	-23.0	-21.0	-18.2	-25.8	-36.4	-39.5	-38.8	-40.0	-53.4	-76.5	-96.8	-115.9
États-Unis	-138.4	-176.7	-187.9	-194.8	-210.5	-263.9	-366.4	-477.7	-449.1	-509.1	-581.4	-707.4	-828.0	-882.0
Finlande	5.5	6.4	10.9	9.7	10.0	10.8	10.2	11.7	10.7	11.0	10.9	10.7	6.8	7.8
France	6.2	5.0	10.6	6.2	16.8	14.7	9.5	-8.5	-4.4	1.1	-4.5	-20.5	-41.6	-50.9
Grèce	-14.0	-11.7	-15.0	-15.7	-15.8	-19.4	-18.8	-18.8	-17.9	-21.8	-31.2	-37.6	-37.4	-42.8
Hongrie	-3.6	-4.2	-2.6	-3.1	-2.1	-2.7	-3.0	-4.0	-3.2	-3.3	-4.7	-4.8	-3.6	-2.9
Irlande	7.2	8.2	11.5	12.4	14.4	19.9	24.0	25.6	26.4	36.0	38.7	42.0	39.7	32.5
Italie	22.2	22.1	27.2	43.9	29.9	26.5	14.7	1.8	8.1	7.7	2.0	-1.9	-12.7	-5.1
Islande	-	0.1	-	-0.1	-0.2	-0.6	-0.5	-0.7	-0.3	-	-0.4	-0.8	-1.9	-2.1
Japon	120.6	121.6	107.1	61.8	82.2	107.5	107.2	99.6	54.0	79.1	88.5	110.5	79.1	67.7
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	-2.8	-2.8	-2.9	-2.9	-3.7	-4.6	-4.9	-5.9
Mexique	-13.6	-18.7	6.8	6.2	0.5	-8.0	-5.7	-5.8	-7.6	-5.7	-5.6	-8.8	-7.6	-6.1
Norvège	7.9	7.3	9.0	14.0	12.8	2.9	11.3	25.5	26.0	24.7	29.0	33.8	48.3	58.0
Nouvelle-Zélande	0.6	-0.1	-0.7	-0.6	-0.8	-0.6	-2.4	-1.2	-	-1.2	-2.0	-2.8	-4.5	-4.0
Pays-Bas	17.2	15.3	19.6	16.5	15.5	10.9	2.7	5.4	5.6	11.9	18.3	32.8	36.9	38.7
Pologne	-4.7	-4.4	-6.1	-12.7	-16.5	-18.8	-18.5	-17.3	-14.2	-14.1	-14.4	-14.4	-12.2	-16.2
Portugal	-8.8	-9.1	-10.2	-10.6	-11.1	-12.8	-15.3	-15.6	-15.4	-14.2	-15.3	-19.2	-23.1	-23.8
République slovaque	..	..	..	..	-2.1	-2.4	-1.1	-0.9	-2.1	-2.2	-0.7	-1.5	-2.4	-2.7
République tchèque	0.2	-0.9	-3.9	-5.8	-4.4	-2.2	-2.0	-3.2	-3.1	-2.2	-2.5	-0.9	1.7	1.7
Royaume-Uni	-28.0	-31.3	-25.9	-28.7	-26.3	-46.9	-53.2	-56.6	-65.4	-78.8	-85.8	-113.1	-131.4	-162.0
Suède	7.5	9.4	15.8	18.9	18.3	16.4	16.3	14.2	12.8	15.9	18.2	22.8	18.9	20.3
Suisse	2.5	2.4	1.5	1.5	0.2	-1.2	0.4	-2.0	-2.1	4.2	4.2	6.8	4.4	6.5
Turquie	-14.1	-5.2	-14.1	-20.4	-22.3	-19.0	-14.1	-26.7	-10.1	-15.5	-22.1	-34.4	-43.3	-52.1
Total UE15	42.8	49.7	92.7	106.8	109.8	76.4	33.0	-14.7	17.4	75.5	67.9	57.0	-25.3	-86.4
Total OCDE	6.2	-30.4	3.7	-48.7	-43.0	-85.1	-224.0	-383.7	-343.0	-333.8	-411.9	-512.2	-739.3	-875.9
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	3.4	3.7	-3.1	-2.9	-7.5	-8.0	-16.0
Brésil	11.4	8.0	-7.2	-9.0	-12.1	-9.7	-3.7	-3.6	-0.3	10.6	22.1	29.7	39.7	46.1
Chine	-12.2	5.4	16.7	12.2	40.4	43.6	29.2	24.1	22.5	30.4	25.5	32.1	102.0	177.5
Fédération de Russie	..	..	..	27.6	19.7	28.6	42.6	69.2	58.8	60.5	76.3	106.1	142.7	163.8
Inde	-1.1	-2.3	-4.9	-5.6	-6.6	-9.2	-13.0	-6.1	-7.6	-8.6	-14.2	-28.4	-46.3	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273000336708

Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises

Milliards de dollars des EU, moyenne 2004-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386071086513

Importations de marchandises

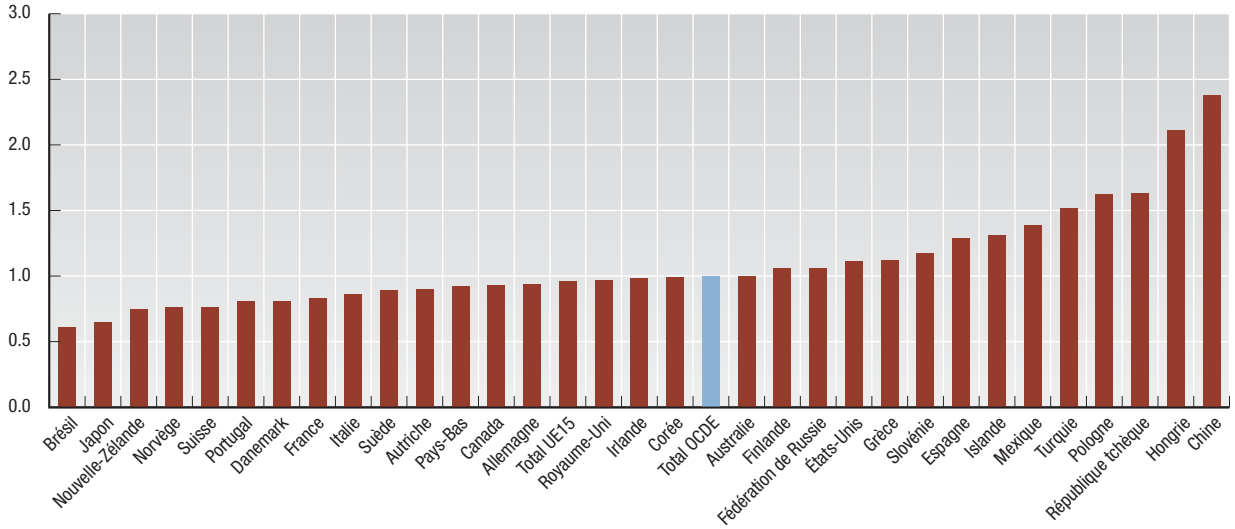
Milliards de dollars des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	342.6	381.7	464.3	444.4	445.3	471.6	473.5	495.4	486.3	490.1	601.8	718.2	777.4	919.0
Australie	42.4	49.9	57.4	61.4	61.8	60.8	65.5	67.8	60.9	69.5	84.8	103.8	118.9	132.7
Autriche	50.4	55.2	66.3	67.1	63.6	67.1	68.7	67.4	69.0	71.4	91.5	111.2	120.0	134.2
Belgique	114.8	127.6	152.3	159.4	158.3	164.9	164.6	171.7	178.7	198.1	234.8	285.5	320.2	353.7
Canada	131.7	148.4	164.5	171.0	197.1	201.3	215.6	240.0	221.6	222.4	240.2	273.4	314.4	349.9
Corée	..	103.1	137.9	144.1	144.6	93.3	119.8	160.5	141.1	152.1	178.8	224.5	261.2	309.4
Espagne	79.7	91.0	116.5	123.6	124.4	137.2	147.9	152.9	155.0	165.9	209.7	259.3	289.6	330.0
Danemark	31.0	36.5	45.6	45.0	44.5	46.2	44.3	44.4	44.3	49.3	56.2	66.9	75.0	84.5
États-Unis	603.2	689.0	770.8	817.6	898.0	944.4	1 059.2	1 258.1	1 180.1	1 202.3	1 305.1	1 525.3	1 732.3	1 919.0
Finlande	18.0	23.3	29.5	30.9	31.0	32.4	31.6	34.1	32.2	33.6	41.6	50.1	58.5	69.5
France	210.1	228.3	273.5	277.7	266.6	285.8	292.8	304.0	304.2	303.8	362.4	434.4	476.0	529.9
Grèce	22.8	20.9	25.9	27.0	27.0	30.3	29.5	29.8	28.2	32.5	44.9	52.8	54.9	63.7
Hongrie	12.5	14.9	15.5	16.2	21.2	25.7	28.0	32.1	33.7	37.6	47.7	60.2	65.9	77.0
Irlande	21.8	25.9	32.3	35.8	39.2	44.4	46.5	50.7	51.1	52.3	54.2	62.3	70.3	76.4
Italie	157.6	167.9	204.0	208.2	208.1	215.6	220.3	237.3	236.1	246.6	297.4	351.1	380.6	405.7
Islande	1.4	1.5	1.8	2.0	2.0	2.5	2.5	2.6	2.3	2.3	2.8	3.6	5.0	5.6
Japon	241.7	276.1	336.1	349.2	338.8	280.6	309.9	379.7	348.6	337.6	383.5	455.2	515.9	579.1
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	10.6	10.6	11.2	11.5	13.6	16.8	17.6	19.5
Mexique	65.3	79.3	72.5	89.5	109.8	125.3	142.0	171.1	165.1	165.7	170.5	196.8	221.8	256.1
Norvège	24.0	27.4	33.0	35.6	35.8	37.5	34.2	34.4	33.0	34.9	41.2	48.5	55.5	64.2
Nouvelle-Zélande	9.3	11.9	13.9	14.7	14.5	12.5	14.3	13.9	13.3	15.0	18.6	23.2	26.2	26.4
Pays-Bas	129.8	130.5	157.7	162.5	158.3	156.8	167.9	174.7	169.9	163.4	209.0	257.7	283.2	331.5
Pologne	18.8	21.6	28.9	37.1	42.3	47.0	45.9	48.9	50.2	55.1	68.0	88.2	101.5	125.6
Portugal	24.2	27.1	33.6	35.2	35.1	37.0	39.8	39.9	39.5	40.0	47.1	54.9	61.2	65.9
République slovaque	..	..	..	..	11.7	13.1	11.1	12.7	14.7	16.6	22.6	29.1	34.2	44.4
République tchèque	12.7	14.9	20.8	27.4	27.2	30.5	28.8	32.2	36.5	40.7	51.2	68.1	76.5	93.4
Royaume-Uni	209.4	234.0	268.2	287.6	307.5	320.3	323.8	339.4	338.0	359.4	393.5	461.3	515.8	606.4
Suède	46.7	52.0	61.6	64.0	63.2	68.6	68.5	73.1	63.5	67.1	84.2	100.5	111.4	127.1
Suisse	62.0	67.9	80.2	78.2	75.9	80.1	79.9	82.5	84.2	83.7	96.4	110.0	126.6	141.4
Turquie	29.4	23.3	35.7	43.6	48.6	45.9	40.7	54.5	41.4	51.3	69.3	97.5	116.8	137.4
Total UE15	1 458.8	1 601.7	1 931.3	1 968.4	1 972.0	2 078.1	2 130.3	2 225.6	2 207.1	2 285.0	2 741.8	3 282.8	3 611.5	4 120.2
Total OCDE	2 713.3	3 130.9	3 700.2	3 856.2	4 001.4	4 078.5	4 327.7	4 816.4	4 633.7	4 771.8	5 522.7	6 590.3	7 384.3	8 381.7
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	26.8	24.2	26.2	34.5	47.7	55.0	69.2
Brésil	27.3	35.5	53.7	56.7	65.1	60.8	51.7	58.9	58.5	49.7	49.8	65.3	76.4	91.4
Chine	104.0	115.6	132.1	138.8	142.4	140.2	165.7	225.1	243.6	295.2	412.8	561.2	660.0	791.5
Fédération de Russie	..	..	..	61.1	67.6	43.7	30.3	33.9	41.9	46.2	57.3	75.6	98.6	137.7
Inde	23.3	28.7	36.6	39.1	41.4	42.4	49.7	51.4	51.9	61.1	77.2	108.2	149.7	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273003170707

Croissance annuelle relative des importations de marchandises

1996-2006, croissance annuelle moyenne en pourcentage, Total OCDE = 1



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386081277755

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Exportations de marchandises

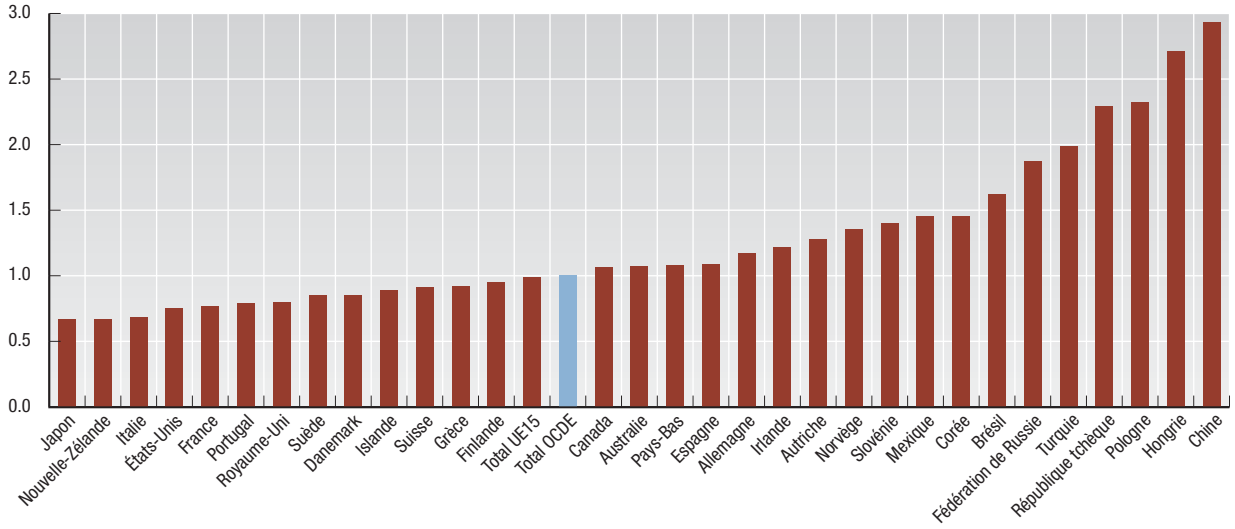
Milliards de dollars des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	380.0	427.3	523.9	512.7	512.4	543.8	542.8	550.2	572.0	615.6	748.5	911.8	977.8	1 125.8
Australie	42.5	47.3	53.0	60.2	62.8	55.8	56.0	63.8	63.3	65.0	70.2	86.4	105.8	123.3
Autriche	41.6	45.0	57.8	57.1	56.7	60.9	62.4	62.3	64.7	71.3	89.2	110.8	117.7	134.1
Belgique	126.1	140.9	167.7	170.8	170.7	179.3	178.9	185.2	190.3	215.8	255.5	306.5	334.0	369.2
Canada	137.6	156.1	181.0	190.2	215.1	214.6	238.9	277.6	261.1	252.6	272.1	316.9	360.1	388.0
Corée	..	96.6	127.5	124.5	136.2	132.3	143.7	172.3	150.4	162.5	193.8	253.8	284.4	325.5
Espagne	61.1	71.9	93.5	102.6	106.2	111.4	111.5	113.3	116.1	125.9	156.3	182.7	192.8	214.1
Danemark	37.5	42.3	50.3	50.7	48.2	47.9	49.0	49.6	50.1	55.7	64.6	74.8	83.3	90.1
États-Unis	464.8	512.3	583.0	622.8	687.5	680.4	692.8	780.3	731.0	693.2	723.7	817.9	904.3	1 037.0
Finlande	23.5	29.8	40.4	40.6	41.0	43.2	41.8	45.8	42.8	44.7	52.5	60.8	65.2	77.3
France	216.2	233.3	284.1	283.9	283.4	300.5	302.3	295.6	299.8	304.9	357.9	413.9	434.4	479.0
Grèce	8.8	9.2	11.0	11.3	11.2	10.9	10.7	11.0	10.3	10.8	13.7	15.2	17.5	20.9
Hongrie	8.9	10.7	12.9	13.1	19.1	23.0	25.0	28.1	30.5	34.3	43.0	55.5	62.3	74.1
Irlande	29.0	34.1	43.8	48.2	53.6	64.2	70.5	76.3	77.4	88.3	92.9	104.3	110.0	108.9
Italie	179.8	190.0	231.3	252.1	238.0	242.1	235.1	239.1	244.2	254.3	299.4	349.1	367.9	400.6
Islande	1.5	1.6	1.8	1.9	1.9	1.9	2.0	1.9	2.0	2.2	2.4	2.8	3.1	3.5
Japon	362.3	397.7	443.3	410.9	421.0	388.1	417.1	479.2	402.6	416.7	472.0	565.7	594.9	646.7
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	7.8	7.9	8.3	8.6	10.0	12.2	12.7	13.6
Mexique	51.7	60.6	79.3	95.7	110.2	117.3	136.3	165.3	157.5	160.0	164.9	188.0	214.2	250.0
Norvège	31.9	34.8	42.0	49.6	48.5	40.4	45.5	59.9	59.0	59.6	70.3	82.2	103.8	122.2
Nouvelle-Zélande	9.9	11.8	13.3	14.2	13.7	11.9	11.9	12.7	13.3	13.8	16.5	20.3	21.7	22.4
Pays-Bas	147.0	145.8	177.4	179.0	173.8	167.6	170.5	180.1	175.5	175.3	227.3	290.5	320.1	370.3
Pologne	14.1	17.2	22.9	24.4	25.7	28.2	27.4	31.6	36.1	41.0	53.5	73.8	89.4	109.3
Portugal	15.4	18.0	23.4	24.6	24.0	24.2	24.5	24.4	24.1	25.8	31.8	35.7	38.1	42.1
République slovaque	..	..	..	..	9.6	10.7	10.1	11.8	12.6	14.5	22.0	27.6	31.9	41.7
République tchèque	12.9	14.0	16.8	21.7	22.7	28.3	26.8	29.1	33.4	38.5	48.7	67.2	78.2	95.1
Royaume-Uni	181.4	202.7	242.2	258.9	281.2	273.4	270.7	282.9	272.6	280.6	307.7	348.2	384.4	444.4
Suède	54.1	61.3	77.4	82.9	81.5	85.0	84.8	87.4	76.3	82.9	102.4	123.2	130.3	147.4
Suisse	64.5	70.3	81.6	79.7	76.2	78.9	80.3	80.5	82.1	87.9	100.7	116.8	130.9	147.9
Turquie	15.3	18.1	21.6	23.2	26.2	27.0	26.6	27.8	31.3	35.8	47.3	63.1	73.5	85.3
Total UE15	1 501.6	1 651.4	2 024.0	2 075.2	2 081.8	2 154.5	2 163.4	2 210.9	2 224.5	2 360.5	2 809.8	3 339.8	3 586.2	4 033.9
Total OCDE	2 719.5	3 100.5	3 703.9	3 807.5	3 958.4	3 993.4	4 103.7	4 432.7	4 290.7	4 438.0	5 110.9	6 078.0	6 645.0	7 505.9
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	30.2	27.9	23.1	31.6	40.3	47.0	53.2
Brésil	38.7	43.6	46.5	47.7	53.0	51.1	48.0	55.3	58.2	60.4	71.9	95.0	116.1	137.5
Chine	91.7	121.0	148.8	151.0	182.8	183.8	194.9	249.2	266.1	325.6	438.2	593.3	762.0	968.9
Fédération de Russie	..	..	..	88.7	87.4	72.3	72.9	103.1	100.7	106.7	133.7	181.6	241.2	301.6
Inde	22.2	26.3	31.7	33.5	34.8	33.2	36.7	45.2	44.3	52.5	63.0	79.8	103.4	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273008628204

Croissance annuelle relative des exportations de marchandises

1996-2006, croissance annuelle moyenne en pourcentage, Total OCDE = 1



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386188453747

ÉCHANGES DE SERVICES

Les échanges internationaux de services entre les pays de l'OCDE et avec le reste du monde revêtent une importance croissante. Les services traditionnels – transport, assurance des marchandises échangées et voyages – représentent la moitié environ du total des échanges internationaux de services, mais le commerce de nouvelles catégories de services, notamment par le biais de l'Internet, se développe rapidement.

Définition

Les échanges internationaux de services sont définis conformément à la 5e édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5) du FMI. Les services comprennent les transports (de fret et de passagers), les voyages (principalement les achats de biens et services effectués par les touristes et les personnes en voyage à titre professionnel), les services de communications (postales, téléphoniques, par satellite, etc.), les services de bâtiment et de travaux publics, les services d'assurance et financiers, les services informatiques et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises (négoce, location-exploitation, services techniques et professionnels, etc.), les services culturels et relatifs aux loisirs (location de films, rémunération des acteurs et autres artistes, mais à l'exclusion de l'achat de films, de musique enregistrée, de livres, etc.) et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus dans la liste ci-dessus.

Comparabilité

Le MBP5 est paru en 1993 et fait suite au MPB4, les pays l'ont suivi au cours des deux ou trois années suivantes. Maintenant, tous les pays de l'OCDE reportent le commerce international de services en suivant largement le schéma directeur du MBP5, et le MBP4 a pour seul intérêt de fournir quelques séries historiques qui n'ont pas été révisées. Le MBP5 établit une nette distinction entre les transactions portant sur des services et les paiements de revenus ; dans le MPB4, les revenus du travail et du patrimoine non financier étaient inclus dans les services. Les pays ont essayé de préserver la continuité en révisant leurs statistiques antérieures à la lumière du MBP5.

Tendances à long terme

Entre 1997 et 2006, la croissance des importations de services pour les pays membres de l'OCDE est la plus grande en Irlande et est aussi bien supérieure à la moyenne en Grèce, au Luxembourg et en Islande. La croissance des importations de services a été relativement lente au Japon.

Au cours de la même période, le taux de croissance des exportations de services a été lui aussi nettement supérieur à la moyenne dans le cas de l'Irlande et relativement soutenu en ce qui concerne l'Inde, le Luxembourg et le Danemark. En revanche, les exportations de la Turquie, du Mexique et de la France ont connu une croissance relativement faible.

En moyenne sur les trois dernières années, les échanges de services ont été relativement équilibrés dans la plupart des pays, mais les États-Unis, le Royaume-Uni, la zone euro et l'Espagne ont enregistré de larges excédents, tandis que l'Allemagne et le Japon ont accusé des déficits importants.

Les services dont les exportations connaissent l'expansion la plus rapide sont aujourd'hui l'assurance et les services d'informatique et d'information, et les importations d'assurance et de services fournis ou reçus par les administrations publiques incluses nulle part ailleurs. Les services de bâtiment et de travaux publics sont la catégorie d'exportations ayant enregistrée la croissance la moins rapide.

Sources

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Promoting Trade in Services: Experience of the Baltic States*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et les économies non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Trade Policy Studies: Liberalisation and Universal Access to Basic Services: Telecommunications, Water and Sanitation, Financial Services, and Electricity*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Infrastructure to 2030 (Vol.2): Preparing the Future (version française)*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE, Volume II : Services Edition 2001*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- FMI (1993), *Balance of Payments Manual*, 5e édition, FMI, Washington, DC.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur les échanges de services, *www.oecd.org/std/trade-services*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Balance des services : exportations de services moins importations de services

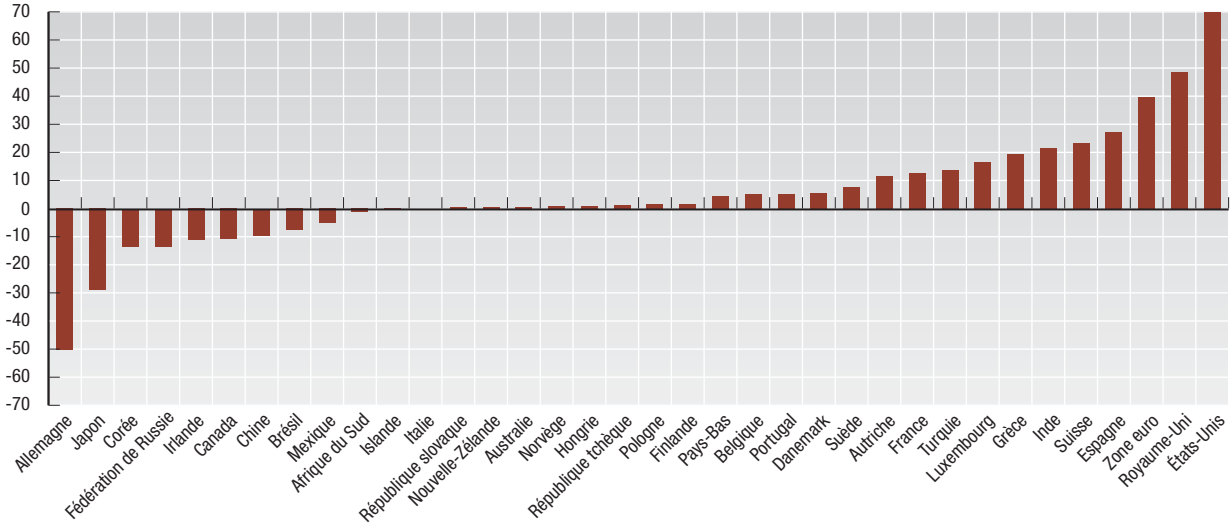
Milliards de dollars des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	-38.3	-46.1	-53.4	-51.7	-48.1	-51.6 |	-57.9	-55.0	-54.1	-43.2 |	-50.7	-51.2	-52.0	-47.9
Australie	-1.5	-1.3	-0.9	0.2	0.2	-0.9	0.1	0.9	0.7	1.2	1.8	0.5	0.5	0.8
Autriche	7.5	7.4	4.6	4.6	1.0	2.4	1.8	1.6	1.8	0.6	1.9	8.8	11.5	13.9
Belgique	..	..	-0.1	0.2	1.3	0.8 |	1.4	2.1	1.8	1.8	1.7	3.6	5.0	6.3
Canada	-10.5	-8.5	-7.4	-6.7	-6.4	-4.3	-4.5	-3.9	-5.0	-4.6	-8.2	-9.2	-10.0	-13.4
Corée	-2.1	-1.8	-3.0	-6.2	-3.2	1.0	-0.7	-2.8	-3.9	-8.2	-7.4	-8.0	-13.7	-18.8
Danemark	1.6	0.5	0.7	1.3	0.1	-0.3	2.0	2.4	3.4	2.0	3.5	3.3	6.4	6.7
Espagne	11.7	14.8	17.4	19.0	18.2	19.7 |	20.5	19.4	20.6	21.1	26.2	26.9	27.7	27.7
États-Unis	62.1	67.3	77.8	86.9	90.2	82.1	82.7	74.9	64.4	61.2	54.0	57.5	72.8	79.7
Finlande	-2.2	-1.8	-2.2	-1.7	-1.6	-1.1 |	-1.1	-0.7	1.1	2.4	1.5	2.9	1.8	0.5
France	..	..	14.3	15.1	16.7	17.3 |	18.6	19.8	17.8	17.1	15.8	14.6	13.2	10.4
Grèce	..	..	..	..	7.2	7.0 |	7.6	8.2 |	7.9	9.7	13.0	19.2	19.5	19.3
Hongrie	0.2	0.2	0.6	1.5	1.7	1.7 |	1.3	0.8	1.1	-	-1.2	-0.3	1.3	1.6
Irlande	-3.0	-4.1	-6.3	-7.7	-9.0 |	-9.9 |	-10.8	-12.8	-11.9	-13.0	-12.5	-12.7	-11.6	-9.3
Islande	-	-	-	-	-	-	-0.1	-0.1	-	-	-0.1	-0.2	-0.5	-0.7
Italie	3.3	5.2	6.3	7.2	7.8	4.9 |	1.2	1.1	-	-2.9	-2.7	1.5	-0.6	-1.9
Japon	-43.0	-47.9	-57.3	-62.3	-54.1	-49.3	-54.0	-47.6	-43.7	-42.0	-35.5	-39.0	-27.9	-20.1
Luxembourg	..	..	3.2	3.5	4.0	4.2 |	5.4	6.8	6.4	8.0	9.8	12.9	16.3	20.7
Mexique	-2.1	-2.0	0.7	0.4	-0.7	-0.9	-1.8	-2.3	-3.6	-4.0	-4.6	-4.6	-4.7	-5.7
Norvège	..	0.2	0.5	1.4	1.4	0.7	1.0	2.7	2.6	1.6	1.1	1.0	-0.2	1.5
Nouvelle-Zélande	-0.6	-0.3	-0.2	-0.2	-0.6	-0.7	-0.2	-0.1	0.1	0.6	1.1	0.9	0.4	0.3
Pays-Bas	-0.1	0.2	1.1	2.0	3.3	2.5 |	2.6	-2.1	-2.5	-1.0	-0.7	4.3	6.8	2.8
Pologne	..	2.8	3.5	3.4	3.2	4.2	1.4	1.4	0.8	0.8	0.5	1.0	1.9	2.2
Portugal	..	..	..	1.4	1.5	1.9 |	2.0	2.0	2.6	3.1	4.0	5.0	4.8	6.1
République slovaque	0.3 |	0.8	0.7	0.2	0.2	0.2	0.2	0.4	0.5	0.5	0.2	0.3	0.3	0.7
République tchèque	1.0	0.5	1.8	1.9	1.8	1.9	1.2	1.4	1.5	0.7	0.5	0.6	1.5	1.5
Royaume-Uni	10.1	9.9	14.1	17.4	23.1	24.3	22.1	20.8	20.8	24.9	31.3	47.5	44.8	53.4
Suède	0.1	0.2	-0.4	-0.9	-1.3	-1.6	-1.3	-1.5	-0.6	-0.8	2.0	5.8	7.8	9.8
Suisse	12.0	11.9	13.3	13.1	13.7	14.3	15.2	15.9	14.2	15.3	18.3	20.6	22.7	26.4
Turquie	6.7	7.1	9.6 |	6.7	10.9	13.5	7.5	11.4	9.1	7.9	10.5	12.8	15.3	13.4
Zone euro	..	..	..	..	5.0	0.7 |	-10.1	-9.1	-2.7	16.6	25.6	35.7	39.2	44.1
Total OCDE	..	..	..	..	82.1 |	84.0 |	63.1	64.4 |	53.7	61.6	77.5	120.6	154.2	188.1
Afrique du Sud	-1.4	-1.3	-1.4	-0.7	-0.6	-0.3	-0.5	-0.8	-0.4	-0.5	0.3	-0.6	-1.0	-2.3
Brésil	-5.6	-5.3	-7.5	-8.1	-9.3	-9.0	-7.0	-7.2	-7.8	-5.0	-4.9	-4.7	-8.1	-9.7
Chine	-0.8	0.3	-6.1	-2.0	-3.4	-2.8	-5.3	-5.6	-5.9	-6.8	-8.6	-9.7	-9.4	..
Fédération de Russie	..	-7.0	-9.6	-5.4	-5.9	-4.1	-4.3	-6.7	-9.1	-9.9	-10.9	-12.7	-13.9	-13.8
Inde	0.8	0.6	0.2	0.3	1.3	2.1	2.2	3.4	2.9	4.4	6.4	13.0	22.2	29.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273056150274

Balance des services : exportations de services moins importations de services

Milliards de dollars des EU, moyenne 2004-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386203352150

Importations de services

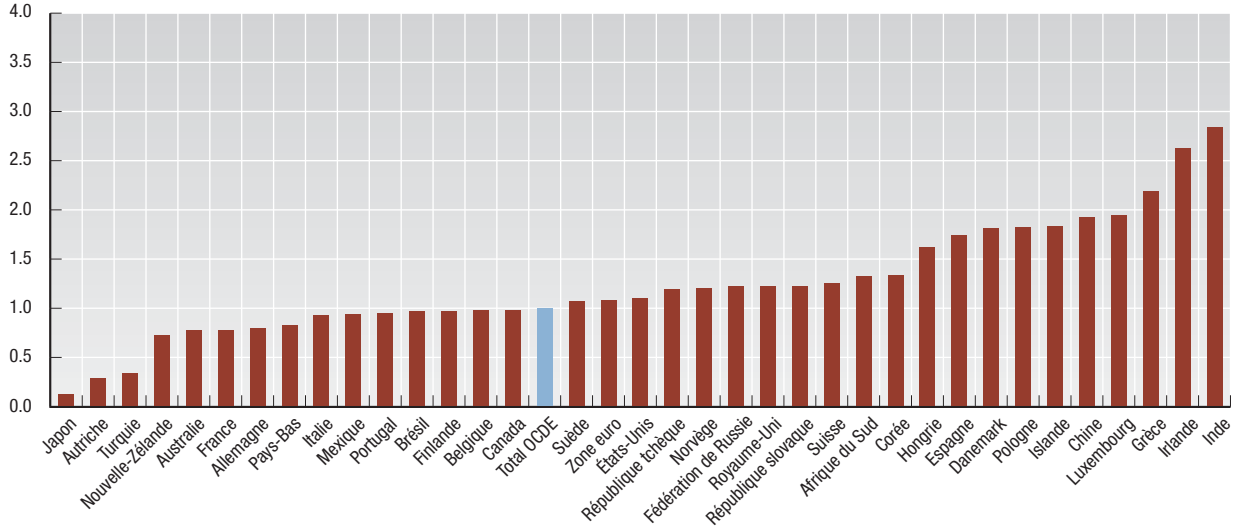
Milliards de dollars des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	102.0	111.6	133.4	135.3	130.7	135.6 |	141.9	138.2	142.7	145.5	173.8	196.6	209.2	221.8
Australie	13.4	15.4	17.4	18.9	19.2	18.0	18.8	18.9	17.3	18.3	21.8	27.9	30.4	32.2
Autriche	19.2	20.6	24.6	25.4	26.7	27.1	29.5	29.8	31.5	34.8	41.1	28.0	29.5	32.5
Belgique	..	..	29.7	29.0	27.8	30.0 |	31.2	32.3	33.6	35.9	42.9	49.1	51.1	53.1
Canada	32.4	32.5	33.5	35.9	38.0	38.1	40.6	44.1	43.8	45.0	52.3	58.9	65.3	72.6
Corée	15.1	18.6	25.8	29.6	29.5	24.5	27.2	33.4	32.9	36.6	40.4	49.9	58.8	70.6
Danemark	10.6	11.8	13.2	13.9	14.2	15.6	18.4	22.1	23.5	25.1	27.9	33.3	37.3	45.3
Espagne	18.9	18.9	22.9	25.5	25.6	28.6 |	32.0	33.2	35.2	38.8	48.0	59.2	67.1	78.4
États-Unis	123.8	133.1	141.4	152.6	165.9	180.7	199.2	223.7	221.8	231.1	250.4	292.2	315.7	342.8
Finlande	6.6	7.3	9.6	8.8	8.2	7.8 |	7.6	8.4	8.1	8.1	10.0	12.3	15.2	15.6
France	..	..	64.5	66.8	64.2	67.5 |	63.1	60.8	62.4	68.7	82.9	98.4	105.6	107.9
Grèce	..	..	..	..	4.1	4.5 |	9.7	11.5 |	11.6	9.6	11.2	14.0	14.7	16.4
Hongrie	2.6	3.0	3.6	3.5	4.1	4.2 |	4.4	4.8	5.6	6.8	9.2	10.6	11.5	11.7
Irlande	6.7	8.4	11.3	13.4	15.2 |	23.9 |	27.7	32.8	37.5	42.8	54.5	65.4	71.5	78.4
Islande	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	1.0	1.0	1.2	1.1	1.1	1.5	1.8	2.6	2.6
Italie	45.6	45.7	51.1	53.4	54.2	59.1 |	57.7	55.6	57.8	63.0	74.3	83.3	90.0	100.3
Japon	96.2	106.2	122.8	130.0	123.4	111.7	114.9	116.8	108.2	107.8	108.8	133.7	134.0	134.5
Luxembourg	..	..	7.5	8.5	8.7	9.9 |	11.5	13.2	13.3	12.3	15.4	20.8	24.6	30.2
Mexique	11.5	12.3	9.0	10.2	11.8	12.4	13.5	16.0	16.2	16.7	17.1	18.6	20.8	22.0
Norvège	..	12.0	13.1	13.4	14.3	14.8	15.4	15.0	15.8	17.8	20.6	24.3	29.6	31.4
Nouvelle-Zélande	3.5	4.0	4.7	4.9	4.8	4.4	4.5	4.5	4.3	4.8	5.7	7.2	8.2	7.8
Pays-Bas	38.0	41.1	44.8	45.3	45.8	47.2 |	49.5	51.4	53.8	57.0	63.9	69.5	73.3	79.4
Pologne	..	3.9	7.1	6.3	5.7	6.6	7.0	9.0	9.0	9.2	10.6	12.5	14.3	18.4
Portugal	..	..	..	6.5	6.2	6.9 |	7.3	7.1	6.8	7.2	8.3	9.8	10.5	11.6
République slovaque	1.7	1.6	1.8	2.0	2.1	2.3	1.8	1.8	2.0	2.3	3.0	3.4	4.1	4.7
République tchèque	3.7	4.7	4.9	6.3	5.4	5.7	5.9	5.4	5.6	6.4	7.3	9.0	10.2	11.8
Royaume-Uni	52.4	60.0	65.7	73.0	78.6	88.3	97.0	99.8	100.3	110.1	127.3	150.0	164.5	175.9
Suède	12.7	14.0	16.8	18.4	19.7	21.4	23.0	24.2	23.6	24.0	28.7	33.1	35.3	39.8
Suisse	9.2	10.3	12.1	12.7	11.2	12.3	13.1	12.8	13.5	14.2	16.3	21.3	24.5	25.5
Turquie	4.2	4.0	5.3 |	6.7	8.8	10.2	9.3	9.0	6.9	6.9	8.5	11.3	11.4	11.1
Zone euro	..	..	..	..	241.4	262.8 |	279.6	281.9	290.4	298.7	352.4	416.5	457.6	490.7
Total OCDE	..	..	..	..	975.1 |	1 020.5 |	1 083.9	1 137.3 |	1 146.0	1 209.6	1 384.8	1 623.2	1 756.3	1 887.2
Afrique du Sud	4.7	5.1	6.0	5.7	6.0	5.7	5.8	5.8	5.2	5.5	8.0	10.3	12.2	14.3
Brésil	9.6	10.3	13.6	12.7	15.3	16.7	14.2	16.7	17.1	14.5	15.4	17.3	24.2	29.1
Chine	12.0	16.3	25.2	22.6	28.0	26.7	31.6	36.0	39.3	46.5	55.3	72.1	83.8	..
Fédération de Russie	..	15.4	20.2	18.7	20.0	16.5	13.4	16.2	20.6	23.5	27.1	33.3	38.9	44.7
Inde	4.3	5.5	6.7	7.1	7.8	9.6	12.3	13.3	14.5	15.0	17.5	25.2	33.5	45.5

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273063146718

Croissance annuelle relative des importations de services

1997-2006, croissance annuelle moyenne en pourcentage, Total OCDE = 1



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386251008838

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Exportations de services

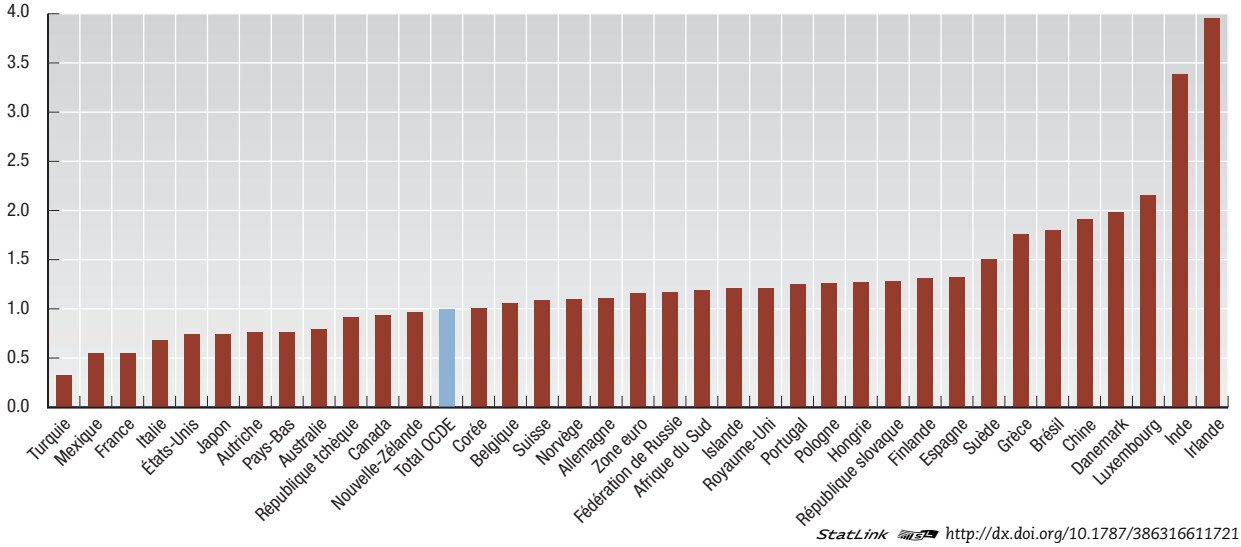
Milliards de dollars des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	63.7	65.5	79.9	83.6	82.6	84.0 |	84.0	83.2	88.6	102.3 |	123.1	145.5	157.2	173.9
Australie	11.9	14.2	16.5	19.1	19.3	17.2	18.9	19.9	18.1	19.6	23.6	28.5	31.0	33.1
Autriche	26.7	28.0	29.2	30.0	27.7	29.5	31.3	31.4	33.3	35.3	43.0	36.7	41.0	46.4
Belgique	..	..	29.6	29.3	29.1	30.8 |	32.6	34.3	35.4	37.7	44.6	52.7	56.1	59.4
Canada	21.9	24.0	26.1	29.2	31.6	33.9	36.1	40.2	38.8	40.4	44.1	49.7	55.3	59.3
Corée	12.9	16.8	22.8	23.4	26.3	25.6	26.5	30.5	29.1	28.4	33.0	41.9	45.1	51.9
Danemark	12.2	12.3	13.9	15.1	14.3	15.3	20.4	24.5	26.9	27.1	31.4	36.6	43.6	52.0
Espagne	30.6	33.6	40.3	44.5	43.9	48.4 |	52.5	52.6	55.8	59.9	74.2	86.2	94.8	106.0
États-Unis	185.9	200.4	219.2	239.5	256.1	262.8	281.9	298.6	286.2	292.3	304.3	349.7	388.4	422.6
Finlande	4.4	5.5	7.4	7.1	6.7	6.7 |	6.5	7.7	9.2	10.4	11.5	15.2	17.0	16.1
France	..	..	78.9	81.9	80.9	84.8 |	81.7	80.6	80.2	85.8	98.7	112.9	118.8	118.3
Grèce	..	..	..	..	11.2	11.5 |	17.4	19.6 |	19.5	19.2	24.2	33.2	34.3	35.6
Hongrie	2.8	3.1	4.3	5.0	5.7	5.9	5.6	5.6	6.6	6.9	8.0	10.4	12.8	13.3
Irlande	3.8	4.3	5.0	5.7	6.2 |	14.1 |	16.9	20.0	25.6	29.8	42.0	52.7	59.9	69.1
Islande	0.6	0.6	0.7	0.8	0.8	1.0	0.9	1.0	1.1	1.1	1.4	1.6	2.0	1.8
Italie	48.9	50.9	57.5	60.6	62.0	64.0 |	58.9	56.7	57.9	60.1	71.6	84.7	89.3	98.4
Japon	53.2	58.3	65.5	67.7	69.3	62.4	60.9	69.2	64.5	65.7	73.3	94.7	106.1	114.4
Luxembourg	..	..	10.7	12.0	12.7	14.2 |	16.9	20.0	19.8	20.3	25.2	33.7	40.9	51.0
Mexique	9.4	10.3	9.7	10.6	11.1	11.5	11.7	13.7	12.7	12.7	12.5	14.0	16.1	16.2
Norvège	..	12.2	13.7	14.8	15.7	15.5	16.4	17.8	18.4	19.4	21.7	25.2	29.3	32.9
Nouvelle-Zélande	2.9	3.7	4.5	4.7	4.2	3.8	4.3	4.4	4.4	5.4	6.8	8.1	8.6	8.1
Pays-Bas	37.9	41.4	45.9	47.2	49.0	49.7 |	52.1	49.3	51.3	56.0	63.2	73.7	80.1	82.2
Pologne	..	6.7	10.7	9.7	8.9	10.8	8.4	10.4	9.8	10.0	11.2	13.5	16.3	20.6
Portugal	..	..	..	7.9	7.7	8.8 |	9.3	9.0	9.4	10.3	12.3	14.7	15.2	17.7
République slovaque	2.0 |	2.3	2.5	2.2	2.3	2.4	2.1	2.2	2.5	2.8	3.3	3.7	4.4	5.4
République tchèque	4.7	5.2	6.7	8.2	7.2	7.6	7.1	6.9	7.1	7.1	7.8	9.6	11.8	13.3
Royaume-Uni	62.4	69.8	79.8	90.5	101.7	112.6	119.1	120.6	121.1	135.0	158.5	197.6	209.4	229.3
Suède	12.8	14.2	16.4	17.5	18.4	19.7	21.7	22.7	23.0	23.3	30.7	38.9	43.1	49.6
Suisse	21.2	22.2	25.5	25.8	25.0	26.5	28.2	28.7	27.7	29.6	34.6	41.9	47.2	52.0
Turquie	10.9	11.1	14.9	13.4	19.7	23.7	16.8	20.4	16.0	14.8	19.0	24.0	26.6	24.5
Zone euro	..	..	..	..	246.4	263.5 |	269.5	272.9	287.7	315.4	377.9	452.1	496.8	534.8
Total OCDE	..	..	..	..	1 057.2 |	1 104.4 |	1 147.0	1 201.6 |	1 199.7	1 271.2	1 462.3	1 743.8	1 910.5	2 075.3
Afrique du Sud	3.3	3.8	4.6	5.1	5.4	5.4	5.2	5.0	4.8	5.0	8.3	9.7	11.2	12.0
Brésil	4.0	4.9	6.1	4.7	6.0	7.6	7.2	9.5	9.3	9.6	10.4	12.6	16.1	19.5
Chine	11.2	16.6	19.1	20.6	24.6	23.9	26.2	30.4	33.3	39.7	46.7	62.4	74.4	..
Fédération de Russie	..	8.4	10.6	13.3	14.1	12.4	9.1	9.6	11.4	13.6	16.2	20.6	25.0	30.9
Inde	5.1	6.1	6.9	7.5	9.1	11.7	14.5	16.7	17.3	19.5	23.9	38.3	55.7	74.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273132650802

Croissance annuelle relative des exportations de services

1997-2006, croissance annuelle moyenne en pourcentage, Total OCDE = 1



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386316611721

PARTENAIRES COMMERCIAUX

La structure des échanges de marchandises des pays de l'OCDE – origine des importations et destination des exportations – a subi de profondes transformations au cours de la dernière décennie. Celles-ci sont la conséquence de l'évolution de la répartition des revenus à l'échelle mondiale et de la mondialisation – notamment la délocalisation d'activités manufacturières des pays de l'OCDE vers le reste du monde.

Ces tableaux concernent les importations et exportations totales des pays de l'OCDE et font apparaître les échanges de marchandises entre pays membres mais aussi avec le reste du monde.

Définition

L'ALENA, Accord de libre-échange nord-américain, réunit le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'OCDE Asie et Océanie comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée. Les pays américains non membres de l'OCDE sont les pays des Caraïbes, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, à l'exclusion du Mexique. Les autres pays d'Asie (non membres de l'OCDE) sont ceux de l'Asie centrale, la Chine, ceux du sous-continent indien et du Sud-Est. Le Moyen-Orient comprend les pays arabes du Golfe, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Liban, les territoires occupés de Palestine et la République arabe de Syrie.

Les définitions des importations et exportations de marchandises sont explicitées dans « Échanges de marchandises ».

Comparabilité

Les pays de l'OCDE utilisent des définitions et procédures communes pour établir les statistiques de leurs échanges de marchandises, lesquelles sont comparables et de bonne qualité. La suppression des frontières douanières à la suite de la création d'un marché commun en Europe a obligé les pays de l'UE à adopter un système d'enregistrement des flux d'échanges reposant sur des enquêtes par sondage auprès des exportateurs et des importateurs. Cela a entraîné une certaine dégradation de la fiabilité des statistiques des échanges de marchandises entre les pays de l'UE. En revanche, la qualité des statistiques des échanges entre ces pays et les pays non membres de l'UE n'en a pas été affectée.

Tendances à long terme

Depuis 1988, la part des importations et exportations entre pays de l'OCDE a régulièrement diminué. Alors que, en 1988, les importations en provenance d'autres pays de l'OCDE représentaient 80 % des importations totales des pays de l'OCDE, elles n'en représentaient plus que 65 % en 2006. Pour ce qui est des exportations, la baisse des échanges intra-OCDE a été moins marquée – puisqu'elles sont passées de 81 % en 1988 à 75 % en 2006.

Hors de la zone OCDE, les faibles parts des échanges avec l'Afrique ont été rattrapées par les échanges avec les pays américains non membres de l'OCDE et avec le Moyen-Orient. La part des importations des pays de l'OCDE en provenance des pays d'Asie non membres de l'OCDE est passée de 7 % à 18 % au cours de la période, tandis que celle des exportations à destination de ces pays a progressé de 7.5 % à 12 %. Les échanges entre la zone OCDE et la Chine ont connu de profondes transformations. Alors qu'en 1988, un tout petit peu plus de 1 % des importations totales de l'OCDE provenaient de Chine, cette proportion est passée à 10 % en 2006. L'importance de la Chine comme pays de destination pour les pays de l'OCDE a augmenté moins fortement, passant de 1 % en 1988 à 4 % en 2006.

Source

- OCDE (2007), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Agriculture, échanges et environnement : Le secteur laitier*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *L'impact des réglementations sur le commerce de produits agroalimentaires : Les accords sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Trade and Competitiveness in Argentina, Brazil and Chile Not as Easy as A-B-C*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Études de l'OCDE sur la politique commerciale – Les réglementations environnementales et l'accès au marché*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Objectif développement – L'aide au commerce : Comment la rendre efficace*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Trade Based Money Laundering*, OCDE, Paris.
- OCDE, OIM et la Banque mondiale (éd.) (2004), *Échanges et migrations : Pour une main-d'œuvre mobile à l'échelle mondiale*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- ONU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations Unies, New York.

Bases de données en ligne

- *ITCS Statistiques du commerce international par produit.*
- *Statistiques mensuelles du commerce international.*

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur le commerce international, *www.oecd.org/std/its*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

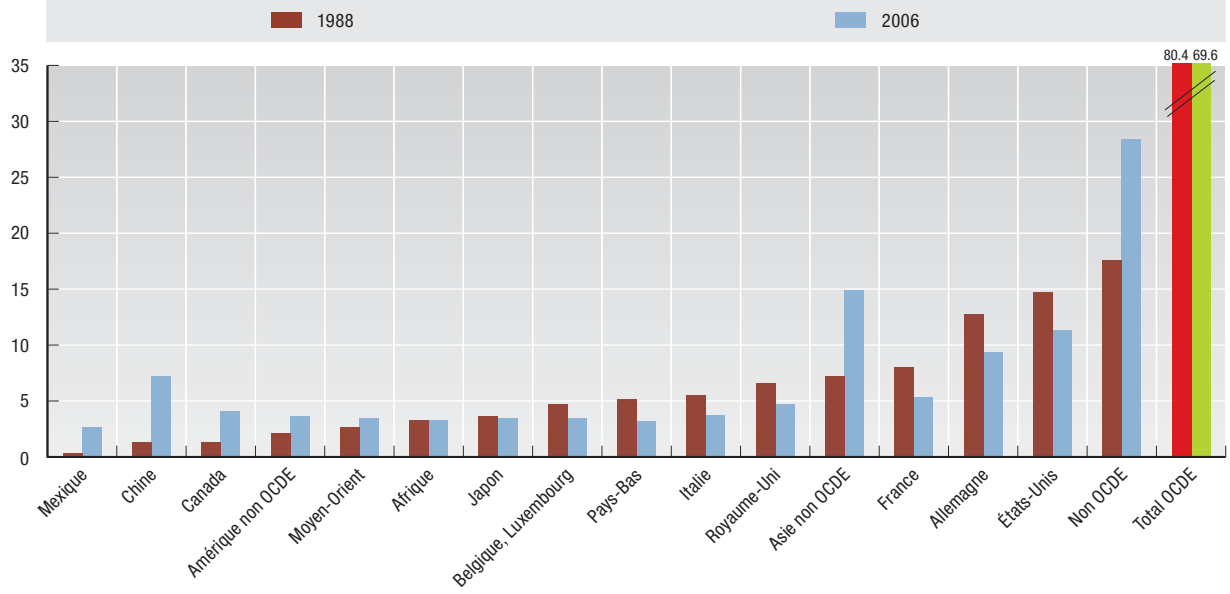
En pourcentage des échanges de marchandises de l'OCDE

	1988	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
OCDE	**80.4**	**76.1**	**76.1**	**75.7**	**75.6**	**77.4**	**77.7**	**75.9**	**75.9**	**75.6**	**74.2**	**73.5**	**71.0**	**69.6**
G7	**52.3**	**50.4**	**49.7**	**49.0**	**49.1**	**50.1**	**50.4**	**49.2**	**48.8**	**47.8**	**45.0**	**44.9**	**42.9**	**41.9**
ALENA	16.3	20.2	19.0	19.7	21.2	21.7	22.7	23.8	23.1	22.2	18.1	18.9	18.6	18.0
Canada	1.3	4.8	4.5	4.6	4.8	4.9	5.1	5.3	5.1	4.8	4.5	4.2	4.3	4.1
États-Unis	14.7	13.5	12.7	13.1	14.0	14.3	14.9	15.4	14.8	14.3	10.8	12.1	11.7	11.3
Mexique	0.3	2.0	1.8	2.0	2.3	2.5	2.7	3.2	3.1	3.0	2.7	2.5	2.5	2.6
OCDE Asie Océanie	6.5	9.1	8.9	8.4	8.1	7.4	7.7	8.0	7.3	7.1	6.9	6.8	6.5	6.3
Corée	1.5	1.8	2.0	1.9	1.7	1.4	1.7	1.9	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8
Japon	3.6	6.0	5.7	5.3	5.1	4.7	4.9	4.9	4.5	4.2	4.0	3.8	3.6	3.4
OCDE Europe	57.8	46.7	48.1	47.5	46.4	48.3	47.2	44.1	45.5	46.1	49.4	47.8	45.9	45.3
Suisse	2.6	1.9	2.0	1.9	1.8	1.9	1.8	1.6	1.7	1.6	1.7	1.6	1.3	1.5
UE15	52.8	42.1	43.2	42.4	41.1	42.8	42.0	39.0	40.1	40.5	43.2	41.7	39.9	38.8
Allemagne	12.7	10.2	10.6	10.3	9.6	10.1	9.8	9.0	9.3	9.4	10.1	10.0	9.6	9.3
Autriche	1.7	1.4	1.3	1.3	1.3	1.4	1.3	1.2	1.3	1.3	1.4	1.4	1.3	1.4
Belgique-Luxembourg	4.7	3.5	3.6	3.4	3.2	3.3	3.1	2.9	3.1	3.2	3.4	3.4	2.9	3.4
Espagne	2.1	2.1	2.3	2.3	2.3	2.5	2.6	2.4	2.4	2.6	2.8	2.8	2.7	2.6
France	8.0	6.3	6.3	6.1	5.9	6.2	6.1	5.5	5.7	5.7	6.0	5.8	5.5	5.3
Italie	5.5	4.1	4.3	4.2	4.0	4.2	4.0	3.7	3.8	3.9	4.2	4.0	3.3	3.7
Pays-Bas	5.1	3.9	4.1	4.0	4.0	4.0	3.9	3.7	3.7	3.7	3.9	3.8	3.8	3.2
Royaume-Uni	6.6	5.5	5.5	5.6	5.7	5.8	5.7	5.4	5.5	5.4	5.4	5.0	4.8	4.7
Suède	2.2	1.5	1.6	1.6	1.5	1.6	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.4
Pays hors OCDE	**17.6**	**22.4**	**22.5**	**22.9**	**23.4**	**21.6**	**21.3**	**23.1**	**23.1**	**23.4**	**24.8**	**25.7**	**27.3**	**28.4**
Afrique	3.3	2.4	2.3	2.4	2.3	2.2	2.1	2.2	2.3	2.2	2.3	2.4	3.1	3.3
Afrique du Sud	0.8	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5
Amérique	2.1	3.1	3.1	3.1	3.3	3.2	3.0	3.0	3.0	2.8	2.6	2.8	3.0	3.6
Amérique du Sud	1.6	2.3	2.3	2.3	2.4	2.3	2.0	2.1	2.1	1.9	1.8	2.0	2.2	2.3
Brésil	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Asie	7.2	12.1	12.4	12.4	12.6	11.5	11.8	12.8	12.5	13.0	13.8	14.2	14.6	14.9
Chine	1.3	2.7	2.8	2.9	3.1	3.2	3.4	3.9	4.2	4.9	5.8	6.3	6.8	7.2
Inde	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.8
Taipei chinois	1.4	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	2.0	1.7	1.6	1.5	1.6	1.4	1.4
Europe	2.2	2.0	2.1	2.2	2.3	2.2	1.9	2.2	2.4	2.5	2.9	3.1	3.6	3.7
Fédération de Russie	0.2	1.0	1.0	1.1	1.1	1.0	0.8	1.0	1.1	1.1	1.3	1.5	1.7	1.8
Moyen-Orient	2.6	2.7	2.5	2.6	2.8	2.4	2.4	2.9	2.9	2.7	2.9	3.0	3.4	3.4

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273172474460

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

En pourcentage des échanges de marchandises de l'OCDE



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386338102331

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

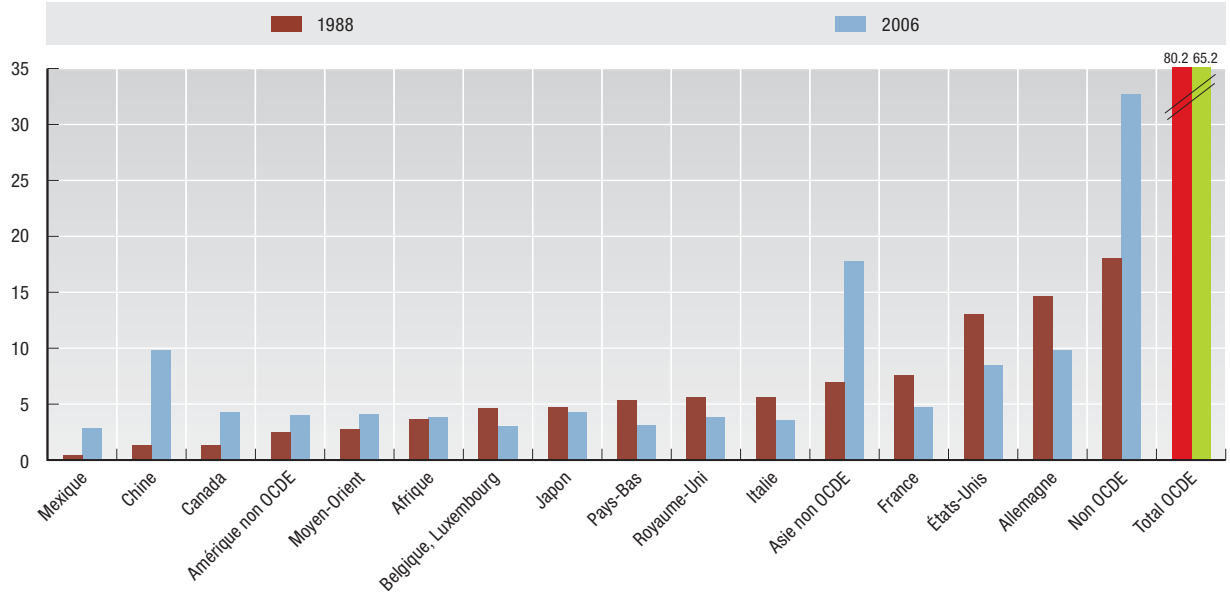
En pourcentage des importations de marchandises de l'OCDE

	1988	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
OCDE	**80.2**	**75.9**	**76.3**	**75.6**	**75.4**	**76.8**	**75.9**	**73.1**	**73.3**	**72.9**	**71.3**	**70.3**	**67.0**	**65.2**
G7	**52.5**	**51.3**	**50.8**	**50.2**	**50.0**	**50.5**	**49.8**	**47.5**	**47.0**	**45.9**	**43.1**	**42.7**	**40.1**	**39.0**
ALENA	14.7	19.4	18.9	19.7	20.8	20.7	21.1	21.7	21.1	19.9	16.1	16.5	16.0	15.6
Canada	1.3	5.1	5.0	5.0	5.1	5.2	5.4	5.6	5.5	5.2	4.8	4.6	4.6	4.3
États-Unis	13.0	12.3	11.9	12.4	13.1	12.9	12.8	12.8	12.2	11.5	8.3	9.2	8.7	8.5
Mexique	0.4	1.9	2.0	2.2	2.5	2.6	2.9	3.3	3.3	3.3	3.0	2.7	2.7	2.8
OCDE Asie Océanie	7.8	10.8	10.2	9.2	9.2	9.0	9.3	9.4	8.5	8.2	7.9	7.9	7.5	7.2
Corée	1.6	1.6	1.7	1.6	1.6	1.6	1.9	2.0	1.8	1.8	1.8	1.9	1.8	1.8
Japon	4.7	7.9	7.2	6.4	6.4	6.2	6.4	6.3	5.6	5.4	5.1	4.9	4.6	4.3
OCDE Europe	58.0	45.8	47.3	46.7	45.5	47.1	45.6	42.0	43.6	44.5	47.6	45.9	43.5	42.4
Suisse	2.3	1.9	1.9	1.8	1.7	1.7	1.6	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	1.1	1.4
UE15	53.3	41.3	42.5	41.8	40.6	42.1	40.6	37.1	38.3	39.0	41.4	39.9	37.8	36.3
Allemagne	14.6	10.4	10.9	10.6	10.0	10.5	10.2	9.2	9.6	10.0	10.8	10.7	10.2	9.8
Autriche	1.5	1.3	1.2	1.1	1.1	1.2	1.2	1.0	1.1	1.2	1.3	1.2	1.2	1.2
Belgique-Luxembourg	4.6	3.3	3.4	3.2	3.0	3.0	2.9	2.6	2.8	2.9	3.1	3.1	2.6	3.0
Espagne	1.8	1.9	2.0	2.1	2.1	2.2	2.1	1.9	2.0	2.1	2.3	2.2	2.1	2.1
France	7.6	6.1	6.1	5.9	5.8	6.1	5.8	5.1	5.3	5.3	5.6	5.3	4.9	4.7
Italie	5.6	4.5	4.6	4.6	4.3	4.5	4.2	3.7	3.8	3.9	4.1	3.9	3.1	3.5
Pays-Bas	5.3	3.8	4.0	3.9	3.9	4.0	3.7	3.5	3.5	3.5	3.8	3.8	3.8	3.1
Royaume-Uni	5.6	5.0	5.1	5.2	5.2	5.2	5.1	4.9	4.8	4.6	4.5	4.1	4.0	3.8
Suède	2.3	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5
Pays hors OCDE	**18.0**	**22.8**	**22.6**	**23.3**	**23.9**	**22.4**	**23.2**	**26.0**	**25.7**	**25.9**	**27.6**	**28.9**	**31.3**	**32.7**
Afrique	3.6	2.5	2.4	2.6	2.5	2.2	2.1	2.4	2.5	2.3	2.6	2.7	3.5	3.8
Afrique du Sud	1.0	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Amérique	2.5	3.1	2.9	3.0	3.0	2.8	2.8	3.0	2.9	3.0	2.9	3.2	3.4	4.0
Amérique du Sud	2.1	2.4	2.3	2.3	2.3	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2	2.5	2.7	2.8
Brésil	1.0	1.0	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0
Asie	6.9	12.3	12.4	12.8	13.2	13.2	13.7	14.6	14.5	15.2	16.0	16.6	17.2	17.8
Chine	1.3	3.6	3.7	4.0	4.4	4.5	4.9	5.5	5.9	6.8	7.7	8.5	9.3	9.8
Inde	0.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8
Taipei chinois	1.5	2.0	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	2.1	1.8	1.7	1.6	1.6	1.3	1.4
Europe	2.2	2.0	2.1	2.1	2.1	2.0	2.0	2.4	2.4	2.5	2.8	3.1	3.7	3.6
Fédération de Russie	0.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.4	1.4	1.4	1.6	1.8	2.1	2.2
Moyen-Orient	2.7	2.7	2.6	2.7	2.9	2.2	2.5	3.5	3.3	2.9	3.2	3.3	3.9	4.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273255355332

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

En pourcentage des importations de marchandises de l'OCDE



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386348670113

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

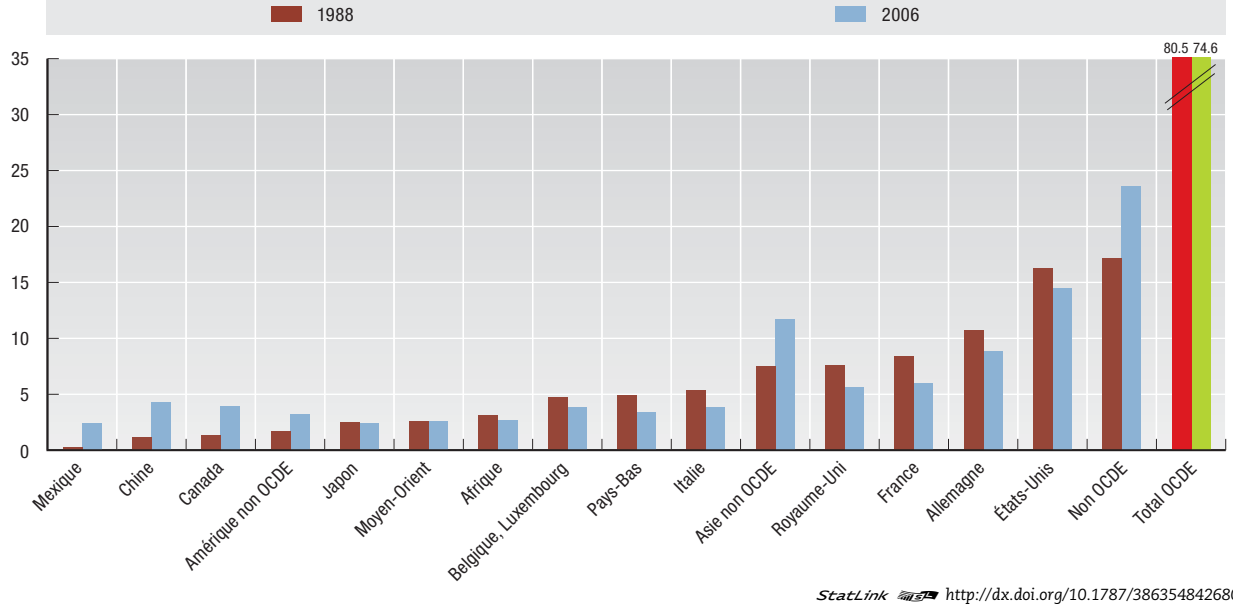
En pourcentage des exportations de marchandises de l'OCDE

	1988	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
OCDE	**80.5**	**76.3**	**75.9**	**75.7**	**75.8**	**77.9**	**79.6**	**79.0**	**78.8**	**78.5**	**77.4**	**77.0**	**75.4**	**74.6**
G7	**52.2**	**49.5**	**48.6**	**47.9**	**48.2**	**49.7**	**51.1**	**51.0**	**50.8**	**49.9**	**47.1**	**47.4**	**46.1**	**45.0**
ALENA	17.9	21.1	19.2	19.7	21.6	22.6	24.5	26.1	25.2	24.6	20.2	21.4	21.5	20.7
Canada	1.3	4.5	4.1	4.2	4.5	4.6	4.8	4.8	4.6	4.5	4.2	3.9	4.0	3.9
États-Unis	16.3	14.6	13.5	13.7	14.8	15.6	17.1	18.3	17.6	17.4	13.5	15.2	15.1	14.5
Mexique	0.3	2.1	1.6	1.8	2.2	2.4	2.6	3.0	2.9	2.7	2.5	2.3	2.3	2.4
OCDE Asie Océanie	5.3	7.5	7.6	7.6	7.0	5.7	6.1	6.5	6.0	5.9	5.9	5.6	5.4	5.2
Corée	1.4	2.0	2.2	2.2	1.9	1.2	1.6	1.8	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
Japon	2.5	4.1	4.1	4.1	3.8	3.2	3.3	3.4	3.2	2.9	2.8	2.6	2.5	2.4
OCDE Europe	57.5	47.7	49.0	48.4	47.2	49.6	49.0	46.4	47.6	47.9	51.4	50.0	48.5	48.6
Suisse	2.9	2.0	2.0	2.0	1.8	2.0	1.9	1.7	1.8	1.8	1.8	1.7	1.4	1.7
UE15	52.4	43.0	43.9	42.9	41.6	43.7	43.4	41.0	42.1	42.1	45.1	43.6	42.3	41.6
Allemagne	10.7	10.0	10.3	9.9	9.3	9.7	9.4	8.8	9.0	8.8	9.5	9.2	9.0	8.8
Autriche	1.8	1.5	1.5	1.5	1.4	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4	1.6	1.6	1.5	1.5
Belgique-Luxembourg	4.7	3.8	3.8	3.6	3.4	3.5	3.4	3.2	3.4	3.5	3.8	3.8	3.2	3.8
Espagne	2.4	2.3	2.5	2.5	2.5	2.8	3.0	2.8	2.9	3.0	3.4	3.4	3.4	3.3
France	8.4	6.6	6.6	6.2	5.9	6.3	6.3	6.0	6.2	6.1	6.5	6.3	6.2	6.0
Italie	5.4	3.8	4.0	3.8	3.7	3.9	3.9	3.7	3.8	3.9	4.3	4.1	3.5	3.8
Pays-Bas	4.9	4.1	4.2	4.1	4.1	4.1	4.1	3.9	3.8	3.8	4.0	3.8	3.7	3.4
Royaume-Uni	7.6	6.0	5.9	6.0	6.2	6.4	6.3	6.1	6.3	6.3	6.3	6.0	5.7	5.6
Suède	2.1	1.3	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.5	1.4	1.4	1.4
Pays hors OCDE	**17.2**	**22.0**	**22.5**	**22.4**	**23.0**	**20.8**	**19.3**	**20.1**	**20.4**	**20.6**	**21.7**	**22.1**	**22.7**	**23.6**
Afrique	3.1	2.3	2.2	2.2	2.1	2.3	2.0	1.9	2.0	2.0	2.1	2.1	2.6	2.7
Afrique du Sud	0.6	0.4	0.5	0.5	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5
Amérique	1.7	3.2	3.3	3.3	3.7	3.7	3.1	3.0	3.1	2.7	2.3	2.5	2.6	3.2
Amérique du Sud	1.1	2.1	2.3	2.3	2.6	2.6	2.0	1.9	2.0	1.6	1.3	1.4	1.6	1.7
Brésil	0.3	0.7	0.9	0.9	1.0	1.0	0.8	0.8	0.9	0.7	0.6	0.6	0.7	0.7
Asie	7.5	11.8	12.4	12.0	12.0	9.8	9.9	10.9	10.3	10.7	11.5	11.7	11.7	11.7
Chine	1.2	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	2.2	2.4	2.9	3.6	3.9	4.0	4.3
Inde	0.6	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.7	0.8	0.7
Taipei chinois	1.4	1.9	1.9	1.7	1.8	1.7	1.7	2.0	1.5	1.5	1.5	1.6	1.5	1.4
Europe	2.2	1.9	2.1	2.3	2.5	2.4	1.9	1.9	2.4	2.6	3.0	3.1	3.4	3.8
Fédération de Russie	0.2	0.8	0.8	0.9	1.1	0.9	0.5	0.6	0.8	0.8	1.0	1.1	1.2	1.4
Moyen-Orient	2.6	2.6	2.4	2.5	2.6	2.6	2.3	2.2	2.4	2.5	2.6	2.6	2.8	2.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273267418181

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

En pourcentage des exportations de marchandises de l'OCDE



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386354842680

BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde des opérations courantes est la différence entre les recettes courantes en provenance de l'étranger et les paiements courants à destination de l'étranger. Si ce solde des opérations courantes est positif, le pays pourra utiliser l'excédent pour rembourser une partie de sa dette extérieure ou pour prêter des fonds au reste du monde. Si le solde des opérations courantes est négatif, le déficit devra être financé par des emprunts extérieurs ou par la liquidation d'actifs extérieurs acquis auparavant.

Définition

Le solde des opérations courantes est la différence entre les recettes courantes d'un pays en provenance du reste du monde et ses paiements courants au profit du reste du monde. Ces transactions courantes prennent la forme d'exportations et d'importations de marchandises, d'exportations et d'importations de services comme le tourisme, le transport international de fret et de passagers, les assurances et les services financiers, les revenus tels que salaires et traitements, dividendes, intérêts et autres revenus de la propriété et les transferts.

Il est à noter que les revenus de la propriété comprennent les bénéfices non distribués des filiales de sociétés étrangères. Tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés à l'étranger, et la proportion qui reste effectivement dans le pays où est située la filiale apparaît alors comme un flux de réinvestissement dans le compte des opérations en capital.

Comparabilité

Les données figurant dans le tableau proviennent des statistiques de la balance des paiements établies conformément au *Manuel de la balance des paiements (MBP5)* publié par le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI assure un suivi rigoureux des statistiques de la balance des paiements publiées par ses pays membres dans le cadre de réunions régulières de statisticiens spécialistes de la balance des paiements. Des comparaisons relativement valables peuvent donc être effectuées entre les pays.

Comme tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés même si dans la pratique les filiales peuvent en conserver une grande partie dans le pays où elles sont situées, l'existence de filiales de sociétés étrangères dans une économie tend à réduire son solde des opérations courantes.

Tendances à long terme

Les soldes des opérations courantes sont négatifs depuis 1993 en Australie, en Hongrie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Espagne, aux États-Unis et au Royaume-Uni ; cela tient en partie à la manière dont les revenus des filiales de sociétés étrangères sont traités. Le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse ont dégagé des excédents de balance courante pendant toute cette période.

Depuis 1993, les déficits de balance courante ont généralement laissé la place à des excédents en Autriche, au Canada et en Allemagne.

Le graphique fait apparaître la moyenne des trois dernières années du solde des opérations courantes en pourcentage du PIB. Les déficits ont atteint en moyenne 5 % du PIB ou plus en Islande, au Portugal, en Grèce, en Nouvelle-Zélande, en Hongrie, en Espagne, en République slovaque, en Turquie, aux États-Unis et en Australie. Des excédents de plus de 5 % ont été enregistrés par la Norvège, la Suisse, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède et la Finlande.

Sources

- Pour les pays membres et l'Afrique du Sud : OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie : Sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et les économies non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- FMI (1993), *Balance of Payments Manual*, 5e édition, FMI, Washington, DC.
- ONU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations Unies, New York.

Bases de données en ligne

- *Principaux indicateurs économiques*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, *www.oecd.org/eco/sources-and-methods*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Balance des opérations courantes

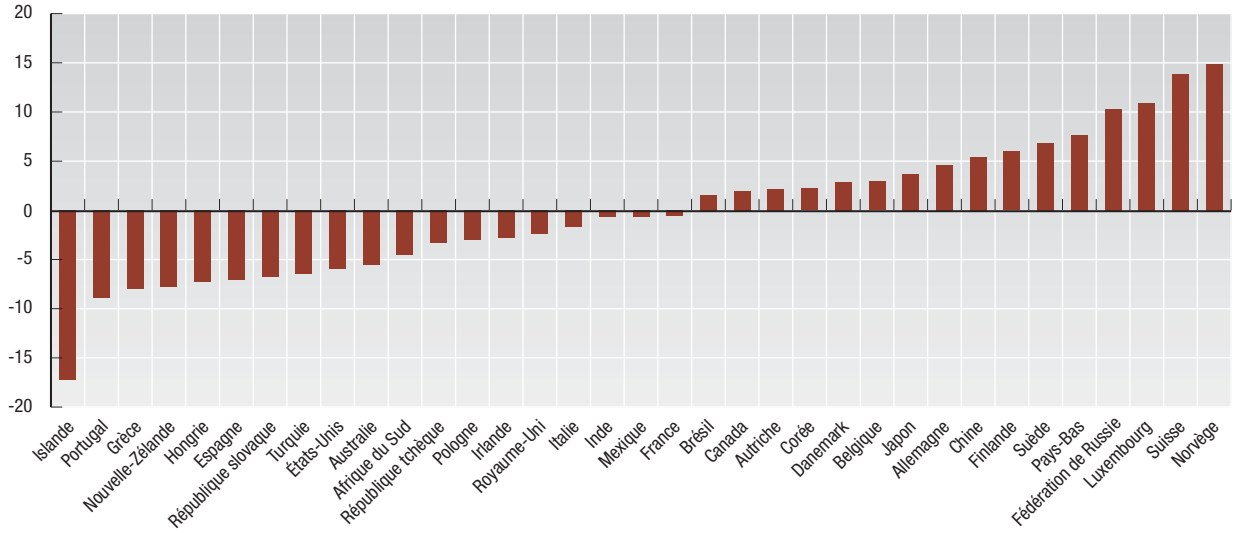
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	-0.9	-1.4	-1.2	-0.6	-0.5	-0.7 |	-1.3	-1.7	-	2.0	1.9	4.3	4.6	4.9
Australie	-3.1	-4.8	-5.0	-3.6	-2.8	-4.7	-5.1	-3.6	-1.9	-3.7	-5.2	-5.9	-5.5	-5.3
Autriche	-0.8	-1.6	-2.6	-2.3	-3.1	-2.4	-3.2	-2.5	-1.9	0.3	-0.2	1.7	2.1	2.8
Belgique	..	..	5.4	5.0	5.5	5.2 |	5.1	4.0	3.4	4.6	4.1	3.5	2.6	2.7
Canada	-3.9	-2.3	-0.8	0.5	-1.3	-1.2	0.3	2.7	2.3	1.7	1.2	2.3	2.0	1.6
Corée	0.2	-1.0	-1.7	-4.1	-1.6	11.7	5.5	2.4	1.7	1.0	2.0	4.1	1.9	0.7
Danemark	2.8	1.5	0.7	1.4	0.4	-0.9	1.9	1.6	2.6	2.9	3.5	2.4	3.8	2.4
Espagne	-1.1	-1.2	-0.3	-0.2	-0.1	-1.2 |	-2.9	-4.0	-3.9	-3.3	-3.5	-5.3	-7.4	-8.6
États-Unis	-1.3	-1.7	-1.5	-1.6	-1.7	-2.5	-3.3	-4.3	-3.8	-4.4	-4.8	-5.5	-6.1	-6.2
Finlande	-1.3	1.1	4.1	4.0	5.6	5.6 |	6.2	8.7	9.6	10.2	6.5	7.8	4.9	5.2
France	..	..	0.7	1.3	2.7	2.6 |	3.1	1.6	1.9	1.4	0.8	0.5	-0.9	-1.3
Grèce	..	..	..	..	-3.9	-2.7 |	-3.8	-7.8 |	-7.3	-6.8	-6.6	-5.9	-7.2	-11.0
Hongrie	-8.7	-9.2	-3.3	-3.8	-4.3	-7.0	-7.6	-8.4	-6.0	-6.9	-7.9	-8.4	-6.8	-6.5
Irlande	3.5	2.8	2.6	2.8	2.3 |	0.8 |	0.2	-0.4	-0.7	-0.9	-	-0.6	-3.6	-4.2
Islande	0.7	1.9	0.7	-1.8	-1.7	-6.7	-6.7	-10.2	-4.3	1.5	-4.8	-9.8	-16.2	-25.7
Italie	0.8	1.2	2.2	3.1	2.8	1.9 |	0.7	-0.5	-0.1	-0.8	-1.3	-0.9	-1.6	-2.6
Japon	3.1	2.7	2.1	1.4 |	2.3	3.1	2.6	2.6	2.1	2.9	3.2	3.7	3.6	3.9
Luxembourg	..	..	12.1	11.2	10.4	9.2 |	8.4	13.2	8.8	11.7	8.0	11.6	10.9	10.3
Mexique	-5.8	-7.0	-0.6	-0.8	-1.9	-3.8	-2.9	-3.2	-2.8	-2.2	-1.3	-1.0	-0.7	-0.2
Norvège	..	3.0	3.5	6.8	6.3	-	5.6	15.0	16.1	12.5	12.3	12.7	15.5	16.4
Nouvelle-Zélande	-3.7	-3.8	-5.0	-5.7	-6.3	-3.9	-6.2	-5.2	-2.7	-3.8	-4.2	-6.3	-8.5	-8.6
Pays-Bas	4.1	4.9	6.1	5.1	6.5	3.2 |	3.8	1.9	2.4	2.5	5.5	7.5	7.2	8.3
Pologne	..	0.9	0.6	-2.1	-3.7	-4.0	-7.4	-5.8	-2.8	-2.5	-1.9	-4.2	-1.6	-3.3
Portugal	..	..	..	-4.2	-5.9	-7.0 |	-8.5	-10.2	-9.9	-8.1	-6.1	-7.7	-9.7	-9.4
République slovaque	-4.4	4.8	2.6	-9.2	-8.4	-8.8	-4.8	-3.4	-8.3	-7.9	-0.8	-3.4	-8.6	-8.3
République tchèque	1.2	-1.8	-2.5	-6.6	-6.2	-2.0	-2.4	-4.8	-5.3	-5.5	-6.3	-5.2	-1.6	-3.1
Royaume-Uni	-1.8	-1.0	-1.2	-0.9	-0.1	-0.4	-2.4	-2.6	-2.2	-1.6	-1.3	-1.6	-2.5	-3.2
Suède	-1.3	1.1	3.3	3.5	4.1	3.8	4.1	3.8	3.8	4.0	7.2	6.7	6.8	7.0
Suisse	7.7	6.3	6.5	7.0	9.3	9.2	10.8	12.1	7.7	8.4	12.9	12.9	13.5	15.1
Turquie	-3.6	2.0	-1.4	-1.3	-1.4	1.0	-0.7	-4.9	2.3	-0.8	-3.4	-5.1	-6.2	-8.1
Afrique du Sud	2.1	-	-1.6	-1.2	-1.5	-1.6	-0.5	-0.1	0.3	0.8	-1.1	-3.2	-4.0	-6.5
Brésil	-	-0.2	-2.4	-2.8	-3.5	-4.0	-4.3	-3.8	-4.2	-1.5	0.8	1.8	1.6	1.2
Chine	-1.9	1.2	0.2	0.8	3.9	3.1	1.9	1.7	1.3	2.4	2.8	3.6	7.2	..
Fédération de Russie	..	..	2.3	2.8	-	0.1	12.6	18.0	11.1	8.4	8.2	10.1	11.0	9.7
Inde	..	..	..	..	..	..	..	-1.0	0.3	1.4	1.5	0.1	-1.0	-1.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273288250851

Balance des opérations courantes

En pourcentage du PIB, moyenne 2004-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386361815716

FLUX ET STOCKS D'IDE

L'investissement direct étranger (IDE) est un élément central du processus d'intégration économique internationale qui va en s'accélérant. L'IDE crée des liens directs, stables et durables entre les économies. Il encourage le transfert de technologie et de savoir-faire entre les pays et il permet à l'économie d'accueil de promouvoir plus largement ses produits sur les marchés internationaux. Enfin, l'IDE représente une source de fonds supplémentaire pour l'investissement, et dans un bon climat politique, il peut servir de vecteur important pour le développement de l'entreprise.

Définition

L'investissement direct étranger (IDE) se définit comme un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. La notion d'intérêt durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et le fait que l'investisseur peut exercer une influence marquée sur la gestion de l'entreprise bénéficiant de l'investissement direct. Le critère appliqué est une participation d'au moins 10 % des droits de vote, représentant l'influence de l'investisseur. Dès lors, il n'est pas nécessaire que l'investisseur étranger ait un contrôle absolu.

Les stocks d'entrées sont les investissements directs détenus par des non-résidents ; les stocks de sorties sont les investissements directs détenus dans d'autres économies.

Les tableaux de stocks indiquent aussi la répartition des stocks dans de larges secteurs de l'industrie (manufacturière) et les services.

Tendances à long terme

Les entrées et les sorties d'IDE dans le monde ont accusé une très forte baisse en 2001, après l'essor spectaculaire des investissements de la fin des années 90. Les entrées d'IDE dans la zone OCDE ont continué de décroître jusqu'en 2004, où elles ont augmenté d'un modeste 6 %, contre 29 % pour les sorties d'IDE. L'environnement mondial est devenu plus propice à l'IDE en 2006, année où la croissance macro-économique a continué, où les cours boursiers restaient stables, et où les entreprises ont en outre en règle générale affiché une bonne rentabilité. Les entreprises multinationales basées dans les économies émergentes ont cherché activement à acquérir des entreprises dans la zone OCDE. De plus, on a enregistré en 2006 une grande quantité d'investissement par des investisseurs financiers tels que les sociétés de capital-investissement. Les entrées d'IDE dans la zone de l'OCDE ont progressé de 27 % en 2006, se chiffrant à 948 milliards de dollars des EU. Les États-Unis et le Royaume-Uni en ont été les principaux destinataires. Les flux d'IDE vers les pays de l'UE ont légèrement diminué de 20 milliards, pour arriver à 538 milliards de dollars de EU. Les investissements en Chine, une des destinations privilégiées de l'IDE en 2005, ont diminué de 3 milliards de dollars des EU en 2006. Les sorties d'IDE de la zone OCDE ont augmenté de 30 %, atteignant 1 128 milliards de dollars des EU en 2006. La zone OCDE a continué d'être un pourvoyeur net d'investissements au reste du monde, à la hauteur historique d'environ 180 milliards de dollars des EU en 2006 (55 milliards de dollars de plus que l'année précédente).

Des flux négatifs peuvent généralement indiquer des désinvestissements ou l'impact de remboursements substantiels des prêts entre entreprises.

Comparabilité

Les normes internationales exigent que les stocks d'IDE soient évalués aux prix du marché, mais la plupart des pays de l'OCDE notifient leurs stocks d'IDE en appliquant les valeurs comptables inscrites dans les bilans des entreprises. Les valeurs comptables peuvent être très différentes des valeurs du marché, et de surcroît les règles d'estimation des valeurs comptables varient d'un pays à l'autre.

En dépit des améliorations apportées ces dernières années, il existe aussi des différences d'ordre méthodologique entre pays concernant les flux d'entrées et de sorties d'IDE. Pour plus de détails, se reporter à l'étude conjointe FMI/OCDE sur le degré d'application des normes internationales dans les pays (voir les publications méthodologiques ci-après).

Les totaux indiqués pour la zone OCDE et l'UE ne concernent que les pays pour lesquels des données sont disponibles. Les données relatives à 2005 et 2006 sont provisoires.

Source

- OCDE (2005), *Annuaire des statistiques d'investissement direct international*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Cadre d'action pour l'investissement : Un panorama des bonnes pratiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Examens de l'OCDE sur l'investissement direct étranger*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives d'investissement international 2007 : Liberté d'investissement dans un monde en changement*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- IMF, OECD (1999), *Report on the Survey of Implementation of Methodological Standards for Direct Investment*.
- OCDE (1996), *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*, troisième édition, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Enquête sur les mesures non tarifaires dans le secteur des TIC*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- L'investissement international à l'OCDE, *www.oecd.org/daf/investment*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Stocks d'IDE sortants et entrants

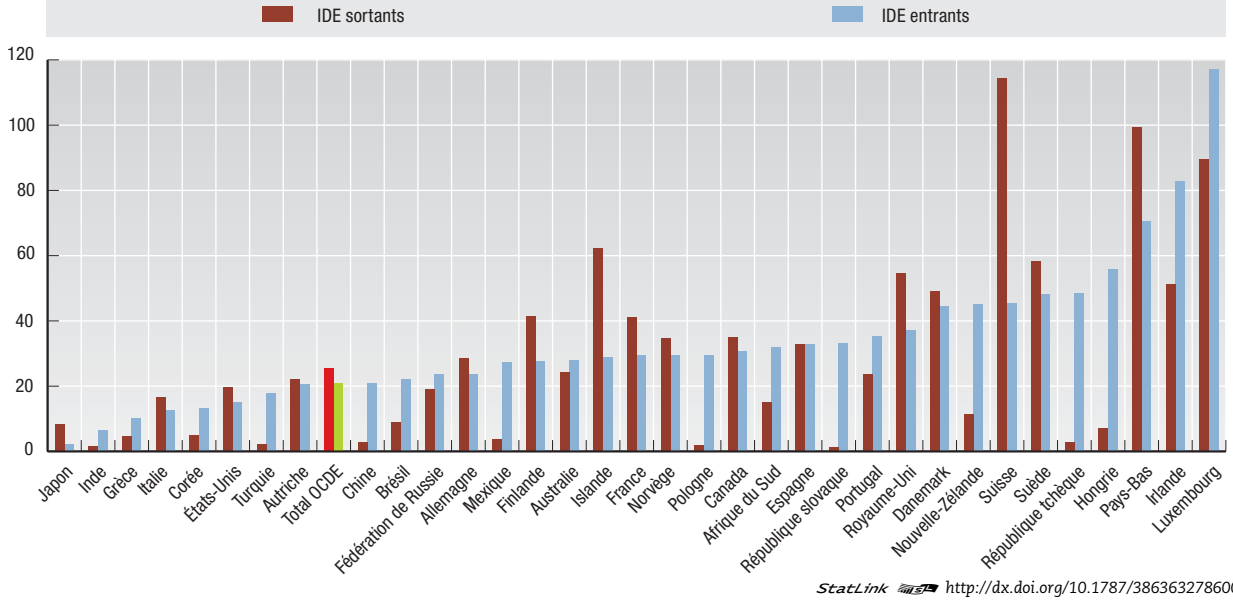
Millions de dollars des EU

	Stocks d'investissements sortants							Stocks d'investissements entrants						
	1990	1995	2000	2002	2003	2004	2005	1990	1995	2000	2002	2003	2004	2005
Allemagne	130 760	233 107	486 750	602 780	720 718	810 622	801 351	74 067	104 367	462 529	529 323	666 174	709 433	660 428
Australie	30 495	53 009	85 385	114 848	161 887	204 197	178 335	73 615	104 074	111 138	141 086	198 420	259 145	206 348
Autriche	4 747	11 832	24 820	42 483	55 961	67 785	68 187	10 972	19 721	30 431	43 507	53 844	62 337	62 524
Canada	84 813	118 106	237 647	275 711	318 974	373 008	394 681	112 850	123 182	212 723	225 902	289 157	318 610	350 030
Corée	..	..	..	20 735	24 986	32 165	38 638	..	..	..	62 658	66 070	87 766	104 879
Danemark	..	24 703	73 074	86 697	102 587	123 147	127 101	..	23 801	73 573	82 743	100 236	115 190	115 495
Espagne	..	36 547	167 718	233 937	292 464	370 931	372 944	..	110 291	156 347	257 095	339 652	395 984	371 451
États-Unis	616 655	885 506	1 531 607	1 867 043	2 059 850	2 399 224	2 453 933	505 346	680 066	1 421 017	1 499 952	1 576 983	1 727 062	1 874 263
Finlande	11 227	14 993	52 109	63 931	76 050	85 023	81 369	5 132	8 465	24 272	33 986	50 257	57 363	54 308
France	110 121	204 430	445 087	586 307	724 445	845 451	882 287	84 931	191 433	259 773	385 187	527 625	641 807	627 931
Grèce	..	..	5 852	9 001	12 337	13 791	13 602	..	..	14 113	15 560	22 454	28 482	29 189
Hongrie	..	278	1 279	2 166	3 509	6 022	7 993	569	11 304	22 856	36 213	48 345	62 624	61 886
Irlande	..	..	27 925	58 880	74 490	106 042	102 865	..	..	127 088	182 890	222 960	209 675	166 230
Islande	75	177	663	1 255	1 733	4 025	10 085	147	149	491	797	1 190	1 998	4 696
Italie	60 195	106 319	180 274	194 488	238 888	280 481	293 475	60 009	65 347	121 169	130 814	180 891	220 720	224 079
Japon	201 440	238 452	278 441	304 237	335 500	370 544	386 581	9 850	33 508	50 322	78 140	89 729	96 984	100 899
Luxembourg	..	4 703	7 927	18 139	21 355	27 883	33 410	..	18 503	23 492	34 970	41 730	49 733	43 721
Mexique	..	..	..	12 869	16 587	22 219	28 040	22 424	41 130	97 170	158 651	172 834	191 509	209 564
Norvège	10 889	22 521	46 302	72 487	82 787	89 980	..	12 404	19 836	30 261	42 649	48 967	76 110	..
Nouvelle-Zélande	..	7 676	6 065	9 162	11 458	12 495	12 592	..	25 728	28 070	29 502	38 155	49 518	49 997
Pays-Bas	106 896	172 675	305 459	396 514	523 207	597 887	629 941	68 729	116 051	243 730	349 955	426 611	469 936	447 121
Pologne	..	539	1 018	1 456	2 146	3 224	6 439	109	7 843	34 233	47 900	57 841	85 506	89 544
Portugal	..	..	19 793	21 324	36 060	46 114	44 072	..	18 973	32 043	44 635	62 200	69 144	65 598
République slovaque	..	139	379	486	633	583	617	..	1 297	4 679	8 531	11 284	14 504	15 796
République tchèque	..	345	738	1 473	2 284	3 759	3 610	..	7 350	21 647	38 672	45 286	57 246	60 662
Royaume-Uni	229 307	304 865	897 845	994 136	1 187 045	1 247 190	1 228 326	203 905	199 772	438 631	523 319	606 157	701 913	831 357
Suède	50 720	73 143	123 234	146 510	183 631	214 826	208 836	12 636	31 089	93 972	119 315	157 084	196 369	171 768
Suisse	66 087	142 481	232 176	292 210	341 384	399 297	426 195	34 245	57 064	86 810	124 808	162 238	197 672	168 989
Turquie	..	..	3 668	5 847	6 138	7 060	8 315	..	..	19 209	18 795	33 536	38 519	64 433
Total OCDE	1 714 426	2 656 546	5 243 234	6 437 112	7 619 095	8 764 975	8 843 821	1 291 940	2 020 343	4 241 790	5 247 557	6 297 910	7 192 858	7 233 187
dont :														
Industrie manufacturière	39 %	39 %	25 %	22 %	23 %	22 %	..	39 %	33 %	28 %	24 %	24 %	25 %	..
Services	49 %	52 %	55 %	58 %	60 %	58 %	..	44 %	49 %	57 %	56 %	57 %	57 %	..
Afrique du Sud	15 010	23 301	32 325	21 980	27 185	38 483	36 826	9 210	15 014	43 451	29 611	45 715	63 071	77 362
Brésil	..	..	..	54 423	54 892	69 196	79 259	..	..	..	100 847	132 799	161 259	195 562
Chine	..	..	..	..	..	52 704	64 493	..	..	..	..	..	368 970	471 549
Fédération de Russie	..	2 420	20 141	62 349	90 873	107 291	146 679	..	345	32 204	70 884	96 729	122 295	180 313
Inde	..	..	2 615	5 825	7 079	9 568	12 087	..	..	20 326	31 221	39 104	44 511	50 260

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273336788171

Stocks d'IDE

En pourcentage du PIB, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386363278600

Flux entrants d'investissement direct

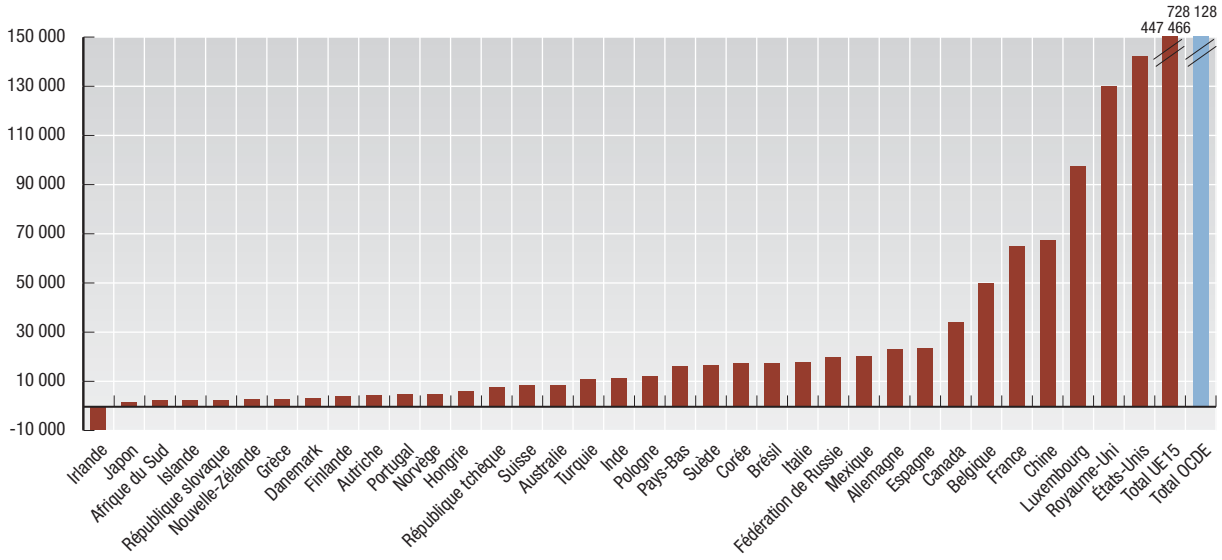
Millions de dollars des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	368	7 134	12 025	6 573	12 243	24 597	56 077	198 313	26 419	53 571	32 398	-9 201	35 845	42 891
Australie	4 282	5 025	11 963	6 111	7 633	6 003	3 268	13 950	8 297	16 996	7 981	35 963	-34 967	24 547
Autriche	1 137	2 103	1 904	4 429	2 656	4 534	2 975	8 842	5 921	357	7 151	3 892	9 039	249
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	15 641	32 127	43 583	33 950	71 519
Canada	4 730	8 204	9 255	9 633	11 522	22 803	24 747	66 796	27 670	22 146	7 619	1 533	33 824	66 605
Corée	588	809	1 776	2 325	2 844	5 412	9 333	9 283	3 528	2 392	3 526	9 246	6 309	36 456
Danemark	1 669	4 898	4 180	768	2 799	7 726	14 657	31 306	11 525	6 633	2 597	-10 721	13 109	7 033
Espagne	9 572	9 276	6 285	6 821	6 388	11 798	18 744	39 582	28 347	39 249	25 844	24 775	25 005	20 027
États-Unis	51 362	46 121	57 776	86 502	105 603	179 045	289 444	321 274	167 021	84 372	63 961	133 162	109 754	183 571
Finlande	864	1 578	1 063	1 109	2 116	12 141	4 610	8 836	3 732	8 053	3 322	3 005	4 504	3 708
France	16 443	15 574	23 679	21 960	23 171	30 984	46 546	43 258	50 485	49 079	42 538	32 585	81 007	81 121
Grèce	1 244	1 166	1 198	1 196	1 089	72	561	1 108	1 589	50	1 276	2 103	606	5 366
Hongrie	2 446	1 144	5 102	3 300	4 171	3 337	3 313	2 763	3 936	2 994	2 137	4 508	7 621	6 097
Irelande	1 068	856	1 442	2 616	2 710	8 856	18 211	25 784	9 653	29 350	22 803	-10 614	-31 114	12 818
Islande	..	-2	9	83	148	148	67	170	173	91	328	654	3 075	3 233
Italie	3 751	2 236	4 816	3 535	4 962	4 280	6 911	13 377	14 873	14 558	16 430	16 824	19 959	16 587
Jaoan	210	888	41	228	3 224	3 193	12 743	8 318	6 244	9 239	6 324	7 819	2 778	-6 503
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	115 276	89 290	79 126	116 304	97 013
Mexique	4 389	15 069	9 679	10 087	14 165	12 409	13 631	17 588	27 151	18 275	14 184	22 301	19 643	19 037
Norvège	1 461	2 778	2 408	3 168	3 946	4 354	7 062	6 908	2 232	670	3 701	2 547	5 053	6 773
Nouvelle Zélande	2 212	2 616	2 850	3 922	1 917	1 826	940	1 344	4 590	-1 251	2 041	2 851	3 140	1 570
Pays-bas	6 443	7 158	12 307	16 660	11 137	36 925	41 206	63 866	51 937	25 060	21 063	2 124	41 432	4 373
Pologne	1 716	1 875	3 658	4 500	4 914	6 368	7 276	9 446	5 697	4 121	4 867	12 484	9 542	13 860
Portugal	1 516	1 255	660	1 344	2 362	3 005	1 157	6 637	6 232	1 801	8 601	2 328	3 962	7 375
République slovaque	179	273	241	396	231	707	429	2 383	1 584	4 127	594	1 107	1 907	4 232
République tchèque	653	868	2 562	1 428	1 301	3 716	6 326	4 980	5 645	8 483	2 109	4 975	11 654	5 963
Royaume-Uni	14 821	9 255	19 968	24 441	33 245	74 349	87 973	118 824	52 650	24 052	16 846	56 002	193 658	139 566
Suède	3 845	6 350	14 447	5 437	10 967	19 843	60 964	23 431	10 905	12 157	4 990	11 669	10 170	27 837
Suisse	-83	3 368	2 224	3 078	6 642	8 942	11 714	19 266	8 859	6 284	16 505	1 373	-1 263	25 101
Turquie	636	608	885	722	805	940	783	982	3 352	1 137	1 752	2 883	9 801	20 165
Total UE15	62 742	68 837	103 974	96 887	115 844	239 109	360 592	583 163	274 269	394 887	327 277	247 481	557 435	537 482
Total OCDE	137 524	158 480	214 404	232 371	284 910	498 311	751 669	1 068 614	550 246	574 962	464 905	490 887	745 307	948 191
Afrique du Sud	11	374	1 248	816	3 811	550	1 503	969	7 270	735	783	701	6 133	-11
Brésill	1 292	3 072	4 859	11 200	19 650	31 913	28 576	32 779	22 457	16 590	10 144	18 166	15 193	18 782
Chine	27 515	33 767	37 521	41 726	45 257	45 463	40 319	40 715	46 878	52 743	53 505	60 630	72 406	69 468
Fédération de Russie	..	690	2 065	2 579	4 865	2 761	3 309	2 714	2 748	3 461	7 958	15 444	12 886	30 827
Inde	550	973	2 144	2 426	3 577	2 635	2 169	4 031	6 125	5 036	4 322	5 987	7 661	19 442

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273373015068

Flux entrants d'investissement direct

Millions de dollars des EU, moyenne 2004-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386411353848

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Flux sortants d'investissement direct

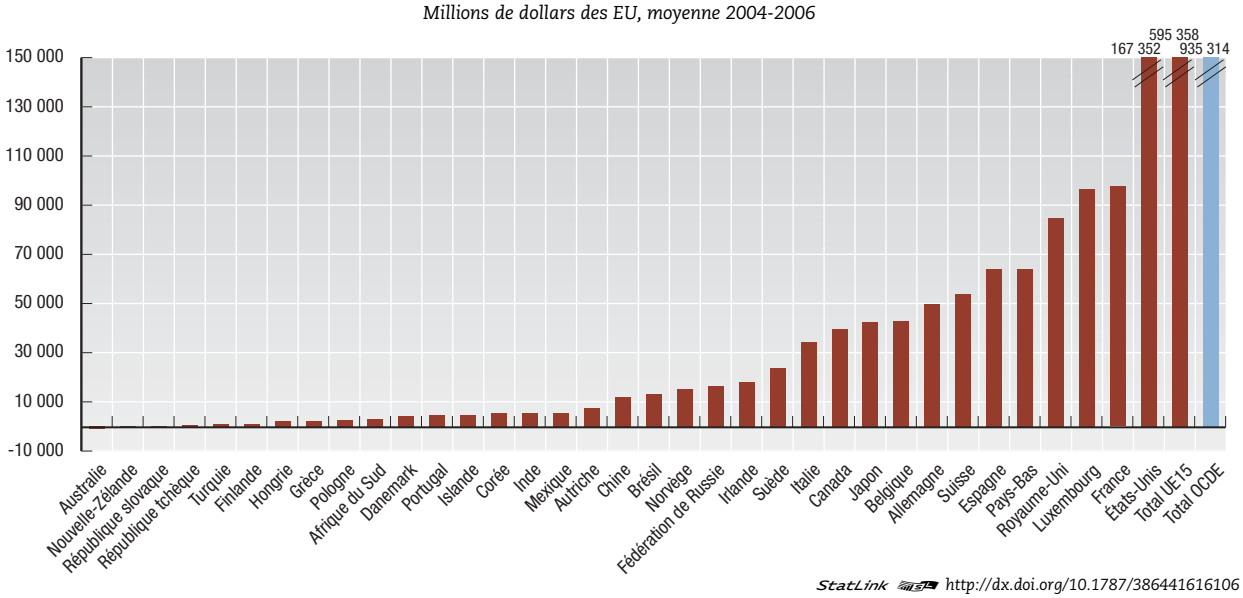
Millions de dollars des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	17 196	18 858	39 052	50 806	41 794	88 837	108 692	56 567	39 691	18 963	5 827	14 837	55 481	79 466
Australie	1 947	2 817	3 282	7 088	6 428	3 345	-421	3 158	11 962	7 852	16 185	10 800	-34 289	20 987
Autriche	1 190	1 257	1 131	1 935	1 988	2 745	3 301	5 741	3 138	5 812	7 143	8 305	10 017	4 089
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12 705	36 933	34 038	31 761	62 587
Canada	5 700	9 294	11 462	13 094	23 059	34 349	17 250	44 678	36 037	26 761	21 526	43 248	34 084	42 134
Corée	1 340	2 461	3 552	4 670	4 449	4 740	4 198	4 999	2 420	2 617	3 426	4 658	4 298	7 129
Danemark	1 261	3 955	3 063	2 519	4 207	4 477	16 434	23 093	13 376	5 695	1 124	-10 371	15 026	8 195
Espagne	3 174	4 111	4 158	5 590	12 547	18 938	44 384	58 224	33 113	32 744	28 745	60 567	41 804	89 728
États-Unis	83 950	80 167	98 750	91 885	104 803	142 644	224 934	159 212	142 349	154 460	149 897	244 128	9 072	248 856
Finlande	1 407	4 298	1 497	3 597	5 292	18 642	6 616	24 035	8 372	7 378	-2 282	-1 080	4 475	9
France	19 736	24 372	15 758	30 419	35 581	48 613	126 859	177 482	86 783	50 486	53 197	56 762	120 891	115 101
Grèce	..	..	..	..	..	-276	552	2 137	616	655	413	1 030	1 450	4 169
Hongrie	11	48	59	-4	462	278	250	620	368	278	1 644	1 119	2 327	3 015
Irlande	218	436	820	728	1 014	3 902	6 109	4 630	4 066	11 035	5 555	18 079	13 560	22 114
Islande	14	24	25	63	56	74	123	393	342	320	373	2 553	7 063	4 160
Italie	7 231	5 109	5 731	6 465	12 245	16 078	6 722	12 318	21 476	17 138	9 079	19 273	41 795	42 060
Japon	13 915	18 117	22 628	23 419	25 991	24 155	22 747	31 539	38 349	32 280	28 799	30 963	45 830	50 244
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	125 945	99 861	84 089	123 955	81 552
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	4 404	891	1 253	4 432	6 474	5 758
Norvège	933	2 172	2 856	5 892	5 015	3 201	5 504	8 621	539	4 622	2 655	3 526	21 830	20 476
Nouvelle-Zélande	-1 389	2 008	1 783	-1 240	-1 566	401	1 073	609	408	-1 133	195	1 083	-315	-1 641
Pays-Bas	10 063	17 554	20 176	32 098	24 522	36 475	57 611	75 649	50 602	32 046	44 076	26 586	142 840	22 705
Pologne	18	29	42	53	45	316	31	17	-89	229	305	770	3 070	4 134
Portugal	107	283	685	729	2 092	4 029	3 191	8 134	6 263	-149	8 035	7 850	2 077	3 509
République slovaque	13	18	43	63	95	147	-377	29	65	11	13	152	146	369
République tchèque	90	120	37	153	25	127	90	43	165	206	207	1 014	-19	1 345
Royaume-Uni	26 063	32 206	43 560	34 056	61 620	122 861	201 437	233 488	58 885	50 347	62 439	91 083	83 692	79 470
Suède	1 358	6 701	11 214	5 025	12 648	24 379	21 929	40 976	7 328	10 596	21 121	20 758	26 544	24 146
Suisse	8 765	10 797	12 214	16 150	17 748	18 769	33 264	44 698	18 326	8 212	15 443	26 287	54 178	81 547
Turquie	14	49	113	110	251	367	645	870	497	175	499	859	1 078	934
Total UE15	89 004	119 139	146 845	173 967	215 548	389 699	603 835	722 473	333 710	381 397	381 266	431 805	715 368	638 901
Total OCDE	204 325	247 260	303 691	335 365	402 411	622 612	913 145	1 021 958	589 851	619 179	623 686	807 397	870 197	1 128 349
Afrique du Sud	292	1 261	2 494	1 048	2 324	1 634	1 584	277	-3 515	-402	553	1 305	909	6 496
Brésil	491	1 037	1 384	-467	1 042	2 721	1 690	2 282	-2 258	2 482	249	9 471	2 517	28 203
Chine	4 400	2 000	2 000	2 114	2 563	2 634	1 775	916	6 884	2 518	2 855	5 498	12 261	17 634
Fédération de Russie	..	281	605	922	3 185	1 270	2 208	3 177	2 533	3 533	9 727	13 782	12 768	22 657
Inde	..	83	117	239	113	48	79	759	1 391	1 819	1 934	2 274	2 931	11 005

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273388003773

Flux sortants d'investissement direct

Millions de dollars des EU, moyenne 2004-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386441616106

ACTIVITÉS DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

De plus en plus, les entreprises des pays de l'OCDE adoptent des stratégies mondiales et créent à l'étranger des services de commercialisation et des unités de production et de recherche pour faire face aux nouvelles pressions concurrentielles. Il est donc important de disposer d'indicateurs concernant l'activité des filiales sous contrôle étranger pour compléter les informations relatives à l'IDE lorsqu'on analyse le poids et la contribution économique de ces entreprises dans les pays d'accueil.

Tandis que les données du secteur manufacturier sont disponibles depuis le début des années 80, l'OCDE n'a commencé à collecter les données de l'activité des filiales sous contrôle étranger du secteur des services qu'à partir du milieu des années 90, et les données ne sont pas encore disponibles pour tous les pays de l'OCDE.

Définition

Une filiale sous contrôle étranger est une société dans laquelle un seul investisseur étranger détient plus de 50 % des actions assorties de droits de vote. La notion de contrôle signifie que toutes les activités de la compagnie sont attribuées à l'investisseur étranger. Ainsi, des variables comme le chiffre d'affaires de la compagnie, l'emploi ou les exportations sont attribuées à l'investisseur étranger et au pays d'où il vient. Le contrôle peut être direct ou indirect.

Comparabilité

Les pays sont moins nombreux à pouvoir fournir des estimations de l'emploi pour les filiales du secteur des services que pour celles du secteur manufacturier car la collecte des données dans le secteur des services a débuté plus tard. Pour l'emploi dans le secteur manufacturier, il y a des ruptures de séries pour l'Autriche (2001/2002), la République tchèque (1999/2000), la France (2001/2002), l'Allemagne (2001/2002), la Hongrie (2002/2003), le Portugal (2002/2003) et les États-Unis (1996/1997) dues au changement de méthode de collecte des données. En ce qui concerne l'emploi dans le secteur des services, le principal problème de comparabilité tient au fait que les institutions financières ne sont pas prises en compte en Belgique, en Allemagne, en Irlande, aux Pays-Bas, au Portugal, en Espagne, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Tendances à long terme

La part des filiales de sociétés étrangères dans l'emploi manufacturier varie considérablement suivant les pays de l'OCDE, de moins de 15 % au Danemark, en Italie, au Portugal, en Suisse, en Turquie et aux États-Unis à 35 % ou plus en République tchèque, au Luxembourg, en République slovaque et en Irlande. L'emploi dans les filiales de sociétés étrangères exerçant des activités de services est plus faible dans tous les pays, encore que, comme indiqué plus haut, la comparabilité soit moindre pour plusieurs pays en raison de l'exclusion des effectifs des services bancaires et d'assurance.

Au cours de la période 1999-2005, l'emploi dans les filiales sous contrôle étranger du secteur manufacturier a augmenté ou est resté stable dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, à l'exception de l'Espagne et de l'Irlande, où il a baissé légèrement, et en Belgique, au Luxembourg et aux États-Unis où il est resté à peu près stable. Des augmentations particulièrement prononcées ont été enregistrées en République tchèque, en Norvège, en Pologne, en Suède et au Royaume-Uni.

Sur la même période, l'emploi pour les filiales sous contrôle étranger du secteur des services a augmenté ou est resté stable dans tous les pays pour lesquels les données sont disponibles, sauf en Belgique. C'est en République tchèque, en Irlande, en Pologne et en Suède que les augmentations ont été les plus importantes.

Source

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Rapport annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales 2007 : La responsabilité des entreprises dans le secteur financier*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Mesurer la mondialisation : Activités des multinationales – Volume I : Secteur manufacturier, 2000-2004, Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Measuring Globalisation: Activities of Multinationals in OECD Economies, Volume II: Services*, 2000-2004, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Mesurer la mondialisation – Base de données statistiques.*

Sites Internet

- OCDE Mesurer la mondialisation, *www.oecd.org/sti/measuring-globalisation*.
- OCDE Science, Technologie et Industrie, *www.oecd.org/sti*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger

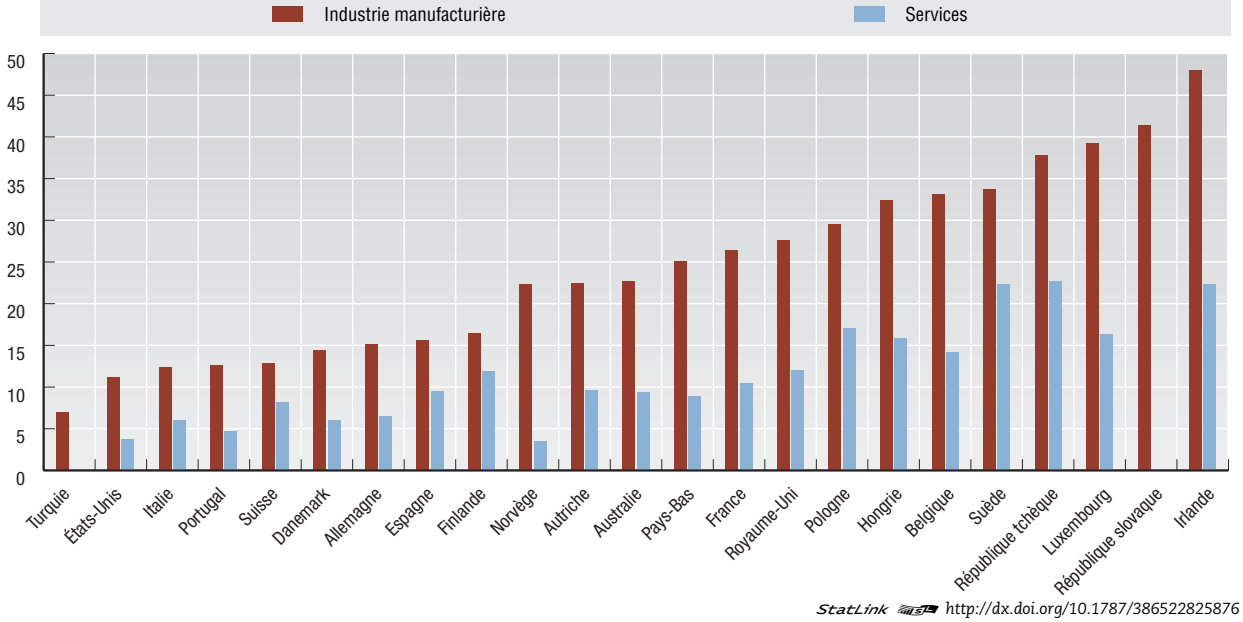
En pourcentage de l'emploi total

	Part de l'emploi dans l'industrie manufacturière							Part de l'emploi dans les services						
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	6.2	6.0	5.8 |	14.8	15.5	15.7	15.2	..	3.2	2.9 |	7.2	6.1	6.5	..
Australie	..	22.7	..	..	..	..	..	..	10.5	..	..	..	..	..
Autriche	..	19.6	18.0 |	24.0	22.5	..	..	..	..	9.7	..	..	..	..
Belgique	..	..	..	32.3	34.5	32.8	33.1	..	..	..	17.2	16.2	15.3	14.2
Danemark	10.2 |	15.1	14.1	14.4	..	..	..	6.1	..	..	..	..	..	..
Espagne	16.5	16.8	16.4	15.9	15.4	15.6	15.6	..	..	..	8.7	10.0	9.5	..
États-Unis	11.2	11.5	11.1	11.3	11.4	11.1	11.2	..	..	..	3.8	..	..	..
Finlande	15.9	15.9	17.2	17.4	17.4	16.1	16.5	9.0	11.1	11.9	..	..	..	..
France	28.5 |	30.1	30.8 |	26.4	26.8	26.2	26.4	6.1	6.1	5.6	5.2 |	10.0	10.5	..
Hongrie	46.5	44.5	45.2	43.6 |	27.1	32.4	..	..	15.2	15.1	14.8	15.9	..	..
Irlande	49.1	48.1	49.2	48.4	46.7	48.0	..	..	..	..	22.3	..	..	..
Italie	..	..	10.8	13.1	12.5	12.4	..	..	..	5.1	5.4	5.7	6.1	..
Luxembourg	38.9	39.6	40.7	41.5	37.9	39.1	39.3	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	19.9	21.4	23.1	22.2	22.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	18.9	18.3	21.0	25.7	25.1	..	..	..	8.7	9.1	12.1	8.9	..	..
Pologne	18.6	20.9	21.9	24.1	25.4	28.1	29.5	..	..	13.4	15.3	15.3	17.1	..
Portugal	8.9	10.1	9.5	8.9 |	12.8	12.6	..	3.9	4.0	4.7	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	..	34.9	41.4	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	16.2 |	25.3	28.9	27.2	32.6	37.2	37.8	..	14.2	..	..	21.1	22.7	..
Royaume-Uni	17.7	19.6	24.0	24.6	26.1	25.8	27.6	..	..	..	..	11.6	12.0	..
Suède	24.1	29.1	32.7	34.8	33.2	32.4	33.8	14.0	14.5	..	17.5	20.6	22.4	..
Suisse	..	..	..	..	12.1	13.0	12.9	..	..	..	..	7.3	7.6	8.2
Turquie	5.4	5.7	7.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273436866125

Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger dans l'industrie manufacturière et les services

En pourcentage de l'emploi total, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386522825876

300,000. +
85,679,200. −
43,628,500. −
36,286,400. +
34,432,741,064. ◊
34,432,741,064. ‡
220,061,246. +
242,765. +
54,975,316. −
3,458,295,462. +
9,423,290,000. −
627,646,320. −
242,347,296. +
312,759. +
-5,184,652,108. ◊

PRIX

PRIX ET TAUX D'INTÉRÊT

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION (IPP)

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE

TAUX DE CONVERSION

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

Les indices des prix à la consommation sont utilisés de longue date comme statistiques officielles. Ils mesurent l'érosion du niveau de vie découlant de la hausse des prix, et sont probablement les statistiques économiques les plus connues des médias et du grand public.

Définition

Les indices des prix à la consommation mesurent la variation du coût d'un panier de biens et de services généralement achetés par des groupes spécifiques de ménages. Pour les indices dont les valeurs sont indiquées dans les tableaux qui suivent, ces groupes ont été définis de manière très large et couvrent la quasi-totalité des ménages, hormis les « ménages institutionnels » – les prisons et les institutions militaires, par exemple – et, dans certains pays, les ménages de la catégorie de revenus la plus élevée.

L'indice relatif à l'alimentation couvre les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, mais il exclut les achats effectués dans les restaurants. L'indice relatif à l'énergie est destiné à couvrir tous les types d'énergie, y compris les carburants et combustibles utilisés dans les véhicules à moteur, pour le chauffage et pour d'autres usages domestiques.

Comparabilité

Les méthodes de calcul de ces indices diffèrent sur un certain nombre de points. Les plus importants concernent le traitement des coûts de logement, les ajustements réalisés pour tenir compte de l'évolution qualitative des biens et services, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération des composantes du panier sont actualisés, et la formule utilisée pour calculer l'indice. En particulier, les méthodologies du traitement des logements occupés par leur propriétaire varie d'un pays à l'autre de façon significative. Les indices des prix à la consommation harmonisés européens (IPCH) excluent les logements occupés par leur propriétaire, de même que les IPC nationaux de la Belgique, de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, de la Pologne, du Portugal, de l'Espagne et du Royaume-Uni. Au Royaume-Uni, l'IPC national est le même que l'IPCH. L'IPC de l'Union européenne refère quant à lui à l'IPCH publié par Eurostat et couvre les vingt-sept pays sur toute la période de la série temporelle. En outre, la mesure des prix à la consommation soulève des difficultés pratiques dans les pays qui connaissent une très forte inflation – comme la Turquie, la Hongrie et le Mexique au cours de la période examinée ici.

Tendances à long terme

Pour la plupart des pays de l'OCDE, les indices des prix à la consommation n'ont que modérément augmenté depuis 1993, et l'inflation a été plus forte jusqu'en 1997 que par la suite. Sur l'ensemble de la période, l'inflation a été exceptionnellement basse au Japon, où elle s'est établie à une moyenne proche de 0 % par an, mais particulièrement forte en Grèce, au Mexique et en Turquie, ainsi que dans quatre pays d'Europe centrale devenus récemment membres de l'OCDE, à savoir la Hongrie, la République tchèque, la République slovaque et la Pologne.

Concernant les cinq économies non membres, les IPC ont augmenté très nettement depuis 1993 au Brésil, en Inde, en Fédération de Russie et en Afrique du Sud. En Chine, cependant, les prix ont augmenté fortement jusqu'en 1996, mais depuis, ils ont diminué ou augmenté très modérément.

L'alimentation et l'énergie font l'objet d'indices spécifiques parce qu'elles représentent des éléments importants de l'indice des prix à la consommation de tous les pays et que leurs prix tendent à se caractériser par une plus grande volatilité que ceux des autres biens et services. Au cours de la période considérée, les prix des produits alimentaires ont moins augmenté que l'ensemble des prix à la consommation, et les hausses ont été modérées dans la plupart des pays de l'Union européenne (UE). Néanmoins, des augmentations substantielles ont eu lieu en 2001 et, sauf en Europe, entre 1996 et 1998. Les prix de l'énergie ont été plutôt instables ; ainsi, ils ont augmenté de plus de 10 % en 2000 et en 2005, alors qu'ils ont baissé en 1998 et 2002. Sur l'ensemble de la période considérée, la hausse des prix de l'énergie a été plus rapide que celle des indices globaux des prix à la consommation.

Source

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Brook, A.M. *et al.* (2004), *Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 412, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OIT, FMI, OCDE, Eurostat, Banque Mondiale (2004), *Consumer Price Index Manual: Theory and Practice*, OIT, Genève.
- OCDE (1999), *Principaux indicateurs économiques : juillet Volume 1999-7*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), « Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production », *Principaux indicateurs économiques, Volume 2002, Supplément 2*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Principaux indicateurs économiques, *www.oecd.org/std/mei*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

IPC : tous produits

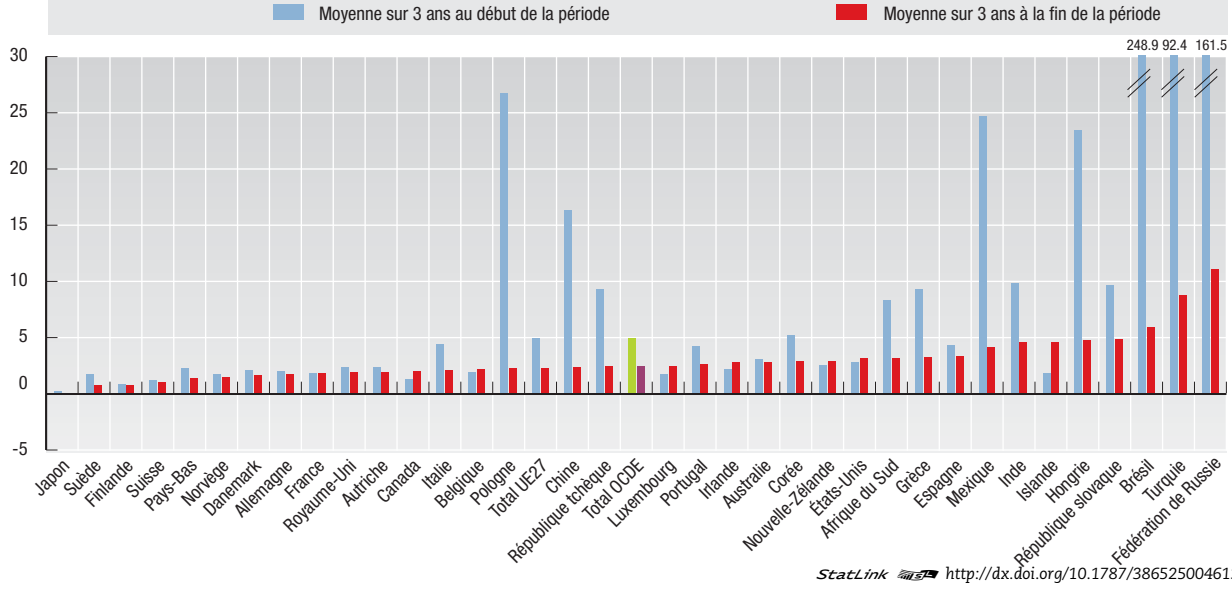
Année 2000 = 100

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	89.9	92.3	93.9	95.3	97.1	98.0	98.6	100.0	102.0	103.4	104.5	106.2	108.3	110.1
Australie	85.3	86.9	90.9	93.3	93.5	94.3	95.7	100.0	104.4	107.5	110.5	113.1	116.1	120.2
Autriche	88.6	91.2	93.3	95.0	96.3	97.2	97.7	100.0	102.7	104.5	105.9	108.1	110.6	112.2
Belgique	88.7	90.8	92.1	94.0	95.5	96.4	97.5	100.0	102.5	104.2	105.8	108.0	111.0	113.0
Canada	89.7	89.9	91.8	93.2	94.7	95.7	97.4	100.0	102.5	104.8	107.7	109.7	112.2	114.4
Corée	74.2	78.8	82.3	86.4	90.2	97.0	97.8	100.0	104.1	106.8	110.7	114.7	117.8	120.5
Danemark	85.7	87.4	89.2	91.1	93.1	94.8	97.2	100.0	102.4	104.8	107.0	108.3	110.2	112.3
Espagne	80.2	84.0	87.9	91.0	92.8	94.5	96.7	100.0	103.6	106.8	110.0	113.4	117.2	121.3
États-Unis	83.9	86.1	88.5	91.1	93.2	94.7	96.7	100.0	102.8	104.5	106.8	109.7	113.4	117.1
Finlande	91.2	92.2	92.9	93.5	94.6	95.9	97.0	100.0	102.6	104.2	105.1	105.3	106.0	107.6
France	91.0	92.5	94.2	96.0	97.2	97.8	98.3	100.0	101.6	103.6	105.8	108.0	109.9	111.7
Grèce	65.4	72.5	79.0	85.4	90.2	94.5	96.9	100.0	103.4	107.1	110.9	114.1	118.2	122.0
Hongrie	32.6	38.7	49.7	61.3	72.5	82.8	91.1	100.0	109.1	114.9	120.2	128.3	132.9	138.1
Irlande	84.0	86.0	88.2	89.7	91.0	93.2	94.7	100.0	104.9	109.7	113.6	116.1	118.9	123.5
Islande	84.3	85.6	87.0	89.0	90.6	92.1	95.1	100.0	106.4	111.9	114.2	117.8	122.5	130.7
Italie	81.0	84.2	88.7	92.2	94.1	95.9	97.5	100.0	102.8	105.3	108.1	110.5	112.7	115.1
Japon	98.0	98.6	98.5	98.6	100.4	101.1	100.7	100.0	99.2	98.4	98.1	98.1	97.8	98.1
Luxembourg	89.0	91.0	92.7	93.8	95.1	96.0	96.9	100.0	102.7	104.8	106.9	109.3	112.0	115.0
Mexique	28.9	30.9	41.7	56.0	67.6	78.3	91.3	100.0	106.4	111.7	116.8	122.3	127.2	131.8
Norvège	85.9	87.1	89.2	90.4	92.7	94.8	97.0	100.0	103.0	104.3	106.9	107.4	109.1	111.6
Nouvelle-Zélande	88.2	89.7	93.1	95.2	96.3	97.6	97.5	100.0	102.6	105.4	107.2	109.7	113.0	116.8
Pays-Bas	85.8	88.2	89.9	91.7	93.7	95.6	97.7	100.0	104.2	107.6	109.9	111.2	113.1	114.4
Pologne	32.5	43.2	55.3	66.2	76.1	84.9	91.0	100.0	105.4	107.4	108.2	111.8	114.3	115.7
Portugal	79.8	84.1	87.6	90.3	92.4	95.0	97.2	100.0	104.4	108.1	111.6	114.2	116.9	120.5
République slovaque	54.1	61.4	67.4	71.3	75.7	80.7	89.3	100.0	107.3	110.7	120.2	129.2	132.7	138.7
République tchèque	60.1	66.2	72.2	78.5	85.2	94.3	96.2	100.0	104.7	106.6	106.8	109.8	111.8	114.7
Royaume-Uni	88.3	90.0	92.4	94.7	96.4	97.9	99.2	100.0	101.2	102.5	103.9	105.3	107.5	110.0
Suède	93.4	95.4	97.7	98.3	98.9	98.7	99.1	100.0	102.4	104.6	106.6	107.0	107.5	109.0
Suisse	93.9	94.7	96.4	97.2	97.7	97.7	98.5	100.0	101.0	101.6	102.3	103.1	104.3	105.4
Turquie	1.6	3.3	6.3	11.4	21.2	39.2	64.6	100.0	154.4	223.8	272.2	295.6	319.8	350.4
Total UE27	..	..	..	83.6	89.7	93.9	96.7	100.0	103.2	105.8	108.1	110.5	113.1	115.7
Total OCDE	74.6	77.8	82.1	86.3	90.0	93.4	96.4	100.0	103.4	105.9	108.4	110.9	113.7	116.6
Afrique du Sud	61.2	66.6	72.4	77.8	84.4	90.3	94.9	100.0	105.7	115.4	122.1	123.8	128.1	134.0
Brésil	1.9	42.0	69.7	80.7	86.3	89.1	93.4	100.0	106.8	115.9	132.9	141.7	151.4	157.8
Chine	62.9	78.1	91.5	99.1	101.8	101.0	99.6	100.0	100.7	100.0	101.1	105.1	107.0	108.5
Fédération de Russie	1.7	6.9	20.6	30.4	34.9	44.6	82.8	100.0	121.5	140.7	159.9	177.3	199.8	219.2
Inde	57.2	63.0	69.5	75.7	81.1	91.9	96.1	100.0	103.8	108.2	112.4	116.6	121.5	128.6 |

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273438112184

IPC : tous produits

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386525004613

IPC : alimentation

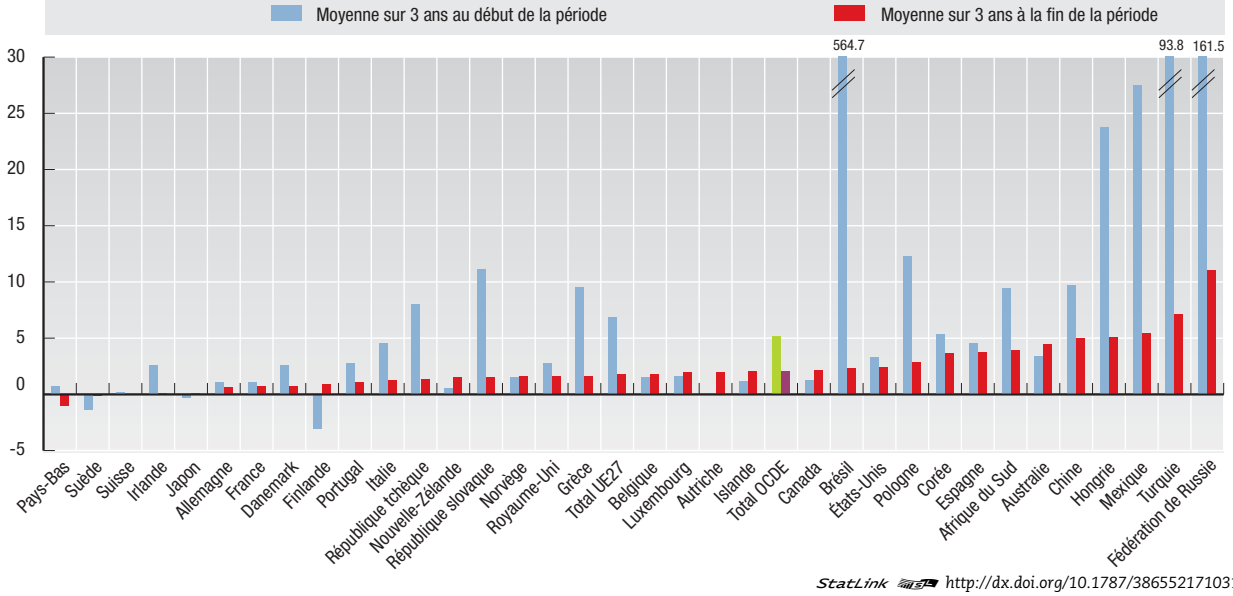
Année 2000 = 100

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	96.4	98.0	99.0	99.6	101.0	102.0	100.7	100.0	104.5	105.3	105.2	104.8	105.2	107.3
Australie	82.1	84.0	88.1	90.7	93.2	96.0	99.4	100.0	106.2	110.2	114.3	116.6	118.9	130.2
Autriche	96.8	98.2	96.5	96.6	98.1	100.0	99.4	100.0	103.6	105.1	106.9	109.0	111.3	113.3
Belgique	90.9	92.7	93.9	95.2	97.3	99.2	99.1	100.0	104.6	107.0	109.2	110.5	112.5	115.3
Canada	91.5	91.6	94.0	95.1	96.6	97.9	99.0	100.0	104.9	107.5	109.1	111.0	113.6	116.2
Corée	70.5	78.2	80.2	82.5	86.0	94.7	99.1	100.0	105.0	110.0	115.1	124.3	127.6	128.2
Danemark	85.0	87.5	90.2	91.7	94.9	96.9	97.5	100.0	103.9	106.1	107.7	106.6	107.3	110.2
Espagne	84.3	88.8	93.2	96.3	95.6	96.7	98.0	100.0	105.9	111.2	115.7	120.2	124.0	129.1
États-Unis	83.4	85.8	88.6	91.9	94.2	96.0	97.8	100.0	103.3	104.6	106.9	110.9	113.0	115.0
Finlande	106.3	106.5	98.1	96.7	97.1	99.0	98.9	100.0	104.4	107.4	108.1	108.9	109.5	111.0
France	91.2	92.0	93.1	94.1	95.8	97.4	97.8	100.0	105.5	108.4	110.9	111.4	111.6	113.4
Grèce	67.1	76.0	82.4	88.2	91.8	95.9	98.1	100.0	105.1	110.7	116.2	116.9	117.6	122.0
Hongrie	35.0	43.3	56.6	66.4	77.9	89.0	91.6	100.0	113.6	118.6	120.3	127.1	129.2	139.8
Irlande	82.5	85.2	87.6	89.1	90.4	94.1	97.0	100.0	106.5	110.2	111.8	111.5	110.7	112.2
Islande	84.5	82.6	84.9	87.6	90.5	93.0	96.0	100.0	106.9	111.4	108.5	109.6	106.8	115.3
Italie	84.6	87.7	93.0	96.7	96.6	97.6	98.5	100.0	104.1	107.9	111.3	113.7	113.7	115.6
Japon	100.7	101.5	99.8	99.7	101.4	103.2	102.4	100.0	99.4	98.3	98.1	99.2	97.9	98.5
Luxembourg	88.8	90.3	92.5	93.3	94.3	96.8	98.0	100.0	104.8	108.9	111.0	113.0	114.8	117.6
Mexique	28.6	29.9	41.7	59.3	70.7	82.0	94.9	100.0	105.1	109.1	115.1	123.5	130.2	134.9
Norvège	84.2	85.4	86.7	88.1	91.1	95.4	98.1	100.0	98.1	96.4	99.7	101.5	103.1	104.5
Nouvelle-Zélande	91.1	90.4	91.4	92.6	94.7	98.1	99.0	100.0	106.8	109.9	109.3	109.7	111.0	114.3
Pays-Bas	92.7	94.5	94.8	94.8	96.4	98.6	99.7	100.0	107.0	110.5	111.7	107.8	106.5	108.2
Pologne	..	..	63.3	74.5	83.7	89.6	91.2	100.0	104.6	104.0	102.7	108.8	111.2	111.9
Portugal	85.0	88.1	90.5	92.3	92.6	95.9	97.9	100.0	106.5	108.6	111.4	112.6	112.0	115.0
République slovaque	60.3	70.6	79.4	82.7	87.4	92.5	95.0	100.0	106.1	107.6	111.3	116.6	115.0	116.6
République tchèque	..	79.6	89.0	96.1	100.3	104.7	98.9	100.0	105.0	103.0	100.7	104.2	103.9	104.8
Royaume-Uni	91.6	92.8	96.4	99.4	99.2	100.2	100.5	100.0	103.8	104.6	105.8	106.5	108.2	110.9
Suède	101.1	102.9	104.3	97.1	97.4	98.5	100.0	100.0	102.9	106.2	106.6	106.1	105.4	106.2
Suisse	96.5	97.0	97.6	97.1	97.8	98.6	98.5	100.0	102.2	104.6	105.9	106.6	105.9	105.8
Turquie	1.8	3.9	7.6	13.1	25.1	46.2	68.2	100.0	149.1	223.0	273.5	292.2	306.6	336.3
Total UE27	..	..	..	78.8	89.2	94.8	96.2	100.0	106.5	109.7	111.9	113.9	115.1	117.9
Total OCDE	75.8	79.1	83.6	88.1	91.7	95.5	97.9	100.0	104.4	107.1	109.5	112.5	114.0	116.5
Afrique du Sud	58.0	66.0	71.7	76.1	83.3	88.4	92.7	100.0	105.4	122.1	131.9	134.9	137.9	147.9
Brésil	0.3	7.2	81.3	88.1	89.6	90.7	92.5	100.0	109.6	131.0	140.8	146.2	149.1	150.9
Chine	..	83.8	103.0	110.8	110.7	107.2	102.7	100.0	100.0	99.4	102.8	113.1	116.4	119.1
Fédération de Russie	1.8	7.0	21.4	30.0	33.9	43.1	84.9	100.0	121.3	136.2	151.4	167.2	190.2	208.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273511451853

IPC : alimentation

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386552171031

IPC : énergie

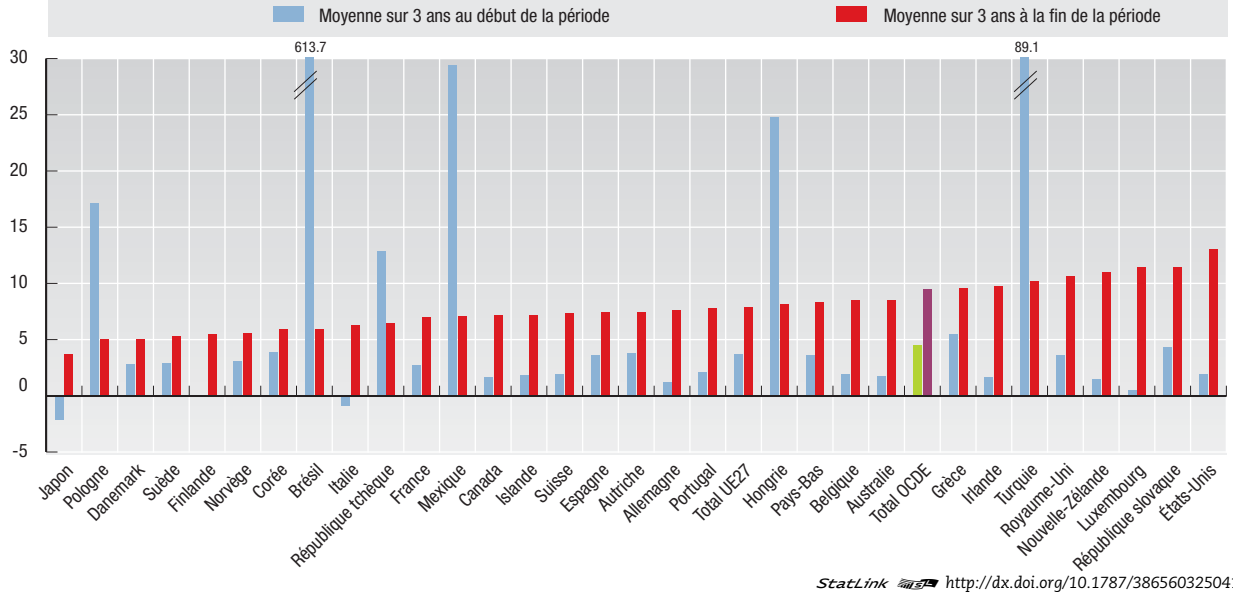
Année 2000 = 100

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	81.7	84.5	83.8	84.6	87.0	84.2	87.7	100.0	105.7	106.0	110.2	114.7	126.5	137.2
Australie	81.5	81.7	84.2	85.8	87.3	84.3	85.8	100.0	102.5	103.3	108.6	115.5	126.9	138.8
Autriche	80.7	81.9	84.9	90.3	93.0	90.0	90.3	100.0	100.5	98.1	99.1	105.4	115.7	122.9
Belgique	81.4	82.1	81.5	86.1	88.8	85.7	87.4	100.0	100.6	97.4	97.3	103.7	115.7	124.3
Canada	79.0	79.5	80.5	82.9	84.9	81.4	86.0	100.0	103.2	101.2	109.2	116.6	127.8	134.4
Corée	53.7	53.7	54.7	60.2	70.5	90.9	91.3	100.0	107.0	103.6	107.4	113.2	119.1	127.5
Danemark	73.8	73.8	75.2	80.1	82.6	83.7	89.2	100.0	101.5	103.7	104.6	107.0	115.0	121.1
Espagne	78.1	80.9	83.7	86.8	88.9	85.5	88.2	100.0	99.0	98.2	99.6	104.4	114.4	123.5
États-Unis	83.6	84.0	84.5	88.4	89.5	82.6	85.6	100.0	103.8	97.6	109.5	121.5	142.1	158.0
Finlande	85.0	83.2	77.3	85.2	86.7	85.6	88.8	100.0	98.2	97.3	102.0	105.9	113.1	119.7
France	82.8	83.9	85.5	89.6	91.4	88.8	89.2	100.0	98.4	96.9	99.2	103.9	114.2	121.5
Grèce	81.5	84.5	88.3	95.6	91.8	88.8	85.4	100.0	98.3	98.1	102.0	107.9	123.2	134.2
Hongrie	27.3	30.4	41.2	53.0	66.0	75.3	85.3	100.0	104.1	106.4	112.8	124.4	133.8	142.6
Irlande	80.4	80.9	81.4	84.4	86.9	86.4	88.0	100.0	97.4	100.8	104.8	113.6	128.0	138.5
Islande	80.6	80.9	81.4	85.0	88.9	86.9	89.4	100.0	104.1	101.9	103.9	111.7	118.6	128.0
Italie	90.9	94.5	99.0	88.6	90.2	89.0	89.6	100.0	101.8	99.0	102.2	104.4	113.4	122.8
Japon	106.7	104.9	102.8	100.1	102.9	98.4	96.9	100.0	100.5	98.1	98.2	99.8	103.5	109.6
Luxembourg	81.5	79.2	78.1	82.6	85.7	81.3	83.5	100.0	98.4	94.4	96.6	105.5	121.5	133.6
Mexique	23.3	26.0	37.2	50.5	62.4	71.9	84.9	100.0	108.6	117.4	128.4	138.4	146.9	157.7
Norvège	79.1	79.1	83.6	86.6	91.0	87.4	89.7	100.0	108.2	105.7	126.4	123.1	126.1	148.5
Nouvelle-Zélande	83.3	83.1	84.9	87.1	89.0	87.4	88.4	100.0	99.1	100.5	104.6	115.1	127.1	143.0
Pays-Bas	71.1	73.8	74.2	79.0	85.2	85.1	87.1	100.0	107.0	109.5	114.5	120.8	135.2	145.4
Pologne	..	..	50.8	60.5	70.9	81.7	88.5	100.0	107.3	112.6	117.3	122.3	128.7	135.8
Portugal	86.2	88.8	89.8	91.8	95.5	96.1	94.3	100.0	105.1	106.2	111.3	117.3	128.9	139.2
République slovaque	..	..	43.2	45.7	47.3	49.0	69.9	100.0	113.9	127.7	153.0	174.9	188.6	211.9
République tchèque	..	..	..	60.8	68.9	82.3	87.4	100.0	104.2	104.6	105.6	110.0	117.2	127.4
Royaume-Uni	77.8	81.3	84.2	86.4	89.2	89.5	93.4	100.0	97.3	96.5	99.1	105.3	116.9	134.1
Suède	81.3	81.7	83.1	88.5	92.9	92.9	92.7	100.0	107.1	108.6	121.8	125.5	132.2	142.3
Suisse	80.2	79.3	81.5	84.8	87.5	82.4	85.0	100.0	98.7	93.8	95.0	99.4	109.7	117.6
Turquie	..	3.3	5.9	12.2	22.3	36.6	64.0	100.0	192.2	279.9	330.9	346.5	397.5	442.2
Total UE27	..	..	..	79.6	85.4	85.5	88.8	100.0	102.8	104.4	108.5	114.4	125.7	136.3
Total OCDE	70.9	73.4	76.4	80.9	84.9	83.5	87.4	100.0	104.4	103.1	110.6	118.5	132.6	145.0
Brésil	0.2	6.8	44.0	72.7	73.8	81.2	83.4	100.0	117.9	141.4	171.5	188.0	203.1	203.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273513344501

IPC : énergie

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386560325041

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION (IPP)

Un grand nombre d'outils sont utilisés pour mesurer les changements de prix dans un pays. Ils incluent les indices des prix à la consommation (IPC), les indices de prix relatifs à des biens et/ou services spécifiques, les déflateurs du PIB et les indices des prix à la production (IPP). Alors que les IPC sont utilisés pour mesurer les changements au cours du temps des prix moyens au détail d'un panier fixe de biens et services représentatif des habitudes de consommation des ménages, le but des IPP est de mesurer les mouvements moyens des prix perçus par les producteurs de marchandises.

Les indices des prix à la production mesurent la variation des prix à un stade précoce du processus de production. De ce fait, ils sont souvent considérés comme des indicateurs avancés de l'évolution des prix dans l'ensemble de l'économie, y compris des variations de prix des biens et services de consommation.

Définition

Les prix à la production se définissent comme des « prix départ usine » et excluent toutes les taxes, marges de transport et marges commerciales que l'acheteur peut avoir à payer. On entend par production manufacturière la fabrication des biens semi transformés et autres biens intermédiaires, ainsi que des produits finis tels que les biens de consommation et les biens d'équipement.

Comparabilité

Les indices de prix qui figurent ci-après sont destinés à rendre compte de l'évolution des prix à la production dans le secteur manufacturier. En pratique, de nombreux pays ne calculent pas de tels indices pour le seul secteur manufacturier. Les indices de l'Autriche, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, du Mexique, de la Suisse et de la Turquie ont tous une couverture plus étendue, qui inclut généralement (outre le secteur manufacturier) l'industrie minière ainsi que les secteurs de l'électricité, du gaz et de l'eau, auxquels il faut ajouter l'agriculture dans certains pays.

Un autre problème tient au fait que l'Autriche et la Turquie calculent des indices des prix de gros, et non des indices des prix à la production. Or, les prix de gros intègrent les taxes ainsi que les marges de transport et les marges commerciales, en sus du prix départ usine des biens.

Il existe également des différences entre pays concernant la manière dont ils ajustent les prix en fonction de l'évolution qualitative de la production, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération sont actualisés, et la formule employée pour calculer l'indice des prix.

Tendances à long terme

Les prix à la production ont augmenté plus lentement que les prix à la consommation tout au long de la période 1993-2006, d'un total de 3 % pour l'OCDE. Plus de la moitié des pays de l'OCDE ont enregistré des hausses annuelles moyennes inférieures à 2.5 %, et dans deux pays – le Japon et la Suisse –, les prix à la production étaient en fait plus bas à la fin de la période considérée qu'en 1993. Tous les pays ont connu des augmentations exceptionnellement fortes en 1995, en 2000 et en 2005-2006, en raison des fluctuations marquées des cours mondiaux des produits de base.

Pour la République tchèque, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie, les taux de croissance très élevés des trois premières années de la période, ont été remplacés par des taux modérés en 2003-2006.

Source

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), *Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses*, Documents de travail du Département des Affaires économiques, n° 412, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE: Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- FMI, OIT, OCDE, Eurostat, ONU, Banque Mondiale (2004), *Producer Price Index Manual: Theory and Practice*, FMI, Washington, DC.
- OCDE (2002), "Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production", *Principaux indicateurs économiques, Volume 2002, Supplément 2*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Principaux indicateurs économiques, *www.oecd.org/std/mei*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

IPP : industrie manufacturière

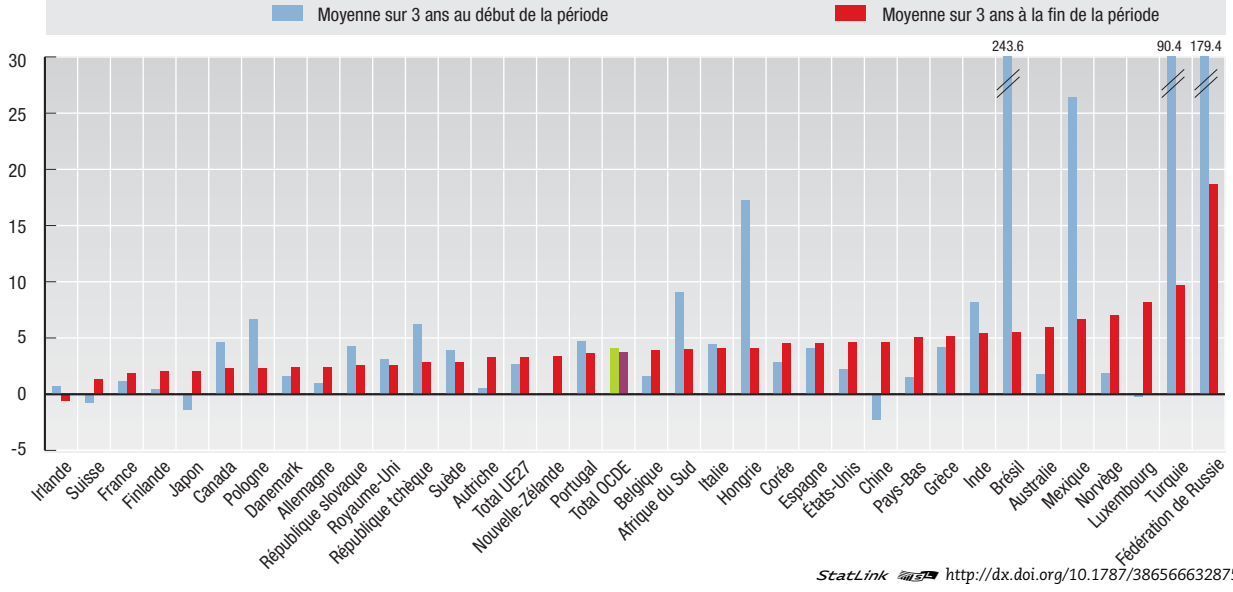
Année 2000 = 100

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	94.0	94.7	96.7	96.8	97.4	97.2	97.0	100.0	101.3	101.5	102.1	103.9	106.8	109.7
Australie	86.4	87.0	90.2	91.0	92.1	92.7	93.3	100.0	103.1	103.3	103.8	107.9	114.3	123.4
Autriche	96.1	97.4	97.7	97.7	98.1	97.6	96.7	100.0	101.5	101.1	102.8	107.8	110.1	113.3
Belgique	86.5	88.0	90.0	90.7	92.4	91.0	91.1	100.0 |	99.5	99.2	98.8	102.9	105.6	110.9
Canada	81.5	86.4	92.8	93.2	93.9	94.2	95.9	100.0	101.0	101.0	99.7	102.8	104.3	106.8
Corée	78.4	79.6	83.5	85.3	88.2	101.0	97.7	100.0	97.9	96.4	98.1	105.5	108.8	112.0
Danemark	90.4	90.7	93.5	94.8	96.3	95.7	96.0	100.0	102.9	103.9	104.0	105.1	108.2	111.6
Espagne	83.2	86.8	92.3	93.9	94.8	94.2	94.8	100.0	101.7	102.4	103.9	107.4	112.7	118.7
États-Unis	89.2	90.4	93.1	95.2	95.5	94.5	96.1	100.0	100.8	100.1	102.7	107.1	113.0	117.5
Finlande	91.0	92.4	94.1	92.3	93.3	91.7	91.2	100.0	98.9	96.6	95.5	95.3	98.0	101.5
France	97.6	98.9	103.9	101.1	100.5	99.6	98.0	100.0	101.2	101.0	101.3	102.5	104.3	106.9
Grèce	..	..	80.0	85.3	87.9	90.4	92.3	100.0	102.9	104.8	106.3	110.2	116.2	123.6
Hongrie	..	..	53.0	64.5	77.3	85.4	89.3	100.0	104.3	101.7	103.2	105.9	110.9	116.5
Irlande	87.3	88.3	89.6	89.2	89.5	91.9	93.6	100.0	101.7	100.5	92.4	90.2	90.1	90.7
Italie	81.8	84.9	91.5	93.2	94.4	94.6	94.3	100.0	101.9	102.1	103.7	106.5	110.8	117.0
Japon	106.5	104.6	103.8	102.1	102.7	101.3	99.9	100.0	97.7	95.6	94.8	95.9	97.8	100.8
Luxembourg	97.1	97.3	100.7	96.5	98.1	99.8	95.0	100.0	99.8	99.0	100.4	109.3	118.1	127.2
Mexique	29.5	31.3	44.3	59.6	69.1	78.6	90.9	100.0	103.3	107.8	115.9	126.7	132.0	140.7
Norvège	81.6	83.3	84.9	86.1	86.8	87.6	90.6	100.0	100.6	97.5	99.2	105.5	112.5	121.5
Nouvelle-Zélande	93.0	93.7	93.8	93.0	91.7	92.5	93.4	100.0	104.8	105.1	103.8	105.8	109.7	114.6
Pays-Bas	85.6	86.2	88.1	89.4	92.1	89.9	90.1	100.0	101.0	99.8	100.5	104.7	111.2	116.5
Pologne	..	..	..	76.6	83.1	88.4	92.9	100.0	99.9	99.9	102.3	109.1	108.8	109.6
Portugal	74.5	76.9	80.8	85.5	88.1	83.9	86.9	100.0	102.7	103.1	103.5	106.5	110.3	115.3
République slovaque	..	..	78.2	81.9	86.0	88.6	91.6	100.0	105.9	106.7	109.4	113.2	115.6	118.0
République tchèque	72.0	75.8	82.2	86.3	90.3	94.5	94.6	100.0	102.6	101.3	101.0	107.0	109.1	109.9
Royaume-Uni	88.8	91.1	94.8	97.2	98.1	98.1	98.5	100.0	99.7	99.8	101.3	103.8	106.7	109.4
Suède	85.6	89.5	98.3	96.1	96.9	96.4	95.9	100.0	101.5	100.9	99.8	100.7	104.5	108.6
Suisse	104.5	104.0	103.9	102.0	101.3	100.1	99.1	100.0	100.5	100.0	100.0	101.2	102.0	104.1
Turquie	2.0	4.2	7.8	13.8	25.1	43.1	66.0	100.0	161.6	242.6	304.6	338.4	366.3	402.1
Total UE27	88.4	90.3	94.7	95.7	96.3	95.7	95.7	100.0	101.2	101.5	102.8	105.8	109.5	113.3
Total OCDE	79.9	82.3	87.1	90.0	92.3	93.7	95.4	100.0	101.5	101.9	103.8	107.4	111.7	115.9
Afrique du Sud	61.2	66.8	73.4	79.3	85.0	88.3	92.9	100.0	107.1	121.4	127.0	129.5	134.3	142.9
Brésil	1.6	38.4	61.0	64.9	70.1	72.6	84.7	100.0	112.6	131.4	167.6	185.1	195.4	197.0
Chine	..	..	..	104.3	104.0	99.7	97.3	100.0	98.7	96.5	98.8	104.7	109.9	113.2
Fédération de Russie	1.6	6.8	23.1	34.9	40.1	42.9	68.3	100.0	118.2	130.5	151.9	187.4	225.9	253.9
Inde	65.0	71.7 |	78.7	82.2	85.9	90.9	94.1	100.0	105.2	107.8	113.5	121.0	126.7	132.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273524812843

IPP : industrie manufacturière

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386566632875

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

Les taux d'intérêt à long terme sont un des déterminants de l'investissement des entreprises. Ces taux ont un effet stimulant sur les investissements en nouveaux équipements lorsqu'ils sont bas, et dissuasif lorsqu'ils sont élevés. L'investissement est lui-même une source essentielle de croissance économique.

Définition

Ces taux d'intérêt sont ceux des obligations d'État ayant une échéance résiduelle d'environ 10 ans. Il ne s'agit pas des taux d'intérêt fixés lors de l'émission de ces emprunts, mais des taux d'intérêt correspondant aux cours auxquels ces obligations s'échangent sur les marchés de capitaux. Par exemple, pour une obligation initialement achetée 100 avec un taux d'intérêt de 9 % et négociée à 90, le taux d'intérêt a augmenté de 10 % ([9/90] x 100).

Comparabilité

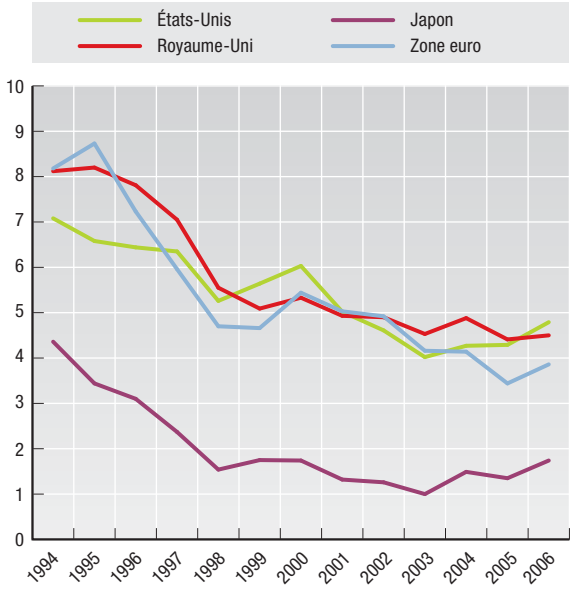
Les taux mensuels montrés ici sont, quand c'est possible, des moyennes de taux journaliers.

Dans tous les cas, ce sont des taux d'intérêt sur des obligations dont le remboursement du capital est garanti par l'État.

On considère que la comparabilité est élevée.

Évolution des taux d'intérêt à long terme

Pourcentage



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386630085778

Tendances à long terme

Les taux d'intérêt sont déterminés par trois facteurs : le prix facturé par les prêteurs pour le report de consommation auquel ils consentent, le risque que l'emprunteur ne rembourse pas le capital prêté, et la réduction par l'inflation de la valeur réelle du capital qui est anticipée par le prêteur au cours de la durée de vie de l'emprunt. Les taux d'intérêt indiqués ci-après se réfèrent à des emprunts d'État, de sorte que le facteur de risque est très faible. Ils sont déterminés dans une large mesure par les anticipations inflationnistes.

À partir de 1993, les taux d'intérêt à long terme ont baissé pendant quelques années mais ont remonté doucement en 1994/1995. Depuis, ils ont régulièrement baissé dans la plupart des pays membres, mais ont commencé à remonter en 2006. Pour les 20 pays du tableau pour lesquels les données sont disponibles pour toute la période de 1993 à 2006, les taux d'intérêts à long terme étaient en moyenne de 6.9 % en 1993 mais seulement de 3.8 % en 2006. Pour de nombreux pays, les taux d'intérêts relevés en 2005 ont atteint des records historiquement bas.

La caractéristique la plus frappante dans le tableau est la diminution de la variance des taux d'intérêts parmi les pays. La convergence des taux d'intérêt à long terme s'explique essentiellement par l'intégration croissante des marchés financiers – un des aspects de la mondialisation – et a été particulièrement prononcée parmi les membres de la zone euro. Le Japon et la Suisse sont des exceptions ; leurs taux d'intérêts sont restés bas mais ne convergent pas vers la moyenne OCDE.

Source

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Financial Market Trends*, série, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (1998), *Main Economic Indicators – Sources and Methods: Interest Rates and Share Price Indices*, OCDE, Paris.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux d'intérêt à long terme

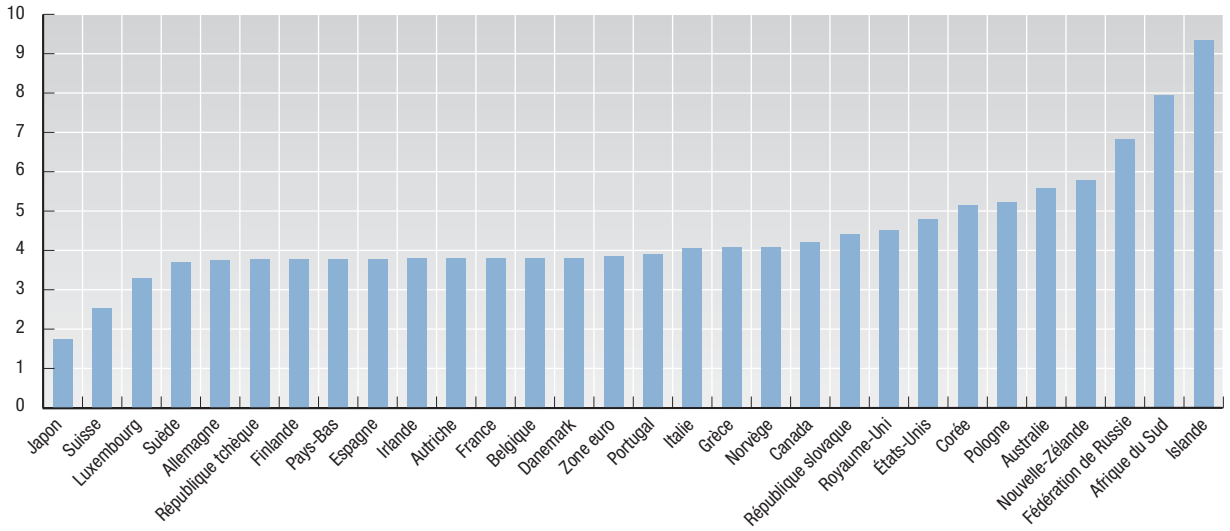
Pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	6.52	6.88	6.86	6.23	5.66	4.58	4.50	5.27	4.80	4.78	4.07	4.04	3.35	3.76
Australie	7.38	8.89	9.21	8.21	6.95	5.49	6.01	6.31	5.62	5.84	5.37	5.59	5.34	5.59
Autriche	6.71	7.03	7.13	6.32	5.68	4.71	4.68	5.56	5.08	4.97	4.15	4.15	3.39	3.80
Belgique	7.22	7.70	7.38	6.30	5.59	4.70	4.71	5.57	5.06	4.89	4.15	4.06	3.37	3.81
Canada	7.24	8.36	8.16	7.24	6.14	5.28	5.54	5.93	5.48	5.30	4.80	4.58	4.07	4.21
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	6.86	6.59	5.05	4.73	4.95	5.15
Danemark	7.30	7.83	8.27	7.19	6.26	5.04	4.92	5.66	5.09	5.06	4.31	4.30	3.40	3.81
Espagne	10.21	10.00	11.27	8.74	6.40	4.83	4.73	5.53	5.12	4.96	4.13	4.10	3.39	3.78
États-Unis	5.87	7.08	6.58	6.44	6.35	5.26	5.64	6.03	5.02	4.61	4.02	4.27	4.29	4.79
Finlande	8.83	9.04	8.79	7.08	5.96	4.79	4.72	5.48	5.04	4.98	4.14	4.11	3.35	3.78
France	6.78	7.22	7.54	6.31	5.58	4.64	4.61	5.39	4.94	4.86	4.13	4.10	3.41	3.80
Grèce	..	..	..	..	..	8.48	6.31	6.11	5.30	5.12	4.27	4.26	3.59	4.07
Irlande	7.58	8.04	8.23	7.25	6.26	4.75	4.77	5.48	5.02	4.99	4.13	4.06	3.32	3.79
Islande	..	6.98	9.65	9.24	8.71	7.66	8.47	11.20	10.36	7.96	6.65	7.49	7.73	9.33
Italie	11.19	10.52	12.21	9.40	6.86	4.88	4.73	5.58	5.19	5.03	4.30	4.26	3.56	4.05
Japon	4.32	4.36	3.44	3.10	2.37	1.54	1.75	1.74	1.32	1.26	1.00	1.49	1.35	1.74
Luxembourg	..	7.15	7.23	6.30	5.60	4.73	4.67	5.52	4.86	4.68	3.32	2.84	2.41	3.30
Norvège	6.88	7.43	7.43	6.77	5.89	5.40	5.50	6.22	6.24	6.38	5.05	4.37	3.75	4.08
Nouvelle-Zélande	6.93	7.63	7.78	7.89	7.19	6.29	6.41	6.85	6.39	6.53	5.87	6.07	5.88	5.78
Pays-Bas	6.36	6.86	6.90	6.15	5.58	4.63	4.63	5.41	4.96	4.89	4.12	4.10	3.37	3.78
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	10.68	7.36	5.78	6.90	5.22	5.23
Portugal	..	10.48	11.47	8.56	6.36	4.88	4.78	5.60	5.16	5.01	4.18	4.14	3.44	3.91
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	8.06	6.91	4.99	5.02	3.52	4.41
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	6.31	4.88	4.12	4.75	3.51	3.78
Royaume-Uni	7.48 |	8.12	8.20	7.81	7.05	5.55	5.09	5.33	4.93	4.90	4.53	4.88	4.41	4.50
Suède	8.54 |	9.50 |	10.24	8.03	6.61	4.99	4.98	5.37	5.11	5.30	4.64	4.43	3.38	3.70
Suisse	4.55	4.96	4.52	4.00	3.36 |	3.04	3.04	3.93	3.38	3.20	2.66	2.74	2.10	2.52
Zone euro	8.42	8.18	8.73	7.23	5.96	4.70 |	4.66	5.44 |	5.03	4.92	4.16	4.14	3.44	3.86
Afrique du Sud	13.97	14.83	16.11	15.48	14.70	15.12	14.90	13.79	11.41	11.50	9.62	9.53	8.07	7.94
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	87.38	35.16	19.38	15.82	8.90	7.79	7.76	6.83

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273562364605

Taux d'intérêt à long terme

Pourcentage, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386606121614

TAUX DE CONVERSION

Pour comparer le produit intérieur brut (PIB) réel d'un seul pays au cours d'une période de plusieurs années, il faut éliminer les fluctuations dues aux variations de prix. De la même manière, pour comparer les PIB réels de divers pays à un moment donné, il faut éliminer les différences entre leurs PIB qui sont dues à des écarts entre leurs niveaux de prix respectifs. Les indices de prix sont utilisés pour éliminer les effets des variations de prix dans un pays donné au cours du temps ; les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont employées pour supprimer les effets des écarts de niveaux de prix entre pays à un moment donné.

Définition

Les PPA sont des taux de conversion monétaire qui permettent d'égaliser les niveaux de prix entre pays. On a calculé les parités de pouvoir d'achat qui figurent ci-après en comparant les prix d'un panier commun composé de quelque 2 500 biens et services dans les pays de l'OCDE. Ceux-ci ne sont pas tenus d'indiquer le prix de chacun des articles de ce panier, car certains peuvent s'avérer difficiles à trouver dans tel ou tel pays, mais ce panier commun a été composé de telle manière que chaque pays puisse déterminer les prix d'un large éventail de biens et services représentatifs de son marché.

Les biens et services dont les prix doivent être déterminés sont tous ceux qui font partie de la dépense finale, à savoir la consommation des ménages, les services rendus par les administrations publiques, la formation de capital et les exportations nettes. Les prix des différents articles sont ensuite pondérés selon leurs poids relatifs dans la dépense finale totale afin d'obtenir les PPA du PIB qui figurent ci-après.

Comparabilité

Les PPA montrées ci-après ont été calculées conjointement par l'OCDE et l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) sur la base de procédures courantes. En consultation avec leurs pays membres, l'OCDE et Eurostat examinent de façon continue les questions méthodologiques et les améliorations sont constantes.

Tendances à long terme

Au cours de la période 1993-2006, les fluctuations des PPA et celles des taux de change ont été rarement similaires, et même quand elles varient dans la même direction elles ne sont pas de la même amplitude – Voir par exemple l'Irlande et la République tchèque sur le graphique de la page suivante.

Les taux de change sont parfois utilisés pour convertir dans une monnaie commune les PIB d'économies utilisant des monnaies différentes. Toutefois, les comparaisons de PIB fondées sur les taux de change ne reflètent pas les volumes réels de biens et services composant les PIB des pays comparés. Pour nombre des pays à bas revenu, les différences entre le PIB converti au moyen des taux de change et le PIB réel converti à l'aide des PPA sont considérables. Ces différences sont illustrées dans le second graphique.

Dans le cas de la République slovaque, par exemple, l'écart entre le PIB converti sur la base de la PPA et le PIB converti au moyen du taux de change est supérieur à 70 %. En général, l'utilisation des taux de change se traduit par une sous-estimation du PIB réel des pays à faible revenu, et par une surestimation du PIB réel des pays à revenu élevé.

Les indices de niveau de prix figurant dans le dernier tableau correspondent au rapport entre PPA et taux de change, la valeur 100 étant fixée pour l'OCDE. En général, il existe une corrélation positive entre les niveaux de revenu et les niveaux de prix. Ainsi, le Danemark, l'Islande, la Norvège et la Suisse – quatre pays à revenu élevé – affichaient les niveaux de prix les plus hauts en 2006, tandis que la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la Turquie – cinq des pays à faible revenu au sein de la zone OCDE – se caractérisaient par des niveaux de prix d'environ 60 % de celui de la moyenne OCDE.

Source

- OCDE (2005), *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles : Année de référence 2002, Édition 2004*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Schreyer, P. et F. Koechlin (2002), « Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 3, mars, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Séminaire Banque mondiale – OCDE sur les parités de pouvoir d'achat, *www.oecd.org/std/ppp/seminar2001*.
- OCDE Parités de pouvoir d'achat, *www.oecd.org/std/ppp*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Parités de pouvoir d'achat

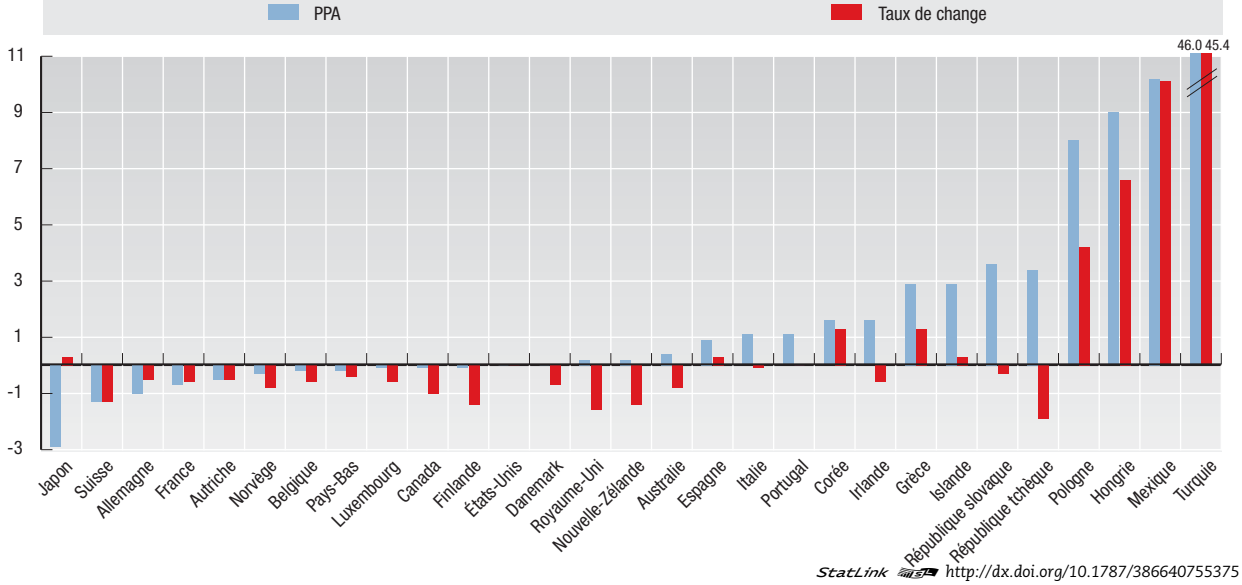
Unités de monnaie nationale par dollar des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	1.003	1.006	1.004	0.992	0.990	0.988	0.975	0.968	0.955	0.942	0.917	0.895	0.893	0.870
Australie	1.34	1.33	1.32	1.32	1.32	1.31	1.30	1.31	1.33	1.34	1.35	1.37	1.39	1.41
Autriche	0.928	0.933	0.933	0.929	0.924	0.917	0.917	0.901	0.917	0.896	0.884	0.873	0.874	0.862
Belgique	0.918	0.918	0.910	0.911	0.911	0.924	0.921	0.892	0.885	0.865	0.878	0.895	0.899	0.889
Canada	1.22	1.21	1.21	1.21	1.21	1.19	1.19	1.23	1.22	1.23	1.23	1.23	1.21	1.20
Corée	621	656	690	712	732	767	755	749	757	770	796	794	789	762
Danemark	8.57	8.52	8.46	8.43	8.43	8.39	8.47	8.42	8.46	8.30	8.53	8.39	8.52	8.44
Espagne	0.677	0.689	0.708	0.717	0.719	0.719	0.733	0.735	0.739	0.733	0.752	0.758	0.768	0.774
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	0.979	0.972	0.998	1.002	0.997	1.003	1.003	0.996	1.011	1.003	1.010	0.974	0.983	0.965
France	1.007	0.999	0.992	0.987	0.974	0.967	0.960	0.940	0.918	0.905	0.937	0.939	0.923	0.915
Grèce	0.489	0.532	0.572	0.604	0.630	0.662	0.681	0.679	0.671	0.660	0.688	0.695	0.702	0.703
Hongrie	42	50	62	73	85	94	101	108	111	115	120	126	129	129
Irlande	0.82	0.81	0.82	0.83	0.85	0.88	0.93	0.96	0.99	1.00	1.01	1.00	1.02	1.01
Islande	71.9	72.3	73.0	74.9	74.4	77.2	79.7	84.4	88.9	91.3	94.4	94.1	97.1	102.5
Italie	0.755	0.766	0.788	0.808	0.816	0.808	0.818	0.818	0.807	0.845	0.853	0.872	0.875	0.863
Japon	182	179	174	170	168	167	162	155	149	144	140	134	130	124
Luxembourg	0.93	0.94	0.95	0.95	0.96	0.95	0.94	0.94	0.95	0.93	0.94	0.92	0.92	0.95
Mexique	2.04	2.17	2.93	3.76	4.35	4.96	5.63	6.11	6.31	6.55	6.82	7.12	7.13	7.22
Norvège	9.27	9.06	9.15	9.04	9.08	9.38	9.33	9.14	9.18	9.11	9.11	8.98	8.84	9.21
Nouvelle-Zélande	1.47	1.46	1.46	1.47	1.45	1.45	1.43	1.45	1.47	1.47	1.50	1.51	1.54	1.52
Pays-Bas	0.914	0.914	0.914	0.908	0.910	0.906	0.907	0.894	0.906	0.902	0.926	0.908	0.898	0.888
Pologne	0.70	0.94	1.17	1.36	1.52	1.66	1.74	1.84	1.86	1.83	1.84	1.86	1.90	1.87
Portugal	0.608	0.639	0.648	0.659	0.672	0.693	0.697	0.701	0.705	0.708	0.706	0.715	0.707	0.706
République slovaque	10.9	12.1	13.0	13.3	13.7	14.2	15.1	15.9	15.7	15.9	16.7	17.2	17.2	17.1
République tchèque	9.2	10.2	11.1	11.9	12.7	13.9	14.1	14.2	14.2	14.3	14.0	14.3	14.4	14.2
Royaume-Uni	0.639	0.635	0.639	0.641	0.635	0.645	0.653	0.637	0.626	0.628	0.640	0.632	0.649	0.645
Suède	9.16	9.22	9.35	9.24	9.30	9.37	9.29	9.15	9.35	9.35	9.33	9.09	9.24	9.12
Suisse	2.02	2.00	1.98	1.94	1.89	1.88	1.87	1.85	1.84	1.77	1.77	1.75	1.74	1.71
Turquie	0.007	0.013	0.024	0.043	0.076	0.131	0.202	0.283	0.428	0.613	0.773	0.811	0.868	0.939
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.87	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.36	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.45	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12.74	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14.67	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273566548038

Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1993-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386640755375

Taux de change

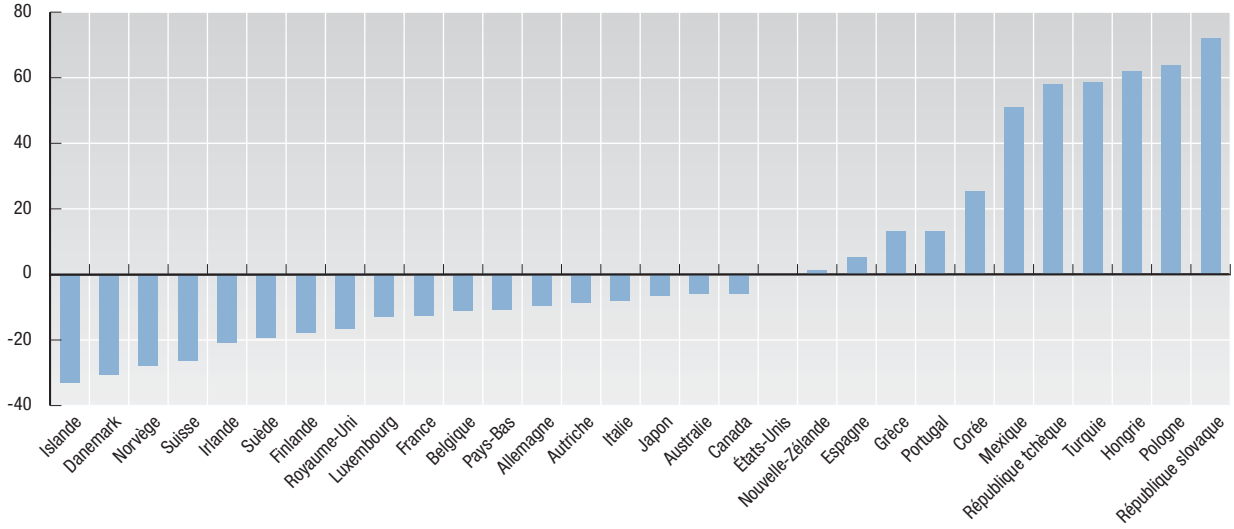
Unités de monnaie nationale par dollar des EU

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	0.845	0.830	0.733	0.769	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
Australie	1.471	1.368	1.349	1.278	1.347	1.592	1.550	1.725	1.933	1.841	1.542	1.360	1.309	1.328
Autriche	0.845	0.830	0.733	0.769	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
Belgique	0.858	0.829	0.731	0.768	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
Canada	1.290	1.366	1.372	1.363	1.385	1.483	1.486	1.485	1.549	1.569	1.401	1.301	1.212	1.134
Corée	802.67	803.45	771.27	804.45	951.29	1 401.44	1 188.82	1 130.96	1 290.99	1 251.09	1 191.61	1 145.32	1 024.12	954.79
Danemark	6.484	6.361	5.602	5.799	6.604	6.701	6.976	8.083	8.323	7.895	6.588	5.991	5.997	5.947
Espagne	0.765	0.805	0.749	0.761	0.880	0.898	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
États-Unis	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Finlande	0.961	0.879	0.734	0.773	0.873	0.899	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
France	0.863	0.846	0.761	0.780	0.890	0.899	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
Grèce	0.673	0.712	0.680	0.706	0.801	0.867	0.897	1.072	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
Hongrie	91.93	105.16	125.68	152.65	186.79	214.40	237.15	282.18	286.49	257.89	224.31	202.75	199.58	210.39
Irlande	0.860	0.849	0.792	0.794	0.838	0.892	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
Islande	67.60	69.94	64.69	66.50	70.90	70.96	72.34	78.62	97.42	91.66	76.71	70.19	62.98	70.20
Italie	0.813	0.833	0.841	0.797	0.880	0.897	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
Japon	111.20	102.21	94.06	108.78	120.99	130.91	113.91	107.77	121.53	125.39	115.93	108.19	110.22	116.30
Luxembourg	0.858	0.829	0.731	0.768	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
Mexique	3.116	3.375	6.419	7.599	7.918	9.136	9.560	9.456	9.342	9.656	10.789	11.286	10.898	10.899
Norvège	7.094	7.058	6.335	6.450	7.073	7.545	7.799	8.802	8.992	7.984	7.080	6.741	6.443	6.413
Nouvelle-Zélande	1.851	1.687	1.524	1.455	1.512	1.868	1.890	2.201	2.379	2.162	1.722	1.509	1.420	1.542
Pays-Bas	0.843	0.826	0.729	0.765	0.885	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
Pologne	1.812	2.272	2.425	2.696	3.279	3.475	3.967	4.346	4.094	4.080	3.889	3.658	3.235	3.103
Portugal	0.802	0.828	0.754	0.769	0.874	0.898	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797
République slovaque	30.77	32.04	29.71	30.65	33.62	35.23	41.36	46.04	48.35	45.33	36.77	32.26	31.02	29.70
République tchèque	29.15	28.79	26.54	27.14	31.70	32.28	34.57	38.60	38.04	32.74	28.21	25.70	23.96	22.60
Royaume-Uni	0.667	0.653	0.634	0.641	0.611	0.604	0.618	0.661	0.695	0.667	0.612	0.546	0.550	0.543
Suède	7.783	7.716	7.133	6.706	7.635	7.950	8.262	9.162	10.329	9.737	8.086	7.349	7.473	7.378
Suisse	1.478	1.368	1.182	1.236	1.451	1.450	1.502	1.689	1.688	1.559	1.347	1.244	1.245	1.254
Turquie	0.011	0.030	0.046	0.081	0.152	0.261	0.419	0.625	1.226	1.507	1.501	1.426	1.344	1.428
Zone euro	0.854	0.843	0.765	0.788	0.882	0.894	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805	0.805	0.797
Afrique du Sud	3.268	3.551	3.627	4.299	4.608	5.528	6.109	6.940	8.609	10.541	7.565	6.460	6.359	6.772
Brésil	0.0322	0.6393	0.9177	1.0051	1.0780	1.1605	1.8147	1.8301	2.3577	2.9208	3.0771	2.9251	2.4344	2.1753
Chine	5.762	8.619	8.351	8.314	8.290	8.279	8.278	8.279	8.277	8.277	8.277	8.277	8.194	7.973
Fédération de Russie	1.0007	2.3915	4.6260	5.1675	5.8375	9.7051	24.6199	28.1292	29.1685	31.3485	30.6920	28.8137	28.2844	27.1910
Inde	30.49	31.37	32.43	35.43	36.31	41.26	43.06	44.94	47.19	48.61	46.58	45.32	44.10	45.31

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273610154367

Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU – taux de change ou parités de pouvoir d'achat

PIB calculé avec PPA moins PIB calculé avec le taux de change, en pourcentage du PIB calculé avec les taux de change, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386668627553

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Indices de niveaux de prix

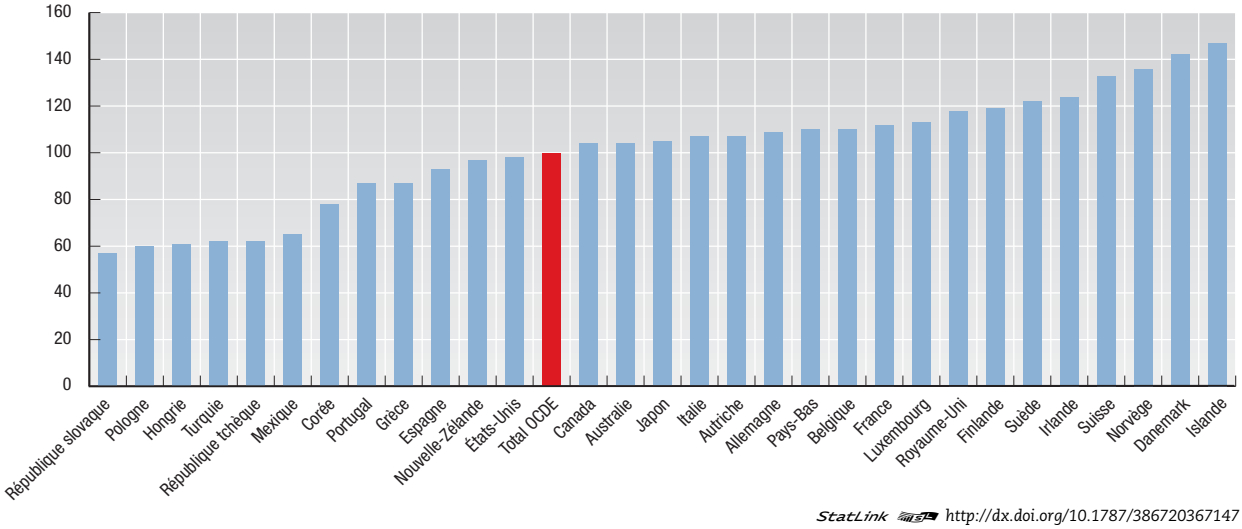
OCDE = 100

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	111	112	120	118	110	112	105	95	95	98	106	108	108	109
Australie	85	89	86	95	96	84	85	81	77	80	89	98	103	104
Autriche	103	104	112	111	102	104	99	88	91	93	102	106	106	107
Belgique	100	102	110	109	101	104	99	87	88	90	101	108	109	110
Canada	89	82	78	81	86	81	81	88	88	87	89	92	97	104
Corée	72	75	79	81	76	56	64	70	65	68	68	68	75	78
Danemark	124	123	133	133	126	127	123	111	113	116	132	136	138	142
Espagne	83	79	83	86	80	81	79	72	74	76	87	92	93	93
États-Unis	94	92	88	92	98	102	101	106	111	111	102	97	97	98
Finlande	95	102	119	119	112	113	108	97	101	104	116	118	119	119
France	109	109	115	116	108	109	103	92	92	94	108	114	112	112
Grèce	68	69	74	78	77	78	77	67	67	69	79	84	85	87
Hongrie	43	43	43	44	45	45	43	41	43	49	55	61	63	61
Irlande	89	88	91	96	100	101	100	94	99	104	117	122	124	124
Islande	99	95	99	103	103	111	111	114	102	110	126	131	150	147
Italie	87	85	82	93	91	92	88	80	80	88	98	105	106	107
Japon	153	161	163	143	137	129	144	153	137	127	123	121	114	105
Luxembourg	102	105	114	113	106	107	101	92	94	97	108	111	112	113
Mexique	61	59	40	45	54	55	60	69	75	75	65	61	64	65
Norvège	122	118	127	129	126	126	121	110	114	126	131	130	133	136
Nouvelle-Zélande	74	80	84	93	95	79	77	70	69	75	89	98	105	97
Pays-Bas	101	102	110	109	101	102	98	87	90	94	107	110	109	110
Pologne	36	38	43	46	45	49	44	45	51	50	48	49	57	60
Portugal	71	71	76	79	76	78	75	68	70	74	81	86	86	87
République slovaque	33	35	39	40	40	41	37	37	36	39	46	52	54	57
République tchèque	30	33	37	40	39	44	41	39	42	48	51	54	58	62
Royaume-Uni	90	90	89	92	102	109	107	102	100	104	107	113	115	118
Suède	110	110	115	126	120	120	114	106	101	106	118	121	120	122
Suisse	128	135	147	144	128	132	126	116	121	126	134	137	136	133
Turquie	56	41	47	48	49	51	49	48	39	45	53	55	63	62
Total UE15	98	98	103	105	101	103	99	90	90	94	103	108	108	109
Total OCDE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	59	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	54	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	42	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	45	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	32	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273627116186

Indices de niveaux de prix

OCDE = 100, année 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386720367147

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS

Pour définir la compétitivité internationale au sens large, il faudrait comparer la capacité des pays à augmenter la productivité, encourager l'innovation et augmenter le niveau de vie. Les deux indicateurs de compétitivité que nous présentons ici ont un objectif plus précis : comparer l'évolution de la compétitivité-prix des pays sur les marchés internationaux à partir des fluctuations du taux de change de ces pays et de leur niveau de prix, représenté soit par le prix des biens de consommation, soit par les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier. En outre, nous présentons des indices de taux de change effectifs nominaux. Ceux-ci reflètent uniquement l'évolution des taux de change de marché, qui ne constituent qu'un des facteurs entrant dans le calcul des deux indicateurs de compétitivité mentionnés précédemment.

Définition

On calcule les indices de taux de change effectifs nominaux en comparant, pour chaque pays, la variation de son propre taux de change, par rapport au dollar des États-Unis, à une moyenne pondérée des variations des taux de change de ses concurrents (également par rapport au dollar), au moyen de la matrice de pondération de l'année en cours (basée sur l'importance du commerce bilatéral).

Les deux autres indicateurs, à savoir les indices de prix relatifs à la consommation et les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, peuvent être décrits comme les indices de taux de change effectifs réels. À la différence des taux de change effectifs nominaux, ils prennent en compte non seulement l'évolution des taux de change de marché, mais aussi les variations des niveaux de prix relatifs (en utilisant, respectivement, les prix à la consommation et les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier), et peuvent donc être employés comme indicateurs de compétitivité. La variation de l'indice des prix relatifs à la consommation d'un pays donné entre deux années est mesurée en comparant la variation de l'indice des prix à la consommation dudit pays (converti en dollars au taux de change du marché) à une moyenne pondérée des variations des indices des prix à la consommation de ses concurrents (également exprimés en dollars), au moyen de la matrice de pondération de l'année en cours (basée sur l'importance du commerce bilatéral). Les variations de l'indice des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier sont calculées de la même manière.

Comparabilité

Les trois indices présentés ici sont tous élaborés selon la même procédure.

Tendances à long terme

Une augmentation de ces indices représente une dégradation de sa compétitivité. Il convient de noter que ces indices montrent uniquement l'évolution de la compétitivité internationale de chaque pays dans le temps, et que les différences entre pays concernant le niveau des indices n'ont aucune signification.

Chacun des trois indices est relativement fluctuant d'une année à l'autre, de sorte qu'il est difficile de déceler des tendances à long terme. Entre 2000 et 2005, le Japon, la Suède et les États-Unis ont globalement amélioré leur compétitivité internationale, à en juger tant par leurs indices de prix relatifs à la consommation que par leurs coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, tandis que la position concurrentielle de l'Australie, du Canada, de la Hongrie et de la Nouvelle-Zélande s'est dégradée dans l'ensemble. Pour ces deux groupes, ces changements s'expliquent dans une large mesure par les fluctuations des taux de change effectifs nominaux des pays concernés. Dans le cas des États-Unis, par contre, l'amélioration de la compétitivité en termes de coûts unitaires de main-d'œuvre depuis 2000 a été sensiblement plus marquée que la variation du taux de change effectif nominal ; cette amélioration doit donc être due à une évolution favorable des coûts unitiaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, reflétant elle-même l'évolution de la productivité des coûts salariaux.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre No. 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Durand, M., C. Madaschi et F. Terribile (1998), *Trends in OECD Countries' International Competitiveness*, Documents de travail du Département des Affaires économiques, n° 195, OCDE, Paris.
- Durand, M., J. Simon et C. Webb (1992), *OECD's Indicators of International Trade and Competitiveness*, Documents de travail du Département des Affaires économiques, n° 120, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, *www.oecd.org/eco/sources-and-methods*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux de change effectifs nominaux

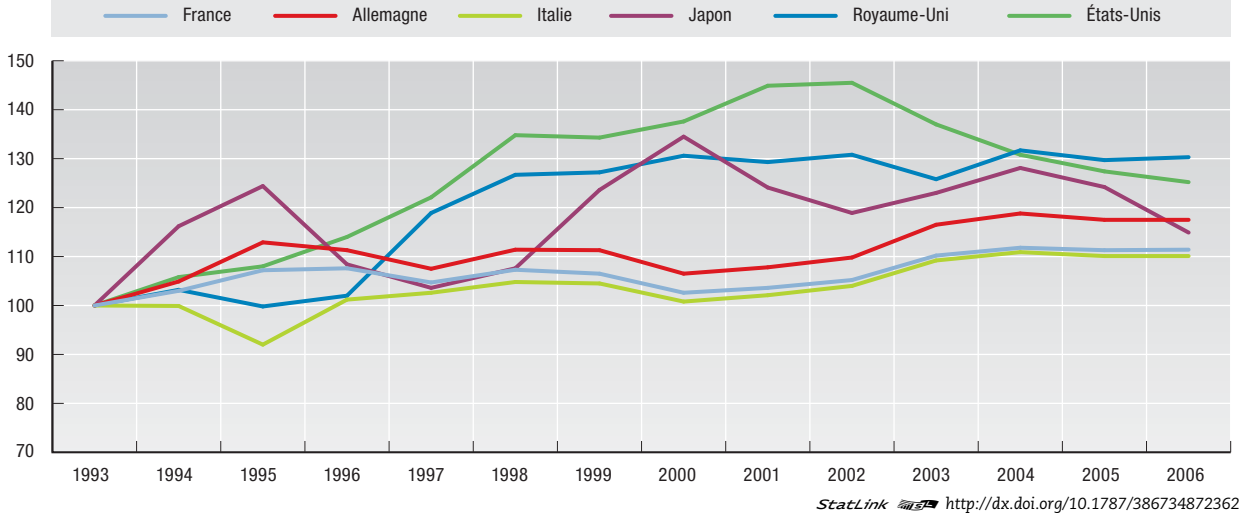
Année 2000 = 100

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	93.9	98.5	106.0	104.5	100.9	104.6	104.5	100.0	101.2	103.1	109.4	111.6	110.3	110.3
Australie	99.5	107.2	103.9	113.9	115.4	107.4	107.6	100.0	93.7	97.2	108.6	117.1	120.0	118.3
Autriche	95.6	97.8	102.5	101.5	99.6	101.6	102.3	100.0	100.4	101.0	104.4	105.5	104.7	104.8
Belgique	97.9	102.2	107.9	106.2	102.0	104.4	104.1	100.0	101.2	103.0	108.3	110.2	109.7	109.8
Canada	107.7	102.8	102.0	103.9	104.3	99.4	99.1	100.0	97.0	95.5	105.5	112.0	119.8	127.7
Corée	117.8	119.1	119.5	121.4	112.4	81.3	93.3	100.0	92.4	95.4	94.8	94.8	105.6	113.9
Danemark	98.2	100.5	105.7	104.7	102.3	104.9	104.2	100.0	101.8	103.3	108.1	109.5	108.6	108.4
Espagne	111.0	105.7	106.0	107.1	102.8	104.0	103.1	100.0	101.1	102.5	106.3	107.5	106.9	107.0
États-Unis	72.7	76.9	78.5	82.9	88.8	98.0	97.6	100.0	105.3	105.8	99.6	95.1	92.6	91.0
Finlande	79.5	90.1	103.6	101.1	98.9	101.7	104.7	100.0	102.1	104.2	110.3	112.4	111.5	111.3
France	97.4	100.4	104.5	104.9	102.1	104.5	103.8	100.0	100.9	102.5	107.4	109.0	108.4	108.5
Grèce	120.5	115.1	113.8	111.9	109.9	106.6	107.0	100.0	101.0	102.8	107.8	109.5	108.5	108.6
Hongrie	214.4	192.8	153.0	130.3	120.7	109.3	105.4	100.0	101.9	108.9	108.3	110.4	111.1	104.0
Irlande	107.4	109.2	111.2	114.1	113.9	110.5	107.3	100.0	101.2	103.6	112.6	115.1	114.9	115.1
Islande	97.1	92.9	93.3	92.8	94.8	97.4	99.0	100.0	85.2	87.9	92.0	93.1	103.5	92.7
Italie	99.2	99.1	91.3	100.5	101.8	104.0	103.8	100.0	101.3	103.2	108.3	110.1	109.2	109.3
Japon	74.4	86.4	92.5	80.6	77.1	80.0	91.9	100.0	92.3	88.4	91.5	95.3	92.4	85.4
Luxembourg	99.2	102.0	105.4	104.3	102.0	103.0	102.8	100.0	100.4	101.5	104.9	106.1	105.5	105.5
Mexique	272.4	263.8	138.6	117.7	115.5	102.6	97.9	100.0	102.8	99.7	87.1	81.9	84.3	83.8
Norvège	100.0	100.8	104.5	104.6	105.6	102.4	102.2	100.0	103.3	112.1	109.7	106.0	110.6	109.9
Nouvelle-Zélande	102.0	109.4	116.9	124.3	127.3	114.3	110.3	100.0	98.7	106.8	121.5	129.7	135.8	125.4
Pays-Bas	97.2	101.8	108.8	107.3	102.1	105.7	105.4	100.0	101.4	103.7	110.8	113.4	112.7	112.6
Pologne	170.5	139.2	122.7	114.4	106.3	104.0	97.0	100.0	110.2	105.4	94.8	92.7	103.6	106.8
Portugal	102.5	101.7	104.9	104.5	103.1	103.0	102.4	100.0	100.9	102.0	104.8	105.5	104.9	105.0
République slovaque	98.2	97.1	100.4	101.3	106.0	105.9	98.3	100.0	97.6	98.0	103.6	108.0	110.1	113.4
République tchèque	94.7	98.1	98.8	100.4	97.4	99.1	98.7	100.0	105.0	117.0	116.7	117.0	124.3	130.5
Royaume-Uni	76.6	79.0	76.4	78.1	91.1	97.0	97.4	100.0	99.0	100.2	96.3	100.8	99.3	99.8
Suède	92.5	93.6	94.0	103.5	100.2	99.9	99.7	100.0	91.9	94.1	99.5	101.3	98.7	99.1
Suisse	86.8	95.6	104.0	102.7	96.9	101.0	101.8	100.0	104.0	109.3	111.1	111.5	110.6	108.9
Turquie	4 239.0	1 719.1	990.8	581.1	345.5	207.8	137.2	100.0	56.3	41.8	36.8	35.9	37.7	35.1
Zone euro	94.2	100.8	109.5	111.7	104.6	110.8	109.9	100.0	102.5	106.4	119.3	123.8	121.8	121.9
Brésil	..	367.8	165.8	154.8	153.8	149.9	96.7	100.0	80.9	71.7	61.7	61.9	74.2	82.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273627564665

Taux de change effectifs nominaux

Année 1993 = 100



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386734872362

Indices des prix à la consommation relatifs

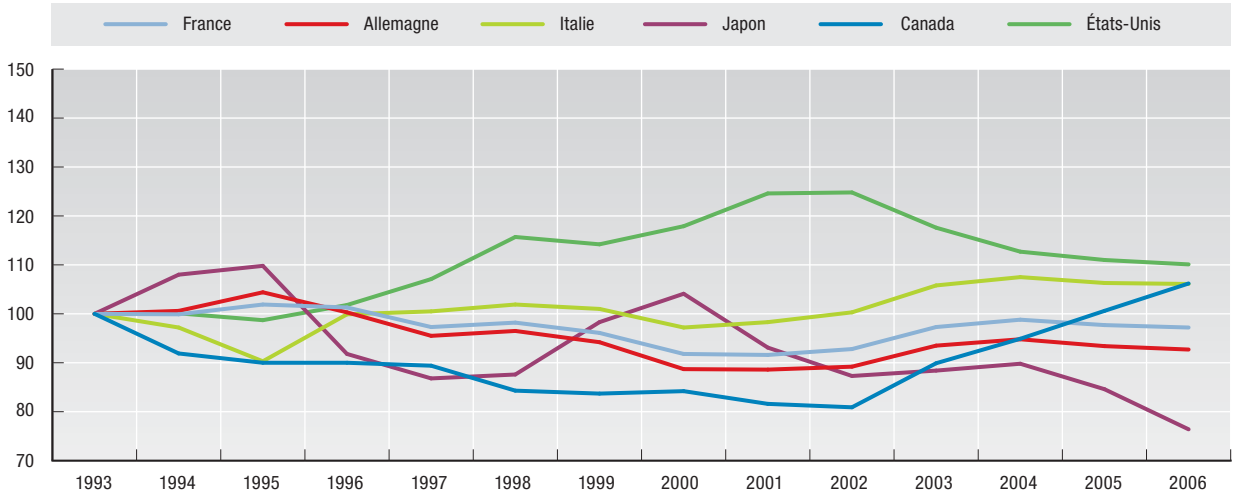
Année 2000 = 100

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	112.8	113.5	117.8	113.1	107.7	108.9	106.3	100.0	99.9	100.6	105.5	106.9	105.3	104.6
Australie	101.6	106.7	104.9	114.8	113.8	104.1	104.7	100.0	96.2	101.5	114.8	124.3	128.1	127.8
Autriche	106.3	106.4	109.4	107.0	103.4	103.7	102.6	100.0	100.2	100.5	103.3	104.2	103.5	102.9
Belgique	107.1	108.8	112.5	109.8	104.5	105.5	104.0	100.0	100.9	102.1	106.8	108.7	108.8	108.4
Canada	118.7	109.1	106.8	106.8	106.1	100.1	99.4	100.0	96.9	96.0	106.7	112.6	119.4	126.1
Corée	106.9	108.1	109.4	113.3	106.9	81.5	92.8	100.0	94.6	99.5	101.2	102.8	115.6	125.2
Danemark	102.0	101.7	105.4	103.8	101.2	103.5	103.6	100.0	101.5	103.4	108.4	109.1	107.9	107.6
Espagne	107.2	102.4	104.0	105.6	101.1	102.1	102.0	100.0	102.1	104.4	109.4	111.6	112.3	113.9
États-Unis	84.8	84.9	83.7	86.3	90.8	98.1	96.8	100.0	105.7	105.8	99.7	95.6	94.1	93.4
Finlande	102.2	106.1	113.9	107.3	103.3	104.6	104.4	100.0	101.4	102.4	106.8	106.6	103.9	102.9
France	108.9	108.8	111.0	110.3	106.0	106.9	104.6	100.0	99.8	101.1	106.0	107.6	106.4	105.9
Grèce	99.9	100.8	104.0	106.9	107.7	106.3	106.8	100.0	101.0	103.7	109.8	112.2	112.6	113.6
Hongrie	95.7	93.4	88.7	89.6	95.1	95.8	98.6	100.0	108.2	119.2	121.8	129.7	132.2	126.0
Irlande	108.1	108.0	109.2	111.0	109.9	107.1	103.8	100.0	103.8	109.4	120.8	123.7	123.6	125.9
Islande	97.7	91.6	90.3	89.6	91.2	93.6	96.2	100.0	88.8	94.8	99.6	102.3	116.1	108.5
Italie	102.9	100.0	92.9	102.8	103.4	104.9	103.9	100.0	101.2	103.2	108.9	110.6	109.4	109.2
Japon	96.1	103.8	105.5	88.2	83.4	84.2	94.5	100.0	89.5	83.9	85.0	86.3	81.3	73.4
Luxembourg	104.5	105.7	108.3	105.7	102.6	102.9	102.1	100.0	100.7	101.9	105.7	107.0	106.7	107.4
Mexique	99.6	95.2	64.5	72.0	83.4	84.2	92.1	100.0	106.5	106.7	95.3	91.6	95.0	95.1
Norvège	103.2	100.6	103.0	101.8	103.1	100.6	101.1	100.0	103.9	112.0	110.2	105.2	109.5	109.3
Nouvelle-Zélande	106.1	111.8	119.8	127.0	129.5	115.7	110.1	100.0	98.9	108.2	123.0	131.7	139.0	129.4
Pays-Bas	107.8	107.9	112.0	109.0	103.3	106.3	105.6	100.0	102.9	106.7	114.2	115.9	114.3	113.0
Pologne	73.3	74.0	79.1	84.8	87.8	93.3	90.7	100.0	112.9	107.7	95.6	94.6	105.7	107.9
Portugal	100.4	98.9	102.4	102.3	101.1	101.9	102.0	100.0	102.5	104.8	108.6	109.5	108.6	109.3
République slovaque	85.1	84.2	86.1	85.9	90.8	91.8	90.7	100.0	101.2	102.5	115.6	126.6	129.5	136.4
République tchèque	77.0	80.9	83.6	89.1	90.7	99.4	98.0	100.0	106.7	118.5	115.9	116.7	123.6	130.3
Royaume-Uni	84.0	83.9	80.3	81.6	94.3	99.6	99.2	100.0	97.4	97.6	93.2	96.7	95.1	95.5
Suède	106.1	104.6	103.8	111.7	106.3	103.3	101.4	100.0	91.7	94.0	99.4	99.5	95.4	94.9
Suisse	103.5	108.3	114.8	110.7	102.3	104.1	102.9	100.0	102.2	105.8	106.2	105.2	103.2	100.4
Turquie	89.8	66.0	71.5	72.3	77.3	85.0	89.3	100.0	81.5	88.7	93.4	96.4	107.2	106.6
Zone euro	119.5	119.1	123.5	122.3	111.8	114.9	110.9	100.0	101.9	105.7	118.4	122.5	120.3	119.9

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273642853420

Indices des prix à la consommation relatifs

Année 1993 = 100



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386741521550

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière

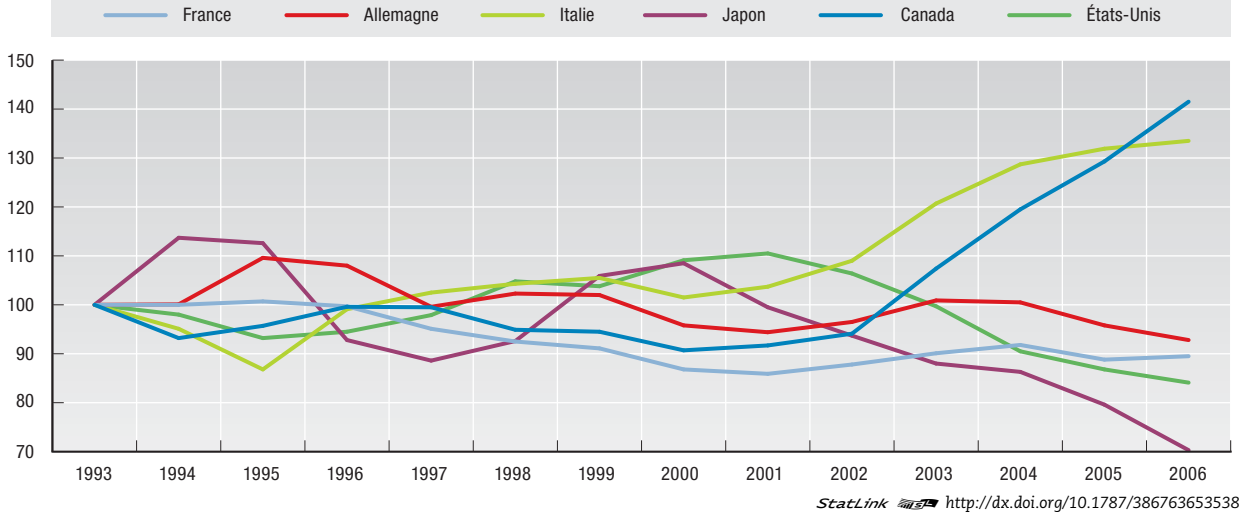
Année 2000 = 100

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	104.4	104.5	114.4	112.7	104.0	106.8	106.5	100.0	98.6	100.7	105.3	104.9	100.0	96.9
Australie	88.9	92.9	97.7	108.9	110.0	101.1	106.7	100.0	92.5	97.5	111.8	124.8	133.1	133.6
Autriche	121.6	122.2	120.6	112.8	109.2	109.4	106.3	100.0	97.8	97.0	101.0	102.9	103.2	100.5
Belgique	111.1	114.1	116.4	111.8	103.7	104.7	106.0	100.0	102.6	104.4	110.4	110.7	111.6	112.1
Canada	110.3	102.8	105.6	109.9	109.7	104.7	104.2	100.0	101.1	103.8	118.5	131.8	142.6	156.1
Corée	117.9	120.4	133.9	144.8	128.1	85.6	92.9	100.0	93.1	97.6	96.7	99.0	110.1	113.3
Danemark	99.7	95.3	99.9	103.2	98.9	103.6	104.2	100.0	102.8	107.5	115.2	115.5	114.6	116.6
Espagne	98.4	94.0	94.7	96.9	96.2	99.1	100.0	100.0	100.8	103.8	110.8	115.2	117.6	119.0
États-Unis	91.7	89.9	85.5	86.7	89.8	96.1	95.2	100.0	101.3	97.6	91.4	83.0	79.6	77.1
Finlande	103.0	108.0	124.0	118.1	111.6	111.5	111.4	100.0	98.9	96.8	99.0	99.2	97.6	92.3
France	115.2	115.2	116.0	114.9	109.5	106.6	104.9	100.0	99.0	101.2	103.8	105.7	102.3	103.1
Grèce	98.0	100.3	105.4	107.8	115.3	110.8	107.4	100.0	95.7	99.9	106.5	123.6	120.1	122.9
Hongrie	141.9	126.7	114.9	106.4	105.0	99.1	95.7	100.0	108.1	112.0	111.2	119.9	121.7	113.0
Irlande	143.3	141.1	133.6	133.2	126.1	114.1	105.3	100.0	97.8	90.8	99.3	103.4	104.2	104.5
Islande	73.5	71.6	72.8	72.4	76.2	83.0	92.1	100.0	87.4	92.9	97.9	101.5	117.9	113.9
Italie	98.5	93.7	85.5	97.6	101.0	102.7	103.9	100.0	102.1	107.4	118.9	126.8	129.9	131.5
Japon	92.2	104.8	103.8	85.6	81.7	85.4	97.6	100.0	91.7	86.4	81.1	79.6	73.4	64.8
Luxembourg	110.5	111.0	115.0	111.7	107.7	103.8	101.9	100.0	103.5	104.2	109.4	109.4	113.8	117.2
Mexique	96.9	93.9	58.4	62.3	74.4	76.1	86.7	100.0	113.0	114.8	105.7	101.8	105.7	106.1
Norvège	77.7	80.6	85.7	85.7	91.0	93.8	98.6	100.0	102.9	113.8	109.0	105.9	111.4	113.1
Nouvelle-Zélande	99.3	108.1	114.4	124.9	129.8	117.8	113.1	100.0	101.9	114.1	132.0	145.7	153.0	144.0
Pays-Bas	110.5	107.8	111.2	107.3	104.3	107.9	107.2	100.0	102.2	107.0	116.2	117.5	114.5	113.8
Pologne	77.4	82.2	88.2	94.5	97.9	104.0	97.6	100.0	105.2	92.4	75.4	70.7	79.3	78.1
Portugal	100.5	100.4	102.5	99.2	97.6	99.7	102.2	100.0	100.1	101.8	103.3	104.3	102.6	100.5
République slovaque	78.3	94.1	98.8	98.2	101.9	97.9	91.2	100.0	96.2	101.4	105.8	108.2	100.7	100.1
République tchèque	88.7	86.3	86.1	94.2	96.3	108.3	100.5	100.0	111.2	124.8	129.1	126.7	127.1	124.2
Royaume-Uni	72.5	73.8	69.7	70.3	84.6	95.7	97.4	100.0	97.2	100.1	96.5	101.9	106.1	110.4
Suède	117.9	110.5	108.2	121.2	112.9	106.3	99.7	100.0	95.2	93.2	96.0	92.3	85.7	84.7
Suisse	90.0	97.2	106.0	102.2	96.3	99.3	100.7	100.0	106.0	112.9	114.9	114.0	114.3	115.2
Turquie	98.4	65.7	57.5	56.9	66.6	72.8	89.0	100.0	77.9	75.5	74.4	77.7	87.3	86.0
Zone euro	114.9	113.1	119.7	121.1	110.2	112.6	112.0	100.0	99.9	105.7	120.5	127.5	124.0	122.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273701452710

Coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière

Année 1993 = 100



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386763653538

ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PRIMAIRE
APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PAR HABITANT
PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ
ÉNERGIE NUCLÉAIRE
CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

PRODUCTION ET PRIX DE L'ÉNERGIE

PRODUCTION D'ÉNERGIE
PRODUCTION DE PÉTROLE
PRIX DU PÉTROLE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PRIMAIRE

L'analyse des problèmes énergétiques nécessite une présentation exhaustive des données fondamentales de l'offre et de la demande de toute la gamme des combustibles sous une forme qui facilite la comparaison de la contribution des différents combustibles à l'économie et leur interdépendance à travers la transformation d'un combustible en une autre forme de combustible. Ce type de présentation se prête à l'étude des énergies de substitution, des économies d'énergie et des prévisions énergétiques.

Définition

Le tableau indique les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP). Les ATEP correspondent à la production plus les importations moins les exportations moins les soutages maritimes internationaux plus ou moins les variations des stocks. La méthode adoptée par l'AIE pour établir les bilans énergétiques repose sur le pouvoir calorifique des produits énergétiques et sur une unité de compte commune. L'unité retenue par l'AIE est la tonne d'équivalent pétrole (tep) définie comme étant égale à 107 kilocalories (41.868 gigajoules). Cette quantité d'énergie équivaut, à quelques points de pourcentage près, au pouvoir calorifique net d'une tonne de pétrole brut. Pour chaque combustible, la différence entre le pouvoir calorifique « net » et « brut » correspond à la chaleur latente de vaporisation de l'eau produite pendant la combustion. Pour le charbon et le pétrole, le pouvoir calorifique net représente 5 % de moins que le pouvoir calorifique brut et, pour la plupart des types de gaz naturel ou manufacturé, la différence est de 9 à 10 %. Pour l'électricité, il n'y a pas de différence, la notion correspondante n'ayant alors aucune signification. Les bilans énergétiques de l'AIE sont établis à l'aide de la méthode du contenu physique énergétique pour calculer l'équivalent d'énergie primaire. Les prévisions de l'offre et de la demande fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*, lequel repose sur l'hypothèse du maintien des politiques actuelles. *World Energy Outlook* propose aussi un autre scénario afin de montrer comment pourrait évoluer le marché mondial de l'énergie si les pays adoptaient toutes les mesures qu'ils envisagent actuellement concernant la sécurité énergétique et les émissions de CO_2.

Comparabilité

Bien que tout soit mis en œuvre pour garantir la précision des données, leur qualité n'est pas homogène dans l'ensemble des pays et des régions du monde. Dans certains pays, les données reposent sur des sources secondaires et l'AIE procède par estimation lorsqu'elles sont incomplètes ou indisponibles. En général, les données relatives à la production et aux échanges sont plus précises que celles relatives aux soutages maritimes internationaux et aux variations des stocks. De même, les statistiques sur les déchets et les énergies renouvelables combustibles sont moins précises que les statistiques classiques sur les échanges d'énergie dans la plupart des pays.

Tendances à long terme

Au cours des 34 années allant de 1971 à 2005, les approvisionnements totaux en énergie primaire du monde entier ont augmenté de 106 %, atteignant 11 434 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole), ce qui équivaut à un taux de croissance moyen de 2.2 % par an. À titre de comparaison, la population mondiale a crû de 1.6 % par an et le produit intérieur brut (PIB) de 3.4 % par an, en termes réels, au cours de la même période.

La croissance des approvisionnements énergétiques a été relativement constante sur toute la période, hormis en 1974-75 et au début des années 80 à la suite des deux premiers chocs pétroliers et au début des années 90 à la suite de la dissolution de l'Union soviétique.

La part de la zone OCDE dans l'approvisionnement en énergie primaire a encore diminué en 2005. L'essor économique de l'Asie a contribué à augmenter fortement la part de ce continent (Chine comprise) dans l'approvisionnement énergétique mondial, part qui est passée de 13 % en 1971 à 26 % en 2005. Inversement, la part cumulée de l'ex-URSS et des pays européens non membres de l'OCDE a sensiblement diminué à la fin des années 80.

Sources

- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *World Energy Outlook 2007: China and India Insights*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2006), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Use in the New Millennium: Trends in IEA Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Mind the Gap: Quantifying Principal-Agent Problems in Energy Efficiency*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.*

Sites Web

- Agence internationale de l'énergie, *www.iea.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Approvisionnement total en énergie primaire

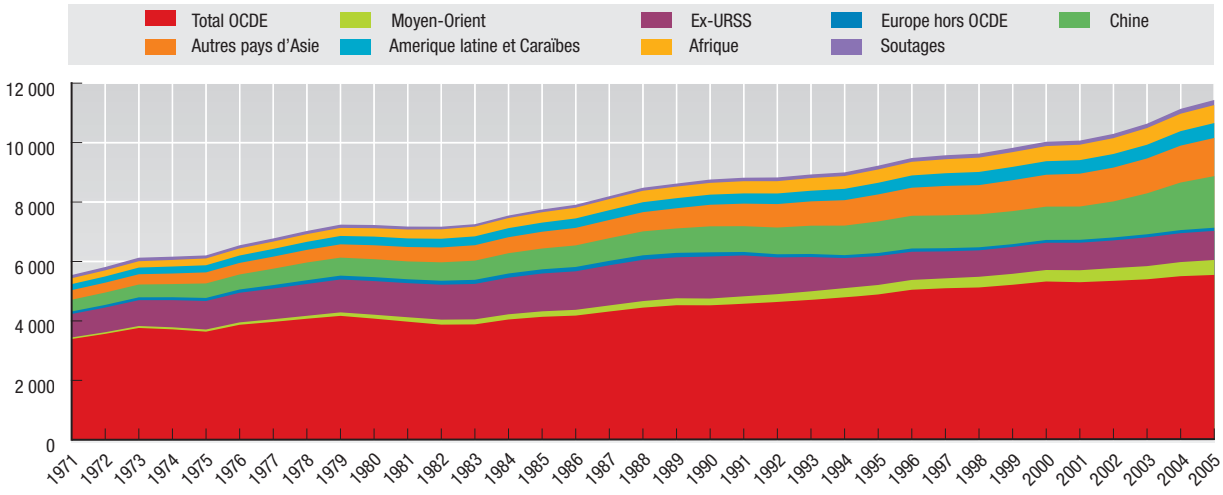
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2030
Allemagne	307.9	356.2	353.9	351.2	349.2	341.7	343.6	353.5	345.3	347.2	348.2	344.7	349.2	..
Australie	52.2	87.5	100.9	103.4	106.3	108.6	110.5	108.3	112.0	113.0	113.5	122.0	122.5	..
Autriche	19.0	25.1	28.9	28.8	29.2	29.0	29.0	30.9	31.4	33.0	33.3	34.4	34.2	..
Belgique	39.9	49.2	56.4	57.0	58.3	58.5	59.1	58.8	56.8	59.4	58.1	56.7	56.2	..
Canada	141.8	209.4	236.5	240.4	239.6	246.8	249.2	246.1	250.1	262.4	268.7	272.0	269.9	..
Corée	17.0	93.4	161.4	175.5	160.7	177.4	190.1	192.8	202.9	207.4	213.3	213.8	218.5	..
Danemark	19.2	17.9	22.6	21.0	20.7	19.9	19.4	19.9	19.6	20.8	20.2	19.6	20.3	..
Espagne	43.1	91.1	101.4	107.9	113.3	118.8	124.7	127.9	131.6	136.1	142.3	145.2	144.9	..
États-Unis	1 593.2	1 927.5	2 143.5	2 165.7	2 185.6	2 242.6	2 306.6	2 259.7	2 289.8	2 282.8	2 328.6	2 340.3	2 322.7	2 925.0
Finlande	18.4	29.2	31.9	33.1	33.5	33.4	33.0	33.7	35.4	37.6	37.9	35.0	37.7	..
France	162.2	227.8	254.8	247.3	255.4	255.7	258.4	266.9	266.7	271.3	274.9	276.0	273.2	..
Grèce	9.1	22.2	24.2	25.1	26.4	26.6	27.8	28.7	29.0	29.9	30.5	31.0	30.6	..
Hongrie	19.1	28.6	26.2	25.8	25.4	25.3	25.0	25.4	25.8	26.3	26.4	27.8	27.6	..
Irlande	7.1	10.4	11.7	12.5	13.3	13.8	14.3	15.3	15.6	15.0	15.2	15.3	16.2	..
Islande	1.0	2.2	2.5	2.5	2.7	3.1	3.2	3.4	3.4	3.4	3.5	3.6	4.3	..
Italie	114.5	148.0	160.7	162.9	167.5	169.8	173.1	173.5	173.7	180.7	182.8	185.2	183.7	..
Japon	269.6	444.5	513.1	519.0	512.4	519.7	527.6	519.5	519.9	515.3	532.3	530.5	527.1	601.0
Luxembourg	4.1	3.6	3.4	3.4	3.3	3.5	3.7	3.8	4.0	4.3	4.7	4.8	4.8	..
Mexique	43.5	124.3	136.7	141.4	147.8	149.7	150.3	152.1	155.5	159.8	165.2	176.5	177.5	..
Norvège	13.6	21.5	23.2	24.6	25.6	26.9	25.8	26.5	25.1	27.1	28.3	32.1	30.2	..
Nouvelle-Zélande	7.2	13.8	16.7	17.2	16.8	17.7	18.0	18.1	17.6	17.1	17.4	16.9	17.5	..
Pays-Bas	51.3	66.8	75.6	74.2	74.5	73.7	75.9	78.0	78.7	81.0	82.2	81.8	80.5	..
Pologne	86.3	99.9	103.8	102.5	95.8	93.1	89.4	90.0	89.2	91.5	91.8	93.0	98.5	..
Portugal	6.5	17.7	20.5	21.6	23.3	25.1	25.3	25.4	26.5	25.8	26.5	27.2	25.6	..
République slovaque	14.2	21.3	18.1	18.1	17.6	17.6	17.7	18.6	18.7	18.6	18.3	18.8	18.6	..
République tchèque	45.6	49.0	42.3	42.5	41.1	38.4	40.4	41.4	42.0	44.6	45.8	45.2	45.4	..
Royaume-Uni	211.0	212.2	233.1	227.1	230.2	231.6	233.9	234.6	228.6	232.3	233.5	233.9	232.5	..
Suède	36.5	47.6	52.1	50.8	51.7	50.8	48.2	51.2	52.3	51.1	53.2	52.2	51.3	..
Suisse	17.1	25.0	25.5	26.1	26.4	26.4	26.2	27.7	26.8	26.9	27.1	27.2	28.3	..
Turquie	19.5	53.0	67.3	71.0	72.2	71.0	77.0	71.0	75.2	78.8	81.9	85.2	85.6	..
Total UE27	..	1 656.2	1 720.8	1 706.9	1 719.1	1 707.2	1 722.1	1 761.5	1 755.1	1 794.0	1 812.6	1 815.2	..	2 006.0
Total OCDE	3 390.8	4 525.5	5 048.7	5 099.7	5 125.9	5 216.1	5 326.4	5 302.6	5 349.0	5 400.4	5 505.4	5 547.6	5 535.0	6 800.0
Afrique du Sud	45.3	91.2	105.4	106.9	108.4	108.9	111.1	109.2	105.3	118.1	129.3	127.6	..	..
Brésil	69.6	134.0	163.2	171.5	177.3	182.5	185.7	186.9	191.4	193.7	204.8	209.5	..	..
Chine	391.7	863.2	1 086.5	1 090.1	1 089.6	1 093.6	1 104.9	1 103.1	1 194.9	1 360.4	1 582.6	1 717.2	..	3 819.0
Fédération de Russie	..	878.3	622.2	595.1	581.3	603.0	613.9	621.3	617.8	639.7	641.5	646.7	..	871.0
Inde	157.0	319.9	400.3	416.0	425.1	450.9	459.6	466.2	478.7	490.7	520.6	537.3	..	1 299.0
Monde	5 543.7	8 757.7	9 482.1	9 574.0	9 629.2	9 823.6	10 029.2	10 067.6	10 293.8	10 636.8	11 135.6	11 433.9	..	17 721.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273710224322

Approvisionnement total en énergie primaire par région

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386805552207

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Ce n'est pas une tâche facile de suivre la tendance générale de l'efficacité énergétique d'un pays, car de nombreux éléments sont à prendre en considération, notamment le changement climatique, la délocalisation de la production des industries à forte intensité énergétique, etc. Pour évaluer les progrès en matière d'intensité énergétique, il est courant d'examiner l'évolution du ratio de la consommation d'énergie au PIB. En fait, certains experts déduisent de l'intensité énergétique les tendances de l'efficacité énergétique, mais cette méthode d'analyse présente de nombreuses limites.

Définition

Le tableau montre les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par milliers de dollars EU de PIB. Ce ratio est calculé en divisant les ATEP annuels de chaque pays par le PIB annuel de chaque pays exprimé aux prix constants de 2000 et converti en dollars EU en utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'année 2000.

Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple, les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite à partir de combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que l'« équivalent énergétique » des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en énergie électrique a d'ores et déjà été comptabilisé. Les ATEP sont exprimés en tonnes d'équivalent pétrole (se reporter aux sources de l'AIE ci-après pour l'explication détaillée de la méthode de calcul des ATEP).

Tendances à long terme

Depuis 1971, de nombreux pays de l'OCDE ont amélioré considérablement l'efficacité des principales utilisations finales de l'énergie, substitué l'électricité à d'autres formes d'énergie, apporté des changements à la production manufacturière et induit certaines modifications de comportement chez les consommateurs. En conséquence, les approvisionnements énergétiques par unité de PIB ont sensiblement diminué, en particulier entre 1979 et 1990.

Ce bilan est à imputer également à la hausse des prix des combustibles, au progrès technologique à long terme, ainsi qu'aux programmes publics et aux réglementations en faveur de l'efficacité énergétique. La croissance globale du PIB par habitant, conjuguée à l'augmentation du niveau de vie et à la faible croissance démographique, est à l'origine de la progression régulière de la demande observée après 1985.

Le ratio des approvisionnements énergétiques au PIB (ATEP/PIB) a moins reculé que le ratio de la consommation d'énergie au PIB (CFT/PIB) en raison d'une consommation accrue d'électricité, principalement parce que les pertes enregistrées au niveau de la production électrique ont dépassé les économies d'énergie réalisées dans certaines utilisations finales, comme les appareils électroménagers, par exemple.

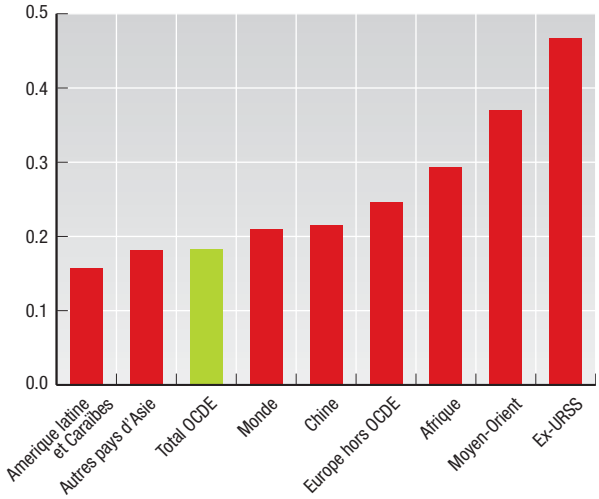
Le ratio de la consommation d'énergie au PIB varie considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Indépendamment des prix de l'énergie, les conditions climatiques hivernales sont déterminantes à cet égard, de même que les techniques de transformation des matières premières, les distances sur lesquelles il faut transporter les marchandises, la taille des logements, l'utilisation de modes de transport individuels plutôt que collectifs, et d'autres facteurs liés aux modes de vie.

Comparabilité

Il convient de comparer avec précaution les intensités énergétiques d'un pays à l'autre et au fil du temps. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures moyennes et la structure économique, ont une influence sur ce ratio. Une baisse du ratio ATEP/PIB peut être imputable, en partie, à une restructuration de l'économie opérée en délocalisant des industries à forte intensité énergétique, par exemple la sidérurgie, à l'extérieur du pays – c'est-à-dire en achetant des produits à forte intensité énergétique à l'étranger. De telles délocalisations peuvent avoir des conséquences désastreuses sur l'environnement si les techniques utilisées par les producteurs étrangers ont un rendement énergétique faible.

Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386847227240

Sources

- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2007), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Use in the New Millennium: Trends in IEA Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Mind the Gap: Quantifying Principal-Agent Problems in Energy Efficiency*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *World Energy Outlook 2007: China and India Insights*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.*

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, *www.iea.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

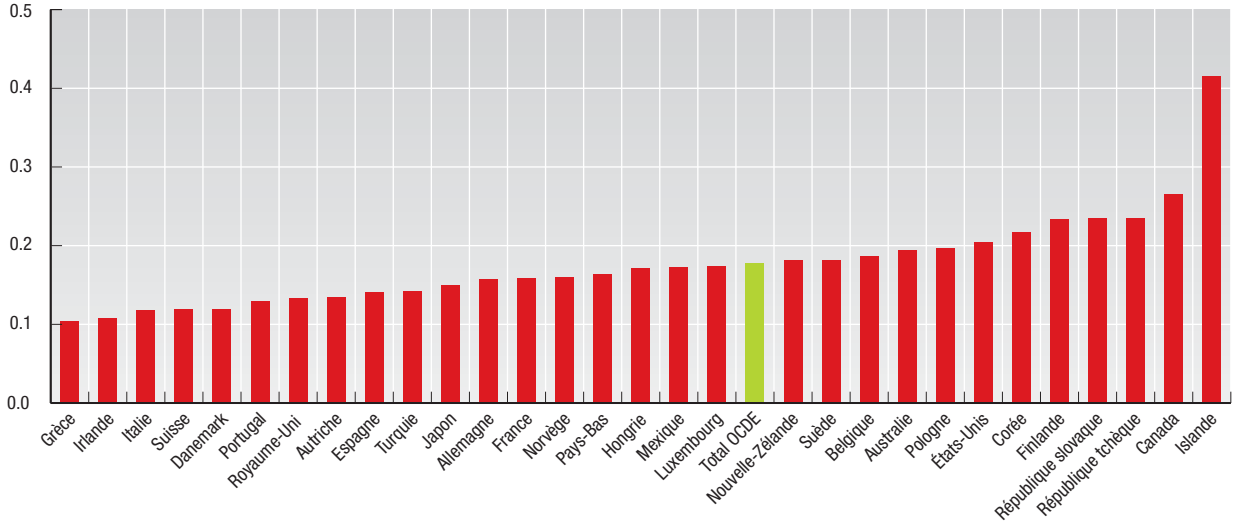
Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA

	1971	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	0.29	0.21	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16
Australie	0.24	0.24	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21	0.20	0.20	0.19	0.19	0.20	0.19
Autriche	0.18	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13	0.14	0.14	0.14	0.13
Belgique	0.30	0.22	0.23	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.20	0.21	0.20	0.19	0.19
Canada	0.41	0.32	0.33	0.32	0.30	0.30	0.29	0.28	0.27	0.28	0.28	0.27	0.27
Corée	0.17	0.22	0.24	0.25	0.25	0.25	0.25	0.24	0.24	0.24	0.23	0.22	0.22
Danemark	0.24	0.15	0.16	0.15	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12
Espagne	0.12	0.14	0.14	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.14
États-Unis	0.41	0.27	0.26	0.25	0.24	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.20
Finlande	0.31	0.26	0.29	0.28	0.27	0.26	0.24	0.24	0.25	0.26	0.25	0.23	0.23
France	0.22	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.16	0.17	0.16	0.17	0.16	0.16	0.16
Grèce	0.08	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.10
Hongrie	0.28	0.24	0.25	0.24	0.22	0.21	0.20	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17
Irlande	0.28	0.19	0.16	0.15	0.15	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.11	0.11	0.11
Islande	0.33	0.34	0.37	0.36	0.36	0.40	0.40	0.40	0.40	0.39	0.38	0.36	0.42
Italie	0.16	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12
Japon	0.21	0.16	0.16	0.16	0.16	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15
Luxembourg	0.62	0.26	0.21	0.19	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17	0.18	0.19	0.18	0.17
Mexique	0.15	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.18	0.17
Norvège	0.23	0.19	0.16	0.16	0.16	0.17	0.16	0.16	0.15	0.16	0.16	0.18	0.16
Nouvelle-Zélande	0.16	0.23	0.23	0.23	0.23	0.23	0.22	0.22	0.20	0.19	0.19	0.18	0.18
Pays-Bas	0.24	0.20	0.20	0.19	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17	0.18	0.17	0.17	0.16
Pologne	0.40	0.35	0.31	0.29	0.26	0.24	0.22	0.22	0.21	0.21	0.20	0.20	0.20
Portugal	0.09	0.13	0.13	0.13	0.13	0.14	0.13	0.13	0.14	0.13	0.14	0.14	0.13
République slovaque	0.39	0.40	0.35	0.33	0.31	0.31	0.30	0.31	0.30	0.28	0.27	0.26	0.23
République tchèque	0.44	0.33	0.29	0.29	0.28	0.26	0.27	0.27	0.26	0.27	0.27	0.25	0.23
Royaume-Uni	0.27	0.18	0.18	0.17	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.14	0.14	0.14	0.13
Suède	0.27	0.24	0.25	0.24	0.23	0.22	0.20	0.21	0.21	0.20	0.20	0.19	0.18
Suisse	0.12	0.13	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12
Turquie	0.14	0.16	0.17	0.16	0.16	0.17	0.17	0.17	0.16	0.16	0.15	0.15	0.14
Total UE27	..	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	..
Total OCDE	0.30	0.22	0.21	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19	0.19	0.19	0.19	0.18	0.18
Afrique du Sud	0.22	0.28	0.30	0.30	0.30	0.29	0.29	0.28	0.26	0.28	0.29	0.28	..
Brésil	0.17	0.14	0.14	0.14	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	..
Chine	0.88	0.47	0.30	0.28	0.26	0.24	0.22	0.20	0.20	0.21	0.22	0.22	..
Fédération de Russie	..	0.58	0.68	0.64	0.66	0.65	0.60	0.58	0.55	0.53	0.49	0.47	..
Inde	0.26	0.23	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	..
Monde	0.32	0.26	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273712872411

Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386822704458

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PAR HABITANT

Les approvisionnements totaux en énergie primaire par habitant sont un indicateur couramment utilisé, mais imparfait, de l'efficacité énergétique d'un pays. Par exemple, cet indicateur ne tient pas compte de façon appropriée, dans les comparaisons internationales, de l'impact du climat sur la consommation d'énergie (chauffage, climatisation), ni des dimensions d'un pays ni de sa densité de population. Les analystes du secteur de l'énergie préfèrent généralement comparer les consommations d'énergie exprimées par unité de production ou par unité de PIB. Il est toutefois présenté dans cet ouvrage car son usage est largement répandu.

Définition

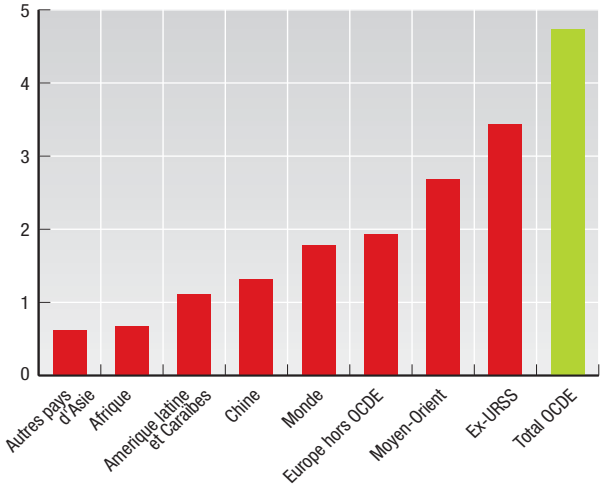
Le tableau indique les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par habitant. Ce ratio est exprimé en tonnes d'équivalent pétrole (tep) par personne. Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite à partir de combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que l'« équivalent énergétique » des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en énergie électrique a d'ores et déjà été comptabilisé. Les ATEP sont exprimés en tonnes d'équivalent pétrole (se reporter aux sources de l'AIE ci-après pour l'explication détaillée de la méthode de calcul des ATEP). Les prévisions fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

Comparabilité

Il convient de comparer avec précaution les approvisionnements énergétiques par habitant d'un pays à l'autre et au fil du temps. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures, la structure économique et les ressources énergétiques nationales ont une incidence sur ce ratio.

Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387020646242

Tendances à long terme

Le ratio des approvisionnements énergétiques par habitant varie fortement d'un pays de l'OCDE à l'autre. C'est dans les pays les moins densément peuplés qu'il est le plus élevé. En 2006, les approvisionnements énergétiques par habitant de l'Islande se chiffraient à 14.4 tep/habitant et ceux du Luxembourg à 10.4 tep/habitant. Pour l'Islande, le ratio élevé s'explique notamment par le climat, mais aussi par la disponibilité d'énergie thermique bon marché – et non polluante – provenant des sources chaudes. Dans le cas du Luxembourg, il tient en partie aux faibles taxes sur les ventes de produits pétroliers : de ce fait, les automobilistes et d'autres consommateurs des pays limitrophes – Belgique, France et Allemagne – se ravitaillent dans ce pays.

Les États-Unis et le Canada, eux aussi gros consommateurs d'énergie par habitant, affichaient des ratios de 7.8 et 8.3 tep/habitant en 2006. À l'autre extrême, les pays qui enregistraient les plus faibles ATEP/habitant étaient la Turquie (1.2 tep/habitant) et le Mexique (1.7 tep/habitant).

Entre 1971 et 2006, les disparités de tendances entre pays de l'OCDE sont frappantes. Par rapport à 1971, les ATEP/habitant en 2006 étaient huit fois supérieurs en Corée et avaient plus que doublé en Grèce, en Islande, au Portugal, en Espagne et en Turquie. En revanche, ce ratio a diminué dans quatre pays de l'OCDE au cours de la même période : Luxembourg (-14 %), République tchèque (-5%), Danemark (-4%) et Pologne (-2%).

En règle générale, les ATEP/habitant des pays non membres de l'OCDE sont inférieurs à ceux des pays de l'OCDE. En 2005, le ratio de la Chine (1.3 tep/habitant) avait doublé par rapport à 1971. Les ratios de l'Afrique du Sud (2.7 tep/habitant), du Brésil (1.1 tep/habitant) et de l'Inde (0.5 tep/habitant) avaient augmenté un peu plus lentement.

Sources

- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *World Energy Outlook 2007: China and India Insights*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2007), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.*

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, *www.iea.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

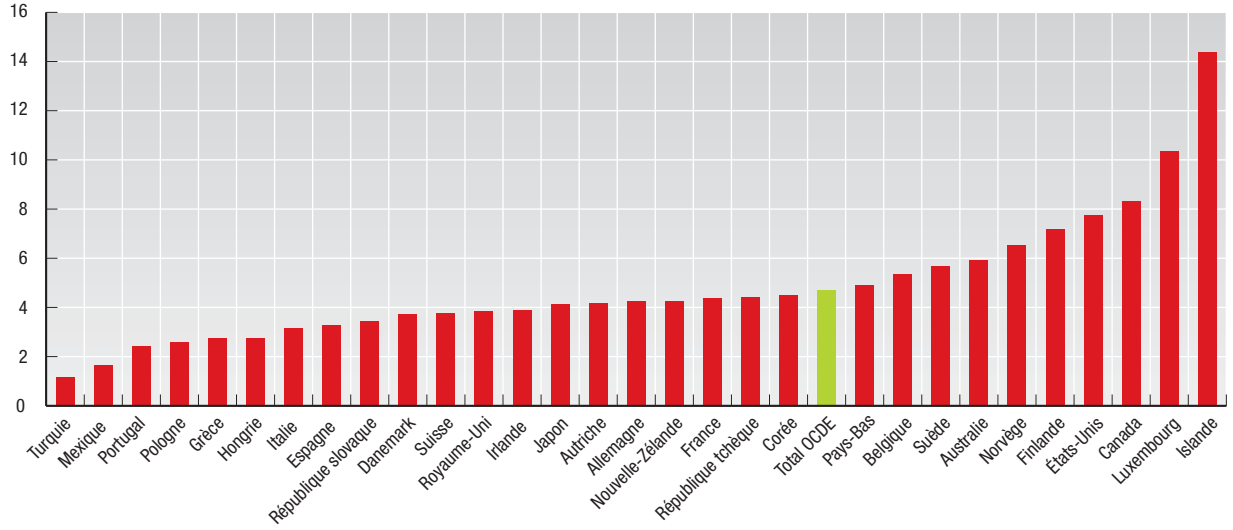
Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant

	1971	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2030
Allemagne	3.93	4.49	4.32	4.28	4.26	4.16	4.18	4.29	4.19	4.21	4.22	4.18	4.24	..
Australie	3.96	5.10	5.48	5.56	5.65	5.70	5.73	5.55	5.67	5.66	5.62	5.96	5.93	..
Autriche	2.53	3.27	3.63	3.61	3.67	3.63	3.62	3.84	3.88	4.06	4.07	4.17	4.16	..
Belgique	4.13	4.93	5.55	5.60	5.71	5.73	5.77	5.72	5.50	5.73	5.58	5.41	5.36	..
Canada	6.46	7.56	7.99	8.04	7.94	8.12	8.12	7.93	7.97	8.28	8.40	8.43	8.30	..
Corée	0.52	2.18	3.55	3.82	3.47	3.81	4.05	4.07	4.26	4.34	4.44	4.43	4.50	..
Danemark	3.88	3.48	4.29	3.97	3.91	3.75	3.63	3.72	3.65	3.86	3.74	3.62	3.73	..
Espagne	1.26	2.33	2.57	2.72	2.85	2.97	3.10	3.14	3.19	3.24	3.33	3.35	3.29	..
États-Unis	7.67	7.70	7.95	7.93	7.91	8.03	8.17	7.92	7.94	7.84	7.92	7.89	7.76	8.08
Finlande	4.00	5.85	6.22	6.43	6.49	6.46	6.37	6.49	6.81	7.20	7.24	6.67	7.18	..
France	3.10	3.92	4.27	4.13	4.25	4.24	4.26	4.37	4.33	4.38	4.41	4.40	4.36	..
Grèce	1.02	2.15	2.26	2.32	2.44	2.45	2.55	2.62	2.64	2.71	2.75	2.79	2.74	..
Hongrie	1.84	2.76	2.54	2.51	2.47	2.47	2.45	2.50	2.54	2.60	2.61	2.75	2.75	..
Irlande	2.37	2.96	3.24	3.43	3.59	3.67	3.76	3.95	3.96	3.76	3.73	3.69	3.89	..
Islande	4.79	8.52	9.23	9.34	9.85	11.15	11.54	11.80	11.79	11.72	11.94	12.25	14.36	..
Italie	2.12	2.61	2.83	2.86	2.94	2.98	3.04	3.04	3.04	3.14	3.14	3.16	3.14	..
Japon	2.57	3.60	4.08	4.12	4.05	4.10	4.16	4.09	4.08	4.04	4.17	4.15	4.13	5.09
Luxembourg	12.03	9.35	8.28	8.09	7.78	8.06	8.39	8.67	9.06	9.47	10.33	10.45	10.35	..
Mexique	0.87	1.53	1.48	1.50	1.54	1.54	1.52	1.52	1.53	1.56	1.59	1.68	1.66	..
Norvège	3.49	5.07	5.30	5.59	5.77	6.02	5.75	5.87	5.53	5.95	6.16	6.95	6.51	..
Nouvelle-Zélande	2.51	4.09	4.46	4.54	4.41	4.62	4.65	4.65	4.47	4.27	4.29	4.12	4.24	..
Pays-Bas	3.89	4.47	4.87	4.76	4.75	4.66	4.76	4.86	4.87	4.99	5.05	5.02	4.90	..
Pologne	2.63	2.62	2.69	2.65	2.48	2.41	2.34	2.35	2.33	2.39	2.40	2.44	2.58	..
Portugal	0.75	1.78	2.04	2.14	2.30	2.46	2.47	2.47	2.55	2.47	2.53	2.58	2.43	..
République slovaque	3.12	4.02	3.37	3.37	3.26	3.27	3.28	3.44	3.48	3.46	3.41	3.50	3.45	..
République tchèque	4.64	4.73	4.10	4.13	3.99	3.74	3.93	4.05	4.11	4.37	4.48	4.42	4.42	..
Royaume-Uni	3.77	3.71	4.01	3.89	3.94	3.95	3.97	3.97	3.85	3.90	3.90	3.88	3.84	..
Suède	4.51	5.56	5.89	5.74	5.85	5.74	5.43	5.76	5.86	5.70	5.91	5.78	5.66	..
Suisse	2.69	3.68	3.58	3.66	3.70	3.68	3.63	3.80	3.65	3.63	3.64	3.62	3.78	..
Turquie	0.54	0.94	1.07	1.14	1.14	1.10	1.14	1.03	1.08	1.11	1.14	1.18	1.17	..
Total UE27	..	3.50	3.59	3.55	3.57	3.54	3.57	3.64	3.62	3.68	3.70	3.69	..	4.03
Total OCDE	3.85	4.34	4.60	4.62	4.61	4.66	4.71	4.66	4.66	4.67	4.73	4.74	4.70	5.25
Afrique du Sud	2.01	2.59	2.64	2.61	2.59	2.54	2.52	2.44	2.32	2.58	2.79	2.72	..	..
Brésil	0.71	0.90	1.00	1.03	1.05	1.07	1.07	1.06	1.07	1.07	1.11	1.12	..	..
Chine	0.47	0.76	0.89	0.89	0.88	0.87	0.88	0.87	0.93	1.06	1.22	1.32	..	2.62
Fédération de Russie	..	5.92	4.21	4.04	3.96	4.12	4.20	4.26	4.25	4.42	4.46	4.52	..	7.07
Inde	0.28	0.38	0.42	0.43	0.43	0.45	0.45	0.45	0.46	0.46	0.48	0.49	..	0.89
Monde	1.48	1.67	1.65	1.64	1.63	1.64	1.66	1.64	1.66	1.69	1.75	1.78	..	2.16

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273732373885

Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/386880538154

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La quantité d'électricité produite par un pays et la ventilation de sa production par source d'énergie dépendent de ses ressources naturelles, de ses importations d'énergie, de sa politique en matière de sécurité des approvisionnements énergétiques, de sa population, de son taux d'électrification et du développement et de la croissance de son économie en général.

Définition

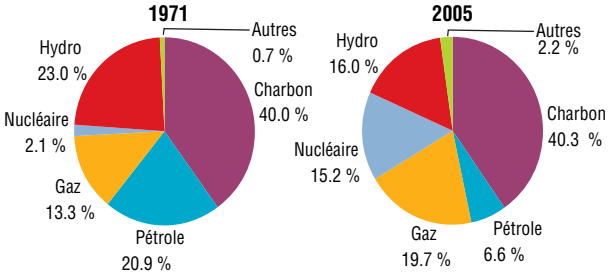
Le tableau concerne la production d'électricité à partir de combustibles fossiles, d'énergie nucléaire, d'énergie hydraulique (à l'exclusion des stations de pompage), de la géothermie, de l'énergie solaire, de la biomasse, etc. Il comprend l'électricité produite dans les centrales électriques et dans les centrales de cogénération. Tant les centrales des producteurs dont la production est l'activité principale mais aussi celles des autoproducteurs sont prises en compte, lorsque les données sont disponibles. Les producteurs dont la production est l'activité principale produisent de l'électricité essentiellement pour la vente à des tiers. Les autoproducteurs produisent de l'électricité totalement ou partiellement pour leur propre compte accessoirement à leur activité principale. Les deux catégories de centrales peuvent appartenir à des intérêts privés ou publics. Les prévisions fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

Comparabilité

Certains pays, membres et non membres de l'OCDE, éprouvent des difficultés à indiquer la production d'électricité des autoproducteurs. Il est par ailleurs difficile d'obtenir des informations sur l'électricité produite au moyen de sources renouvelables et de déchets combustibles dans certains pays non membres de l'OCDE. Par exemple, très peu d'informations sont données sur l'électricité produite à partir de la biomasse constituée par les déchets de raffinage du sucre.

Production d'électricité mondiale par type d'énergie

En pourcentage de la production d'électricité mondiale



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387076311823

Tendances à long terme

La production mondiale d'électricité a progressé à un rythme annuel moyen de 3.7 % entre 1971 et 2005, à comparer à une croissance de 2.2 % de la production totale d'énergie primaire. Cette augmentation a largement été due à la multiplication des appareils électriques, au développement du chauffage électrique dans plusieurs pays développés et à des programmes d'électrification rurale dans les pays en développement.

La part de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles a progressivement diminué, passant d'un peu moins de 75 % en 1971 à 67 % en 2005. Cette baisse a été due à une réduction progressive de la part du fioul, qui est tombée de 20.9 % à 6.6 %.

La part du fioul dans la production d'électricité a diminué en particulier sous l'effet d'une augmentation spectaculaire de la production électronucléaire, qui est passée de 2.1 % en 1971 à 15.2 % en 2005. La part du charbon est restée stable, à 40 %, tandis que celle du gaz naturel est passée de 13.3 % à 19.7 %. La part de l'hydroélectricité est tombée de 23.0 % à 16.0 %. À la faveur de la mise en œuvre de grands programmes de développement de l'énergie éolienne et solaire dans plusieurs pays de l'OCDE, la part des énergies nouvelles et renouvelables, comme l'énergie solaire, éolienne et géothermique et l'utilisation de la biomasse et des déchets, s'est accrue. Cependant, ces formes d'énergie restent limitées : elles ne représentaient en 2005 que 2.2 % de la production totale d'électricité.

Sources

- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *World Energy Outlook 2007: China and India Insights*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2005), *Saving Electricity in a Hurry: Dealing with Temporary Shortfalls on Electricity Suppliers*, AIE, Paris.
- AIE (2006), *China's Power Sector Reforms*, AIE, Paris.
- AIE (2006), *Energy Efficiency Policy Profiles Light's labour's lost: Policies for Energy-Efficient Lighting*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Fossil Fuel-Fired Power Generation: Case studies of recently constructed coal- and gas-fired power plants*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Tackling Investment Challenges in Power Generation in IEA Countries*, AIE, Paris.
- AIE, AEN (2005), *Coûts prévisionnels de production de l'électricité*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- AIE (2007), *Electricity Information: 2007 Edition*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.*

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, *www.iea.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Production d'électricité

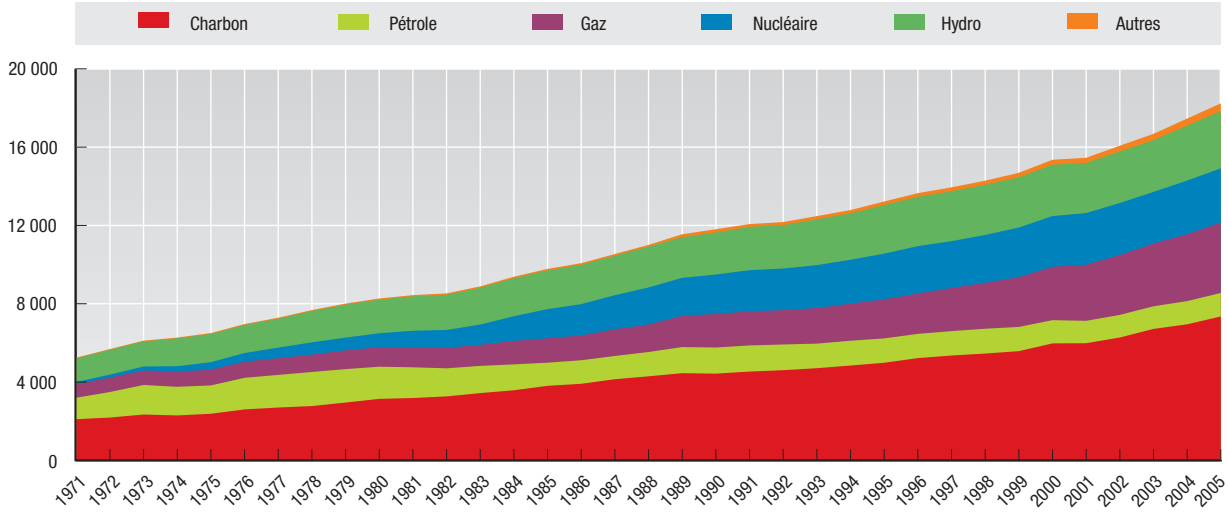
Terawatts heure (TWh)

	1971	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2030
Allemagne	327.2	547.7	550.7	548.0	552.4	550.3	567.1	581.8	566.9	595.6	610.0	613.2	626.3	..
Australie	53.0	154.3	177.3	182.8	195.6	203.0	207.4	216.5	226.2	227.9	238.8	250.9	254.8	..
Autriche	28.2	49.3	53.6	55.7	55.9	59.3	60.2	60.7	60.4	57.7	61.6	63.0	60.8	..
Belgique	33.2	70.3	75.1	77.9	82.1	83.4	82.8	78.6	80.9	83.6	84.4	85.7	84.9	..
Canada	221.8	481.9	572.8	573.5	561.5	578.8	605.5	589.6	601.0	589.9	600.1	628.1	616.5	..
Corée	10.5	105.4	202.6	222.1	216.1	235.6	263.4	281.2	329.8	343.2	366.6	387.9	405.6	..
Danemark	18.6	26.0	53.6	44.3	41.1	38.9	36.0	37.7	39.3	46.2	40.4	36.3	45.6	..
Espagne	61.6	151.2	173.4	189.2	193.4	205.9	222.2	233.2	241.6	257.9	277.1	290.6	298.9	..
États-Unis	1 703.4	3 202.8	3 651.2	3 672.2	3 804.5	3 873.5	4 025.7	3 838.6	4 026.1	4 054.4	4 147.7	4 268.4	4 260.4	5 947.0
Finlande	21.7	54.4	69.4	69.2	70.2	69.5	70.0	74.5	74.9	84.2	85.8	70.6	82.2	..
France	155.8	417.2	509.3	501.1	507.3	521.3	536.1	545.7	553.9	561.8	568.6	570.6	569.2	..
Grèce	11.6	34.8	42.4	43.3	46.2	49.4	53.4	53.1	53.9	57.9	58.8	59.4	58.7	..
Hongrie	15.0	28.4	35.1	35.4	37.2	37.8	35.2	36.4	36.2	34.1	33.7	35.8	35.9	..
Irlande	6.3	14.2	18.9	19.7	20.9	21.8	23.7	24.6	24.8	24.9	25.2	25.6	27.5	..
Islande	1.6	4.5	5.1	5.6	6.3	7.2	7.7	8.0	8.4	8.5	8.6	8.7	9.9	..
Italie	123.9	213.1	239.4	246.5	253.7	259.3	269.9	271.9	277.5	283.4	293.0	294.4	308.2	..
Japon	382.9	836.7	983.3	1 006.8	1 012.8	1 030.6	1 051.3	1 033.0	1 052.1	1 041.7	1 071.2	1 094.2	1 063.4	1 411.0
Luxembourg	1.3	0.6	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	2.8	2.8	3.4	3.4	3.5	..
Mexique	31.0	124.1	168.2	180.9	181.2	189.9	203.6	209.2	214.6	217.9	224.1	234.9	253.3	..
Norvège	63.5	121.6	104.4	110.7	116.1	122.3	139.6	119.2	130.3	106.8	110.2	137.3	121.3	..
Nouvelle-Zélande	15.5	32.3	36.3	35.9	36.3	38.2	39.2	39.4	41.1	41.2	42.8	43.0	43.1	..
Pays-Bas	44.9	71.9	85.2	86.6	91.2	86.9	89.7	93.8	96.1	96.8	100.8	100.2	98.3	..
Pologne	69.5	134.4	141.2	140.9	140.8	140.0	143.2	143.7	142.5	150.0	152.6	155.4	160.7	..
Portugal	7.9	28.4	34.4	34.1	38.9	42.9	43.4	46.2	45.7	46.5	44.8	46.2	48.6	..
République slovaque	10.9	25.5	25.5	25.1	25.7	28.1	30.8	31.9	32.2	31.0	30.5	31.4	31.2	..
République tchèque	36.4	62.3	63.8	64.2	64.6	64.2	72.9	74.2	76.0	82.8	83.8	81.9	83.6	..
Royaume-Uni	255.8	317.8	349.3	349.2	361.1	365.3	374.4	382.4	384.6	395.5	392.7	397.6	394.9	..
Suède	66.5	146.0	140.6	149.2	158.8	154.8	145.2	161.6	146.7	135.4	151.7	158.4	143.1	..
Suisse	31.2	55.0	56.3	62.0	62.3	68.7	66.1	71.1	65.5	65.4	63.9	57.8	62.3	..
Turquie	9.8	57.5	94.9	103.3	111.0	116.4	124.9	122.7	129.4	140.6	150.7	162.0	175.9	..
Total UE27	..	2 567.1	2 810.8	2 825.3	2 886.6	2 911.6	2 991.9	3 076.9	3 084.0	3 178.5	3 252.2	3 274.1	..	4 404.0
Total OCDE	3 820.7	7 569.6	8 713.7	8 835.7	9 045.5	9 243.5	9 591.1	9 461.0	9 761.5	9 865.4	10 123.6	10 392.5	10 428.3	14 597.0
Afrique du Sud	54.6	165.4	199.5	207.7	203.0	200.4	207.8	208.2	215.7	232.3	242.5	242.9	..	..
Brésil	51.6	222.8	291.3	308.1	321.9	334.8	349.2	327.9	345.7	364.9	387.5	403.0	..	..
Chine	138.4	621.2	1 080.0	1 134.5	1 166.2	1 239.3	1 355.6	1 471.7	1 640.5	1 907.4	2 199.6	2 497.4	..	8 472.0
Fédération de Russie	..	1 082.2	846.2	833.2	826.2	845.3	876.5	889.3	889.3	914.3	929.9	951.2	..	1 352.0
Inde	66.4	289.4	436.7	465.8	496.9	537.4	562.2	580.9	598.4	635.1	667.5	699.0	..	2 774.0
Monde	5 245.5	11 805.6	13 649.5	13 945.8	14 286.7	14 689.2	15 355.3	15 454.2	16 072.1	16 677.1	17 460.6	18 235.1	..	35 384.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273751532475

Production d'électricité mondiale par type d'énergie

Terawatts heure (TWh)



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387025225207

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

En 2006, l'énergie nucléaire a assuré 23% de la production totale d'électricité de la zone OCDE, avec toutefois des variations importantes suivant les pays. Au total, 17 sur les 30 pays membres de l'OCDE exploitent aujourd'hui cette énergie, dont huit pour produire plus d'un tiers de leur électricité. Pris ensemble, les pays de l'OCDE représentent aux alentours de 85% de l'énergie nucléaire mondiale. Quatorze pays non membres de l'OCDE se partagent le reste de la production.

Définition

Le tableau présente la production électronucléaire nette en térawatt heure (TWh) de chaque pays membre de l'OCDE. Sont indiqués les pourcentages de la production nette totale d'électricité qui reviennent au nucléaire pour chaque pays et pour l'ensemble de l'OCDE, ils sont également présentés dans le graphique.

Comparaisons

Les statistiques sur le Royaume-Uni et le Japon n'incluent pas l'autoproduction et, s'agissant du Japon, elles se rapportent à l'année budgétaire. Certaines données sont provisoires et pourront être légèrement révisées.

Tendances à long terme

Après une forte croissance dans les années 70 et 80, l'énergie nucléaire a connu une période de stagnation. Sur les 20 dernières années, les commandes de centrales nucléaires se comptent sur les doigts de la main, et les seuls pays membres de l'OCDE à avoir mis en service des centrales nucléaires depuis 2000 sont la Corée, le Japon et la République tchèque.

On a assisté, toutefois, ces dernières années à la prise de conscience des possibilités d'exploiter l'énergie nucléaire pour réduire ses gaz à effet de serre mais aussi pour diversifier ses sources d'énergie et renforcer la sécurité de ses approvisionnements. D'où un regain d'intérêt pour la construction de centrales dans plusieurs pays. La puissance nucléaire installée devrait donc croître plus vigoureusement au cours des 10 à 20 années qui viennent et au-delà.

Cette croissance s'observera surtout dans les pays non membres de l'OCDE (la Chine, l'Inde et la Russie notamment), bien que certains pays membres de l'OCDE, à savoir la Corée, les États-Unis et le Japon prévoient également d'augmenter substantiellement leur puissance nucléaire installée. Des prévisions récentes indiquent que la puissance nucléaire installée dans le monde pourrait passer de 370 GWe (gigawatts électriques) en 2006 (dont 309 GWe dans les pays de l'OCDE) à près de 483 GWe en 2020 (dont 329 GWe dans les pays de l'OCDE) et approximativement 533 GWe d'ici 2025 (dont 360 GWe dans les pays de l'OCDE). Ce qui correspond à une croissance annuelle mondiale voisine de 2 % en moyenne. La plupart de ces installations seront situées dans les pays non OCDE. Cependant, la capacité nucléaire de l'OCDE devrait augmenter plus rapidement après 2020.

Source

- AEN (2007), *Données sur l'énergie nucléaire : Édition 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2007), *World Energy Outlook 2007: China and India Insights*, AIE, Paris.
- AEN (2007), *Ressources, production et demande de l'uranium : Un bilan de quarante ans : Rétrospective du Livre rouge*, AEN, Paris.
- AEN (2007), *Innovation dans la technologie nucléaire*, OCDE, Paris.
- AEN et AIEA (2006), *Uranium 2005: Ressources, production et demande* , OCDE, Paris.

Sites Internet

- Agence pour l'énergie nucléaire, *www.iea.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Production d'énergie nucléaire

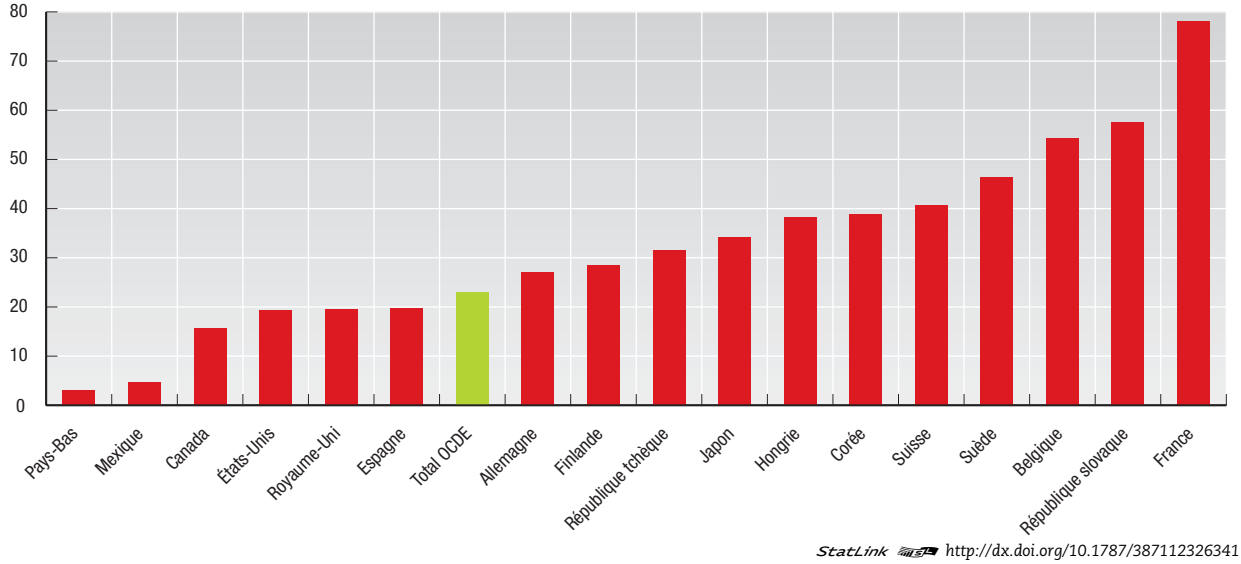
Année 2006

	Terawatts heure net	En pourcentage de la production totale d'électricité
Allemagne	158.6	27.0
Australie	-	-
Autriche	-	-
Belgique	44.3	54.4
Canada	92.5	15.6
Corée	141.2	38.9
Danemark	-	-
Espagne	57.8	19.8
États-Unis	787.0	19.4
Finlande	22.3	28.4
France	428.7	78.1
Grèce	-	-
Hongrie	12.7	38.3
Irlande	-	-
Islande	-	-
Italie	-	-
Japon	317.2	34.2
Luxembourg	-	-
Mexique	10.9	4.7
Norvège	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-
Pays-Bas	3.6	3.1
Pologne	-	-
Portugal	-	-
République slovaque	16.6	57.6
République tchèque	24.5	31.5
Royaume-Uni	69.2	19.5
Suède	65.0	46.4
Suisse	26.0	40.6
Turquie	-	-
Total OCDE	2 278.1	23.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273765486153

Production d'éléctricité nucléaire

En pourcentage de la production totale d'électricité, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387112326341

CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les gouvernements sont de plus en plus nombreux à accorder une place de choix à la promotion du développement durable et à la lutte contre le changement climatique dans l'élaboration de leurs politiques énergétiques. En effet, en raison de la croissance de la consommation d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre se sont intensifiées et leur concentration dans l'atmosphère s'est accrue. Pour réduire ces émissions, une solution consiste à remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables.

Définition

Le tableau indique la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) des pays de l'OCDE. Les énergies renouvelables comprennent le contenu en énergie primaire de l'électricité produite par l'hydraulique (hormis l'accumulation par pompage), la géothermie, le solaire, l'éolien, l'énergie marémotrice et l'énergie de la houle. Elles comprennent aussi la biomasse solide, la biogasoline, le biodiesel et les autres biofuels liquides, le biogaz, les déchets industriels et les déchets urbains. La biomasse, est par définition, toute matière végétale utilisée directement comme combustible ou transformée en combustibles (charbon de bois, par exemple) ou en électricité et/ou chaleur. La biomasse englobe le bois, les déchets végétaux (dont les déchets de bois et les cultures destinées à la production d'énergie), l'éthanol, les matières/déchets d'origine animale et les lessives sulfitiques. Les déchets urbains comprennent les déchets des secteurs résidentiel et commerce et services publics collectés par les autorités municipales pour élimination dans une installation centralisée et pour la production de chaleur et/ou d'électricité. Les prévisions fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

Comparabilité

Les données sur la biomasse et les déchets reposent souvent sur des enquêtes de portée limitée ou sur d'autres informations incomplètes. Elles ne donnent donc qu'une impression approximative des tendances d'évolution et ne sont pas strictement comparables d'un pays à l'autre. Parfois, des catégories entières de combustibles végétaux sont omises par manque d'information.

Tendances à long terme

Dans les pays de l'OCDE, les approvisionnements totaux en énergies renouvelables ont augmenté de 2.3 % par an entre 1971 et 2006 comparé aux 1.4 % pour les approvisionnements totaux en énergie primaire. La croissance annuelle de l'hydraulique (1.1 %) est inférieure à celle d'autres énergies renouvelables comme la géothermie (5.8 %) et les déchets et les énergies combustibles renouvelables (2.7 %). Comme leur niveau était très bas en 1971, le solaire et l'éolien sont les énergies renouvelables qui ont enregistré la plus forte croissance dans les pays de l'OCDE, surtout lorsque les gouvernements ont mené une politique en faveur du développement de ces sources d'énergie.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques est passée de 4.7 % en 1971 à 6.5 % en 2006. Toutefois, les disparités sont considérables d'un pays à l'autre. En haut de la fourchette, la part des énergies renouvelables atteignait 78 % en Islande et 39 % en Norvège. À l'autre extrême, elle ne dépassait pas 1 à 2 % de l'approvisionnement en Corée, au Luxembourg et au Royaume-Uni.

En général, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques des pays non membres de l'OCDE est supérieure à celle des pays de l'OCDE. En 2005, les énergies renouvelables représentent 40 % de l'approvisionnement au Brésil, 31 % en Inde, 15 % en Chine, 11 % en Afrique du Sud et 3 % en Fédération de Russie.

Sources

- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *World Energy Outlook 2007: China and India Insights*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2006), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2006), *Renewable Energy RD D Priorities: Insights from IEA Technology Programme*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Renewables for Heating and Cooling*, AIE, Paris.

Publications statistiques

- AIE (2007), *Renewables Information: 2007 Edition*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Bilans et statistiques énergétiques mondiaux*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, *www.iea.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Contribution des renouvelables à l'approvisionnement en énergie

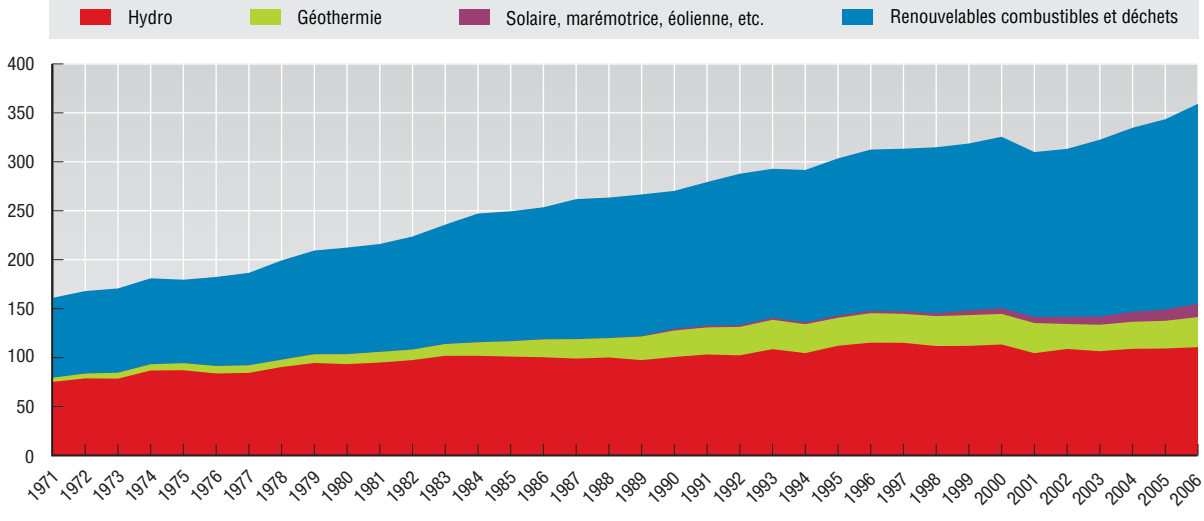
En pourcentage de l'approvisionnement total de l'énergie primaire

	1971	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2030
Allemagne	1.2	1.8	2.2	2.5	2.8	2.8	3.1	3.4	3.8	3.9	4.4	4.9	6.3	..
Australie	8.7	6.0	6.3	6.4	6.0	6.0	5.9	6.1	6.2	5.9	6.0	5.5	5.2	..
Autriche	10.9	20.7	21.0	21.6	21.1	22.9	23.3	22.8	22.5	20.0	21.6	21.3	21.3	..
Belgique	..	1.6	1.6	1.6	1.6	1.8	1.8	2.1	2.1	2.4	2.6	2.9	3.1	..
Canada	15.2	16.1	17.1	16.7	16.3	16.7	17.0	16.1	16.8	15.6	15.5	16.2	16.1	..
Corée	0.6	1.4	0.7	0.7	0.9	0.8	0.9	0.9	0.9	1.1	1.1	1.2	1.3	..
Danemark	1.7	6.6	7.3	8.4	8.8	9.7	11.0	11.5	12.5	13.4	15.1	16.1	15.6	..
Espagne	6.4	6.9	7.1	6.4	6.2	5.3	5.7	6.5	5.4	6.9	6.4	6.0	6.6	..
États-Unis	3.7	5.2	5.4	5.2	5.1	4.9	4.8	4.3	4.3	4.6	4.6	4.7	5.0	8.7
Finlande	26.9	18.8	19.8	20.9	22.2	22.2	24.1	22.7	22.3	21.4	23.1	23.3	22.6	..
France	8.4	7.2	7.3	7.1	7.0	7.3	7.0	7.1	6.4	6.4	6.3	6.0	6.3	..
Grèce	7.4	5.0	5.8	5.5	5.2	5.6	5.3	4.7	4.9	5.3	5.2	5.3	5.8	..
Hongrie	2.9	1.7	1.9	2.0	1.9	1.9	2.1	2.0	3.5	3.5	3.7	4.4	4.3	..
Irlande	0.6	1.6	1.5	1.6	1.9	1.8	1.8	1.7	1.9	1.7	2.0	2.6	2.9	..
Islande	42.4	64.5	64.9	66.4	67.0	70.9	71.3	72.9	72.4	72.6	71.7	72.5	77.6	..
Italie	5.1	4.5	5.3	5.4	5.5	6.0	6.0	6.2	5.9	6.1	6.8	6.5	6.8	..
Japon	2.7	3.5	3.2	3.4	3.4	3.3	3.3	3.2	3.2	3.5	3.4	3.2	3.4	6.2
Luxembourg	..	0.8	1.2	1.5	1.5	1.4	1.4	1.6	1.2	1.4	1.5	1.7	1.7	..
Mexique	16.6	11.1	11.3	10.6	10.3	10.5	10.6	10.1	9.5	9.5	9.7	9.7	9.4	..
Norvège	39.9	53.2	43.4	43.4	43.9	44.6	51.6	44.1	50.1	38.5	37.7	40.6	38.5	..
Nouvelle-Zélande	30.8	34.7	30.2	28.6	30.9	31.0	30.9	28.9	28.0	27.6	29.4	28.9	30.0	..
Pays-Bas	..	1.5	1.9	2.1	2.2	2.4	2.4	2.5	2.7	2.6	2.9	3.5	3.6	..
Pologne	1.6	2.4	4.4	4.3	4.5	4.5	4.7	5.0	5.2	5.1	5.2	5.3	5.2	..
Portugal	18.8	18.5	18.5	17.4	16.0	13.4	15.2	16.1	13.8	16.8	14.7	13.2	16.9	..
République slovaque	2.4	1.5	3.9	3.9	4.0	4.4	4.6	4.4	4.2	3.7	4.2	4.6	4.8	..
République tchèque	0.2	0.2	1.5	1.7	1.7	2.4	2.0	2.1	2.5	3.7	4.1	4.3	4.5	..
Royaume-Uni	0.1	0.5	0.8	0.9	1.0	1.0	1.0	1.2	1.4	1.5	1.7	2.0	2.1	..
Suède	20.2	24.7	23.2	27.1	27.6	26.9	31.2	28.4	25.8	25.0	25.5	29.4	29.3	..
Suisse	14.9	14.2	14.8	16.1	16.0	18.0	17.4	18.1	16.7	17.1	17.5	17.6	17.0	..
Turquie	31.1	18.2	16.7	15.8	15.9	15.1	13.1	13.2	13.4	12.7	13.2	11.9	12.2	..
Total UE27	..	4.5	5.3	5.6	5.7	5.8	6.0	6.1	6.0	6.2	6.5	6.7	..	14.5
Total OCDE	4.7	6.0	6.2	6.1	6.1	6.1	6.1	5.8	5.9	6.0	6.1	6.2	6.5	10.8
Afrique du Sud	10.4	11.5	11.1	11.2	11.2	11.4	11.5	11.9	12.6	11.3	10.3	10.8	..	..
Brésil	56.5	44.3	39.0	37.9	37.8	37.9	37.2	35.6	37.2	39.6	40.0	40.4	..	..
Chine	40.0	24.5	20.5	20.6	20.8	21.1	21.1	21.8	20.3	17.9	15.9	15.0	..	9.1
Fédération de Russie	..	3.0	3.2	3.4	3.3	3.5	3.4	3.5	3.4	3.1	3.5	3.4	..	3.6
Inde	62.5	43.6	36.8	35.9	35.6	34.1	33.8	33.7	33.1	32.8	31.5	31.1	..	17.3
Monde	13.2	12.8	13.1	13.1	13.2	13.2	13.2	13.1	13.1	13.0	12.8	12.7	..	13.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273766530064

Approvisionnement en énergies renouvelables dans les pays de l'OCDE

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387117871058

PRODUCTION D'ÉNERGIE

La production d'énergie est fonction des ressources naturelles nationales et des incitations économiques offertes pour les exploiter. Les pays prennent aussi en considération la sécurité énergétique et la protection de l'environnement lorsqu'ils décident les quantités et les formes d'énergie qu'ils produiront.

Définition

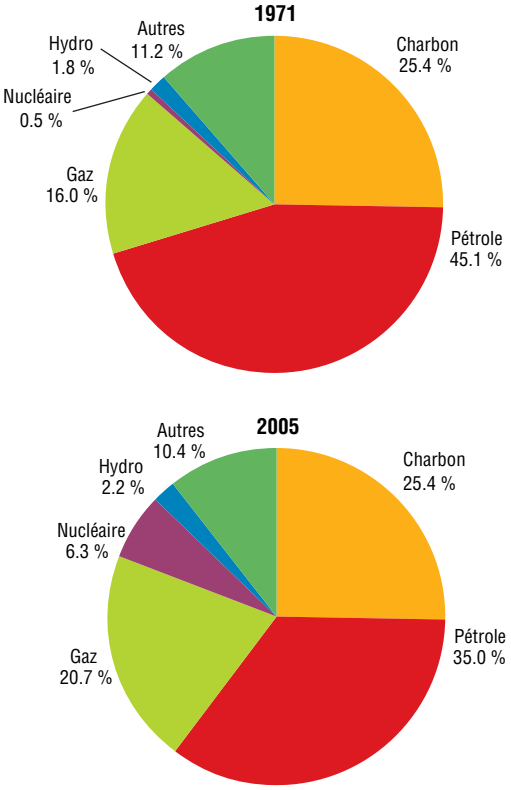
La production désigne les quantités de combustibles extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'ils contenaient (par exemple le soufre dans le gaz naturel). Pour les énergies non fossiles, notamment l'énergie nucléaire, l'hydraulique et le solaire, l'équivalent énergétique primaire est calculé en appliquant la méthode du contenu énergétique.

Comparabilité

En règle générale, les données sur la production d'énergie sont de grande qualité. Dans certains cas, les informations proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'AIE.

Production totale d'énergie par produit

En pourcentage de la production totale d'énergie



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387164131655

Tendances à long terme

La production mondiale d'énergie a augmenté de 2.1 % par an entre 1971 et 2005, année où elle a atteint 11 468 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep). La zone de l'OCDE a été la principale région productrice d'énergie en 2005, sa part dans la production mondiale se chiffrant à 33 %. Les États-Unis ont assuré 14 % de la production énergétique mondiale, la Chine 14 %, la région du Moyen-Orient 13 %, et la Fédération de Russie 10 %. Depuis 1971, les parts de la zone de l'OCDE, du Moyen-Orient et de l'ex-URSS ont diminué, tandis que celles de l'Amérique latine et de l'ensemble des pays non européens de l'OCDE sont restées stables. En revanche, la part de la production d'énergie en Chine (ainsi que dans le reste de l'Asie) affiche une croissance spectaculaire depuis 1971.

Le paysage énergétique a sensiblement changé entre 1971 et 2005. L'énergie nucléaire enregistre une croissance annuelle moyenne de 10 % depuis 1971 et sa part dans la production est passée de 0.5 % à 6.3 %. Au cours des 34 dernières années, les énergies renouvelables ont elles aussi affiché un taux de croissance élevé, mais comme leur part était très faible en 1971, leur progression est moins significative. La part du gaz naturel dans la production totale s'est également accrue, passant de 16.0 % en 1971 à 20.7 % en 2005, ce qui a entraîné un recul de 44.9 % à 35.0 % de celle du pétrole. Quant à la production de charbon, sa part est restée stable à environ 25 %.

Sources

- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2005), *Resources to Reserves: Oil and Gas Technologies for the Energy Markets of the Future*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AEN (2007), *Ressources, production et demande de l'uranium : Un bilan de quarante ans : Rétrospective du Livre rouge*, AEN, Paris.

Bases de données en ligne

- *Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.*

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, *www.iea.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Production totale d'énergie

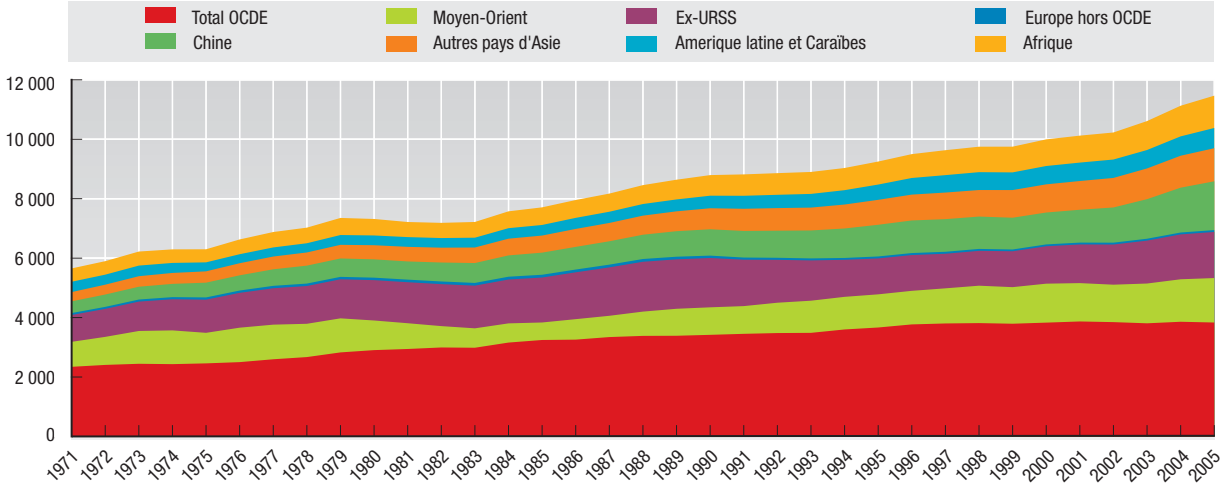
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	175.2	186.2	145.0	143.2	143.6	136.0	137.2	135.3	134.7	134.5	134.6	136.2	134.5	138.1
Australie	53.9	157.5	186.9	189.8	201.1	216.5	213.6	233.6	249.2	254.5	253.9	259.0	271.0	273.7
Autriche	7.4	8.1	8.7	8.6	8.8	8.9	9.5	9.8	9.9	10.1	9.8	10.0	9.8	9.4
Belgique	6.8	13.1	11.9	12.4	13.4	13.1	13.9	13.7	13.3	13.5	13.7	13.8	13.9	13.6
Canada	155.6	273.7	348.8	358.3	364.9	365.5	366.1	372.5	376.9	384.0	385.9	397.4	401.3	409.5
Corée	6.4	22.6	21.1	22.5	23.7	27.1	30.6	32.6	33.2	34.8	37.9	38.3	42.9	43.7
Danemark	0.3	10.0	15.6	17.7	20.2	20.4	23.8	27.7	27.1	28.6	28.5	31.1	31.3	29.4
Espagne	10.4	34.6	31.5	32.7	31.7	32.3	30.7	31.7	33.5	31.8	33.0	32.7	30.3	31.5
États-Unis	1 435.8	1 650.3	1 663.7	1 689.7	1 686.9	1 701.5	1 681.2	1 678.8	1 699.6	1 667.3	1 634.5	1 647.0	1 630.7	1 657.1
Finlande	5.0	12.1	13.2	13.6	15.0	13.6	15.4	15.1	15.0	16.0	15.9	15.8	16.6	17.6
France	47.7	112.4	128.5	132.3	129.5	126.5	128.4	132.1	133.4	135.2	136.5	137.3	136.9	137.1
Grèce	2.1	9.2	9.3	9.1	9.6	9.8	9.5	10.0	10.0	10.2	9.9	10.3	10.3	9.9
Hongrie	11.8	14.3	13.5	13.1	12.8	12.0	11.5	11.3	10.9	11.2	10.4	10.2	10.3	10.3
Irlande	1.4	3.5	4.1	3.6	2.9	2.5	2.5	2.2	1.8	1.6	1.9	1.9	1.7	1.6
Islande	0.4	1.4	1.6	1.6	1.7	1.8	2.2	2.3	2.5	2.5	2.5	2.5	2.6	3.3
Italie	19.6	25.3	29.4	30.3	30.4	30.3	29.2	28.2	26.9	27.5	27.6	28.2	27.6	27.0
Japon	35.8	75.2	98.6	101.7	106.2	109.1	104.5	105.8	104.7	96.9	84.0	95.0	99.8	100.8
Luxembourg	-	-	-	-	-	0.1	-	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Mexique	43.4	194.8	202.3	213.3	223.2	228.5	223.0	226.1	230.2	229.9	242.3	253.6	259.2	259.1
Norvège	6.0	120.3	186.5	209.7	215.1	208.0	211.7	229.1	226.5	235.2	235.5	238.6	233.7	227.9
Nouvelle-Zélande	3.4	12.0	13.0	14.0	14.8	13.8	14.5	14.9	14.7	14.4	13.0	12.7	12.2	12.9
Pays-Bas	37.3	60.5	66.2	74.0	65.8	63.0	59.1	57.2	61.0	60.4	58.4	67.7	61.9	60.8
Pologne	99.2	99.4	99.4	99.0	100.0	87.6	83.9	79.6	80.3	80.2	79.9	78.8	78.6	77.1
Portugal	1.4	3.4	3.3	3.8	3.7	3.7	3.4	3.8	4.1	3.6	4.3	3.9	3.6	4.3
République slovaque	2.7	5.3	5.0	5.0	4.9	5.0	5.5	6.3	6.7	6.8	6.6	6.5	6.6	6.6
République tchèque	39.9	40.1	31.8	32.5	32.8	30.8	28.0	29.9	30.5	30.7	33.4	34.5	32.9	33.5
Royaume-Uni	109.8	208.0	257.5	268.9	268.3	271.9	281.6	272.4	262.3	258.3	246.6	225.4	204.3	185.8
Suède	7.4	29.8	31.9	32.1	32.5	34.1	33.3	30.6	34.0	31.9	31.0	34.5	34.8	33.1
Suisse	2.9	9.7	10.8	10.3	10.8	11.0	11.5	11.5	12.0	11.6	11.8	11.8	10.9	12.1
Turquie	13.8	25.8	26.5	27.1	28.0	29.1	27.5	25.9	24.4	24.1	23.6	24.1	23.6	25.2
Total UE27	..	939.8	959.8	987.7	979.9	953.2	954.6	946.0	946.2	945.1	935.5	931.5	897.9	..
Total OCDE	2 343.1	3 418.7	3 665.9	3 769.9	3 802.2	3 813.6	3 792.8	3 829.8	3 869.4	3 847.4	3 806.9	3 858.9	3 833.8	3 852.4
Afrique du Sud	37.8	114.5	133.7	133.9	142.4	144.1	144.6	145.3	144.9	143.8	153.5	157.5	158.6	..
Brésil	49.2	98.1	105.6	111.6	118.6	127.0	136.0	143.8	147.7	162.0	171.7	176.3	187.8	..
Chine	394.1	886.3	1 066.3	1 097.3	1 097.8	1 088.8	1 069.0	1 073.0	1 104.5	1 183.7	1 331.3	1 509.4	1 640.9	..
Fédération de Russie	..	1 280.3	953.9	953.0	921.6	928.4	950.5	966.5	996.1	1 034.5	1 106.9	1 158.4	1 184.9	..
Inde	141.5	291.1	334.7	341.1	351.6	350.3	357.4	364.2	372.2	381.3	394.2	408.4	419.0	..
Monde	5 654.5	8 795.3	9 250.1	9 499.9	9 633.0	9 749.6	9 751.7	9 994.8	10 121.7	10 228.1	10 612.0	11 130.3	11 467.7	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273776751543

Production totale d'énergie par région

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387133737487

PRODUCTION DE PÉTROLE

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont des régions exceptionnellement bien dotées en ressources énergétiques : leur sous-sol renferme 66 % des réserves prouvées mondiales de pétrole fin 2006. En regard de ces réserves, la production pétrolière y est aujourd'hui relativement faible et il sera essentiel, pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux dans les prochaines décennies, d'intensifier leur exploitation.

Définition

La production de pétrole brut correspond aux quantités de pétrole extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'il contenait. Cette production comprend le pétrole brut, les liquides de gaz naturel (LGN) et les additifs. Le pétrole brut est une huile minérale, constituée d'un mélange d'hydrocarbures d'origine naturelle. Sa couleur va du jaune au noir, sa densité et sa viscosité sont variables. Les LGN sont des hydrocarbures liquides ou liquéfiés obtenus pendant le traitement, la purification et la stabilisation du gaz naturel. Les additifs (notamment, le MTBE ou le plomb tétraéthyle) sont des substances autres que des hydrocarbures qui sont ajoutées ou mélangées à un produit afin d'en modifier les propriétés, par exemple pour améliorer ses caractéristiques lors de la combustion.

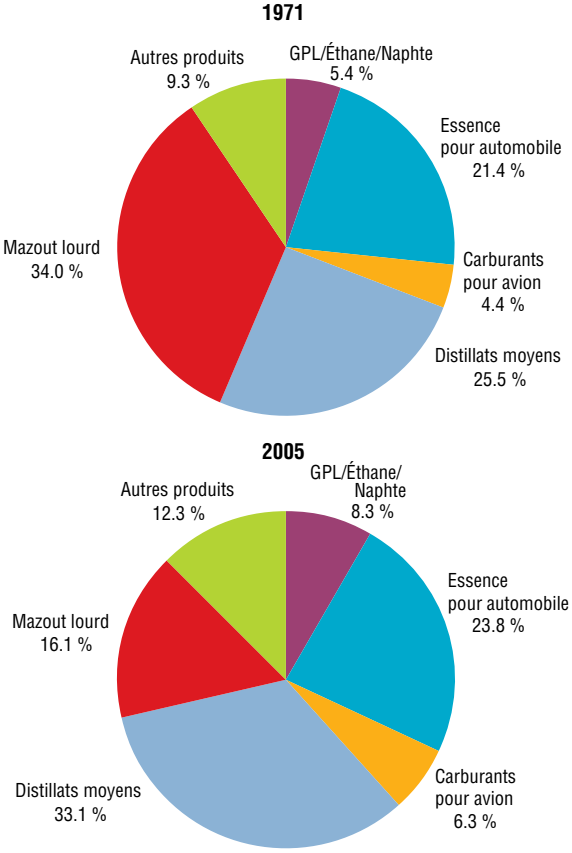
On entend par production des raffineries celle de produits pétroliers raffinés élaborés dans les raffineries de pétrole.

Comparabilité

En règle générale, les données sur la production de pétrole sont de grande qualité. Dans certains cas, les informations proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'AIE.

Proportion des produits raffinés par produit

En pourcentage de la production de produits raffinés



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387180142660

Tendances à long terme

La production mondiale de pétrole brut a progressé de 58 % durant les 35 années comprises entre 1971 et 2006. En 2006, la production a atteint 3 936 millions de tonnes, soit environ 82 millions de barils par jour. La croissance n'a pas été constante au cours de la période considérée, la production ayant chuté à la suite des deux chocs pétroliers.

En 2006, la part de la région du Moyen-Orient dans la production de pétrole s'établissait à 31 % du total mondial. Néanmoins, la production et la part de cette région ont sensiblement varié au cours de la période considérée, passant de 32 % en 1971 à moins de 19 % en 1985. La zone de l'OCDE, qui grâce à l'accroissement de sa production s'était placée au même rang que le Moyen-Orient dans les années 80 et 90, a vu cependant sa part de la production pétrolière se réduire à 23 % en 2006.

La production de produits pétroliers raffinés a considérablement changé entre 1971 et 2005. Dans la gamme de ces produits, la part du fioul lourd est tombée de 34 % en 1971 à 16 % en 2005, tandis que celle des distillats moyens a augmenté, pour passer de 25 % à 33 % au cours de la même période.

Sources

- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Données sur le pétrole*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2005), *Resources to Reserves: Oil and Gas Technologies for the Energy Markets of the Future*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Saving Oil in a Hurry*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Oil Supply Security: Emergency Response of IEA Countries 2007*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.*

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, *www.iea.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Production de pétrole brut

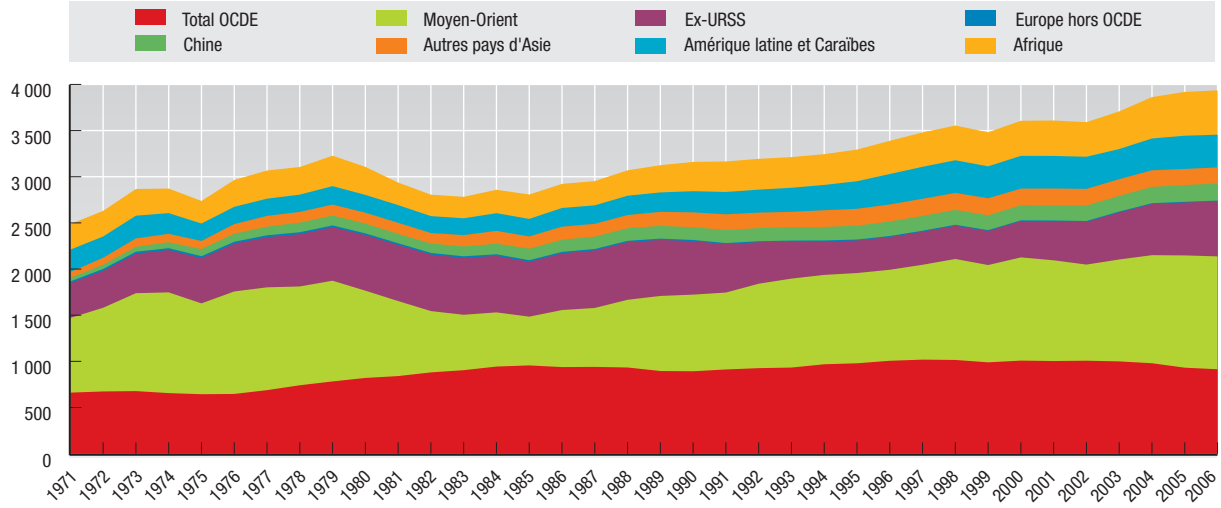
Millions de tonnes

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	7.6	5.3	3.9	3.7	3.7	3.8	3.8	4.3	4.3	4.6	4.8	4.9	5.2	5.9
Australie	14.3	27.5	26.9	26.4	26.7	29.4	23.7	32.1	33.1	31.3	29.1	26.2	22.9	21.1
Autriche	2.6	1.2	1.1	1.0	1.0	1.0	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	1.1	1.0	1.0
Canada	70.6	91.6	110.3	113.5	119.0	124.7	119.9	124.8	126.6	132.9	140.4	145.4	143.5	151.2
Corée	..	..	..	..	0.5	0.4	0.4	0.7	0.6	0.5	0.5	0.4	0.5	0.6
Danemark	..	6.0	9.2	10.1	11.1	11.4	14.5	17.8	16.9	18.1	18.1	19.3	18.5	16.8
Espagne	0.1	1.1	0.8	0.5	0.4	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.1
États-Unis	527.7	413.3	383.3	382.5	380.9	369.8	354.2	353.0	349.9	348.1	338.4	325.9	310.0	309.6
Finlande	..	..	..	..	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
France	2.5	3.5	3.0	2.6	2.3	2.1	2.0	1.9	1.6	1.5	1.4	1.4	1.2	1.1
Grèce	..	0.8	0.5	0.5	0.5	0.3	-	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Hongrie	2.0	2.3	2.3	2.1	2.0	1.8	1.8	1.7	1.5	1.6	1.6	1.6	1.4	1.3
Italie	1.3	4.7	5.5	5.7	6.1	5.8	5.2	4.8	4.2	5.8	5.9	5.7	6.4	6.1
Japon	0.8	0.5	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7
Mexique	25.4	151.1	153.6	160.4	169.0	171.9	166.9	169.3	175.5	178.3	189.3	191.4	187.6	183.2
Norvège	0.3	82.1	138.5	156.8	156.5	149.8	149.4	161.0	162.5	157.7	153.6	151.8	140.1	132.5
Nouvelle-Zélande	-	1.9	1.7	2.2	2.8	2.3	2.0	1.8	1.8	1.6	1.2	1.1	1.0	1.0
Pays-Bas	1.7	4.0	3.5	3.1	2.9	2.7	2.5	2.4	2.3	3.1	3.1	2.9	2.3	2.0
Pologne	0.4	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.7	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.8
République slovaque	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	..	..	..	..
République tchèque	..	0.2	0.2	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.4
Royaume-Uni	0.2	91.6	130.5	130.1	128.4	132.5	137.2	126.4	116.8	116.1	106.2	95.5	84.7	76.6
Turquie	3.5	3.7	3.5	3.5	3.4	3.2	2.9	2.8	2.5	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2
Total UE27	..	129.0	167.9	167.4	166.4	170.1	176.2	168.7	157.3	161.5	151.5	140.4	128.9	118.2
Total OCDE	661.1	892.7	979.1	1 006.2	1 018.8	1 015.2	989.4	1 008.0	1 003.6	1 007.1	999.6	979.5	931.3	914.5
Afrique du Sud	..	..	0.4	0.4	0.8	0.9	0.8	1.0	0.8	1.0	0.7	1.7	1.5	1.2
Brésil	8.4	32.4	35.7	40.3	43.7	50.6	57.2	64.3	67.4	75.6	77.9	77.5	85.5	90.2
Chine	39.4	138.3	150.0	157.3	160.7	161.2	160.2	163.1	164.1	167.1	169.7	175.9	181.4	184.3
Fédération de Russie	..	523.7	305.1	305.1	303.9	301.4	303.2	321.7	345.8	377.2	418.6	456.3	466.4	476.9
Inde	7.3	34.6	38.4	36.2	37.4	36.4	36.4	36.4	36.2	37.4	37.7	38.3	36.3	37.0
Monde	2 487.1	3 160.5	3 293.9	3 389.1	3 479.8	3 554.5	3 481.2	3 605.9	3 609.1	3 591.1	3 708.0	3 863.0	3 918.9	3 935.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273800532531

Production de pétrole brut par région

Millions de tonnes



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387176572053

PRIX DU PÉTROLE

Outre les fluctuations habituelles de l'offre et de la demande, un certain nombre de facteurs, notamment d'ordre géopolitique, influent sur le prix du pétrole brut, combustible dont sont dérivés les produits pétroliers (par exemple l'essence). Une partie des réserves les moins coûteuses se trouvent dans des régions du monde qui ne sont pas exemptes de risques. Il n'y a pas qu'un seul prix du pétrole brut, mais plusieurs : les cours mondiaux sont fixés par rapport à trois bruts de référence faisant l'objet d'échanges sur le marché (le West Texas Intermediate [WTI], le Brent et le Dubaï), à des niveaux supérieurs ou inférieurs à leurs prix.

Définition

Les prix d'importation du pétrole brut sont tirés du Crude Oil Import Register. Les données sont recueillies en fonction du type de brut et les prix moyens s'obtiennent en divisant la valeur par le volume enregistré par les administrations des douanes pour chaque position tarifaire. Les valeurs sont consignées à la date de l'importation et tiennent compte du coût, de l'assurance et du fret (CAF), mais non des droits d'importation.

Le prix nominal au comptant du pétrole brut indiqué pour les années 1985 à 2006 est celui du Dubaï, tandis que pour les années 1970 à 1984, il s'agit de celui de l'Arabian Light. On a calculé le prix réel en appliquant le déflateur du PIB aux prix du marché et en prenant 1970 comme nouvelle année de référence (1970 = 100).

Comparabilité

Les prix moyens d'importation du pétrole brut sont fonction de la qualité du brut importé. Les pétroles bruts de grande qualité, tels ceux extraits dans le secteur des Forties au Royaume-Uni ou le gisement d'Oseberg en Norvège ainsi que le brut léger vénézuélien, seront plus onéreux que les bruts de qualité inférieure, par exemple le brut lourd canadien ou le pétrole extra-lourd du Venezuela. Le prix moyen mensuel dépend du panachage de pétroles bruts importés chaque mois dans un pays donné.

Tendances à long terme

L'embargo pétrolier imposé par les pays arabes en 1973 a eu un impact considérable sur les cours ; le prix de l'Arabian Light s'est en effet envolé, passant de 1.84 dollar des EU par baril en 1972 à 10.77 dollars des EU par baril en 1974.

Après 1973, le premier pic s'est produit à la suite de la révolution iranienne en 1981, année où les prix ont approché le niveau sans précédent de 40 dollars des EU. Après cette crise, les prix ont amorcé une baisse progressive, puis accusé une chute brutale en 1986, lorsque l'Arabie Saoudite a considérablement accru sa production pétrolière.

La première crise du Golfe, en 1990, a déclenché une nouvelle flambée des prix. En 1997, les cours du pétrole brut ont commencé à diminuer sous l'effet de la crise financière en Asie.

Les prix sont repartis à la hausse en 1999, en réaction aux réductions des quotas de production visées par l'OPEP et aux tensions sur les stocks. Malgré le fléchissement intervenu en 2001 et 2002, la perspective de la guerre en Irak a fait croître sensiblement les prix, qui ont dépassé les 30 dollars des EU au premier trimestre de 2003 et sont restés élevés dans les derniers mois de l'année 2003 ainsi qu'en 2004. Les prix du pétrole brut ont augmenté très fortement à la fin d'août 2005, après les ravages provoqués par l'ouragan Katrina sur la côte est du golfe du Mexique aux États-Unis. Le prix a continué à augmenter en 2006 avoisinant une moyenne de 24 % de plus que l'année précédente, car la demande de pétrole dans les économies émergentes, spécialement en Chine, a fait pression sur la balance offre/demande. En 2007, l'augmentation a continué avec le prix du Dubaï atteignant 88.82 dollars des EU par baril au début du mois de novembre, et celui du WTI est monté en flèche à 96.50 dollars des EU par baril.

Après la chute des cours en 1986, le prix réel du pétrole brut (corrigé de l'inflation) était demeuré relativement stable, jusqu'à la très forte hausse d'août 2005.

Source

- AIE (2007), *Energy Prices and Taxes*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2006), *China's Power Sector Reforms*, AIE, Paris.
- AIE (2006), *Optimising Russian Natural Gas: Reform and Climate Policy*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Natural Gas Market Review 2007: Security in a Globalising Market to 2015*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Energy Prices and Taxes*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, *www.iea.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Prix du pétrole brut à l'importation

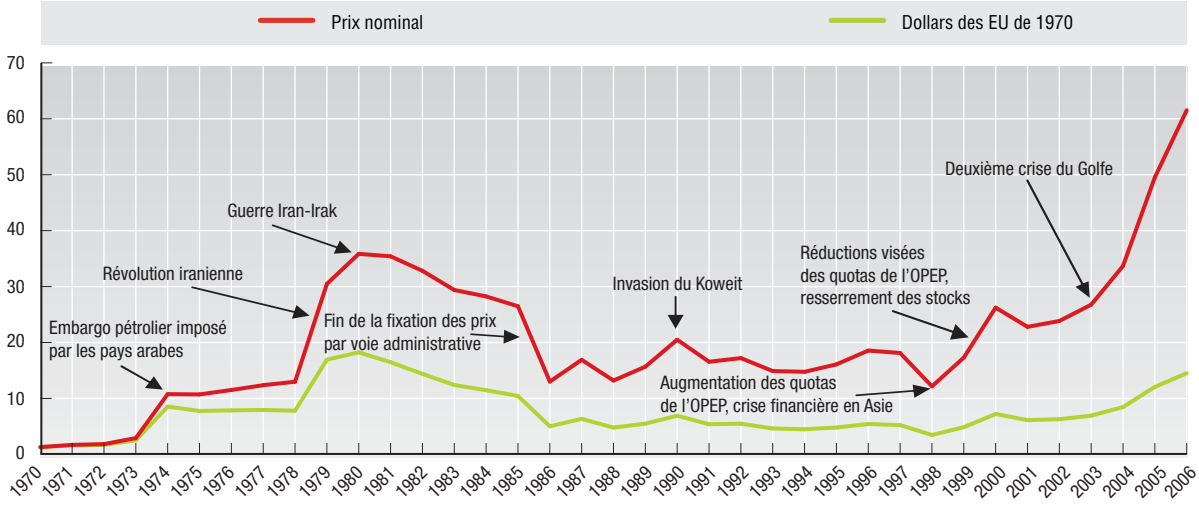
Dollars des EU par baril, valeur unitaire moyenne, CAF

	1976	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	13.27	23.17	17.07	20.68	19.01	12.48	17.51	28.09	24.15	24.40	28.44	36.65	52.30	63.29
Australie	..	24.21	18.53	21.81	21.78	14.60	18.38	30.79	26.61	25.80	31.24	40.93	56.71	66.71
Autriche	12.85	24.58	18.78	22.06	21.31	14.34	17.54	29.39	25.32	24.64	29.59	38.21	53.15	64.44
Belgique	12.64	21.11	16.94	20.53	18.65	11.97	17.33	27.87	24.20	24.35	27.72	35.35	50.06	61.06
Canada	..	24.15	17.76	21.26	20.59	13.15	17.85	29.10	24.87	24.97	29.53	38.13	52.37	64.33
Corée	..	..	17.32	20.11	20.34	13.72	16.91	28.22	24.87	24.12	28.80	36.15	50.19	62.82
Danemark	12.98	23.18	17.49	21.25	20.15	13.49	17.71	29.66	24.82	24.88	29.68	38.78	54.40	66.92
Espagne	12.54	21.88	16.96	20.45	18.34	11.80	16.99	27.16	23.32	23.95	28.13	36.03	50.54	60.99
États-Unis	13.48	21.07	16.74	20.16	18.34	12.02	17.06	27.54	22.07	23.52	27.66	35.86	48.82	59.15
Finlande	..	..	17.83	21.69	19.44	12.80	18.31	28.13	23.49	24.51	27.72	36.09	51.12	63.37
France	..	..	17.14	20.82	18.99	12.43	17.45	28.18	24.13	24.63	28.87	37.61	52.74	63.69
Grèce	12.13	22.42	16.54	20.08	18.45	11.66	16.64	26.95	23.22	24.08	27.17	34.53	50.33	60.97
Hongrie	..	..	16.08	19.32	16.74	10.77	16.05	26.22	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	25.55	17.65	21.19	19.99	13.55	17.14	29.88	25.31	25.52	29.66	39.24	55.24	66.38
Italie	12.41	23.23	16.90	20.53	18.88	12.21	17.10	27.77	23.87	24.34	28.58	36.60	51.33	62.50
Japon	12.59	22.64	18.02	20.55	20.55	13.68	17.38	28.72	25.01	24.96	29.26	36.59	51.57	64.03
Norvège	..	18.46	16.41	21.62	16.71	12.23	17.46	28.91	23.43	24.46	30.41	39.20	53.08	58.83
Nouvelle-Zélande	..	21.97	18.73	21.86	21.65	14.63	18.16	29.95	26.14	25.89	31.00	41.71	56.07	67.36
Pays-Bas	13.06	21.83	16.92	20.39	18.37	11.98	16.97	27.59	23.48	23.99	27.67	35.02	50.00	61.47
Portugal	12.14	22.75	17.22	20.35	18.95	12.21	17.38	28.20	24.02	24.27	28.72	37.89	51.94	62.77
République tchèque	..	..	15.60	..	..	..	..	26.59	23.74	23.37	28.13	34.82	51.28	62.05
Royaume-Uni	12.57	22.92	17.29	21.08	19.32	12.64	18.01	28.45	24.45	24.58	29.13	37.75	53.79	65.00
Suède	13.22	23.02	17.23	20.86	18.90	12.61	17.68	28.13	24.03	23.86	28.60	36.47	51.78	62.50
Suisse	13.87	24.23	17.69	21.71	20.50	13.38	18.35	29.53	25.04	25.34	30.26	38.73	55.81	66.76
Turquie	..	23.11	16.78	20.25	18.79	11.99	16.07	26.61	22.98	23.57	27.05	34.90	50.65	61.48

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273815130673

Prix au comptant du pétrole brut

Dollars des EU par baril



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387223504660

TRAVAIL

EMPLOI

TAUX D'EMPLOI PAR SEXE

TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

EMPLOI À TEMPS PARTIEL

EMPLOI NON SALARIÉ

CHÔMAGE

TAUX DE CHÔMAGE

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

VARIATIONS RÉGIONALES DU CHÔMAGE

RÉMUNÉRATION ET TEMPS DE TRAVAIL

RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

TAUX D'EMPLOI PAR SEXE

Les taux d'emploi représentent le pourcentage de personnes en âge de travailler qui occupent un emploi, ventilé selon le sexe. Sur le court terme, ces taux sont sensibles au cycle économique, mais à plus long terme, ils sont davantage influencés par les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de garantie de ressources, et par les mesures qui facilitent l'emploi des femmes.

Les taux d'emploi des hommes et des femmes diffèrent aussi bien d'un pays à l'autre que d'une période à l'autre au sein d'un même pays. Sont indiqués ici les taux d'emploi total et ceux des hommes et des femmes considérés séparément.

Définition

Les taux d'emploi sont obtenus en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler. Pour calculer le taux d'emploi, on divise la population d'âge actif en deux groupes – les personnes qui sont pourvues d'un emploi et celles qui n'en ont pas. L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes sans emploi, ou inoccupées, sont celles qui ne travaillent pas mais qui cherchent un emploi, ainsi que les étudiants et tous ceux qui se sont retirés du marché du travail pour une raison ou pour une autre, par exemple parce qu'ils sont invalides ou parce qu'ils doivent s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés.

On considère généralement comme étant en âge de travailler les personnes âgées de 15 à 64 ans, et, dans certains pays, de 16 à 64 ans.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

Tendances à long terme

Sur la période 1993-2006, les taux d'emploi total (hommes et femmes confondus) ont diminué dans 4 pays et augmenté dans 16 autres, avec des baisses particulièrement marquées en Pologne, en Turquie et en République tchèque, et des hausses très importantes en Irlande et en Espagne.

L'évolution des taux d'emploi est très différente pour les hommes et pour les femmes. Ainsi, au cours de la période considérée, l'emploi masculin a diminué dans 13 pays, accusant un recul particulièrement marqué en Pologne, en Turquie et en République tchèque, tandis que l'emploi féminin a progressé dans 25 pays membres, avec une croissance particulièrement marquée en Espagne, en Irlande, aux Pays-Bas, en Italie et en Grèce.

Malgré des écarts encore importants dans de nombreux pays, cette évolution montre clairement que les taux d'emploi des femmes et des hommes suivent actuellement des trajectoires convergentes.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Durand, M., J. Simon et C. Webb (1992), *OECD's Indicators of International Trade and Competitiveness*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 120, OCDE, Paris.
- Jeaumotte, F. (2003), *Female Labour Force Participation*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 376, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, série, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- Base de données OCDE des statistiques de la population active, *www.oecd.org/statistics/labour*.
- Putting More Women to Work: A Colloquium on Employment, Child Care and Taxes, *www.oecd.org/employment/colloquium/women*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux d'emploi : total

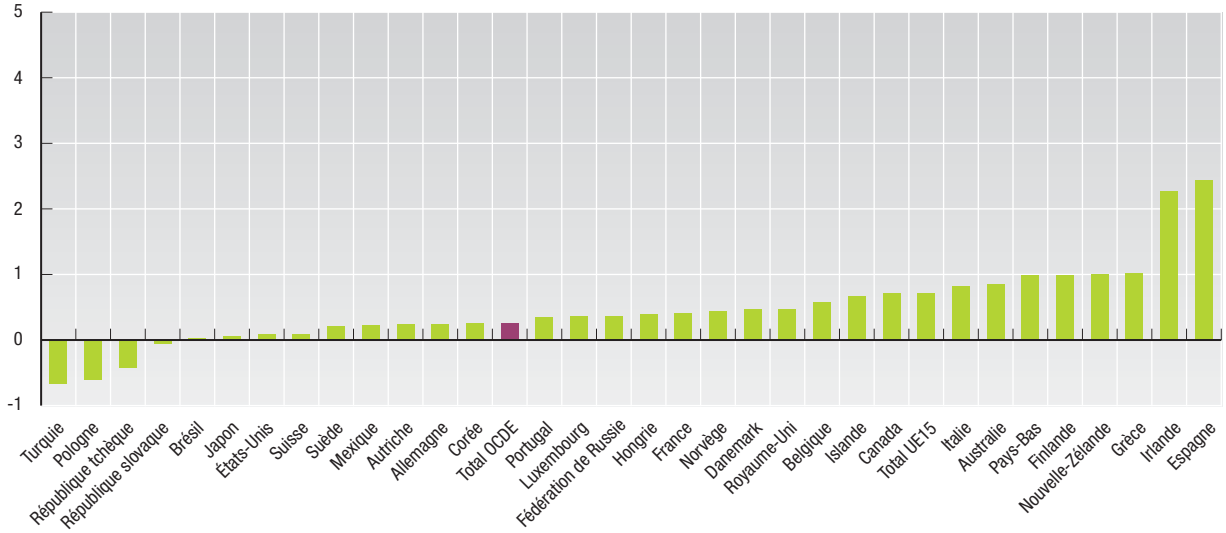
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	65.1	64.5	64.6	64.3	63.8	64.7	65.2	65.6	65.8	65.3	64.6	65.0	65.5	67.2
Australie	64.7	66.0	67.7	67.6	67.4	67.9	68.4	69.3	69.0	69.4	70.0	70.3	71.6	72.2
Autriche	..	68.3	68.6	67.7	67.7	67.7	68.2	68.2	68.0	68.5	68.7	67.8	68.6	70.2
Belgique	56.0	55.7	56.3	56.3	57.0	57.3	58.9	60.9	59.7	59.7	59.3	60.5	61.0	60.4
Canada	66.5	67.0	67.5	67.3	68.0	68.9	70.0	70.9	70.8	71.4	72.2	72.5	72.5	72.9
Corée	61.8	62.8	63.5	63.7	63.7	59.2	59.6	61.5	62.1	63.3	63.0	63.6	63.7	63.8
Danemark	72.4	72.4	73.9	74.0	75.4	75.3	76.5	76.4	75.9	76.4	75.1	76.0	75.5	76.9
Espagne	48.0	47.4	48.3	49.3	50.7	52.4	55.0	57.4	58.8	59.5	60.7	62.0	64.3	65.7
États-Unis	71.2	72.0	72.5	72.9	73.5	73.8	73.9	74.1	73.1	71.9	71.2	71.2	71.5	72.0
Finlande	60.6	59.9	61.1	61.9	62.8	64.1	66.1	67.0	67.7	67.7	67.4	67.2	68.0	68.9
France	59.1	58.4	59.1	59.2	58.9	59.4	59.8	61.1	62.0	62.2	62.5	62.4	62.3	62.3
Grèce	53.5	54.1	54.5	54.9	54.8	55.6	55.4	55.9	55.6	57.7	58.9	59.6	60.3	61.0
Hongrie	54.5	53.5	52.9	52.7	52.7	53.8	55.7	56.0	56.2	56.2	57.0	56.8	56.9	57.3
Irlande	50.9	51.9	54.1	55.0	56.3	59.6	62.5	64.5	65.0	65.0	65.0	65.5	67.1	68.1
Islande	78.2	78.5	80.5	80.4	80.0	82.2	84.2	84.6	84.6	82.8	84.1	82.8	84.4	85.3
Italie	52.5	51.5	51.2	51.4	51.6	52.2	52.9	53.9	54.9	55.6	56.2	57.4	57.5	58.4
Japon	69.5	69.3	69.2	69.5	70.0	69.5	68.9	68.9	68.8	68.2	68.4	68.7	69.3	70.0
Luxembourg	60.9	60.2	58.5	59.1	59.9	60.2	61.6	62.7	63.0	63.6	62.2	62.5	63.6	..
Mexique	59.3	58.7	57.2	58.1	60.3	60.4	60.4	60.1	59.4	59.3	58.8	59.9	59.6	61.0
Norvège	71.3	72.2	73.5	75.3	77.0	78.3	78.0	77.9	77.5	77.1	75.8	75.6	75.2	75.5
Nouvelle-Zélande	66.1	68.0	70.1	71.1	70.6	69.6	70.1	70.7	71.8	72.4	72.5	73.5	74.6	75.2
Pays-Bas	63.8	63.9	65.1	66.2	68.1	69.8	71.3	72.1	72.5	72.4	71.8	71.2	71.1	72.4
Pologne	58.9	58.3	58.1	58.4	58.8	58.9	57.5	55.0	53.5	51.7	51.4	51.9	53.0	54.5
Portugal	64.9	64.0	63.2	63.6	64.7	66.8	67.4	68.3	68.6	68.1	67.1	67.8	67.5	67.9
République slovaque	..	59.8	60.2	61.9	61.1	60.5	58.1	56.8	56.9	56.9	57.7	57.0	57.7	59.4
République tchèque	69.0	69.2	69.4	69.3	68.7	67.5	65.9	65.2	65.3	65.7	64.9	64.2	64.8	65.3
Royaume-Uni	68.2	68.7	69.2	69.7	70.6	71.0	71.5	72.2	72.5	72.3	72.6	72.7	72.6	72.5
Suède	72.6	71.5	72.2	71.6	70.7	71.5	72.9	74.2	75.2	74.9	74.3	73.5	73.9	74.5
Suisse	77.0	75.6	76.4	77.0	76.9	78.0	78.4	78.4	79.2	78.9	77.9	77.4	77.2	77.9
Turquie	50.0	52.4	52.4	52.5	51.3	51.4	50.8	48.9	47.8	46.7	45.5	46.1	45.9	45.9
Total UE15	60.2	59.9	60.3	60.5	60.8	61.7	62.5	63.5	64.1	64.2	64.3	64.8	65.2	66.0
Total OCDE	63.9	64.0	64.2	64.5	65.0	65.1	65.3	65.6	65.4	65.0	64.8	65.1	65.5	66.1
Brésil	67.2	..	67.7	65.1	65.3	64.4	64.6	..	64.3	65.4	65.0	66.4	67.0	67.4
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	75.6	74.9	74.5	74.2	74.0	73.8
Fédération de Russie	..	..	59.0	57.7	54.9	53.0	56.8	58.5	58.4	59.8	59.5	60.3	61.1	61.4

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273871542812

Taux d'emploi : total

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1993-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387268468115

Taux d'emploi : hommes

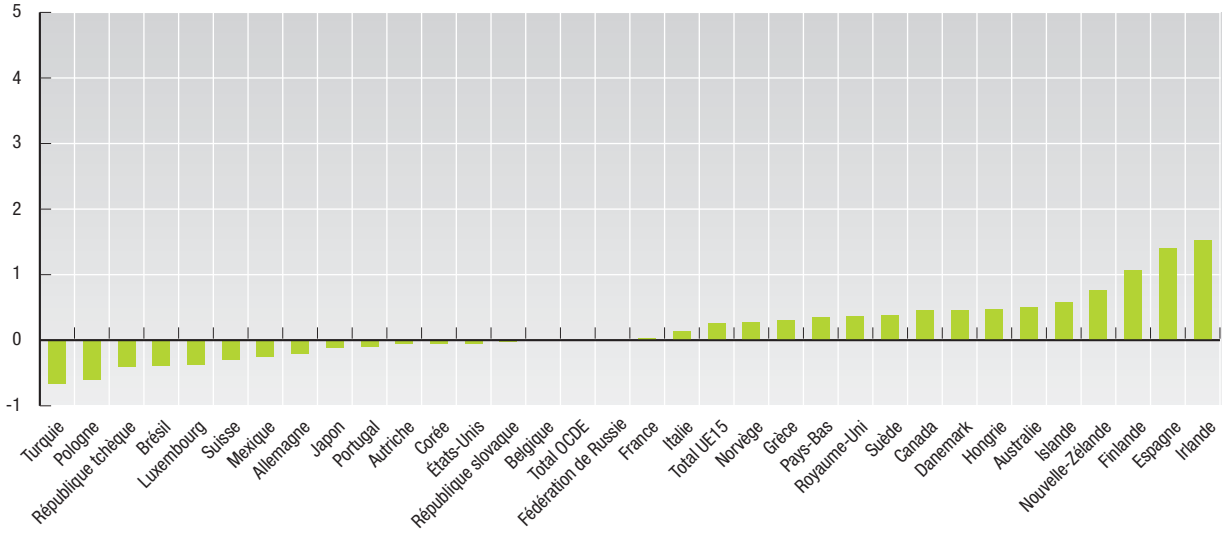
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans), hommes

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	74.9	74.0	73.7	72.8	72.1	72.9	72.8	72.9	72.8	71.7	70.4	70.8	71.4	72.9
Australie	73.8	75.0	76.4	76.3	75.8	76.2	76.6	77.1	76.4	76.8	77.1	77.6	78.5	78.8
Autriche	..	77.5	78.1	77.0	76.8	76.6	77.0	76.8	76.2	75.9	76.0	74.9	75.4	76.9
Belgique	67.0	66.5	66.9	66.8	67.1	67.0	67.5	69.8	68.5	68.1	67.1	67.9	67.7	67.0
Canada	72.4	73.0	73.4	73.2	73.8	74.3	75.4	76.2	75.7	75.9	76.4	76.7	76.7	76.8
Corée	75.2	76.3	76.8	76.7	76.2	71.3	71.3	73.1	73.5	74.9	75.0	75.2	75.0	74.6
Danemark	75.9	77.6	80.7	80.5	81.3	80.2	81.2	80.7	80.2	80.2	79.7	79.9	80.1	80.6
Espagne	64.4	63.3	64.0	64.7	66.1	68.3	70.8	72.7	73.8	73.9	74.5	74.9	76.4	77.3
États-Unis	78.7	79.0	79.5	79.7	80.1	80.5	80.5	80.6	79.4	78.0	76.9	77.2	77.6	78.1
Finlande	61.5	61.1	63.1	64.2	65.2	66.8	68.4	69.4	70.0	69.2	69.0	68.8	69.4	70.5
France	67.2	66.1	66.7	66.8	66.3	66.6	66.8	68.1	69.0	68.6	68.6	68.1	67.8	67.5
Grèce	71.7	72.2	72.2	72.6	71.9	71.6	70.9	71.3	70.9	72.5	73.5	74.0	74.5	74.6
Hongrie	60.0	59.6	60.2	60.2	60.3	60.6	62.6	62.7	63.0	62.9	63.4	63.1	63.1	63.8
Irlande	63.5	64.8	66.7	66.6	67.8	71.0	73.5	75.6	76.0	74.7	74.5	75.2	76.2	77.3
Islande	82.3	82.4	84.0	84.3	84.2	86.0	88.2	88.2	88.0	85.7	86.8	86.2	87.4	88.7
Italie	69.3	67.8	67.0	66.9	66.8	67.1	67.6	68.2	68.7	69.2	69.7	69.7	69.7	70.5
Japon	82.3	81.9	81.9	82.1	82.4	81.7	81.0	80.9	80.5	79.9	79.8	80.0	80.4	81.0
Luxembourg	76.6	74.9	74.3	74.4	74.3	74.6	74.4	75.0	74.9	75.5	73.3	72.8	73.3	..
Mexique	84.3	82.9	79.9	81.4	83.7	83.5	83.7	82.8	82.3	81.6	80.8	81.0	80.2	81.6
Norvège	75.8	76.8	78.1	80.0	81.7	82.8	82.1	81.7	81.0	80.2	78.7	78.4	78.3	78.6
Nouvelle-Zélande	74.4	76.2	78.6	79.0	78.6	77.3	77.4	78.2	79.1	79.8	79.4	80.8	81.5	82.1
Pays-Bas	75.2	74.9	76.0	76.9	78.4	79.9	80.8	81.2	81.1	80.7	79.3	78.0	77.4	78.7
Pologne	65.9	64.9	64.7	65.2	66.1	65.8	63.6	61.2	59.2	57.0	56.7	57.4	59.0	60.9
Portugal	74.9	73.5	72.1	72.0	72.5	75.6	75.6	76.3	76.5	75.7	73.9	74.1	73.4	73.9
République slovaque	..	67.2	67.6	69.2	68.4	67.8	64.3	62.2	62.1	62.5	63.4	63.2	64.6	67.0
République tchèque	77.6	77.5	77.9	78.1	77.4	76.3	74.3	73.6	73.6	74.2	73.4	72.4	73.3	73.7
Royaume-Uni	74.8	75.3	76.1	76.3	77.4	78.0	78.3	78.9	79.1	78.6	78.9	78.9	78.8	78.4
Suède	73.1	72.2	73.5	73.2	72.4	73.6	74.8	76.2	76.9	76.4	75.7	75.0	75.9	76.8
Suisse	88.0	86.3	87.3	86.8	85.9	87.2	87.1	87.3	87.6	86.2	85.1	84.5	83.9	84.7
Turquie	74.2	74.6	74.6	74.9	74.8	74.3	72.7	71.7	69.3	66.9	65.9	67.9	68.2	68.0
Total UE15	71.1	70.5	70.7	70.6	70.8	71.6	72.1	72.9	73.2	72.9	72.6	72.6	72.9	73.5
Total OCDE	75.6	75.4	75.4	75.6	76.0	76.0	76.0	76.2	75.7	75.0	74.5	74.8	75.0	75.6
Brésil	83.7	..	83.1	80.8	80.7	79.5	78.8	..	78.2	78.7	77.9	79.3	79.4	79.6
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	81.6	81.2	81.1	81.8	81.4	79.5
Fédération de Russie	..	..	65.7	64.2	60.9	58.7	62.1	63.8	63.5	64.5	64.1	64.9	65.7	65.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273873175687

Taux d'emploi : hommes

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1993-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387271244822

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux d'emploi : femmes

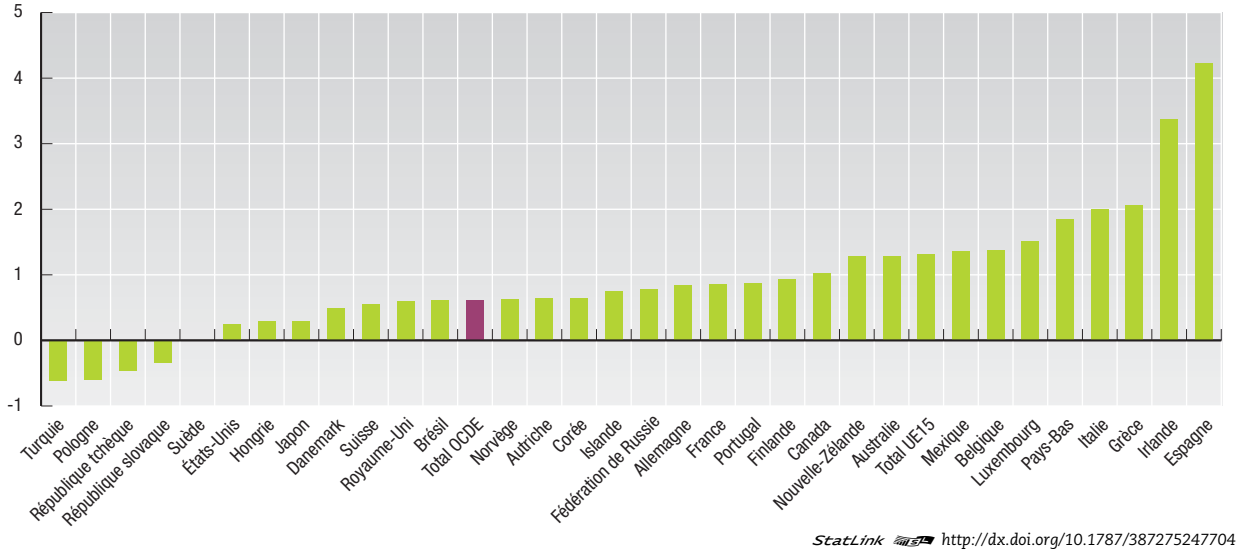
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans), femmes

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	55.1	54.7	55.3	55.5	55.3	56.3	57.4	58.1	58.7	58.8	58.7	59.2	59.6	61.5
Australie	55.5	56.9	59.0	58.9	58.9	59.6	60.0	61.4	61.7	62.1	62.9	63.1	64.7	65.5
Autriche	..	58.8	58.9	58.2	58.4	58.5	59.3	59.4	59.8	61.0	61.5	60.7	62.0	63.5
Belgique	44.9	44.8	45.4	45.6	46.7	47.5	50.2	51.9	50.7	51.1	51.4	53.0	54.1	53.6
Canada	60.5	61.1	61.6	61.5	62.1	63.5	64.6	65.6	65.9	67.0	67.9	68.4	68.3	69.0
Corée	48.8	49.8	50.5	51.1	51.6	47.3	48.1	50.0	50.9	52.0	51.1	52.2	52.5	53.1
Danemark	68.7	67.1	67.0	67.4	69.4	70.3	71.6	72.1	71.4	72.6	70.5	72.0	70.8	73.2
Espagne	31.5	31.5	32.5	33.8	35.2	36.5	39.1	42.0	43.8	44.9	46.8	49.0	51.9	54.0
États-Unis	64.0	65.2	65.8	66.3	67.1	67.4	67.6	67.8	67.1	66.1	65.7	65.4	65.6	66.1
Finlande	59.7	58.7	59.0	59.5	60.4	61.3	63.6	64.5	65.4	66.1	65.7	65.5	66.5	67.3
France	51.1	50.8	51.6	51.8	51.7	52.4	53.0	54.3	55.2	55.8	56.4	56.7	56.9	57.1
Grèce	36.4	37.1	38.0	38.5	39.1	40.3	40.7	41.3	41.2	43.1	44.5	45.5	46.2	47.5
Hongrie	49.3	47.8	45.9	45.5	45.5	47.3	49.0	49.6	49.8	49.8	50.9	50.7	51.0	51.2
Irlande	38.2	38.9	41.5	43.3	44.7	48.2	51.3	53.3	54.0	55.2	55.4	55.8	58.0	58.8
Islande	74.0	74.6	76.8	76.5	75.6	78.3	80.2	81.0	81.1	79.8	81.2	79.4	81.2	81.6
Italie	35.8	35.4	35.4	36.0	36.4	37.3	38.3	39.6	41.1	42.0	42.7	45.2	45.3	46.3
Japon	56.6	56.5	56.4	56.8	57.6	57.2	56.7	56.7	57.0	56.5	56.8	57.4	58.1	58.8
Luxembourg	44.8	44.9	42.2	43.6	45.4	45.6	48.5	50.0	50.8	51.5	50.9	51.9	53.7	..
Mexique	36.0	36.2	36.0	36.8	39.1	39.3	39.1	39.6	39.0	39.5	39.1	40.9	41.6	42.9
Norvège	66.6	67.5	68.8	70.4	72.2	73.6	73.8	74.0	73.8	73.9	72.7	72.7	72.0	72.3
Nouvelle-Zélande	58.0	59.9	61.7	63.4	62.8	62.1	63.0	63.5	64.8	65.3	65.7	66.5	68.0	68.4
Pays-Bas	52.0	52.6	53.9	55.2	57.6	59.4	61.6	62.7	63.7	64.0	64.2	64.3	64.8	66.0
Pologne	52.1	51.9	51.8	51.8	51.8	52.2	51.6	48.9	47.8	46.4	46.2	46.4	47.0	48.2
Portugal	55.3	55.0	54.8	55.6	57.2	58.3	59.5	60.5	61.0	60.8	60.6	61.7	61.7	62.0
République slovaque	..	52.6	53.0	54.6	54.0	53.5	52.1	51.5	51.8	51.4	52.2	50.9	50.9	51.9
République tchèque	60.4	61.0	61.0	60.6	59.9	58.7	57.4	56.9	57.0	57.1	56.3	56.0	56.3	56.8
Royaume-Uni	61.8	62.1	62.5	63.3	64.0	64.2	65.0	65.6	66.0	66.3	66.4	66.6	66.7	66.8
Suède	72.1	70.7	70.9	69.9	68.9	69.4	70.9	72.2	73.5	73.4	72.8	71.8	71.8	72.1
Suisse	66.1	64.9	65.6	67.1	67.8	68.8	69.6	69.4	70.7	71.5	70.7	70.3	70.4	71.1
Turquie	25.8	30.4	30.2	30.3	28.0	28.5	28.9	26.2	26.3	26.6	25.2	24.3	23.7	23.8
Total UE15	49.3	49.4	49.9	50.4	50.9	51.8	53.0	54.2	55.0	55.6	56.0	56.9	57.5	58.5
Total OCDE	52.4	52.9	53.2	53.6	54.2	54.4	54.9	55.2	55.3	55.3	55.3	55.7	56.1	56.8
Brésil	51.6	..	53.1	50.3	50.7	50.1	51.3	..	51.3	52.9	52.9	54.3	55.3	55.9
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	69.4	68.5	67.8	66.5	66.6	68.2
Fédération de Russie	..	..	52.9	51.9	49.5	47.9	52.0	53.8	53.9	55.5	55.3	56.1	57.0	57.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/273881774445

Taux d'emploi : femmes

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1993-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387275247704

TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

Les taux d'emploi, dans ce chapitre, indiquent le pourcentage de personnes en âge de travailler qui occupent un emploi, réparties en trois groupes d'âge : les jeunes qui viennent d'entrer sur le marché du travail, les travailleurs d'âge très actif et ceux qui approchent de la retraite.

Dans ces différents groupes, les taux d'emploi sont très sensibles aux politiques publiques concernant l'enseignement supérieur, les systèmes de pension et l'âge de la retraite.

Définition

Pour calculer le taux d'emploi d'un groupe d'âge donné, on divise tout d'abord ce groupe entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, puis on rapporte le nombre des actifs occupés à l'effectif total du groupe pour obtenir une proportion en pourcentage.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes sans emploi, ou inoccupées, sont celles qui ne travaillent pas mais qui cherchent un emploi, ainsi que les étudiants et tous ceux qui se sont eux-mêmes retirés du marché du travail pour une raison ou une autre, par exemple parce qu'ils sont invalides ou parce qu'ils doivent s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

Tendances à long terme

En règle générale, les taux d'emploi des personnes d'âge très actif – 25 à 54 ans – sont à peu près identiques dans tous les pays, où ils atteignent des niveaux compris entre 70 et 90 % dans la plupart des cas en 2006. Ils varient beaucoup en revanche pour les jeunes, allant de moins de 25 % en Hongrie, en Grèce, en Pologne et au Luxembourg à plus de 60 % en Suisse, au Danemark, en Australie, aux Pays-Bas et en Islande toujours en 2006. Les taux d'emploi des travailleurs âgés sont également très disparates d'un pays à l'autre, avec près de 60 % d'actifs occupés dans ce groupe en 2006 en Islande, en Nouvelle-Zélande, en Suède, en Norvège, en Suisse, au Japon, aux États-Unis et au Danemark, mais moins de 30 % en Pologne.

Sur la période 1993-2006, les taux d'emploi des jeunes ont reculé dans l'ensemble de la zone OCDE. Cela tient en partie aux mesures qu'ont adoptées les gouvernements pour encourager les jeunes à obtenir de nouvelles qualifications, mais les baisses particulièrement marquées se sont produites dans les pays où l'emploi total a également reculé, comme la République tchèque, la Pologne et la Turquie, signe que lorsque la situation est tendue sur le marché du travail, les jeunes éprouvent des difficultés particulières à trouver un emploi. Dans le groupe des personnes d'âge très actif – 25 à 54 ans –, les taux d'emploi sont restés stables dans l'ensemble de la zone OCDE, mais ils ont sensiblement baissé en Turquie, en Pologne et en République tchèque, tandis qu'ils augmentaient au contraire nettement en Irlande, en Espagne et aux Pays-Bas. Les travailleurs les plus âgés ont dans l'ensemble connu une situation particulièrement favorable, notamment en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, en Hongrie, en Belgique, en République slovaque et en République tchèque, où leurs taux d'emploi ont le plus progressé.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Burniaux, J.-M., R. Duval et F. Jaumotte (2004), *Coping with Ageing*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 371, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active : Faciliter les transitions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Vieillissement et politiques de l'emploi*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Réunion NERO sur le marché du travail, Paris, 25 juin 2004, *www.oecd.org/eco/nero*.
- OCDE Vieillissement et politiques de l'emploi, *www.oecd.org/els/employment/olderworkers*.
- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, *www.oecd.org/statistics/labour*.
- Des emplois pour les jeunes, projet de l'OCDE, *www.oecd.org/statistics/labour*.
- Base de données OCDE des statistiques de la population active, *www.oecd.org/statistics/labour*.
- Youth Employment Summit, *www.yesweb.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24

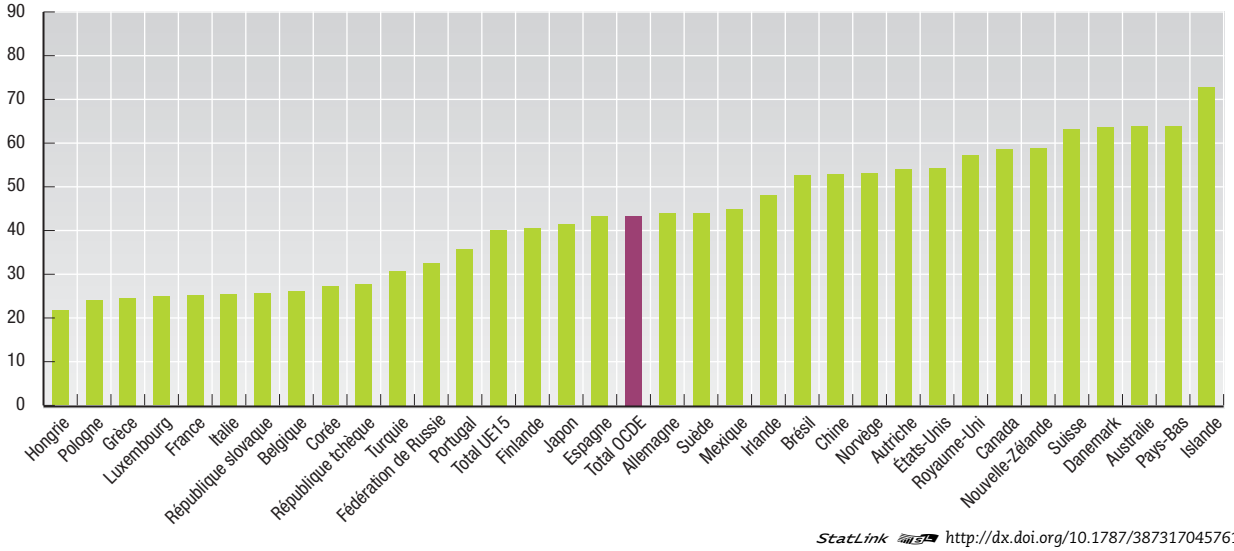
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	52.7	51.4	49.1	47.0	45.8	46.7	47.1	47.2	47.0	44.8	42.4	41.9	42.6	43.9
Australie	56.0	58.6	60.8	60.5	58.9	59.9	61.0	62.1	61.2	61.1	61.8	62.4	63.6	63.8
Autriche	..	59.5	57.3	55.7	54.8	54.1	54.0	53.1	52.0	52.1	51.5	51.9	53.1	54.0
Belgique	28.1	27.5	26.6	26.1	25.2	26.0	25.5	30.3	28.5	28.5	27.1	28.1	26.6	26.2
Canada	53.4	53.8	53.8	52.7	51.5	52.5	54.5	56.3	56.3	57.5	58.3	58.0	57.8	58.7
Corée	33.6	34.5	34.6	33.7	32.2	27.1	27.6	29.4	30.1	31.5	30.8	31.2	29.9	27.2
Danemark	60.3	62.1	65.9	66.0	68.2	66.4	66.0	67.1	61.7	64.0	59.4	61.3	62.0	63.7
Espagne	29.5	28.3	28.6	28.3	29.4	31.0	34.4	36.3	37.1	36.6	36.8	38.4	41.9	43.3
États-Unis	57.2	58.1	58.3	57.6	58.0	59.0	59.0	59.7	57.7	55.7	53.9	53.9	53.9	54.2
Finlande	30.1	27.9	29.0	29.8	33.3	34.9	38.8	39.8	40.3	39.4	38.5	38.1	39.2	40.6
France	24.2	22.0	21.8	21.3	19.9	20.8	20.7	23.2	24.3	24.1	27.0	26.4	26.0	25.3
Grèce	27.5	26.7	26.5	25.4	24.5	28.1	26.8	26.9	26.0	26.8	26.2	27.4	25.3	24.5
Hongrie	31.5	30.8	31.3	30.4	31.3	35.3	35.7	32.5	30.7	28.5	26.7	23.6	21.8	21.7
Irlande	34.4	33.5	37.3	36.4	38.3	43.0	46.4	48.2	47.0	45.3	45.8	44.8	46.3	48.0
Islande	52.4	51.7	54.9	54.8	55.7	61.6	65.1	68.2	66.8	59.4	68.1	66.3	71.6	72.9
Italie	30.0	28.3	27.3	26.9	27.0	27.2	27.3	27.8	27.4	26.7	26.0	27.2	25.5	25.5
Japon	44.8	45.0	44.7	45.0	45.3	44.6	42.9	42.7	42.0	41.0	40.3	40.0	40.9	41.4
Luxembourg	45.7	42.8	38.2	36.9	34.7	33.1	31.7	31.8	32.3	32.3	27.0	23.3	24.9	..
Mexique	51.6	50.3	48.2	48.2	49.2	50.3	50.3	48.9	47.2	45.4	44.1	44.3	43.7	44.8
Norvège	47.8	48.4	49.2	52.3	55.1	57.9	57.8	58.1	56.5	56.9	55.3	54.4	52.9	53.1
Nouvelle-Zélande	53.9	56.5	59.4	59.5	58.2	55.7	54.6	54.6	55.8	56.6	56.3	56.8	56.9	58.8
Pays-Bas	55.5	55.4	56.3	58.3	61.1	62.4	66.0	66.5	66.8	66.7	64.9	63.2	61.9	63.9
Pologne	29.5	28.0	27.3	27.9	28.8	28.6	24.3	24.5	22.1	20.0	19.6	20.0	20.9	24.0
Portugal	43.1	40.5	37.6	37.1	39.2	42.8	42.6	42.0	42.7	41.9	38.4	36.9	36.1	35.8
République slovaque	..	34.4	34.8	36.8	36.4	35.0	31.0	29.0	27.9	27.2	27.6	26.5	25.6	25.7
République tchèque	46.9	47.5	46.6	45.8	44.2	43.0	40.1	38.3	36.1	33.7	31.4	28.5	27.3	27.7
Royaume-Uni	58.8	58.8	59.0	60.2	60.8	60.8	60.8	61.5	61.0	60.9	59.7	60.1	58.6	57.3
Suède	42.4	41.3	42.5	40.3	39.7	41.6	43.8	46.1	47.8	46.5	45.1	42.8	42.5	44.0
Suisse	64.6	60.3	60.1	63.3	62.9	63.2	64.8	65.1	63.9	65.4	63.5	61.9	59.9	63.3
Turquie	39.5	43.0	41.0	42.0	40.3	39.5	39.7	37.0	35.3	33.0	30.5	31.6	31.2	30.8
Total UE15	39.8	39.0	38.3	37.8	37.8	38.8	39.5	40.7	40.8	40.2	39.6	39.9	39.9	40.2
Total OCDE	45.7	45.7	45.1	44.9	45.0	45.3	45.4	45.6	44.7	43.7	42.7	42.9	42.9	43.3
Brésil	58.7	..	57.7	54.7	54.0	52.1	51.7	..	50.8	51.7	50.8	52.4	52.7	52.6
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	70.1	65.7	61.5	57.1	55.7	52.8
Fédération de Russie	..	..	41.0	38.0	33.0	29.6	34.4	34.6	33.5	34.2	32.7	32.5	32.9	32.5

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274004037286

Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387317045761

Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54

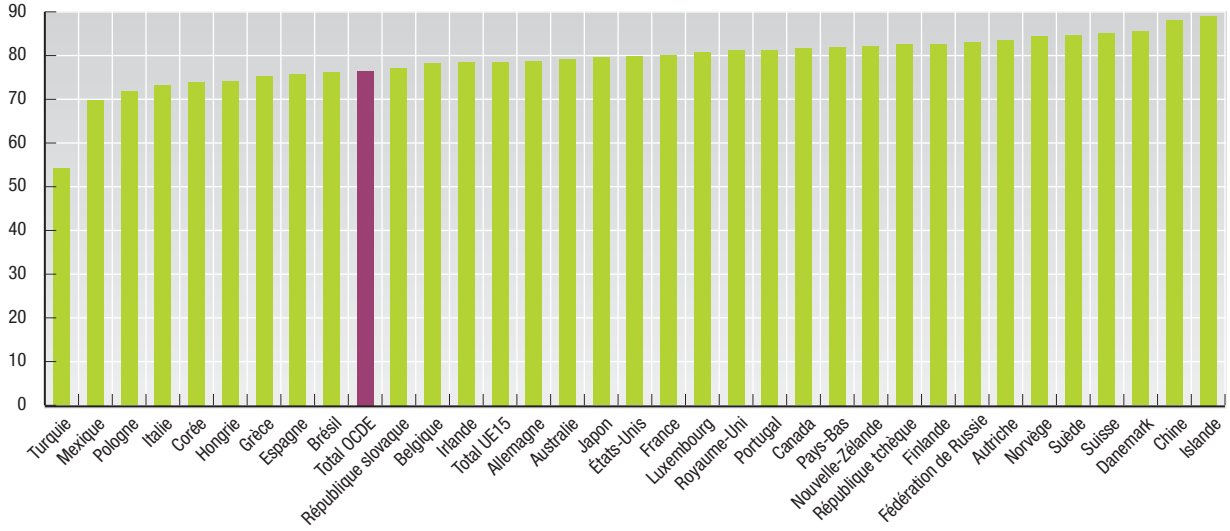
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	76.8	76.2	76.8	76.8	76.7	78.0	78.7	79.3	79.3	78.8	78.2	78.1	77.4	78.8
Australie	72.9	73.6	75.2	74.9	74.9	75.3	75.5	76.3	76.3	76.7	77.2	77.4	78.8	79.2
Autriche	..	79.5	80.4	80.1	80.6	80.7	81.6	82.2	82.4	83.2	83.7	82.6	82.6	83.5
Belgique	73.6	73.1	73.8	73.9	74.6	74.4	76.4	77.9	76.6	76.6	76.1	77.3	78.3	78.2
Canada	74.9	75.5	76.2	76.2	77.3	78.3	79.2	79.9	79.8	80.3	80.8	81.3	81.3	81.6
Corée	73.0	73.6	74.2	74.7	74.8	70.2	70.3	72.2	72.6	73.4	73.1	73.4	73.4	73.9
Danemark	80.8	80.5	81.7	82.2	82.8	83.4	84.4	84.3	84.5	84.7	83.5	84.0	83.9	85.5
Espagne	58.7	58.4	59.5	60.6	62.0	63.6	66.1	68.4	69.5	70.1	71.3	72.7	74.4	75.8
États-Unis	78.5	79.2	79.7	80.2	80.9	81.1	81.4	81.5	80.5	79.3	78.8	79.0	79.3	79.8
Finlande	75.0	74.9	76.1	76.8	77.5	79.0	80.4	80.9	81.5	81.6	81.1	81.0	81.7	82.5
France	77.0	76.3	77.0	76.9	76.4	76.8	77.0	78.3	79.3	79.4	79.1	79.3	79.6	80.0
Grèce	67.8	68.6	68.8	69.5	69.7	69.9	70.0	70.2	70.4	71.9	73.1	73.7	74.3	75.3
Hongrie	72.5	71.7	70.7	70.4	70.2	70.3	72.3	73.0	73.1	73.0	73.7	73.6	73.7	74.2
Irlande	60.9	62.7	64.7	66.3	67.4	70.6	73.2	75.3	76.4	76.6	76.0	76.7	78.0	78.4
Islande	87.0	87.5	89.1	89.3	88.2	88.9	90.9	90.6	90.7	90.0	89.2	88.0	88.2	89.1
Italie	66.7	65.8	65.5	65.7	65.8	66.3	67.1	68.0	69.2	70.1	70.8	72.1	72.2	73.3
Japon	79.8	79.5	79.3	79.6	79.9	79.2	78.7	78.6	78.6	78.0	78.3	78.6	79.0	79.6
Luxembourg	73.3	73.5	71.9	73.2	74.4	74.7	76.7	78.2	78.7	79.1	77.8	79.3	80.7	..
Mexique	65.1	65.0	63.7	65.2	67.6	67.3	66.9	67.4	67.1	67.6	67.3	68.7	68.8	69.9
Norvège	80.7	81.3	82.4	83.7	85.0	85.8	85.5	85.3	85.1	84.4	82.9	83.1	83.2	84.4
Nouvelle-Zélande	74.9	76.2	77.6	78.4	77.8	76.8	77.6	78.6	79.3	79.6	79.8	80.8	82.0	82.1
Pays-Bas	73.8	73.7	75.0	75.8	77.5	79.3	80.4	81.0	81.6	81.2	81.1	80.6	80.9	82.0
Pologne	74.4	73.8	74.2	74.6	74.7	75.0	73.7	70.9	69.3	67.5	67.6	68.3	69.5	71.8
Portugal	79.5	78.7	78.7	78.7	79.3	80.1	80.6	81.8	82.2	81.5	81.0	81.1	80.8	81.3
République slovaque	..	78.4	78.7	80.3	79.3	78.5	76.1	74.7	74.8	75.1	76.0	74.7	75.3	77.2
République tchèque	86.3	86.3	86.3	85.8	85.0	83.7	81.9	81.6	82.1	82.5	81.7	81.4	82.0	82.5
Royaume-Uni	76.3	76.5	77.1	77.4	78.3	79.0	79.6	80.2	80.5	80.3	80.7	80.7	81.1	81.2
Suède	83.2	81.9	82.6	81.8	80.7	81.3	82.5	83.8	84.6	84.2	83.5	82.9	83.9	84.7
Suisse	83.8	83.2	84.2	83.6	83.4	85.0	85.1	85.4	86.0	86.0	84.8	84.7	85.1	85.2
Turquie	58.0	59.8	60.5	60.1	59.0	59.2	58.2	56.7	55.5	54.6	54.0	54.1	54.1	54.2
Total UE15	72.9	72.7	73.2	73.4	73.7	74.6	75.5	76.4	77.0	77.0	77.1	77.5	77.7	78.6
Total OCDE	74.4	74.5	74.8	75.1	75.5	75.6	75.7	76.0	75.8	75.4	75.2	75.6	75.8	76.5
Brésil	73.9	..	75.0	72.8	73.3	72.8	73.2	..	73.1	74.2	74.0	75.4	75.9	76.3
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	88.7	87.7	86.6	85.6	85.2	88.0
Fédération de Russie	..	..	81.1	80.7	77.9	76.2	77.9	80.2	80.7	81.8	81.4	82.2	82.9	83.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274008276366

Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387336417463

Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64

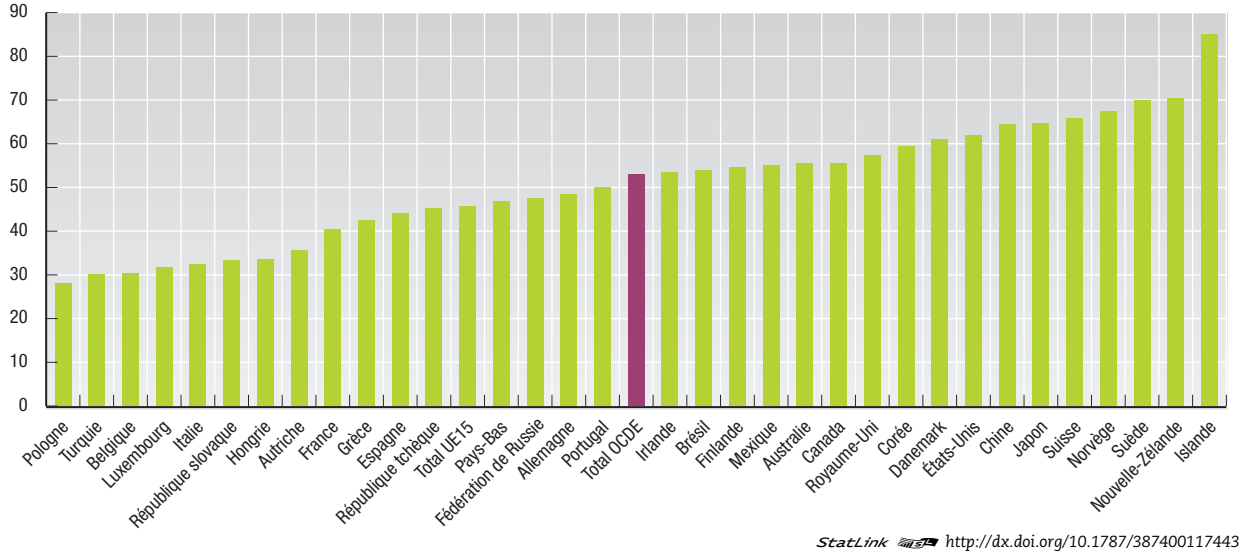
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	35.9	35.9	37.4	38.0	38.3	38.4	37.8	37.6	37.9	38.6	39.0	41.8	45.5	48.5
Australie	38.9	40.5	41.7	42.4	42.7	43.9	44.3	46.2	46.7	48.7	50.5	52.0	53.7	55.6
Autriche	..	28.4	30.4	29.2	28.6	29.0	29.6	28.1	28.2	29.1	30.1	28.8	31.8	35.5
Belgique	21.9	22.4	23.3	21.8	22.0	22.5	24.7	25.0	25.2	25.8	28.1	30.1	32.1	30.4
Canada	43.0	43.6	43.2	43.5	44.4	45.2	46.8	48.1	48.2	50.1	53.0	53.9	54.8	55.6
Corée	61.5	62.9	63.6	63.2	63.8	58.7	58.2	57.8	58.3	59.5	57.8	58.5	58.7	59.3
Danemark	51.3	50.2	49.3	47.5	51.4	50.4	54.2	54.6	56.5	57.3	60.7	61.8	59.8	60.9
Espagne	34.5	32.7	32.4	33.2	34.1	35.1	35.1	37.0	39.2	39.7	40.8	41.3	43.1	44.1
États-Unis	53.8	54.4	55.1	55.9	57.2	57.7	57.7	57.8	58.6	59.5	59.9	59.9	60.8	61.8
Finlande	34.8	33.5	34.4	35.6	35.7	36.2	39.2	42.3	45.9	47.8	49.9	51.0	52.6	54.5
France	33.9	33.4	33.5	33.5	33.6	33.0	34.2	34.3	36.5	39.3	40.3	40.6	40.7	40.5
Grèce	38.8	39.5	40.5	40.7	40.7	39.1	38.4	39.0	38.0	38.9	41.0	39.4	41.6	42.4
Hongrie	19.1	17.0	17.1	17.4	17.3	16.6	19.4	21.9	23.5	25.6	29.0	31.1	33.0	33.6
Irlande	38.9	39.5	39.4	40.3	40.2	41.6	43.8	45.2	46.6	48.0	49.3	49.5	51.7	53.4
Islande	83.2	84.7	85.1	83.8	83.7	86.7	85.9	84.2	85.6	87.2	83.3	82.0	84.8	84.9
Italie	30.4	29.4	28.4	28.7	28.0	27.9	27.6	27.7	28.0	28.9	30.3	30.5	31.4	32.5
Japon	64.5	63.7	63.7	63.6	64.2	63.8	63.4	62.8	62.0	61.6	62.1	63.0	63.9	64.7
Luxembourg	26.1	23.2	24.0	22.6	23.7	25.0	26.3	27.2	24.8	27.9	30.3	30.4	31.7	..
Mexique	53.8	52.4	50.0	51.3	54.5	52.6	54.1	51.7	51.1	52.2	52.9	53.8	52.6	55.0
Norvège	60.7	61.6	63.1	64.6	66.0	67.2	67.3	67.1	67.4	68.4	68.6	68.0	67.6	67.4
Nouvelle-Zélande	44.5	47.3	50.4	53.9	54.5	55.7	56.9	57.2	60.7	63.4	64.3	67.2	69.7	70.4
Pays-Bas	28.2	29.0	29.4	30.5	31.7	33.4	35.1	37.6	39.2	42.7	42.9	44.2	44.9	46.9
Pologne	35.1	34.4	33.8	33.0	33.6	32.3	32.5	28.4	29.0	27.9	28.6	28.0	29.1	28.1
Portugal	44.9	45.9	44.6	46.2	47.1	49.7	50.4	50.8	50.0	50.9	51.1	50.3	50.5	50.1
République slovaque	..	21.3	21.7	22.8	21.4	22.8	22.3	21.3	22.3	22.9	24.6	26.8	30.4	33.2
République tchèque	31.3	32.3	34.8	37.3	38.3	37.1	37.5	36.3	37.1	40.8	42.3	42.6	44.6	45.2
Royaume-Uni	46.6	47.4	47.5	47.8	48.5	48.3	49.4	50.4	52.1	53.1	55.4	56.2	56.7	57.4
Suède	63.4	61.9	62.0	63.4	62.7	63.1	64.0	65.1	67.0	68.4	69.0	69.5	69.6	69.8
Suisse	63.1	61.1	61.7	63.3	63.9	64.4	64.6	63.3	67.3	64.6	65.7	65.2	65.1	65.7
Turquie	37.7	40.8	41.7	41.6	40.5	41.1	39.3	36.4	35.9	35.3	32.7	33.1	30.8	30.1
Total UE15	36.5	36.1	36.4	36.8	37.1	37.3	37.7	38.3	39.3	40.7	41.9	42.9	44.4	45.6
Total OCDE	46.3	46.1	46.4	46.9	47.6	47.6	47.9	47.9	48.4	49.4	50.2	51.0	52.0	53.0
Brésil	52.6	..	53.3	50.7	51.1	51.0	52.2	..	51.2	52.7	52.1	52.5	54.0	54.0
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	56.5	55.9	54.5	52.6	58.3	64.5
Fédération de Russie	..	..	33.7	32.6	31.6	29.4	34.8	34.8	31.9	35.2	37.8	40.4	44.6	47.4

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274026503021

Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387400117443

EMPLOI À TEMPS PARTIEL

Le travail à temps partiel a largement contribué à la croissance de l'emploi total dans beaucoup de pays de l'OCDE entre 1993 et 2006, jouant en particulier un rôle important pour certains groupes souvent sous-représentés dans la population active, tels que les femmes, les jeunes et, à un moindre degré, les travailleurs âgés.

Des enquêtes récentes réalisées dans un grand nombre de pays de l'OCDE montrent que pour la plupart des personnes concernées, le temps partiel est un choix. Dans les pays où le travail à temps partiel est peu développé, il pourrait donc être intéressant de prendre des mesures pour l'encourager afin d'accroître l'emploi. Les femmes qui élèvent de jeunes enfants en bénéficieraient tout particulièrement.

Définition

On considère comme employées à temps partiel les personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans leur emploi principal. Le travail à temps partiel concerne aussi bien les salariés que les non-salariés.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les taux indiqués ici représentent le nombre de personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine en pourcentage du nombre d'actifs occupés.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

Tendances à long terme

Dans l'ensemble de la zone OCDE, le taux d'emploi à temps partiel s'est accru de 7 % entre 1993 et 2006. Les taux d'emploi à temps partiel ont augmenté considérablement en Autriche, en Allemagne, en Irlande, en Italie, en Corée et en Espagne, mais ils ont aussi reculé dans plusieurs pays, notamment en Islande, en Suède, aux États-Unis et en Turquie.

Le graphique met en évidence de grandes disparités entre les pays en matière d'emploi à temps partiel en 2006. En Australie, au Japon, aux Pays-Bas et en Suisse, plus de 25 % de tous les actifs occupés travaillaient à temps partiel, contre moins de 10 % en République slovaque, en Hongrie, en République tchèque, en Grèce, en Turquie, en Corée et au Portugal. En 2006, la fréquence de l'emploi à temps partiel s'établissait au-dessus de 16 % en moyenne pour l'ensemble de la zone OCDE, et deux points de pourcentage au-dessus dans les pays de l'Union européenne à 15.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (1999), *La mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : Évaluation des performances et des politiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, série, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, *www.oecd.org/statistics/productivity*.
- Base de données OCDE des statistiques de la population active, *www.oecd.org/statistics/labour*.
- Base de données OCDE de la productivité, *www.oecd.org/statistics/productivity*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Fréquence de l'emploi à temps partiel

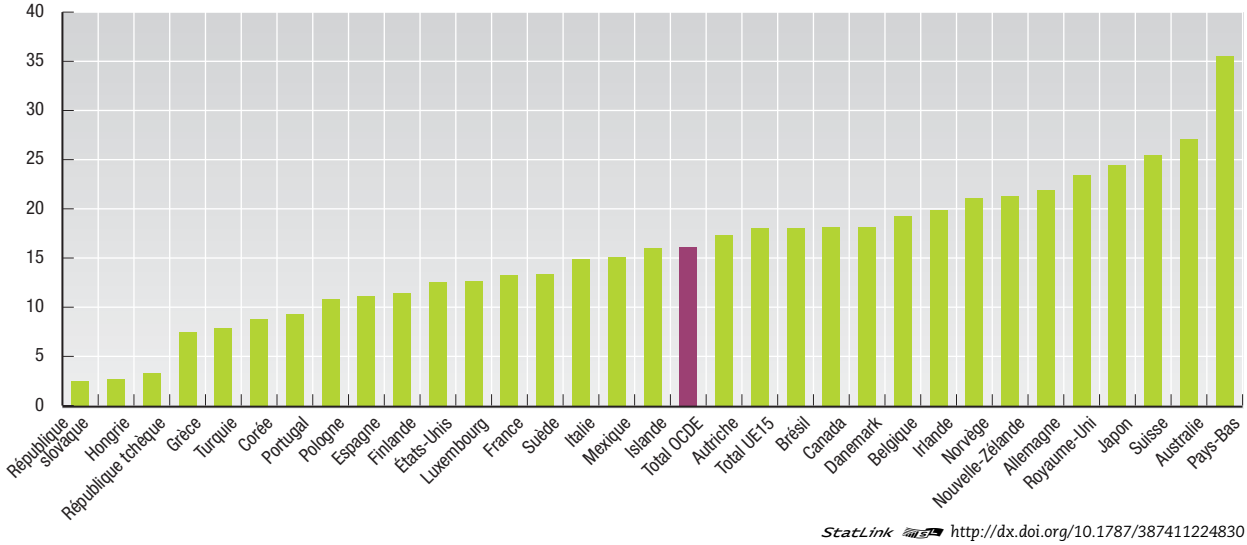
En pourcentage de l'emploi total

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	12.8	13.5	14.2	14.9	15.8	16.6	17.1	17.6	18.3	18.8	19.6	20.1	21.8	21.9
Australie	24.3	24.4	25.0	25.2	26.0	25.9	26.1	26.2	27.2	27.5	27.9	27.1	27.3	27.1
Autriche	..	..	11.1	10.9	10.8	11.5	12.3	12.2	12.4	13.6	13.5	15.4	16.0	17.3
Belgique	14.7	14.6	14.6	14.8	15.0	15.6	19.9	19.0	17.0	17.9	18.0	18.9	18.5	19.3
Canada	19.2	18.9	18.8	19.1	19.1	18.8	18.4	18.1	18.1	18.8	18.9	18.5	18.3	18.1
Corée	4.5	4.5	4.3	4.3	5.0	6.7	7.7	7.0	7.3	7.6	7.7	8.4	9.0	8.8
Danemark	19.0	17.3	16.9	16.6	17.2	17.1	15.3	16.1	14.7	16.0	15.7	17.3	17.6	18.1
Espagne	6.0	6.4	7.0	7.5	7.9	7.7	7.8	7.7	7.8	7.7	8.0	8.5	11.3	11.1
États-Unis	14.7	14.2	14.0	13.9	13.5	13.4	13.3	12.6	12.8	13.1	13.2	13.2	12.8	12.6
Finlande	8.9	8.9	8.7	8.5	9.3	9.7	9.9	10.4	10.5	11.0	11.3	11.3	11.2	11.4
France	13.2	13.8	14.2	14.0	14.8	14.7	14.6	14.2	13.8	13.8	12.8	13.2	13.5	13.3
Grèce	7.1	7.8	7.8	8.0	8.3	9.1	8.0	5.5	4.9	5.6	5.6	6.0	6.1	7.5
Hongrie	..	..	2.8	2.7	2.9	2.9	3.2	2.9	2.5	2.6	3.2	3.3	3.2	2.7
Irlande	13.1	13.5	14.3	14.2	15.0	17.6	17.9	18.1	17.9	18.6	19.3	19.3	19.6	19.9
Islande	22.4	22.6	22.5	20.9	22.4	23.2	21.2	20.4	20.4	20.1	16.0	16.6	16.4	16.0
Italie	10.0	10.0	10.5	10.5	11.3	11.2	11.8	12.2	12.2	11.9	12.0	14.8	14.6	14.9
Japon	21.1	21.4	20.1	21.8	23.3	23.6	24.1	22.6	24.9	25.1	26.0	25.5	25.8	24.5
Luxembourg	9.8	10.7	11.3	10.4	11.0	12.6	12.1	12.4	13.3	12.5	13.3	13.2	13.9	12.7
Mexique	..	..	16.6	14.9	15.5	15.0	13.7	13.5	13.7	13.5	13.4	15.1	..	..
Norvège	22.0	21.5	21.4	21.6	21.0	20.8	20.7	20.2	20.1	20.6	21.0	21.1	20.8	21.1
Nouvelle-Zélande	20.8	21.0	20.9	21.9	22.3	22.7	23.0	22.2	22.4	22.6	22.3	22.0	21.7	21.3
Pays-Bas	27.9	28.9	29.4	29.3	29.1	30.0	30.4	32.1	33.0	33.9	34.6	35.0	35.7	35.5
Pologne	..	..	..	..	11.9	11.8	14.0	12.8	11.6	11.7	11.5	12.0	11.7	10.8
Portugal	8.8	9.5	8.6	9.2	10.2	10.0	9.4	9.4	9.2	9.7	10.0	9.6	9.8	9.3
République slovaque	..	2.7	2.3	2.1	2.0	2.0	1.8	1.9	1.9	1.6	2.3	2.8	2.6	2.5
République tchèque	3.6	3.6	3.4	3.4	3.4	3.3	3.4	3.2	3.2	2.9	3.2	3.1	3.3	3.3
Royaume-Uni	22.1	22.4	22.3	22.9	22.9	23.0	22.9	23.0	22.7	23.3	23.7	24.0	23.5	23.4
Suède	15.4	15.8	15.1	14.8	14.2	13.5	14.5	14.0	13.9	13.8	14.1	14.4	13.5	13.4
Suisse	23.2	23.2	22.9	23.7	24.0	24.2	24.8	24.4	24.8	24.8	25.1	24.9	25.1	25.5
Turquie	8.9	8.8	6.4	5.5	6.1	6.0	7.7	9.4	6.2	6.6	6.0	6.6	5.8	7.9
Total UE15	14.1	14.6	14.8	15.1	15.6	15.9	16.1	16.2	16.2	16.5	16.6	17.3	18.0	18.0
Total OCDE	15.1	15.1	14.8	14.9	15.2	15.3	15.5	15.2	15.4	15.6	15.8	16.1	16.3	16.1
Brésil	16.3	..	16.2	15.3	15.9	16.3	16.9	..	16.0	17.0	17.1	17.3	17.9	18.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274035667834

Fréquence de l'emploi à temps partiel

En pourcentage de l'emploi total, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387411224830

EMPLOI NON SALARIÉ

L'emploi non salarié peut être perçu soit comme une stratégie de survie pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'autres moyens de percevoir un revenu, soit comme le signe d'une volonté d'entreprendre et de travailler pour son propre compte. Les taux d'emploi non salarié présentés ici reflètent ces différentes motivations.

Définition

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête.

Les travailleurs non salariés comprennent les employeurs, les personnes établies à leur compte, les membres des coopératives de production et les aides familiaux non rémunérés. Ces derniers sont des personnes qui, sans être salariées, c'est-à-dire sans être pourvues d'un contrat formel leur garantissant le versement d'un revenu de montant fixe à intervalles réguliers, participent aux travaux d'une entreprise dont elles partagent le revenu ; la catégorie des aides familiaux non rémunérés est particulièrement importante dans le secteur agricole et dans le commerce de détail. À noter que toutes les personnes qui travaillent dans une entreprise constituée en société, y compris les dirigeants, sont considérées comme des salariés.

Les taux indiqués ici représentent le pourcentage de non-salariés dans l'emploi civil total, c'est-à-dire l'emploi total moins les membres des forces armées.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

Il est à noter que la composition de l'emploi non salarié selon les quatre catégories susmentionnées varie considérablement entre les pays. Ainsi, dans les pays qui comptent un assez grand nombre de petites exploitations agricoles, comme le Brésil, le Mexique et la Turquie, les aides familiaux non rémunérés sont également plus nombreux.

Tendances à long terme

En 2006, les taux d'emploi non salarié global (hommes et femmes confondus) allaient de moins de 9 % au Luxembourg, aux États-Unis, en Norvège et au Danemark à plus de 30 % en Corée, au Mexique, au Brésil, en Grèce et en Turquie. C'est en général dans les pays à faible revenu par habitant que l'emploi non salarié atteint ses niveaux les plus élevés, mais avec un taux de 26.7 %, l'Italie constitue à cet égard une exception remarquable. L'Irlande et l'Espagne sont deux autres pays qui affichent à la fois un revenu élevé par habitant et un fort taux d'emploi non salarié.

Sur la période 1993-2006, l'emploi non salarié a chuté dans la plupart des pays, mais il a légèrement progressé en Autriche et en Allemagne et de façon beaucoup plus marquée en République tchèque et en République slovaque.

Les niveaux et les variations de l'emploi non salarié total masquent des différences importantes entre les hommes et les femmes. Dans la moitié des pays membres, plus de 17 % des hommes pourvus d'un emploi étaient des non-salariés en 2006 ; la moitié des pays membres avait un taux d'emploi non salarié supérieur à 10% pour les femmes.

L'évolution de l'emploi non salarié fait également apparaître des divergences. Chez les hommes, l'emploi non salarié a augmenté dans cinq pays – en Belgique, en Autriche, en Allemagne, en République slovaque et en République tchèque. Chez les femmes, il a diminué dans tous les pays.

Source

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2000), « The Partial Renaissance of the Self-Employed », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 5, OCDE, Paris, p. 165-213.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat – Édition 2005*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- OCDE Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, *www.oecd.org/els*.
- OCDE Entrepreneuriat au niveau local, *www.oecd.org/tds/leed/entrepreneurship*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux de travail indépendant : total

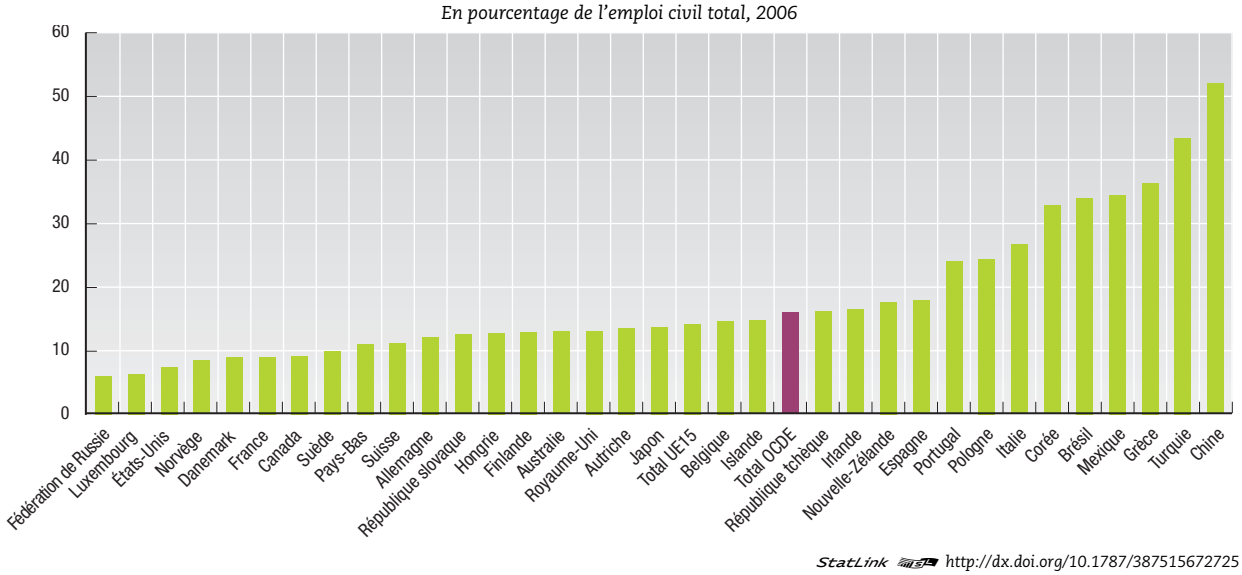
En pourcentage de l'emploi civil total

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	10.4	10.6	10.7	10.8	10.9	11.0	10.8	11.0	11.1	11.2	11.4	12.1	12.4	12.2
Australie	16.5	15.9	15.4	15.1	15.1	14.6	14.5	14.1	13.8	13.9	13.5	13.3	13.0	13.0
Autriche	13.1	13.8	14.4	14.0	13.6	13.7	13.4	13.1	13.2	13.1	12.8	12.8	13.3	13.6
Belgique	18.9	18.9	18.8	18.8	18.6	18.2	17.8	14.8	15.0	15.0	15.0	14.9	14.7	14.7
Canada	10.7	10.7	10.6	11.1	11.4	11.7	11.3	10.6	9.9	9.8	9.8	9.5	9.4	9.1
Corée	37.9	37.1	36.8	36.7	36.8	38.3	37.6	36.8	36.7	36.0	34.9	34.0	33.6	32.8
Danemark	10.8	10.0	9.6	9.5	9.1	9.4	9.1	8.7	8.9	9.0	8.8	8.7	8.7	8.9
Espagne	26.0	25.9	25.2	24.7	23.5	22.7	21.3	20.2	19.8	19.0	18.3	18.1	18.2	17.9
États-Unis	8.8	8.8	8.5	8.4	8.2	7.9	7.7	7.4	7.4	7.2	7.6	7.6	7.5	7.4
Finlande	16.0	16.3	15.6	15.3	14.9	14.3	14.0	13.7	13.0	12.9	12.9	12.8	12.7	12.9
France	11.7	11.3	10.8	10.4	10.1	9.8	9.5	9.2	8.9	8.8	8.8	8.9	9.0	9.0
Grèce	46.7	46.7	46.1	45.7	45.2	43.6	42.2	41.9	39.9	39.3	39.0	36.6	36.4	36.3
Hongrie	18.1	17.8	18.0	18.1	17.4	16.1	15.7	15.2	14.5	13.9	13.5	14.3	13.8	12.8
Irlande	23.4	22.7	22.2	20.8	20.8	20.2	19.2	18.9	18.1	17.8	17.5	18.0	17.4	16.5
Islande	18.0	18.4	19.7	18.2	17.7	17.9	17.7	18.0	16.9	16.6	13.9	14.1	14.2	14.7
Italie	28.9	29.0	29.3	29.3	29.1	29.1	28.6	28.5	28.2	27.7	27.5	28.4	27.0	26.7
Japon	19.1	18.7	18.3	17.7	17.5	17.3	17.2	16.6	15.9	15.4	15.1	14.9	14.7	13.8
Luxembourg	8.3	8.4	8.4	8.3	8.2	8.0	7.7	7.4	7.1	6.9	6.8	6.7	6.6	6.4
Mexique	43.8	43.7	41.2	40.1	40.9	38.6	38.0	36.0	36.4	36.8	36.6	36.5	35.5	34.5
Norvège	10.2	9.8	9.3	8.7	8.2	8.3	7.8	7.4	7.2	7.1	7.3	7.4	7.4	8.5
Nouvelle-Zélande	21.2	21.1	20.9	20.9	20.0	20.4	21.2	20.7	19.9	19.4	19.4	19.2	18.5	17.7
Pays-Bas	11.6	12.3	12.4	12.5	12.6	11.8	11.3	12.0	11.5	11.6	11.5	11.2	11.0	11.0
Pologne	31.2	30.9	29.7	29.5	28.3	27.2	26.9	27.4	28.0	28.1	27.3	26.7	25.8	24.4
Portugal	26.3	27.7	27.9	28.6	28.9	28.1	27.0	26.1	26.8	26.6	26.7	25.9	25.1	24.1
République slovaque	..	6.3	6.5	6.4	6.3	6.8	7.7	7.9	8.4	8.6	9.7	12.0	12.6	12.6
République tchèque	9.4	10.6	12.0	12.2	12.4	13.8	14.5	15.2	15.2	16.1	17.3	16.9	16.1	16.2
Royaume-Uni	15.6	15.7	15.6	14.9	14.5	13.7	13.2	12.8	12.8	12.7	13.2	13.6	13.0	13.2
Suède	10.8	11.1	11.2	11.0	10.8	10.6	10.6	10.3	10.0	9.8	9.6	9.9	9.8	10.0
Suisse	12.7	12.7	12.7	13.4	13.9	14.0	14.0	13.2	12.9	12.5	11.9	11.4	11.2	11.2
Turquie	57.8	59.1	58.5	57.2	55.4	55.4	55.0	51.4	52.8	50.2	49.4	49.2	45.8	43.5
Total UE15	17.2	17.3	17.2	17.0	16.8	16.5	16.0	15.8	15.7	15.5	15.6	15.9	15.6	14.2
Total OCDE	19.7	19.8	19.4	19.2	19.0	18.6	18.3	17.6	17.5	17.3	17.2	17.3	16.9	16.0
Brésil	37.9	..	38.6	37.0	37.8	37.7	38.5	..	35.6	35.7	35.6	34.9	34.9	34.0
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	53.4	51.8	48.8	45.8	48.2	52.0
Fédération de Russie	..	..	1.9	2.1	2.9	2.9	8.0	7.6	6.0	5.9	5.7	5.8	6.1	6.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274046608842

Taux de travail indépendant : total

En pourcentage de l'emploi civil total, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387515672725

Taux de travail indépendant : hommes

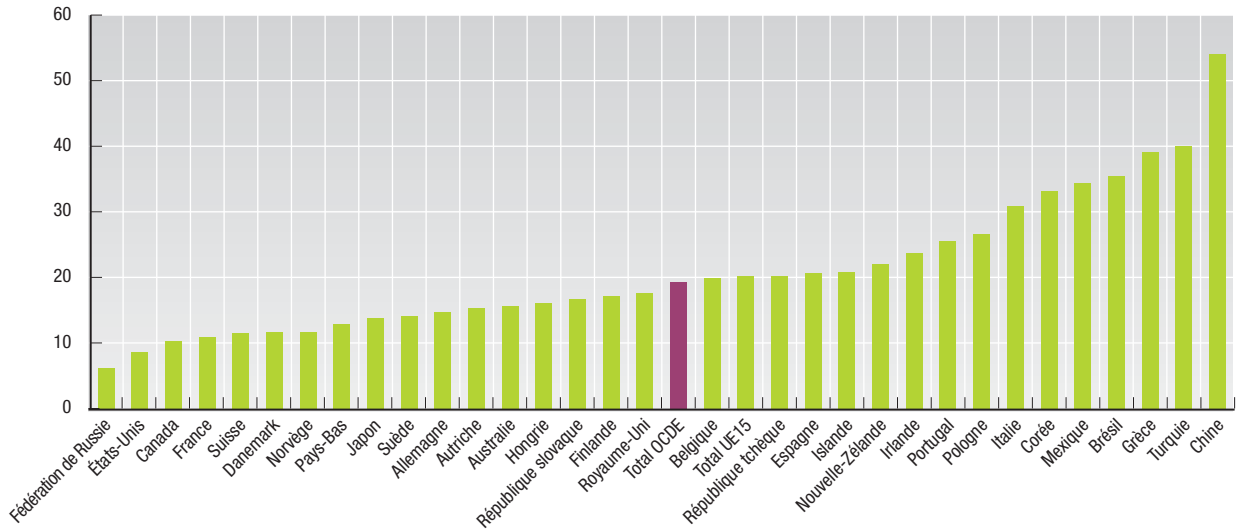
En pourcentage de l'emploi civil total, hommes

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	11.9	12.3	12.5	12.7	13.0	13.1	13.2	13.4	13.4	13.6	14.0	14.9	14.9	14.7
Australie	19.0	18.3	17.9	17.6	17.4	17.1	17.1	16.7	16.6	16.7	16.3	15.9	15.6	15.6
Autriche	..	..	13.9	14.1	14.0	14.2	14.0	13.9	14.1	14.2	14.0	14.8	15.3	15.4
Belgique	19.4	19.6	19.7	19.9	19.9	19.6	19.5	19.2	19.7	19.6	19.8	19.6	19.8	19.9
Canada	12.1	12.0	11.8	12.2	12.5	12.9	12.5	11.7	11.2	10.8	11.0	10.8	10.5	10.2
Corée	35.4	34.7	34.3	34.4	34.7	36.3	36.1	35.7	36.0	35.7	35.3	34.4	34.0	33.2
Danemark	..	..	12.4	12.4	12.4	12.4	12.2	11.7	12.4	12.5	11.9	11.9	11.6	11.7
Espagne	26.9	27.0	26.2	26.1	25.3	24.4	23.2	22.2	21.9	21.3	20.7	20.5	20.8	20.7
États-Unis	10.9	10.3	9.9	9.8	9.5	9.2	8.9	8.6	8.5	8.4	8.8	8.9	8.8	8.6
Finlande	21.0	21.1	20.2	19.7	19.0	18.2	18.1	17.8	16.8	16.7	16.7	16.7	16.7	17.1
France	13.7	13.3	12.9	12.6	12.3	11.8	11.5	11.1	10.8	10.5	10.7	10.7	10.9	10.9
Grèce	47.7	47.6	47.4	46.9	46.8	44.9	43.8	43.7	42.1	41.4	41.0	39.4	39.1	39.1
Hongrie	21.9	21.9	22.1	22.6	21.5	19.9	19.5	19.2	18.1	17.3	17.1	17.9	17.3	16.0
Irlande	30.9	30.3	29.9	28.2	28.1	27.4	26.1	25.8	25.2	25.2	24.7	25.4	24.8	23.7
Islande	24.2	25.6	27.6	23.9	23.2	23.9	23.7	24.0	23.1	23.6	19.2	19.3	20.1	20.8
Italie	31.4	31.6	32.3	32.5	32.4	32.5	32.1	32.3	32.2	31.7	31.5	32.4	31.2	30.8
Japon	16.6	16.4	16.1	15.8	15.9	15.6	15.8	15.5	15.0	14.8	14.7	14.7	14.5	13.9
Mexique	45.1	44.2	41.6	40.6	40.8	38.7	38.1	36.4	36.9	36.9	36.5	36.2	35.7	34.4
Norvège	13.3	12.8	12.1	11.4	10.9	11.0	10.3	9.8	9.4	9.7	10.1	10.3	10.2	11.7
Nouvelle-Zélande	26.3	25.8	25.4	25.8	24.9	25.5	26.4	25.9	24.9	24.5	24.6	24.0	23.0	22.0
Pays-Bas	..	..	13.7	13.8	14.0	13.3	12.7	13.4	13.0	13.5	13.5	13.3	13.1	12.9
Pologne	32.2	32.4	31.4	31.1	30.0	29.1	29.2	29.5	29.9	30.4	29.8	28.9	27.9	26.6
Portugal	27.4	29.0	29.9	30.3	30.0	29.3	28.2	27.5	28.4	28.1	28.3	27.8	26.7	25.5
République slovaque	..	8.6	8.7	8.7	8.4	9.1	10.4	10.8	11.3	11.8	13.0	16.0	17.2	16.7
République tchèque	12.0	13.7	15.1	15.7	15.9	17.3	18.4	19.1	19.1	20.3	21.7	21.5	20.4	20.3
Royaume-Uni	20.3	20.6	20.6	19.6	19.1	18.0	17.7	16.7	17.0	17.0	17.6	18.3	17.6	17.7
Suède	15.5	15.7	15.7	15.6	15.3	14.8	14.8	14.5	14.1	14.0	13.9	14.3	14.0	14.2
Suisse	12.4	12.5	13.3	14.0	14.1	14.6	14.6	13.8	13.6	13.0	12.4	11.9	11.7	11.6
Turquie	52.8	52.7	52.1	50.5	49.8	49.8	48.9	46.5	47.5	45.1	44.5	45.0	42.2	40.1
Total UE15	19.8	19.8	20.2	20.1	20.1	19.6	19.2	18.9	18.8	18.8	18.9	19.3	19.0	20.2
Total OCDE	21.6	21.4	21.0	20.9	20.8	20.4	20.1	19.5	19.5	19.3	19.4	19.5	19.1	19.3
Brésil	37.7	..	38.8	38.2	39.0	39.2	40.0	..	37.4	37.2	37.4	36.7	36.2	35.5
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	56.0	54.5	51.2	48.8	51.1	54.1
Fédération de Russie	..	..	2.3	2.5	3.2	3.2	7.5	7.3	5.8	5.8	5.8	6.0	6.3	6.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274047374404

Taux de travail indépendant : hommes

En pourcentage de l'emploi civil total, hommes, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387603154637

Taux de travail indépendant : femmes

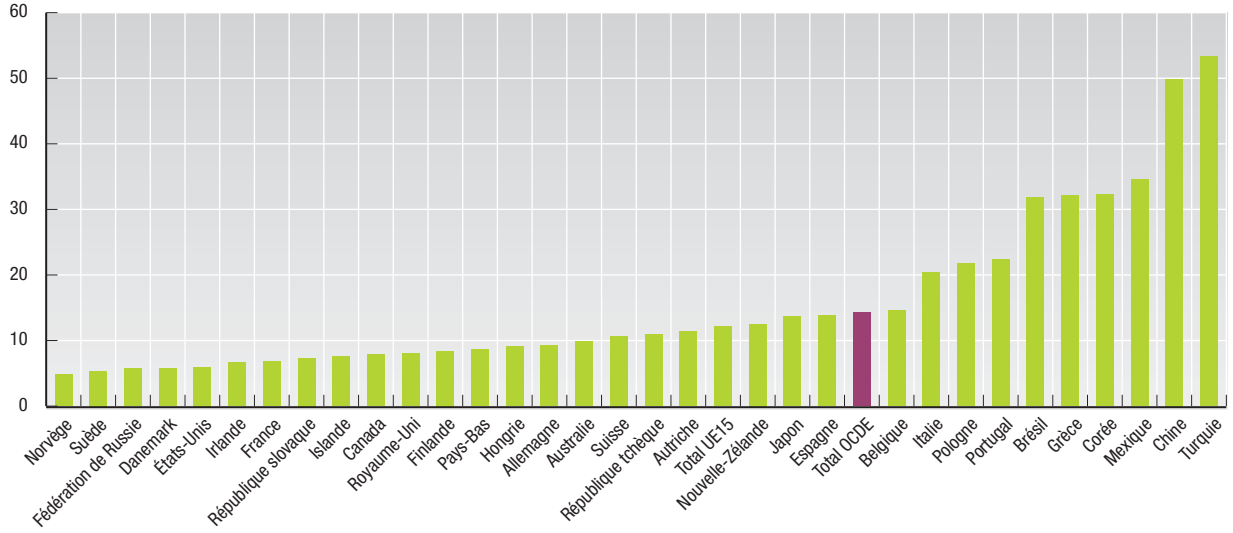
En pourcentage de l'emploi civil total, femmes

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	8.2	8.3	8.3	8.1	8.1	8.2	7.8	7.9	8.3	8.2	8.4	8.8	9.4	9.3
Australie	13.1	12.6	12.1	11.9	12.2	11.4	11.1	10.7	10.3	10.5	10.0	9.9	9.8	9.8
Autriche	..	..	13.7	13.8	13.2	13.1	12.6	12.2	12.1	11.8	11.3	10.3	10.9	11.3
Belgique	18.1	17.7	17.6	17.4	16.9	16.2	15.7	15.3	15.5	15.4	15.2	15.0	14.5	14.6
Canada	9.0	9.2	9.1	9.7	10.2	10.4	9.8	9.2	8.4	8.5	8.4	8.0	8.1	7.9
Corée	41.7	40.7	40.4	40.1	39.8	41.4	39.7	38.4	37.6	36.5	34.5	33.4	32.9	32.3
Danemark	..	..	6.3	6.1	5.9	5.8	5.6	5.5	4.9	5.2	5.3	5.2	5.3	5.8
Espagne	24.4	23.6	23.2	21.9	20.2	19.6	17.8	16.6	16.2	15.1	14.5	14.3	14.5	13.8
États-Unis	6.4	7.1	6.9	6.9	6.7	6.4	6.2	6.1	6.1	5.9	6.1	6.1	5.9	6.0
Finlande	10.8	11.1	10.5	10.5	10.2	10.0	9.5	9.2	8.9	8.7	8.8	8.5	8.5	8.4
France	9.2	8.8	8.3	7.9	7.5	7.3	7.1	6.9	6.7	6.8	6.7	6.8	6.9	6.9
Grèce	44.9	45.2	43.8	43.7	42.4	41.3	39.3	38.9	36.1	35.7	35.6	32.1	32.0	32.1
Hongrie	13.7	13.0	13.0	12.7	12.4	11.6	11.1	10.5	10.2	10.0	9.2	10.1	9.9	9.1
Irlande	10.8	10.0	9.7	9.6	9.5	9.6	9.2	9.0	8.0	7.5	7.6	7.8	7.4	6.7
Islande	10.7	10.4	10.6	11.5	11.4	11.2	10.8	11.0	9.7	8.7	8.0	8.3	7.4	7.6
Italie	24.3	24.2	23.8	23.6	23.2	23.0	22.6	22.0	21.6	21.2	21.1	22.2	20.6	20.5
Japon	22.8	22.0	21.5	20.4	19.9	19.8	19.3	18.3	17.2	16.3	15.8	15.3	14.9	13.7
Mexique	41.0	42.6	40.5	38.9	41.3	38.4	37.8	35.3	35.6	36.7	36.7	37.1	35.3	34.6
Norvège	6.6	5.8	6.1	5.7	5.1	5.3	5.0	4.8	4.7	4.2	4.3	4.3	4.5	4.9
Nouvelle-Zélande	14.8	15.3	15.3	14.9	14.1	14.3	15.0	14.7	14.0	13.3	13.2	13.6	13.4	12.5
Pays-Bas	..	..	10.7	10.6	10.7	9.8	9.4	10.2	9.5	9.1	9.1	8.9	8.6	8.6
Pologne	29.9	29.2	27.7	27.5	26.3	25.0	24.1	24.8	25.7	25.4	24.3	24.1	23.1	21.8
Portugal	25.0	26.0	25.5	26.5	27.5	26.6	25.6	24.4	24.9	24.7	24.8	23.5	23.3	22.4
République slovaque	..	3.4	3.8	3.5	3.8	4.0	4.4	4.7	4.9	4.7	5.9	7.1	7.0	7.3
République tchèque	6.2	6.8	8.0	7.9	8.0	9.2	9.6	10.2	10.2	10.7	11.5	10.9	10.4	10.9
Royaume-Uni	10.0	9.8	9.6	9.3	9.1	8.7	8.0	8.3	7.8	7.8	8.2	8.3	7.8	8.0
Suède	5.8	6.3	6.4	6.0	5.9	6.0	6.1	5.7	5.6	5.3	5.1	5.1	5.3	5.4
Suisse	13.1	13.0	12.0	12.6	13.5	13.1	13.2	12.4	12.0	11.7	11.3	10.7	10.7	10.7
Turquie	72.3	74.6	74.0	73.6	70.0	69.9	70.0	64.7	66.8	63.0	61.9	60.7	56.2	53.3
Total UE15	12.3	12.1	13.1	12.9	12.7	12.4	11.8	11.7	11.5	11.3	11.4	11.6	11.4	12.2
Total OCDE	16.7	17.2	17.1	16.8	16.7	16.2	15.8	15.1	14.9	14.7	14.4	14.4	14.0	14.3
Brésil	38.1	..	38.4	35.3	36.1	35.5	36.3	..	33.0	33.5	33.1	32.5	33.1	31.8
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	50.7	49.1	46.3	42.7	45.4	49.9
Fédération de Russie	..	..	1.4	1.6	2.5	2.4	8.5	8.0	6.1	5.9	5.5	5.6	6.0	5.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274100685300

Taux de travail indépendant : femmes

En pourcentage de l'emploi civil total, femmes, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387604881313

TAUX DE CHÔMAGE

La plupart des pays de l'OCDE publient des taux de chômage calculés sur la base du nombre de personnes inscrites dans les registres publics des demandeurs d'emploi. Comme ces données sont disponibles peu de temps après la fin du mois ou du trimestre auquel elles se réfèrent, elles sont en effet couramment utilisées comme des chiffres de « référence » du chômage dans de nombreux pays. Cependant, les règles d'inscription au chômage ne sont pas les mêmes dans tous les pays et les statistiques établies d'après cette source ne sont donc pas comparables au plan international. Les taux de chômage indiqués ici ont été calculés conformément aux lignes directrices du BIT et aux définitions qu'elles proposent pour le chômage et la population active.

Définition

Les chômeurs sont ceux qui déclarent ne pas avoir d'emploi, être disponibles pour travailler et avoir pris des dispositions pour chercher activement du travail au cours des quatre dernières semaines de référence. Les lignes directrices de l'OIT énumèrent les dispositions en question, qui comprennent notamment : réponses à des avis de vacance de poste, démarches sur les lieux de travail tels qu'usines ou chantiers de construction, publication de petites annonces dans les journaux et inscription auprès de bureaux de placement.

Le taux de chômage représente le nombre de chômeurs en pourcentage de la population active civile, celle-ci étant composée de tous les actifs occupant un emploi civil (personnes ayant travaillé au moins une heure au cours de la semaine précédant l'enquête) et des chômeurs.

Quand le chômage est élevé, certaines personnes se découragent et cessent de chercher du travail. Elles sont alors exclues de la population active, ainsi le taux de chômage diminue, ou arrête d'augmenter, même si ça ne reflète pas une amélioration du marché du travail.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande, au Mexique et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux de chômage sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux de chômage soient relativement cohérents dans le temps.

Tendances à long terme

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les taux de chômage ont augmenté au début des années 90, mais ils se sont repliés depuis lors. Le recul a été particulièrement marqué en Australie, en Finlande, au Danemark, en Irlande et en Espagne.

Les différences observées entre les taux de chômage des hommes et des femmes ne dénotent aucune tendance particulière. Le chômage est généralement plus élevé chez les femmes que chez les hommes, mais on observe aussi la situation inverse dans plusieurs pays – Canada, Hongrie, Corée, Suède et Royaume-Uni, par exemple. C'est également vrai au Japon pour les années récentes. Cela tient peut-être en partie au fait que lorsque le chômage est en hausse, les femmes se découragent plus facilement que les hommes et se retirent donc en plus grand nombre du marché du travail.

Les graphiques rapportent les taux de chômage moyens sur les dix dernières années. En ce qui concerne le chômage total, les pays se classent en trois groupes : un premier groupe où les taux ne dépassent pas 5 % (Luxembourg, Suisse, Pays-Bas, Norvège, Corée, Autriche et Japon), un groupe intermédiaire où les taux sont compris entre 5 et 10 %, et un groupe où les taux de chômage sont en moyenne supérieurs à 10 % (Finlande, Grèce, Espagne, Pologne et République slovaque).

Source

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE Édition 2006*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, *www.oecd.org/statistics/labour*.
- OCDE Politiques de l'emploi, *www.oecd.org/els/employment*.
- Base de données OCDE des statistiques de la population active, *www.oecd.org/statistics/labour*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux de chômage : total

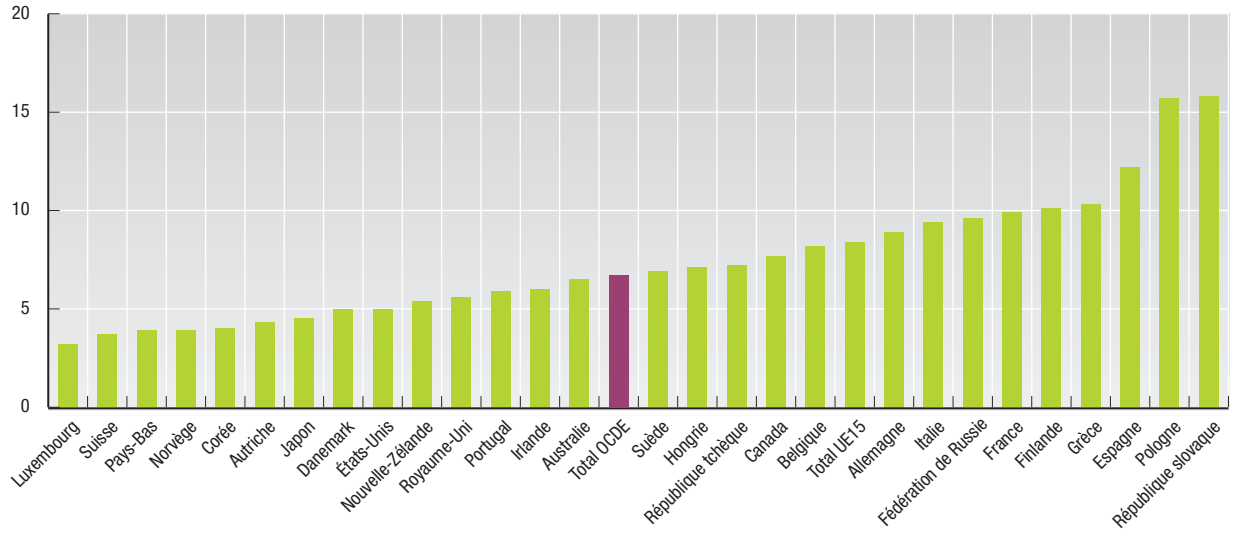
En pourcentage de la population active civile

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	7.6	8.2	8.0	8.7	9.4	9.0	8.2	7.5	7.6	8.3	9.3	9.8	10.6	9.8
Australie	10.6	9.5	8.2	8.2	8.3	7.7	6.9	6.3	6.7	6.4	5.9	5.4	5.1	4.8
Autriche	4.0	3.8	3.9	4.3	4.4	4.5	3.9	3.6	3.6	4.2	4.3	4.8	5.2	4.7
Belgique	8.6	9.8	9.7	9.5	9.2	9.3	8.5	6.9	6.6	7.5	8.2	8.4	8.4	8.2
Canada	11.4	10.4	9.5	9.6	9.1	8.3	7.6	6.8	7.2	7.7	7.6	7.2	6.8	6.3
Corée	2.9	2.5	2.1	2.0	2.6	7.0	6.6 |	4.4	4.0	3.3	3.6	3.7	3.7	3.5
Danemark	9.5	7.7	6.8	6.3	5.2	4.9	5.1	4.3	4.5	4.6	5.4	5.5	4.8	3.9
Espagne	18.3	19.5	18.4	17.8	16.7	15.0	12.5	11.1	10.4	11.1	11.1	10.6	9.2	8.5
États-Unis	6.9 |	6.1	5.6	5.4	4.9	4.5	4.2 |	4.0	4.7	5.8	6.0	5.5	5.1	4.6
Finlande	16.2	16.8	15.1	14.9	12.7	11.4	10.3	9.6	9.1	9.1	9.1	8.8	8.3	7.7
France	11.1	11.7	11.1	11.6	11.5	11.1	10.5	9.1	8.4	8.7	9.5	9.6	9.7	9.5
Grèce	8.6	8.8	9.0	9.7	9.6	11.0	12.0	11.2	10.7	10.3	9.7	10.5	9.9	8.9
Hongrie	12.1	11.0	10.4 |	9.6	9.0	8.4	6.9	6.4	5.7	5.8	5.9	6.1	7.2	7.4
Irlande	15.6	14.3	12.3	11.7	9.9	7.5	5.7	4.3	4.0	4.5	4.7	4.5	4.3	4.4
Italie	9.8	10.6	11.2	11.2	11.3	11.4	10.9	10.1	9.1	8.6	8.4	8.0	7.7	6.8
Japon	2.5	2.9	3.1	3.4	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7	4.4	4.1
Luxembourg	2.6	3.2	2.9	2.9	2.7	2.7	2.4	2.3	2.0	2.7	3.7	5.1	4.5	4.7
Norvège	6.6	6.0	5.4	4.8	4.0	3.2	3.2	3.4	3.6	3.9	4.5	4.4	4.6	3.5
Nouvelle-Zélande	9.5	8.1	6.3	6.1	6.6	7.4	6.8	6.0	5.3	5.2	4.6	3.9	3.7	3.8
Pays-Bas	6.2	6.8	6.6	6.0	4.9	3.8	3.2	2.8	2.2	2.8	3.7	4.6	4.7	3.9
Pologne	16.3	16.9	15.4	14.1 |	10.9	10.2	13.4	16.1	18.2	19.9	19.6	19.0	17.7	13.8
Portugal	5.6	6.9	7.3	7.3	6.8 |	5.1	4.5	4.0	4.0	5.0	6.3	6.7	7.6	7.7
République slovaque	..	13.7	13.1	11.3	11.9 |	12.6	16.3	18.8	19.3	18.6	17.6	18.2	16.3	13.3
République tchèque	4.4	4.3	4.1	3.9	4.8 |	6.4	8.6	8.7	8.0	7.3	7.8	8.3	7.9	7.1
Royaume-Uni	10.2	9.3	8.5	7.9	6.8	6.1	5.9	5.3	5.0	5.1	4.9	4.7	4.8	5.3
Suède	9.0	9.4	8.8	9.6	9.9	8.2	6.7	5.6	4.9	4.9	5.6	6.3	7.3 |	7.0
Suisse	3.9	3.9	3.5	3.9	4.2	3.6	3.0	2.7	2.6	3.2	4.2	4.4	4.5	4.0
Total UE15	10.0	10.4	10.0	10.1	9.9	9.3	8.6	7.7	7.2	7.6	8.0	8.1	8.2	7.7
Total OCDE	7.8 |	7.6	7.2	7.2	6.9	6.9	6.7	6.2	6.4	6.9	7.1	6.9	6.7	6.1
Fédération de Russie	..	..	9.4	9.7	11.8	13.3	13.0	10.6	9.0	7.9	8.2	7.8	7.2	7.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274172076743

Taux de chômage : total

En pourcentage de la population active civile, moyenne 1996-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387620324848

Taux de chômage : hommes

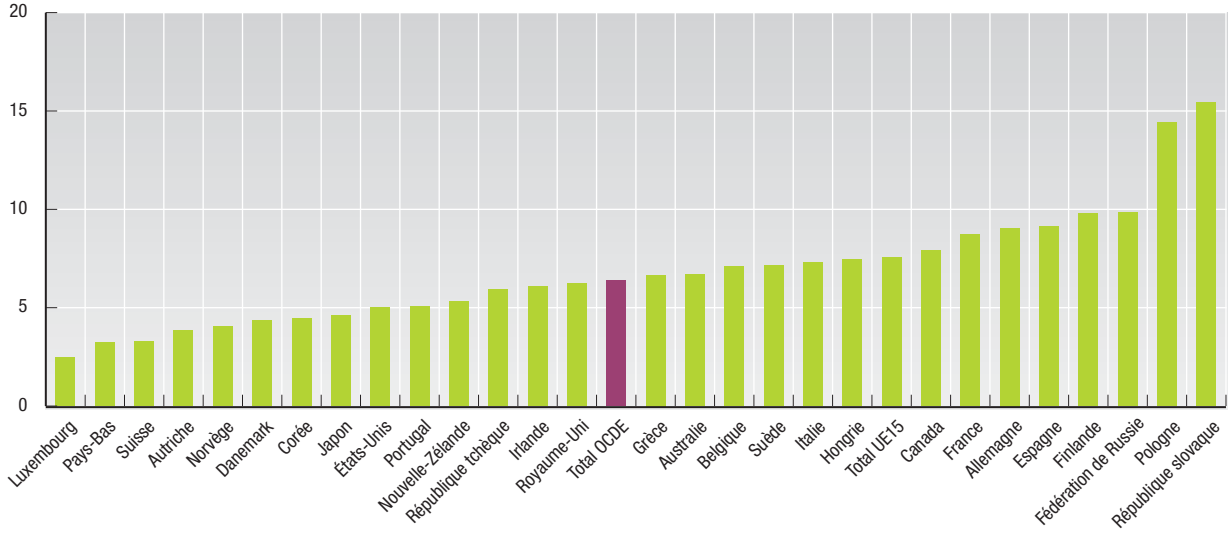
En pourcentage de la population active civile, hommes

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	6.5	7.2	7.2	8.2	9.0	8.8	8.1	7.5	7.8	8.8	9.8	10.3	11.1	10.2
Australie	11.4	9.9	8.7	8.5	8.6	8.1	7.2	6.5	7.1	6.6	5.9	5.3	4.9	4.7
Autriche	3.1	3.0	3.1	3.6	3.6	3.8	3.3	3.1	3.1	4.0	4.0	4.4	4.9	4.3
Belgique	6.7	7.7	7.6	7.4	7.3	7.7	7.2	5.6	5.9	6.6	7.7	7.5	7.6	7.4
Canada	11.9	10.9	9.8	9.9	9.3	8.5	7.8	6.9	7.5	8.1	7.9	7.5	7.0	6.5
Corée	3.3	2.8	2.3	2.4	2.8	7.8	7.4 |	5.0	4.5	3.7	3.8	3.9	4.0	3.8
Danemark	9.3	7.1	5.7	5.3	4.4	3.9	4.5	3.9	4.1	4.3	4.8	5.1	4.4	3.3
Espagne	15.5	16.2	14.8	14.3	13.1	11.2	9.0	7.9	7.5	8.1	8.2	8.0	7.1	6.3
États-Unis	7.2 |	6.2	5.6	5.4	4.9	4.4	4.1 |	3.9	4.8	5.9	6.3	5.6	5.1	4.6
Finlande	18.1	18.4	15.2	15.0	12.3	10.9	9.7	8.7	8.7	9.1	9.3	8.7	8.1	7.4
France	9.6	10.1	9.4	10.0	10.1	9.5	9.0	7.6	7.0	7.8	8.5	8.7	8.8	8.7
Grèce	5.7	6.0	6.2	6.0	6.3	7.3	7.9	7.4	7.1	6.8	6.2	6.6	6.1	5.6
Hongrie	13.5	12.3	11.8 |	10.2	9.7	9.0	7.4	7.0	6.3	6.2	6.1	6.1	7.0	7.1
Irlande	15.4	14.2	12.2	11.5	9.9	7.7	5.7	4.3	4.1	4.7	5.0	4.9	4.6	4.6
Italie	7.4	8.3	8.6	8.7	8.7	8.8	8.4	7.8	7.0	6.7	6.5	6.3	6.1	5.4
Japon	2.4	2.8	3.1	3.3	3.4	4.2	4.8	4.9	5.2	5.5	5.5	4.9	4.6	4.3
Luxembourg	2.2	2.6	2.0	2.2	2.0	1.9	1.8	1.8	1.7	2.1	3.0	3.7	3.5	3.5
Norvège	7.3	6.6	5.7	4.7	3.9	3.1	3.4	3.6	3.7	4.1	4.9	4.8	4.8	3.6
Nouvelle-Zélande	10.1	8.5	6.2	6.1	6.6	7.5	7.0	6.1	5.3	5.0	4.3	3.5	3.4	3.5
Pays-Bas	5.4	6.0	5.5	4.7	3.7	2.9	2.3	2.2	1.8	2.5	3.5	4.3	4.4	3.5
Pologne	14.5	15.1	13.8	12.3 |	9.1	8.5	11.8	14.4	16.9	19.1	18.9	18.2	16.6	12.9
Portugal	4.8	6.1	6.5	6.5	6.1 |	4.1	4.0	3.2	3.2	4.1	5.5	5.8	6.7	6.5
République slovaque	..	13.3	12.5	10.2	11.1 |	12.2	16.3	19.0	19.8	18.6	17.4	17.4	15.4	12.2
République tchèque	3.5	3.7	3.5	3.4	4.0 |	5.0	7.3	7.3	6.7	5.9	6.2	7.1	6.5	5.8
Royaume-Uni	12.1	11.0	9.9	9.2	7.6	6.8	6.5	5.8	5.5	5.6	5.5	5.0	5.2	5.7
Suède	10.7	10.8	9.7	10.1	10.2	8.4	6.6	5.9	5.2	5.3	6.0	6.5	7.4 |	6.9
Suisse	3.3	3.4	3.0	3.6	4.3	3.2	2.6	2.2	2.0	3.0	3.9	4.0	3.9	..
Total UE15	9.1	9.4	8.9	9.1	8.8	8.2	7.5	6.7	6.4	6.9	7.4	7.5	7.6	7.1
Total OCDE	..	7.3	6.8	6.8	6.4	6.4	6.2	5.8	6.1	6.7	6.9	6.7	6.4	5.9
Fédération de Russie	..	..	9.7	10.0	12.1	13.5	13.2	10.8	9.3	8.1	8.5	8.0	7.3	7.5

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274203436078

Taux de chômage : hommes

En pourcentage de la population active civile, hommes, moyenne 1996-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387670468863

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux de chômage : femmes

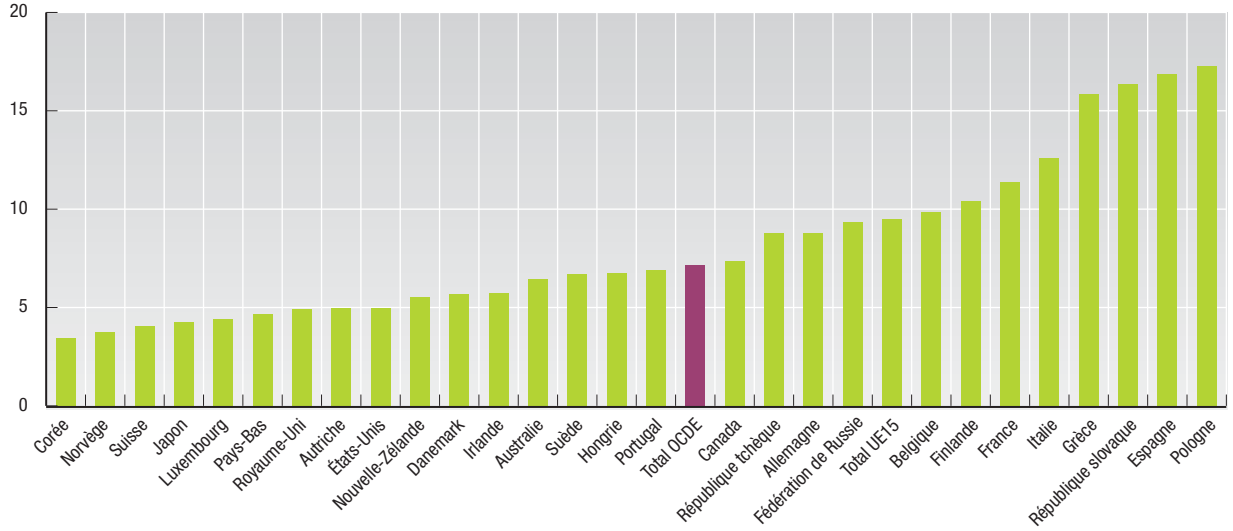
En pourcentage de la population active civile, femmes

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	8.9	9.4	9.0	9.2	9.8	9.3	8.4	7.5	7.4	7.9	8.7	9.1	10.0	9.4
Australie	9.8	9.0	7.9	7.9	8.1	7.5	6.8	6.2	6.5	6.2	6.0	5.6	5.2	5.0
Autriche	5.1	5.0	5.0	5.3	5.4	5.4	4.7	4.3	4.2	4.4	4.7	5.3	5.5	5.2
Belgique	11.4	12.7	12.7	12.5	11.9	11.6	10.3	8.5	7.5	8.6	8.9	9.5	9.5	9.3
Canada	10.7	9.8	9.1	9.3	8.9	8.0	7.3	6.7	6.9	7.1	7.2	6.9	6.5	6.1
Corée	2.3	2.0	1.7	1.6	2.3	5.7	5.3 |	3.6	3.3	2.7	3.3	3.4	3.4	2.9
Danemark	9.8	8.5	8.1	7.5	6.2	6.0	5.7	4.8	5.0	5.0	6.1	6.0	5.3	4.5
Espagne	23.5	25.4	24.6	23.8	22.6	21.1	18.1	16.0	14.8	15.7	15.3	14.3	12.2	11.6
États-Unis	6.6 |	6.0	5.6	5.4	5.0	4.6	4.3 |	4.1	4.7	5.6	5.7	5.4	5.1	4.6
Finlande	14.2	14.9	15.0	14.8	13.0	11.9	10.8	10.5	9.7	9.1	8.9	9.0	8.6	8.1
France	13.0	13.6	13.1	13.5	13.3	12.9	12.2	10.9	10.0	9.8	10.6	10.6	10.7	10.4
Grèce	13.6	13.7	13.8	15.4	14.8	16.9	18.1	17.1	16.1	15.6	15.0	16.2	15.3	13.6
Hongrie	10.4	9.4	8.7 |	8.8	8.1	7.8	6.3	5.6	5.0	5.4	5.6	6.1	7.4	7.8
Irlande	16.0	14.6	12.5	11.8	9.9	7.3	5.6	4.2	3.8	4.1	4.3	4.0	4.0	4.1
Italie	13.9	14.6	15.3	15.2	15.3	15.4	14.8	13.6	12.2	11.5	11.3	10.5	10.0	8.8
Japon	2.6	3.0	3.2	3.4	3.4	4.0	4.5	4.5	4.7	5.1	4.9	4.4	4.2	3.9
Luxembourg	3.3	4.1	4.3	4.2	3.9	4.0	3.3	3.1	2.5	3.7	4.7	7.1	5.8	6.3
Norvège	5.7	5.3	5.1	4.8	4.2	3.3	3.1	3.2	3.4	3.6	4.0	4.0	4.4	3.4
Nouvelle-Zélande	8.8	7.6	6.3	6.1	6.6	7.4	6.5	5.8	5.3	5.3	5.0	4.4	4.0	4.1
Pays-Bas	7.5	7.9	8.1	7.7	6.6	5.0	4.4	3.6	2.8	3.1	3.9	4.9	5.0	4.4
Pologne	18.5	19.0	17.3	16.2 |	13.0	12.2	15.2	18.1	19.8	20.9	20.4	19.9	19.1	14.9
Portugal	6.7	8.0	8.2	8.2	7.7 |	6.3	5.2	4.9	5.0	6.0	7.2	7.6	8.7	9.0
République slovaque	..	14.1	13.8	12.7	12.8 |	13.2	16.4	18.6	18.7	18.7	17.8	19.2	17.2	14.7
République tchèque	5.4	5.2	4.8	4.7	5.9 |	8.1	10.3	10.3	9.7	9.0	9.9	9.9	9.8	8.9
Royaume-Uni	7.8	7.2	6.7	6.3	5.8	5.3	5.2	4.8	4.4	4.5	4.3	4.2	4.3	4.9
Suède	7.3	7.8	7.8	9.0	9.5	8.0	6.8	5.3	4.5	4.6	5.2	6.1	7.2 |	7.1
Suisse	4.7	4.5	4.1	4.2	4.1	4.0	3.5	3.2	3.4	3.4	4.5	4.9	5.1	..
Total UE15	11.2	11.6	11.4	11.4	11.3	10.7	9.9	8.9	8.3	8.5	8.8	8.9	8.9	8.5
Total OCDE	..	8.1	7.8	7.8	7.5	7.4	7.2	6.7	6.8	7.2	7.3	7.2	7.0	6.5
Fédération de Russie	..	..	9.2	9.3	11.5	13.0	12.9	10.4	8.6	7.6	8.0	7.5	7.0	6.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274216717605

Taux de chômage : femmes

En pourcentage de la population active civile, femmes, moyenne 1996-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387810818307

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Le chômage de longue durée est, de toute évidence, un problème particulièrement préoccupant pour les pouvoirs publics. Sans même parler du stress que cette situation implique pour les chômeurs et leurs familles, des taux élevés de chômage de longue durée témoignent d'un mauvais fonctionnement du marché du travail et, dans les pays où les indemnités de chômage sont généreuses, ils font peser une très lourde charge sur les finances publiques.

Définition

Selon la définition convenue, le chômage de longue durée recense les personnes qui sont au chômage soit depuis 6 mois ou plus, soit, comme c'est le cas ici, depuis 12 mois ou plus. Les rapports calculés ici montrent la proportion de ces personnes au chômage à long terme parmi la totalité des chômeurs.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la définition du chômage reprend les lignes directrices de l'OIT. Le chômage est généralement mesuré à l'aide d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Les chômeurs sont les personnes qui déclarent ne pas avoir travaillé contre rémunération, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine précédant l'enquête, qui sont disponibles pour travailler et qui ont activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes. Les lignes directrices de l'OIT précisent ce qu'il faut entendre par recherche active d'emploi.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux de chômage sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux de chômage soient relativement cohérents dans le temps.

Lorsque l'on compare les taux de chômage de longue durée, il importe de garder à l'esprit les différences institutionnelles entre les pays. Ces taux sont généralement plus élevés dans les pays où le chômage est indemnisé de façon relativement généreuse et sur de longues périodes. Dans les pays où les indemnités de chômage sont assez faibles et ne durent pas longtemps, les chômeurs sont sans doute plus vite amenés à revoir à la baisse leurs prétentions salariales ou à accepter des emplois qui, pour une raison ou une autre, leur paraissent moins intéressants que ceux qu'ils occupaient précédemment.

Tendances à long terme

En 2006, les taux de chômage de longue durée oscillaient entre 10 % ou moins en Corée, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Islande, au Canada et aux États-Unis, et 55 % ou plus en République tchèque, en Belgique, en Allemagne, en Grèce et en République slovaque. Le chômage de longue durée est généralement plus modéré dans les pays qui ont enregistré des taux de croissance économique relativement élevés ces dernières années. Cette situation s'expliquerait apparemment par un lien de causalité réciproque : il est en effet plus facile de trouver du travail dans une économie en pleine expansion et cette expansion peut elle-même être plus rapide en rendant le chômage moins attrayant.

Sur la période 1993-2006, le chômage de longue durée est resté relativement stable dans l'ensemble de la zone OCDE, mais il a fortement progressé dans plusieurs pays tandis qu'il accusait un recul non moins important dans d'autres. Ainsi, les taux de chômage de longue durée ont plus que doublé en République tchèque et au Japon. En revanche, depuis 1993, la proportion de chômeurs de longue durée a diminué plus que de moitié en Australie, en Corée et en Nouvelle-Zélande.

Source

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2002), « Le chômage de longue durée : tenants et aboutissants », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 4, OCDE, Paris, p. 203-264.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, *www.oecd.org/statistics/labour*.
- Perspectives de l'emploi de l'OCDE, *www.oecd.org/els/employmentoutlook*.
- Base de données OCDE des statistiques de la population active, *www.oecd.org/statistics/labour*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Chômage de longue durée

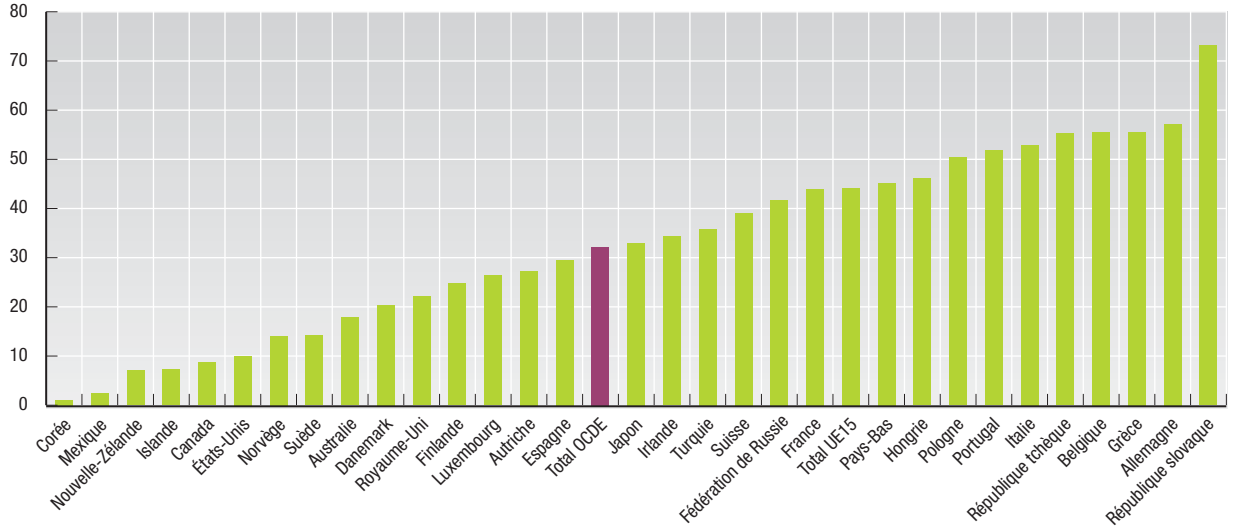
Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	40.3	44.3	48.7	47.8	50.1	52.6	51.7	51.5	50.4	47.9	50.0	51.8	54.0	57.2
Australie	36.7	36.1	32.0	28.5	31.2	29.7	28.3	25.5	22.0	22.3	21.3	20.5	17.7	17.8
Autriche	..	18.4	29.1	24.9	27.5	30.3	29.2	25.8	23.3	19.2	24.5	27.6	25.3	27.3
Belgique	53.0	58.3	62.4	61.3	60.5	61.7	60.5	56.3	51.7	49.6	46.3	49.6	51.6	55.6
Canada	16.5	17.9	16.8	16.8	16.1	13.8	11.7	11.2	9.5	9.6	10.0	9.5	9.6	8.7
Corée	2.6	5.4	4.4	3.8	2.6	1.5	3.8	2.3	2.3	2.5	0.6	1.1	0.8	1.1
Danemark	25.2	32.1	27.9	26.5	27.2	26.9	20.5	20.0	22.2	19.7	19.9	22.6	25.9	20.4
Espagne	50.1	56.2	57.1	55.9	55.7	54.3	51.2	47.6	44.0	40.2	39.8	37.7	32.6	29.5
États-Unis	11.5	12.2	9.7	9.5	8.7	8.0	6.8	6.0	6.1	8.5	11.8	12.7	11.8	10.0
Finlande	30.6	..	37.6	34.5	29.8	27.5	29.6	29.0	26.2	24.4	24.7	23.4	24.9	24.8
France	34.2	38.5	42.5	39.6	41.4	44.2	40.4	42.6	37.6	33.8	42.9	41.6	42.5	44.0
Grèce	50.9	50.5	51.4	56.7	55.7	54.9	55.3	56.4	52.8	52.7	56.3	54.8	53.7	55.6
Hongrie	33.5	41.3	50.6	54.4	51.3	49.8	49.5	49.0	46.6	44.8	42.2	45.1	46.1	46.1
Irlande	59.1	64.3	61.6	59.5	57.0	..	55.3	..	33.1	29.4	35.5	34.3	34.3	34.3
Islande	12.2	15.1	16.8	19.8	16.3	16.1	11.7	11.8	12.5	11.1	8.1	11.2	13.3	7.3
Italie	57.7	61.5	63.6	65.6	66.3	59.6	61.4	61.3	63.4	59.2	58.2	49.7	52.2	52.9
Japon	15.6	17.5	18.1	19.3	21.8	20.3	22.4	25.5	26.6	30.8	33.5	33.7	33.3	33.0
Luxembourg	31.6	29.6	23.2	27.6	34.6	31.3	32.3	22.4	28.4	27.4	24.7	21.0	26.4	..
Mexique	..	..	1.5	2.2	1.8	0.8	1.5	1.2	1.0	0.9	0.9	1.1	2.3	2.5
Norvège	27.2	28.8	24.2	14.2	12.4	8.3	7.1	5.3	5.5	6.4	6.4	9.2	9.5	14.1
Nouvelle-Zélande	33.3	32.7	25.7	20.8	19.3	19.3	20.9	19.3	16.7	14.5	13.5	11.7	9.4	7.1
Pays-Bas	52.4	49.4	46.8	50.0	49.1	47.9	43.5	..	..	26.7	29.2	32.5	40.1	45.2
Pologne	39.1	40.4	40.0	39.0	38.0	37.4	34.8	37.9	43.1	48.4	49.7	47.9	52.2	50.4
Portugal	43.5	43.4	50.9	53.1	55.6	44.7	41.2	42.9	38.1	35.5	32.8	43.2	48.6	51.8
République slovaque	..	42.6	54.1	52.6	51.6	51.3	47.7	54.6	53.7	59.8	61.1	60.6	68.1	73.1
République tchèque	18.5	22.3	31.2	31.3	30.5	31.2	37.1	48.8	52.7	50.7	49.9	51.8	53.6	55.2
Royaume-Uni	42.5	45.4	43.6	39.8	38.6	32.7	29.6	28.0	27.8	22.9	22.8	21.4	22.4	22.1
Suède	15.8	25.7	27.8	30.1	33.4	33.5	30.1	26.4	22.3	21.0	17.8	18.9	14.1	14.2
Suisse	20.3	29.0	33.6	25.6	28.2	34.8	39.6	29.0	29.9	21.8	26.1	33.5	39.0	39.1
Turquie	46.8	45.9	36.4	44.3	41.6	40.3	28.2	21.1	21.3	29.4	24.4	39.2	39.6	35.8
Total UE15	44.1	48.4	50.3	49.4	50.2	49.2	47.5	46.9	45.3	41.5	43.4	42.4	43.5	44.2
Total OCDE	32.0	35.5	34.0	34.2	35.0	33.1	31.7	31.4	29.5	29.4	30.9	31.8	32.7	32.2
Fédération de Russie	..	..	29.7	32.6	38.2	40.7	47.0	46.2	39.2	39.2	37.6	39.0	38.5	41.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274261407254

Chômage de longue durée

Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387821856567

VARIATIONS RÉGIONALES DU CHÔMAGE

Les taux de chômage varient sensiblement d'un pays de l'OCDE à l'autre mais les différences, importantes au niveau international, masquent des différences plus marquées encore entre régions. En 2004, les écarts entre régions en termes de taux de chômage étaient de plus de 10 points de pourcentage dans un tiers des pays de l'OCDE.

Définition

Sont considérées comme étant au chômage les personnes qui indiquent qu'elles sont sans travail, qu'elles sont disponibles pour travailler et qu'elles ont entrepris des démarches actives pour trouver un emploi au cours des quatre dernières semaines. Les Lignes directrices de l'OIT spécifient quelles sont les démarches qui comptent comme démarches actives pour trouver un emploi : il s'agit, par exemple, de répondre à une offre d'emploi, de se rendre dans une entreprise, sur un site de construction ou sur un autre lieu de travail, de mettre une annonce dans la presse ou de s'inscrire auprès d'un bureau de l'emploi.

Le taux de chômage est défini comme le nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active, celle-ci étant composée des chômeurs et des personnes ayant un emploi.

Lorsque le chômage est élevé, certaines personnes peuvent se décourager et cesser de chercher du travail. Elles cessent alors d'être prises en compte dans le taux de chômage qui peut baisser, ou cesser d'augmenter, alors même qu'il n'y a pas d'amélioration sous-jacente du marché du travail.

Le coefficient de Gini donne une image fidèle des disparités régionales. Il rend compte non seulement des régions où le taux de chômage est le plus élevé et le plus faible, mais aussi des différences entre toutes les régions. Le coefficient de Gini peut prendre une valeur entre 0 et 1. Plus il prend une valeur élevée, plus les disparités régionales sont importantes. Les disparités régionales tendent à être sous-estimées lorsque les régions sont de vaste dimension.

Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité des taux de chômage est affectée par les différences concernant le sens qui est donné au mot région (voir Population régionale) et par les différences dans la géographie des zones rurales et urbaines (voir PIB régional), à l'intérieur des pays et entre pays.

En bref

En 2004, l'Italie et l'Islande étaient les pays où le taux de chômage enregistrait les plus fortes disparités, avec un coefficient de Gini égal à 0.34. Selon ce coefficient, les disparités régionales étaient marquées, aussi, en Allemagne, en Belgique, au Canada et en République slovaque. Dans la plupart des autres pays, elles étaient proches de la moyenne pour la zone de l'OCDE (0.18). Il n'y a qu'en Suède, aux Pays-Bas, en Irlande et en Norvège que les taux de chômage reflètent une configuration régionale plus égale.

Le pourcentage de la population active qui se trouve dans des régions où le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale indique quelle est la part de la population active, au niveau national, qui est affectée par les disparités régionales en termes de taux de chômage. En 2004, 48 % de la population active de la zone de l'OCDE se trouvaient dans des régions où le taux de chômage était supérieur au taux national.

Les différences, notables au niveau international, en termes de taux de chômage masquent des différences plus marquées encore entre les régions. En Pologne, en Allemagne, en Italie, en République slovaque et en Espagne, les différences au niveau des taux de chômage régionaux dépassaient 18 points de pourcentage. Au Canada, en Finlande, en Turquie, en Belgique et en République tchèque, les différences étaient moindres mais toujours sensibles (supérieures à 10 points de pourcentage). Il n'y a qu'au Mexique, en Irlande, en Corée, aux Pays-Bas et en Norvège que les taux de chômage reflètent une configuration régionale plus égale.

Source

- *OCDE Base de données régionales.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE, Édition 2001*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Local Governance and the Drivers of Growth*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Enseignement supérieur et régions : Concurrence mondiale, engagement local*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama des régions de l'OCDE : Édition 2007*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), *Cahiers statistiques de l'OCDE*, OCDE, Paris.

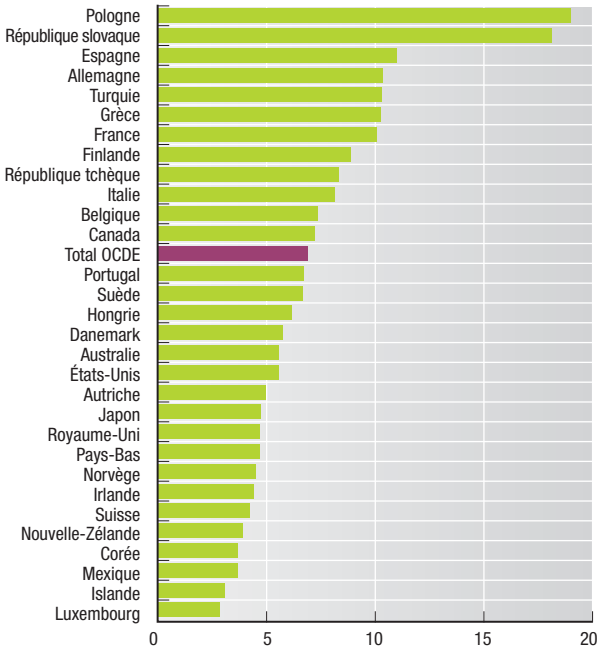
Sites Internet

- OCDE Base de données régionales, *www.oecd.org/gov/territorialindicators*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

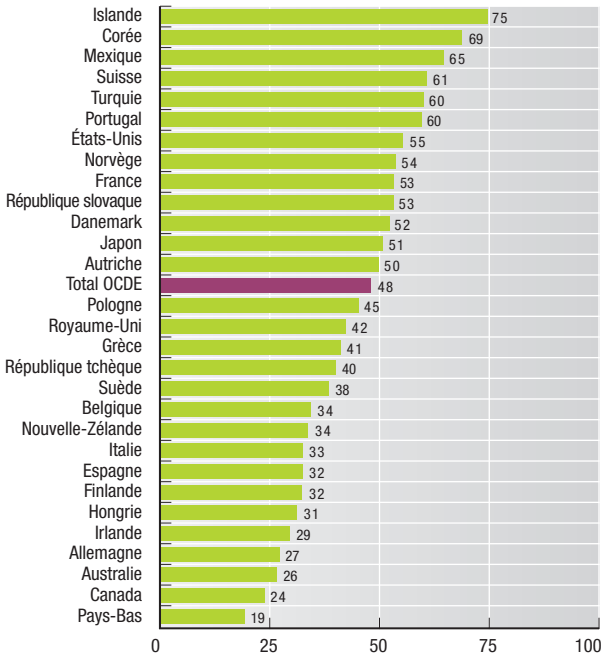
Taux de chômage

En pourcentage de la population active, 2004 ou dernière année disponible



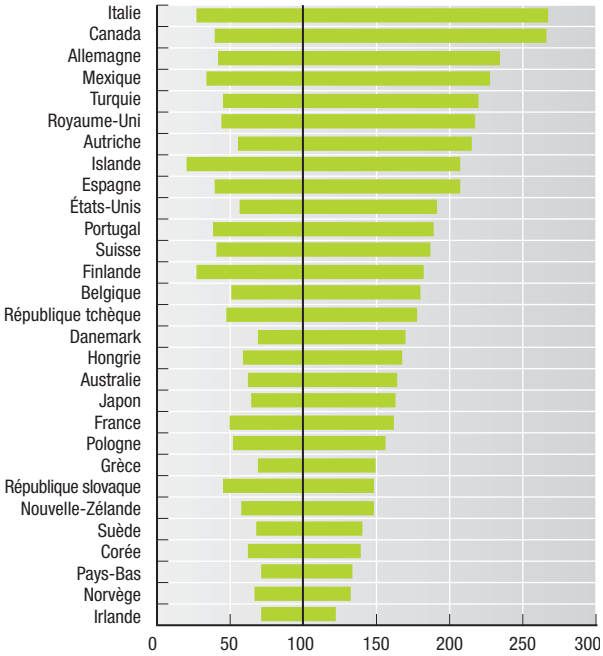
Pourcentage de la population active vivant dans des régions avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale

2004 ou dernière année disponible



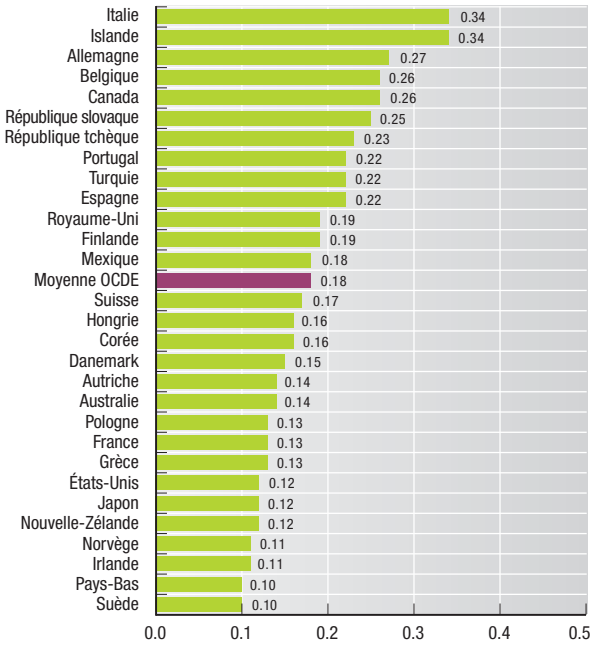
Disparités régionales du taux de chômage

Taux régional minimum et maximum, en pourcentage du taux national, 2004 ou dernière année disponible



Indice de GINI des disparités régionales de taux de chômage

2004 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387826856770

RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

La rémunération du travail par unité de main-d'œuvre est la rémunération moyenne perçue par les salariés des entreprises, soit par heure de travail, soit en base annuelle par salarié. Les taux de croissance annuelle basés sur les chiffres en monnaie nationale indiquent des variations relatives de la rémunération du travail entre les pays au fil du temps. En les corrigeant de la parité de pouvoir d'achat (PPA), on convertit les chiffres de tous les pays en une monnaie commune, ce qui permet de faire des comparaisons signifiantes des niveaux entre les pays. Les chiffres nationaux peuvent s'interpréter comme la quantité de biens et services équivalents que permettrait de procurer la rémunération perçue pour le travail effectué. Les données présentées ici découlent du *Système des coûts unitaires de la main-d'œuvre de l'OCDE et des indicateurs associés*, qui calcule des indicateurs annuels et trimestriels de ces coûts et des indicateurs associés (rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, productivité du travail) selon une méthode spécifique permettant d'obtenir des données comparables pour tous les pays de l'OCDE.

Définition

La rémunération du travail par unité de main-d'œuvre est définie comme étant la rémunération des salariés divisée par le nombre total des heures travaillées par les salariés des entreprises (Australie, Autriche, Canada, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Corée, Norvège, République slovaque, Espagne et Suède) ou par le nombre total de salariés (tous les autres pays). La conversion en dollars des EU PPA est basée sur la PPA pour la consommation privée.

Comparabilité

Le maximum a été fait pour assurer la comparabilité des données d'un pays à l'autre. La source première est la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux, dans laquelle les données sont compilées de la même façon pour tous les pays conformément au *Système de comptabilité nationale 1993*. Par conséquent, les comparaisons internationales de la rémunération du travail par salarié ou par heure de travail en dollars des EU basés sur les PPA peuvent être utilisées pour une analyse statique (comparaison des niveaux entre pays à un moment donné) tandis que pour comparer les évolutions dans le temps, ce sont les taux de croissance basés sur les séries en monnaie nationale qui sont valables. Dans l'idéal, il vaut mieux faire les comparaisons internationales sur la base des séries de la rémunération du travail par heure travaillée convertie en dollars des EU à l'aide des PPA, car la comparabilité des niveaux entre les pays pour les séries par salarié peut être faussée par les différences d'un pays à l'autre des proportions de salariés qui travaillent à plein temps et à temps partiel.

Cependant, même si ce sont les heures de travail qui sont utilisées, il faut garder à l'esprit qu'aucun ajustement n'est fait en fonction des écarts de qualification pour ces heures de travail. Les différences qui apparaissent lorsque que l'on compare l'indémnisation moyenne entre les pays réflètent donc aussi les différences de qualification des personnes employées.

Tendances à long terme

Au niveau de l'ensemble de l'économie, sur la base des données sur la rémunération du travail par salarié calculées à l'aide des PPA, il est évident que depuis 13 ans, c'est aux États-Unis et au Luxembourg que les salariés sont en moyenne les mieux rémunérés pour leur travail, et d'une façon générale l'écart entre ces pays et le reste des pays membres de l'OCDE s'est creusé.

Dans la période où l'on a observé la rémunération du travail par salarié calculée à l'aide des PPA, quatre pays seulement ont enregistré une croissance moyenne annuelle supérieure à 5 %, à savoir la République tchèque, la Grèce, la Pologne et la République slovaque. Ce taux plus élevé, cependant, n'a pas permis de réduire sensiblement l'écart entre les salariés de ces pays et ceux des dix pays de tête, où la croissance moyenne annuelle de la rémunération dépasse elle-même 3 %.

Source

- *Principaux indicateurs économiques*.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, économie totale

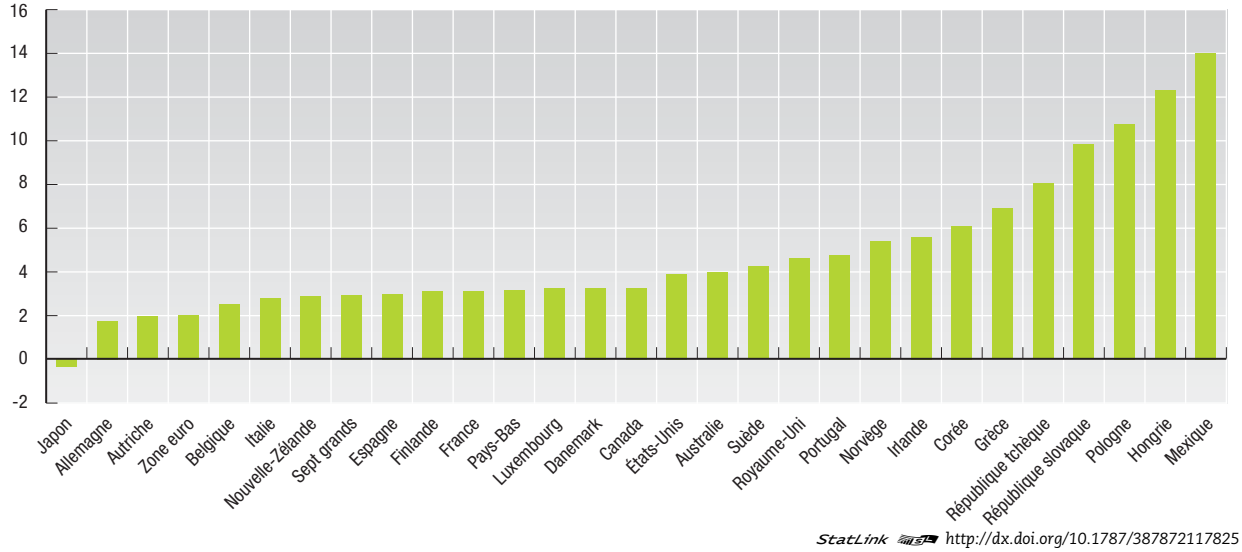
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	5.4	3.2	4.7	2.7	1.6	1.3	2.0	3.3	2.4	2.1	2.0	0.1	0.6	1.3
Australie	2.2	1.5	4.3	5.5	3.6	3.1	3.1	3.9	5.0	3.1	4.1	4.0	4.4	..
Autriche	4.5	4.1	4.6	0.3	0.5	2.8	3.7	2.9	1.5	2.1	1.4	1.0	2.6	2.8
Belgique	4.6	4.4	1.4	1.4	3.4	1.3	3.5	2.0	3.6	3.8	1.7	1.9	1.9	3.2
Canada	1.1	-0.1	1.6	1.5	5.6	2.9	2.2	5.2	3.0	2.2	3.1	2.3	4.9	..
Corée	13.0	12.6	14.7	12.9	6.5	8.4	0.1	2.4	7.4	6.3	9.6	5.0	5.5	3.5
Danemark	2.4	3.8	3.3	4.8	1.8	3.1	2.8	3.2	3.9	4.5	4.1	2.4	2.2	3.1
Espagne	7.3	3.7	3.7	3.9	2.1	1.6	1.9	2.8	3.9	3.5	3.7	3.1	3.4	3.1
États-Unis	3.5	2.8	3.3	3.2	3.8	5.9	4.9	5.2	2.6	2.7	3.1	4.1	3.2	4.4
Finlande	0.5	3.4	4.1	2.6	1.6	4.5	2.2	3.7	4.7	1.8	2.8	3.6	3.8	2.8
France	3.0	1.7	3.5	1.7	2.3	2.3	2.4	5.1	3.1	6.1	3.2	1.6	3.5	..
Grèce	..	..	..	10.3	16.1	4.2	4.1	5.5	6.7	8.2	6.3	6.3	5.7	3.1
Hongrie	..	..	..	20.6	19.1	13.9	4.0	15.9	18.5	12.2	11.1	11.5	7.1	3.0
Irlande	..	..	..	4.3	5.0	4.7	4.5	8.0	7.5	5.5	6.4	6.4	5.0	4.5
Italie	3.5	4.0	4.1	4.8	4.9	-2.5	2.1	2.2	4.1	2.9	2.9	2.8	3.6	3.2
Japon	0.8	1.4	1.6	0.6	1.5	-0.1	-1.1	0.4	-0.5	-1.6	-1.4	-1.3	0.2	..
Luxembourg	5.7	3.9	1.3	1.9	2.6	0.9	4.0	5.3	3.5	3.1	2.2	3.9	3.8	4.5
Mexique	..	..	..	21.3	22.6	20.7	20.6	16.2	11.0	5.5	6.8	3.6	..	..
Norvège	1.6	3.3	4.6	4.7	5.2	7.1	5.5	6.1	7.6	5.4	4.8	2.8	4.6	5.9
Nouvelle-Zélande	3.7	2.3	1.6	2.9	3.7	-0.6	-0.6	3.3	4.2	3.9	4.6	4.4	3.1	..
Pays-Bas	2.8	2.1	1.2	1.5	2.4	4.0	3.4	4.6	4.9	4.3	3.4	3.4	1.0	2.2
Pologne	33.0	40.4	34.0	27.3	20.9	15.9	12.1	11.7	10.4	1.4 |	3.2	3.9	3.6	..
Portugal	..	..	..	6.1	6.0	5.3	5.4	6.4	4.0	3.6	3.5	2.6	..	..
République slovaque	..	..	..	9.6	15.9	14.9	6.3	11.9	6.2	13.1	13.1	8.3	3.0	6.6
République tchèque	..	..	..	16.7	8.6	8.4	8.4	6.2	7.9	7.4	8.8	5.7	4.7	6.2
Royaume-Uni	3.6	3.1	3.6	3.4	4.1	6.8	4.7	5.4	4.9	3.7	4.7	4.2	4.4	4.4
Suède	..	3.6	2.4	6.3	4.6	2.6	0.8	8.5	5.7	4.5	4.3	2.4	4.1	3.2
Zone euro	4.1	3.0	3.3	2.8	0.1	0.7	2.6	2.5	2.6	2.6	2.3	2.1	1.8	2.2
Sept grands	3.1	2.5	3.1	2.6	3.2	3.4	3.0	4.0	2.4	2.2	2.3	2.5	2.7	3.9

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274268586135

Rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1995-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/387872117825

Rémunération du travail par salarié, économie totale

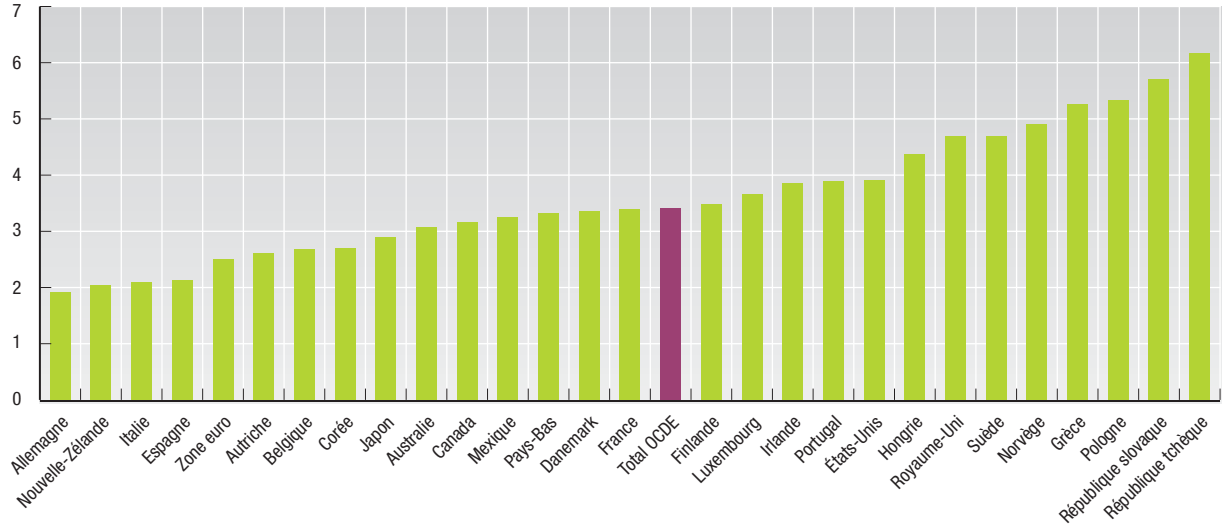
Dollars des EU calculés à l'aide des PPA

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	27 983.4	28 695.5	29 971.3	30 684.9	30 991.1	31 281.6	32 187.3	32 795.6	33 534.1	34 168.3	35 338.5	36 167.2	36 216.5	36 901.7
Australie	24 215.9	24 885.6	25 988.0	27 730.5	28 602.5	29 429.4	30 713.5	31 736.0	32 239.7	32 612.9	33 089.2	..	..	..
Autriche	29 533.8	30 484.5	31 411.2	31 900.4	32 277.6	33 441.5	34 349.9	35 895.0	35 683.0	36 971.4	38 176.3	39 012.9	40 180.7	41 685.9
Belgique	33 568.1	35 010.6	35 725.4	36 370.4	37 517.1	37 164.6	38 876.9	41 245.9	42 699.5	45 160.9	44 333.6	45 378.2	46 192.4	47 797.9
Canada	26 001.6	26 467.7	27 100.3	27 806.6	29 009.2	29 741.5	30 451.7	31 806.4	32 752.4	32 784.5	33 624.5	35 103.0	36 961.6	..
Corée	18 348.0	19 175.7	21 185.1	22 844.5	22 802.1	22 520.2	22 612.8	22 520.6	23 381.9	23 855.2	25 287.0	26 136.5	27 389.4	28 387.7
Danemark	23 914.9	24 065.4	25 014.3	26 150.1	27 173.2	28 528.7	29 318.4	30 397.8	30 916.9	32 564.7	32 590.7	34 026.1	34 800.3	..
Espagne	25 782.2	26 021.2	26 281.2	26 997.1	27 675.6	28 257.8	28 752.9	29 701.0	30 998.9	32 401.5	32 323.6	32 294.2	32 441.2	33 121.7
États-Unis	33 803.4	34 749.8	35 897.0	37 045.2	38 438.8	40 698.2	42 673.9	44 882.6	46 070.9	47 317.9	48 780.6	50 804.8	52 441.6	54 747.8
Finlande	21 880.5	23 029.2	24 272.5	25 109.9	25 633.0	26 621.1	27 448.4	28 618.3	29 328.9	30 134.6	30 733.0	32 741.8	33 851.8	35 380.4
France	28 408.7	29 017.0	30 003.5	30 781.1	31 879.8	32 711.9	34 015.0	35 716.0	37 594.1	39 169.5	38 379.5	39 950.1	41 818.0	43 316.1
Grèce	..	..	18 608.7	19 193.6	20 943.1	20 973.1	21 964.8	23 288.5	25 606.7	28 447.8	28 425.6	29 591.2	30 887.9	32 721.2
Hongrie	..	..	14 293.7	14 288.1	14 940.4	15 135.4	14 620.8	15 611.8	17 260.8	18 989.4	19 885.9	21 131.8	22 303.5	22 870.3
Irlande	..	..	25 935.4	26 861.2	27 118.7	28 093.1	28 320.5	29 518.5	30 851.8	31 098.4	33 211.7	35 693.1	37 525.8	39 358.1
Italie	28 109.6	28 387.3	28 551.6	29 504.8	30 855.0	30 464.5	31 018.3	31 735.4	32 261.9	32 100.8	33 030.5	33 886.4	34 869.5	35 833.3
Japon	23 154.0	23 861.8	24 809.7	25 498.4	25 965.4	26 106.7	26 386.7	27 996.8	28 763.0	29 694.5	30 619.1	31 220.0	33 013.1	..
Luxembourg	36 560.0	37 780.8	38 352.0	39 565.8	39 837.7	40 812.2	43 173.8	45 781.8	46 923.8	49 145.3	50 345.2	52 755.4	54 532.3	56 981.3
Mexique	..	..	7 852.1	7 442.1	7 961.3	8 049.1	8 653.5	9 380.9	9 921.5	10 131.3	10 486.2	10 464.7	..	..
Norvège	21 847.9	22 818.0	23 574.0	25 129.6	26 019.7	27 357.7	28 600.1	29 758.9	31 122.6	32 690.4	34 306.0	36 213.7	38 029.0	39 921.3
Nouvelle-Zélande	22 088.6	22 779.1	23 090.6	23 690.7	24 554.1	24 165.8	24 261.1	24 504.1	25 489.1	25 763.0	26 484.8	28 038.4	28 252.6	..
Pays-Bas	27 506.6	27 945.5	28 275.1	28 893.5	29 460.8	30 737.4	31 749.3	33 863.7	34 872.9	36 503.9	36 492.3	38 535.1	39 227.8	40 498.4
Pologne	9 209.2	9 558.2	10 292.7	11 299.8	12 165.2	12 879.8	13 782.9	14 444.3	15 713.9	16 106.0 |	16 601.1	17 238.0	17 302.6	..
Portugal	..	..	16 360.3	17 213.0	17 918.7	18 157.4	19 353.8	20 537.4	21 227.9	21 537.0	22 663.5	23 041.2	..	..
République slovaque	..	8 285.8	9 339.5	9 768.2	11 044.1	11 916.1	11 766.3	12 367.5	13 345.5	14 387.2	14 316.5	15 048.1	16 001.0	17 184.0
République tchèque	..	..	11 388.6	12 589.7	12 815.5	12 886.3	13 915.4	14 682.8	16 090.6	16 779.3	18 727.9	19 578.7	20 643.7	21 977.9
Royaume-Uni	23 036.0	23 734.3	24 319.9	25 283.2	26 383.2	27 493.5	28 629.1	31 205.9	33 314.3	34 165.0	35 787.5	38 006.2	38 448.8	40 201.9
Suède	22 473.4	23 647.2	24 102.0	26 198.3	27 408.9	28 122.0	28 927.8	31 884.0	32 705.5	33 530.6	34 655.7	36 786.1	38 068.1	..
Zone euro	28 232.0	29 117.5	30 003.6	30 685.4	31 300.1	31 738.8	32 253.4	33 426.1	34 440.7	35 520.7	36 429.5	37 419.5	38 397.6	..
Total OCDE	25 877.6	26 601.8	27 430.4	28 264.1	29 147.8	30 141.7	31 303.0	32 893.1	33 991.9	34 872.6 |	35 851.2	..	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274268586135

Rémunération du travail par salarié, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1995-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388038577326

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Rémunération du travail par heure, économie totale

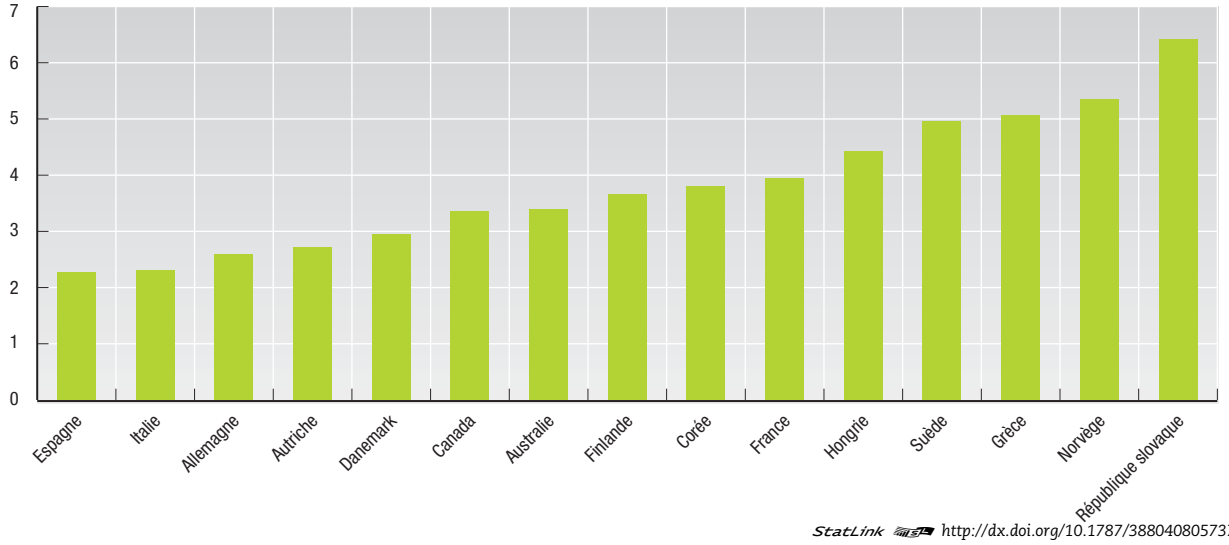
Dollars des EU calculés à l'aide des PPA

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	18.9	19.5	20.6	21.4	21.8	22.1	22.9	23.6	24.4	25.0	26.0	26.5	26.7	27.3
Australie	..	13.8	14.4	15.2	15.8	16.2	16.9	17.4	18.0	18.3	18.6	19.5	20.1	..
Autriche	16.7	17.3	18.1	18.2	18.4	19.1	19.9	21.0	20.9	21.7	22.3	22.7	23.4	24.3
Canada	14.8	15.0	15.3	15.6	16.5	17.0	17.3	18.1	18.7	18.9	19.5	20.1	21.3	..
Corée	7.0	7.4	8.1	8.8	9.0	9.2	9.1	9.0	9.4	9.7	10.5	11.0	11.7	12.2
Danemark	15.9	16.4	17.0	17.9	18.3	19.0	19.4	20.0	20.2	21.4	21.5	22.3	22.6	23.4
Espagne	..	..	15.8	16.1	16.5	16.8	17.1	17.6	18.4	19.3	19.4	19.5	19.8	20.2
Finlande	13.4	14.0	14.7	15.2	15.5	16.2	16.7	17.5	18.0	18.5	18.9	20.1	20.9	21.8
France	17.9	18.4	19.3	19.7	20.5	21.2	22.0	23.7	25.2	26.9	26.5	27.1	28.4	..
Grèce	..	..	9.0	9.4	10.5	10.4	10.7	11.3	12.4	13.8	13.8	14.5	15.1	15.5
Hongrie	..	..	7.2	7.2	7.4	7.5	7.2	7.7	8.7	9.5	10.1	10.8	11.3	11.6
Italie	17.0	17.2	17.2	17.6	18.5	18.2	18.5	18.9	19.5	19.5	20.1	20.6	21.3	22.1
Norvège	15.0	15.7	16.4	17.5	18.2	19.1	20.0	21.0	22.4	23.8	25.2	26.2	27.5	29.1
République slovaque	..	..	5.2	5.5	6.3	6.9	6.7	7.1	7.6	8.5	8.9	9.3	9.7	10.3
Suède	14.2	14.6	14.8	16.0	16.7	17.1	17.5	19.5	20.2	21.0	22.0	23.1	24.1	25.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274268586135

Rémunération du travail par heure, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1995-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388040805737

DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Dans certains pays de l'OCDE, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour permettre aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie de famille. Certaines de ces mesures tendent à réduire la durée du travail, notamment l'allongement des congés payés annuels, les congés de maternité ou parentaux, les possibilités de travail à temps partiel ou, moins fréquemment, la réduction de la durée hebdomadaire du travail.

Définition

La moyenne des heures travaillées correspond au nombre total d'heures travaillées au cours de l'année divisé par le nombre moyen de personnes occupées.

Le nombre de personnes occupées est généralement déterminé à partir d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages ; conformément aux définitions de l'OIT, les travailleurs occupés sont les personnes de 15 ans ou plus qui indiquent avoir occupé un emploi rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédente.

La plupart des pays estiment aussi la durée effective du travail par des enquêtes auprès des ménages. Les autres enquêtent auprès des établissements, des sources administratives ou de plusieurs sources à la fois. Les estimations tiennent compte des heures normales de travail à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires (rémunérées ou non), du temps consacré à d'autres activités professionnelles et des périodes chômées correspondant aux jours fériés, aux congés payés annuels, aux absences pour maladie et congé de maternité, aux grèves et conflits du travail et aux périodes d'inactivité imputables à des conditions météorologiques défavorables, à des difficultés économiques et à plusieurs autres raisons de moindre importance.

Comparabilité

Les statisticiens nationaux et le Secrétariat de l'OCDE veillent à ce que les données soient aussi comparables que possible, mais celles-ci proviennent d'un certain nombre de sources différentes dont la fiabilité est inégale. Par exemple, pour plusieurs pays de l'UE, les estimations sont réalisées par le Secrétariat de l'OCDE à partir des résultats de l'enquête communautaire sur les forces de travail réalisée au printemps. Ces résultats reflètent une seule observation annuelle et les données de l'enquête doivent être complétées par d'autres sources, notamment pour les jours fériés et les congés payés. Dans les autres pays, la durée annuelle du travail est indiquée par les bureaux statistiques nationaux et les estimations sont établies à partir des meilleures sources disponibles. Les données d'un pays sont comparables sur une période donnée, mais il est encore délicat de comparer les données de plusieurs pays sur une année donnée, en raison de l'hétérogénéité de leurs sources et d'autres incertitudes concernant leur comparabilité internationale.

Les données couvrent les salariés et les travailleurs indépendants ainsi que l'emploi à temps plein et l'emploi à temps partiel.

Tendances à long terme

Dans la grande majorité des pays de l'OCDE, la durée du travail a diminué entre 1993 et 2006. Cependant, dans la plupart des pays, cette diminution a été moindre en comparaison avec la baisse observée les décennies précédentes. Cette baisse entre ces deux dates tient peut-être en partie à des effets conjoncturels temporaires, les marchés du travail étant généralement plus tendus en 1992 (année proche de la fin d'une longue phase d'expansion dans beaucoup de pays de l'OCDE) qu'en 2005.

La durée annuelle moyenne du travail par personne occupée est tombée de 1 784 heures en 1993 à 1 719 heures en 2006, ce qui équivaut à une réduction du temps de travail de plus d'une semaine de 40 heures. Le tableau révèle que la durée du travail a uniquement augmenté au Danemark, en Hongrie, au Mexique et en Suède. Elle a baissé dans tous les autres pays, en particulier en Irlande, en Corée, au Luxembourg, en France et en Allemagne.

Bien que, pour les raisons indiquées plus haut, il soit difficile de procéder à des comparaisons entre pays, il ressort du tableau et du graphique que la durée effective du travail est supérieure à la moyenne OCDE en République tchèque, en Grèce, en Hongrie, en Corée et en Pologne et qu'elle est relativement faible en Belgique, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Norvège.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Durand, M., J. Martin et A. Saint-Martin (2004), « La semaine de 35 heures : Portrait d'une exception française », *L'Observateur de l'OCDE, n° 244, novembre 2004*, OCDE, Paris.
- Evans, J., D. Lippoldt et P. Marianna (2001), *Trends in Working Hours in OECD Countries*, Politique du marché du travail et politique sociale – Documents hors série, n° 45, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), « Clocking In (and Out): Several Facets of Working Time », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, *www.oecd.org/statistics/labour*.
- Base de données OCDE des statistiques de la population active, *www.oecd.org/els/employment/data*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Durée moyenne effective du travail

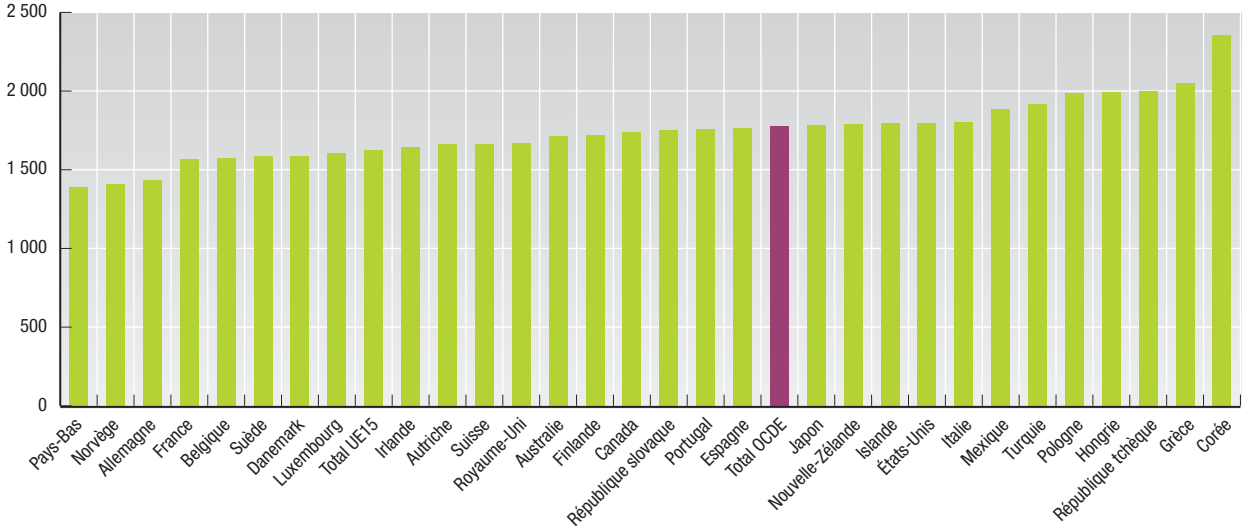
Heures par an par actif occupé

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	1 550	1 547	1 534	1 518	1 509	1 503	1 492	1 473	1 458	1 445	1 439	1 442	1 437	1 436
Australie	1 757	1 771	1 780	1 777	1 768	1 769	1 755	1 777	1 748	1 727	1 730	1 728	1 719	1 714
Autriche	..	..	1 647	1 664	1 668	1 664	1 638	1 632	1 630	1 632	1 641	1 653	1 656	1 659
Belgique	1 646	1 646	1 674	1 646	1 660	1 672	1 581	1 554	1 577	1 579	1 575	1 549	1 565	1 571
Canada	1 763	1 780	1 775	1 784	1 767	1 767	1 769	1 768	1 762	1 744	1 734	1 752	1 738	1 738
Corée	2 667	2 651	2 658	2 648	2 592	2 496	2 502	2 520	2 506	2 465	2 434	2 394	2 354	2 357
Danemark	1 531	1 494	1 499	1 495	1 512	1 528	1 539	1 554	1 562	1 556	1 552	1 558	1 574	1 584
Espagne	1 816	1 816	1 815	1 811	1 813	1 834	1 817	1 815	1 817	1 798	1 800	1 799	1 769	1 764
États-Unis	1 825	1 833	1 840	1 832	1 842	1 843	1 844	1 832	1 811	1 807	1 797	1 800	1 795	1 797
Finlande	1 755	1 775	1 776	1 775	1 771	1 761	1 765	1 750	1 734	1 728	1 720	1 724	1 718	1 721
France	1 682	1 675	1 651	1 655	1 649	1 637	1 630	1 591	1 578	1 536	1 530	1 555	1 559	1 564
Grèce	2 199	2 165	2 154	2 129	2 096	2 093	2 139	2 152	2 092	2 072	2 071	2 067	2 074	2 052
Hongrie	1 899	2 032	2 039	2 034	2 060	2 052	2 067	2 061	2 019	2 026	1 997	1 996	1 994	1 989
Irlande	1 883	1 883	1 875	1 882	1 832	1 753	1 725	1 719	1 709	1 695	1 671	1 668	1 654	1 640
Islande	1 828	1 813	1 832	1 860	1 839	1 817	1 873	1 885	1 847	1 812	1 807	1 810	1 794	1 794
Italie	1 863	1 857	1 859	1 873	1 863	1 880	1 876	1 861	1 843	1 831	1 826	1 826	1 815	1 800
Japon	1 905	1 898	1 884	1 892	1 865	1 842	1 810	1 821	1 809	1 798	1 799	1 787	1 775	1 784
Luxembourg	1 732	1 709	1 719	1 691	1 678	1 672	1 669	1 662	1 646	1 634	1 614	1 585	1 570	1 604
Mexique	1 821	..	1 857	1 902	1 927	1 878	1 922	1 888	1 864	1 888	1 857	1 849	1 909	1 883
Norvège	1 507	1 505	1 488	1 483	1 478	1 476	1 473	1 455	1 429	1 414	1 399	1 417	1 421	1 407
Nouvelle-Zélande	1 854	1 849	1 842	1 833	1 821	1 824	1 838	1 830	1 817	1 817	1 813	1 827	1 810	1 787
Pays-Bas	1 419	1 411	1 391	1 421	1 414	1 400	1 381	1 372	1 372	1 348	1 363	1 362	1 375	1 391
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	1 988	1 974	1 979	1 984	1 983	1 994	1 985
Portugal	1 850	1 838	1 897	1 848	1 812	1 799	1 812	1 765	1 769	1 767	1 742	1 763	1 752	1 758
République slovaque	..	1 854	1 879	1 840	1 834	1 798	1 808	1 811	1 799	1 746	1 673	1 708	1 741	1 749
République tchèque	2 064	2 043	2 064	2 066	2 067	2 075	2 088	2 092	2 000	1 980	1 972	1 986	2 002	1 997
Royaume-Uni	1 726	1 740	1 743	1 742	1 740	1 734	1 723	1 711	1 714	1 696	1 677	1 672	1 676	1 669
Suède	1 582	1 621	1 626	1 635	1 639	1 638	1 647	1 625	1 603	1 580	1 562	1 585	1 588	1 583
Suisse	1 704	1 725	1 702	1 674	1 662	1 669	1 690	1 685	1 646	1 629	1 639	1 629	1 659	1 659
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 918	1 918	1 918
Total UE15	1 697	1 696	1 691	1 689	1 683	1 682	1 672	1 655	1 647	1 630	1 625	1 630	1 627	1 625
Total OCDE	1 836	1 712	1 840	1 842	1 838	1 825	1 821	1 812	1 796	1 787	1 779	1 779	1 778	1 777

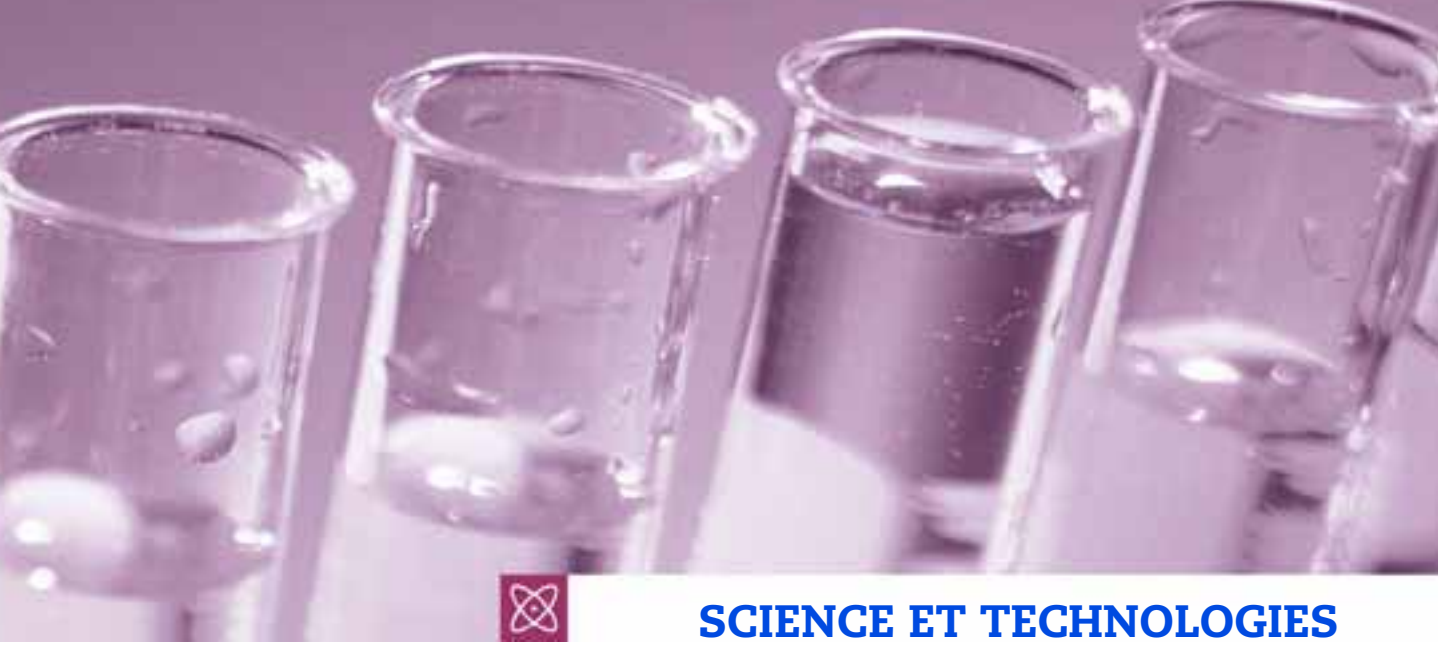
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274371410400

Durée moyenne effective du travail

Heures par an par actif occupé, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388065836528



SCIENCE ET TECHNOLOGIES

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

INVESTISSEMENT DANS LE SAVOIR

CHERCHEURS

BREVETS

TIC

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

COMMUNICATIONS

EXPORTATIONS DE BIENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATIONS

ACCÈS AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche et développement (R-D) illustrent les efforts déployés par les pouvoirs publics et le secteur privé pour obtenir un avantage concurrentiel dans les domaines scientifiques et technologiques. En 2005, la R-D représentait 2.3 % du PIB de l'ensemble de la zone OCDE.

Définition

La R-D englobe les travaux de création entrepris de façon systématique pour accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications. Le terme « R-D » recouvre trois activités : la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental. La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles. Cependant, elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique déterminé. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Le principal agrégat utilisé pour les comparaisons internationales est la dépense intérieure de R-D (DIRD), qui est la dépense totale, courante et en capital, afférente aux travaux de R-D exécutés par les entreprises, instituts de recherche, laboratoires universitaires et publics, etc. résidents. Elle ne comprend pas les dépenses de R-D consacrées à des travaux financés par des sociétés se situant à l'intérieur du pays mais menés dans d'autres pays.

Comparabilité

Les données de R-D présentées ici ont été calculées selon les lignes directrices du *Manuel de Frascati*. Il convient cependant de noter que pendant la période considérée, plusieurs pays ont amélioré la couverture de leurs enquêtes sur les activités de R-D dans le secteur des services (États-Unis, Japon, Norvège et Pays-Bas) et dans l'enseignement supérieur (Espagne, États-Unis, Finlande, Grèce, Japon, et Pays-Bas). D'autres pays, notamment le Japon, l'Italie et la Suède, se sont employés à améliorer la comparabilité internationale de leurs données. Certaines des modifications indiquées dans le tableau prendront en compte ces améliorations méthodologiques ainsi que l'évolution sous-jacente des dépenses de R-D.

Pour la Corée, les sciences sociales et les humanités ne sont pas prises en compte dans les données sur la R-D. Pour les États-Unis, les dépenses en capital sont exclues.

Les données pour le Brésil et l'Inde ne suivent pas complètement les lignes directrices du *Manuel de Frascati*, et sont calculées par les sources nationales. Les données du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud sont sous-estimées, ainsi que celles de la Chine avant 2000.

Tendances à long terme

Depuis 2000, la dépense de R-D rapportée au PIB (intensité de R-D) a augmenté au Japon et a diminué légèrement aux États-Unis.

En 2004 et en 2005, la Suède, la Finlande et le Japon étaient les trois seuls pays de l'OCDE dont le ratio R-D/PIB dépassait 3 %, soit largement plus que la moyenne de l'OCDE (2.3 %). Depuis le milieu des années 90, les dépenses de R-D (en termes réels) augmentent le plus rapidement en Islande et en Turquie, tous les deux avec des taux moyens de croissance annuelle supérieurs à 10 %.

Les dépenses de R-D pour la Chine augmentent même plus vite que le PIB, impliquant une croissance rapide de l'intensité de R-D, augmentant de 0.9 % en 2000 à 1.4 % en 2006.

Source

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama économique du secteur spatial*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne*, ANBERD : Dépenses de R-D dans l'industrie.

Sites Internet

- OCDE Science, Technologie et Industrie, *www.oecd.org/sti*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Dépense intérieure brute de recherche et développement

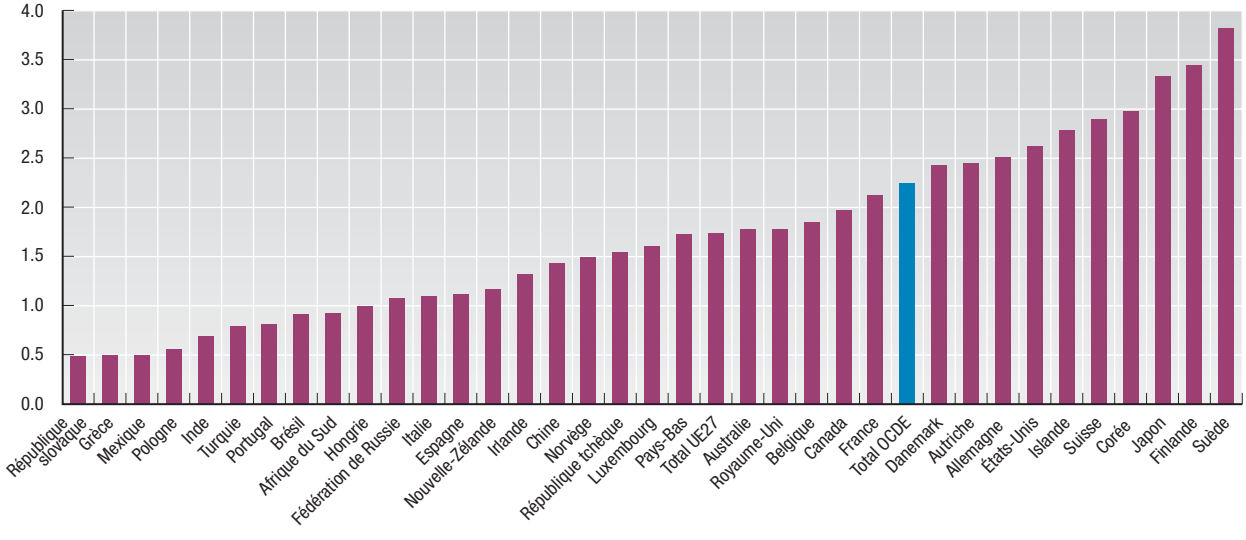
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	2.28	2.18	2.19	2.19	2.24	2.27	2.40	2.45	2.46	2.49	2.52	2.49	2.48	2.51
Australie	..	1.53	..	1.61	..	1.47	..	1.51	..	1.69	..	1.78	..	..
Autriche	1.44	1.51	1.54	1.59	1.69	1.77	1.88	1.91	2.03	2.12	2.23	2.22	2.41	2.45
Belgique	1.66	1.65	1.67	1.77	1.83	1.86	1.94	1.97	2.08	1.94	1.89	1.87	1.86	1.85
Canada	1.68	1.73	1.70	1.65	1.66	1.76	1.80	1.92	2.09	2.04	2.01	2.01	1.98	1.97
Corée	2.12	2.32	2.37	2.42	2.48	2.34	2.25	2.39	2.59	2.53	2.63	2.85	2.98	..
Danemark	1.72	..	1.82	1.84	1.92	2.04	2.18	..	2.39	2.51	2.58	2.50	2.45	2.43
Espagne	0.86	0.79	0.79	0.81	0.80	0.87	0.86	0.91	0.91	0.99	1.05	1.06	1.12	..
États-Unis	2.52	2.42	2.51	2.55	2.58 |	2.62	2.66	2.74	2.76	2.66	2.66	2.59	2.62	2.62
Finlande	2.14	2.28	2.26	2.52	2.70	2.86	3.16	3.34	3.30	3.36	3.43	3.45	3.48	3.45
France	2.38	2.32	2.29	2.27 |	2.19	2.14	2.16 |	2.15	2.20	2.23	2.17 |	2.15	2.13	2.12
Grèce	0.36	.. |	0.38	..	0.39	..	0.52	..	0.51	..	0.50	0.48	0.51	0.50
Hongrie	0.95 |	0.87	0.71	0.63	0.70	0.66	0.67	0.78	0.92	1.00	0.93 |	0.88	0.94	1.00
Irlande	1.16	1.25	1.26	1.30	1.27	1.23	1.18	1.12	1.10	1.10	1.18	1.25	1.26	1.32
Islande	1.33	1.37	1.53	..	1.83	2.01	2.30	2.68	2.96	2.97	2.82	..	2.78	..
Italie	1.10	1.02	0.97	0.99 |	1.03	1.05	1.02	1.05	1.09	1.13	1.11	1.10	1.10	..
Japon	2.65	2.60	2.71 |	2.81	2.87	3.00	3.02	3.04	3.12	3.17	3.20	3.17	3.33	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	1.65	..	..	1.66	1.66	1.61	..
Mexique	0.22	0.29	0.31	0.31	0.34	0.38	0.43	0.37	0.39	0.44	0.43 |	0.47	0.50	..
Norvège	1.70	.. |	1.69	..	1.63	..	1.64	..	1.59	1.66	1.71	1.59	1.52	1.49
Nouvelle-Zélande	1.01	..	0.95	..	1.09	..	1.00	.. |	1.14	..	1.19	..	1.17	..
Pays-Bas	1.91 |	1.95	1.97 |	1.98	1.99	1.90	1.96	1.82	1.80	1.72	1.76	1.78	1.73	..
Pologne	0.76	0.70 |	0.63	0.65	0.65	0.67	0.69	0.64	0.62	0.56	0.54	0.56	0.57	0.56
Portugal	0.58	0.56	0.54	0.57	0.59	0.65	0.71	0.76	0.80	0.76	0.74	0.77	0.81	..
République slovaque	1.35 |	0.89	0.92	0.90 |	1.07	0.78	0.65	0.65	0.63	0.57	0.58	0.51	0.51	0.49
République tchèque	..	..	0.95	0.97	1.08	1.15	1.14	1.21	1.20	1.20	1.25	1.25	1.41	1.54
Royaume-Uni	2.05	2.01	1.95	1.87	1.81	1.80	1.87	1.86	1.83	1.83	1.79	1.73	1.78	..
Suède	3.15	.. |	3.32	..	3.51	..	3.62	..	4.25	..	3.95	3.71 |	3.89	3.82
Suisse	..	..	..	2.65	..	..	..	2.53	..	..	..	2.90	..	..
Turquie	0.44	0.36	0.38	0.45	0.49	0.50	0.63	0.64	0.72	0.66	0.61	0.67	0.79	..
Total UE27	..	..	1.66	1.66	1.66	1.67	1.72	1.73	1.76	1.76	1.75	1.73	1.74	..
Total OCDE	2.11	2.06 |	2.07	2.10	2.12	2.15	2.18	2.22	2.27	2.23	2.24	2.21	2.25	..
Afrique du Sud	0.61	..	..	..	0.60	..	..	..	0.73	..	0.80	0.86	0.92	..
Brésil	..	..	0.87	0.77	..	..	..	1.01	1.05	1.00	0.97	0.91	..	..
Chine	0.70	0.64	0.57	0.57	0.64	0.65	0.76 |	0.90	0.95	1.07	1.13	1.23	1.33	1.43
Fédération de Russie	0.77	0.84	0.85	0.97	1.04	0.95	1.00	1.05	1.18	1.25	1.28	1.15	1.07	1.08
Inde	0.71	0.65	0.63	0.65	0.70	0.72	0.74	0.77	0.75	0.73	0.71	0.69	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274374238001

Dépense intérieure brute de recherche et développement

En pourcentage du PIB, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388082850833

INVESTISSEMENT DANS LE SAVOIR

« L'investissement dans le savoir » est un indicateur synthétique conçu pour comparer les dépenses que les pays membres consacrent à leur « base de connaissances » en vue d'en tirer des avantages ultérieurs.

Définition

L'investissement dans le savoir est la somme des dépenses consacrées à la R-D, à l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur (secteurs public et privé) et aux logiciels. En additionnant simplement les trois éléments, on s'exposerait à surestimer l'investissement dans le savoir en raison des chevauchements qui existent entre eux (R-D et logiciels, R-D et éducation, logiciels et éducation). C'est pourquoi les données indiquées ici ont été ajustées afin d'exclure ces chevauchements.

Il est à noter que le terme « investissement » utilisé ici a une signification plus large que celle qu'il a habituellement en statistiques économiques. Il comprend aussi bien les dépenses courantes, telles que l'éducation et la R-D, que les dépenses en capital, telles que l'achat de logiciels et la construction de bâtiments scolaires.

Comparabilité

L'OCDE est la source des données relatives à la R-D, à l'éducation et aux logiciels. Les années précédentes, l'élément logiciels était estimé à partir de données de source privée. Mais l'OCDE a récemment mis au point une base de données sur les services tirés du capital qui comprend des données relatives aux investissements en logiciels. Ce sont ces données que nous utilisons ici, et les chiffres sont différents de ceux des années précédentes.

Il est à noter que dans le tableau, le Total OCDE exclut l'Australie, l'Autriche et le Grèce parmi le groupe des pays présentés ; le Total UE15 exclut la Grèce parmi le groupe des pays présentés.

Tendances à long terme

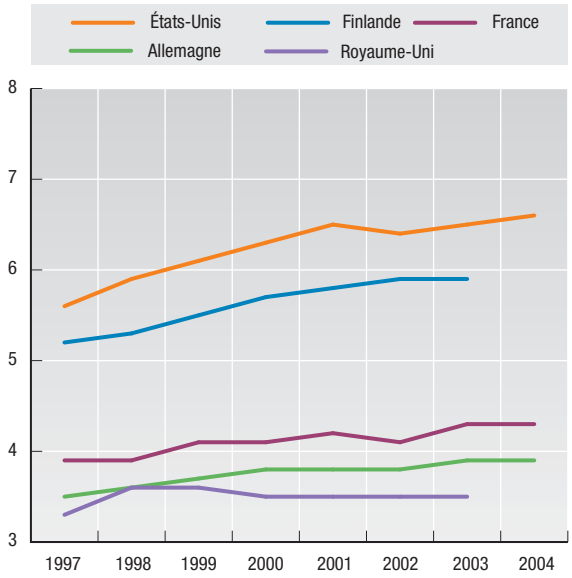
En 2004, l'investissement dans le savoir a atteint 4.9 % du PIB dans la zone OCDE. Il dépasse la moyenne OCDE aux États-Unis (6.6 %), en Suède (6.4 %), en Finlande (5.9 %), au Japon (5.3 %) et au Danemark (5.1 %). Au contraire, il est inférieur à 2.5 % en Irlande et en Italie et inférieur à 2 % du PIB au Portugal et en Grèce.

La plupart des pays de l'OCDE, augmente leur investissement dans le savoir. Pour tous les pays présentés, sauf l'Irlande, leur ratio investissement dans le savoir/PIB est plus élevé en 2004 (ou 2003) qu'en 1997. De plus, l'augmentation aux États-Unis et au Japon est plus rapide que celle des pays européens pour lesquels les données sont disponibles.

Pour le Japon, la Suède, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, la hausse des dépenses de logiciels est la principale source d'augmentation des investissements dans le savoir. Aux États-Unis et en Belgique, l'enseignement supérieur est la principale source de progression de l'investissement dans le savoir. C'est la R-D qui tient ce rang au Danemark, en Finlande, au Canada, en Espagne, en Allemagne, au Portugal, en Grèce, en Australie et en Autriche.

Investissement dans le savoir pour une sélection de pays

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388152475481

Source

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/6, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Innovation and Knowledge-Intensive Service Activities*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama économique du secteur spatial*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Kahn, M. (2001), « Investment in Knowledge », *STI Review n° 27*, OCDE, Paris.
- Kahn, M. (2005), « Estimating the level of Investment in Knowledge across OECD countries », Intellectual Capital for Community – Nations, Regions, and Cities, Elsevier Butterworth-Heinemann, Amsterdam ; Boston.

Sites Internet

- OCDE Mesurer la science et la technologie, *www.oecd.org/sti/measuring-scitech*.
- Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie, *www.sourceoecd.org/scoreboard*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Investissement dans le savoir

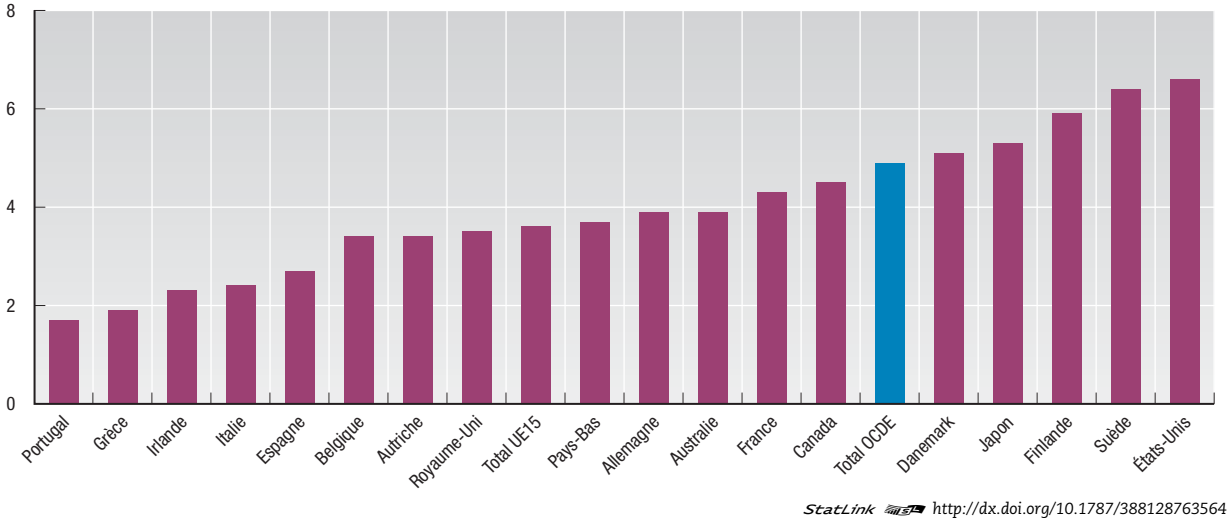
En pourcentage du PIB

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	3.5	3.6	3.7	3.8	3.8	3.8	3.9	3.9
Australie	..	3.6	..	3.9	..	4.0	3.9	3.9
Autriche	..	3.1	..	..	..	3.3	3.4	..
Belgique	..	2.6	3.5	3.6	3.8	3.5	3.4	..
Canada	3.9	4.0	4.6	4.6	4.9	..	4.5	4.5
Danemark	3.8	4.5	4.7	4.7	5.1	5.3	5.1	..
Espagne	2.2	2.3	2.4	2.5	2.6	2.6	2.7	2.7
États-Unis	5.6	5.9	6.1	6.3	6.5	6.4	6.5	6.6
Finlande	5.2	5.3	5.5	5.7	5.8	5.9	5.9	..
France	3.9	3.9	4.1	4.1	4.2	4.1	4.3	4.3
Grèce	1.7	..	1.7	..	1.9	..	1.9	..
Irlande	2.6	2.5	2.6	2.6	2.5	2.3	2.3	..
Italie	2.0	2.1	2.2	2.2	2.4	2.4	2.4	..
Japon	4.1	4.4	4.5	4.6	4.8	4.9	5.1	5.3
Pays-Bas	3.5	3.6	3.9	3.7	3.8	3.6	3.7	..
Portugal	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.7	1.7	..
Royaume-Uni	3.3	3.6	3.6	3.5	3.5	3.5	3.5	..
Suède	5.6	..	6.2	..	6.9	..	6.4	..
Total UE15	3.2	..	3.5	..	3.6	..	3.6	..
Total OCDE	4.2	..	4.7	..	4.9	..	4.9	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274582752121

Investissement dans le savoir

En pourcentage du PIB, 2004 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388128763564

CHERCHEURS

Les chercheurs constituent l'élément central du système de recherche-développement. En 2005, on dénombrait environ 3.9 millions de personnes engagées dans des activités de R-D dans la zone OCDE, dont environ les deux tiers dans le secteur des entreprises.

Définition

Les chercheurs sont des spécialistes engagés dans la conception et la création de nouveaux savoirs, produits, processus, méthodes et systèmes, mais aussi impliqués directement dans la gestion de projets. Ils exercent leur activité dans le domaine civil ou militaire, le secteur public, les universités, les instituts de recherche, ainsi que dans le secteur des entreprises.

Comparabilité

Le nombre de chercheurs est exprimé en personnel équivalent plein-temps (EPT) pour la R-D (une personne ne travaillant qu'à mi-temps à des activités de R-D comptera pour 0.5 année-personne) et comprend le personnel engagé dans des activités de R-D au cours d'une année. Les données ont été calculées selon la méthodologie du *Manuel de Frascati*, mais la comparabilité est dans une certaine mesure influencée par les améliorations apportées au champ des enquêtes nationales de R-D et les efforts déployés par les pays pour améliorer la comparabilité internationale de leurs données.

Pour le Royaume-Uni et les États-Unis, le nombre total de chercheurs commençant respectivement en 1999 et 2000 est une estimation faite par l'OCDE. Pour les États-Unis, les données postérieures à 1985 excluent le personnel militaire.

Les données concernant le Brésil et l'Inde ne respectent pas totalement les lignes directrices du *Manuel de Frascati*, et ont été calculées à partir de sources nationales. Les données relatives à l'Afrique du Sud et au Brésil sont sous-estimées ; il en va de même pour celles de la Chine jusqu'à l'année 2000 incluse.

Tendances à long terme

En 2005, on dénombrait dans la zone OCDE environ 7.4 chercheurs pour 1 000 actifs occupés, contre 5.9 en 1995. Le nombre de chercheurs a augmenté régulièrement au cours des deux dernières décennies. Parmi les grandes régions de l'OCDE, c'est le Japon qui compte le plus grand nombre de chercheurs dans la population active, devant les États-Unis et l'Union européenne.

La Finlande, la Suède, le Japon et la Nouvelle-Zélande affichent les plus gros effectifs de chercheurs pour 1 000 actifs. Ce taux est également élevé aux États-Unis, au Danemark et en Norvège. Parmi les pays de l'OCDE, il est faible au Mexique, en Turquie et en Italie.

Parmi les grands pays non membres de l'OCDE, la progression du nombre de chercheurs a été constante en Chine, même si son taux de 1.5 en 2005 restait très inférieur à la moyenne de l'OCDE. Celui de la Fédération de Russie recule depuis 1994, mais était encore proche de 7 chercheurs pour 1 000 actifs en 2005.

Source

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Mesurer la science et la technologie, *www.oecd.org/sti/measuring-scitech*.
- OCDE Science, Technologie et Industrie, *www.oecd.org/sti*.
- Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie, *www.sourceoecd.org/scoreboard*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Chercheurs

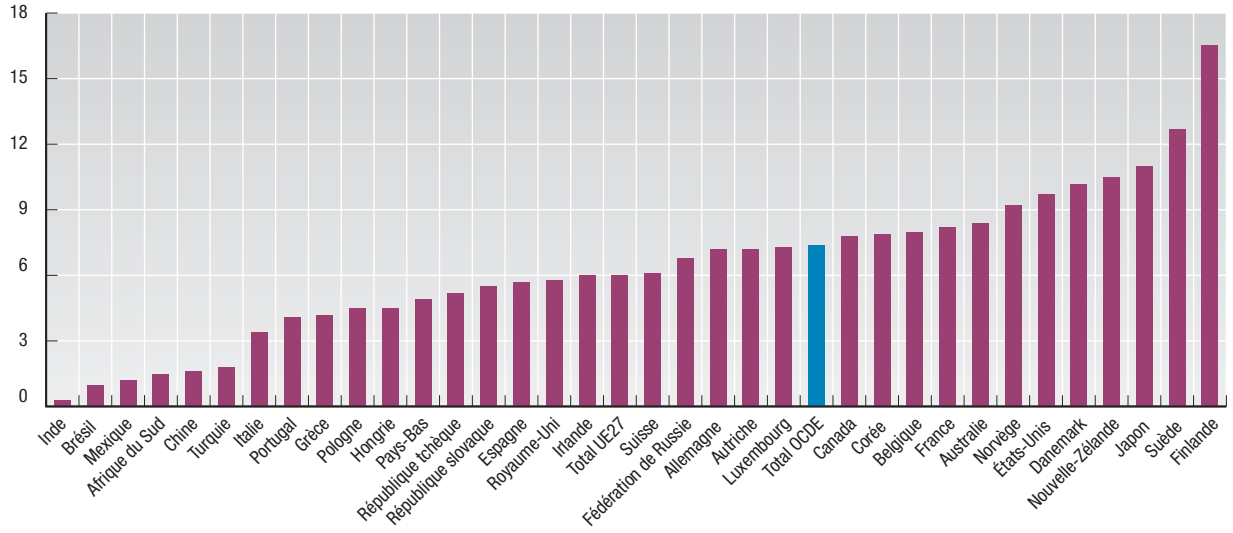
Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	..	..	6.2	6.1	6.3	6.3	6.6	6.6	6.7	6.8	6.9	7.0	7.2	7.2
Australie	..	7.0	..	7.3	..	7.3	..	7.3	..	7.8	..	8.4	..	..
Autriche	3.3	..	..	..	..	4.7	..	..	..	5.8	..	6.3	6.9	7.2
Belgique	5.5	5.9	6.0	6.5	6.7	7.0	7.4	7.5	7.8	7.4	7.5	7.8	7.9	8.0
Canada	5.7	6.4	6.4	6.6	6.7	6.7	6.7	7.2	7.6	7.5	7.5	7.8	..	..
Corée	..	..	4.9	4.8	4.8	4.7	4.9	5.1	6.3	6.4	6.8	6.9	7.9	..
Danemark	5.3	..	6.1	6.3	6.5	..	6.9	..	7.0 |	9.2	9.1	9.5	10.2	10.2
Espagne	3.2	3.6	3.5	3.7	3.8	4.0	3.9	4.7	4.7	4.8	5.2	5.5	5.7	..
États-Unis	8.2	..	8.1	..	8.8	..	9.3	9.3	9.5	9.7	9.9	10.0	9.7	..
Finlande	7.4	..	8.2	.. |	12.3	13.9	14.5	15.2	15.8	16.4	17.7 |	17.3	16.5	16.6
France	6.5	6.6	6.7	6.8 |	6.8	6.7	6.8 |	7.1	7.2	7.5	7.7	8.0	8.2	..
Grèce	2.0	.. |	2.3	..	2.6	..	3.4	..	3.3	..	3.5	..	4.2	4.2
Hongrie	3.1	3.1	2.9	2.9	3.1	3.2	3.3	3.8	3.8	3.9	3.9 |	3.8	4.1	4.5
Irlande	4.1	4.3	4.5	4.8	5.0	5.1	4.9	5.0	5.1	5.3	5.5	5.9	5.9	6.0
Italie	3.4	3.5	3.5	3.5 |	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	3.0	2.9	3.0	3.4	..
Japon	7.9	8.1	8.3 |	9.2	9.3	9.8	10.0	9.9	10.4 |	10.1	10.6	10.6	11.0	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	6.2	..	..	6.7	6.8	7.3	..
Mexique	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	..	..	..	0.9 |	1.1	1.2	..
Norvège	7.2	.. |	7.5	..	7.9	..	7.9	..	8.6	..	9.1	9.1	9.2	..
Nouvelle-Zélande	5.3	..	4.7	..	6.2	..	6.2	.. |	9.1	..	10.4	..	10.5	..
Pays-Bas	4.6 |	4.9	4.8 |	4.9	5.1	5.1	5.1	5.2	5.5 |	4.6	4.5	5.1	4.9	..
Pologne	..	3.0	3.2	3.3	3.4	3.4	3.6	3.5	3.7	3.8	4.5	4.7	4.7	4.5
Portugal	2.2	2.3	2.5	2.7	2.9	3.0	3.2	3.3	3.5	3.7	4.0	4.0	4.1	..
République slovaque	..	4.9	4.6	4.6 |	4.7	4.8	4.5	4.9	4.7	4.5	4.7	5.2	5.2	5.5
République tchèque	..	..	2.3	2.5	2.4	2.5	2.7	2.8	3.0	3.0	3.2	3.3 |	4.9	5.2
Royaume-Uni	4.8 |	4.9	5.2	5.1	5.1	5.5	5.6	5.4	5.6	5.8	5.9	5.7	5.8	..
Suède	7.2	..	8.2	..	9.2	..	9.6	..	10.6	..	11.1	11.3 |	12.7	12.7
Suisse	..	..	..	5.6	..	..	..	6.4	..	..	..	6.1	..	..
Turquie	0.7	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	1.1	1.1	1.1	1.6	1.6	1.8	..
Total UE27	..	..	4.8	4.7 |	4.9	4.9	5.1	5.1	5.3	5.5	5.6	5.7	6.0	..
Total OCDE	5.4	5.9 |	5.9	6.1	6.2	6.4	6.5	6.6	6.8	6.9	7.2	7.2	7.4	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	1.2	..	1.3	1.6	1.5	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	..	..
Chine	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7 |	1.0	1.0	1.1	1.2	1.2	1.5	1.6
Fédération de Russie	..	9.1	9.2	8.5	8.2	7.7	7.8	7.8	7.9	7.5	7.4	7.1	6.8	6.8
Inde	..	..	..	..	..	..	..	0.3	..	..	..	..	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274600808805

Chercheurs

Pour 1000 actifs occupés, équivalent temps plein, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388204728881

BREVETS

Les indicateurs fondés sur les brevets fournissent une mesure du résultat des activités de R-D d'un pays, c'est-à-dire de ses inventions. La méthodologie utilisée pour comptabiliser les brevets peut influer sur les résultats. Les comptages simples des brevets déposés auprès d'un office national de brevets présentent diverses limites, telles qu'une faible comparabilité internationale (avantage au pays d'accueil pour les demandes de brevets) et une hétérogénéité élevée des valeurs des brevets. L'OCDE a mis au point des familles de brevets triadiques, qui ont pour but de saisir exclusivement toutes les inventions importantes et qui sont comparables au plan international.

Définition

Une famille de brevets se définit comme un ensemble de brevets déposés dans divers pays (ou offices de brevets) pour protéger une même invention. Les familles de brevets triadiques sont un ensemble de brevets déposés auprès de trois des principaux offices de propriété intellectuelle, à savoir l'Office européen des brevets (OEB), l'Office japonais des brevets (JPO) et le United States Patent and Trademark Office (USPTO).

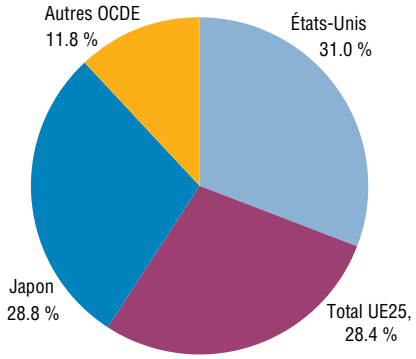
Les comptages des familles de brevets triadiques sont attribués au pays de résidence de l'inventeur, et se réfèrent à la date à laquelle le brevet a été enregistré pour la première fois.

Comparabilité

Le concept de familles de brevets triadiques a été élaboré afin d'améliorer la comparabilité internationale et la qualité des indicateurs fondés sur les brevets. En effet, seuls les brevets déposés dans le même groupe de pays sont pris en compte dans la famille : l'avantage au pays d'accueil et l'influence de la situation géographique sont par conséquent éliminés. En outre, les brevets inclus dans la famille ont généralement une valeur plus élevée : les titulaires de brevets ne prennent la peine de supporter les coûts et les délais nécessaires pour étendre la protection de leur invention à d'autres pays que s'ils estiment que cette démarche en vaut la peine.

Part des pays dans les familles triadiques de brevets

Pourcentage, année 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388251374276

Tendances à long terme

Le début du XXIe siècle a été marqué par un ralentissement du rythme de croissance des dépôts de brevets, qui n'a progressé que de 2 % par an, après avoir enregistré une hausse régulière de 7 % par an, en moyenne, de la moitié des années 1990 jusqu'en 2000. Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon ont montré la même tendance, avec une forte décélération pour le Japon après 2000.

Quelque 53 000 familles de brevets triadiques ont été enregistrées dans le monde en 2005, une forte augmentation depuis les 35 000 de 1995. Les États-Unis détenaient 31 % des familles de brevets, soit une perte de près de 3 points de pourcentage par rapport à son niveau de 1995 (34.4 %) ; la proportion relative des familles de brevets originaires d'Europe a aussi eu tendance à dimininuer, perdant plus de 4 points de pourcentage entre 1995 et 2005 (28.4 % en 2005). Au contraire, la part du Japon en familles de brevets triadiques a gagné quasiment 2 points de pourcentage jusqu'à atteindre un taux proche de 29 % en 2005.

Le rapport entre les familles de brevets triadiques et le nombre d'habitants place le Japon, la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède aux cinq premiers rangs des pays les plus innovants en 2005. Les ratios de la Finlande, d'Israël, de la Corée, du Luxembourg et des États-Unis sont au-dessus de la moyenne OCDE (44). Le Japon a le nombre le plus élevé de familles de brevets par million de la population (119), suivi de la Suisse (107). La Corée a vu l'une des augmentations les plus grandes entre 1995 et 2005, de 7 à 65 familles de brevets par million d'habitants. En taille, la Chine compte moins de 0.4 famille de brevets par million d'habitants.

Source

- *Compendium statistique sur les brevets 2007.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Lichtenberg, F. et S. Virabhak (2002), *Using Patents Data to Map Technical Change in Health-Related Areas*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2002/16, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Examens de l'OCDE des politiques d'innovation – Suisse*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Dernis, H. et M. Khan (2004), *Triadic Patent Families Methodology*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2004/2, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *OCDE Base de données sur les brevets.*

Sites Internet

- OCDE Droits de propriété intellectuelle, *www.oecd.org/sti/ipr*.
- OCDE Travaux sur les brevets, *www.oecd.org/sti/ipr-statistics*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Familles triadiques de brevets

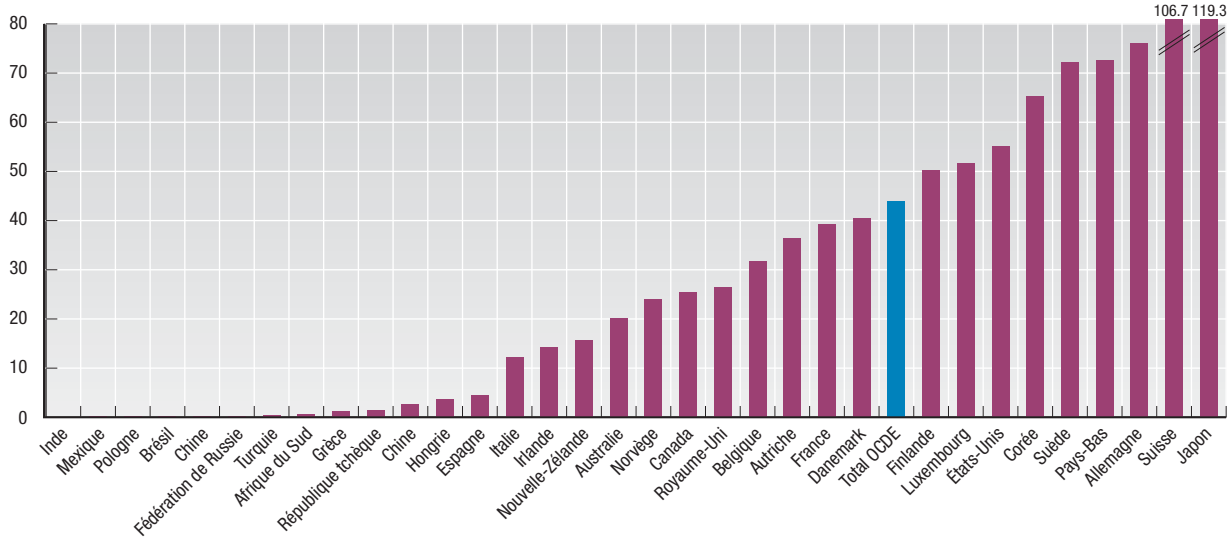
Nombre

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	3 849	4 007	4 358	4 737	5 338	5 499	6 069	6 255	6 236	6 223	6 112	6 176	6 283	6 266
Australie	180	192	227	221	220	261	309	324	398	389	397	409	425	414
Autriche	145	171	209	215	210	250	264	241	259	270	274	281	288	301
Belgique	290	328	343	369	346	411	385	394	366	337	337	340	358	333
Canada	273	286	355	382	438	556	590	631	609	599	686	712	766	820
Corée	120	161	213	324	324	416	487	663	820	1 027	1 383	2 018	2 583	3 158
Danemark	131	156	177	180	217	211	266	234	238	228	227	233	222	220
Espagne	64	71	83	87	86	99	120	126	150	164	168	167	200	201
États-Unis	10 544	10 379	10 947	12 020	12 904	14 544	14 218	15 516	15 664	15 417	16 020	16 037	15 916	16 368
Finlande	224	243	342	305	346	426	422	423	358	325	254	259	268	264
France	1 628	1 694	1 864	1 878	2 093	2 112	2 245	2 308	2 277	2 257	2 354	2 407	2 440	2 463
Grèce	6	2	4	1	13	10	11	12	9	6	9	12	10	13
Hongrie	18	22	19	25	23	32	17	36	34	31	27	37	39	37
Irlande	24	18	31	27	26	36	40	63	42	50	46	48	51	59
Islande	-	1	3	4	7	4	5	7	10	3	8	7	5	5
Italie	572	627	619	601	679	712	636	637	662	693	663	703	706	716
Japon	8 154	8 454	8 234	9 429	10 379	10 649	11 232	12 740	14 709	13 642	13 922	14 428	15 347	15 239
Luxembourg	9	14	7	13	14	14	21	19	17	21	15	22	27	24
Mexique	6	6	5	13	10	13	9	12	10	13	14	17	17	20
Norvège	71	71	83	86	73	89	92	110	111	92	107	102	109	111
Nouvelle-Zélande	26	12	21	20	32	39	45	51	58	45	60	73	67	64
Pays-Bas	613	594	670	710	792	794	899	1 028	1 169	1 409	1 220	1 203	1 215	1 184
Pologne	5	11	4	5	9	9	4	9	9	8	12	10	10	11
Portugal	4	3	1	3	4	6	8	7	4	6	7	9	7	9
République slovaque	2	2	1	2	1	4	4	3	2	2	3	3	3	3
République tchèque	7	8	5	3	11	11	14	11	8	13	14	15	15	15
Royaume-Uni	1 297	1 366	1 468	1 499	1 600	1 547	1 671	1 678	1 650	1 640	1 681	1 637	1 601	1 588
Suède	513	501	628	669	773	835	743	730	605	593	662	596	606	652
Suisse	705	699	707	724	770	763	763	752	796	782	773	794	802	801
Turquie	-	2	2	2	2	3	7	4	5	9	10	12	17	27
Total OCDE	29 478	30 103	31 630	34 554	37 740	40 354	41 598	45 020	47 287	46 296	47 467	48 766	50 402	51 386
Afrique du Sud	31	33	20	24	27	35	37	29	36	29	32	32	30	33
Brésil	13	21	11	15	16	27	27	32	34	45	45	55	53	59
Chine	16	15	17	19	22	40	42	62	90	122	195	253	312	433
Fédération de Russie	40	29	48	51	46	53	70	55	53	53	48	50	50	49
Inde	6	8	6	12	17	28	40	49	54	90	115	128	124	132
Monde	29 814	30 453	31 990	34 960	38 261	40 994	42 391	45 782	48 145	47 235	48 495	49 975	51 677	52 864

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274614371216

Familles triadiques de brevets

Nombre par million d'habitants, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388232454261

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

Depuis plus d'une décennie, les technologies de l'information et des communications (TIC) sont au cœur des mutations économiques. Les industries productrices de TIC jouent un rôle important, notamment en contribuant à des progrès technologiques rapides et à la croissance de la productivité.

Définition

En 1998, les pays de l'OCDE sont parvenus à un consensus sur une définition par branche d'activité du secteur des TIC fondée sur la Révision 3 de la Classification internationale type, par industrie (CITI Rév. 3). Les principes sur lesquels repose cette définition sont exposés ci-après.

Pour les industries manufacturières, les produits d'une industrie doivent être destinés à remplir la fonction de traitement et de communication d'informations, notamment par transmission et affichage, doivent utiliser le traitement électronique pour la détection, la mesure et/ou l'enregistrement de phénomènes physiques ou le contrôle d'un processus physique.

Pour les industries de services, les produits d'une industrie doivent être destinés à permettre la fonction de traitement de l'information et de communication par des moyens électroniques.

Comparabilité

L'existence d'une définition largement acceptée du secteur des TIC est une première étape vers la possibilité de faire des comparaisons entre périodes et entre pays. Toutefois, la définition n'est pas encore utilisée de façon systématique, et les données fournies par les pays membres ont été combinées avec différentes autres sources pour estimer des chiffres agrégés du secteur des TIC qui soient compatibles avec les totaux des comptes nationaux. C'est pourquoi les statistiques présentées ici peuvent différer des chiffres contenus dans les rapports nationaux et les publications précédentes de l'OCDE.

Tendances à long terme

Au cours des années 90, le secteur des TIC a connu une forte croissance dans les pays de l'OCDE. S'agissant de la part des services des TIC pendant la période 1995-2003, c'est en Irlande, en Finlande, en Hongrie et en Suède que sa croissance a été la plus forte. En 2003, en Finlande, la part des industries manufacturières des TIC dans la valeur ajoutée du secteur manufacturier représente 22 %. En 2003, les industries manufacturières des TIC représentait entre 1.2 et 22.2 % de la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier dans les pays de l'OCDE, avec une moyenne, pour les 25 pays de l'OCDE au sujet desquels des données sont disponibles, de 6.5 %.

C'est en Hongrie, au Portugal, en Australie et en Finlande que le secteur des services des télécommunications est le plus important, en pourcentage de la valeur ajoutée des services aux entreprises, tandis que c'est en Grèce, en Corée et aux Pays-Bas qu'il l'est le moins.

Source

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Guide to Measuring the Information Society*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Reviews of Risk Management Policies – Norway: Information Security*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les perspectives des communications de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de l'OCDE sur l'administration électronique*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique : Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Base de données des télécommunications de l'OCDE.*

Sites Internet

- OCDE Science, Technologie et Industrie, *www.oecd.org/sti*.
- OCDE Politique des télécommunications et d'Internet, *www.oecd.org/sti/telecom*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Part des TIC dans la valeur ajoutée

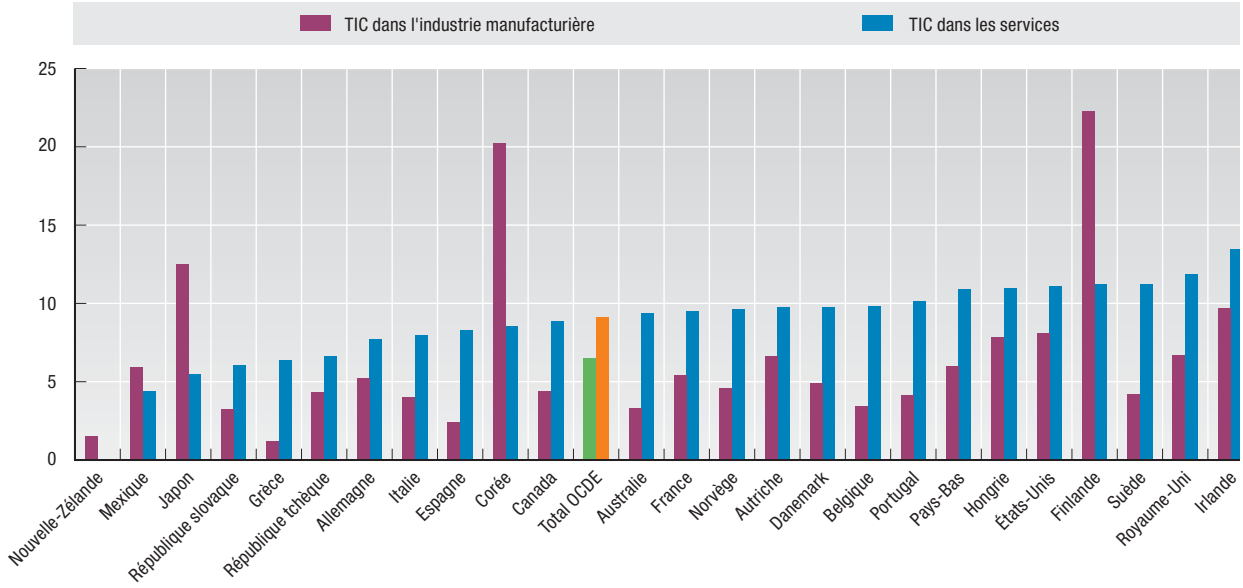
Année 2003

	Part des TIC dans l'industrie manufacturière en pourcentage de la valeur ajoutée totale dans l'industrie manufacturière		Part des TIC dans les services en pourcentage de la valeur ajoutée totale dans les services aux entreprises		
	Produits liés aux TIC	Évolution entre 1995 et 2003, pourcentage	Services de télécommunication	Autres services liés aux TIC	Évolution entre 1995 et 2003, pourcentage
Allemagne	5.2	0.3	3.7	4.0	1.6
Australie	3.3	..	4.9	4.4	..
Autriche	6.6	-0.7	3.1	6.6	0.9
Belgique	3.4	-0.6	3.3	6.5	1.5
Canada	4.4	-1.9	4.2	4.7	1.5
Corée	20.2	4.2	0.5	8.0	1.8
Danemark	4.9	0.5	2.9	6.9	0.1
Espagne	2.4	-1.3	4.5	3.7	1.0
États-Unis	8.1	-1.1	4.2	6.9	1.4
Finlande	22.2	13.4	4.7	6.5	3.3
France	5.4	-1.3	2.9	6.6	1.0
Grèce	1.2	0.2	0.4	6.0	0.5
Hongrie	7.8	3.0	6.8	4.1	3.3
Irlande	9.7	-7.1	2.7	10.7	6.9
Italie	4.0	-0.2	2.7	5.2	1.1
Japon	12.5	-0.3	3.2	2.2	1.0
Mexique	5.9	0.7	3.2	1.1	0.3
Norvège	4.6	0.3	3.4	6.2	1.7
Nouvelle-Zélande	1.5	..	..	..	..
Pays-Bas	6.0	-1.2	2.1	8.8	1.5
Portugal	4.1	4.1	5.8	4.3	0.4
République slovaque	3.2	-0.1	4.3	1.7	0.5
République tchèque	4.3	1.3	4.6	1.9	0.2
Royaume-Uni	6.7	-1.6	4.0	7.9	1.6
Suède	4.2	-3.5	3.5	7.8	2.9
Total OCDE	6.5	0.3	3.6	5.5	1.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274620321533

Part des TIC dans la valeur ajoutée

En pourcentage de la valeur ajoutée totale dans l'industrie manufacturière et part de la valeur ajoutée totale dans les services aux entreprises, 2003



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388311585157

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

L'investissement en capital physique joue un rôle important dans la croissance. Il sert à augmenter et à renouveler le stock de capital et permet d'intégrer les nouvelles technologies dans le processus de production. Les technologies de l'information et des communications (TIC) ont été le secteur d'investissement le plus dynamique de ces dernières années.

Définition

L'investissement est défini conformément au *Système des comptes nationaux de 1993*. Il recouvre l'acquisition d'équipements et de logiciels utilisés dans la production depuis plus d'un an. Les TIC comportent trois éléments : matériel des technologies de l'information (ordinateurs et matériel connexe), équipements de communication et logiciels. Ces derniers comprennent l'acquisition de logiciels standard, de logiciels sur mesure et les logiciels développés pour compte propre.

Les parts de l'investissement présentées dans le tableau et le graphique sont des pourcentages de la formation brute de capital fixe de chaque pays, non compris la contribution résidentielle.

Comparabilité

Pour évaluer la contribution des TIC à la croissance et aux performances économiques, il est indispensable de disposer d'une mesure correcte de l'investissement dans les TIC, à la fois en termes nominaux et en termes de volume. La disponibilité des données et la mesure de l'investissement dans les TIC d'après les comptes nationaux (SCN93) varient considérablement selon les pays de l'OCDE, surtout en ce qui concerne la mesure de l'investissement dans les logiciels, les méthodes de déflation utilisées, la ventilation par secteur institutionnel et la période de couverture des données.

Dans les comptes nationaux, les dépenses en produits TIC sont considérées comme un investissement uniquement si les produits peuvent être physiquement isolés (autrement dit les TIC sous forme d'équipement sont considérées non plus comme investissement mais comme consommation intermédiaire). Cela signifie que les investissements en TIC peuvent être sous-estimés et que la marge de la sous-estimation peut varier selon le traitement de la consommation intermédiaire et de l'investissement dans les comptes de chaque pays. En particulier, le traitement des dépenses de logiciels comme investissement dans les comptes nationaux n'est que très récent, et les méthodologies utilisées varient encore selon les pays. Les difficultés pour mesurer les investissements en logiciel sont aussi liées à la façon dont le logiciel est acquis, à savoir loué et avec une licence ou intégré au disque dur. De plus, les logiciels sont souvent développés pour compte propre. Pour tenter de résoudre les problèmes spécifiques liés aux logiciels dans les comptes nationaux, un groupe de travail conjoint OCDE-UE sur la mesure des logiciels dans les comptes nationaux a formulé des recommandations concernant la capitalisation des logiciels. Elles commencent maintenant à être implémentées par les pays membres de l'OCDE.

Il est à noter que les composants des TIC qui sont incorporés dans d'autres produits, tels que les véhicules automobiles ou les machines-outils, sont pris en compte dans la valeur de ces autres produits et sont donc exclus des investissements dans les TIC tels qu'ils sont définis ici.

Tendances à long terme

La part des TIC dans l'ensemble de l'investissement non résidentiel a doublé, et dans certains cas, a presque quadruplé, entre 1980 et 2000, mais elle a ensuite commencé à diminuer après l'éclatement de la bulle point-com. En 2006, elle était particulièrement importante aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Corée et aux Pays-Bas.

Les logiciels sont le secteur où les investissements dans les TIC ont connu la croissance la plus rapide. Dans de nombreux pays, la part de ce secteur dans l'investissement non résidentiel a été multipliée plusieurs fois entre 1980 et 2006. C'est au Danemark, en Finlande, en France, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis que la part des logiciels dans l'investissement total est la plus importante en 2006.

Source

- *OCDE Base de données de la productivité.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les perspectives des communications de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Base de données STAN pour l'analyse de l'industrie sur CD-Rom*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/6, OCDE, Paris.
- Lequillier, F. *et al.* (2003), *Report of the OECD Task Force on Software Measurement in the National Accounts*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/1, OCDE, Paris.
- Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont (2003), *OECD Capital Services Estimates*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/6, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.*

Sites Internet

- Compendium statistique sur les brevets 2007, *www.oecd.org/statistics/productivity*.
- Base de données OCDE de la productivité, *www.oecd.org/statistics/productivity*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel

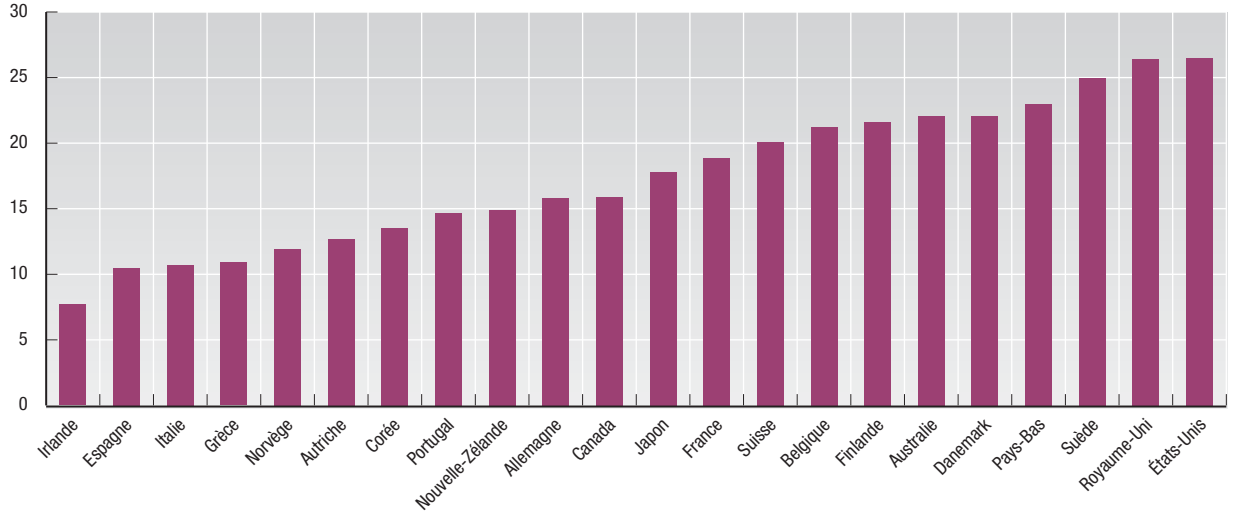
En pourcentage de la formation brute de capital fixe non résidentiel, économie totale

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	13.2	13.0	13.3	14.1	14.5	15.3	16.6	17.5	17.8	17.0	15.3	14.9	15.2	14.9
Australie	18.4	18.7	19.1	19.8	21.0	20.9	22.5	26.0	24.7	23.9	22.9	21.6	..	..
Autriche	10.2	10.8	11.3	10.8	11.2	12.6	13.5	13.4	14.0	14.5	13.1	12.4	11.9	..
Belgique	15.9	16.9	18.0	18.4	19.4	21.5	21.7	24.2	23.3	20.3	19.9	20.1	..	..
Canada	16.9	16.4	16.8	18.0	17.5	18.8	19.9	20.6	20.2	19.2	18.8	18.1	16.5	15.8
Corée	..	..	9.8	10.3	11.0	12.2	15.0	17.9	16.8	15.6	13.4	12.5	..	..
Danemark	21.3	21.3	19.7	18.5	19.8	19.5	21.6	19.9	19.2	22.0	22.0	22.0	22.1	..
Espagne	12.6	12.9	12.5	14.6	14.5	14.7	14.9	14.7	13.7	12.3	11.1	11.2	10.9	10.5
États-Unis	23.8	23.8	24.7	25.6	27.1	27.6	29.8	31.7	30.4	29.4	29.1	28.5	27.4	26.5
Finlande	17.1	18.2	19.9	17.5	17.5	18.7	19.4	19.5	17.9	18.5	20.1	19.2	21.2	..
France	12.5	13.1	13.9	15.5	17.5	18.7	19.9	19.2	20.5	19.2	18.6	17.6	17.6	17.8
Grèce	13.2	11.7	10.0	10.9	11.0	12.4	11.7	12.8	14.3	11.5	10.8	10.9	..	..
Irlande	6.9	7.6	10.3	11.1	9.4	10.8	9.9	10.0	9.8	8.5	7.7	8.1	7.5	7.7
Italie	12.1	12.7	12.2	12.8	13.9	13.3	13.0	13.8	12.9	11.6	10.8	10.6	10.5	10.7
Japon	9.3	9.3	10.5	12.7	12.9	13.8	15.1	15.9	15.8	14.5	15.6	15.9	..	..
Norvège	8.1	8.8	9.2	9.3	9.4	9.2	10.5	11.0	11.5	11.6	11.0	..	..	..
Nouvelle-Zélande	14.4	14.4	13.9	13.6	14.6	17.8	16.8	19.7	17.1	15.2	15.0	14.3	14.2	14.7
Pays-Bas	15.8	16.3	15.6	16.1	17.7	18.7	18.9	19.7	19.9	19.1	20.0	21.4	22.1	..
Portugal	10.7	11.4	12.2	12.2	12.0	13.0	13.4	12.4	13.1	11.9	13.6	12.9	12.7	..
Royaume-Uni	18.5	20.2	22.3	24.3	23.3	24.9	26.7	29.3	28.5	27.0	24.9	25.8	26.4	..
Suède	25.7	24.7	24.1	23.3	24.8	27.1	28.7	31.3	28.7	26.3	24.7	24.3	25.6	25.0
Suisse	14.6	15.7	14.6	15.0	16.6	16.9	17.9	17.3	17.5	18.5	18.6	18.9	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274652847771

Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel

En pourcentage de la formation brute totale de capital fixe non résidentiel, économie totale, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388311650556

ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

Les ordinateurs sont de plus en plus présents dans les ménages des pays de l'OCDE où les taux de pénétration sont élevés, mais également dans ceux qui accusaient du retard à cet égard.

Définition

Le tableau indique le nombre de ménages ayant déclaré disposer d'au moins un ordinateur personnel en état de fonctionner dans leur foyer. La deuxième partie du tableau montre le pourcentage de ménages ayant déclaré avoir accès à l'Internet. Dans presque tous les cas, il s'agit d'un accès à partir d'un ordinateur personnel soit par commutateur, soit par connexion haut débit de type ADSL et autre câble.

Comparabilité

En très peu de temps, les bureaux de statistiques nationaux ont considérablement progressé dans la fourniture d'indicateurs sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications. Dans une optique internationale, le principal inconvénient des statistiques officielles sur l'utilisation des TIC est que celles-ci reposent encore sur des normes différentes et qu'elles mesurent des comportements qui évoluent rapidement, à des moments différents. La plupart des pays utilisent des enquêtes existantes concernant par exemple la population active, l'utilisation du temps, les dépenses des ménages ou les enquêtes sociales générales. D'autres ont recours à des enquêtes spéciales.

Un autre aspect important du point de vue de la comparabilité internationale est le choix du ménage ou de l'individu comme unité statistique. Les enquêtes auprès des ménages fournissent en général des informations à la fois sur le ménage et sur les personnes qui le composent. Les données sur les personnes fournissent en général des informations sur le nombre d'individus ayant accès à une technologie, sur ceux qui l'utilisent, sur le lieu à partir duquel ils l'utilisent et sur la finalité de l'utilisation.

Les statistiques sur l'utilisation des TIC par les ménages peuvent soulever des problèmes de comparabilité au plan international en raison de différences structurelles dans la composition des ménages. Par ailleurs, les statistiques sur les individus peuvent utiliser des groupes d'âge différents ; or, l'âge est un déterminant important de l'utilisation des TIC. Les indicateurs fondés sur le ménage ou fondés sur l'individu produisent des chiffres différents aussi bien en ce qui concerne les niveaux que les taux de croissance. Ces différences compliquent les comparaisons internationales et risquent de fausser les comparaisons fondées sur un indicateur unique d'accès à l'Internet ou d'utilisation de l'Internet, dans la mesure où le classement des pays change selon l'indicateur utilisé.

L'OCDE s'est attaqué aux problèmes de comparabilité au plan international en élaborant un questionnaire type sur l'utilisation des TIC par les ménages/individus. Ce questionnaire type, qui se veut d'utilisation flexible, se compose de modules consacrés à différents sujets, ce qui permet de l'étoffer en fonction de l'évolution des technologies reflétant les pratiques des utilisateurs et les préoccupations des pouvoirs publics. Le questionnaire type sur l'accès et l'utilisation des TIC par les ménages et les individus est disponible sur le site Internet de l'OCDE.

Tendances à long terme

Les taux de pénétration sont les plus élevés au Danemark, en Islande, en Suède, au Japon, aux Pays-Bas, en Corée, au Luxembourg, en Allemagne et en Norvège, où 75 % ou plus des ménages avaient accès à un ordinateur à domicile en 2006. En revanche, la proportion est inférieure à 40 % en Turquie, au Mexique, en Grèce, et en République tchèque. Entre 2001 et 2006, la part des ménages ayant accès à un ordinateur à domicile a connu une augmentation particulièrement rapide au Japon, au Royaume-Uni et en Allemagne.

La situation des ménages ayant accès à l'Internet est similaire. En Corée, en Islande, aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède et en Suisse, plus de 75 % des ménages avaient accès à l'Internet en 2006, contre moins d'un quart en Turquie, au Mexique et en Grèce la même année.

Source

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *La tarification de l'accès dans le secteur des télécommunications*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les perspectives des communications de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Eurostat (2005), *Eurostat community survey on ICT usage in households and by individuals*, mai 2005, Eurostat, Luxemboug.
- OCDE (2005), *Base de données des télécommunications*, CD-ROM, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Science, Technologie et Industrie, *www.oecd.org/sti*.
- OCDE Politique des télécommunications et d'Internet, *www.oecd.org/sti/telecom*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

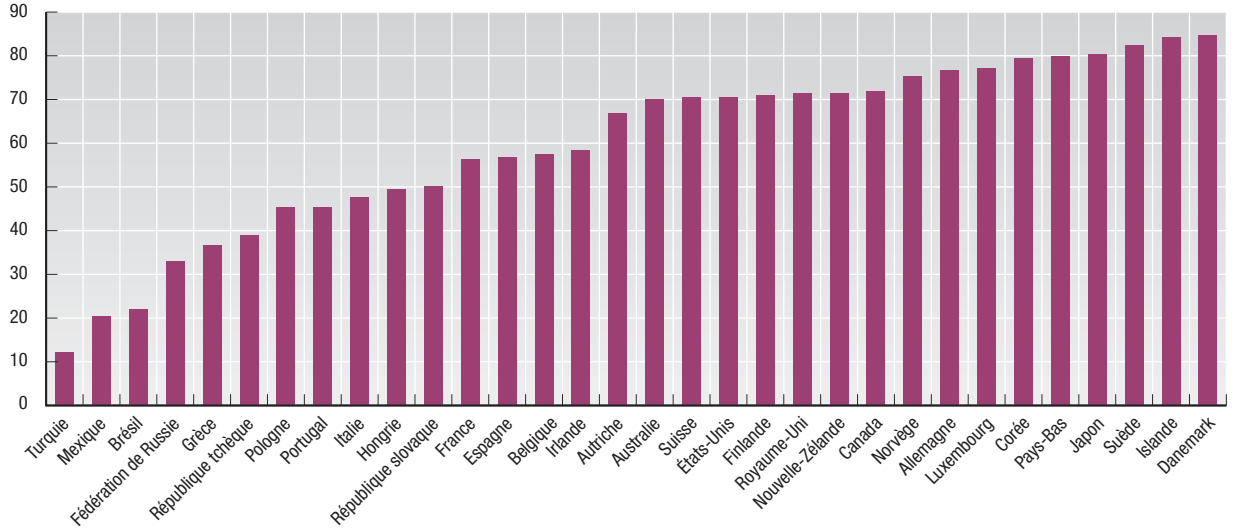
Ménages ayant accès à un ordinateur et à l'Internet

	Pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur						Pourcentage des ménages ayant accès à l'Internet					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	53.0	61.0	65.2	68.7	69.9	76.8	36.0	46.1	54.1	60.0	61.6	67.1
Australie	58.0	61.0	66.0	67.0	70.0	..	42.0	46.0	53.0	56.0	60.0	..
Autriche	..	49.2	50.8	58.6	63.1	66.8	..	33.5	37.4	44.6	46.7	52.3
Belgique	..	..	..	..	..	57.5	..	..	..	..	50.2	54.0
Canada	59.9	64.1	66.6	68.7	72.0	..	49.9	54.3	56.9	59.8	64.3	..
Corée	76.9	78.6	77.9	77.8	78.9	79.6	63.2	70.2	68.8	86.0	92.7	94.0
Danemark	69.6	72.2	78.5	79.3	83.8	84.8	59.0	55.6	64.2	69.4	74.9	78.7
Espagne	..	..	47.1	52.1	54.6	56.9	..	17.4	27.5	33.6	35.5	39.1
États-Unis	56.2	..	61.8	..	..	..	50.3	..	54.6	..	..	..
Finlande	52.9	54.5	57.4	57.0	64.0	71.1	39.5	44.3	47.4	50.9	54.1	64.7
France	32.4	36.6	45.7	49.8	..	56.4	18.1	23.0	31.0	33.6	..	40.9
Grèce	..	25.3	28.7	29.0	32.6	36.7	..	12.2	16.3	16.5	21.7	23.1
Hongrie	..	..	..	31.9	42.3	49.5	..	..	..	14.2	22.1	32.3
Irlande	..	..	42.2	46.3	54.9	58.5	..	..	35.6	39.7	47.2	50.0
Islande	..	..	..	85.7	89.3	84.4	..	..	..	80.6	84.4	83.0
Italie	..	39.9	47.7	47.4	45.7	47.6	..	33.7	32.1	34.1	38.6	40.0
Japon	58.0	71.7	78.2	77.5	80.5	..	..	48.8	53.6	55.8	57.0	60.5
Luxembourg	..	52.6	58.0	67.3	74.5	77.1	..	39.9	45.4	58.6	64.6	70.2
Mexique	11.6	15.2	..	18.0	18.4	20.5	6.1	7.4	..	8.7	9.0	10.1
Norvège	..	..	71.2	71.5	74.2	75.3	..	..	60.5	60.1	64.0	68.8
Nouvelle-Zélande	47.0	..	..	..	..	71.6	37.4	..	..	..	..	64.5
Pays-Bas	..	69.0	70.8	..	77.9	80.0	..	58.0	60.5	..	78.3	80.3
Pologne	..	..	..	36.1	40.1	45.3	..	..	..	26.0	30.4	35.9
Portugal	39.0	26.8	38.3	41.3	42.5	45.4	18.0	15.1	21.7	26.2	31.5	35.2
République slovaque	..	..	..	39.0	46.7	50.1	..	..	..	23.0	23.0	26.6
République tchèque	..	27.8	23.8	..	30.0	39.0	..	..	14.8	19.4	19.1	29.3
Royaume-Uni	49.0	57.9	63.2	65.3	70.0	71.4	40.0	49.7	55.1	55.9	60.2	62.6
Suède	69.2	..	..	..	79.7	82.5	53.3	..	..	..	72.5	77.4
Suisse	62.2	65.4	68.9	70.6	..	..	54.7	61.9	66.4	69.8	73.5	76.8
Turquie	..	..	..	10.2	12.2	..	..	..	..	7.0	7.7	..
Brésil	..	..	..	..	18.6	22.1	..	..	..	..	13.7	16.9
Fédération de Russie	..	..	..	20.0	26.0	33.0	..	..	..	27.3	25.0	28.5

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274673214225

Ménages ayant accès à un ordinateur

En pourcentage de tous les ménages, 2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388315356243

EXPORTATIONS DE BIENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATIONS

La croissance des échanges enregistrée au cours des dix dernières années est attribuable dans une large mesure aux exportations des produits du secteur des TIC, lesquelles ont progressé plus rapidement que les exportations manufacturières totales, et ce dans tous les pays de l'OCDE. Tel a été le cas, en particulier, des exportations de haute technologie.

Définition

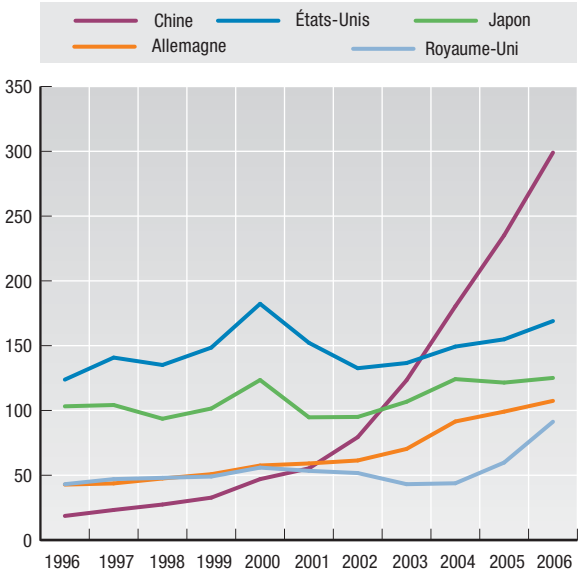
L'OCDE a élaboré, d'après la Classification centrale des produits (CPC) et le Système harmonisé (SH) une définition par produit du secteur des TIC, qui comprend les grandes catégories suivantes : matériel de télécommunication, ordinateurs et périphériques, composants électroniques, matériel audio et vidéo, et autres produits des TIC.

Comparabilité

Les données qui figurent dans ce tableau proviennent des statistiques du commerce international, qui sont établies selon des normes convenues à l'échelle internationale et dont on estime en général qu'elles offrent une bonne comparabilité.

Exportations d'équipement lié aux TIC

Milliards de dollars des EU



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388330717065

Tendances à long terme

La croissance des exportations des TIC a été particulièrement forte pour les pays qui partaient d'un niveau faible en 1996 – Hongrie, République slovaque, République tchèque, Pologne et Islande. L'Allemagne et, surtout, la Corée se signalent par des exportations de TIC qui étaient déjà vigoureuses au début de la période et ont enregistré une croissance rapide entre 1996 et 2006.

À la fin de la période, les pays de l'OCDE pourraient être classés en trois groupes : l'un constitué des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la Corée, avec de fortes exportations des produits des TIC, un groupe intermédiaire composé des Pays-Bas, du Mexique, de la France, de l'Irlande et de la Hongrie, et un dernier groupe de pays affichant des exportations de TIC relativement faibles. Toutefois, comme mentionné ci-dessus, dans certains pays de ce dernier groupe, notamment les quatre pays d'Europe centrale, la valeur des exportations de TIC augmente rapidement.

En ce qui concerne les cinq pays non membres, la croissance de leurs exportations de TIC a été lente et régulière, sauf pour la Chine, qui a enregistré une poussée spectaculaire de ses exportations des produits des TIC. Entre 1996 et 2006, les exportations de TIC de la Chine ont progressé, en valeur, 36 % par an, en moyenne et, depuis 2004, elles ont dépassé celles des États-Unis.

Source

- *ITCS Statistiques du commerce international par produit.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2006*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *A proposed classification of ICT goods*, OCDE, Paris, *www.oecd.org/dataoecd/5/61/22343094.pdf*.

Sites Internet

- Indicateurs clés des TIC de l'OCDE, *www.ocde.org/sti/indicateurstic*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Exportations d'équipement lié aux TIC

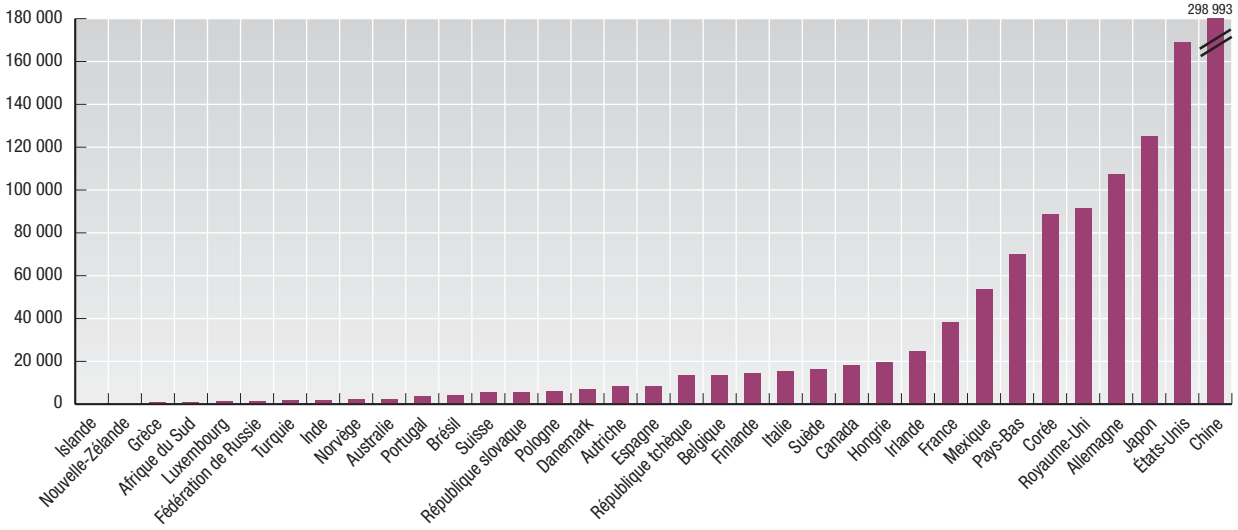
Millions de dollars des EU

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	42 812	43 700	47 517	50 793	57 452	59 083	61 433	70 349	91 452	99 127	107 388
Australie	2 180	2 282	1 873	1 830	2 068	1 983	1 762	1 948	2 128	2 262	2 238
Autriche	3 270	3 568	4 074	4 111	5 018	5 237	5 846	6 627	7 861	8 134	8 465
Belgique	..	8 344	9 373	9 548	11 434	11 814	10 561	12 488	13 581	14 620	13 655
Canada	13 875	14 913	14 573	15 728	22 626	15 011	12 018	12 016	14 222	16 615	18 047
Corée	34 316	36 248	33 906	45 061	61 525	46 793	55 021	66 545	86 099	87 163	88 544
Danemark	3 154	3 805	3 862	4 016	4 177	4 060	5 435	5 136	5 823	7 102	6 778
Espagne	4 969	5 115	5 683	6 055	6 137	6 161	5 897	7 615	8 218	8 280	8 547
États-Unis	123 802	140 814	135 108	148 465	182 262	152 150	132 614	136 631	149 273	154 917	169 027
Finlande	5 935	6 920	8 656	9 343	11 555	9 414	9 789	11 085	11 563	14 557	14 640
France	25 892	28 155	32 257	32 084	35 689	30 455	27 827	28 209	32 328	33 182	38 120
Grèce	182	219	257	315	481	381	397	456	585	525	700
Hongrie	663	3 294	4 761	5 943	7 776	7 510	8 938	11 967	16 983	17 277	19 353
Irlande	13 265	16 224	18 637	23 644	26 349	29 732	27 260	22 565	23 673	24 933	24 521
Islande	2	3	4	5	12	9	13	17	18	25	16
Italie	13 047	11 711	11 890	11 777	12 842	12 825	11 435	12 549	14 659	15 162	15 386
Japon	103 213	104 239	93 612	101 473	123 548	94 696	95 015	106 655	124 242	121 474	125 089
Luxembourg	..	..	..	1 102	1 114	1 552	1 300	1 103	1 229	1 390	1 143
Mexique	16 422	20 369	24 678	30 432	38 267	38 058	36 324	35 906	41 336	43 870	53 462
Norvège	1 301	1 432	1 513	1 502	1 430	1 525	1 345	1 471	1 670	1 858	2 173
Nouvelle-Zélande	232	290	299	280	286	273	314	365	464	494	509
Pays-Bas	24 899	31 926	31 584	35 396	41 218	34 543	31 593	45 505	58 305	64 748	70 049
Pologne	648	917	1 295	1 242	1 424	1 738	2 154	2 652	3 341	4 123	6 124
Portugal	1 371	1 357	1 465	1 781	1 893	2 065	2 012	2 716	2 899	3 184	3 907
République slovaque	..	310	386	409	464	574	624	1 032	1 896	3 200	5 518
République tchèque	894	962	1 513	1 339	2 128	3 201	4 790	5 922	9 104	9 778	13 498
Royaume-Uni	43 116	47 039	48 019	48 964	55 865	53 396	51 657	43 052	43 848	59 755	91 282
Suède	11 407	12 513	13 224	13 720	16 579	9 353	10 251	11 374	14 807	15 818	16 475
Suisse	4 143	3 919	4 090	4 337	4 712	4 301	3 730	4 237	4 947	5 690	5 512
Turquie	496	647	1 043	924	1 103	1 188	1 714	2 125	3 096	3 395	1 718
Total OCDE	495 502	538 124	545 778	611 620	737 431	639 080	619 068	670 316	789 649	842 660	931 882
Afrique du Sud	..	..	..	..	521	545	493	615	761	798	968
Brésil	..	1 176	1 190	1 479	2 513	2 640	2 420	2 332	2 290	4 038	4 396
Chine	18 584	23 194	27 419	32 663	46 996	55 305	79 377	123 303	180 422	235 167	298 993
Fédération de Russie	..	917	609	755	799	1 009	942	896	1 137	1 157	1 519
Inde	659	545	317	444	714	880	939	1 262	1 205	1 424	1 742

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274688374172

Exportations d'équipement lié aux TIC

Millions de dollars des EU, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388323275862

ACCÈS AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE

Le nombre de connexions téléphoniques – plus précisément le nombre de voies d'accès aux télécommunications fixes et mobiles – a considérablement augmenté dans les pays de l'OCDE. Cette progression est associée à l'utilisation croissante de l'Internet et, surtout ces dernières années, à la popularité toujours plus grande de la téléphonie mobile.

Définition

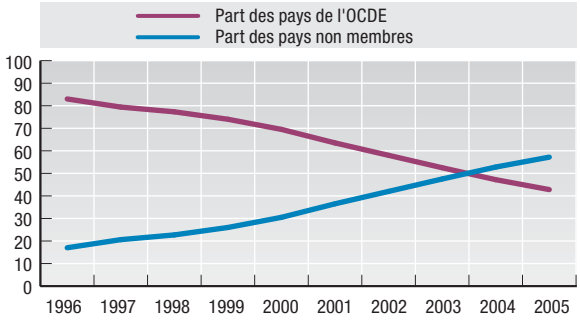
Pour les pays de l'OCDE, le total de voies d'accès de communication correspond au total des lignes fixes (lignes d'accès standard analogiques et lignes RNIS), plus le nombre de DSL, d'abonnements au modem câble et d'abonnements au téléphone mobile. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Fédération de Russie, le total de voies d'accès de communication est le total des lignes téléphoniques principales en service, des lignes RNIS, des abonnements DSL et modem câble et des abonnements au téléphone mobile cellulaire.

Comparabilité

Pour les pays de l'OCDE, les données sont recueillies en fonction de définitions convenues et offrent une très bonne comparabilité. Les données concernant les cinq grands pays non membres de l'OCDE ont été recueillies en partie en suivant les définitions de l'OCDE et en partie fournies par l'Union internationale des télécommunications (UIT). La définition utilisée par l'UIT est légèrement plus étroite que celle retenue par l'OCDE, bien que les données dont on dispose pour les deux groupes de pays puissent être considérées comme étant généralement comparables.

Abonnés aux téléphones portables

Part des pays de l'OCDE et des autres dans le total mondial, 1996-2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388334473148

Tendances à long terme

L'accès aux réseaux de télécommunications continue de progresser dans tous les pays membres de l'OCDE. À la fin de l'année 2005, le nombre total de voies de télécommunications fixes et mobiles dépassait 1.5 milliard, soit une progression de 8.8 % par rapport à 2004 et une progression annuelle moyenne de plus de 8.5 % depuis 1997.

La croissance ne se manifeste pas sur toutes les plates-formes. Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile cellulaire continue d'augmenter. En 2005, on a dénombré 97 millions d'abonnés mobiles supplémentaires. En revanche, certains segments du marché des connexions fixes ont commencé à fléchir. Le nombre de lignes d'accès fixes a baissé tant en 2003 qu'en 2004 et en 2005 et ce mouvement va sans doute se poursuivre dans les années à venir.

En 2005, dans tous les pays de l'OCDE sauf deux – Mexique et Turquie –, on dénombrait plus d'une voie d'accès aux télécommunications par habitant et dans dix-sept pays plus d'une et demie par habitant : Espagne, Autriche, Australie, Portugal, Nouvelle-Zélande, Allemagne, Pays-Bas, Grèce, Norvège, Suisse, Finlande, Royaume-Uni, Danemark, Italie, Suède, Islande et Luxembourg.

Parmi les cinq pays non membres de l'OCDE présentés ici, c'est en Chine que la croissance a été la plus spectaculaire. Le nombre de voies d'accès pour cent habitants est passé de moins de une en 1991 à 60 en 2005. La Fédération de Russie a le nombre le plus important de voies d'accès pour cent habitants parmi ces pays. L'Inde fait exception à cet égard puisque malgré une croissance soutenue durant la période, on n'y dénombrait encore qu'environ treize voies d'accès pour cent habitants en 2005.

La tendance croissante vers la libéralisation, et par conséquent l'utilisation des cartes prépayées sur les marchés compétitifs, a favorisé la croissance des communications à partir des téléphones mobiles aussi bien dans les pays de l'OCDE que dans les pays non membres. En 2004, le nombre total d'utilisateurs de téléphones mobiles dans les pays non membres a dépassé le total de la zone OCDE.

Sources

- UIT (2006), *World Telecommunications Indicators Database*.
- OCDE (2007), *Les perspectives des communications de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Caspary, G. et D. O'Connor (2003), *Providing Low-cost Information Technology Access to Rural Communities in Developing Countries: What Works? What Pays?*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 229, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2006*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Politique des télécommunications et d'Internet, *www.oecd.org/sti/telecom*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Voies d'accès

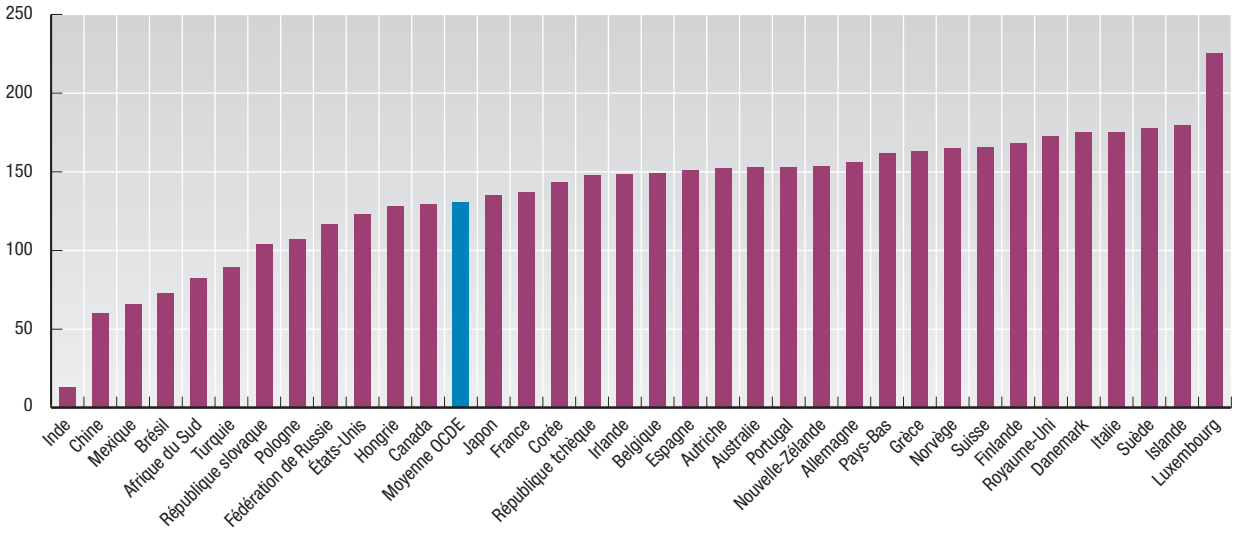
Nombre de voies d'accès aux télécommunications de base pour 100 habitants

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	45.5	48.7	52.6	53.7	57.0	59.6	66.3	77.4	107.2	118.7	123.7	131.8	145.8	156.2
Australie	51.2	53.7	55.5	62.3	72.9	76.8	81.1	86.5	96.5	111.5	120.6	129.6	140.5	152.6
Autriche	46.4	48.1	49.8	51.6	54.0	59.4	72.2	97.7	120.2	126.1	128.3	133.7	145.7	152.2
Belgique	43.1	44.3	46.1	48.3	51.8	59.1	63.6	76.5	100.0	121.0	128.3	135.1	143.0	149.2
Canada	60.9	62.9	65.9	57.1	72.5	76.7	82.5	86.5	96.7	106.9	111.3	116.9	122.9	129.2
Corée	36.3	38.8	41.7	45.6	50.8	60.4	75.1	98.3	113.1	126.7	136.4	134.9	140.7	143.0
Danemark	62.2	65.9	69.8	77.2	86.9	87.2	96.8	109.4	124.4	137.7	148.7	156.4	166.7	175.0
Espagne	35.7	37.1	38.4	40.7	46.9	51.6	59.2	80.3	103.7	116.8	135.2	139.1	138.7	151.2
États-Unis	59.7	62.1	65.9	70.9	65.6	71.1	76.4	82.6	90.8	94.7	100.3	103.7	112.6	122.8
Finlande	61.4	53.5	54.4	55.5	84.8	97.5	112.6	121.7	131.7	141.2	148.9	153.0	158.0	168.3
France	52.1	53.5	55.0	57.8	57.8	63.3	70.4	84.4	97.9	109.4	112.6	119.5	127.7	136.7
Grèce	42.8	45.2	48.4	51.1	54.7	59.1	70.1	87.6	107.1	125.8	137.3	145.1	151.1	163.2
Hongrie	12.7	15.2	18.8	24.1	30.6	37.5	44.1	51.2	65.3	82.9	100.9	112.5	121.5	128.3
Irlande	32.5	34.3	36.8	40.1	46.5	54.9	68.2	86.9	96.3	114.8	121.9	128.9	137.8	148.5
Islande	59.5	61.0	64.0	67.2	74.6	81.6	96.8	120.3	134.4	141.6	154.0	163.4	168.1	179.5
Italie	43.1	44.7	47.1	50.7	55.3	65.1	79.8	96.7	117.5	133.8	137.8	147.3	159.1	175.1
Japon	47.9	49.0	51.6	58.5	71.2	80.2	87.0	94.1	102.0	109.3	117.3	125.0	130.9	134.8
Luxembourg	52.8	55.3	58.5	62.7	70.9	77.8	83.8	98.4	125.7	155.0	163.4	177.9	206.2	225.5
Mexique	8.2	9.1	10.1	10.5	10.7	11.7	13.9	19.2	26.8	35.6	40.5	45.6	55.3	65.5
Norvège	59.5	62.7	68.8	78.6	85.4	94.3	102.6	114.6	125.8	132.7	138.1	144.8	159.8	165.0
Nouvelle-Zélande	47.0	48.0	53.0	56.7	58.8	65.1	79.1	86.0	102.2	108.5	111.6	121.0	135.6	153.2
Pays-Bas	49.8	51.3	53.0	55.5	59.0	69.3	70.8	95.8	123.1	125.3	128.7	139.9	162.4	161.5
Pologne	10.3	11.5	13.1	15.0	17.5	21.5	26.9	34.8	46.2	58.0	67.7	77.2	93.3	107.3
Portugal	30.6	33.8	36.5	39.2	43.8	53.3	68.8	84.2	102.3	114.7	120.3	135.5	140.8	153.1
République slovaque	15.5	16.8	18.9	21.1	23.7	29.6	37.2	43.0	55.4	68.6	80.4	92.6	103.5	103.7
République tchèque	17.7	19.1	21.1	19.0	29.3	36.8	45.7	55.9	80.3	104.0	117.8	127.8	137.2	147.5
Royaume-Uni	47.9	50.8	54.3	58.6	63.0	65.7	76.0	94.7	114.2	130.3	137.2	143.9	159.1	172.4
Suède	76.2	77.5	83.7	91.0	96.8	104.5	115.2	126.8	141.4	151.8	161.0	171.2	172.2	177.5
Suisse	63.4	65.3	67.1	69.6	68.0	74.9	83.0	100.6	122.2	130.7	139.0	147.9	154.2	165.3
Turquie	16.3	20.6	22.5	23.7	24.1	27.8	32.3	40.2	49.6	54.4	60.7	66.4	75.7	89.0
Moyenne OCDE	43.1	45.2	48.0	51.6	53.8	59.3	66.2	76.7	90.0	99.2	105.9	111.8	121.0	130.6
Afrique du Sud	9.2	9.4	10.3	11.1	12.4	15.2	19.3	24.1	29.6	34.5	40.2	46.6	54.9	82.2
Brésil	7.2	7.4	8.2	9.2	10.9	13.2	16.4	23.7	31.6	38.3	42.2	48.5	61.7	73.0
Chine	1.0	1.5	2.4	3.7	5.0	6.7	8.9	12.1	18.2	25.2	32.5	42.4	52.1	60.0
Fédération de Russie	15.4	15.8	16.2	16.9	17.6	19.4	20.3	22.0	24.1	28.0	36.4	49.7	77.7	111.3
Inde	0.8	0.9	1.1	1.3	1.6	2.0	2.4	2.9	3.6	4.4	5.3	6.6	8.7	12.9

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274730311351

Voies d'accès

Nombre de voies d'accès aux télécommunications de base pour 100 habitants, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388332087167

ENVIRONNEMENT

EAU ET RESSOURCES NATURELLES

CONSOMMATION D'EAU

PÊCHERIES

AIR ET SOLS

ÉMISSIONS DE CO_2 DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

DÉCHETS MUNICIPAUX

UTILISATION D'ÉLÉMENTS NUTRITIFS DANS L'AGRICULTURE

CONSOMMATION D'EAU

Les ressources en eaux douce sont d'une importance environnementale et économique majeure. Leur répartition varie beaucoup entre pays et à l'intérieur d'un même pays. Dans les régions arides, elles sont parfois si limitées que la demande ne peut être satisfaite que grâce à des prélèvements incompatibles, du point de vue quantitatif, avec une exploitation durable.

Les prélèvements d'eau, en particulier ceux destinés à l'approvisionnement public, à l'irrigation, à la production industrielle et au refroidissement des centrales électriques, exercent une forte pression sur les ressources avec des incidences importantes sur la quantité et la qualité des ressources en eau. Les principales préoccupations sont liées à l'utilisation irrationnelle de l'eau, et à ses conséquences environnementales et socio-économiques : réduction du débit des cours d'eau, pénuries, salinisation des eaux douces dans les zones côtières, problèmes de santé humaine, recul des zones humides, désertification et limitation de la production alimentaire.

Définition

Il y a prélèvement dès lors que de l'eau douce est extraite d'une source souterraine ou de surface, de manière permanente ou temporaire, et transportée à son lieu d'usage. Si l'eau est restituée à une source de surface, le prélèvement de cette même eau par un utilisateur situé en aval est compté à nouveau dans le calcul des prélèvements totaux.

L'eau d'exhaure et l'eau de drainage sont incluses dans le calcul des prélèvements. L'eau utilisée pour la production d'électricité correspond à une exploitation in situ et n'est pas prise en compte.

Comparabilité

Il convient de garder à l'esprit que les définitions et les méthodes d'estimation employées par les pays membres peuvent varier considérablement et peuvent changer au cours du temps. En général, la disponibilité et la qualité des données sont meilleures en ce qui concerne les prélèvements pour l'approvisionnement public, qui représentent à peu près 15 % de la totalité de l'eau prélevée dans les pays membres de l'OCDE.

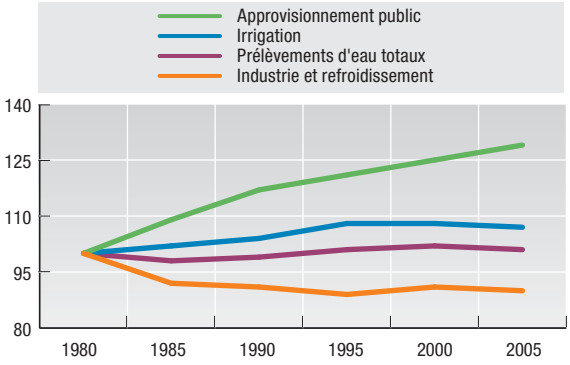
Tendances à long terme

La plupart des pays de l'OCDE ont augmenté leurs prélèvements dans les années 60 et 70 pour répondre à la demande des secteurs agriculture et énergie. Depuis les années 80, certains pays ont stabilisé leurs prélèvements grâce à des techniques d'irrigation plus efficientes, au déclin d'industries grandes consommatrices d'eau (mines et sidérurgie, par exemple), au développement des technologies de production propres et à la réduction des fuites au niveau des conduites. Plus récemment, cette stabilisation reflète pour une part les conséquences des sécheresses alors que la croissance démographique continue d'entraîner une augmentation de l'approvisionnement public.

Au niveau mondial, on estime que la demande en eau a augmenté deux fois plus vite que la population au cours du siècle passé, l'agriculture étant le plus grand consommateur.

Prélèvements d'eau dans les pays de l'OCDE

Année 1980 = 100



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388358114701

Sources

- OCDE (2003), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*, mises à jour du questionnaire OCDE/Eurostat sur l'état de l'environnement de 2004, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Regards sur l'environnement : Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *Problèmes sociaux liés à la distribution et à la tarification de l'eau*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Water: Performance and Challenges in OECD Countries* , OECD Environmental Performance Reviews, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *China in the Global Economy – Environment, Water Resources and Agricultural Policies: Lessons from China and OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Améliorer la gestion de l'eau : L'expérience récente de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Financing Water and Environment Infrastructure: The Case of Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Trade Policy Studies: Liberalisation and Universal Access to Basic Services: Telecommunications, Water and Sanitation, Financial Services, and Electricity*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Water and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies*, OCDE, Paris.
- OCDE, OMS (2003), *Assessing Microbial Safety of Drinking Water: Improving Approaches and Methods*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Indicateurs environnementaux, *www.ocde.org/env/indicators*.
- OCDE Réforme du secteur de distribution et d'assainissement de l'eau, *www.ocde.org/env/water*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

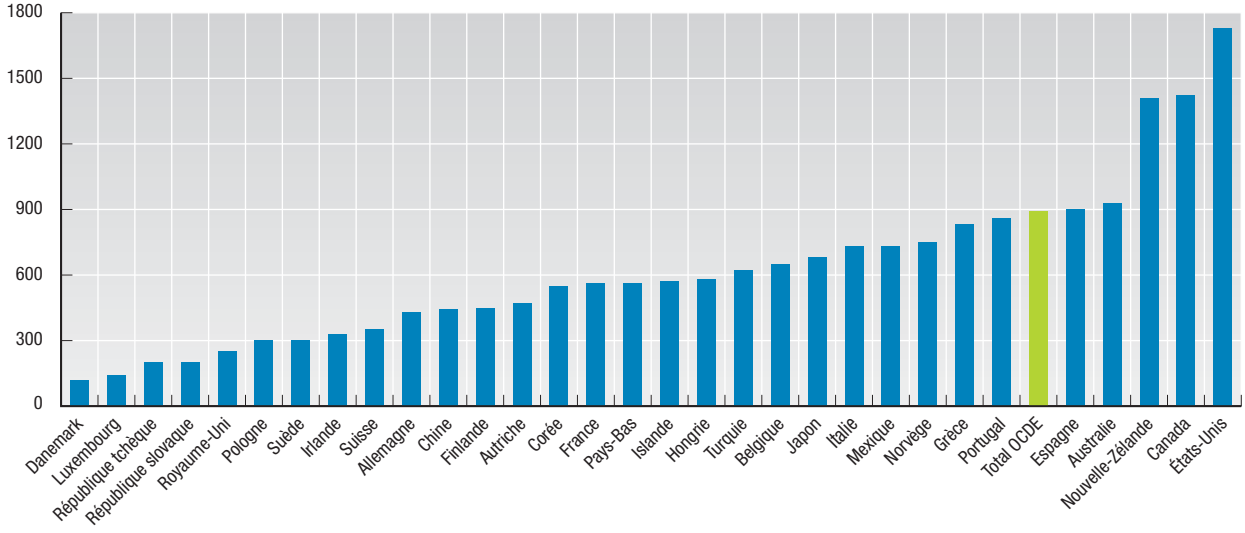
Prélèvements d'eau

	Prélèvements bruts totaux Millions de m^3						Prélèvements par habitant m^3/habitant
	1980	1985	1990	1995	2000	2005 ou dernière année disponible	2005 ou dernière année disponible
Allemagne	42 206	41 216 |	47 873	43 374	40 590	35 557	430
Australie	10 900	14 600	..	24 071	21 703	18 767	930
Autriche	3 342	3 580	3 807	3 449	3 668	3 816	470
Belgique	..	..	..	8 255	7 546	6 749	650
Canada	37 594	42 383	45 096	42 214	..	42 214	1 420
Corée	17 510	18 580	20 570	23 670	26 020	26 193	550
Danemark	1 205	..	1 261	887	726	668	120
Espagne	39 920	46 250	36 900	33 288	37 071	36 992	900
États-Unis	517 720	467 335	468 620	470 514	476 800	476 800	1 730
Finlande	3 700	4 000	2 347	2 586	2 346	2 319	450
France	30 972	34 887	37 687	40 671 |	32 715	33 164	560
Grèce	5 040	5 496	7 030	8 695	..	8 695	830
Hongrie	4 805	6 267	6 293	5 976 |	6 621	5 818	580
Irlande	1 070	..	..	1 176	..	1 176	330
Islande	108	112	167	165	163	165	570
Italie	..	..	..	..	41 982	41 982	730
Japon	86 000	87 198	88 889	89 078	87 148	86 210	680
Luxembourg	..	67	59	57	60	60	140
Mexique	56 003	..	..	73 672	70 428 |	75 431	730
Norvège	..	2 025	..	2 420	3 245	3 391	750
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	5 410	5 410	1 410
Pays-Bas	9 198	9 349	7 984	6 507	8 937	8 937	560
Pologne	15 131	16 409	15 164	12 924	11 994	11 548	300
Portugal	10 500	..	8 600	10 849	8 808	8 808	860
République slovaque	2 232	2 061	2 116	1 386	1 171	1 064	200
République tchèque	3 622	3 679	3 623	2 743	1 918	2 028	200
Royaume-Uni	13 514	11 533	12 052	12 117	15 022	13 649	250
Suède	4 106	2 970	2 968	2 725	2 688	2 676	300
Suisse	2 589	2 646	2 665	2 571	2 564	2 518	350
Turquie	16 200	19 400	28 073	33 482	43 650	44 849	620
Total OCDE	993 300	974 200	987 700	998 600	1 011 900	1 007 700	890
Chine	..	..	..	..	..	563 298	432

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274783786017

Prélèvements d'eau

m³ par habitant, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388337418560

PÊCHERIES

La pêche contribue de façon notable à la durabilité des revenus, aux possibilités d'emploi et aux apports globaux de protéines. Mais d'un autre côté, la surpêche de certains espèces dans certaines régions fait peser une menace d'épuisement sur les stocks. Dans certains pays, notamment deux pays de l'OCDE au moins – le Japon et l'Islande –, le poisson est la principale source de protéines.

Définition

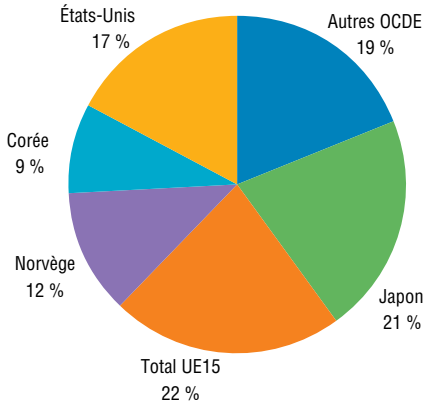
Les chiffres concernent les quantités de poissons marins débarquées, ainsi que les poissons et les crustacés provenant des eaux continentales et élevés en réservoirs d'eau douce et d'eau de mer. Les prises de poissons marins pour chaque pays comprennent les poissons débarqués dans les ports étrangers et nationaux. Le tableau distingue entre la pêche maritime et l'aquaculture en raison de leurs systèmes de production et de leurs taux de croissance différents.

Comparabilité

Les séries chronologiques présentées sont relativement complètes et cohérentes d'une année sur l'autre, mais certaines variations temporelles peuvent refléter des modifications des systèmes de notification. Dans un cas, les chiffres indiqués sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers

En pourcentage de l'OCDE total, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388426380023

Tendances à long terme

Selon les données de la FAO, la production totale de la pêche maritime mondiale a atteint 93.8 millions de tonnes en 2005, dont une contribution de 23 % des pays de l'OCDE. Le Japon, les États-Unis, la Norvège et la Corée étaient les contributeurs les plus importants avec 67 % de la production totale de l'OCDE. Malgré cela, la pêche maritime totale des pays de l'OCDE continue dans l'ensemble à diminuer, selon une moyenne de 3 % depuis une décennie. En conséquence, la contribution relative des pays de l'OCDE dans la production totale de pêche maritime a baissé, passant de 26 % (en 1995) à 23 % (en 2005), bien que cela représente une augmentation par rapport aux 21 % de 2002. La production de pêche maritime a subi la diminution la plus importante au Danemark, en Grèce et au Japon. Elle s'est cependant accrue dans quelques pays – le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande – ont tous augmenté leurs tonnages d'une moyenne de 1 % ou plus par an entre 1995 et 2005.

La production aquacole totale de l'OCDE s'est accrue selon une moyenne de 1.3 % par an entre 1995 et 2005. Au niveau mondial, le secteur de l'aquaculture a augmenté selon une moyenne de 8.8 % depuis 1970. Les pays de l'OCDE ont contribué pour plus de 11 % au total de la production aquacole mondiale en 2005. Des taux élevés de croissance ont persisté au Canada, en Irlande et en Norvège, tandis qu'aux États-Unis et au Japon, ils ont enregistré une légère diminution. La production aquacole de l'Union européenne a augmenté de presque 2 % par an sur la même période. L'aquaculture représente 20 % de la production totale de pêcheries de l'OCDE en 2005, et 43 % de la production mondiale.

Source

- OCDE (2007), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Vol. 2 – Statistiques nationales, 2002-2004, Édition 2006*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *La libéralisation du secteur de la pêche : Sa portée et ses effets*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Coûts de gestion des pêcheries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Fish Piracy: Combating Illegal, Unreported and Unregulated Fishing*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Pourquoi la pêche pirate perdure : Les ressorts économiques de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les aides financières au secteur de la pêche : Leurs répercussions sur le développement durable*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *The Development Dimension – Fishing for Coherence: Proceedings of the Workshop on Policy Coherence for Development in Fisheries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les mécanismes du marché au service de la pêche : Comment faciliter leur utilisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, OCDE, Paris.
- OCDE et FAO (2008), *Globalisation and Fisheries – Proceedings of an OECD-FAO Workshop*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2006), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Volume 1 : Politiques et statistiques de base, Édition 2005*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Pêcheries, *www.oecd.org/agr/peche*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Pêche en mer et production de l'aquaculture

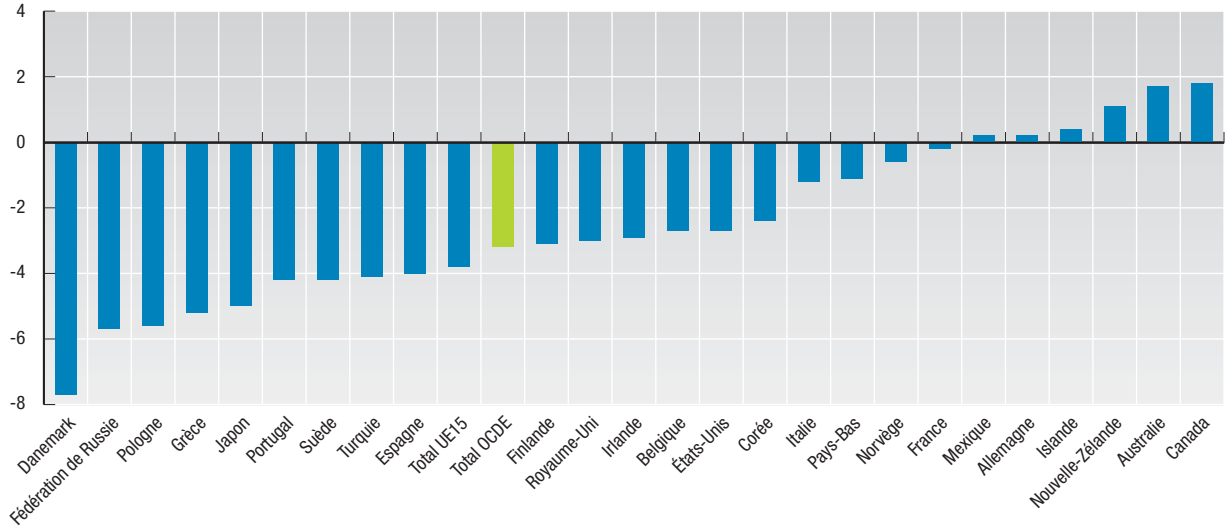
Milliers de tonnes

	Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers							Aquaculture						
	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	241	194	179	182	222	223	246	40	45	43	50	64	57	57
Australie	201	185	187	187	215	231	237	24	37	40	44	44	51	48
Autriche	-	-	-	-	-	-	-	4	..	..	..	..	..	..
Belgique	29	27	27	26	24	24	22	2	2	2	2	..	..	..
Canada	854	1 008	1 060	1 042	1 088	1 452	1 020	66	127	153	177	157	145	145
Corée	2 322	2 090	2 142	1 867	1 831	1 752	1 829	1 017	667	668	794	844	938	1 057
Danemark	2 025	1 524	1 501	1 433	1 028	1 090	913	45	44	42	37	38	43	39
Espagne	1 075	1 002	941	747	774	687	717	224	312	313	328	313	362	273
États-Unis	4 783	4 245	4 434	4 407	4 402	4 492	3 641	413	373	371	393	420	408	408
Finlande	106	92	96	95	76	89	77	17	15	16	15	13	13	14
France	616	682	665	690	695	663	606	281	267	253	250	240	244	244
Grèce	153	93	91	94	90	91	90	33	88	95	101	102	98	110
Hongrie	-	-	-	-	-	-	-	9	..	..	..	..	..	..
Irlande	379	291	305	281	195	306	282	27	41	54	53	63	59	61
Islande	1 603	1 930	1 942	2 132	1 981	1 730	1 669	4	4	5	3	6	8	8
Italie	301	387	339	304	312	288	268	225	228	264	260	192	233	234
Japon	7 450	5 092	4 814	4 495	4 743	4 515	4 466	1 390	1 292	1 311	1 385	1 306	1 261	1 257
Mexique	1 222	1 193	1 251	1 295	1 303	1 246	1 246	158	46	75	71	70	80	80
Norvège	2 701	2 894	2 862	2 923	2 702	2 671	2 546	278	492	511	554	584	637	657
Nouvelle-Zélande	567	536	501	512	688	633	633	69	87	76	76	87	94	105
Pays-Bas	463	404	404	467	391	379	413	84	92	92	92	..	52	68
Pologne	241	200	207	204	160	174	136	25	32	34	33	32	35	36
Portugal	242	172	173	181	182	163	157	5	8	8	8	8	7	7
République slovaque	-	-	-	-	-	-	-	..	1	1	1	1	1	1
République tchèque	-	-	-	-	-	-	-	19	19	20	19	20	19	20
Royaume-Uni	912	748	738	685	575	654	670	92	144	150	150	212	202	152
Suède	379	341	308	284	281	262	248	8	6	8	6	7	7	7
Suisse	-	-	-	-	-	-	-	1	..	..	..	..	..	..
Turquie	577	461	484	523	463	505	380	22	79	67	61	79	94	118
Total UE15	6 920	5 957	5 734	5 474	4 845	4 918	4 710	1 087	1 290	1 339	1 346	1 271	1 396	1 287
Total OCDE	29 442	25 791	25 587	24 612	24 420	24 319	21 267	4 567	4 544	4 671	4 922	4 901	5 147	5 206
Fédération de Russie	..	4 289	3 833	3 456	3 426	3 174	..	..	205	236	268	289	302	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274846318837

Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1995-2005 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388358644518

ÉMISSIONS DE CO_2 DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

Le dioxyde de carbone (CO_2) constitue la majeure partie des « gaz à effet de serre ». L'ajout de gaz à effet de serre d'origine anthropique à l'atmosphère perturbe l'équilibre radiatif de la Terre. Cela entraîne une élévation de la température à la surface du globe et, par voie de conséquence, a des répercussions sur le climat, le niveau des océans et l'agriculture mondiale.

Définition

Le tableau présente les émissions de CO_2 résultant de la combustion de pétrole, de charbon et de gaz à des fins énergétiques. La combustion du bois, l'incinération des déchets et certaines activités industrielles (fabrication du ciment, par exemple) provoquent elles aussi des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, mais celles-ci sont relativement peu importantes en proportion du total et elles ne sont pas comprises dans ces statistiques. *Les Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* (version révisée 1996) donnent des explications techniques plus complètes sur la mesure des émissions de CO_2 estimées dans ce tableau. Les prévisions fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

Tendances à long terme

Depuis 1971, les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de 92 %, soit une moyenne de 1.9 % par an, et l'on estime une augmentation d'encore 54 % à horizon 2030, soit une moyenne de 1.8 % par an. En 1971, 66 % du total étaient imputables aux pays qui sont membres de l'OCDE aujourd'hui. En raison de l'augmentation rapide des émissions du monde en développement, la part imputable à l'OCDE était descendue à 48 % en 2005, mais on prévoit que celle-ci diminue à 36 % d'ici 2030. De loin, c'est en Asie que les hausses observées dans les pays non membres ont été les plus fortes : les émissions de la Chine ont augmenté de 5.6 % par an entre 1971 et 2005. L'utilisation du charbon en Chine a accru les émissions de CO_2 de 3.5 milliards de tonnes sur cette période.

Les émissions de CO_2 de l'OCDE affichent une baisse importante à deux reprises, à la suite des chocs pétroliers du milieu des années 70 et du début des années 80. Les émissions des économies en transition ont diminué au cours de la dernière décennie, ce qui a contribué à compenser les augmentations enregistrées dans la zone de l'OCDE entre 1990 et aujourd'hui. Cependant, les émissions mondiales n'en ont pas été stabilisées pour autant, car celles des pays en développement ont progressé.

La ventilation des données révèle des variations substantielles entre les différents secteurs. Entre 1971 et 2005, la part combinée d'électricité et de production de chaleur et les transports est passée de la moitié aux deux tiers des émissions totales.

La part des différents combustibles fossiles dans les émissions totales a légèrement évolué au cours de la période. Ainsi, le charbon continue de représenter à peu près 40 % des émissions, comme au début des années 70. Le gaz naturel est quant à lui passé de 15 % en 1971 à 20 % en 2005, et le pétrole de 49 % à 40 %. Les substitutions entre combustibles et l'utilisation croissante des sources d'énergie non fossiles ont réduit le ratio CO_2/approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) de 7 % sur les trente-quatre dernières années.

Comparabilité

Ces estimations des émissions sont sensibles à la qualité des données sur l'énergie à partir desquelles elles sont établies. Par exemple, certains pays, membres ou non de l'OCDE, ont des difficultés à reporter des informations sur les soutages et définissent ceux-ci, à tort, comme étant des carburants utilisés à l'étranger par leurs propres navires et aéronefs. Dès lors que les émissions dues aux soutages ne figurent pas dans les totaux nationaux, la comparaison entre pays devient difficile. Mais, comme les estimations sont réalisées au moyen d'une méthode normalisée et de facteurs d'émission identiques pour tous les pays, de manière générale, la comparabilité entre les pays est assez satisfaisante.

Sources

- AIE (2007), *Émissions de CO_2 dues à la combustion d'énergie : 1971 / 2005 : Edition 2007*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *World Energy Outlook 2007: China and India Insights*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- CEMT (2007), *Transports et émissions de CO_2: Quels progrès ?*, CEMT, Paris.
- AIE (2006), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Climate Policy Uncertainty and Investment Risk*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Security and Climate Policy – Assessing Interactions*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Legal Aspects of Storing CO_2: Update and Recommendations*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Tracking Industrial Energy Efficiency and CO_2 Emissions*, AIE, Paris.
- OCDE (2004), *Voitures propres : Stratégies pour des véhicules peu polluants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Changements climatiques dans les Alpes européennes : Adapter le tourisme d'hiver et la gestion des risques naturels*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *L'économie politique des taxes liées à l'environnement*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

Publications méthodologiques

- OMM, PNUE, OCDE, AIE (1996), *Lignes Directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre – version révisée 1996*, GIEC/OCDE/AIE, Paris..

Bases de données en ligne

- *Emissions de CO_2 dues à la combustion d'énergie.*

OECD FACTBOOK 2008 – ISBN 978-92-64-04054-0 – © OECD 2008

Émissions de CO_2 dues à la combustion d'énergie

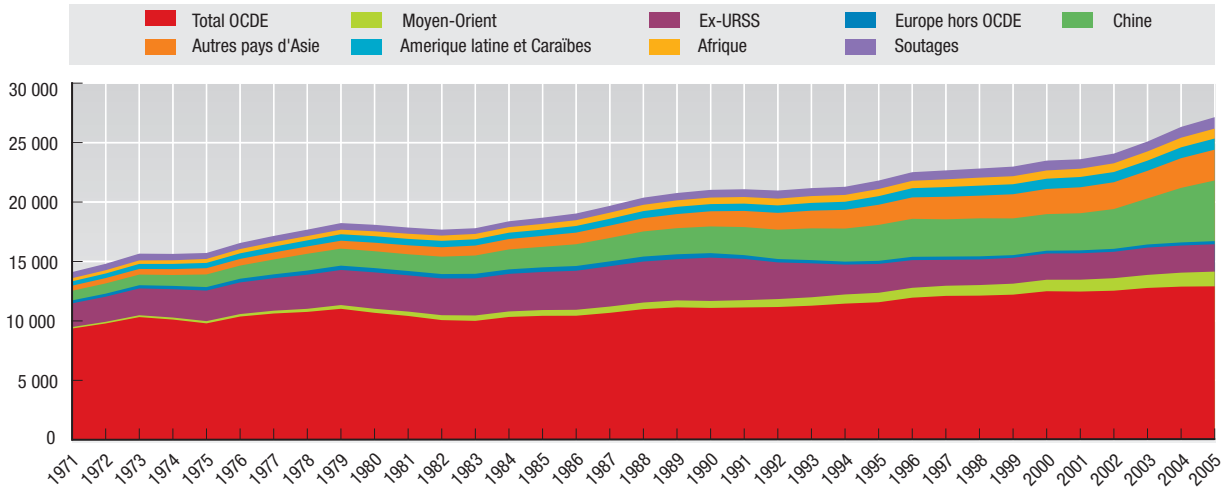
Millions de tonnes

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2030
Allemagne	984	968	881	904	875	867	836	831	851	836	846	850	813	..
Australie	143	260	280	296	311	327	334	339	342	347	348	355	377	..
Autriche	49	58	60	65	64	65	63	64	68	70	75	76	77	..
Belgique	118	109	115	121	119	121	118	119	120	112	120	115	112	..
Canada	340	429	461	477	493	498	509	530	523	532	555	550	549	..
Corée	51	227	362	390	415	359	393	425	438	444	454	464	449	..
Danemark	56	51	58	71	61	57	54	50	52	51	56	51	48	..
Espagne	121	207	236	225	243	251	271	286	288	304	312	330	342	..
États-Unis	4 297	4 850	5 109	5 290	5 436	5 485	5 530	5 701	5 623	5 653	5 712	5 792	5 817	6 891
Finlande	40	55	57	63	61	57	56	54	59	63	72	67	55	..
France	435	355	357	371	364	387	380	379	387	379	387	387	388	..
Grèce	25	71	73	76	79	84	83	88	90	90	94	94	96	..
Hongrie	62	71	59	60	57	58	58	56	56	56	58	57	58	..
Irlande	22	31	33	35	36	39	40	41	44	43	42	42	44	..
Islande	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	..
Italie	295	398	411	407	411	422	422	426	427	434	453	451	454	..
Japon	743	1 058	1 141	1 155	1 150	1 119	1 157	1 172	1 157	1 194	1 203	1 201	1 214	1 182
Luxembourg	15	11	8	8	8	7	8	8	8	9	10	11	11	..
Mexique	97	293	310	316	329	350	343	357	356	360	368	374	389	..
Norvège	24	29	33	34	36	37	39	34	34	33	36	36	37	..
Nouvelle-Zélande	14	21	24	26	29	29	31	32	34	34	36	34	35	..
Pays-Bas	130	158	172	179	175	174	169	174	179	179	185	186	183	..
Pologne	298	349	333	348	338	315	305	293	292	281	292	296	296	..
Portugal	15	40	49	47	49	54	61	60	59	63	59	60	63	..
République slovaque	39	57	41	41	42	40	39	37	39	38	39	38	38	..
République tchèque	151	154	121	125	121	115	108	118	118	115	118	119	118	..
Royaume-Uni	627	558	528	543	520	524	518	522	542	526	540	540	530	..
Suède	83	53	58	64	57	59	57	54	53	55	56	54	51	..
Suisse	39	41	42	42	41	43	43	42	43	42	44	44	45	..
Turquie	42	129	155	172	181	182	181	203	184	194	204	210	219	..
Total UE27	..	4 101	3 879	3 991	3 906	3 902	3 831	3 842	3 927	3 896	4 014	4 021	3 976	4 176
Total OCDE	9 357	11 092	11 569	11 954	12 105	12 126	12 209	12 497	12 469	12 541	12 774	12 885	12 910	15 067
Afrique du Sud	174	255	277	286	299	310	291	299	284	295	321	338	330	..
Brésil	91	193	239	258	276	284	295	305	314	313	306	323	329	..
Chine	800	2 211	2 986	3 160	3 100	3 156	3 046	3 038	3 084	3 309	3 830	4 547	5 060	11 448
Fédération de Russie	..	2 189	1 589	1 562	1 451	1 433	1 473	1 513	1 516	1 503	1 538	1 529	1 544	1 973
Inde	199	587	780	823	866	869	934	968	978	1 008	1 033	1 110	1 147	3 314
Monde	14 112	21 024	21 808	22 512	22 663	22 819	22 981	23 487	23 599	24 076	25 090	26 320	27 136	41 905

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274861083225

Émissions de CO_2 dues à la combustion d'énergie par région

Millions de tonnes



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388441407847

DÉCHETS MUNICIPAUX

La quantité de déchets municipaux produite dans un pays est fonction du taux d'urbanisation, des types et des modes de consommation, des revenus des ménages et des modes de vie. Bien que les déchets municipaux ne constituent qu'une partie de la totalité des déchets produits, leur gestion et leur traitement absorbent souvent plus du tiers des efforts financiers consentis par le secteur public pour lutter contre la pollution.

Les principales préoccupations environnementales sont liées aux répercussions potentielles d'une gestion inadaptée des déchets sur la santé humaine et sur l'environnement (contamination des sols et de l'eau, qualité de l'air, utilisation des terres et paysages).

Les quantités exprimées en kilogrammes de déchets municipaux par habitant (« l'intensité de production de déchets ») sont un indicateur général de la pression potentielle sur l'environnement. Il convient de les compléter avec des informations sur les pratiques et les coûts de gestion des déchets, ainsi que sur les niveaux et modes de consommation.

Définition

Les déchets municipaux sont les déchets collectés et traités par ou pour les municipalités. Ils comprennent les déchets des ménages, y compris les encombrants, les déchets assimilés produits par les activités commerciales, les bureaux, les institutions et les petites entreprises, les déchets d'entretien des jardins et des espaces verts, et les déchets d'entretien de la voirie (nettoyage des rues, contenu des poubelles publiques et déchets des marchés). La définition exclut les déchets issus de l'assainissement des eaux usées municipales, ainsi que les déchets municipaux de construction et de démolition.

Comparabilité

La définition des déchets municipaux et les méthodes d'enquête employées varient d'un pays à l'autre.

Les principaux problèmes tiennent à la prise en compte des déchets de type ménager produits par les activités commerciales, ainsi que des collectes sélectives réalisées par des entreprises privées.

Les données sur le Canada et la Nouvelle-Zélande portent uniquement sur les déchets des ménages.

Le total OCDE ne comprend pas la République tchèque, la Hongrie, la Corée, la Pologne et la République slovaque. La valeur par habitant couvre tous les pays de l'OCDE.

Tendances à long terme

En augmentation depuis 1980, la quantité de déchets municipaux produite dans la zone de l'OCDE (trente pays) a dépassé 650 millions de tonnes ces dernières années (560 kg par habitant). L'évolution de l'intensité de production (kilogrammes par habitant) suit en gros celles des dépenses de consommation finale privée et du PIB, abstraction faite d'un léger ralentissement ces dernières années.

La quantité de déchets municipaux est également fonction des pratiques nationales de gestion des déchets. Seuls quelques pays ont réussi à réduire le volume des déchets solides qui doivent être éliminés. Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, l'augmentation de la richesse matérielle, associée à la croissance économique et à l'évolution des modes de consommation, tend à provoquer une hausse de la production de déchets par habitant.

Sources

- OCDE (2005), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Regards sur l'environnement : Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Addressing the Economics of Waste*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Economic Aspects of Extended Producer Responsibility*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Toward Waste Prevention Performance Indicators*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Indicateurs environnementaux, *www.ocde.org/env/indicators*.
- OCDE Prévention de la production de déchets et gestion des déchets, *www.ocde.org/env/waste*.

OECD FACTBOOK 2008 – ISBN 978-92-64-04054-0 – © OECD 2008

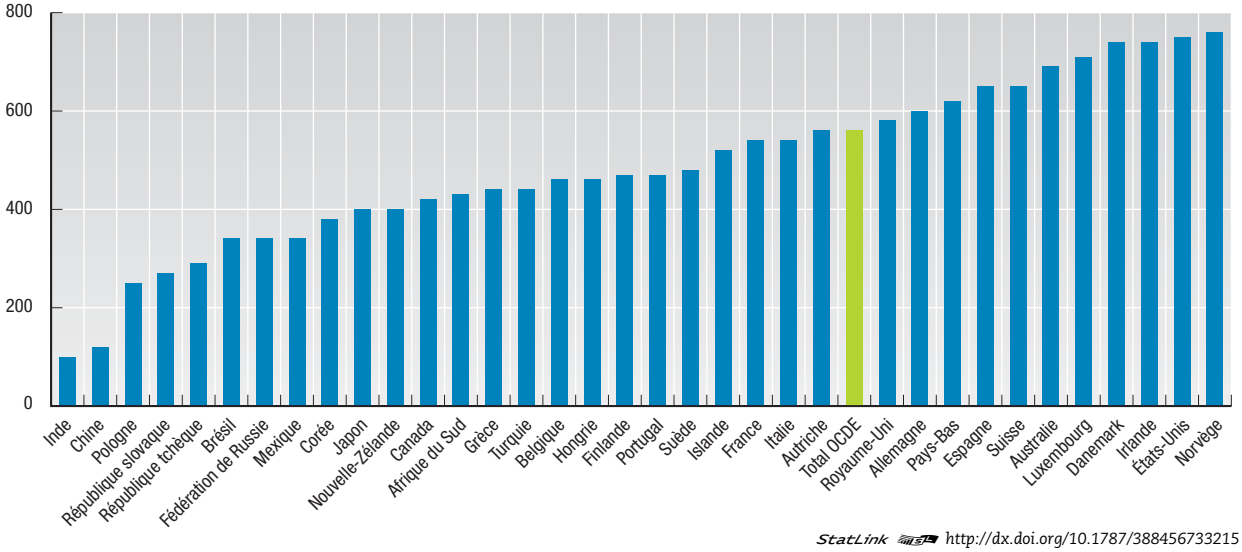
Production de déchets municipaux

	Montants totaux produits Milliers de tonnes						Intensité de production kg/habitant
	1980	1985	1990	1995	2000	2005 ou dernière année disponible	2005 ou dernière année disponible
Allemagne	..	..	..	44 390 |	50 132 |	49 563	600
Australie	10 000	..	12 000	..	13 200	13 200	690
Autriche	..	..	3 204	3 476	4 250	4 588	560
Belgique	2 763	3 055	3 436	4 615	4 783	4 847	460
Canada	..	..	8 925 |	7 030	11 279	13 375	420
Corée	..	20 994	30 646 |	17 438	16 950	18 252	380
Danemark	2 046	2 430	..	2 960	3 546	3 990	740
Espagne	..	..	..	20 076	26 505 |	27 593	650
États-Unis	137 568	149 189	186 167	193 869	215 578	222 863	750
Finlande	..	..	..	2 109	2 600	2 450	470
France	..	..	26 220	28 253	31 232	33 963	540
Grèce	2 500	3 000	3 000	3 200	4 447	4 853	440
Hongrie	..	..	5 500	4 752	4 552	4 632	460
Irlande	640	1 100	..	1 848	2 279 |	3 050	740
Islande	..	..	..	114	130	153	520
Italie	14 041	15 000	20 000	25 780	28 959	31 677	540
Japon	43 995	43 450	50 441	50 694	52 362	51 607	400
Luxembourg	128	131	224 |	240	285	321	710
Mexique	..	..	21 062 |	30 510	30 733	36 088	340
Norvège	1 700	1 968	2 000	2 722	2 755	3 498	760
Nouvelle-Zélande	880	..	1 140	1 431	1 541	1 541	400
Pays-Bas	7 050	6 933	7 430	8 469	9 769	10 178	620
Pologne	10 055	11 087	11 098	10 985	12 226	9 354	250
Portugal	1 980	2 350	3 000	3 855	4 531	5 009	470
République slovaque	..	1 901	1 600	1 620	1 707 |	1 468	270
République tchèque	..	2 600	..	3 200	3 434	2 954	290
Royaume-Uni	..	..	27 100	28 900	33 954	35 077	580
Suède	2 510	2 650	3 200	3 555	3 796	4 347	480
Suisse	2 790	3 398	4 101	4 200	4 728	4 855	650
Turquie	12 000	18 000	22 315	27 234	30 617 |	31 352	440
Total OCDE	367 000	397 000	479 000	526 000	586 000	614 000	560
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	20 000	430
Brésil	..	..	..	..	..	58 000	340
Chine	..	..	..	..	..	155 768	120
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	50 000	340
Inde	..	..	..	..	..	108 000	100

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274862546854

Production de déchets municipaux

kg par habitant, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388456733215

UTILISATION D'ÉLÉMENTS NUTRITIFS DANS L'AGRICULTURE

Les apports d'éléments nutritifs, tels que l'azote et le phosphore, jouent un rôle important dans les systèmes agricoles car d'eux dépend la productivité des cultures, et un déficit d'éléments nutritifs peut amoindrir la fertilité des sols. L'accumulation d'un excédent d'éléments fertilisants au-delà des besoins des cultures et plantes fourragères peut se solder par des pertes constituant à la fois une source d'inefficacité économique et une atteinte à l'environnement, lorsqu'elles entraînent une pollution de l'eau (eutrophisation, par exemple) et de l'air (émissions d'ammoniac, par exemple), alors que les réserves mondiales de phosphore s'amenuisent, menaçant la durabilité de cette ressource.

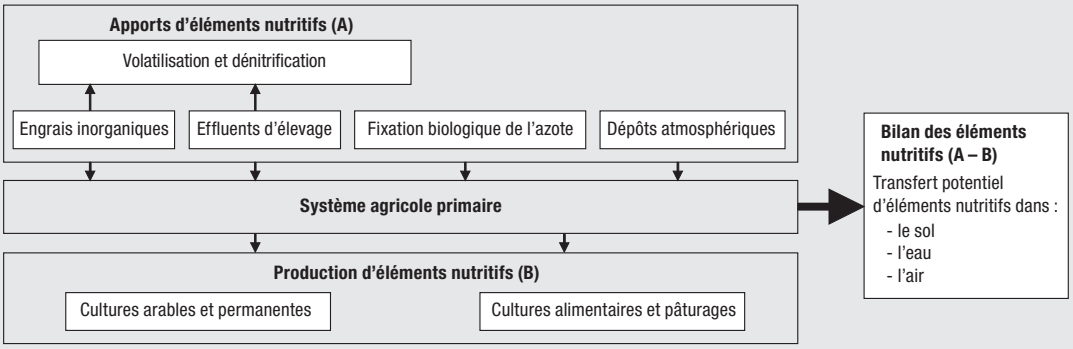
Définition

Les bilans bruts des éléments fertilisants correspondent à la différence entre la quantité totale d'éléments fertilisants qui entrent dans un système agricole sous forme d'intrants, et la quantité qui le quitte sous forme de produits. Ce calcul peut donner une indication de l'état des pressions sur l'environnement, telles qu'un recul de la fertilité des sols en situation de déficit d'éléments fertilisants ou, en cas d'excédent, un risque de pollution des sols, de l'air et de l'eau.

Comparabilité

Les indicateurs de bilan des éléments fertilisants sont exprimés en kilogrammes d'éléments fertilisants excédentaires (déficitaires) par hectare de terres agricoles par an, et en variations des quantités physiques (tonnes) d'excédents (de déficits) d'éléments fertilisants. Le premier est un indicateur d'intensité, tandis que le second donne une indication de la tendance et du niveau de la pression physique potentielle des excédents d'éléments nutritifs sur l'environnement.

Principaux éléments pour le bilan brut des éléments nutritifs (azote et phosphore) de l'OCDE



L'excédent d'éléments nutritifs des cultures/pâturages s'introduit dans l'environnement, polluant potentiellement les sols, l'eau et l'air, mais un déficit d'éléments nutritifs peut également se produire au détriment de la fertilité des sols et de la productivité des cultures.

Tendances à long terme

Le recul des bilans excédentaires a contribué à réduire les pressions sur les sols, l'eau et l'air, même si un tiers des pays de l'OCDE ont enregistré une hausse de leurs excédents. Les excédents d'azote croissants ou élevés résultent le plus souvent de l'intensification de la production animale, étant donné que la croissance de l'usage d'engrais azotés chimiques a été limitée dans la plupart des pays. L'adoption généralisée de plans de gestion des éléments fertilisants a permis de réduire les excédents, mais des progrès peuvent encore être réalisés pour ramener les quantités d'éléments fertilisants à des niveaux qui ne nuisent pas à l'environnement. Dans la plupart des pays, les moyennes nationales masquent des variations considérables des niveaux et évolutions des bilans des éléments fertilisants au plan régional.

Source

- OCDE (2008), *Performance de l'agriculture de l'OCDE en matière d'environnement depuis 1990 : Indicateurs environnementaux pour l'agriculture, Volume 4*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (1999), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : Concepts et cadre d'analyse, volume 1*, OCDE, Paris.
- OCDE (1999), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : Questions clés et conception – "Le séminaire de York", Volume 2*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture, Volume 3*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Performance de l'agriculture des pays de l'OCDE en matière d'environnement depuis 1990*, OCDE, Paris.

Publications methodologiques

- OCDE (2007), *Base de données Nitrogen Balance de l'OCDE*, disponible seulement en ligne sur le site Internet ci-dessous, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Base de données Phosphorus Balance de l'OCDE*, disponible seulement en ligne sur le site Internet ci-dessous, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

- OCDE (1999), *Base de données Nitrogen Balance de l'OCDE*.

Sites Internet

- Indicateurs agro-environnementaux de l'OCDE, *www.oecd.org/agr/env/indicators.htm*.

OECD FACTBOOK 2008 – ISBN 978-92-64-04054-0 – © OECD 2008

Bilans agricoles bruts en éléments nutritifs

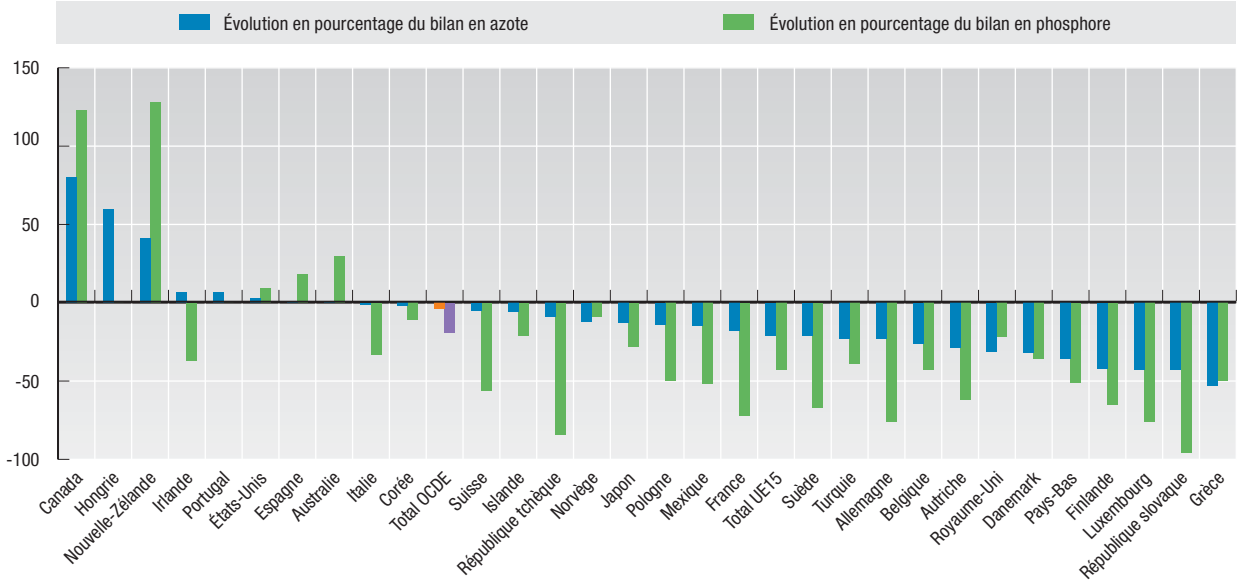
Bilan en kg d'éléments nutritifs par hectare du territoire agricole total

	Azote			Phosphore		
	Moyenne 1990-1992	Moyenne 2002-2004	Variation en %	Moyenne 1990-1992	Moyenne 2002-2004	Variation en %
Allemagn	145	113	–22	16	4	–75
Australie	16	17	5	1	1	35
Autriche	66	48	–27	7	3	–61
Belgique	255	184	–28	41	23	–45
Canada	19	35	85	1	1	137
Corée	213	240	13	47	48	2
Danemark	178	127	–29	17	11	–33
Espagne	32	33	5	6	8	23
États-Unis	34	37	7	3	3	13
Finlande	83	55	–34	20	8	–60
France	63	54	–16	13	4	–71
Grèce	32	15	–52	8	4	–49
Hongrie	21	37	74	–4	–1	..
Irlande	76	83	9	10	6	–35
Islande	7	7	–5	2	1	–21
Italie	33	39	16	14	11	–22
Japon	180	171	–5	65	51	–21
Luxembourg	229	129	–44	48	11	–77
Mexique	27	22	–18	2	1	–53
Norvège	92	77	–16	15	13	–13
Nouvelle-Zélande	31	46	46	6	14	136
Pays-Bas	345	229	–34	38	19	–49
Pologne	49	48	–2	5	3	–43
Portugal	42	47	13	15	15	5
République slovaque	80	46	–43	15	1	–96
République tchèque	77	70	–9	10	2	–84
Royaume-Uni	56	43	–23	15	13	–13
Suède	57	48	–16	5	2	–65
Suisse	77	76	–1	12	5	–55
Turquie	37	28	–24	9	5	–40
Total UE15	113	83	–26	18	10	–48
Total OCDE	88	74	–17	16	10	–37

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274874233644

Bilans agricoles bruts en azote et en phosphore

Variations des moyennes de 1990-92 et 2002-2004, en tonnes d'éléments nutritifs



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388535066677

ÉDUCATION

RÉSULTATS

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

ÉVOLUTION DES TAUX D'OBTENTION D'UN DIPLÔME DE L'ENSEIGNEMENT TERTIAIRE

NIVEAU DE FORMATION SUPÉRIEURE

DÉPENSES D'ÉDUCATION

DÉPENSES DANS L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE

REVENUS RELATIFS DES DIPLÔMÉS

DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES D'ÉDUCATION

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

Avec quelle efficacité les systèmes scolaires dotent-ils les jeunes d'un solide socle de connaissances et de qualifications qui les arment pour la vie et pour continuer à apprendre au-delà de l'école ? Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) évalue les savoirs et savoir-faire que les jeunes ont acquis à l'âge de 15 ans, c'est-à-dire vers la fin de la scolarité obligatoire, en sciences, en mathématiques, en compréhension de l'écrit et dans les compétences transdisciplinaires.

PISA 2006 expose également l'attitude des étudiants à l'égard de la science et de l'environnement, leur intérêt pour la science, et dans quelle mesure ils sont conscients des opportunités que leurs compétences en science peuvent ouvrir pour leur vie active, ainsi que les propositions d'apprentissage de la science et des questions environnementales offertes par les établissements.

Définition

L'enquête PISA couvre les sciences, les mathématiques et la compréhension de l'écrit. Le cycle d'évaluation 2006 du PISA prévoyait des tests d'une durée totale de trois heures et demie en sciences, de deux heures en mathématiques, et d'une heure en compréhension de l'écrit. Chaque élève devait consacrer deux heures aux tests.

La *culture scientifique* est la capacité à utiliser des connaissances scientifiques pour identifier des questions, acquérir de nouvelles connaissances, pour expliquer des phénomènes scientifiques et pour tirer des conclusions fondées sur des faits aux problèmes liés à la science.

La *culture mathématique* est l'aptitude à identifier et à comprendre le rôle que les mathématiques jouent dans le monde, à porter des jugements fondés et à utiliser et à s'engager dans des activités mathématiques afin de satisfaire les besoins de la vie de chaque individu en tant que citoyen constructif, impliqué et réfléchi.

La *compréhension de l'écrit* est la compréhension, l'utilisation et l'interprétation des textes écrits afin de permettre à chacun de réaliser ses objectifs, de développer ses connaissances et son potentiel et de prendre une part active dans la société.

Comparabilité

Des experts éminents des pays participants formulent des avis sur l'ampleur et la nature des évaluations et les décisions finales à cet égard sont prises par les gouvernements des pays de l'OCDE. Des ressources et des efforts considérables sont mis en œuvre pour rendre compte des diversités culturelles et linguistiques et pour les concilier dans les matériels d'évaluation et des mécanismes stricts d'assurance qualité sont appliqués au stade de la traduction, de l'échantillonnage et de la collecte de données.

Plus de 400 000 élèves de 15 ans dans 57 pays participants ont été évalués dans le cadre du cycle 2006 du PISA. Comme les résultats sont basés sur des échantillons probabilistes, il est possible de calculer les erreurs types d'estimation ; celles-ci sont indiquées dans les tableaux.

En bref

Le graphique « Résultats du PISA 2006 : culture scientifique » montre les résultats en science en termes de différence avec le score moyen de l'OCDE (500). Comme pour le PISA 2003, la Finlande est au premier rang de la catégorie. Pour la Hongrie, la Suède, la Pologne, le Danemark et la France, les résultats scientifiques ne sont pas très différents de la moyenne OCDE. Le tableau « Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : culture scientifique » présente aussi les résultats en science par sexe. Pour la moyenne OCDE, les garçons sont légèrement plus forts que les filles ; les résultats sont nettement meilleurs pour les garçons au Danemark, au Luxembourg, au Mexique, aux Pays-Bas, en Suisse et au Royaume-Uni, tandis qu'ils sont nettement meilleurs pour les filles en Grèce et en Turquie.

Les résultats pour les mathématiques et la compréhension de l'écrit sont présentés dans les graphiques suivants. Dans ces résultats, la Finlande et la Corée sont en compétition pour la première position. L'Allemagne, la Suède, l'Irlande, la France, le Royaume-Uni et la Pologne ne sont pas très loin de la moyenne OCDE en mathématiques. Les autres pays sont nettement au-dessus ou en-dessous de la moyenne OCDE et sont signalés en vert. En compréhension de l'écrit, le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Danemark, l'Autriche et la France ne sont pas très éloignés de la moyenne OCDE. De la même façon que pour les mathématiques, les pays qui se trouvent nettement au-dessus ou en-dessous de la moyenne OCDE sont signalés.

En mathématiques, les filles restent en désavantage dans de nombreux pays, avec une moyenne de 11 points de différence avec les garçons. En revanche, en compréhension de l'écrit, on observe des différences au profit des filles dans de nombreux pays. Dans les pays de l'OCDE, les filles ont en moyenne 38 points d'avance sur les garçons.

Sources

- OCDE (2001), *PISA Connaissances et compétences : des atouts pour la vie – premiers résultats de PISA 2000*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *PISA Apprendre aujourd'hui, réussir demain Premiers résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1 Analyse des résultats*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *PISA Literacy Skills for the World of Tomorrow – Further Results from PISA 2000*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *PISA Résoudre des problèmes, un atout pour réussir : Premières évaluations des compétences transdisciplinaires issues de PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Are Students Ready for a Technology-Rich World? What PISA Studies Tell Us*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Where Immigrant Students Succeed: A Comparative Review of Performance and Engagement in PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Encouraging Student Interest in Science and Technology Studies*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2006), *Compétences en sciences, lecture et mathématiques : Le cadre d'évaluation de PISA 2006*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Base de données PISA de l'OCDE.*

Sites Internet

- Site Internet de PISA, *www.pisa.oecd.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

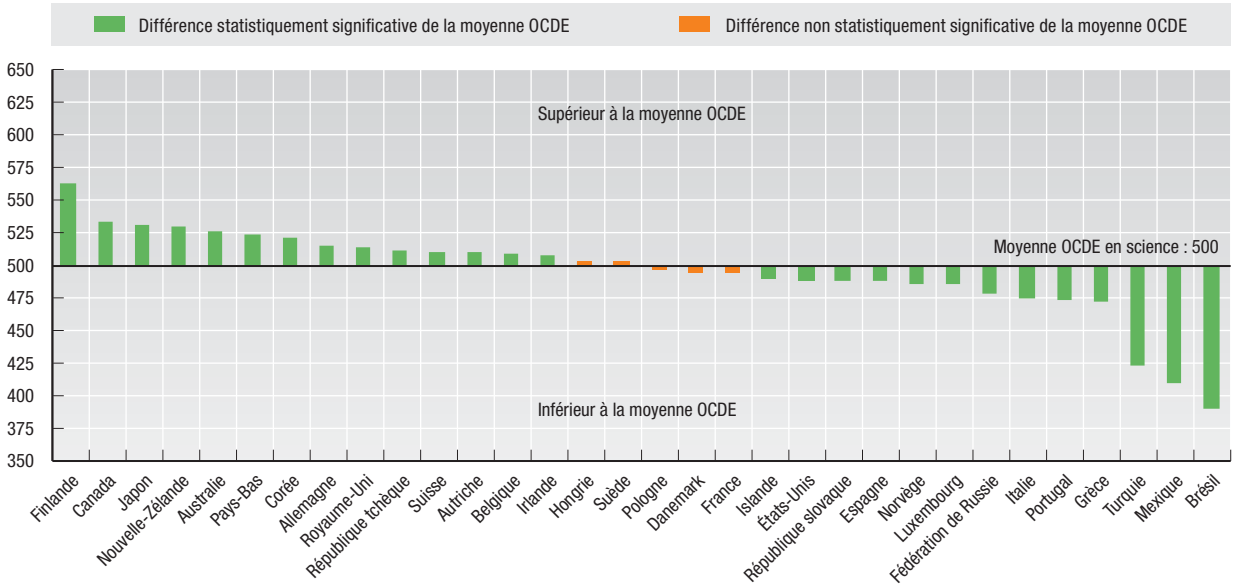
Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : culture scientifique

	Tous les étudiants		Hommes		Femmes		Différence (hommes – femmes)	
	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Différence	Erreur-type
Allemagne	516	3.8	519	4.6	512	3.8	7	3.7
Australie	527	2.3	527	3.2	527	2.7	0	3.8
Autriche	511	3.9	515	4.2	507	4.9	8	4.9
Belgique	510	2.5	511	3.3	510	3.2	1	4.1
Canada	534	2.0	536	2.5	532	2.1	4	2.2
Corée	522	3.4	521	4.8	523	3.9	–2	5.5
Danemark	496	3.1	500	3.6	491	3.4	9	3.2
Espagne	488	2.6	491	2.9	486	2.7	4	2.4
États-Unis	489	4.2	489	5.1	489	4.0	1	3.5
Finlande	563	2.0	562	2.6	565	2.4	–3	2.9
France	495	3.4	497	4.3	494	3.6	3	4.0
Grèce	473	3.2	468	4.5	479	3.4	–11	4.7
Hongrie	504	2.7	507	3.3	501	3.5	6	4.2
Irlande	508	3.2	508	4.3	509	3.3	0	4.3
Islande	491	1.6	488	2.6	494	2.1	–6	3.4
Italie	475	2.0	477	2.8	474	2.5	3	3.5
Japon	531	3.4	533	4.9	530	5.1	3	7.4
Luxembourg	486	1.1	491	1.8	482	1.8	9	2.9
Mexique	410	2.7	413	3.2	406	2.6	7	2.2
Norvège	487	3.1	484	3.8	489	3.2	–4	3.4
Nouvelle-Zélande	530	2.7	528	3.9	532	3.6	–4	5.2
Pays-Bas	525	2.7	528	3.2	521	3.1	7	3.0
Pologne	498	2.3	500	2.7	496	2.6	3	2.5
Portugal	474	3.0	477	3.7	472	3.2	5	3.3
République slovaque	488	2.6	491	3.9	485	3.0	6	4.7
République tchèque	513	3.5	515	4.2	510	4.8	5	5.6
Royaume-Uni	515	2.3	520	3.0	510	2.8	10	3.4
Suède	503	2.4	504	2.7	503	2.9	1	3.0
Suisse	512	3.2	514	3.3	509	3.6	6	2.7
Turquie	424	3.8	418	4.6	430	4.1	–12	4.1
Moyenne OCDE	500	0.5	501	0.7	499	0.6	2	0.7
Total OCDE	491	1.2	492	1.4	490	1.3	3	1.3
Brésil	390	2.8	395	3.2	386	2.9	9	2.3
Fédération de Russie	479	3.7	481	4.1	478	3.7	3	2.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274875832073

Résultats du PISA 2006 : culture scientifique

Résultats moyens



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388548586321

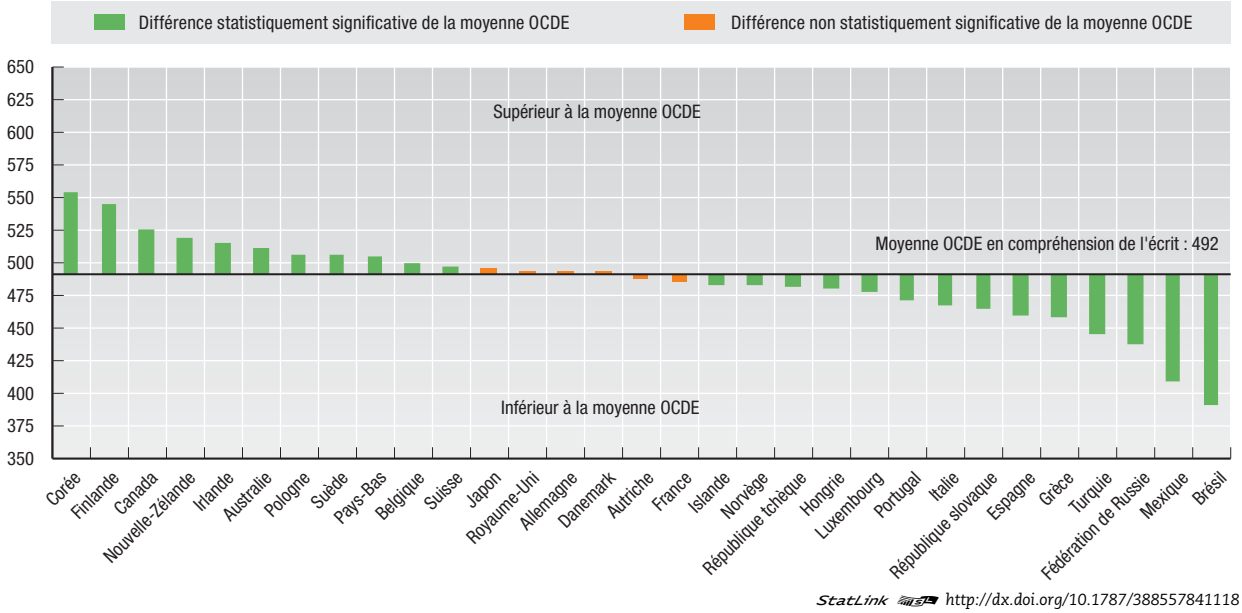
Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : compréhension de l'écrit

	Tous les étudiants		Hommes		Femmes		Différence (hommes – femmes)	
	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Différence	Erreur-type
Allemagne	495	4.4	475	5.3	517	4.4	–42	3.9
Australie	513	2.1	495	3.0	532	2.2	–37	3.6
Autriche	490	4.1	468	4.9	513	5.5	–45	6.0
Belgique	501	3.0	482	4.1	522	3.5	–40	4.8
Canada	527	2.4	511	2.8	543	2.5	–32	2.3
Corée	556	3.8	539	4.6	574	4.5	–35	5.9
Danemark	494	3.2	480	3.6	509	3.5	–30	3.2
Espagne	461	2.2	443	2.6	479	2.3	–35	2.1
Finlande	547	2.1	521	2.7	572	2.3	–51	2.8
France	488	4.1	470	5.2	505	3.9	–35	4.4
Grèce	460	4.0	432	5.7	488	3.5	–57	5.6
Hongrie	482	3.3	463	3.7	503	3.9	–40	4.1
Irlande	517	3.5	500	4.5	534	3.8	–34	4.9
Islande	484	1.9	460	2.8	509	2.3	–48	3.3
Italie	469	2.4	448	3.4	489	2.8	–41	4.0
Japon	498	3.6	483	5.4	513	5.2	–31	7.7
Luxembourg	479	1.3	464	2.0	495	2.1	–32	3.2
Mexique	410	3.1	393	3.5	427	3.0	–34	2.5
Norvège	484	3.2	462	3.8	508	3.3	–46	3.3
Nouvelle-Zélande	521	3.0	502	3.6	539	3.6	–37	4.6
Pays-Bas	507	2.9	495	3.7	519	3.0	–24	3.4
Pologne	508	2.8	487	3.4	528	2.8	–40	2.9
Portugal	472	3.6	455	4.4	488	3.5	–33	3.7
République slovaque	466	3.1	446	4.2	488	3.8	–42	5.4
République tchèque	483	4.2	463	5.0	509	5.4	–46	6.2
Royaume-Uni	495	2.3	480	3.0	510	2.6	–29	3.5
Suède	507	3.4	488	4.0	528	3.5	–40	3.2
Suisse	499	3.1	484	3.2	515	3.3	–31	2.6
Turquie	447	4.2	427	5.1	471	4.3	–44	4.3
Moyenne OCDE	492	0.6	473	0.7	511	0.7	–38	0.8
Total OCDE	484	1.0	466	1.2	502	1.3	–36	1.4
Brésil	393	3.7	376	4.3	408	3.7	–32	3.0
Fédération de Russie	440	4.3	420	4.8	458	4.3	–38	3.2

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/274883325383

Résultats du PISA 2006 : compréhension de l'écrit

Résultats moyens



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388557841118

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

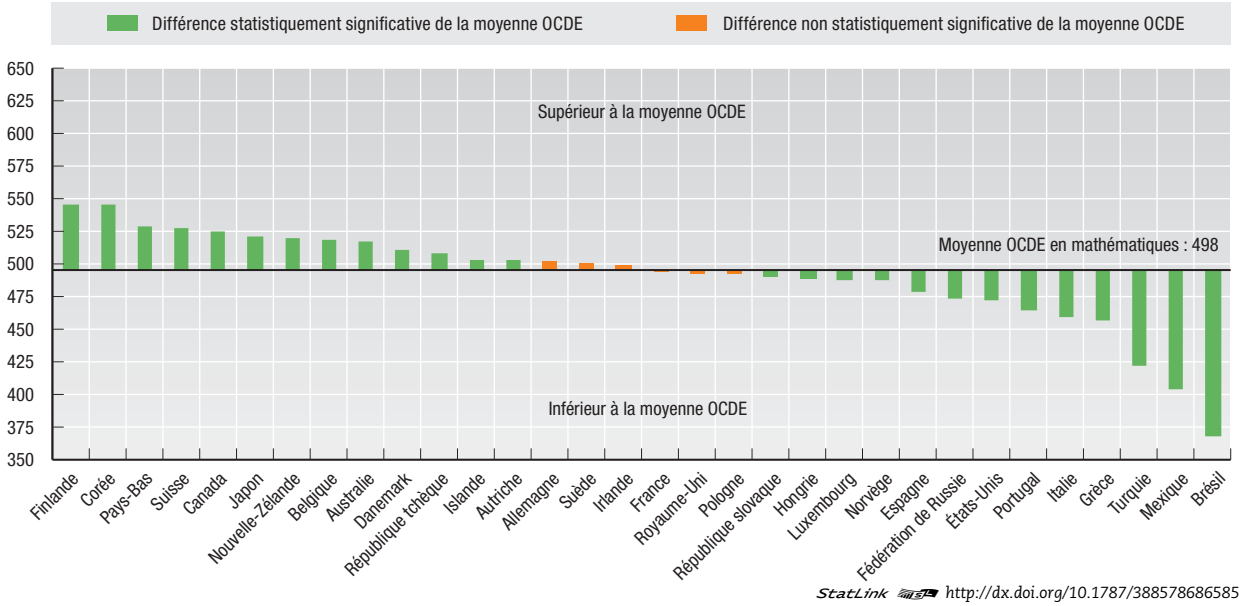
Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : culture mathématique

	Tous les étudiants		Hommes		Femmes		Différence (hommes – femmes)	
	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Différence	Erreur-type
Allemagne	504	3.9	513	4.6	494	3.9	20	3.7
Australie	520	2.2	527	3.2	513	2.4	14	3.4
Autriche	505	3.7	517	4.4	494	4.1	23	4.7
Belgique	520	3.0	524	4.1	517	3.4	7	4.8
Canada	527	2.0	534	2.4	520	2.0	14	1.9
Corée	547	3.8	552	5.3	543	4.5	9	6.3
Danemark	513	2.6	518	2.9	508	3.0	10	2.8
Espagne	480	2.3	484	2.6	476	2.6	9	2.2
États-Unis	474	4.0	479	4.6	470	3.9	9	2.9
Finlande	548	2.3	554	2.7	543	2.6	12	2.6
France	496	3.2	499	4.0	492	3.3	6	3.7
Grèce	459	3.0	462	4.3	457	3.0	5	4.5
Hongrie	491	2.9	496	3.5	486	3.7	10	4.3
Irlande	501	2.8	507	3.7	496	3.2	11	4.1
Islande	506	1.8	503	2.6	508	2.2	–4	3.2
Italie	462	2.3	470	2.9	453	2.7	17	3.4
Japon	523	3.3	533	4.8	513	4.9	20	7.2
Luxembourg	490	1.1	498	1.7	482	1.8	17	2.8
Mexique	406	2.9	410	3.4	401	3.1	9	2.6
Norvège	490	2.6	493	3.3	487	2.8	6	3.1
Nouvelle-Zélande	522	2.4	527	3.1	517	3.6	11	4.7
Pays-Bas	531	2.6	537	3.1	524	2.8	13	2.8
Pologne	495	2.4	500	2.8	491	2.7	9	2.6
Portugal	466	3.1	474	3.7	459	3.2	15	3.3
République slovaque	492	2.8	499	3.7	485	3.5	14	4.6
République tchèque	510	3.6	514	4.2	504	4.8	11	5.6
Royaume-Uni	495	2.1	504	2.6	487	2.6	17	2.9
Suède	502	2.4	505	2.7	500	3.0	5	2.9
Suisse	530	3.2	536	3.3	523	3.6	13	2.7
Turquie	424	4.9	427	5.6	421	5.1	6	4.6
Moyenne OCDE	498	0.5	503	0.7	492	0.6	11	0.7
Total OCDE	484	1.2	489	1.3	478	1.3	12	1.2
Brésil	370	2.9	380	3.4	361	3.0	19	2.8
Fédération de Russie	476	3.9	479	4.6	473	3.9	6	3.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275010842073

Résultats du PISA 2006 : culture mathématique

Résultats moyens



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388578686585

ÉVOLUTION DES TAUX D'OBTENTION D'UN DIPLÔME DE L'ENSEIGNEMENT TERTIAIRE

L'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires devient la norme dans la plupart des pays aujourd'hui. Par ailleurs, les élèves dans leur majorité sont diplômés des filières d'enseignement secondaire du deuxième cycle, qui donnent accès aux études supérieures, d'où un accroissement de la scolarisation et de la réussite à ce niveau. Les pays affichant des taux élevés de diplômés dans le supérieur sont également ceux qui ont le plus de chances de se doter d'une population active hautement qualifiée ou, de la conserver.

Définition

Cet indicateur montre les taux actuels de diplômés du supérieur des systèmes éducatifs, autrement dit le pourcentage de la cohorte ayant l'âge théorique d'être scolarisés dans le supérieur, qui suit et achève avec succès une formation à ce niveau. Cet indicateur porte uniquement sur l'obtention d'un premier diplôme.

L'enseignement supérieur couvre un large éventail de filière, mais considéré globalement il sert d'indicateur du rythme auquel les pays produisent des connaissances de haut niveau. Un diplôme universitaire classique sanctionne l'achèvement d'une formation supérieure de type A ; les formations de type B sont en général plus courtes, ont souvent une finalité professionnelle et donnent d'ordinaire directement accès au marché du travail. Cet indicateur éclaire également sur l'efficience interne des systèmes d'enseignement supérieur.

Comparabilité

Les taux d'obtention d'un diplôme à l'issue d'un premier cursus d'enseignement supérieur (cursus de type A, de type B ou de recherche de haut niveau) sont calculés en taux nets qui correspondent à la somme des taux d'obtention d'un diplôme à chaque âge. Les taux bruts sont présentés pour les pays qui sont dans l'impossibilité de fournir des données aussi détaillées. Pour calculer les taux bruts d'obtention d'un diplôme, les pays déterminent l'âge auquel en règle générale le premier diplôme est obtenu.

Les données relatives à l'évolution tendancielle des taux d'obtention d'un diplôme dans le supérieur pour les années 1995, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004 sont basées sur une enquête spéciale effectuée dans les pays de l'OCDE et dans quatre des six économies partenaires en janvier 2007. Les données portant sur l'année universitaire 2004/2005 sont basées sur l'exercice UNESCO/OCDE/Eurostat de collecte de données statistiques sur l'éducation.

Tendances à long terme

En moyenne pour les 24 pays de l'OCDE disposant de données comparables, 36 % des personnes ayant l'âge théorique d'obtention d'un diplôme ont achevé une formation supérieure de type A en 2005. Ce pourcentage varie de 20 % environ ou moins en Autriche, en Allemagne et en Turquie à plus de 40 % en Australie, au Danemark, en Finlande, en Islande, en Italie, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande, en Norvège et en Pologne. Ces taux d'obtention d'un diplôme sont en général plus élevés dans les pays où la durée des formations est plus courte. En moyenne dans les pays de l'OCDE, le taux de diplômés à l'issue des formations relativement courtes à finalité professionnelle représente 9 % de la cohorte ayant l'âge théorique, et 1.3 % dans le cas des formations débouchant sur des diplômes de recherche de haut niveau.

Dans les formations supérieures de type A, le taux de diplômés en moyenne a enregistré une progression significative de plus de dix points de pourcentage au cours de la décennie passée. Dans la quasi totalité des pays pour lesquels des données comparables existent, les taux de réussite à l'issue d'une formation de type A ont augmenté entre 1995 et 2005, souvent de façon très sensible. L'une des plus fortes progressions a été signalée en Italie où ce taux a doublé entre 2000 et 2005 et atteint 41 %, encore que cette évolution résulte dans une large mesure d'une réforme structurelle.

Au cours de la période 1995 à 2005, les taux de diplômés du supérieur ont évolué de façon très différente dans les pays de l'OCDE. La progression a été plus prononcée entre 1995 et 2000 qu'entre 2000 et 2005 pour certains pays (la Norvège et la Nouvelle-Zélande, par exemple). L'inverse a été observé en République tchèque, en Grèce, au Japon et en Suisse où le taux d'obtention d'un diplôme a surtout augmenté au cours des cinq dernières années.

Source

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistisques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2007), *UOE Data Collection – 2007 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, *www.sourceocde.org/ PISA Connaissances et compétences : des atouts pour la vie – premiers résultats de PISA 2000*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire (premier diplôme)

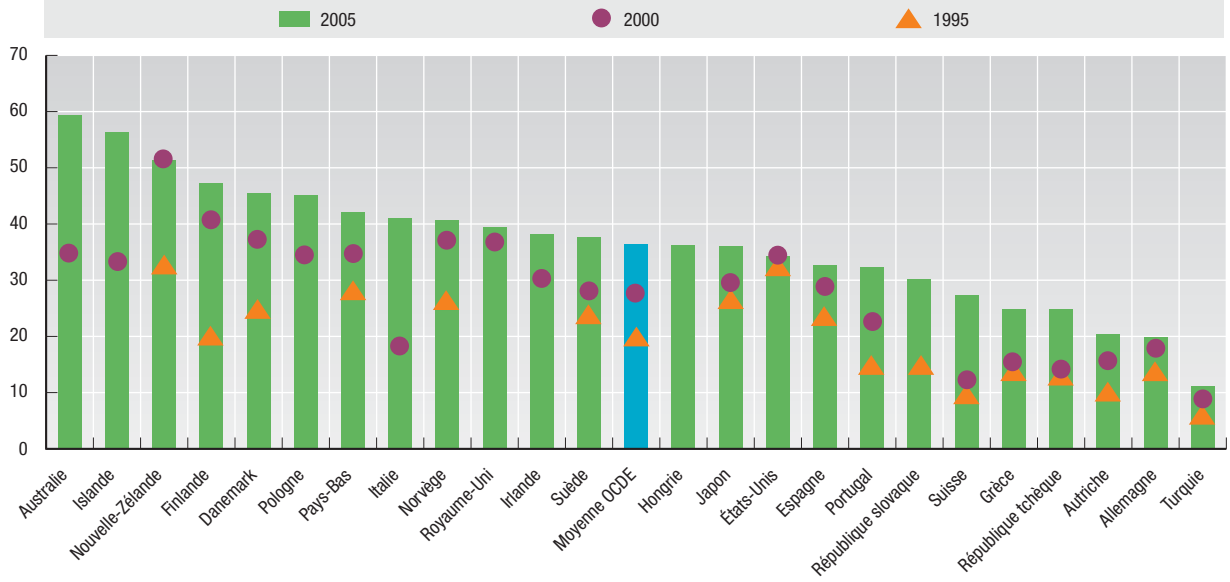
Pourcentage de diplômés de l'enseignement tertiaire sur la population ayant l'âge d'obtention de ce diplôme

	Enseignement tertiaire de type A							Enseignement tertiaire de type B						
	Âge type d'obtention du diplôme	1995	2000	2002	2003	2004	2005	Âge type d'obtention du diplôme	1995	2000	2002	2003	2004	2005
Allemagne	25-26	14	18	18	18	19	20	21-22	13	11	10	10	10	11
Australie	20-25	..	36	46	50	47	59	23-29	..	1	..	..	..	..
Autriche	23-25	10	15	18	19	20	20	20-22	..	..	..	..	7	8
Canada	22-25	..	28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	22-27	25	37	41	43	44	46	21-25	8	10	13	14	11	10
Espagne	20-22	24	30	32	32	33	33	19	2	8	13	16	17	17
États-Unis	22	33	34	32	32	33	34	20	9	8	8	9	9	10
Finlande	25-29	20	41	49	48	47	..	21-22	34	7	2	1	..	..
Grèce	25	14	15	18	20	24	25	24	5	6	7	9	11	12
Hongrie	21-25	..	..	..	..	29	36	21	..	..	..	..	3	4
Irlande	21	..	30	32	37	39	38	20	..	15	13	19	20	24
Islande	23-25	..	33	41	45	51	56	22-24	..	6	6	7	5	4
Italie	23-25	..	19	25	..	36	41	22-23	..	..	1	..	..	..
Japon	22-24	25	29	33	34	35	36	20	28	29	27	26	26	27
Norvège	22-25	26	37	38	39	45	41	20	6	6	5	5	3	2
Nouvelle-Zélande	21-24	33	50	46	49	50	51	20	12	17	18	20	21	21
Pays-Bas	22-23	29	35	37	38	40	42	..	..	..	..	..	..	..
Pologne	24-25	..	34	43	44	45	45	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	22-26	15	23	30	33	32	32	21	6	8	7	7	8	9
République slovaque	22-25	15	..	23	25	28	30	21-22	1	2	3	2	3	2
République tchèque	23-24	13	14	15	17	20	25	23-24	6	5	4	4	5	6
Royaume-Uni	20-21	..	37	37	38	39	39	20-21	..	..	12	14	16	17
Suède	23-26	24	28	32	35	37	38	22-23	..	4	4	4	4	5
Suisse	23-26	9	12	21	22	26	27	23-29	13	14	11	12	12	8
Turquie	22-24	6	9	10	11	11	11	..	..	..	..	..	..	..
Moyenne OCDE	..	20	28	31	33	35	36	..	10	8	8	9	9	9
Brésil	23	..	10	13	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275033578078

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire de type A

Pourcentage de diplômés de l'enseignement tertiaire de type A sur la population ayant l'âge d'obtention de ce diplôme



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388644745488

NIVEAU DE FORMATION SUPÉRIEURE

La proportion de la population ayant atteint un niveau de formation supérieure est un indicateur clé de l'efficacité avec laquelle les pays peuvent tirer parti des progrès scientifiques et technologiques. Les écarts dans l'accès au niveau de formation supérieure entre les jeunes générations et leurs aînés sont un indicateur du développement de l'enseignement à ce niveau.

Définition

Pour chaque groupe d'âge retenu, on a indiqué la proportion de la population ayant atteint un niveau de formation supérieure. Les filières de l'enseignement supérieur englobent les programmes « de type A », qui sont fondés dans une large mesure sur la théorie et destinés à offrir des qualifications suffisantes pour être admis à suivre des programmes de recherche de pointe ou à exercer une profession exigeant de hautes compétences, ainsi que les programmes « de type B », qui sont classés au même niveau de compétence que les programmes de type A mais qui ont une finalité professionnelle plus précise et donnent directement accès au marché du travail. Les profils de niveaux de formation supérieure sont établis à partir du pourcentage de la population âgée de 25 à 64 ans qui a atteint ce niveau d'enseignement.

Comparabilité

On a utilisé la Classification internationale type de l'éducation (CITE-97) pour désigner les niveaux d'enseignement d'une façon comparable entre les pays. Voir le OECD *Handbook for Internationally Comparative Education Statistics* pour une description des programmes et des niveaux de formation définis dans la CITE-97, accompagnée de tables de correspondance des programmes nationaux.

Tendances à long terme

Les pays de l'OCDE ont enregistré une forte progression de la proportion de la population adulte ayant atteint un niveau de formation supérieure au cours des dernières décennies. Si l'on considère le groupe des 25-64 ans en 2005, 16 pays se concentrent dans une fourchette de 10 points, avec 25 à 35 % de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieure. Trois pays membres affichent des résultats tout à fait remarquables : le Canada, le Japon et les États-Unis. À l'inverse, trois pays membres se situent sensiblement en dessous du pourcentage moyen, puisque moins de 13 % de leur population ont un diplôme d'enseignement supérieur : l'Italie, le Portugal et la Turquie.

Parmi les plus jeunes, c'est-à-dire le groupe des 25-34 ans, le nombre de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieure est passé, entre 1991 et 2005, de 20 à plus de 32 % en moyenne dans la zone OCDE. Dans trois pays de l'OCDE, le Canada, le Japon et la Corée, plus de 50 % de ce groupe d'âge ont obtenu un diplôme d'enseignement supérieur en 2005.

La comparaison des niveaux actuels de formation atteints par les cohortes plus jeunes et plus âgées donne une indication des tendances à long terme. Par exemple, la comparaison des niveaux de formation atteints par les 25-34 ans et les 55-64 ans révèle que la Corée a enregistré au cours des 30 dernières années une progression de plus de 40 points de pourcentage du nombre de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieure, soit 27 points de plus que l'augmentation de la moyenne OCDE au cours de la même période. En revanche, quelques pays de l'OCDE n'affichent qu'un accroissement marginal (États-Unis) ou même décroissent (Allemagne) dans le même temps.

Source

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Blöndal S., S. Field et N. Girouard (2002), *Investment in Human Capital Through Post-Compulsory Education and Training: Selected Efficiency and Equity Aspects*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 333, OCDE, Paris.
- Blöndal, S., S. Field et N. Girouard (2002), « Investment in Human Capital through Upper-Secondary and Tertiary Education », *Revue économique de l'OCDE*, n° 34, 2002/I, OCDE, Paris.
- Hansson, B. (2007), *Effects of Tertiary Expansion*, Documents de travail de l'OCDE en éducation, n° 10, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens des politiques nationales d'éducation*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistisques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), *www.oecd.org/edu/ceri*.
- Regards sur l'éducation de l'OCDE, *www.oecd.org/edu/eag2005*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-64 ans

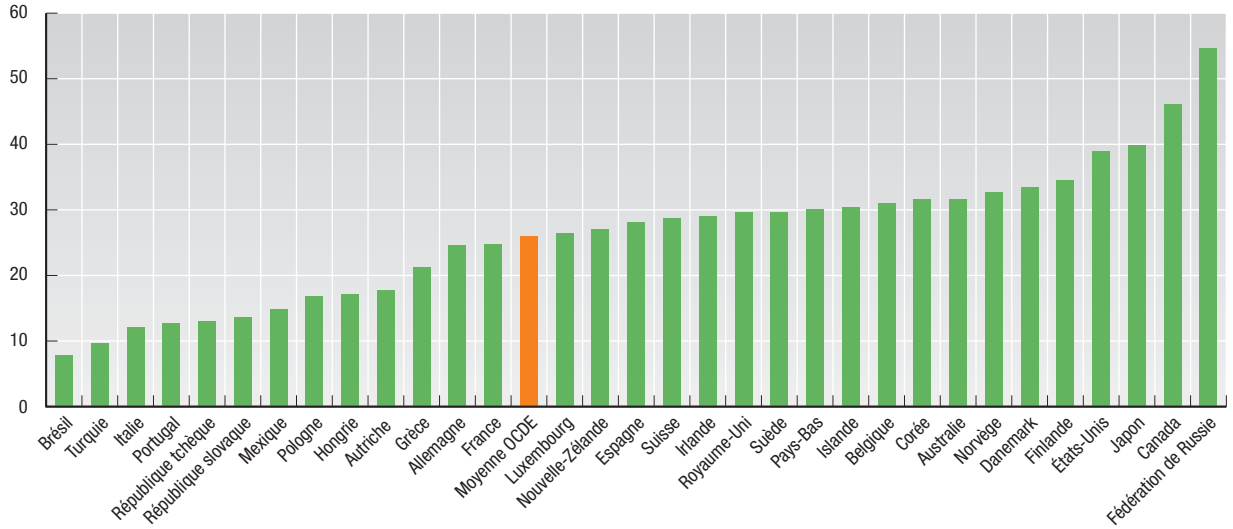
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	20.1	..	20.4	22.2	21.8	22.6	23.0	22.9	23.5	23.2	23.4	24.0	24.9	24.6
Australie	..	22.5	23.1	24.3	24.8	24.3	25.4	26.7	27.5	29.0	30.8	31.3	30.8	31.7
Autriche	6.9	..	7.7	7.9	8.1	10.6	10.9	10.9	13.9	14.1	14.5	14.5 |	18.3	17.8
Belgique	20.2	..	22.3	24.6	23.9	25.1	25.3	26.7	27.1	27.6	28.1	29.0	30.4	31.0
Canada	30.8	..	34.2	34.9	35.6	37.3	38.1	39.2	40.0	41.6	42.6	44.0	44.6	46.1
Corée	16.1	17.5	17.8	18.6	19.6	19.8	22.5	23.1	23.9	25.0	26.0	29.5	30.5	31.6
Danemark	19.2	..	19.6	20.4	20.9	..	25.4	26.5	26.2	28.4	29.6	31.9	32.9	33.5
Espagne	13.1	..	15.0	16.1	17.5	18.6	19.7	21.0	22.6	23.6	24.4	25.2	26.4	28.2
États-Unis	30.2	..	32.2	33.3	33.9	34.1	34.9	35.8	36.5	37.3	38.1	38.4	39.1	39.0
Finlande	25.9	..	26.8	27.7	28.4	29.4	30.2	31.3	32.0	32.3	32.6	33.3	34.2	34.6
France	16.0	17.1	17.8	18.6	19.2	20.0	20.6	21.5	22.0	23.0	24.0	23.2	23.9	24.8
Grèce	..	..	17.9	17.4	18.9	15.5	16.8	17.4	17.5	17.9	18.6	19.2	21.2	21.3
Hongrie	..	..	..	..	13.4	12.2	13.2	13.5	14.0	14.0	14.2	15.4	16.7	17.1
Irlande	17.0	..	18.6	19.9	22.6	22.8	21.1	20.5	18.5 |	23.6	24.8	26.3	27.8	29.1
Islande	..	..	..	..	20.8	20.9	21.0	22.4	23.2	24.6	25.6	28.9	29.1	30.5
Italie	6.4	..	7.5	7.9	8.1	..	8.6	9.3	9.4	10.0	10.4	10.5	11.6	12.2
Japon	..	..	..	..	..	30.5	30.6	31.8	33.6	34.1	36.6	37.4	38.7	39.9
Luxembourg	..	..	..	18.1	19.0	..	..	18.3	18.3	18.1	18.6	14.3 |	23.7	26.5
Mexique	..	..	..	11.9	13.2	13.8	13.6	13.4	14.6	15.0	15.3	15.4	16.4	14.9
Norvège	25.3	..	27.4	28.6	26.9	25.8	27.4	27.5	28.4	30.2	31.0	31.0	31.8	32.7
Nouvelle-Zélande	23.6	..	23.2	25.3	..	25.8	26.6	27.0	28.0	29.2	29.8	30.9 |	25.3	27.1
Pays-Bas	20.9	..	21.4	22.0	22.5	..	24.2	22.6	23.4	23.2	25.0	27.5	29.5	30.1
Pologne	..	..	..	9.9	..	10.2	10.9	11.3	11.4	11.9	12.6	14.2	15.7	16.9
Portugal	..	..	10.7	11.0	10.9	..	8.3	8.7	8.9	9.1	9.3	10.8	12.5	12.8
République slovaque	..	..	11.3	11.1	11.5	10.5	10.3	10.1	10.4	10.9	11.0	11.8	12.4	13.7
République tchèque	..	..	10.1	10.6	10.4	10.6	10.4	10.8	11.0	11.1	11.9	12.0	12.3	13.1
Royaume-Uni	18.5	..	21.3	21.9	22.3	22.7	23.7	24.8	25.7	26.1	26.9	28.0	29.2	29.6
Suède	25.8	..	27.0	28.3	27.4	27.5	28.0	28.7	30.1	31.6	32.6	33.4	34.5 |	29.6
Suisse	21.0	..	21.4	21.1	21.9	22.2	22.9	23.6	24.2	25.4	25.4	26.9	28.1	28.8
Turquie	4.8	..	7.0	8.4	..	7.6	7.5	8.1	8.3	8.4	9.1	9.7	9.1	9.7
Moyenne OCDE	19.0	..	19.2	19.3	20.1	20.8	20.7	21.2	21.8	22.7	23.4	24.3	25.4	26.0
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.8	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	54.6	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275047548651

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-64 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388651834407

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-34 ans

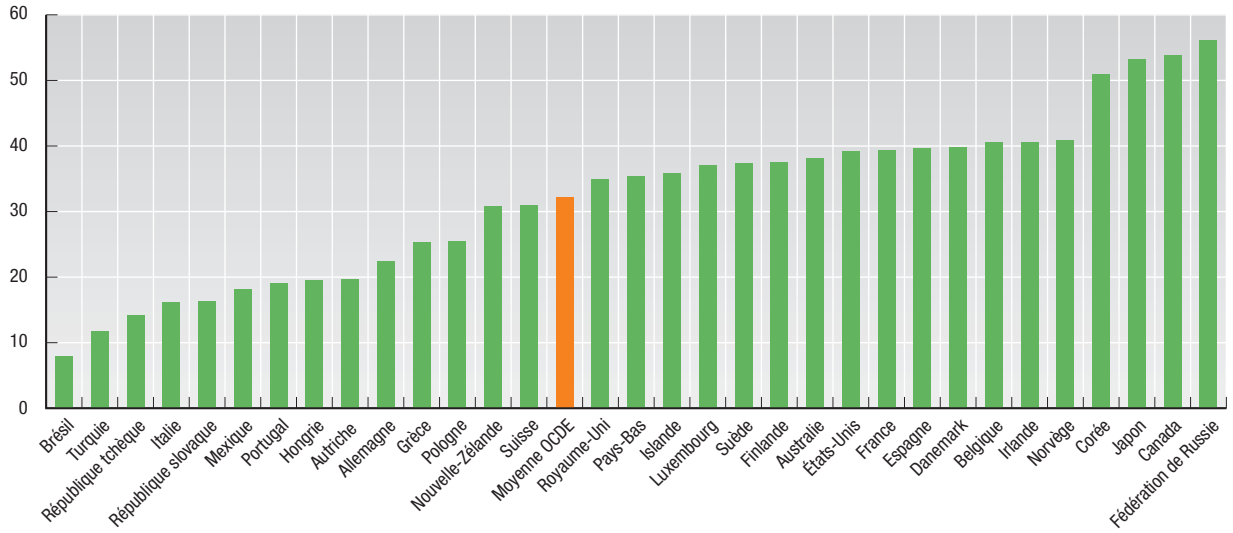
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	18.8	..	18.7	20.8	20.3	21.0	21.5	21.5	22.3	21.8	21.7	21.8	22.9	22.5
Australie	..	22.8	23.6	24.7	25.3	25.7	28.1	29.0	31.4	33.5	35.8	36.3	36.2	38.1
Autriche	7.9	..	8.8	8.7	9.2	12.4	12.5	12.7	15.0	14.3	14.8	15.4 |	20.3	19.7
Belgique	27.2	..	30.0	32.9	32.2	33.1	33.8	34.4	36.0	37.5	37.6	38.9	40.7	40.6
Canada	34.2	..	37.8	39.3	40.6	44.1	45.5	46.8	48.3	50.5	51.2	52.8	53.3	53.8
Corée	23.9	26.8	27.7	29.2	30.6	30.9	33.8	34.8	36.9	39.2	41.2	46.6	49.1	51.0
Danemark	19.5	..	19.7	20.3	20.7	..	26.8	28.6	28.9	31.1	32.3	35.1	37.6	39.8
Espagne	22.5	..	25.2	26.6	28.6	30.3	32.0	33.5	34.1	35.5	36.7	37.5	38.1	39.7
États-Unis	30.2	..	32.0	33.6	35.2	35.7	36.2	37.4	38.1	39.1	39.3	38.7	39.0	39.2
Finlande	33.5	..	34.1	35.0	35.2	36.4	36.0	37.4	37.6	38.2	39.2	39.8	38.2	37.5
France	21.6	23.1	24.3	25.4	26.0	27.8	29.6	30.9	32.4	34.2	36.1	37.1	38.1	39.3
Grèce	..	..	25.0	26.0	28.2	22.3	23.7	23.9	23.6	23.3	23.4	23.7	25.3	25.4
Hongrie	..	..	..	..	14.3	12.4	13.9	13.7	14.7	14.8	15.0	16.8	18.9	19.6
Irlande	21.2	..	24.4	27.2	31.3	32.5	29.5	28.1	25.2 |	33.4	35.2	37.1	39.6	40.6
Islande	..	..	..	..	23.7	23.0	24.2	27.6	27.8	26.5	28.1	32.8	33.3	35.8
Italie	6.8	..	7.9	8.2	8.3	..	9.0	10.0	10.4	11.8	12.5	12.7	14.8	16.1
Japon	..	..	..	..	..	45.7	46.1	45.8	47.8	48.5	51.0	51.6	52.6	53.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	21.2	22.9	23.4	22.6	18.8 |	32.4	37.0
Mexique	..	..	..	16.3	17.1	17.3	16.7	16.6	17.4	18.0	18.4	18.7	19.3	18.1
Norvège	28.2	..	30.7	32.1	30.0	29.9	32.8	34.7	34.9	37.9	39.7	39.8	39.2	40.9
Nouvelle-Zélande	23.2	..	21.1	24.2	..	25.4	26.4	26.0	27.2	28.5	29.3	32.4 |	28.0	30.8
Pays-Bas	23.6	..	23.9	24.5	25.1	..	27.5	25.1	26.6	26.5	28.3	32.1	34.5	35.4
Pologne	..	..	..	9.9	..	10.3	11.8	12.3	14.2	15.2	16.8	20.4	23.2	25.5
Portugal	..	..	13.2	13.5	14.4	..	11.5	12.2	13.0	14.0	15.0	16.3	18.6	19.1
République slovaque	..	..	12.5	11.6	12.4	10.4	11.3	11.1	11.2	11.9	11.9	13.2	14.3	16.3
République tchèque	..	..	12.5	11.8	11.2	10.9	10.5	10.9	11.2	11.3	12.3	12.1	13.0	14.2
Royaume-Uni	20.6	..	23.1	23.3	24.3	24.7	25.9	27.3	28.6	29.5	31.2	33.1	34.9	35.0
Suède	26.5	..	27.3	28.6	28.4	29.3	30.7	31.7	33.6	36.9	39.2	40.4	42.3 |	37.3
Suisse	21.3	..	22.0	21.5	22.5	24.7	25.0	25.9	25.6	25.6	26.7	29.2	30.4	31.0
Turquie	5.6	..	6.6	7.5	..	7.3	7.8	8.7	8.9	9.1	10.5	11.4	10.8	11.8
Moyenne OCDE	21.9	..	22.2	22.4	23.8	24.9	24.8	25.3	26.2	27.4	28.4	29.8	31.3	32.2
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.9	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	56.1	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275065032051

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-34 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388663154662

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 55-64 ans

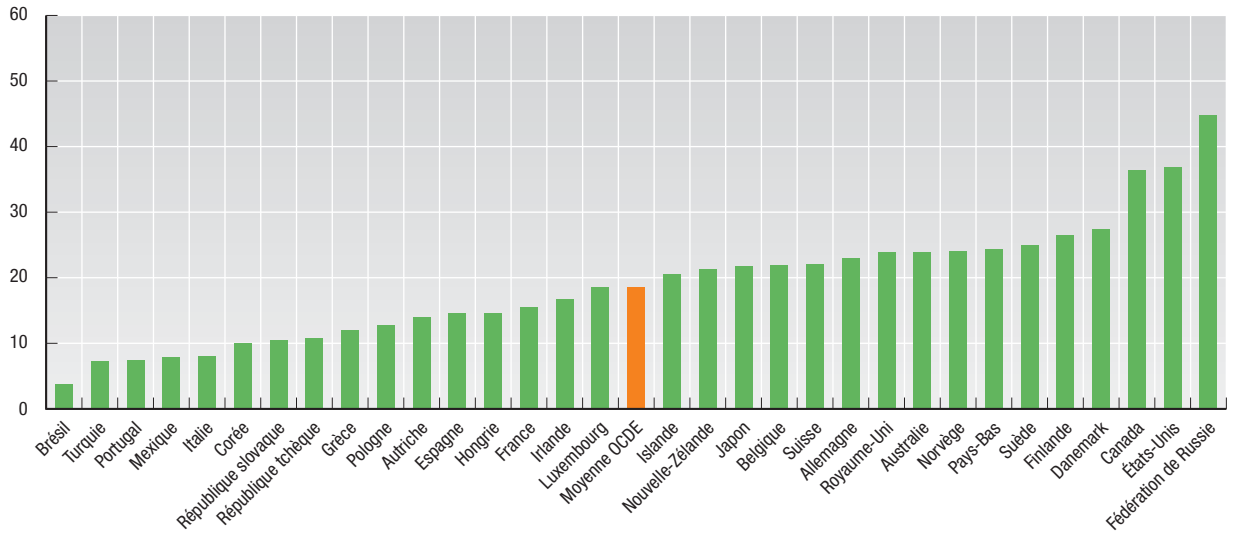
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	15.7	..	16.5	17.5	17.5	18.4	19.3	19.4	20.2	20.2	20.6	21.6	22.8	22.9
Australie	..	13.5	14.7	17.2	16.9	17.1	17.0	17.5	19.1	21.1	22.5	23.3	23.0	23.8
Autriche	3.3	..	3.6	4.2	4.7	6.3	6.5	6.5	9.9	10.6	11.0	11.3 |	14.8	14.0
Belgique	9.2	..	11.1	13.1	12.7	13.7	13.8	15.7	16.8	17.1	18.2	18.9	20.0	21.9
Canada	19.2	..	23.0	23.6	25.1	24.3	25.7	27.4	28.3	30.1	32.1	33.8	34.5	36.4
Corée	5.9	6.7	6.7	6.8	6.8	6.5	8.3	8.5	8.6	8.9	9.1	9.5	9.7	10.0
Danemark	12.6	..	13.2	13.8	14.3	..	19.3	19.0	18.9	22.2	24.2	25.9	26.8	27.3
Espagne	5.2	..	5.6	6.0	7.1	7.6	8.1	8.7	9.7	10.3	10.5	11.0	12.4	14.5
États-Unis	21.9	..	23.6	24.3	25.6	26.2	27.2	28.0	29.7	30.6	33.2	34.7	36.2	36.9
Finlande	12.8	..	13.9	15.5	17.0	17.9	19.3	20.7	22.7	23.4	23.4	24.2	25.7	26.5
France	7.3	7.9	8.4	8.9	9.6	10.5	11.2	12.4	13.3	14.1	15.2	13.7	14.4	15.5
Grèce	..	..	9.1	7.8	8.4	7.5	7.8	8.1	8.3	8.8	10.1	11.2	12.2	11.9
Hongrie	..	..	..	..	8.9	8.5	10.2	11.2	11.8	11.5	12.6	13.8	14.4	14.6
Irlande	10.4	..	11.3	11.0	12.6	12.5	11.4	12.6	11.5 |	13.5	14.3	14.6	15.4	16.7
Islande	..	..	..	..	9.5	11.6	10.8	11.3	13.5	14.8	16.9	16.5	18.4	20.5
Italie	3.5	..	4.2	4.4	4.6	..	4.8	5.5	5.5	6.2	6.7	6.9	7.4	8.0
Japon	..	..	..	..	..	13.7	13.2	14.3	15.1	15.1	18.0	19.2	20.6	21.7
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	12.0	13.0	13.5	14.4	10.2 |	15.8	18.6
Mexique	..	..	..	4.4	4.6	5.7	4.9	5.7	7.0	7.2	7.2	7.6	8.5	7.9
Norvège	14.2	..	17.7	18.0	16.9	17.5	18.9	18.8	20.4	21.5	21.7	21.7	23.2	24.0
Nouvelle-Zélande	17.1	..	17.9	21.1	..	21.2	23.1	23.1	24.2	24.1	26.2	27.4 |	19.7	21.2
Pays-Bas	13.2	..	14.4	14.2	15.6	..	16.9	16.9	17.7	17.4	19.6	21.9	24.0	24.4
Pologne	..	..	..	8.2	..	9.1	9.9	10.4	9.9	10.2	10.5	11.1	12.2	12.7
Portugal	..	..	5.6	5.9	6.2	..	4.7	4.5	4.7	4.9	4.6	5.6	6.7	7.4
République slovaque	..	..	7.0	7.5	7.2	6.1	6.7	6.9	7.8	8.6	8.6	8.9	9.3	10.5
République tchèque	..	..	7.6	8.3	7.5	7.9	8.5	9.4	9.1	9.3	10.6	10.3	10.2	10.7
Royaume-Uni	13.6	..	15.5	16.2	16.9	16.3	17.2	18.5	18.9	19.1	19.8	20.8	22.7	23.8
Suède	16.5	..	19.4	20.2	18.5	19.3	19.9	21.3	23.0	24.4	25.2	26.3	27.3 |	24.9
Suisse	17.0	..	16.9	17.4	16.8	16.5	18.0	17.8	18.3	20.2	21.3	22.0	22.1	22.1
Turquie	1.7	..	4.3	5.9	..	4.6	4.5	5.3	5.9	5.9	6.3	7.3	6.6	7.2
Moyenne OCDE	11.6	..	12.1	12.4	12.5	13.1	13.3	13.9	14.8	15.5	16.5	17.0	17.9	18.6
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.7	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	44.8	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275108875767

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 55-64 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388685051408

DÉPENSES DANS L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE

Les décideurs doivent concilier la nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement et le souci d'élargir l'accès aux études, notamment dans l'enseignement supérieur. L'étude comparative de l'évolution des dépenses unitaires d'éducation montre que, dans de nombreux pays de l'OCDE, l'augmentation des effectifs, en particulier dans l'enseignement supérieur, n'est pas toujours allée de pair avec une modification des investissements dans l'éducation.

Définition

Cet indicateur présente les dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement en fonction du nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur en équivalents temps plein inscrits dans ces établissements. Les subventions publiques destinées à financer les frais de subsistance des étudiants ont été exclues de cet indicateur afin d'assurer la comparabilité des données entre pays.

Les dépenses unitaires sont obtenues par la division des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement par le nombre d'étudiants en équivalent temps plein. Ne sont pris en compte que les établissements d'enseignement et les programmes d'études pour lesquels des données sur les effectifs et les dépenses sont disponibles.

Comparabilité

Les dépenses exprimées en monnaie nationale pour 2004 sont converties en dollars EU sur la base des PPA. Le taux de change PPA est préféré au taux de change du marché, car celui-ci subit l'influence de nombreux facteurs (taux d'intérêt, politiques commerciales, prévisions de croissance économique, etc.) sans grand rapport avec le pouvoir d'achat relatif des monnaies dans les différents pays.

L'évolution des dépenses par étudiant au titre des établissements d'enseignement repose sur des données concernant 1995 et 2004. Les chiffres de 1995 proviennent d'une étude spéciale mise à jour en 2004. Les pays de l'OCDE ont été invités à rassembler les données de 1995 en tenant compte des définitions et du champ couvert par le programme conjoint de collecte de données UNESCO-OCDE-Eurostat. Toutes les données sur les dépenses ont été ajustées en fonction du niveau des prix de 2004 sur la base du déflateur des prix du PIB.

Tendances à long terme

En 2004, les dépenses unitaires d'éducation au niveau supérieur s'élevaient en moyenne, dans les pays de l'OCDE, à 11 100 dollars des EU sur la base des PPA. Cette moyenne occulte de grandes différences en matière de dépenses d'éducation à ce niveau, celles-ci allant de moins de 5 000 dollars des EU par étudiant dans un pays (la Pologne) à plus de 21 000 dollars des EU en Suisse et aux États-Unis. Les pays de l'OCDE, où la plupart des activités de recherche et de développement sont menées par des établissements d'enseignement supérieur ont tendance à afficher des niveaux plus élevés de dépenses par étudiant que les pays où ces activités sont en grande partie réalisées par d'autres institutions publiques ou par l'industrie.

En moyenne, s'agissant des pays pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses unitaires au titre de l'enseignement supérieur ont augmenté de 9 % entre 1995 et 2004. Malgré cette progression moyenne, ces dépenses ont cependant sensiblement diminué dans six pays de l'OCDE sur 23 (la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni), et dans l'économie partenaire Brésil, phénomène qui s'explique en grande partie par l'augmentation rapide des effectifs étudiants pendant cette période. À l'opposé, la Grèce, l'Irlande, le Mexique, la République slovaque et la Suisse ont vu leurs dépenses unitaires augmenter fortement dans l'enseignement supérieur, malgré une croissance significative des effectifs de 107, 37, 53, 90 et 31 % respectivement.

Source

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Qualité et reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur : Un défi international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Analyse des politiques d'éducation : Regards sur l'enseignement supérieur* , OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens des politiques nationales d'éducation*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistisques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2007), *UOE Data Collection – 2007 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, *www.oecd.org/edu/eag2005*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Dépenses par étudiant dans l'enseignement tertiaire

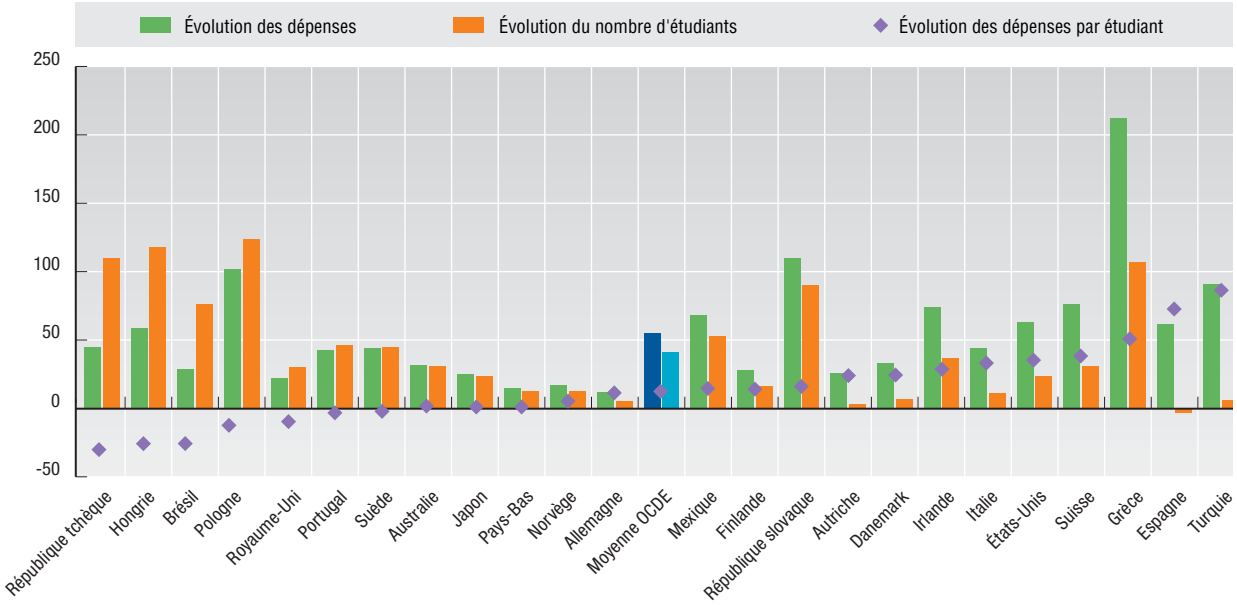
Année 2004

	Indice de variation, année 1995 = 100			Dépenses par étudiant dans l'enseignement tertiaire : prix constants de 2004 (dollars des EU)
	Dépenses	Nombre d'étudiants	Dépenses par étudiant	
Allemagne	112	105	107	12 255
Australie	132	131	101	14 036
Autriche	126	103	122	13 959
Belgique	..	..	..	11 842
Corée	..	150	..	7 068
Danemark	133	107	123	15 225
Espagne	162	97	167	9 378
États-Unis	163	124	132	22 476
Finlande	128	116	110	12 505
France	..	..	..	10 668
Grèce	312	207	151	5 593
Hongrie	159	218	73	7 095
Irlande	174	137	126	10 211
Islande	..	..	..	8 881
Italie	144	111	130	7 723
Japon	125	124	101	12 193
Mexique	168	153	110	5 778
Norvège	117	113	103	14 997
Nouvelle-Zélande	109	..	..	8 866
Pays-Bas	115	113	101	13 846
Pologne	202	224	90	4 412
Portugal	143	146	98	7 741
République slovaque	210	190	111	6 535
République tchèque	145	210	69	6 752
Royaume-Uni	122	130	93	11 484
Suède	144	145	99	16 218
Suisse	176	131	134	21 966
Turquie	191	106	181	..
Moyenne OCDE	155	141	109	11 100
Brésil	129	176	73	9 019
Fédération de Russie	..	..	..	2 562

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275181634101

Variations dans les dépenses réelles d'éducation tertiaire au titre des établissements d'enseignement

Variations en pourcentage 1995-2004



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388687342128

REVENUS RELATIFS DES DIPLÔMÉS

Les revenus professionnels relatifs des diplômés de l'enseignement tertiaire est un indicateur clé du rendement financier de l'éducation. Le niveau auquel les barèmes de salaire des pays rémunèrent l'investissement dans les études supérieures peut aussi varier en fonction des différences de l'offre de programmes éducatifs à divers niveaux (ou des difficultés d'accès à ces programmes).

Définition

Les revenus professionnels relatifs des diplômés de niveau tertiaire sont indiqués en pourcentage des revenus professionnels des diplômés de l'enseignement secondaire ou post-secondaire non tertiaire. L'enseignement tertiaire comprend à la fois des programmes de type A, essentiellement axés sur un enseignement théorique et conçus pour préparer à la recherche de haut niveau ou à des professions exigeant des compétences de haut niveau, et des programmes de type B, à finalité professionnelle plus spécifique, qui préparent à entrer directement dans la vie active. Les profils de revenus professionnels relatifs sont basés sur les salaires de la population de 25 à 64 ans.

Comparabilité

Les niveaux d'éducation répondent aux définitions de la Classification internationale type de l'éducation (CITE-97). Pour une description des programmes d'enseignement, des niveaux d'études et de leur répartition pour chaque pays, voir *OECD Handbook for Internationally Comparative Education Statistics*.

Pour la République tchèque, la Hongrie, le Luxembourg, la Pologne et le Portugal, les données relatives au salaire excluent le travail à temps partiel. En outre, pour la Hongrie, le Luxembourg, la Pologne et le Portugal, ces données excluent l'emploi saisonnier ou sur une année partielle. Le revenu s'entend avant impôt, sauf pour la Belgique et la Corée, où il s'entend après impôt. La durée de la période de référence est d'une semaine pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ; d'un mois pour la Belgique, la France, la Hongrie, l'Irlande, l'Allemagne et le Portugal ; l'année civile pour l'Autriche, le Canada, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne et la Suède ; et une autre période de 12 mois pour la Corée, la Suisse et les États-Unis.

Tendances à long terme

Dans tous les pays, les diplômés de l'enseignement tertiaire gagnent sensiblement plus que ceux qui n'ont qu'un diplôme de fin d'études secondaires et post-secondaires non tertiaires. Pour la population de 25 à 64 ans, l'avantage financier que procurent des études supérieures est particulièrement élevé en République tchèque, en Hongrie, au Portugal et aux États-Unis pour les femmes comme pour les hommes ; en Finlande, en Italie et en Pologne les hommes ont un avantage salarial substantiel ; en Irlande, en Corée, en Turquie et au Royaume-Uni, les femmes ayant fait des études supérieures gagnent sensiblement plus que celles qui ont le niveau du deuxième cycle du secondaire ou du post-secondaire non tertiaire. En moyenne, pour l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de données, l'avantage salarial moyen des diplômés de l'enseignement tertiaire est supérieur à 50 % pour les hommes comme pour les femmes par rapport à ceux qui n'ont qu'un diplôme du deuxième cycle du secondaire ou du post-secondaire non tertiaire.

Les tendances des revenus professionnels relatifs donnent une indication quant à l'offre et à la demande de diplômés de niveau tertiaire dans les différents pays. Une hausse de l'avantage salarial peut être considérée comme le signe d'une insuffisance de l'offre de diplômés de l'enseignement tertiaire sur le marché du travail, tandis qu'une baisse pourrait correspondre à un excédent de cette offre. Une comparaison des tendances dans les pays pour lesquels les données sont disponibles pour 1997 ou 1998 et 2004 ou 2005 semble indiquer dans la plupart d'entre eux que la demande de diplômés de l'enseignement tertiaire dépasse encore l'offre. Seule l'Espagne a accusé une baisse sensible de l'avantage salarial au cours de cette période, mais seulement pour les hommes. On observe en revanche des hausses sensibles de cet avantage en Allemagne, en Hongrie, en Irlande et en Italie, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, et aux États-Unis pour les hommes seulement.

Source

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Hansson, B. (2007), *Effects of Tertiary Expansion*, Documents de travail de l'OCDE en éducation, n° 10, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins, J. et al. (2007), *The Policy Determinants of Investment in Tertiary Education*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 576, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistisques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, *www.oecd.org/edu/eag2005*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Évolution des revenus des diplômés de l'enseignement tertiaire pour le groupe d'âge 25-64 ans

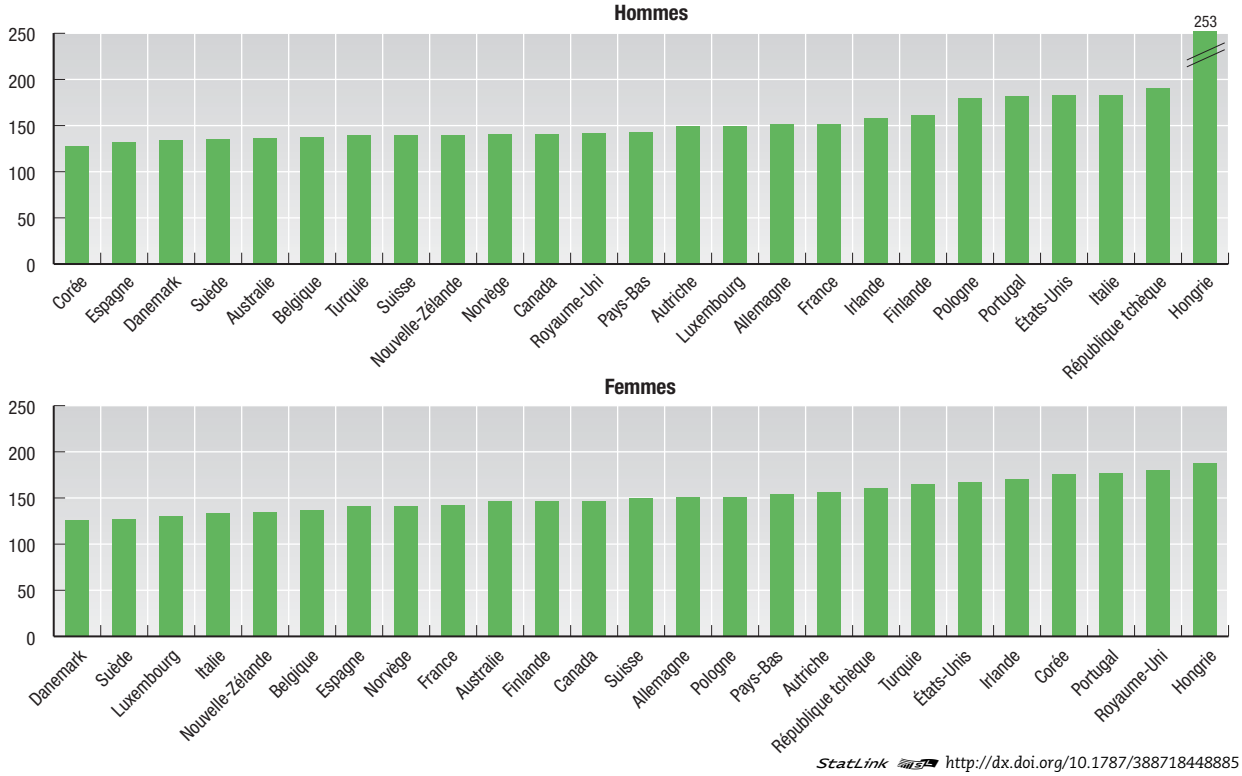
Deuxième cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire = 100

	Hommes							Femmes						
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	138	141	..	140	150	149	151	123	137	..	137	145	148	151
Australie	139	..	142	..	..	..	136	146	..	146	..	..	..	146
Autriche	..	..	..	..	..	..	149	..	..	..	..	..	..	156
Belgique	..	128	..	132	132	137	..	..	132	..	139	132	137	..
Canada	144	151	150	143	143	140	..	145	145	149	141	144	146	..
Corée	..	..	..	..	127	..	..	..	..	..	..	176	..	..
Danemark	133	..	132	131	134	133	..	123	..	124	123	127	126	..
Espagne	..	..	138	..	..	132	..	..	..	125	..	..	141	..
États-Unis	167	178	..	178	177	179	183	163	164	..	165	167	166	167
Finlande	167	..	163	163	160	161	..	145	..	146	146	146	146	..
France	159	..	..	160	151	154	152	145	..	..	148	146	145	142
Hongrie	238	232	232	245	255	253	253	167	164	164	176	192	190	188
Irlande	..	138	..	141	..	157	..	..	163	..	153	..	170	..
Italie	..	143	..	162	..	183	..	..	137	..	147	..	134	..
Luxembourg	..	..	..	149	..	..	..	..	..	..	131	..	..	..
Norvège	135	..	..	138	129	140	..	135	..	..	140	130	142	..
Nouvelle-Zélande	140	130	130	..	132	136	140	129	136	136	..	132	133	135
Pays-Bas	..	..	..	143	..	..	..	..	..	..	155	..	..	..
Pologne	..	..	..	..	..	179	..	..	..	..	..	..	151	..
Portugal	180	..	..	..	..	182	..	170	..	..	..	..	177	..
République tchèque	178	..	..	..	..	193	190	170	..	..	..	..	160	161
Royaume-Uni	150	147	147	..	151	150	142	178	183	183	..	180	178	180
Suède	138	..	141	139	137	135	..	126	..	129	129	128	127	..
Suisse	134	139	..	136	136	142	140	142	150	..	151	153	160	149
Turquie	..	..	..	..	..	139	..	..	..	..	..	..	164	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275237063862

Revenus relatifs des diplômés de l'enseignement tertiaire pour le groupe d'âge 25-64 ans

Deuxième cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire = 100, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388718448885

DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES D'ÉDUCATION

Les dépenses d'éducation constituent un investissement qui contribue à promouvoir la croissance économique, à accroître la productivité, à favoriser l'épanouissement personnel et le développement social et à réduire les inégalités sociales. La part des ressources financières totales affectées à l'éducation représente un des choix fondamentaux opérés dans chaque pays par les pouvoirs publics, les entreprises, les étudiants et leur famille.

Définition

Cet indicateur porte sur les dépenses au titre des écoles, universités et autres établissements publics ou privés impliqués dans la prestation ou le soutien de services éducatifs. Ces dépenses ne se limitent pas aux services d'enseignement mais comprennent également les dépenses publiques et privées consacrées aux services auxiliaires destinés aux élèves/étudiants et à leur famille, pour autant qu'ils soient proposés par l'intermédiaire des établissements d'enseignement. Dans l'enseignement supérieur, les activités de recherche et de développement peuvent représenter une part importante des dépenses, laquelle est incluse dans cet indicateur lorsque les activités de recherche sont menées par des établissements d'enseignement.

En principe, les dépenses publiques comprennent les subventions publiques aux ménages afférentes aux établissements d'enseignement ainsi que les dépenses directes de sources internationales au titre des établissements d'enseignement, et par conséquent les dépenses privées sont nettes des subventions publiques au titre des établissements d'enseignement. Toutefois, les subventions publiques au titre de dépenses d'enseignement consenties en dehors des établissements d'enseignement (par exemple, l'achat de manuels scolaires par les familles, le recours aux services de professeurs particuliers, les frais de subsistance des étudiants) sont exclues. Dans l'enseignement tertiaire, les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants peuvent aussi représenter une part importante du coût de l'éducation.

Comparabilité

Le choix de la définition assez vaste des établissements d'enseignement donnée ci-dessus est dicté par le souci de prendre en compte les dépenses consacrées à des services similaires fournis dans certains pays de l'OCDE par des écoles et des universités et, dans d'autres, par des structures autres que les établissements d'enseignement, et de permettre leur comparaison. En outre, afin de garantir la comparabilité des données dans le temps, les chiffres relatifs aux dépenses pour 1995 ont été obtenus au moyen d'une étude spéciale mise à jour en 2004 dans le cadre de laquelle les dépenses de 1995 ont été ajustées en fonction des méthodes et définitions employées lors de la collecte de données de 2004.

Tendances à long terme

En 2004, compte tenu des sources de financement publiques et privées, l'ensemble des pays de l'OCDE ont consacré 6.2 % de leur PIB cumulé au financement de leurs établissements d'enseignement. Les dépenses les plus élevées au titre des établissements d'enseignement sont observées au Danemark, en Islande, en Corée et aux États-Unis, où elles représentent plus de 7 % du PIB. Toutefois, huit des 28 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles consacrent moins de 5 % de leur PIB aux établissements d'enseignement.

Dans tous les pays, les dépenses publiques et privées au titre de l'éducation ont augmenté d'au moins 7 % en valeur réelle entre 1995 et 2004. Cependant, dans un tiers des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses d'éducation n'ont pas augmenté au même rythme que les ressources nationales au cours de cette période. Les écarts les plus sensibles s'observent en Autriche, en Irlande et en Espagne, où la part du PIB consacrée à l'éducation a régressé d'au moins 0.5 point de pourcentage entre 1995 et 2004.

Il convient de noter que la forte progression du PIB occulte le fait que les dépenses au titre des établissements d'enseignement ont sensiblement augmenté en termes réels dans la totalité des pays de l'OCDE entre 1995 et 2004. De plus, la taille de la population d'âge scolaire détermine la demande de formation, et les niveaux de rémunération des enseignants à l'échelle nationale ont également une incidence sur la part des dépenses consacrée à l'éducation.

Source

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *L'école de demain – Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistisques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2007), *UOE Data Collection – 2007 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, *www.oecd.org/edu/eag2005*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Dépenses au titre des établissements d'enseignement pour tous les niveaux d'éducation

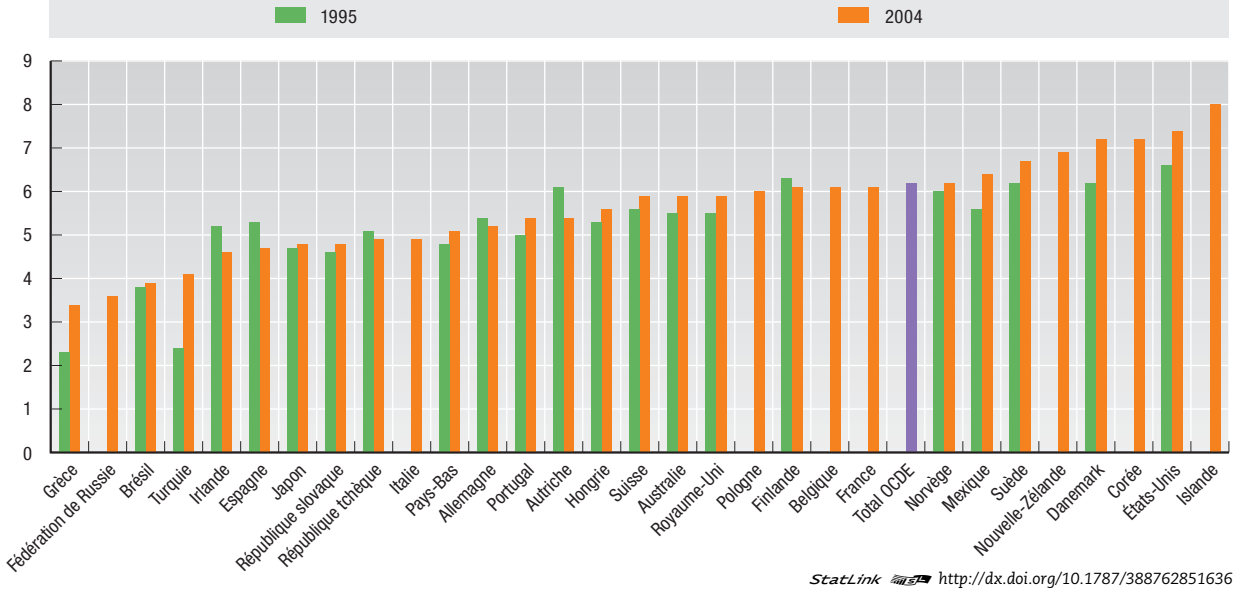
En pourcentage du PIB

	1995			2004		
	Publiques	Privées	Totales	Publiques	Privées	Totales
Allemagne	4.4	1.0	5.4	4.3	0.9	5.2
Australie	4.5	1.0	5.5	4.3	1.6	5.9
Autriche	5.8	0.3	6.1	5.0	0.4	5.4
Belgique	..	..	..	5.8	0.2	6.1
Canada	6.2	0.8	7.0	..	..	..
Corée	..	..	..	4.4	2.8	7.2
Danemark	6.0	0.2	6.2	6.9	0.3	7.2
Espagne	4.5	0.8	5.3	4.2	0.6	4.7
États-Unis	4.7	1.9	6.6	5.1	2.3	7.4
Finlande	6.3	..	6.3	6.0	0.1	6.1
France	..	..	..	5.7	0.4	6.1
Grèce	2.3	..	2.3	3.3	0.2	3.4
Hongrie	4.8	0.6	5.3	5.1	0.5	5.6
Irlande	4.7	0.5	5.2	4.3	0.3	4.6
Islande	..	..	..	7.2	0.7	8.0
Italie	4.7	..	..	4.4	0.5	4.9
Japon	3.6	1.2	4.7	3.5	1.2	4.8
Mexique	4.6	1.0	5.6	5.2	1.2	6.4
Norvège	6.0	0.4	6.3	6.2	..	..
Nouvelle-Zélande	4.8	..	..	5.6	1.3	6.9
Pays-Bas	4.6	0.2	4.8	4.6	0.5	5.1
Pologne	5.2	..	..	5.4	0.6	6.0
Portugal	5.0	..	5.0	5.3	0.1	5.4
République slovaque	4.5	0.1	4.6	4.0	0.8	4.8
République tchèque	4.8	0.3	5.1	4.2	0.6	4.9
Royaume-Uni	4.8	0.7	5.5	5.0	1.0	5.9
Suède	6.1	0.1	6.2	6.5	0.2	6.7
Suisse	5.6	0.4	6.0	5.9	..	..
Turquie	2.4	..	2.4	3.8	0.3	4.1
Moyenne OCDE	..	..	..	5.0	0.7	5.7
Total OCDE	..	..	..	4.7	1.4	6.2
Brésil	3.6	..	..	3.9	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	3.6	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275251867381

Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement pour tous les niveaux d'éducation

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388762851636

FINANCES PUBLIQUES

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS

DÉFICITS PUBLICS

DETTE PUBLIQUE

DÉPENSES PUBLIQUES

DÉPENSES DE SANTÉ

DÉPENSES SOCIALES

DÉPENSES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE DÉFENSE

SOUTIENS ET AIDES

ESTIMATIONS DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

FISCALITÉ

RECETTES FISCALES TOTALES

IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN

DÉFICITS PUBLICS

Les déficits publics ou les excédents sont généralement estimés en utilisant les chiffres de besoin de financement (ou la capacité de financement) du secteur de l'administration publique des comptes nationaux. Entre 1991 et 2005, la plupart des pays de l'OCDE a enregistré un déficit mais en 2006 la moitié des pays de l'OCDE a enregistré un excédent. Les déficits publics doivent être financés en empruntant auprès des résidents ou des étrangers.

Définition

Le besoin/la capacité de financement de l'administration publique est le solde des comptes non financiers (selon le *Système de comptabilité nationale de 1993*). Il correspond aussi à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses, ce qui inclut les dépenses en capital (en particulier la formation brute de capital fixe). La principale recette de l'administration publique se compose des recettes fiscales, des contributions sociales, des dividendes et d'autres revenus de la propriété. La principale dépense se compose de la rémunération des fonctionnaires, des prestations sociales, des intérêts payés au titre de la dette publique, des subventions, et de la formation brute de capital fixe. Un chiffre négatif représente un déficit.

Les données figurant dans le tableau ont été établies sur la base de la comptabilité nationale et les chiffres peuvent différer des chiffres notifiés à la Commission européenne dans le cadre de la procédure de déficits excessifs (PDE) pour certains pays de l'UE et pour certaines années.

Comparabilité

Les données figurant dans ce tableau sont basées sur le *Système de comptabilité nationale de 1993* ou sur le Système de comptabilité européenne de 1995 de sorte que tous les pays utilisent une série commune de définitions. Dans plusieurs pays de l'OCDE les comptes de 2000, 2001 et 2002, ont été affectés par la vente des licences de téléphonie mobile, enregistrée dans les comptes nationaux comme une dépense négative (la vente d'un actif) réduisant ainsi le déficit. Pour permettre la comparabilité, d'importantes opérations ponctuelles ont été exclues des données dans quelques cas (Allemagne et Pays-Bas en 1995, Japon en 1998).

Tendances à long terme

Les déficits publics sont sensibles au cycle économique ainsi qu'aux politiques fiscales et aux politiques de dépenses publiques. Pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, les déficits en pourcentage du PIB ont atteint un point culminant en 1993 mais ont ensuite diminué régulièrement au cours des six années suivantes et se sont transformés en excédent (capacité de financement) au sommet du cycle économique en 2000. Depuis lors, les déficits progressent et le déficit exprimé en pourcentage du PIB s'est établi à un niveau élevé en 2003 pour la plupart des grands pays membres, notamment l'Allemagne, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et, tout particulièrement, le Japon. En 2004-2006, le déficit exprimé en pourcentage du PIB a diminué dans la plupart des pays, à l'exception de la Hongrie, de l'Italie, du Portugal et de la République slovaque.

Lors de la période préparatoire à l'Union monétaire, les pays de l'UE qui devaient adopter l'euro ont suivi des politiques fiscales visant à réduire les déficits publics. Des politiques de réduction du déficit ont été mises en œuvre avec succès dans plusieurs autres pays, notamment la Nouvelle-Zélande depuis 1994 et l'Australie, le Danemark, la Finlande et la Suède depuis 1998. La Corée est le seul pays qui ait enregistré des surplus tout au long de la période, même si la Norvège a dégagé un excédent la plupart des années depuis 1990.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux annuels*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, *www.oecd.org/eco/sources-and-methods*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Besoin/capacité de financement des administrations publiques

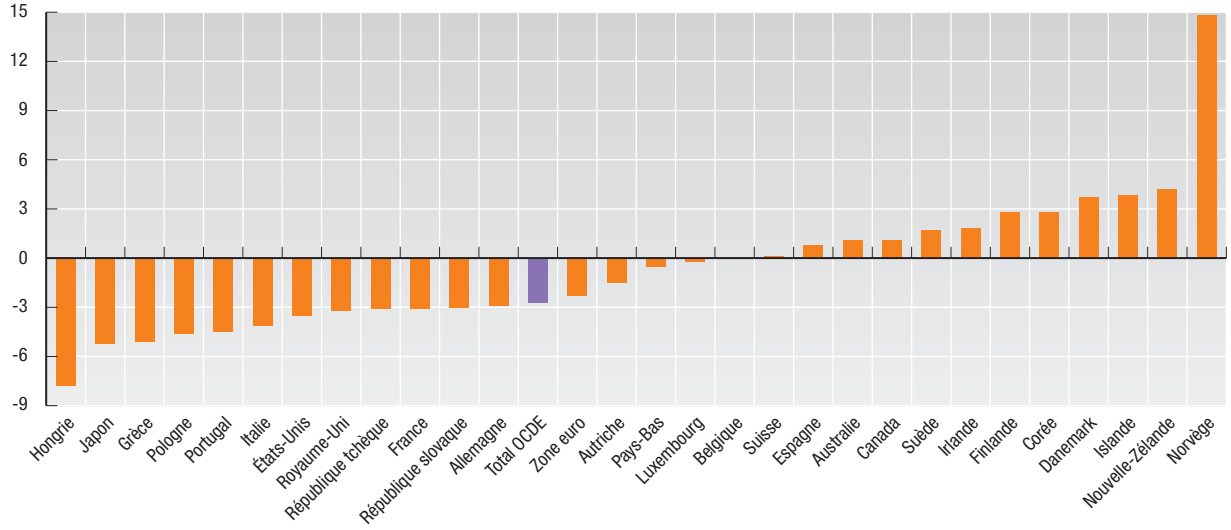
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	-3.0	-2.3	-3.2	-3.3	-2.6	-2.2	-1.5	1.3	-2.8	-3.6	-4.0	-3.8	-3.4	-1.6
Australie	-4.4	-4.5	-3.7	-2.4	-0.7	1.6	2.3	0.5	0.1	0.6	1.7	0.9	1.2	1.2
Autriche	-4.4	-4.8	-5.7	-4.0	-1.8	-2.4	-2.3	-1.6	-0.1	-0.7	-1.8	-1.3	-1.7	-1.5
Belgique	-7.3	-5.0	-4.4	-3.8	-2.1	-0.8	-0.5	0.1	0.5	0.0	0.0	-0.1	-0.1	0.2
Canada	-8.7	-6.7	-5.3	-2.8	0.2	0.1	1.6	2.9	0.7	-0.1	-0.1	0.8	1.6	1.0
Corée	2.2	2.9	3.8	3.4	3.3	1.6	2.7	5.4	4.6	5.4	0.4	2.5	3.0	3.0
Danemark	-3.8	-3.3	-2.9	-1.9	-0.5	0.0	1.4	2.3	1.2	0.2	-0.1	1.9	4.6	4.7
Espagne	-7.3	-6.8	-6.5	-4.9	-3.4	-3.2	-1.4	-1.0	-0.7	-0.5	-0.2	-0.4	1.0	1.8
États-Unis	-4.9	-3.6	-3.1	-2.2	-0.8	0.4	0.9	1.6	-0.4	-3.8	-4.8	-4.4	-3.6	-2.6
Finlande	-8.3	-6.7	-6.2	-3.5	-1.2	1.7	1.6	6.9	5.0	4.1	2.3	2.1	2.5	3.7
France	-6.4	-5.4	-5.5	-4.0	-3.3	-2.6	-1.8	-1.5	-1.6	-3.2	-4.1	-3.6	-3.0	-2.6
Grèce	-11.9	-8.3	-9.1	-6.6	-5.9	-3.8	-3.1	-3.7	-4.4	-4.8	-5.7	-7.2	-5.2	-2.8
Hongrie	-6.8	-11.4	-7.7	-6.0	-7.4	-8.5	-5.3	-3.0	-4.1	-8.9	-7.2	-6.4	-7.8	-9.3
Irlande	-2.7	-2.0	-2.1	-0.1	1.4	2.3	2.6	4.7	1.0	-0.4	0.4	1.4	1.2	2.9
Islande	-4.5	-4.7	-3.0	-1.6	0.0	-0.4	1.1	1.7	-0.7	-2.6	-2.8	0.0	4.9	6.3
Italie	-10.1	-9.1	-7.4	-7.0	-2.7	-3.1	-1.8	-0.9	-3.1	-3.0	-3.5	-3.5	-4.3	-4.5
Japon	-2.4	-4.2	-5.1	-5.1	-4.0	-5.8	-7.4	-7.6	-6.3	-8.0	-7.9	-6.2	-6.4	-2.9
Luxembourg	1.5	2.5	2.4	1.2	3.7	3.4	3.4	6.0	6.1	2.1	0.5	-1.2	-0.1	0.7
Norvège	-1.4	0.3	3.2	6.3	7.6	3.3	6.0	15.4	13.3	9.2	7.3	11.1	15.2	18.0
Nouvelle-Zélande	-0.4	3.1	2.9	2.9	1.7	0.1	-0.2	1.6	2.1	3.2	3.8	4.3	4.5	3.8
Pays-Bas	-2.8	-3.5	-4.3	-1.9	-1.2	-0.9	0.4	2.0	-0.3	-2.0	-3.1	-1.8	-0.3	0.5
Pologne	..	..	-4.4	-4.9	-4.6	-4.3	-2.3	-3.0	-5.1	-5.0	-6.3	-5.7	-4.3	-3.8
Portugal	-7.7	-7.4	-5.2	-4.5	-3.4	-3.0	-2.7	-3.0	-4.3	-2.9	-3.0	-3.4	-6.1	-3.9
République slovaque	..	-8.7	-3.4	-9.8	-6.2	-5.3	-7.1	-12.2	-6.5	-8.2	-2.8	-2.4	-2.8	-3.7
République tchèque	..	..	-13.4	-3.3	-3.8	-5.0	-3.7	-3.7	-5.7	-6.8	-6.6	-2.9	-3.5	-2.9
Royaume-Uni	-7.9	-6.7	-5.8	-4.1	-2.1	0.1	1.1	4.0	0.9	-1.7	-3.3	-3.3	-3.5	-2.8
Suède	-11.3	-9.2	-7.4	-3.4	-1.7	1.2	1.2	3.8	1.7	-1.5	-1.1	0.6	2.1	2.3
Suisse	-2.7	-1.9	-1.2	-1.4	-2.4	-1.5	0.0	2.3	0.9	0.1	-1.2	-1.1	0.4	1.1
Zone euro	-5.7	-4.9	-5.0	-4.2	-2.7	-2.3	-1.4	0.0	-1.8	-2.6	-3.1	-2.9	-2.5	-1.6
Total OCDE	-4.9	-4.2	-4.0	-3.1	-1.8	-1.3	-0.8	0.2	-1.3	-3.2	-4.0	-3.4	-2.9	-1.8

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275262656545

Besoin/capacité de financement des administrations publiques

En pourcentage du PIB, moyenne 2004-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388767437087

DETTE PUBLIQUE

Il existe deux méthodes standard pour mesurer l'ampleur de la dette publique – par référence au passif financier brut ou par référence au passif financier net – ce dernier correspondant au passif financier brut moins les actifs financiers. Le passif financier brut exprimé en pourcentage du PIB est le ratio d'endettement public le plus couramment utilisé, et c'est celui qui figure dans ce tableau.

Définition

Pour la plupart des pays, le passif financier brut comprend les dettes (à court et à long terme) de toutes les institutions du secteur des administrations publiques, telles que définies dans le *Système de comptabilité nationale* (SCN) *de 1993* ou sur le Système de comptabilité européenne (SCE) de 1995. Cette définition diffère de la définition de la dette appliquée dans le cadre du traité de Maastricht principalement sur deux points. Premièrement, la dette brute selon la définition de Maastricht ne comprend pas les avances et crédits commerciaux, ainsi que les actions et les réserves techniques d'assurance. Deuxièmement, les obligations publiques sont valorisées à leur valeur nominale et non à la valeur du marché ou au prix d'émission majoré des intérêts courus, comme l'exigent les règles du SCN. Les États-Unis et le Canada valorisent également les obligations publiques à leur valeur nominale.

En principe, les dettes au sein des différents niveaux de l'administration et entre ces niveaux sont consolidées ; un prêt d'un niveau d'administration à un autre niveau représente à la fois un actif et un passif d'un montant équivalent pour l'administration dans son ensemble et donc s'annule (il est « consolidé ») pour le secteur des administrations publiques.

Comparabilité

La comparabilité des données peut être compromise de deux manières. Premièrement, des différences nationales dans l'application des définitions SCN/SEC peuvent affecter la comparabilité de la dette publique d'un pays à l'autre. Deuxièmement, des modifications de l'application des définitions SCN/SEC peuvent altérer la comparabilité des données dans un même pays au fil du temps.

Tendances à long terme

Entre 1990 et 1996, le passif financier brut de l'État augmentait dans la plupart des pays. Depuis lors, la dette publique diminue en pourcentage du PIB dans bon nombre des 28 pays figurant dans le tableau. Toutefois, il existe des exceptions : les ratios d'endettement public ont continué de croître très rapidement au Japon et en Corée et de manière importante en France, en Allemagne, en Grèce et au Portugal. Le ratio d'endettement public de la Corée a augmenté de plus de 8 % par an de 1990 à 2006, mais à partir d'un taux initial très bas, et en 2006 ce ratio était encore l'un des plus bas de la zone OCDE.

En 2006, le ratio d'endettement public dépassait 100 % en Grèce, en Italie et au Japon, et avoisinait 90 % en Belgique. La plupart des pays se situaient dans une fourchette de 40 à 70 %, deux pays – l'Australie et le Luxembourg – enregistrant des ratios d'endettement inférieurs à 20 %.

Source

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Décembre n° 82 – Volume 2007-2*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *La gestion de la dette publique et les marchés des valeurs d'État au XXIe siècle*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Credit Risk and Credit Access in Asia*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Dette de l'administration centrale*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux annuels*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

Sites Internet

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, *www.oecd.org/eco/sources-and-methods*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Engagements financiers bruts des administrations publiques

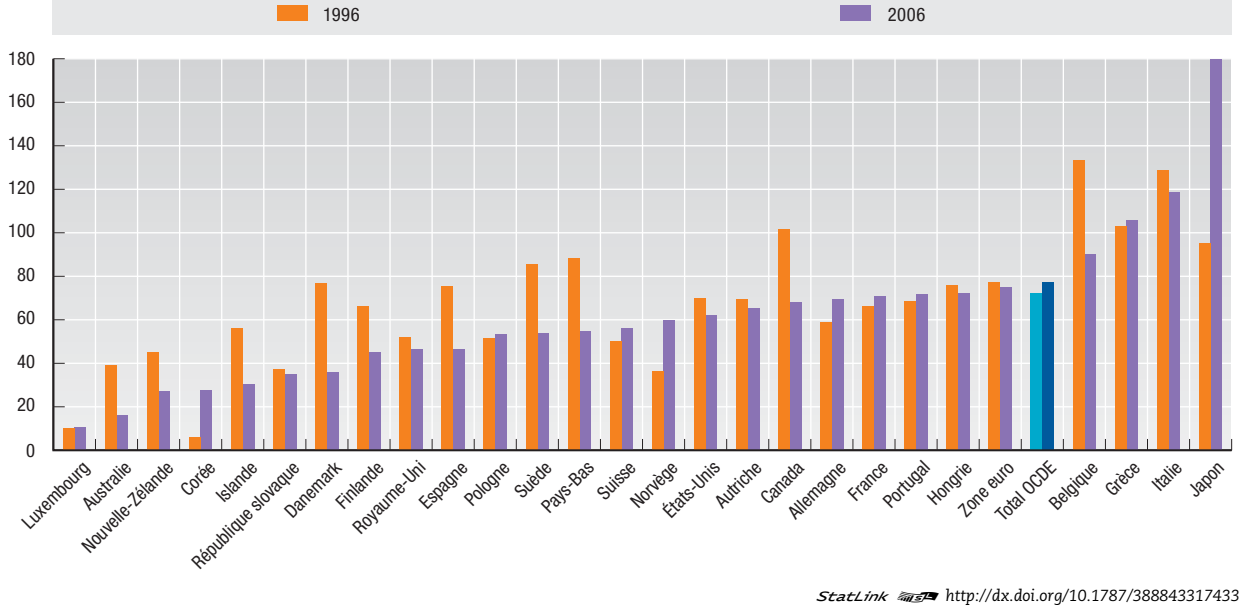
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	46.3	46.6	55.7	58.9	60.4	62.2	61.5	60.4	59.7	62.1	65.3	68.7	71.1	69.3
Australie	30.6	40.1	41.9	39.1	37.4	32.3	28.0	25.0	22.2	20.1	18.8	17.1	16.8	16.1
Autriche	61.5	64.7	69.2	69.6	66.0	67.4	69.9	69.4	70.2	71.7	69.7	69.2	69.5	65.5
Belgique	140.7	137.8	135.3	133.2	128.1	122.9	119.6	113.4	111.8	108.3	103.5	98.5	94.2	90.1
Canada	96.3	98.0	101.6	101.7	96.3	95.2	91.4	82.1	82.7	80.6	76.6	72.4	70.3	68.1
Corée	5.6	5.2	5.5	5.9	7.5	13.1	15.6	16.3	17.4	16.6	18.4	22.6	24.7	27.7
Danemark	85.0	78.9	79.3	76.6	72.1	69.7	64.1	57.1	55.0	55.4	53.6	50.3	42.2	36.0
Espagne	65.5	64.1	68.8	75.6	74.6	74.4	68.5	66.5	61.9	60.3	55.1	53.2	50.6	46.7
États-Unis	71.9	71.1	70.7	70.0	67.6	64.5	61.0	55.2	55.2	57.6	60.9	62.0	62.4	61.9
Finlande	57.8	60.8	65.3	66.2	64.5	60.9	54.7	52.3	49.7	49.4	51.2	51.5	48.4	44.9
France	51.0	60.2	62.6	66.3	68.4	70.0	66.5	65.2	63.8	66.8	71.0	73.6	75.4	70.9
Grèce	..	..	101.2	103.1	100.0	97.6	101.1	114.9	117.9	116.3	112.5	114.4	112.3	106.0
Hongrie	92.0	91.8	88.5	76.1	66.8	65.0	66.2	60.1	59.7	60.9	61.3	65.2	68.6	72.1
Irlande	..	..	..	..	..	62.2	51.3	40.2	37.4	35.2	34.1	32.8	32.8	29.1
Islande	53.1	55.7	58.9	56.3	53.1	47.9	43.4	41.0	45.9	42.1	40.8	34.4	25.5	30.3
Italie	116.0	120.6	122.2	128.6	130.2	132.6	126.4	121.6	120.8	119.5	117.0	117.5	120.5	118.7
Japon	74.7	80.2	87.6	95.0	101.6	114.3	128.3	136.7	145.1	153.6	159.5	167.1	177.3	179.7
Luxembourg	..	..	9.5	10.1	10.2	11.2	10.0	9.2	8.2	8.5	7.9	8.6	7.7	10.8
Norvège	40.8	37.3	40.9	36.5	32.0	30.8	30.8	34.1	32.9	40.5	49.2	52.8	49.2	59.6
Nouvelle-Zélande	..	57.4	51.3	44.9	42.3	42.2	39.6	37.4	35.4	33.5	31.4	28.7	27.6	27.2
Pays-Bas	96.7	86.7	89.6	88.1	82.2	80.8	71.6	63.9	59.4	60.3	61.4	61.9	61.0	54.7
Pologne	..	..	51.6	51.4	48.3	43.8	46.6	42.4	37.4	50.3	50.8	49.7	50.2	53.6
Portugal	..	..	68.8	68.4	67.4	65.2	61.9	60.9	61.8	65.3	65.8	67.9	71.9	71.6
République slovaque	..	..	38.0	37.2	38.6	41.0	53.1	57.4	57.1	50.1	48.6	47.6	39.1	35.2
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	33.1	34.9	34.7	34.8	34.7
Royaume-Uni	49.0	47.3	52.2	52.0	52.9	53.3	48.3	45.6	40.8	41.3	41.7	43.8	46.5	46.6
Suède	79.0	83.3	82.0	85.5	84.2	83.5	74.7	65.7	64.4	61.7	61.1	60.9	61.3	53.9
Suisse	42.9	45.5	47.7	50.1	52.1	54.9	51.9	52.5	51.3	57.2	57.0	57.9	56.4	56.0
Zone euro	65.9	69.0 |	72.3	77.4	79.5	80.1	78.3	75.1	73.7	74.0	75.0	75.8	76.9	74.8
Total OCDE	66.9	68.3 |	70.2	72.2	72.4	73.0	72.4	69.6	69.9	71.9	74.1	75.8	77.6	77.1

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275264344677

Engagements financiers bruts des administrations publiques

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388843317433

DÉPENSES DE SANTÉ

Dans la majorité des pays de l'OCDE, les dépenses de santé représentent une part élevée et croissante des dépenses publiques et privées. Leur montant, en pourcentage du PIB, est très variable d'un pays à l'autre, ce qui tient à divers facteurs liés au marché et d'ordre social, ainsi qu'à la diversité des modes de financement et d'organisation des systèmes de santé.

Définition

Les dépenses totales de santé représentent la consommation finale de biens et services de santé (dépenses de santé courantes), plus les dépenses d'investissement dans les infrastructures de la santé. Elles comprennent les dépenses consacrées par des sources tant publiques que privées (y compris les ménages) aux biens et services médicaux, aux programmes de santé publique et de prévention et à l'administration. Les dépenses liées à la santé, notamment celles consacrées à la formation médicale, à la recherche et à la santé environnementale, sont exclues.

Comparabilité

Les pays de l'OCDE en sont à divers degrés dans la manière dont ils fournissent le total des dépenses de santé en fonction des délimitations des soins de santé proposés dans le manuel de l'OCDE : *Système de comptes de la santé* (SCS). Cela signifie que les données fournies présentent différents niveaux de comparabilité. La comparabilité des données sur les dépenses de santé s'est améliorée au cours des dernières années. Toutefois, des limitations (même parmi les pays où la dépense totale est assez comparable), dues au fait que la notification des données est connectée aux enregistrements administratifs actuels des systèmes de financement, demeurent. Par exemple, des pratiques différentes en ce qui concerne l'inclusion des soins à long terme dans la santé ou les dépenses sociales sont un des principaux facteurs influant sur la comparabilité des données.

La taille du PIB d'un pays, et par conséquent son ratio des dépenses totales de santé au PIB, peut être affectée par les bénéfices non distribués par des sociétés étrangères opérant dans le pays. C'est particulièrement le cas pour des pays comme l'Irlande.

Tendances à long terme

En 2005, la part moyenne du PIB que les pays de l'OCDE consacraient aux dépenses de santé a atteint 9 %. Toutefois, cette proportion variait considérablement selon les pays de l'OCDE. Elle s'échelonnait entre des valeurs allant d'autour 6 % en Corée, en Pologne et au Mexique à 15.3 % du PIB pour les États-Unis. Le nombre de pays qui consacraient plus de 10 % de leur PIB aux biens et services de santé s'élevait à huit en 2005, contre quatre en 2000 et deux en 1995. Le pays avec le plus de dépenses publiques en proportion du PIB avait près de trois fois le ratio du pays avec les plus faibles. Les dépenses publiques de santé en France ont représenté 8.9 % du PIB en 2005, alors qu'en Corée, où les soins de santé sont équitablement répartis entre les financements publics et privés, le financement public de la santé était de 3.2 % du PIB.

L'évolution dans le temps du ratio des dépenses de santé par rapport au PIB reflètent l'effet combiné de l'évolution du PIB et les dépenses de santé. Presque tous les pays de l'OCDE ont connu une augmentation de la proportion de l'économie nationale consacrée à la santé au cours des dix dernières années. Aux États-Unis, au Canada et en Suisse, la croissance des dépenses de santé a dépassé par une large marge celle de la croissance économique entre 2000 et 2003 en prenant en compte le ratio des dépenses de santé par rapport au PIB stabilisé. En revanche, l'accroissement de la part du PIB consacrée à la santé a été plus modeste au cours des dix dernières années en Allemagne et au Japon, où la faible croissance économique a été accompagnée d'une faible croissance des dépenses de santé.

Il existe une association positive entre le PIB par habitant et les dépenses de santé par habitant dans les pays de l'OCDE. L'association est plus forte parmi les pays de l'OCDE à faible PIB par habitant, que parmi les pays ayant un PIB par habitant plus élevé. Pour les pays ayant des niveaux de PIB par habitant équivalents, il y a des différences importantes dans les dépenses de santé. Par exemple, les dépenses de santé par habitant du Japon et de l'Allemagne diffère considérablement ; le Japon y consacrant moins de trois quart du niveau de l'Allemagne.

Les récentes projections de l'OCDE suggèrent que, en fonction du type de scénario, les dépenses de la santé et des soins de longue durée pourraient augmenter de 3.5 à plus de 6 points de pourcentage du PIB en moyenne dans l'OCDE entre 2005 et 2050 (dont 2 à 4 points de pourcentage pour les soins de santé). Pour les soins de santé, l'impact du vieillissement de la population sur les dépenses devraient augmenter au fil du temps, mais son effet est modéré par rapport à l'impact des facteurs non-démographiques (comme par exemple, revenus plus élevés et diffusion de nouveaux traitements et produits médicaux).

Source

- OCDE (2007), *Éco-Santé OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *Le projet de l'OCDE sur la santé : L'assurance-maladie privée dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Technologies de la santé et prise de décision*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (Vol. 1): Norvège, Pologne, Suisse*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), « The Drivers of Public Expenditure on Health and Long-Term Care: an Integrated Approach », *Revue économique de l'OCDE*, n° 43 volume 2006/2, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2000), *Système de comptes de la santé*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *OCDE Eco-Santé*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Dépenses de santé publiques et totales

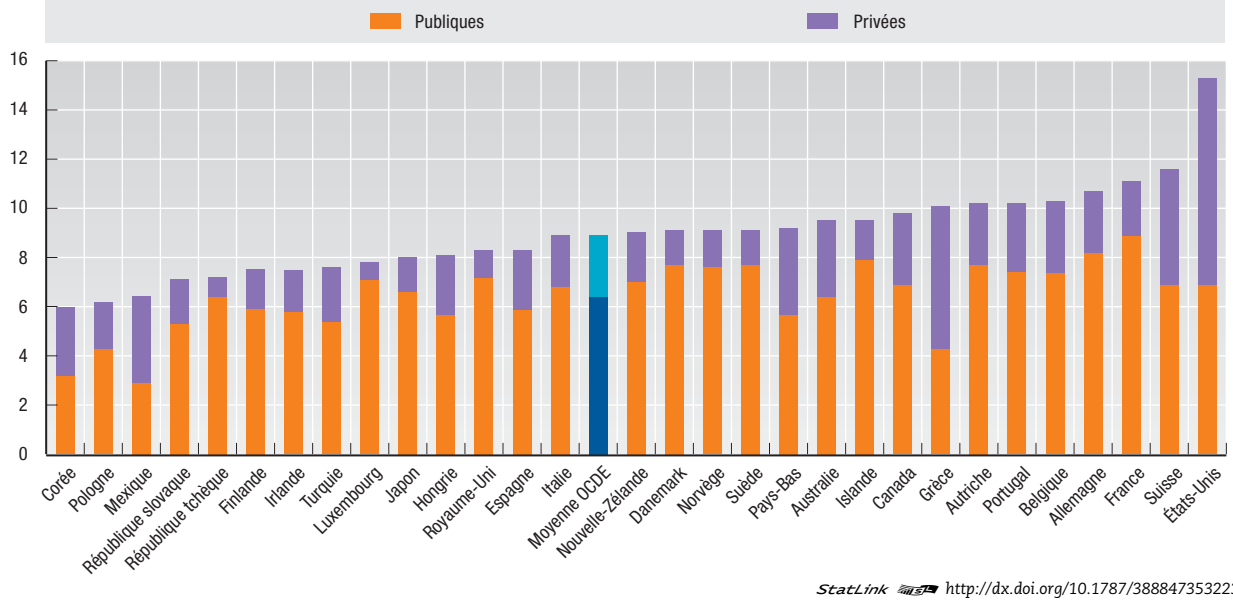
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques de santé							Dépenses totales de santé						
	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005
Allemagne	6.6 |	7.8	8.2	8.4	8.5	8.1	8.2	8.4 |	9.6	10.3	10.6	10.8	10.6	10.7
Australie	4.3	5.1 |	6.0	6.2	6.2	6.4	..	6.8	7.5 |	8.8	9.1	9.2	9.5	..
Autriche	5.1	5.1 |	7.6	7.6	7.7	7.8	7.7	7.5	7.0 |	10.0	10.1	10.2	10.3	10.2
Belgique	..	..	6.6	6.7 |	7.2	7.5	7.4	6.3	7.2	8.6	9.0 |	10.1	10.2	10.3
Canada	5.3	6.6 |	6.2	6.7	6.8	6.8	6.9	7.0	8.9 |	8.8	9.6	9.8	9.8	9.8
Corée	1.1	1.6	2.2	2.7	2.8	2.9	3.2	4.1	4.3	4.8	5.3	5.4	5.5	6.0
Espagne	4.2	5.1	5.2	5.2 |	5.5	5.7	5.9	5.3	6.5	7.2	7.3 |	7.8	8.1	8.3
États-Unis	3.6	4.7	5.8	6.6	6.7	6.8	6.9	8.8	11.9	13.2	14.7	15.2	15.2	15.3
Danemark	7.9	6.9	6.8	7.3 |	7.7	7.8	7.7	8.9	8.3	8.3	8.8 |	9.1	9.2	9.1
Finlande	5.0	6.2 |	4.9	5.4	5.6	5.7	5.9	6.3	7.7 |	6.6	7.0	7.3	7.4	7.5
France	5.6	6.4 |	7.5	7.9 |	8.6	8.7	8.9	7.0	8.4 |	9.6	10.0 |	10.9	11.0	11.1
Grèce	2.8	3.1 |	4.1	4.6	4.7	4.3	4.3	5.1	5.8 |	9.3	9.7	10.0	9.6	10.1
Hongrie	..	6.3 |	4.9	5.3	5.9	5.7	..	..	7.0 |	6.9	7.6	8.3	8.1	..
Irlande	6.8 |	4.4	4.6	5.4	5.6	5.8	5.8	8.3 |	6.1	6.3	7.2	7.3	7.5	7.5
Islande	5.5	6.8	7.6	8.3	8.5	8.3	7.9	6.3	7.8	9.3	10.0	10.3	10.0	9.5
Italie	..	6.1	5.8	6.2	6.2	6.6	6.8	..	7.7	8.1	8.3	8.3	8.7	8.9
Japon	4.7	4.6 |	6.2	6.5	6.6	6.6	..	6.5	6.0 |	7.7	8.0	8.1	8.0	..
Luxembourg	4.8	5.0 |	5.2	6.1 |	6.8	7.1	7.1	5.2	5.4 |	5.8	6.8 |	7.6	7.9	7.9
Mexique	..	2.0 |	2.6	2.7	2.8	3.0	2.9	..	4.8 |	5.6	6.2	6.3	6.5	6.4
Norvège	5.9	6.3 |	6.9	8.2	8.4	8.1	7.6	7.0	7.6 |	8.4	9.8	10.0	9.7	9.1
Nouvelle-Zélande	5.1	5.7	6.0	6.4	6.3	6.7	7.0	5.9	6.9	7.7	8.2	8.0	8.5	9.0
Pays-Bas	5.2	5.4 |	5.0	5.5	..	..	..	7.5	8.0 |	8.0	8.9	9.1	9.2	..
Pologne	..	4.4	3.9	4.5	4.4	4.3	4.3	..	4.8	5.5	6.3	6.2	6.2	6.2
Portugal	3.4	3.8 |	6.4	6.5	7.1	7.2	7.4	5.3	5.9 |	8.8	9.0	9.7	10.0	10.2
République slovaque	..	..	4.9	5.0	5.2 |	5.3	5.3	..	..	5.5	5.6	5.9 |	7.2	7.1
République tchèque	..	4.6 |	5.9	6.4	6.7	6.5	6.4	..	4.7 |	6.5	7.1	7.4	7.3	7.2
Royaume-Uni	5.0	5.0 |	5.9	6.4 |	6.7	6.9	7.2	5.6	6.0 |	7.3	7.7 |	7.8	8.1	8.3
Suède	8.3	7.5 |	7.1	7.8	7.9	7.7	7.7	9.0	8.3 |	8.4	9.1	9.3	9.1	9.1
Suisse	..	4.3	5.8	6.5	6.7	6.8	6.9	7.4	8.3	10.4	11.1	11.5	11.5	11.6
Turquie	1.0	2.2 |	4.2	5.2	5.4	5.6	5.4	3.3	3.6 |	6.6	7.4	7.6	7.7	7.6
Moyenne OCDE	4.9	5.1	5.7	6.1	6.4	6.4	6.4	6.6	7.0	7.9	8.5	8.8	8.9	9.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275270388145

Dépenses de santé

En pourcentage du PIB, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388847353223

DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales en pourcentage du PIB sont un indicateur du degré auquel les pouvoirs publics assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes désavantagés ou vulnérables.

Définition

Les dépenses sociales publiques comprennent les prestations en espèces, la fourniture directe « en nature » de biens et de services, et les allégements fiscaux à des fins sociales. Pour être considérées comme « sociales », les prestations doivent viser un ou plusieurs objectifs sociaux. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, mais elles peuvent aussi concerner les membres d'un ménage qui sont âgés, handicapés, malades, chômeurs ou jeunes. Les programmes régissant la fourniture de prestations sociales doivent comporter : *a)* une redistribution des ressources entre les ménages, ou *b)* une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire les administrations centrales, des états fédérés et locales, y compris les caisses de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Les dépenses présentées ici se réfèrent uniquement aux prestations sociales publiques et excluent ces mêmes prestations fournies par des organisations caritatives privées.

Comparabilité

Aux fins de comparaison internationale, l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé est celui des dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB. Des problèmes de mesure se posent, particulièrement en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui peuvent être sous-estimées dans certains pays. Comme indiqué précédemment, les prestations sociales fournies par des organisations caritatives privées sont exclues.

Tendances à long terme

En 2003, en moyenne, les dépenses sociales publiques représentent 21 % du PIB, même si l'on observe de fortes différences d'un pays à l'autre : environ 31 % en Suède contre 5-6 % au Mexique et en Corée.

Les évolutions des dépenses sociales brutes au fil du temps sont également significatives. Depuis 80, la part moyenne des dépenses sociales publiques brut dans le PIB a augmenté, passant de 16 à 21 %, en 2003, dans 28 pays de l'OCDE. Les situations varient selon les pays de l'OCDE, mais les ratios moyens dépenses sociales publiques/PIB ont particulièrement augmenté au début des années 80, au début des années 90, puis de nouveau au début de ce millénaire, le ratio moyen dépenses publiques/PIB ayant progressé de 1 % de 2000 à 2003. Entre moments charnières au début de chaque décennie, les ratios dépenses/PIB n'ont guère varié ; au cours des années 80, le ratio moyen dépenses sociales publiques/PIB a oscillé autour de valeurs tout juste inférieures à 20 % du PIB, tandis que dans les années 90, il a eu tendance à diminuer après la récession économique du début des années 90, mais il s'est quand même maintenu au-dessus de 20 % du PIB.

Il est commode de diviser les dépenses en fonction de leur finalité sociale afin de mieux analyser l'orientation des politiques et les tendances. D'une manière générale, les trois catégories de transferts sociaux les plus importantes sont les pensions (en moyenne 8 % du PIB), la santé (6 %) et les transferts de revenu au profit de la population en âge de travailler (5 %). Les dépenses publiques au titre d'autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où l'intervention publique en fourniture de services aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus développée.

Les aides publiques aux familles ayant des enfants dans l'ensemble de la zone de l'OCDE représentent près de 2 % du PIB en moyenne, mais ce montant a augmenté dans la plupart des pays depuis 80. Le soutien à la famille excède 3 % du PIB dans les pays nordiques et en Autriche, ces pays possédant le système public le plus complet d'indemnités pour enfants, de congés payés et dispositifs de gardes d'enfants. De plus, les pouvoirs publics peuvent également aider les familles par le biais du système fiscal ; à titre d'exemple, on mentionnera le « quotient familial » en France et le « fractionnement des revenus » en Allemagne.

Les dépenses d'assurances sociales liées à l'incapacité de travailler (prestations pour invalidité, maladie et accident du travail) ont diminué dans certains pays tandis qu'elles ont augmenté dans d'autres depuis 80. Des baisses particulièrement importantes ont été constatées en Belgique et aux Pays-Bas.

Source

- *Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Adema, W. et M. Ladaique (2005), *Net Social Expenditure, 2005 Edition: More Comprehensive Measures of Social Support*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 29, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Transformer le handicap en capacité : Promouvoir le travail et la sécurité des revenus des personnes handicapées*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE Édition 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Statistiques sur la protection sociale, *www.oecd.org/statistics/social*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Dépenses sociales publiques

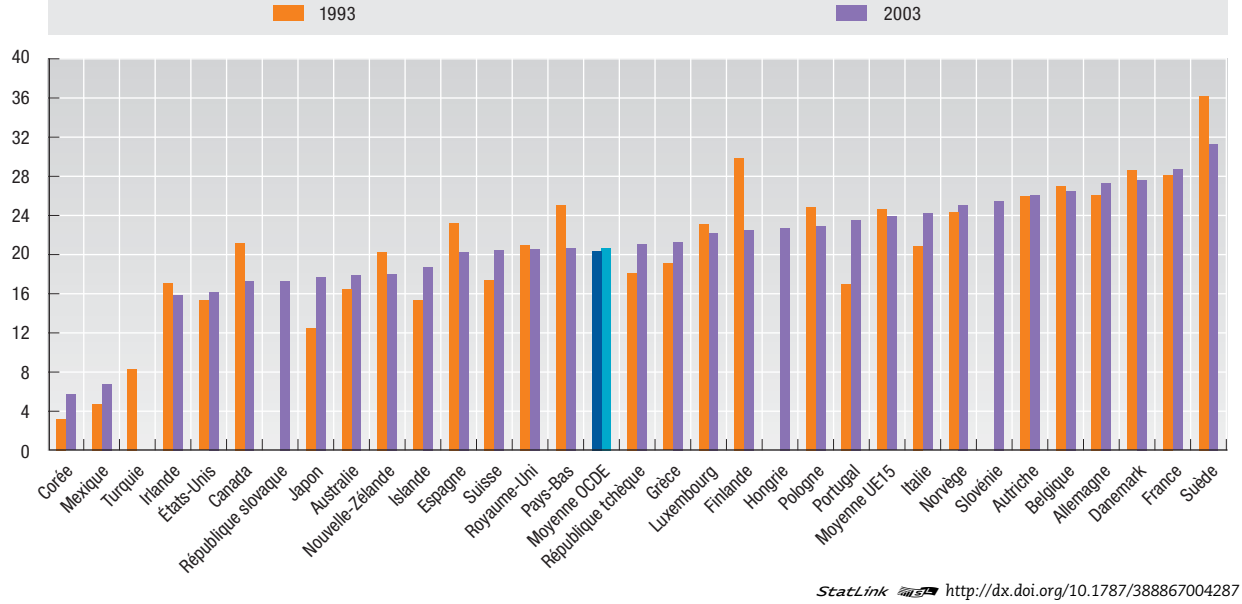
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	22.5	23.7	25.7	26.1	26.1	26.6	27.1	26.4	26.3	26.4	26.3	26.3	27.0	27.3
Australie	14.1	15.2	16.2	16.5	16.2	17.1	17.2	17.0	17.0	16.9	17.9	17.4	17.5	17.9
Autriche	23.7	23.9	24.5	26.0	26.6	26.6	26.6	25.5	25.4	25.6	25.3	25.4	25.8	26.1
Belgique	25.0	25.8	25.9	27.0	26.5	26.4	26.9	25.8	26.1	25.9	25.3	25.7	26.1	26.5
Canada	18.4	20.6	21.3	21.2	20.2	19.2	18.4	17.7	18.0	17.0	16.7	17.3	17.3	17.3
Corée	3.0	2.8	3.1	3.2	3.2	3.5	3.6	3.9	5.5	6.3	5.1	5.5	5.4	5.7
Danemark	25.5	26.3	26.8	28.6	29.4	28.9	28.2	27.2	27.0	26.8	25.8	26.4	26.9	27.6
Espagne	20.0	20.7	21.8	23.2	22.1	21.5	21.4	20.8	20.7	20.4	20.4	20.2	20.2	20.3
États-Unis	13.4	14.4	15.1	15.3	15.3	15.4	15.2	14.9	14.8	14.6	14.6	15.2	16.0	16.2
Finlande	24.5	29.6	33.6	29.9	29.2	27.4	27.1	25.2	23.2	22.8	21.3	21.4	21.9	22.5
France	25.3	26.0	26.6	28.1	28.1	28.3	28.6	28.5	28.7	28.8	27.6	27.5	27.9	28.7
Grèce	18.6	18.0	18.1	19.1	19.1	19.3	20.0	20.0	20.6	21.4	21.3	22.3	21.3	21.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	21.6	20.6	20.7	21.9	22.7
Irlande	15.5	16.3	17.1	17.1	16.8	16.3	15.4	14.3	13.4	14.2	13.6	14.4	15.5	15.9
Islande	14.0	14.5	15.0	15.3	15.2	15.5	15.2	14.9	14.9	15.4	15.3	15.6	17.3	18.7
Italie	19.9	20.1	20.7	20.9	20.7	19.8	22.0	22.7	23.0	23.3	23.2	23.3	23.8	24.2
Japon	11.2	11.4	11.9	12.5	13.1	13.9	14.1	14.2	14.9	15.4	16.1	16.8	17.5	17.7
Luxembourg	21.9	22.3	22.7	23.1	22.9	23.8	23.8	22.5	21.6	21.7	20.4	19.8	21.6	22.2
Mexique	3.6	4.0	4.4	4.7	5.2	4.7	4.5	4.5	5.0	5.8	5.8	5.9	6.3	6.8
Norvège	22.6	23.5	24.4	24.3	24.0	23.5	22.7	22.2	24.5	24.6	22.2	23.2	24.6	25.1
Nouvelle-Zélande	21.8	22.2	22.0	20.3	19.5	19.0	18.9	19.9	20.0	19.3	19.1	18.4	18.4	18.0
Pays-Bas	24.4	24.4	24.9	25.1	23.6	22.8	21.8	21.2	20.6	19.9	19.3	19.5	19.9	20.7
Pologne	15.1	21.5	25.5	24.9	23.8	23.1	23.3	22.7	21.5	22.2	21.2	22.4	23.0	22.9
Portugal	13.7	14.7	15.5	17.0	17.2	18.1	18.7	18.6	19.0	19.5	20.2	20.9	22.2	23.5
République slovaque	..	..	..	..	..	18.9	18.7	18.2	18.2	18.8	18.1	17.8	17.9	17.3
République tchèque	16.0	17.3	17.6	18.1	18.1	18.2	18.3	19.1	19.5	20.0	20.3	20.4	21.0	21.1
Royaume-Uni	17.2	18.6	20.3	21.0	20.5	20.4	20.1	19.2	19.3	19.0	19.1	20.1	20.1	20.6
Suède	30.5	32.1	35.0	36.2	34.9	32.5	32.1	30.7	30.5	30.1	28.8	29.3	30.4	31.3
Suisse	13.5	14.5	16.0	17.4	17.3	17.5	18.1	18.8	19.0	18.8	18.0	18.7	19.4	20.5
Turquie	7.6	8.2	8.5	8.3	7.9	7.5	9.7	10.8	11.1	13.2	..	..	..	..
Moyenne UE15	21.9	22.8	24.0	24.6	24.2	23.9	24.0	23.2	23.0	23.0	22.5	22.8	23.4	23.9
Moyenne OCDE	17.9	19.0	20.0	20.4	20.1	19.9	20.0	19.6	19.7	19.8	19.4	19.7	20.3	20.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275342777042

Dépenses sociales publiques

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388867004287

DÉPENSES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE DÉFENSE

Deux des tâches essentielles qui incombent à un gouvernement consistent à protéger l'État d'une agression extérieure et à maintenir l'ordre public à l'intérieur de ses frontières. Au cours de la période considérée ici, la chute de l'Union soviétique s'est traduite par une réduction des dépenses de défense dans de nombreux pays de l'OCDE, alors que les attaques terroristes aux États-Unis ont débouché sur des augmentations des dépenses publiques consacrées à la sécurité intérieure. Les chiffres présentés ici reflètent ces évolutions divergentes.

Définition

Le tableau est tiré des comptes nationaux et les données sont conformes aux définitions du *Système de comptabilité nationale de 1993*. Les dépenses couvrent toutes les dépenses aussi bien courantes qu'en capital.

Le maintien de l'ordre englobe les forces de police, les services de renseignements, les prisons et autres établissements correctionnels, le système judiciaire, et les ministères des Affaires intérieures. Il convient de noter que les chiffres présentés ici ne comprennent pas les coûts des dispositifs de sécurité rendus obligatoires par les pouvoirs publics dans les aéroports, ports et autres postes frontaliers. Bien entendu, ils ne comprennent pas non plus les mesures de sécurité pour les centres commerciaux, les matchs de football, les concerts et autres rassemblements publics, qui ont certainement augmenté ces dernières années.

Comparabilité

Les données sont tirées des comptes nationaux et ont été classées conformément à la Classification des fonctions des administrations publiques (COFOG). D'une manière générale, les données sont sensiblement comparables.

Tendances à long terme

Dans le total, les parts des deux composantes – maintien de l'ordre et défense – diffèrent beaucoup selon les pays, la part des dépenses de défense étant élevée aux États-Unis, en Corée, en Norvège, au Danemark, en France et en Suède et celle des dépenses de maintien de l'ordre se situant à un niveau élevé en Islande, au Luxembourg, en Irlande, en Espagne et en Belgique. En moyenne, la part des dépenses de maintien de l'ordre progresse généralement plus vite que celle des dépenses de défense et, en moyenne, représente aujourd'hui plus de la moitié du total pour les pays pris en compte dans le tableau.

En 2005 – dernière année pour laquelle la plupart des pays sont en mesure de fournir des données – les dépenses étaient les plus élevées aux États-Unis et au Royaume-Uni et les plus faibles au Luxembourg, en Islande et en Irlande. Dans la majorité des pays, la part des dépenses consacrées à la défense et au maintien de l'ordre dans le PIB est en recul depuis 1995, la baisse étant particulièrement importante en Norvège, en Suède, en Irlande et en France.

Source

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *L'économie de la sécurité*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève, Paragraphe XVIII.9, *http://unstats.un.org/unsd/sna1993*.

Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux annuels*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense

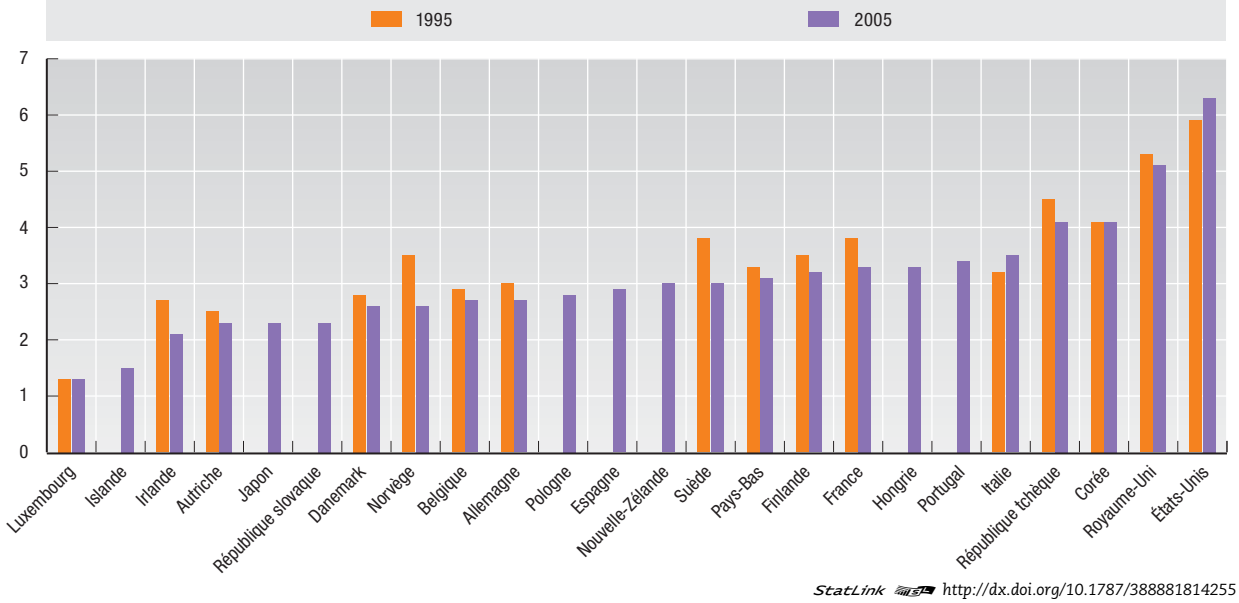
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	3.2	3.1	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	2.8	2.8	2.9	2.8	2.8	2.7	..
Autriche	..	..	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.4	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Belgique	3.0	3.0	2.9	2.9	2.8	2.8	2.8	2.7	2.8	2.9	2.9	2.8	2.7	..
Corée	..	..	4.1	4.2	4.1	4.2	4.0	3.9	3.8	3.8	3.8	3.8	4.1	..
Danemark	2.9	2.9	2.8	2.7	2.7	2.7	2.6	2.5	2.6	2.6	2.6	2.7	2.6	2.6
Espagne	..	..	..	..	..	..	3.0	2.9	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	..
États-Unis	6.5	6.1	5.9	5.7	5.4	5.3	5.2	5.2	5.4	5.8	6.1	6.3	6.3	6.4
Finlande	3.5	3.7	3.5	3.6	3.4	3.2	3.0	2.9	2.8	2.7	2.9	3.1	3.2	..
France	..	..	3.8	3.8	3.7	3.5	3.4	3.2	3.3	3.4	3.3	3.3	3.3	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	3.2	3.8	3.4	3.4	3.3	..
Irlande	3.1	3.0	2.7	2.6	2.5	2.5	2.2	2.1	2.1	2.0	1.9	2.1	2.1	..
Islande	..	..	..	..	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.6	1.5	1.5	1.5
Italie	3.5	3.4	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1	3.0	3.2	3.4	3.4	3.5	..
Japon	..	..	..	2.3	2.3	2.3	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.3	..
Luxembourg	1.3	1.3	1.3	1.3	1.4	1.3	1.1	1.1	1.2	1.3	1.3	1.3	1.3	1.2
Norvège	3.9	3.9	3.5	3.4	3.3	3.4	3.3	2.9	2.9	3.2	3.1	2.9	2.6	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.9	2.7	3.0	..
Pays-Bas	..	..	3.3	3.3	3.1	3.0	3.1	3.0	3.1	3.2	3.3	3.2	3.1	..
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.8	2.9	2.6	2.8	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	3.2	3.3	3.2	3.3	3.4	3.4	3.4	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.7	2.3	..	..
République tchèque	..	..	4.5	4.1	4.1	3.7	4.0	4.1	3.8	3.7	4.2	3.5	4.1	..
Royaume-Uni	6.0	5.7 |	5.3	4.9	4.9	4.7	4.6	4.8	4.7	4.8	5.1	5.0	5.1	..
Suède	..	..	3.8	3.9	3.7	3.7	3.8	3.6	3.5	3.5	3.4	3.2	3.0	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275348465471

Dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/388881814255

ESTIMATIONS DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE

Au milieu des années 80, alors que démarraient les négociations du cycle d'Uruguay sur le commerce agricole, l'OCDE a entrepris de mesurer et de codifier le soutien dont bénéficie le secteur agricole du fait des politiques qui s'appliquent à ce dernier. Ce travail a abouti à l'élaboration de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), indicateur global recalculé périodiquement pour la totalité des 30 pays membres de l'OCDE (l'Union européenne est considérée comme une seule entité) et certains pays non membres. Cet indicateur englobe les transferts budgétaires financés par les contribuables, mais aussi la taxe implicite que font peser sur les consommateurs les mesures agricoles qui établissent les prix à un niveau supérieur à celui qui prévaudrait en leur absence (mesures aux frontières et prix administrés). Il est validé par les pays membres de l'OCDE et considéré par beaucoup comme le seul indicateur existant qui permette de procéder à des comparaisons entre pays.

Définition

L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) de l'OCDE est un indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. Il peut prendre la forme d'un montant total, mais il est le plus souvent exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes (ESP en pourcentage). C'est cette mesure que l'on utilise ici.

Comparabilité

Des efforts permanents sont faits, dans le cadre de la préparation du rapport annuel *Suivi et évaluation*, pour que les politiques de l'ensemble des pays de l'OCDE soient traitées de manière cohérente et exhaustive. Chaque année, les estimations provisoires sont soumises à l'examen et à l'approbation des représentants des pays membres de l'OCDE, de même que les modifications apportées à la méthodologie. L'ESP en pourcentage est le critère le plus approprié et le plus utilisé pour comparer les niveaux de soutien entre pays, produits et périodes.

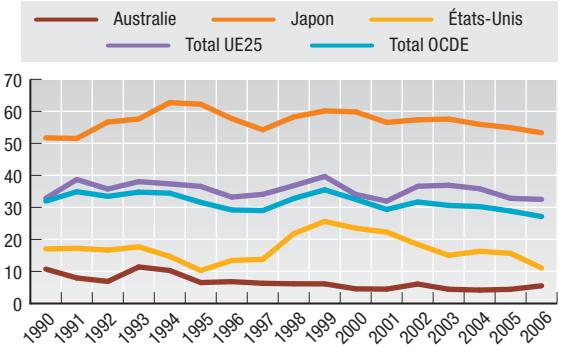
Tendances à long terme

Les écarts entre les niveaux de soutien constatés dans les pays de l'OCDE sont importants et se creusent. L'estimation du soutien aux producteurs en pourcentage des recettes agricoles brutes oscille entre quasiment zéro et 66 %. Ces disparités reflètent entre autre, l'hétérogénéité des objectifs poursuivis, le recours à des moyens d'action différents au fil du temps, et le rythme et la portée de la réforme de la politique agricole, variables selon les pays. Sur le long terme, le niveau du soutien apporté aux producteurs a diminué dans la plupart des pays membres de l'OCDE. Ainsi, l'ESP en pourcentage moyen était plus bas en 2004-2006 qu'en 1986-1988 (29 % contre 38 %) et il a baissé dans la plupart des pays. Les modalités selon lesquelles le soutien est dispensé ont quelque peu changé elles aussi : les formes dont on sait qu'elles provoquent le plus de distorsions de la production et des échanges occupent moins de place que par le passé (70 % du soutien total pendant la période 2004-2006 contre plus de 90 % pendant la période 1986-1988).

Dans le tableau, les données ne sont pas disponibles séparément pour les pays membres de l'UE. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont inclus dans l'UE15 depuis 1995. La République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque, ensemble avec les 6 pays de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE, sont inclus dans l'UE25 depuis 2004. Le Total OCDE inclut la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque sur l'ensemble de la période mais exclut les 6 pays membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE.

Estimation du soutien aux producteurs agricoles pour certains pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400031414376

Source

- OCDE (2007), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2001), *Market Effects of Crop Support Measures*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002), *Agricultural Policies in China after WTO Accession*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Analyse de la réforme de la PAC de 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Examen des politiques agricoles de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Sustainable Development Studies – Subsidy Reform and Sustainable Development: Economic, Environmental and Social Aspects*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *OECD Sustainable Development Studies: Subsidy Reform and Sustainable Development: Political Economy Aspects*, OCDE, Paris.
- OCDE, FAO (2007), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2007-2016*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesure du soutien à l'agriculture et méthode d'évaluation des politiques*, OCDE, Paris.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

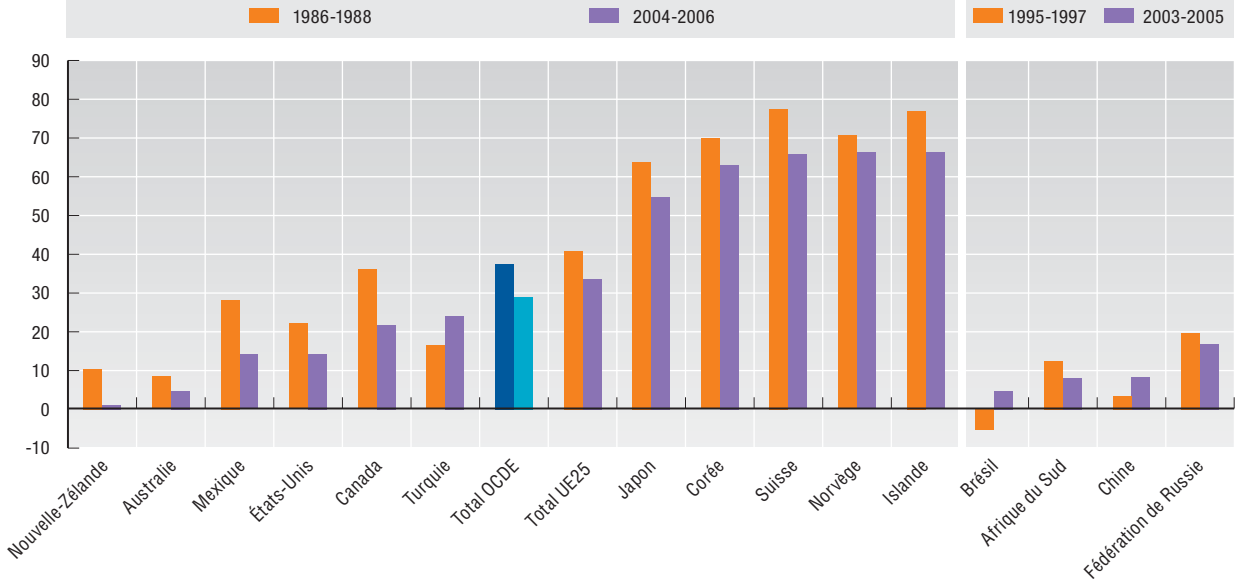
En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Australie	11.4	10.3	6.5	6.8	6.3	6.1	6.1	4.6	4.5	6.1	4.4	4.2	4.4	5.5
Canada	24.3	20.7	19.6	15.6	14.4	16.8	18.0	19.9	15.9	21.2	24.5	20.8	21.9	22.7
Corée	72.7	73.0	72.0	64.1	63.0	56.5	65.4	66.5	60.7	64.4	61.0	62.7	63.1	63.3
États-Unis	17.7	14.7	10.3	13.4	13.8	21.8	25.6	23.5	22.3	18.5	15.0	16.3	15.7	11.1
Islande	64.7	61.5	59.1	57.1	59.2	70.5	71.6	66.7	63.0	66.5	65.7	64.8	67.4	66.4
Japon	57.6	62.7	62.2	57.8	54.3	58.3	60.1	59.8	56.5	57.4	57.6	55.9	54.9	53.3
Mexique	30.5	22.6	-4.9	4.9	14.4	17.2	14.4	20.4	15.3	23.1	18.5	10.8	14.3	17.4
Norvège	69.1	69.8	65.3	66.2	69.2	71.1	72.0	67.1	66.5	74.7	71.7	67.4	66.4	64.8
Nouvelle-Zélande	0.7	1.3	1.5	1.0	1.1	1.0	0.9	0.5	0.7	0.4	0.9	0.9	1.4	0.8
Suisse	71.5	73.1	64.9	68.6	69.8	71.6	75.9	70.4	68.3	71.1	68.8	67.8	66.9	62.6
Turquie	23.4	14.3	13.0	15.7	25.0	26.4	22.4	20.8	3.4	21.1	28.8	25.7	26.6	20.1
Total UE25	38.0	37.3	36.5	33.2	34.1	36.8	39.7	34.0	31.9	36.6	36.9	35.8	32.8	32.5
Total OCDE	34.8	34.4	31.6	29.2	29.0	32.8	35.5	32.5	29.4	31.7	30.6	30.3	28.8	27.1
Afrique du Sud	..	12.3	16.8	8.7	11.9	8.6	8.4	5.6	1.8	8.0	7.0	8.0	9.0	..
Brésil	..	..	-7.7	-3.4	-4.4	4.0	-0.8	4.4	3.4	3.8	4.7	3.6	5.9	..
Chine	-13.1	0.9	6.3	1.9	1.9	1.4	-2.1	4.0	6.5	7.2	9.9	6.8	8.4	..
Fédération de Russie	-28.7	-4.1	13.7	18.5	27.0	19.0	0.8	4.6	14.3	18.0	15.9	19.3	15.5	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275353782282

Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400006013040

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

Les captures des pêches maritimes diminuent à cause du déclin des stocks imputable à la surpêche et, aussi, sous l'effet des mesures nationales et internationales adoptées pour préserver les ressources halieutiques qui subsistent. Particulièrement sensible dans l'hémisphère Nord, ce phénomène amène les pouvoirs publics, dans beaucoup de pays membres de l'OCDE, à apporter un soutien financier au secteur halieutique.

Définition

La série chronologique des « Transferts financiers publics (TFP) » constitue un indicateur du soutien dont bénéficie le secteur de la pêche. Ces transferts consistent en transferts directs visant à augmenter les revenus (paiements directs), en transferts destinés à réduire les coûts d'exploitation et en dépenses au titre des services généraux fournis au secteur de la pêche. Les services généraux comprennent essentiellement les activités de protection des ressources, mais aussi les prévisions météorologiques par zones et les systèmes de navigation et de surveillance par satellite conçus à l'intention des flottilles de pêche.

Comparabilité

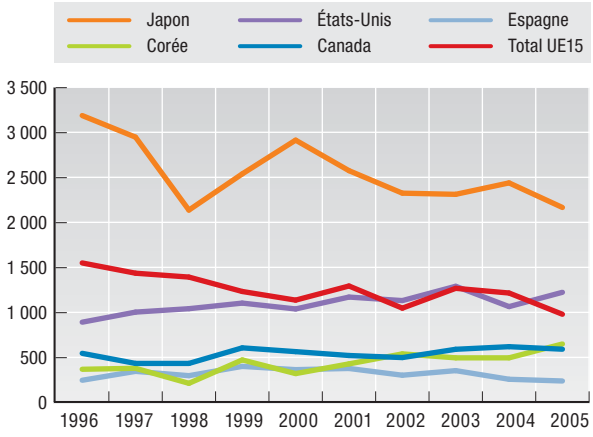
Les données sont relativement complètes et cohérentes d'une année à l'autre, mais certaines variations interannuelles doivent être interprétées avec prudence, car elles peuvent refléter des modifications des systèmes statistiques nationaux. Il convient également de noter que les chiffres concernant les services généraux assurés par les pouvoirs publics peuvent englober des investissements importants et ponctuels dans des équipements. Par exemple, en 2001, mais surtout en 2002, les transferts publics de la Grèce comprenaient le coût de la mise en œuvre d'un système de surveillance par satellite.

Tendances à long terme

Au cours de la dernière décennie, les transferts totaux au secteur halieutique dans l'OCDE ont fluctué aux alentours de 6 milliards de dollars des EU, ce qui représente environ 18 % de la valeur de la totalité des captures des pêches. C'est le Japon qui a le plus dépensé, contribuant de 37 % au total des transferts de l'OCDE, bien que ce nombre ait diminué au cours de la dernière décennie. La majorité des transferts publics correspond à la gestion des pêcheries, à la recherche et à la police des pêches (38 % des transferts totaux dans les pays de l'OCDE) et aux dépenses d'infrastructure (39 %). Le reste comprend les programmes de désarmement des navires (7 %), la garantie de revenus (5 %), les accords d'accès (3 %), la construction et la modernisation des navires (3 %), d'autres transferts destinés à réduire les coûts et des paiements directs des services généraux (5 %).

Pêche : transferts financiers publics pour certains pays

Millions de dollars des EU



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400214547038

Source

- OCDE (2007), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Vol. 2 – Statistiques nationales, 2002-2004, Édition 2006*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Cox, A. (2003), *OECD Work on Defining and Measuring Subsidies in Fisheries*, OCDE, Paris.
- Cox, A. (2004), *Subsidies and Deep-Sea Fisheries Management: Policy Issues and Challenges*, OCDE, Paris.
- Cox, A. et C. Schmidt (2003), *Subsidies in the OECD Fisheries Sector: A Review of Recent Analysis and Future Directions*, document préparé pour le FAO Expert Consultation on Identifying, Assessing and Reporting on Subsidies in the Fishing Industry, Rome, 3-6 décembre 2002.
- Flatten, O. et P. Wallis (2000), *Government Financial Transfers to Fishing Industries in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *Pour des pêcheries responsables : Implications économiques et politiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Sustainable Development Studies – Subsidy Reform and Sustainable Development: Economic, Environmental and Social Aspects*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les aides financières au secteur de la pêche : Leurs répercussions sur le développement durable*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, OCDE, Paris.
- OCDE et FAO (2008), *Globalisation and Fisheries – Proceedings of an OECD-FAO Workshop*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE Pêcheries, *www.oecd.org/agr/peche*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Pêche : transferts financiers publics

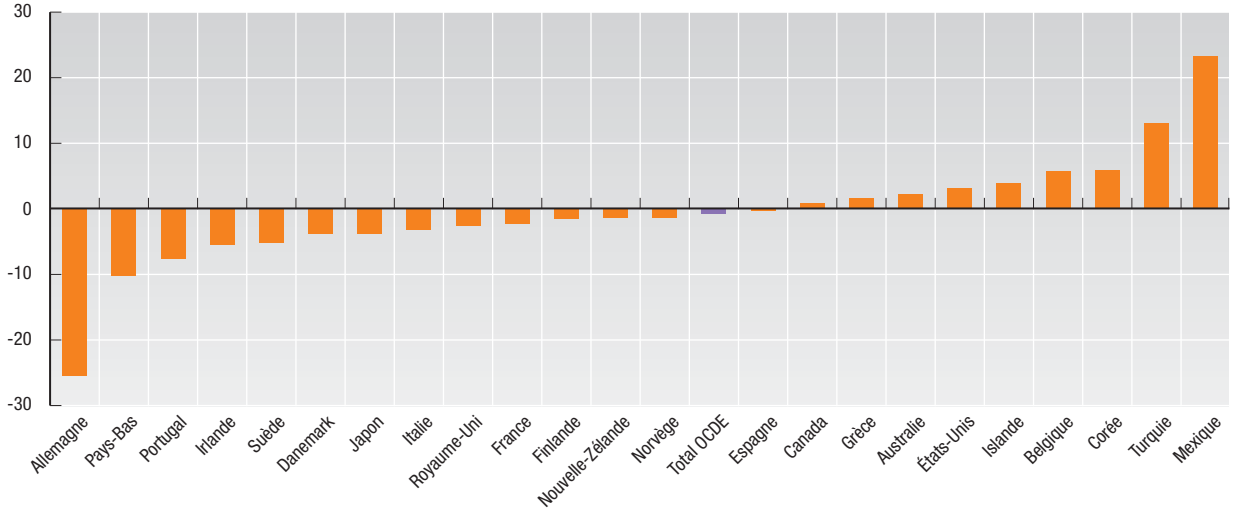
Milliers de dollars des EU

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	81 567	63 215	16 488	31 276	29 834	28 988	28 208	7 343	6 088	4 350
Australie	37 391	41 230	..	..	82 272	75 902	78 038	95 558	95 560	46 299
Belgique	4 970	4 949	..	4 473	6 849	2 830	1 607	1 668	6 328	8 613
Canada	545 301	433 309	..	606 443	564 497	521 355	497 771	589 975	618 787	591 000
Corée	367 793	378 994	211 927	471 556	320 449	428 313	538 695	495 280	495 280	649 387
Danemark	85 771	82 030	90 507	27 765	16 316	..	68 769	37 659	28 505	58 108
Espagne	246 473	344 581	296 642	399 604	364 096	376 614	301 926	353 290	256 569	238 151
États-Unis	891 160	1 002 580	1 041 000	1 103 100	1 037 710	1 169 590	1 130 810	1 290 440	1 064 400	1 222 500
Finlande	28 978	26 198	26 888	19 236	13 908	16 510	16 025	20 231	19 397	24 817
France	158 203	140 807	..	71 665	166 147	141 786	155 283	179 740	236 811	126 194
Grèce	52 308	46 958	26 908	43 030	87 315	86 957	88 334	119 045	35 500	61 013
Irlande	112 673	98 880	..	143 184	..	..	63 632	64 960	..	..
Islande	43 770	38 678	36 954	39 763	41 978	28 310	28 955	48 348	55 705	64 326
Italie	162 625	91 811	..	200 470	217 679	231 680	159 630	149 270	170 055	119 239
Japon	3 186 363	2 945 785	2 135 946	2 537 536	2 913 149	2 574 086	2 323 601	2 310 744	2 437 934	2 165 198
Mexique	14 201	16 808	..	..	..	..	..	177 000	114 000	..
Norvège	172 694	163 437	153 046	180 962	104 564	99 465	156 340	139 200	142 315	149 521
Nouvelle-Zélande	37 241	40 397	29 412	29 630	27 273	15 126	18 981	38 325	50 134	32 197
Pays-Bas	39 927	35 849	..	..	1 389	12 779	12 443	6 569	5 218	13 685
Pologne	8 148	7 927	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	71 847	65 077	..	28 674	25 578	25 066	24 899	26 930	26 930	32 769
République tchèque	..	..	..	269	241	223	235	..	..	..
Royaume-Uni	115 359	128 066	90 833	75 968	81 394	73 738	..	82 691	87 487	90 000
Suède	62 320	53 452	26 960	31 053	25 186	22 505	24 753	30 650	34 422	36 603
Turquie	28 665	15 114	..	1 277	26 372	17 721	16 167	16 300	59 500	98 072
Total UE15	1 549 000	1 435 000	1 392 000	1 232 000	1 136 000	1 293 000	1 047 000	1 267 000	1 215 000	978 790
Total OCDE	6 555 748	6 266 132	4 183 511	6 046 934	6 154 196	5 949 544	5 735 102	6 281 216	6 046 925	5 832 042

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275367125357

Pêche : transferts financiers publics

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1996-2005 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400158561031

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

La promotion du développement économique et social des pays non membres est un objectif essentiel de l'OCDE depuis sa création. La part de revenu national qu'un pays consacre à l'aide publique au développement (APD) est généralement considérée comme un indicateur de son attachement au développement international, et les Nations Unies ont depuis longtemps déjà assigné pour objectif aux pays développés d'allouer 0.7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD. Les tableaux figurant dans cette section rendent compte de la part de leur RNB que les différents pays affectent à l'APD, ainsi que de la répartition géographique des apports d'APD bilatérale.

Définition

Par aide publique au développement, on entend l'aide fournie par les gouvernements aux pays en développement en vue d'y favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie. Les prêts et crédits à des fins militaires en sont exclus. L'aide peut emprunter la voie bilatérale, autrement dit être fournie directement par un donneur à un bénéficiaire, ou être acheminée par l'intermédiaire d'un organisme multilatéral, comme les Nations Unies ou la Banque mondiale.

L'aide peut prendre la forme de dons, de prêts assortis de conditions de faveur ou d'apports d'assistance technique. Sont considérés comme assortis de conditions de faveur les prêts comportant un élément de libéralité d'au moins 25 %. L'APD est habituellement mesurée en termes nets, c'est-à-dire que les remboursements y sont déduits des apports bruts. Les données relatives à la répartition géographique de l'aide présentées ici sont toutefois exprimées en valeur brute afin de rendre compte de l'ampleur des nouveaux apports consentis au cours de la période considérée.

L'OCDE gère une liste de pays et territoires en développement, et seule l'aide destinée à ces pays est comptabilisée dans l'APD. Cette liste, qui est régulièrement actualisée, compte actuellement plus de 150 pays ou territoires qui avaient un revenu par habitant inférieur à 10 066 dollars des EU en 2004 (à titre de comparaison, le revenu par habitant atteignait en moyenne plus de 35 000 dollars des EU dans les pays de l'OCDE la même année). Il est à noter que, sur les 30 pays membres de l'OCDE, seuls les 22 recensés dans le tableau sont membres du Comité d'aide au développement (CAD), auxquels s'ajoute la Commission européenne.

Comparabilité

Les statistiques sur l'APD sont établies sur la base d'un ensemble de directives mises au point par le CAD, et les statistiques de chaque pays font l'objet, à intervalles réguliers, d'un examen de la part des autres membres du CAD. Des données relatives à la Grèce ne sont disponibles que depuis 1996, ce pays ayant rejoint le CAD en 1999. De 1990 à 1992 inclus, l'allègement de la dette non APD était reportable comme une partie de l'APD du pays mais était exclus du total CAD.

Tendances à long terme

Le CAD total montré dans ce graphique est la moyenne pondérée du volume total de l'APD consentie par les membres du CAD en pourcentage de leur RNB cumulé. Ce rapport a atteint 0.31 % en 2006. La moyenne non pondérée mesurant « l'effort moyen par pays » était de 0.46 % en 2006. La tendance à la baisse, depuis 1990, sur laquelle s'inscrivaient les deux moyennes a pris fin en 1999 et elle s'est ensuite inversée, les membres du CAD ayant accru leur aide conformément aux engagements qu'ils ont souscrits à la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey en 2002.

Les rapports APD/RNB sont tombés à leur niveau le plus faible en 1997 ; depuis 2002, ils augmentent cependant à nouveau, atteignant un pic en 2005, dû à l'annulation de la dette. 2006 a marqué la première chute de l'APD en termes réels depuis 1997, bien que le niveau soit toujours le plus haut qui ait été enregistré avec l'exception de 2005. Tandis que l'APD est susceptible de retomber légèrement en 2007, car l'annulation de la dette du Nigeria et de l'Irak s'effile, on s'attend à ce que d'autres types d'aides s'accroissent car les donateurs se déplacent pour remplir des engagements plus récents.

Source

- *Statistiques du Comité d'aide au développement.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), Objectif développement, *L'efficacité de l'aide alimentaire pour le développement : Les effets de l'aide liée*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Système de notification des pays créanciers : Activités d'aide pour les services sociaux de base en 2004*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), Objectif développement, *Objectif développement – L'aide au commerce : Comment la rendre efficace*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Financer le développement : Aide publique et autres flux*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama de l'aide au développement 2007 : Statistiques par région*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Revue de l'OCDE sur le développement : Coopération pour le développement – Rapport 2007 – Efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement Volume 9-1*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2006), *Système de notification des pays créanciers sur les activités d'aide*, 6 volumes, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques du développement international sur CD-Rom*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays bénéficiaires de l'aide 2002/2006 : Édition 2008*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques du développement international.*

Sites Internet

- Statistiques du Comité d'aide au dévelopment, *www.oecd.org/cad/stats/sdienligne*.
- OCDE, Calcul de l'élément don des prêts d'aide, *www.oecd.org/dataoecd/15/0/31738575.pdf*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Aide publique au développement nette

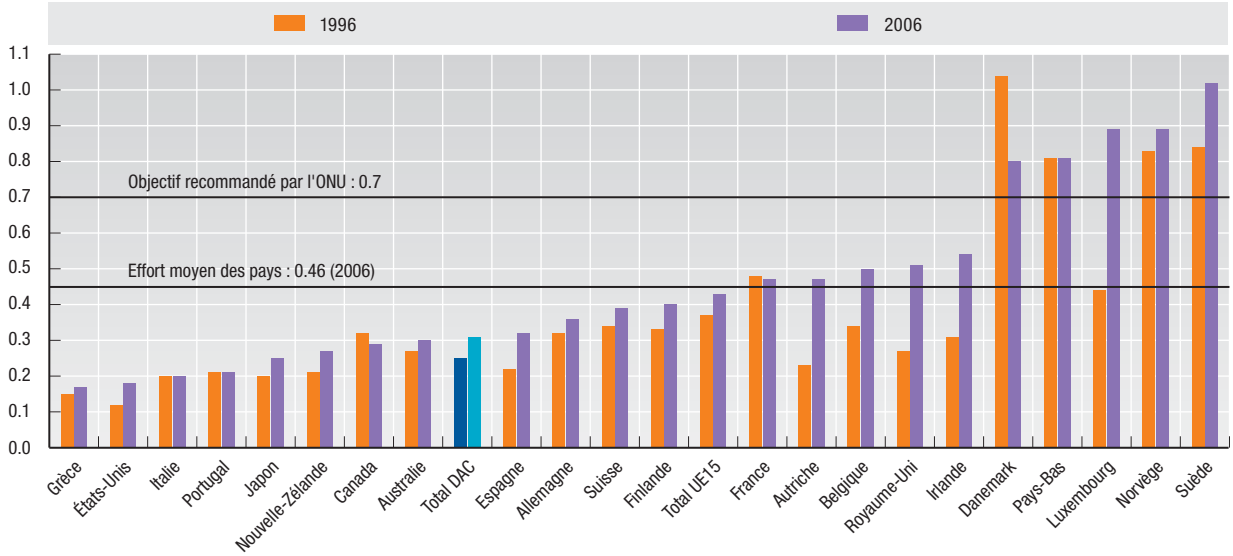
En pourcentage du revenu national brut

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	0.35	0.33	0.31	0.32	0.28	0.26	0.26	0.27	0.27	0.27	0.28	0.28	0.36	0.36
Australie	0.35	0.34	0.34	0.27	0.27	0.27	0.26	0.27	0.25	0.26	0.25	0.25	0.25	0.30
Autriche	0.11	0.17	0.27	0.23	0.24	0.22	0.24	0.23	0.34	0.26	0.20	0.23	0.52	0.47
Belgique	0.39	0.32	0.38	0.34	0.31	0.35	0.30	0.36	0.37	0.43	0.60	0.41	0.53	0.50
Canada	0.45	0.43	0.38	0.32	0.34	0.30	0.28	0.25	0.22	0.28	0.24	0.27	0.34	0.29
Danemark	1.03	1.03	0.96	1.04	0.97	0.99	1.01	1.06	1.03	0.96	0.84	0.85	0.81	0.80
Espagne	0.28	0.28	0.24	0.22	0.24	0.24	0.23	0.22	0.30	0.26	0.23	0.24	0.27	0.32
États-Unis	0.15	0.14	0.10	0.12	0.09	0.10	0.10	0.10	0.11	0.13	0.15	0.17	0.23	0.18
Finlande	0.45	0.31	0.31	0.33	0.32	0.31	0.33	0.31	0.32	0.35	0.35	0.37	0.46	0.40
France	0.63	0.62	0.55	0.48	0.44	0.38	0.38	0.30	0.31	0.37	0.40	0.41	0.47	0.47
Grèce	..	..	0.15	0.15	0.14	0.15	0.15	0.20	0.17	0.21	0.21	0.16	0.17	0.17
Irlande	0.20	0.25	0.29	0.31	0.31	0.30	0.31	0.29	0.33	0.40	0.39	0.39	0.42	0.54
Italie	0.31	0.27	0.15	0.20	0.11	0.20	0.15	0.13	0.15	0.20	0.17	0.15	0.29	0.20
Japon	0.27	0.29	0.27	0.20	0.21	0.27	0.27	0.28	0.23	0.23	0.20	0.19	0.28	0.25
Luxembourg	0.35	0.40	0.36	0.44	0.55	0.65	0.66	0.71	0.76	0.77	0.81	0.83	0.86	0.89
Norvège	1.01	1.05	0.86	0.83	0.84	0.89	0.88	0.76	0.80	0.89	0.92	0.87	0.94	0.89
Nouvelle-Zélande	0.25	0.24	0.23	0.21	0.26	0.27	0.27	0.25	0.25	0.22	0.23	0.23	0.27	0.27
Pays-Bas	0.82	0.76	0.81	0.81	0.81	0.80	0.79	0.84	0.82	0.81	0.80	0.73	0.82	0.81
Portugal	0.28	0.34	0.25	0.21	0.25	0.24	0.26	0.26	0.25	0.27	0.22	0.63	0.21	0.21
Royaume-Uni	0.31	0.31	0.29	0.27	0.26	0.27	0.24	0.32	0.32	0.31	0.34	0.36	0.47	0.51
Suède	0.99	0.96	0.77	0.84	0.79	0.72	0.70	0.80	0.77	0.84	0.79	0.78	0.94	1.02
Suisse	0.33	0.36	0.34	0.34	0.34	0.32	0.35	0.34	0.34	0.32	0.39	0.41	0.44	0.39
Total CAD	0.30	0.29	0.26	0.25	0.22	0.23	0.22	0.22	0.22	0.23	0.25	0.26	0.33	0.31
dont : Membres de l' UE	0.43	0.41	0.37	0.37	0.33	0.33	0.31	0.32	0.33	0.35	0.35	0.35	0.44	0.43

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275443820107

Aide publique au développement nette

En pourcentage du revenu national brut



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400214854115

Bénéficiaires principaux de l'aide publique au développement bilatérale brute totale des pays du CAD par région

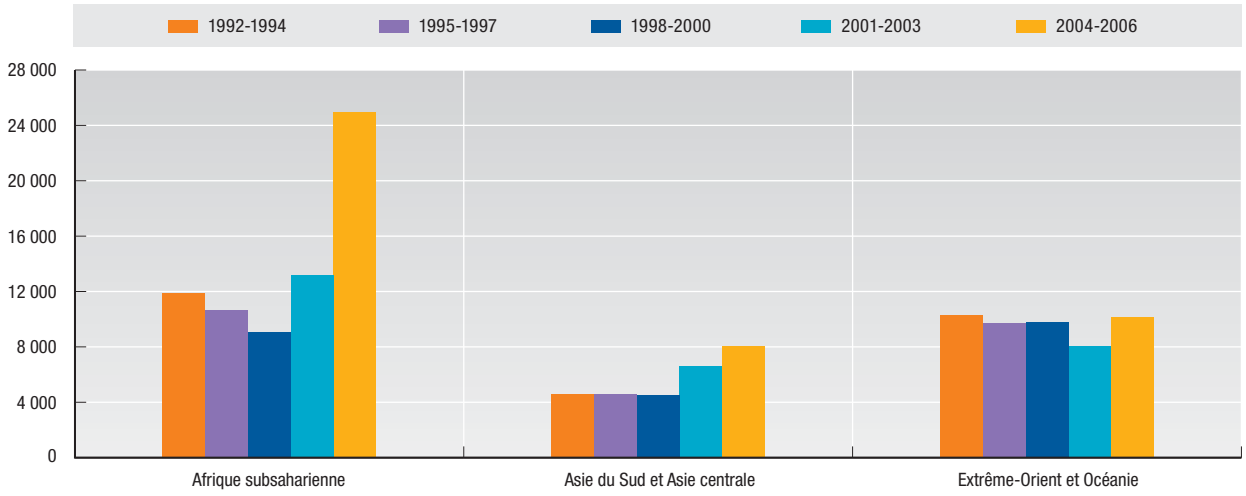
Millions de dollars des EU, moyennes sur 3 ans

	1992-1994		1995-1997		1998-2000
Afrique subsaharienne	11 918	Afrique subsaharienne	10 623	Afrique subsaharienne	9 100
Mozambique	908	Mozambique	706	Mozambique	748
Tanzanie	788	Côte d'Ivoire	626	Tanzanie	737
Côte d'Ivoire	759	Tanzanie	597	Côte d'Ivoire	483
Zambie	641	Éthiopie	464	Ouganda	454
Cameroun	571	Sénégal	428	Ghana	408
Somalie	543	Ouganda	417	Zambie	394
Éthiopie	509	Cameroun	416	Afrique du Sud	390
Kenya	482	Kenya	415	Sénégal	383
Sénégal	477	Zambie	411	Cameroun	365
Zimbaboué	393	Madagascar	369	Éthiopie	359
Moyen-Orient et Afrique du Nord	7 608	Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 318	Moyen-Orient et Afrique du Nord	3 877
Égypte	3 296	Égypte	1 826	Égypte	1 503
Israël	1 691	Israël	989	Maroc	489
Maroc	629	Maroc	505	Jordanie	367
Algérie	381	Jordanie	390	Territoires sous administration palestinienne	323
Jordanie	329	Algérie	261	Tunisie	265
Asie du Sud et Asie Centrale	4 622	Asie du Sud et Asie Centrale	4 597	Asie du Sud et Asie Centrale	4 489
Inde	1 696	Inde	1 656	Inde	1 483
Bangladesh	919	Bangladesh	813	Bangladesh	813
Pakistan	800	Pakistan	661	Pakistan	586
Sri Lanka	385	Sri Lanka	403	Sri Lanka	369
Népal	270	Népal	254	Népal	232
Extrême-Orient et Océanie	10 311	Extrême-Orient et Océanie	9 705	Extrême-Orient et Océanie	9 754
Indonésie	2 439	Chine	2 107	Indonésie	2 203
Chine	2 414	Indonésie	1 884	Chine	2 105
Philippines	1 606	Philippines	1 122	Thaïlande	1 093
Thaïlande	778	Thaïlande	970	Viêtnam	1 013
Vietnâm	487	Viêtnam	593	Philippines	957
Europe	1 793	Europe	1 564	Europe	2 264
États d'ex-Yougoslavie	962	Bosnie	618	Bosnie	584
Turquie	458	Turquie	408	Serbie	453
Albanie	123	Albanie	103	Turquie	305
Amérique latine et Caraïbes	5 754	Amérique latine et Caraïbes	5 717	Amérique latine et Caraïbes	5 100
El Salvador	494	Bolivie	547	Pérou	481
Bolivie	491	Nicaragua	530	Bolivie	404
Pérou	479	Pérou	415	Nicaragua	376
Mexique	415	Brésil	329	Brésil	361
Nicaragua	408	Mexique	300	Afrique subsaharienne	9 100

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275466631858

Aide publique au développement bilatérale brute totale des pays du CAD par région

Millions de dollars des EU



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400254184743

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Bénéficiaires principaux de l'aide publique au développement bilatérale brute totale des pays du CAD par région *(suite)*

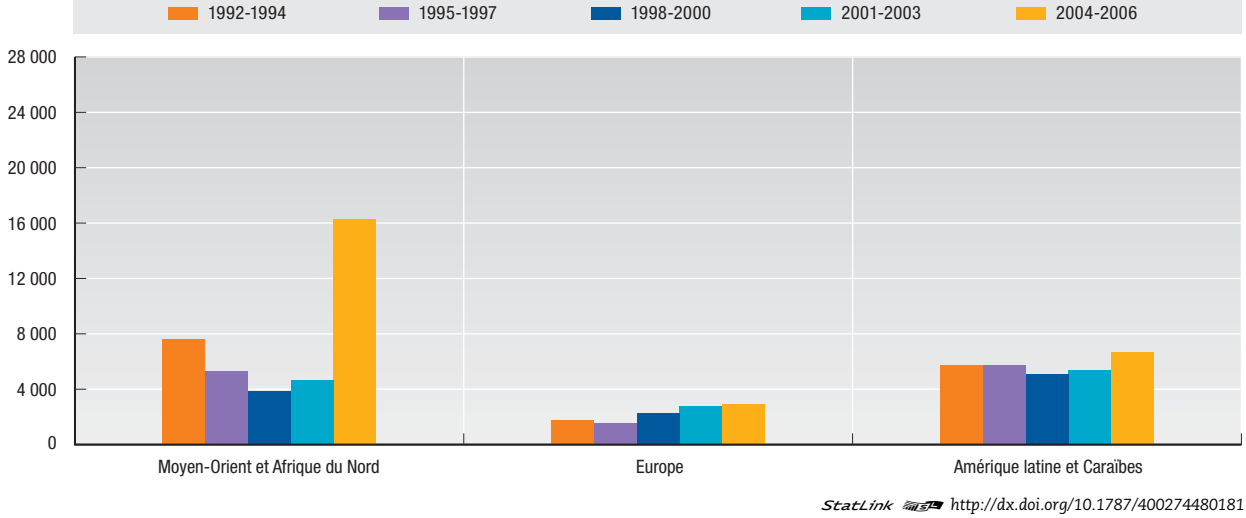
Millions de dollars des EU, moyennes sur 3 ans

	2001-2003		2004-2006
Afrique subsaharienne	13 172	Afrique subsaharienne	24 973
République démocratique du Congo	1 889	Nigéria	5 940
Mozambique	1 066	Soudan	1 278
Tanzanie	963	République démocratique du Congo	1 265
Éthiopie	641	Zambie	1 150
Cameroun	628	Ghana	1 146
Côte d'Ivoire	523	Éthiopie	1 105
Ouganda	497	Cameroun	1 010
Ghana	446	Tanzanie	1 002
Zambie	432	Mozambique	822
Afrique du Sud	416	Ouganda	797
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 675	Moyen-Orient et Afrique du Nord	16 255
Égypte	1 298	Irak	11 586
Irak	760	Égypte	1 199
Jordanie	687	Maroc	707
Maroc	476	Territoires sous administration palestinienne	643
Territoires sous administration palestinienne	394	Jordanie	506
Asie du Sud et Asie Centrale	6 636	Asie du Sud et Asie Centrale	8 069
Inde	1 639	Afghanistan	2 091
Pakistan	1 336	Inde	1 715
Afghanistan	848	Bangladesh	856
Bangladesh	792	Pakistan	848
Sri Lanka	396	Sri Lanka	719
Extrême-Orient et Océanie	8 077	Extrême-Orient et Océanie	10 128
Chine	1 920	Chine	2 558
Indonésie	1 581	Indonésie	2 016
Philippines	1 014	Viêtnam	1 368
Viêtnam	880	Philippines	1 039
Thaïlande	818	Thaïlande	767
Europe	2 813	Europe	2 928
Serbie	1 135	Serbie	862
Turquie	357	Turquie	447
Bosnie	337	Bosnie	305
Amérique latine et Caraïbes	5 408	Amérique latine et Caraïbes	6 669
Bolivie	679	Colombie	723
Colombie	587	Bolivie	705
Pérou	582	Nicaragua	701
Nicaragua	535	Pérou	609
Brésil	369	Honduras	585

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275466631858

Aide publique au développement bilatérale brute totale des pays du CAD par région

Millions de dollars des EU



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400274480181

RECETTES FISCALES TOTALES

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB indiquent la part de la production d'un pays qui est prélevée par l'État sous forme d'impôts. Elles peuvent donc être considérées comme un indicateur du degré de contrôle de l'État sur les ressources de l'économie. Les impôts sur les revenus et les bénéfices, exprimés en pourcentage du PIB, représentent le montant des ressources collectées directement par l'État sur les revenus des particuliers et des sociétés. Les impôts sur les biens et services, exprimés en pourcentage du PIB, représentent le montant des ressources que l'État collecte auprès des particuliers lorsqu'ils dépensent leurs revenus pour consommer des biens et des services.

Définition

Les impôts sont définis comme des paiements obligatoires sans contrepartie aux administrations publiques. Ils sont sans contrepartie en ce sens que les prestations fournies par l'État aux contribuables ne sont normalement pas proportionnelles à leurs paiements.

Les impôts sur les revenus et les bénéfices sont des impôts prélevés sur les revenus ou les bénéfices nets (revenus bruts diminués des déductions fiscales autorisées) des particuliers et des entreprises. Ils comprennent également les impôts prélevés sur les gains en capital des particuliers et des entreprises et sur les gains de jeux.

Les impôts sur les biens et services sont tous les impôts prélevés sur la production, l'extraction, la vente, la mutation, la location ou la fourniture de biens, la prestation de services, l'utilisation de biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités. Il s'agit essentiellement de taxes sur la valeur ajoutée et de taxes sur les ventes.

On notera que la somme des impôts sur les biens et services et des impôts sur les revenus et les bénéfices n'est pas égale au total des recettes fiscales, qui comprend aussi les paiements effectués par les employeurs et les salariés dans le cadre des systèmes obligatoires de sécurité sociale ainsi que les prélèvements sur les salaires, les impôts liés à la propriété et au transfert de biens, et d'autres impôts.

Tendances à long terme

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB ont fait apparaître une légère tendance à la hausse dans presque tous les pays de l'OCDE au cours des années 90. Toutefois, en 2000, cette tendance à la hausse a pris fin, et depuis 2001 la moyenne des recettes fiscales en pourcentage du PIB s'est stabilisée.

On n'observe pas de tendance d'ensemble concernant la part des impôts sur les revenus et les bénéfices dans le PIB durant la première moitié des années 90. Cependant, à partir de 1996, dans la plupart des pays il apparaît une tendance à la hausse jusqu'en 2000, suivie d'une stabilisation.

La part des impôts sur les biens et services dans le PIB est restée remarquablement stable depuis 1992. On observe une légère tendance à la hausse dans la première moitié des années 90 et une stabilisation par la suite.

Comparabilité

Les données sont collectées de manière à faciliter le plus possible les comparaisons internationales. Les représentants des pays ont approuvé la définition de chaque catégorie d'impôts et les modalités d'évaluation des impôts dans tous les pays de l'OCDE. Ils sont donc responsables de la transmission de données qui soient conformes à ces règles. Celles-ci sont exposées dans le « Guide d'interprétation de l'OCDE » à la fin de chaque édition des *Statistiques des recettes publiques*.

Source

- OCDE (2007), *Statistiques des recettes publiques 1965-2006 – Édition 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *La politique fiscale dans les pays de l'OCDE : Évolutions et réformes récentes*, Études de la politique fiscale de l'OCDE, n° 9, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Tendances des impôts sur la consommation : TVA/TPS et droits d'accise taux, tendances et questions d'administration, Edition 2005*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 15 Tax-Preferred Saving Accounts: (version française)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *L'économie politique des taxes liées à l'environnement*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Les impôts sur les salaires : 2005-2006, Édition 2006*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- Modèle de convention fiscale électronique (eMTC), *www.sourceoecd.org/reference/modeltax*.
- OCDE (2005), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune*, Version abrégée, OCDE, Paris.
- OCDE (1992-2005), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune*, actualisée chaque année, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE*.
- *Statistiques des impôts sur les salaires*.

Sites Internet

- Centre de politique et d'administration de l'OCDE, *www.oecd.org/ctp*.
- Administration fiscale dans les pays de l'OCDE : Comparative Information Series (2004), *www.oecd.org/ctp/ta*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Recettes fiscales totales

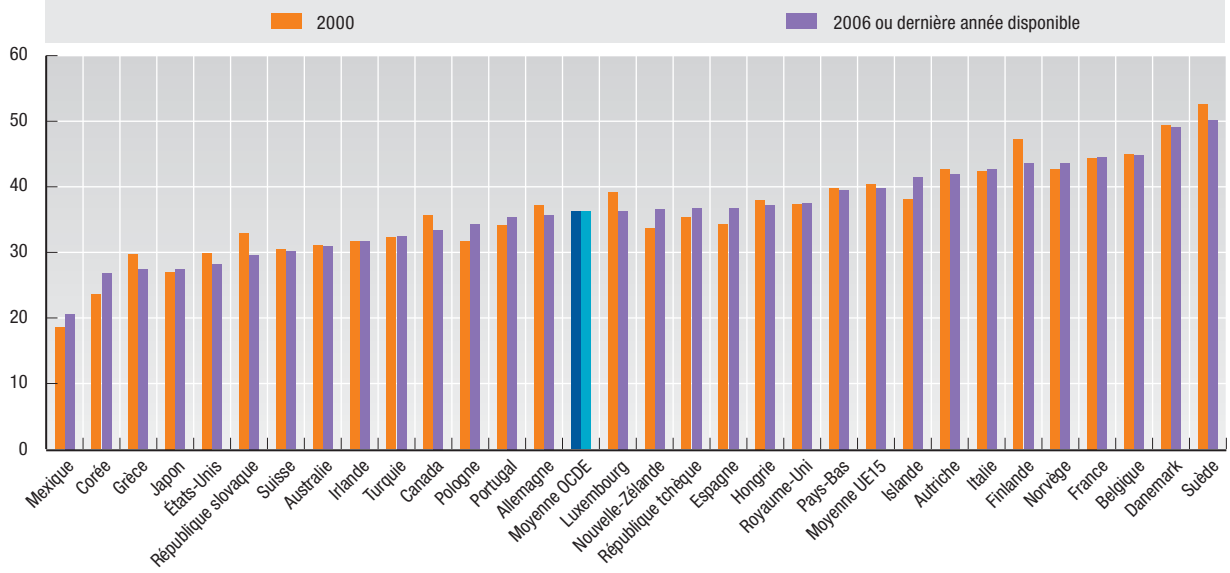
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	37.0	37.2	37.2	36.5	36.2	36.4	37.1	37.2	36.1	35.4	35.5	34.8	34.8	35.7
Australie	26.9	28.0	28.8	29.4	29.2	30.0	30.5	31.1	29.6	30.5	30.7	31.1	30.9	..
Autriche	41.9	41.7	41.1	42.4	43.9	43.9	43.5	42.6	44.6	43.6	43.1	42.8	42.1	41.9
Belgique	43.3	43.6	43.6	44.0	44.5	45.2	45.2	44.9	44.9	45.0	44.6	44.8	45.4	44.8
Canada	35.4	35.2	35.6	35.9	36.7	36.7	36.4	35.6	34.8	33.7	33.7	33.6	33.4	33.4
Corée	19.0	19.4	19.4	20.0	21.0	21.1	21.5	23.6	24.1	24.4	25.3	24.6	25.5	26.8
Danemark	47.7	48.7	48.8	49.2	48.9	49.3	50.1	49.4	48.4	47.8	48.0	49.3	50.3	49.0
Espagne	32.8	32.9	32.1	31.9	32.9	33.2	34.1	34.2	33.8	34.2	34.2	34.7	35.8	36.7
États-Unis	27.1	27.5	27.9	28.3	28.7	29.3	29.4	29.9	28.8	26.5	25.9	26.0	27.3	28.2
Finlande	44.4	46.9	45.7	47.0	46.3	46.1	45.8	47.2	44.6	44.6	44.0	43.4	44.0	43.5
France	42.4	42.8	42.9	44.1	44.4	44.2	45.1	44.4	44.0	43.4	43.2	43.5	44.1	44.5
Grèce	24.1	24.3	25.2	31.2	26.4	27.9	28.7	29.7	28.7	29.0	28.1	27.1	27.3	27.4
Hongrie	45.7	43.3	41.3	39.6	38.0	37.8	38.1	38.0	38.0	37.8	37.5	37.6	37.2	37.1
Irlande	34.0	34.6	32.0	32.1	31.4	31.3	31.5	31.7	29.5	28.2	28.8	30.2	30.6	31.7
Islande	31.1	30.6	31.2	32.3	32.2	35.5	38.1	38.1	36.3	35.8	37.2	38.3	41.4	..
Italie	42.2	40.2	40.1	41.8	43.2	41.7	42.5	42.3	42.0	41.4	41.8	41.1	41.0	42.7
Japon	27.1	26.3	26.8	26.8	27.2	26.8	26.3	27.0	27.3	26.2	25.7	26.3	27.4	..
Luxembourg	36.5	36.8	37.1	37.6	39.3	39.4	38.3	39.1	39.7	39.2	38.5	37.9	38.6	36.3
Mexique	17.7	17.2	16.7	16.7	17.5	16.6	17.3	18.5	18.8	18.1	19.0	19.0	19.9	20.6
Norvège	39.4	40.8	40.9	40.8	41.5	42.4	42.7	42.6	42.9	43.1	42.3	43.3	43.7	43.6
Nouvelle-Zélande	36.0	36.5	36.6	34.8	35.0	33.4	33.4	33.6	33.0	34.4	34.3	35.5	37.8	36.5
Pays-Bas	45.0	43.0	41.5	40.9	40.9	39.1	40.1	39.7	38.2	37.5	36.9	37.4	39.1	39.5
Pologne	38.8	36.9	36.2	36.1	35.2	34.6	32.3	31.6	33.6	34.6	34.1	33.4	34.3	..
Portugal	29.3	30.1	31.7	32.6	32.7	32.9	33.9	34.1	33.8	34.5	34.7	33.8	34.8	35.4
République slovaque	..	..	..	..	..	36.6	34.3	32.9	31.7	32.0	33.2	31.6	31.6	29.6
République tchèque	40.4	38.9	37.5	36.0	36.3	34.9	35.8	35.3	35.6	36.3	37.3	38.3	37.8	36.7
Royaume-Uni	32.9	33.5	34.7	34.6	35.1	36.2	36.6	37.3	37.0	35.5	35.2	35.6	36.5	37.4
Suède	46.6	46.8	48.1	50.0	51.2	51.7	52.1	52.6	50.7	48.9	49.4	49.9	50.7	50.1
Suisse	26.7	27.2	27.8	28.3	27.9	28.9	29.1	30.5	30.1	30.1	29.4	29.1	29.7	30.1
Turquie	22.7	22.2	22.6	25.4	27.9	28.4	31.3	32.3	35.1	31.1	32.8	31.3	32.3	32.5
Moyenne UE15	38.7	38.9	38.8	39.7	39.8	39.9	40.3	40.4	39.7	39.2	39.1	39.1	39.7	39.8
Moyenne OCDE	35.0	34.9	34.9	35.4	35.6	35.7	36.0	36.2	35.9	35.4	35.5	35.5	36.2	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275468386544

Recettes fiscales totales

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400275860763

Impôts sur le revenu et les profits

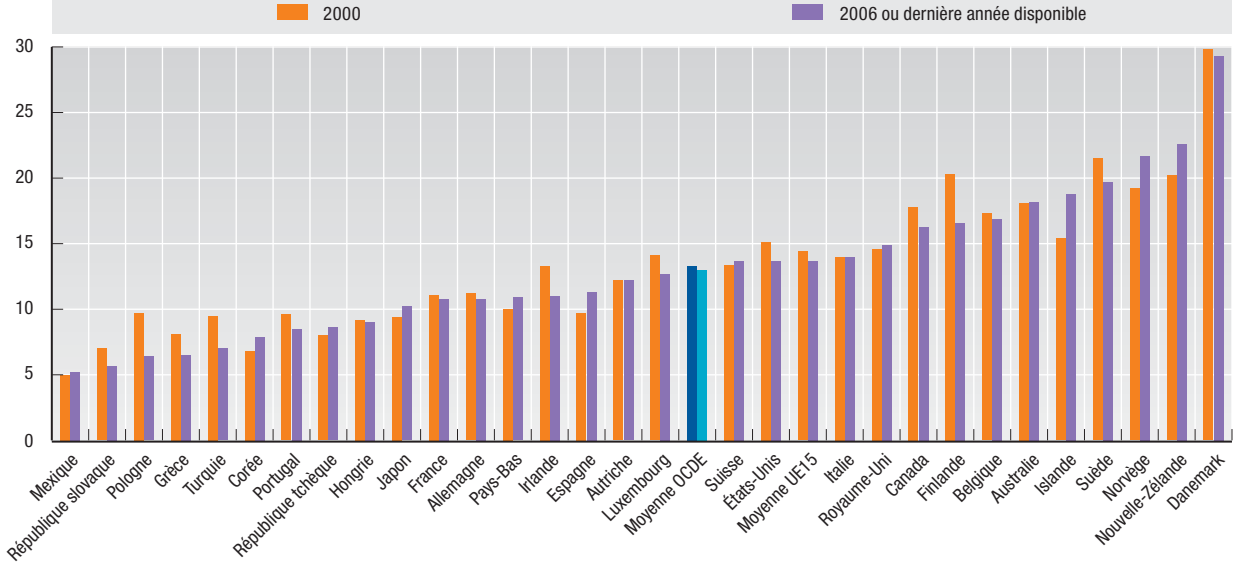
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	11.4	11.0	11.3	10.5	10.2	10.7	11.1	11.2	10.4	9.9	9.8	9.5	9.8	10.8
Australie	14.6	15.2	15.9	16.6	16.5	17.7	18.3	18.1	16.7	17.2	17.3	18.2	18.2	..
Autriche	11.3	10.3	10.9	11.9	12.7	12.9	12.5	12.2	14.0	13.0	12.8	12.6	12.0	12.2
Belgique	15.7	16.0	16.6	16.6	17.0	17.5	17.1	17.3	17.5	17.3	16.9	17.0	17.4	16.9
Canada	15.7	15.8	16.5	16.9	17.9	17.7	18.1	17.8	16.7	15.4	15.4	15.7	15.9	16.3
Corée	5.7	5.9	6.2	6.0	5.5	6.4	5.3	6.8	6.4	6.2	7.1	6.9	7.5	7.9
Danemark	29.1	30.0	30.1	30.2	29.8	29.4	29.6	29.8	28.7	28.5	28.8	29.8	30.7	29.3
Espagne	9.8	9.3	9.4	9.2	9.8	9.4	9.6	9.7	9.5	10.0	9.6	9.8	10.5	11.3
États-Unis	12.1	12.3	12.8	13.5	14.0	14.4	14.6	15.1	14.1	11.7	11.2	11.4	12.7	13.7
Finlande	15.0	16.4	16.5	18.2	17.7	18.1	17.8	20.3	18.2	18.1	17.0	16.8	16.8	16.6
France	6.9	7.0	7.0	7.4	8.1	10.2	10.8	11.1	11.2	10.4	10.0	10.2	10.4	10.8
Grèce	4.6	5.3	5.6	5.5	5.9	7.1	7.3	8.1	7.0	7.0	6.5	6.5	7.0	6.5
Hongrie	9.5	9.1	8.6	8.7	8.3	8.4	8.9	9.2	9.7	10.0	9.3	8.9	8.8	9.0
Irlande	13.6	14.1	12.7	13.1	13.1	12.9	13.1	13.3	12.2	11.1	11.4	12.0	11.8	11.0
Islande	10.1	10.2	10.6	11.3	11.5	13.5	14.9	15.4	15.9	15.9	16.7	16.9	18.8	..
Italie	15.6	14.0	14.2	14.5	15.3	13.6	14.4	14.0	14.3	13.4	12.9	12.9	12.9	14.0
Japon	11.5	10.3	10.3	10.2	10.1	9.0	8.4	9.4	9.1	8.0	7.9	8.4	9.3	10.2
Luxembourg	13.5	13.9	14.6	14.9	15.6	15.1	13.9	14.1	14.3	14.3	14.0	12.6	13.3	12.7
Mexique	5.5	5.2	4.1	4.0	4.6	4.7	5.0	5.0	5.2	5.2	5.0	4.7	4.8	5.2
Norvège	13.3	14.2	14.3	14.8	15.7	15.7	16.0	19.2	19.3	18.8	18.5	20.1	21.5	21.7
Nouvelle-Zélande	21.1	22.3	22.4	20.7	20.9	19.4	19.4	20.2	19.5	20.5	20.4	21.7	23.8	22.6
Pays-Bas	14.7	12.0	10.9	11.1	10.7	10.3	10.2	10.0	10.1	10.2	9.4	9.2	10.8	10.9
Pologne	12.3	11.3	11.1	10.6	10.4	10.2	9.9	9.7	9.5	9.6	6.0	5.9	6.4	..
Portugal	8.1	7.9	7.9	8.6	8.7	8.6	9.1	9.6	9.1	8.9	8.4	8.3	8.5	8.5
République slovaque	..	..	..	..	..	9.4	8.4	7.0	6.9	6.8	6.8	5.7	5.7	5.7
République tchèque	10.3	9.7	9.4	8.1	8.7	8.1	8.3	8.0	8.6	9.0	9.5	9.6	9.1	8.6
Royaume-Uni	11.6	12.0	12.8	12.7	13.0	14.1	14.1	14.6	14.7	13.5	12.9	13.1	14.0	14.9
Suède	19.1	19.9	18.9	19.6	20.2	20.1	21.1	21.5	19.2	17.5	18.2	19.0	19.8	19.7
Suisse	12.0	12.5	12.0	12.4	12.0	12.6	12.2	13.4	12.7	13.0	12.6	12.6	13.2	13.7
Turquie	7.3	6.6	6.4	6.7	7.6	9.4	9.8	9.5	10.1	7.7	7.8	6.9	7.0	7.0
Moyenne UE15	13.3	13.3	13.3	13.6	13.8	14.0	14.1	14.4	14.0	13.5	13.2	13.3	13.7	13.7
Moyenne OCDE	12.4	12.4	12.4	12.6	12.8	12.9	13.0	13.3	13.0	12.6	12.3	12.4	13.0	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275471216110

Impôts sur le revenu et les profits

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400300385340

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Impôts sur les biens et les services

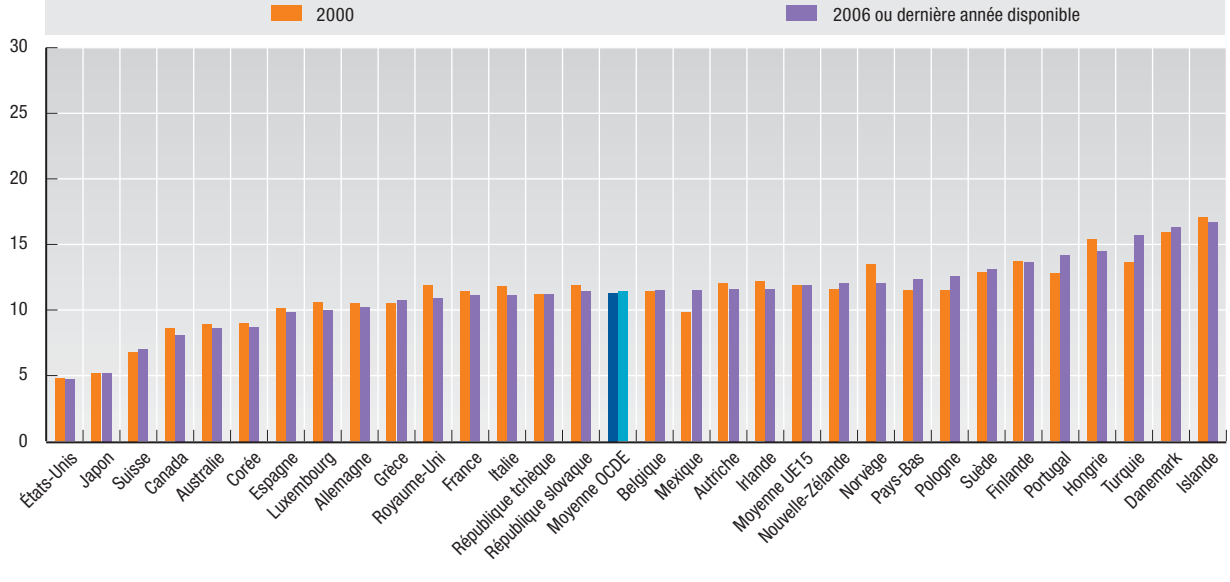
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	10.3	10.7	10.4	10.3	10.1	10.0	10.4	10.5	10.4	10.3	10.5	10.2	10.1	10.2
Australie	7.9	8.2	8.4	8.2	8.0	8.2	8.0	8.9	8.9	9.2	9.1	8.9	8.6	..
Autriche	12.3	12.9	11.5	11.9	12.3	12.3	12.4	12.0	12.1	12.3	12.1	12.1	12.0	11.6
Belgique	11.2	11.4	11.2	11.5	11.7	11.1	11.5	11.4	11.0	11.1	11.0	11.2	11.5	11.5
Canada	9.4	9.2	9.0	9.0	9.0	9.1	8.8	8.6	8.8	8.9	8.9	8.7	8.5	8.1
Corée	8.3	8.4	8.4	8.8	9.0	8.0	8.6	9.0	9.5	9.5	9.4	8.9	8.8	8.7
Danemark	15.0	15.5	15.7	16.1	16.1	16.4	16.5	15.9	15.9	16.0	15.8	16.1	16.2	16.3
Espagne	8.8	9.3	9.2	9.3	9.5	9.8	10.2	10.1	9.7	9.6	9.7	9.8	10.0	9.8
États-Unis	5.0	5.1	5.0	4.9	4.9	4.9	4.8	4.8	4.7	4.7	4.7	4.7	4.8	4.7
Finlande	14.0	14.4	13.8	13.9	14.5	14.1	14.2	13.7	13.2	13.5	14.1	13.8	13.8	13.6
France	11.2	11.6	11.7	12.2	12.0	11.9	12.0	11.4	11.1	11.1	11.0	11.1	11.2	11.1
Grèce	11.0	10.5	10.4	10.6	10.8	10.4	10.6	10.5	10.9	10.6	10.0	9.6	9.4	10.7
Hongrie	17.0	16.0	16.8	16.1	14.9	14.7	15.3	15.4	14.7	14.2	14.8	15.3	14.8	14.5
Irlande	13.0	13.2	12.7	12.7	12.3	12.2	12.1	12.2	11.0	11.1	11.0	11.4	11.6	11.6
Islande	15.5	15.0	15.2	15.6	15.3	16.8	17.8	17.1	14.9	14.3	15.0	15.8	16.7	..
Italie	10.9	11.4	10.9	10.8	11.2	11.5	11.7	11.8	11.2	11.2	10.7	10.8	10.8	11.1
Japon	4.1	4.2	4.2	4.3	4.7	5.3	5.4	5.2	5.3	5.3	5.2	5.3	5.3	5.2
Luxembourg	10.0	10.2	9.9	9.8	10.4	10.5	10.4	10.6	10.5	10.6	10.6	11.3	11.1	10.0
Mexique	8.3	8.1	9.0	9.3	9.4	8.3	8.6	9.8	9.7	8.9	10.0	10.5	11.3	11.5
Norvège	15.1	15.7	15.8	15.5	15.4	15.8	15.6	13.5	13.3	13.3	12.9	12.7	12.2	12.0
Nouvelle-Zélande	12.9	12.3	12.2	12.2	12.2	12.1	12.1	11.6	11.8	12.1	12.1	12.0	12.1	12.0
Pays-Bas	11.0	11.3	11.3	11.6	11.3	11.3	11.7	11.5	11.8	11.6	11.7	12.0	12.4	12.3
Pologne	13.2	13.2	12.8	12.9	12.0	11.9	12.1	11.5	11.2	12.3	12.5	12.4	12.6	..
Portugal	12.5	13.5	12.9	13.2	12.8	13.1	13.3	12.8	12.9	13.2	13.3	13.3	13.6	14.2
République slovaque	..	..	..	..	..	12.3	12.1	11.9	11.1	11.5	11.9	12.2	12.5	11.4
République tchèque	13.5	13.0	12.1	11.8	11.3	10.8	11.5	11.2	10.8	10.8	11.1	11.9	11.8	11.2
Royaume-Uni	11.6	11.8	12.2	12.3	12.2	11.9	12.1	11.9	11.6	11.5	11.5	11.4	11.1	10.9
Suède	12.7	12.1	13.3	12.9	13.0	12.9	12.8	12.9	12.9	13.1	13.2	13.0	13.2	13.1
Suisse	5.3	5.3	6.1	6.0	6.0	6.2	6.7	6.8	7.0	6.8	6.9	6.9	7.0	7.0
Turquie	7.2	8.3	8.5	9.7	10.3	10.2	11.2	13.6	14.1	14.6	16.2	14.9	15.9	15.7
Moyenne UE15	11.7	12.0	11.8	11.9	12.0	12.0	12.1	11.9	11.7	11.8	11.7	11.8	11.9	11.9
Moyenne OCDE	11.0	11.1	11.1	11.2	11.1	11.1	11.4	11.3	11.1	11.1	11.2	11.3	11.4	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275611683612

Impôts sur les biens et les services

En pourcentage du PIB



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400401647483

IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN

Cette série, qui traite de l'imposition d'un salarié moyen célibataire, mesure la différence entre le coût salarial d'un salarié moyen célibataire pour son employeur et le montant du revenu disponible (salaire net) perçu par le salarié. Ce « coin fiscal » permet de mesurer l'effet dissuasif du système fiscal sur l'emploi.

Définition

Les impôts pris en compte dans l'indicateur sont les impôts sur le revenu des personnes physiques, les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale. Les taxes sur les salaires sont également prises en compte pour les rares pays où elles s'appliquent. Le montant de ces impôts payés pour l'emploi d'un salarié moyen est exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre (salaire brut plus cotisations patronales de sécurité sociale et taxes sur les salaires).

Un salarié moyen est défini comme une personne dont la rémunération est égale au revenu moyen du salarié qui travaille à temps complet du pays concerné dans les secteurs C-K de la Classification internationale type, par industrie (CITI). Le salarié moyen est réputé vivre seul, ce qui signifie qu'il ou elle ne bénéficie d'aucun allègement fiscal au titre d'un conjoint, d'un concubin ou d'un enfant.

Comparabilité

Les catégories d'impôts prises en compte dans l'indicateur sont totalement comparables d'un pays à l'autre, dans la mesure où elles correspondent à des définitions communes acceptées par tous les pays de l'OCDE et publiées dans les *Statistiques des recettes publiques*.

Les niveaux de revenu des salariés diffèrent d'un pays à l'autre, mais ils sont tous égaux au revenu moyen du salarié qui travaille à temps complet dans les secteurs C-K de la CITI. Par conséquent, ils peuvent être considérés comme des niveaux de revenus qui correspondent à des types d'activités comparables dans les différents pays. Avant 2000, le salaire mesure uniquement l'ouvrier manuel à temps plein dans le secteur manufacturier.

Les informations sur le niveau de revenu du salarié moyen sont fournies par les ministères des Finances de tous les pays de l'OCDE et sont fondées sur des enquêtes statistiques nationales. Le montant des impôts versés par le salarié célibataire est calculé en appliquant la législation fiscale du pays concerné. Par conséquent, les taux d'imposition résultent d'un exercice de modélisation plutôt que de l'observation directe des impôts réellement payés.

Les données pour l'Australie, depuis 1996, incluent les taxes sur les salaires et la main-d'œuvre. Les données pour les années antérieures ne sont pas disponibles sur la même base.

Tendances à long terme

En moyenne, les impôts applicables à un ouvrier moyen ont augmenté jusqu'en 1997 et ont diminué depuis lors, aussi bien dans le cadre de l'Union européenne que dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Toutefois, il existe d'importantes différences entre les pays : il y a ceux pour lesquels on a observé une augmentation générale des impôts applicables à un salarié moyen, c'est le cas, depuis 2000, du Japon, du Mexique et des Pays-Bas, et ceux pour lesquels au contraire on a observé une baisse dans l'ensemble, c'est le cas de l'Australie, du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, du Luxembourg et de la République slovaque.

Source

- OCDE (2007), *Les impôts sur les salaires : 2005-2006, Édition 2006*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Immervoll, H. (2004), *Average and Marginal Effective Tax Rates Facing Workers in the EU: A Micro-Level Analysis of Levels, Distributions and Driving Factors*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 19, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 15 Tax-Preferred Saving Accounts: (version française)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 11 : La taxation des options de souscription ou d'achat d'actions destinées aux salariés* , OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Prestations et salaires : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques des recettes publiques 1965-2006 – Édition 2007*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Prestations et salaires, *www.oecd.org/els/social/workingincentives*.
- Centre de politique et d'administration de l'OCDE, *www.oecd.org/ctp*.
- Analyse des politiques fiscales de l'OCDE, *www.oecd.org/ctp/tpa*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Impôts applicables au salarié moyen

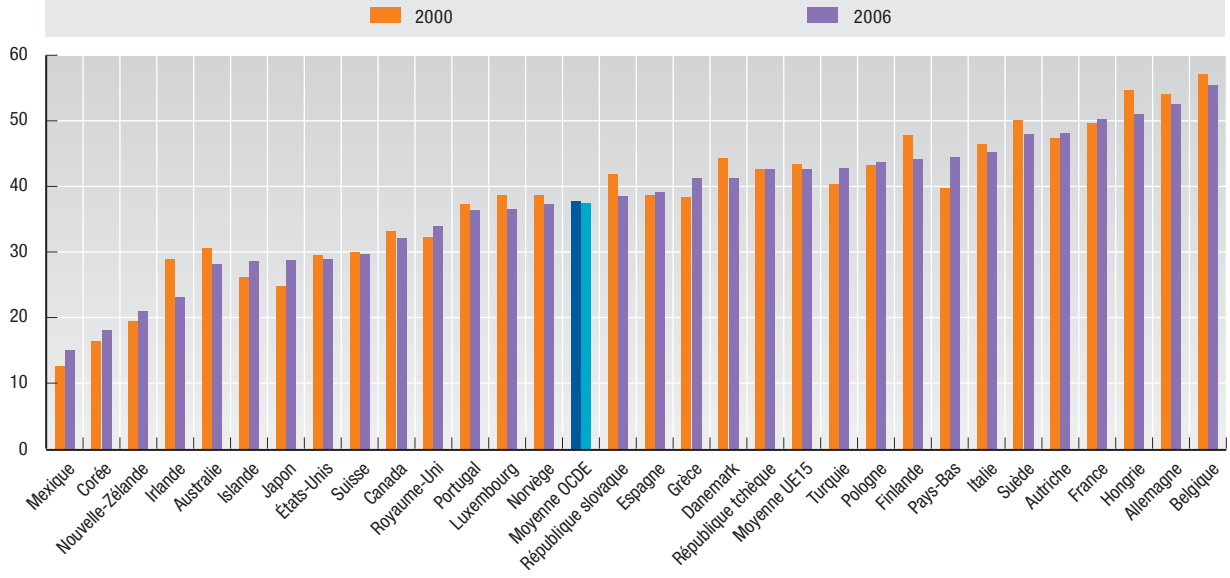
En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	46.4	48.3	50.2	51.2	52.3	52.2	51.9 |	54.0	53.0	53.5	54.2	53.2	52.4	52.5
Australie	..	..	..	29.3	29.6	30.2	30.4 |	30.6	27.3	27.7	28.0	28.0	28.3	28.1
Autriche	40.0	39.7	41.2	41.5	45.6	45.8	45.9 |	47.3	46.9	47.1	47.4	48.1	47.9	48.1
Belgique	54.6	54.6	56.3	56.4	56.6	56.8	56.9 |	57.1	56.7	56.3	55.7	55.4	55.4	55.4
Canada	30.8	31.4	31.5	32.1	32.3	31.7	31.1 |	33.2	32.0	32.1	32.0	32.0	31.9	32.1
Corée	..	..	6.9	6.3	12.4	14.7	16.1 |	16.4	16.4	16.1	16.3	17.2	17.3	18.1
Danemark	47.0	45.2	45.2	44.8	45.2	43.7	44.5 |	44.3	43.6	42.6	42.6	41.3	41.1	41.3
Espagne	38.0	38.8	38.5	38.8	39.0	39.0	37.5 |	38.6	38.8	39.1	38.5	38.7	38.9	39.1
États-Unis	31.2	31.2	31.0	31.1	31.1	31.0	31.1 |	29.5	29.4	29.2	29.0	29.0	28.9	28.9
Finlande	49.3	50.5	51.2	50.3	48.9	48.8	47.4 |	47.8	46.4	45.9	45.0	44.5	44.6	44.1
France	..	51.6	49.1	49.7	48.7	47.6	48.1 |	49.6	49.8	49.8	49.8	49.9	50.1	50.2
Grèce	35.3	35.1	35.6	35.8	35.8	36.1	35.7 |	38.4	38.1	37.7	37.7	39.5	40.4	41.2
Hongrie	..	..	51.4	52.0	52.0	51.6	50.7 |	54.6	55.8	53.7	50.8	51.8	51.1	51.0
Irlande	40.0	38.4	36.9	36.1	33.9	33.0	32.4 |	28.9	25.8	24.5	24.2	25.0	23.5	23.1
Islande	22.0	22.9	23.1	24.5	24.4	25.9	26.0 |	26.1	26.9	28.4	29.2	29.4	29.0	28.6
Italie	49.2	49.9	50.3	50.8	51.5	47.5	47.2 |	46.4	46.0	46.0	45.0	45.4	45.4	45.2
Japon	21.2	21.6	19.5	19.4	20.7	19.6	24.0 |	24.8	24.9	30.5	27.4	27.3	27.7	28.8
Luxembourg	34.9	35.1	34.3	34.5	35.2	33.8	34.6 |	38.6	37.0	34.2	34.7	35.1	35.9	36.5
Mexique	26.6	26.5	27.2	25.4	20.8	21.9	14.1 |	12.6	13.2	15.8	16.8	15.3	14.7	15.0
Norvège	36.8	36.9	37.5	37.6	37.4	37.5	37.3 |	38.6	39.2	38.6	38.1	38.1	37.2	37.3
Nouvelle-Zélande	24.0	24.3	24.5	22.3	21.6	20.0	19.4 |	19.4	19.4	19.5	19.7	20.0	20.4	20.9
Pays-Bas	45.7	45.6	44.8	43.8	43.6	43.5	44.3 |	39.7	37.2	37.4	37.1	38.8	38.9	44.4
Pologne	44.1	..	44.7	44.7	43.9	43.2	43.0 |	43.2	42.9	42.9	43.1	43.4	43.5	43.7
Portugal	33.3	34.1	33.7	33.8	33.9	33.8	33.4 |	37.3	36.4	36.6	36.8	36.8	36.3	36.3
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	41.8	42.8	42.5	42.9	42.5	38.3	38.5
République tchèque	42.6	42.8	43.2	42.6	42.9	42.8	42.7 |	42.7	42.6	42.9	43.2	43.5	43.8	42.6
Royaume-Uni	32.6	33.3	33.4	32.6	32.0	32.0	30.8 |	32.2	31.9	32.0	33.5	33.6	33.7	33.9
Suède	45.6	46.8	49.3	50.2	50.7	50.7	50.5 |	50.1	49.1	47.8	48.2	48.4	48.1	47.9
Suisse	28.7	28.7	30.6	30.4	30.0	30.0	29.8 |	30.0	30.1	30.1	29.7	29.4	29.5	29.7
Turquie	40.0	36.1	35.3	38.3	40.7	39.8	30.3 |	40.4	43.6	42.5	42.2	42.8	42.8	42.8
Moyenne UE15	42.3	43.1	43.3	43.4	43.5	43.0	42.7 |	43.4	42.4	42.0	42.0	42.2	42.2	42.6
Moyenne OCDE	37.6	38.0	37.7	37.5	37.7	37.4	36.8 |	37.8	37.4	37.4	37.3	37.4	37.2	37.5

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275613070451

Impôts applicables au salarié moyen

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400421841067

QUALITÉ DE VIE

SANTÉ

ESPÉRANCE DE VIE

MORTALITÉ INFANTILE

OBÉSITÉ

LOISIRS

TOURISME-NUITÉES

LOISIRS ET CULTURE

SOCIÉTÉ

INACTIVITÉ DES JEUNES

INÉGALITÉ DES REVENUS

POPULATION CARCÉRALE

TRANSPORT

RÉSEAU ROUTIER

VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES
ET ACCIDENTS MORTELS DE LA ROUTE

ESPÉRANCE DE VIE

L'espérance de vie à la naissance demeure l'un des indicateurs de l'état de santé les plus fréquemment cités.

Les gains d'espérance de vie enregistrés dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies, qui reflètent les réductions prononcées des taux de mortalité, peuvent être attribués à plusieurs facteurs, dont l'augmentation du niveau de vie, l'amélioration des habitudes de vie et l'élévation du niveau d'instruction, ainsi qu'un accès plus large aux soins et que la qualité des services de santé. D'autres facteurs tels que l'amélioration de la nutrition, de l'hygiène et du logement ont également joué un rôle, en particulier dans les pays dont l'économie est en voie de développement.

Il est difficile d'évaluer la contribution relative des nombreux facteurs médicaux et non médicaux qui peuvent influer sur les variations de l'espérance de vie dans le temps et d'un pays à l'autre. Un revenu national élevé (mesuré d'après le PIB par habitant) va généralement de pair avec une grande espérance de vie à la naissance dans l'ensemble des pays de l'OCDE, mais la relation est moins marquée dans le cas des niveaux supérieurs de l'échelle des revenus.

Définition

L'espérance de vie correspond au nombre moyen d'années qu'une personne peut espérer vivre, calculé d'après un ensemble donné de taux de mortalité par âge. Toutefois, les taux effectifs de mortalité par âge d'une génération particulière ne peuvent être connus à l'avance. Si les taux de mortalité par âge diminuent (comme on l'a vu au cours des dernières décennies dans les pays de l'OCDE), la longévité réelle sera plus grande que l'espérance de vie calculée d'après les taux de mortalité actuels.

Comparabilité

Chaque pays calcule l'espérance de vie de sa population à l'aide de méthodes qui peuvent être assez diverses. Ces différences peuvent influer sur la comparabilité des estimations communiquées par les pays sur l'espérance de vie car, selon la méthode utilisée, ces estimations peuvent varier d'une fraction d'année.

Tendances à long terme

À travers les pays de l'OCDE, l'espérance de vie à la naissance pour l'ensemble de la population a atteint 78.6 ans en 2005, soit dix ans de plus qu'en 1960. Dans un tiers des pays de l'OCDE, l'espérance de vie a dépassé 80 ans en 2005. Le pays à l'espérance de vie la plus élevée est le Japon, avec une espérance de vie combinée pour les femmes et les hommes de 82.1 ans. À l'autre extrémité, l'espérance de vie la plus basse dans les pays de l'OCDE revient à la Turquie, suivie de la Hongrie. Cependant, tandis que l'espérance de vie en Hongrie n'a augmenté que très modestement depuis 1960, elle a subi une augmentation prononcée en Turquie, qui rattrape rapidement la moyenne OCDE.

L'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes était en moyenne de 5.7 ans dans l'ensemble des pays de l'OCDE en 2005, et celle-ci atteignait 75.7 ans pour les hommes et 81.4 ans pour les femmes. Cet écart s'est accru en moyenne d'une demi-année dans tous les pays entre 1960 et 2005. Mais ce chiffre masque des différences d'évolution entre les décennies du début de la période et celles de la fin. Ainsi, alors que l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes s'est fortement creusé dans un grand nombre de pays au cours des années 60 et 70, il s'est réduit durant les vingt-cinq dernières années, les gains d'espérance de vie ayant été plus importants pour les hommes que pour les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE. Cette diminution de l'espérance de vie entre les sexes a été imputée au moins en partie au rapprochement des comportements à risque des hommes et des femmes, comme le tabagisme, qui s'est accompagné d'une diminution des taux de mortalité des maladies cardiovasculaires chez les hommes.

Source

- OCDE (2007), *Éco-Santé OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2002), *Être à la hauteur : Mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *A Disease-based Comparison of Health Systems: What is Best and at what Cost?*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Maladie, invalidité et travail : Surmonter les obstacles (Vol. 1): Norvège, Pologne, Suisse*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2006), *Examens de l'OCDE des systèmes de santé*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE Édition 2006*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *OCDE Eco-Santé*.

Sites Internet

- Données sur la santé de l'OCDE, *www.oecd.org/health/healthdata*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Espérance de vie à la naissance : total

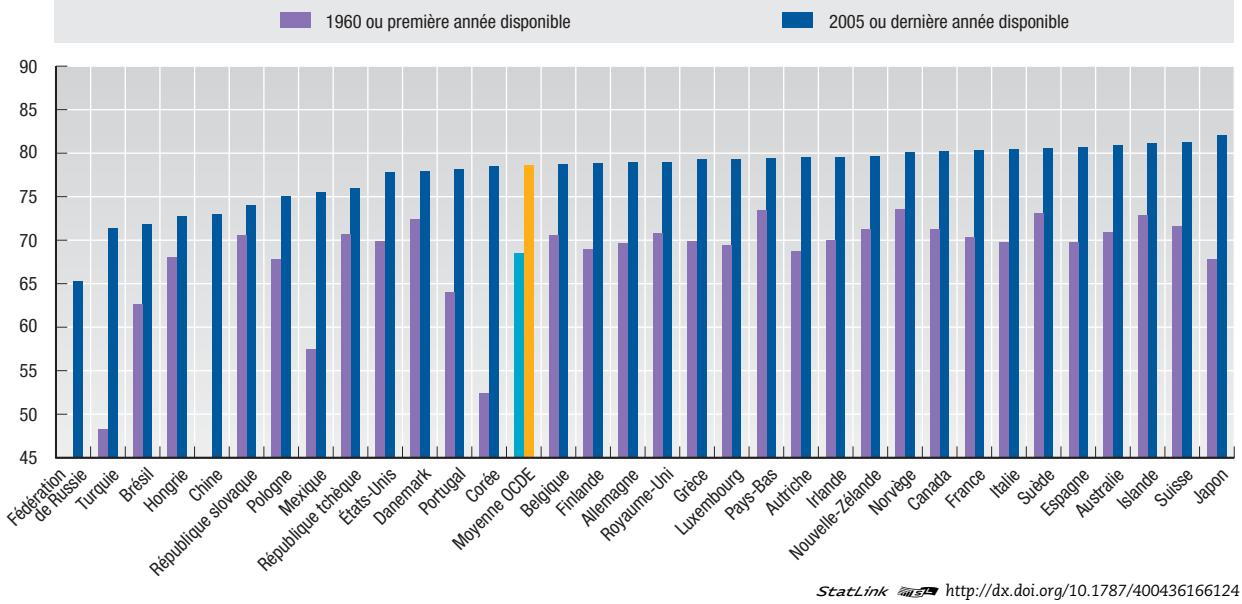
Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	69.6	70.4	72.9	75.2	76.5	78.0	78.4	78.3	78.6	78.6	79.0
Australie	70.9	70.8	74.6	77.0	77.9	79.3	79.7	80.0	80.3	80.6	80.9
Autriche	68.7	70.0	72.6	75.5	76.6	78.1	78.6	78.8	78.8	79.3	79.5
Belgique	70.6	71.0	73.4	76.1	76.8	77.8	78.1	78.2	78.3	78.5	78.7
Canada	71.3	72.9	75.3	77.6	78.1	79.3	79.6	79.7	79.9	80.2	..
Corée	52.4	62.2	65.9	71.4	73.5	76.0	76.4	77.0	77.4	78.0	78.5
Danemark	72.4	73.3	74.3	74.9	75.3	76.9	77.0	77.2	77.5	77.6	77.9
Espagne	69.8	72.0	75.6	76.8	77.9	79.2	79.5	79.6	80.3	80.5	80.7
États-Unis	69.9	70.9	73.7	75.3	75.7	76.8	77.1	77.2	77.5	77.8	..
Finlande	69.0	70.8	73.4	74.9	76.5	77.6	78.1	78.2	78.5	78.8	78.9
France	70.3	72.2	74.3	76.9	77.9	79.0	79.2	79.4	79.4	80.3	80.3
Grèce	69.9	72.0	74.5	77.1	77.7	78.0	78.5	78.7	78.9	79.1	79.3
Hongrie	68.0	69.2	69.1	69.4	69.9	71.7	72.3	72.6	72.6	72.8	72.8
Irlande	70.0	71.2	72.9	74.9	75.7	76.5	77.1	77.8	78.3	..	79.5
Islande	72.9	74.3	76.7	78.0	78.0	80.1	80.2	80.6	81.2	81.0	81.2
Italie	69.8	72.0	74.0	76.9	78.1	79.6	79.8	79.9	79.7	..	80.4
Japon	67.8	72.0	76.1	78.9	79.6	81.2	81.5	81.8	81.8	82.1	82.1
Luxembourg	69.4	70.3	72.5	75.4	76.6	78.0	78.0	78.2	78.0	..	79.3
Mexique	57.5	60.9	67.2	71.2	72.7	74.1	74.4	74.6	74.9	75.2	75.5
Norvège	73.6	74.2	75.8	76.6	77.8	78.7	78.9	79.0	79.6	79.9	80.1
Nouvelle-Zélande	71.3	71.5	73.2	75.4	77.1	78.7	78.7	78.7	79.6	79.6	79.6
Pays-Bas	73.5	73.7	75.9	77.0	77.5	78.0	78.3	78.4	78.6	79.2	79.4
Pologne	67.8	70.0	70.2	70.7	72.0	73.9	74.3	74.6	74.7	75.0	75.1
Portugal	64.0	67.5	71.5	73.9	75.2	76.6	76.9	77.2	77.4	77.8	78.2
République slovaque	70.6	69.8	70.6	71.0	72.4	73.3	73.6	73.8	73.9	74.1	74.0
République tchèque	70.7	69.6	70.3	71.5	73.2	75.0	75.3	75.4	75.4	75.8	76.0
Royaume-Uni	70.8	71.9	73.2	75.7	76.6	77.8	78.1	78.2	78.5	78.9	79.0
Suède	73.1	74.7	75.8	77.6	78.8	79.7	79.9	79.9	80.2	80.6	80.6
Suisse	71.6	73.8	76.2	77.4	78.5	79.8	80.2	80.4	80.6	81.2	81.3
Turquie	48.3	54.2	58.1	66.1	67.9	70.5	70.6	70.8	71.0	71.2	71.4
Moyenne OCDE	68.5	70.3	72.7	74.9	75.9	77.3	77.6	77.8	78.0	78.4	78.6
Brésil	..	..	62.6	66.6	68.5	70.4	70.7	71.0	71.3	71.6	71.9
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	73.0
Fédération de Russie	..	..	..	..	64.5	65.3	65.2	65.0	64.9	65.3	65.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275627145125

Espérance de vie à la naissance : total

Nombre d'années



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400436166124

Espérance de vie à la naissance : hommes

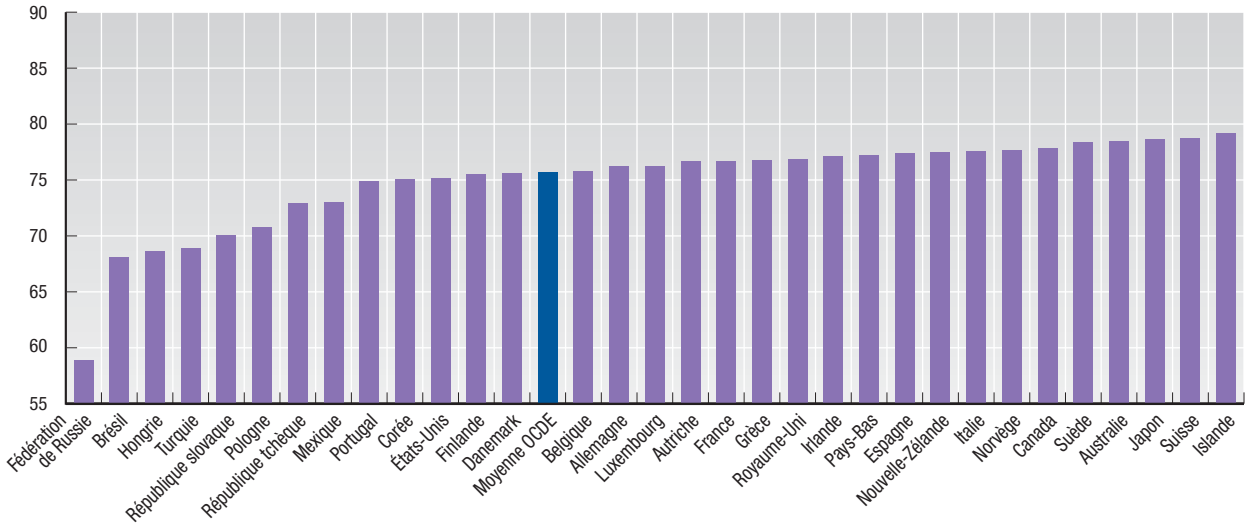
Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	66.9	67.2	69.6	72.0	73.3	75.0	75.5	75.4	75.7	75.7	76.2
Australie	67.9	67.4	71.0	73.9	75.0	76.6	77.0	77.4	77.8	78.1	78.5
Autriche	65.4	66.5	69.0	72.2	73.3	75.1	75.6	75.8	75.9	76.4	76.7
Belgique	67.7	67.8	70.0	72.7	73.4	74.6	74.9	75.1	75.3	75.6	75.8
Canada	68.4	69.3	71.7	74.4	75.1	76.7	77.0	77.2	77.4	77.8	..
Corée	51.1	58.7	61.8	67.3	69.6	72.3	72.8	73.4	73.9	74.5	75.1
Danemark	70.4	70.7	71.2	72.0	72.7	74.5	74.7	74.8	75.1	75.2	75.6
Espagne	67.4	69.2	72.5	73.3	74.3	75.8	76.1	76.2	76.9	77.2	77.4
États-Unis	66.6	67.1	70.0	71.8	72.5	74.1	74.4	74.5	74.8	75.2	..
Finlande	65.5	66.5	69.2	70.9	72.8	74.2	74.6	74.9	75.1	75.3	75.5
France	67.0	68.4	70.2	72.8	73.9	75.3	75.5	75.8	75.9	76.7	76.7
Grèce	67.3	70.1	72.2	74.6	75.0	75.5	75.9	76.2	76.5	76.6	76.8
Hongrie	65.9	66.3	65.5	65.1	65.3	67.4	68.1	68.4	68.4	68.6	68.6
Irlande	68.1	68.8	70.1	72.1	72.9	73.9	74.5	75.2	75.8	..	77.1
Islande	70.7	71.2	73.7	75.4	75.9	78.4	78.1	78.7	79.7	79.2	79.2
Italie	67.2	69.0	70.6	73.6	74.9	76.6	76.7	76.8	76.8	..	77.6
Japon	65.3	69.3	73.4	75.9	76.4	77.7	78.1	78.3	78.4	78.6	78.6
Luxembourg	66.5	67.1	69.1	72.3	73.0	74.8	75.2	74.9	75.0	..	76.2
Mexique	55.8	58.5	64.1	68.3	70.0	71.6	71.9	72.1	72.4	72.7	73.0
Norvège	71.3	71.0	72.3	73.4	74.8	76.0	76.2	76.4	77.1	77.5	77.7
Nouvelle-Zélande	68.7	68.3	70.0	72.4	74.4	76.3	76.3	76.3	77.5	77.5	77.5
Pays-Bas	71.5	70.8	72.5	73.8	74.6	75.5	75.8	76.0	76.2	76.9	77.2
Pologne	64.9	66.6	66.0	66.2	67.6	69.7	70.2	70.4	70.5	70.7	70.8
Portugal	61.2	64.2	67.7	70.4	71.6	73.2	73.5	73.8	74.2	74.5	74.9
République slovaque	68.4	66.7	66.8	66.6	68.4	69.1	69.5	69.8	69.9	70.3	70.1
République tchèque	67.9	66.1	66.8	67.6	69.7	71.6	72.1	72.1	72.1	72.6	72.9
Royaume-Uni	67.9	68.7	70.2	72.9	74.0	75.4	75.7	75.9	76.2	76.7	76.9
Suède	71.2	72.2	72.8	74.8	76.2	77.4	77.6	77.7	77.9	78.4	78.4
Suisse	68.7	70.7	72.8	74.0	75.3	76.9	77.4	77.8	78.0	78.6	78.7
Turquie	46.3	52.0	55.8	63.8	65.6	68.1	68.2	68.4	68.6	68.8	68.9
Moyenne OCDE	66.0	67.2	69.3	71.6	72.7	74.3	74.6	74.9	75.2	75.6	75.7
Brésil	..	..	59.6	62.8	64.8	66.7	67.0	67.3	67.6	67.9	68.1
Fédération de Russie	..	..	..	..	58.1	59.0	58.9	58.7	58.6	58.9	58.9

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275627145125

Espérance de vie à la naissance : hommes

Nombre d'années, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400460810416

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Espérance de vie à la naissance : femmes

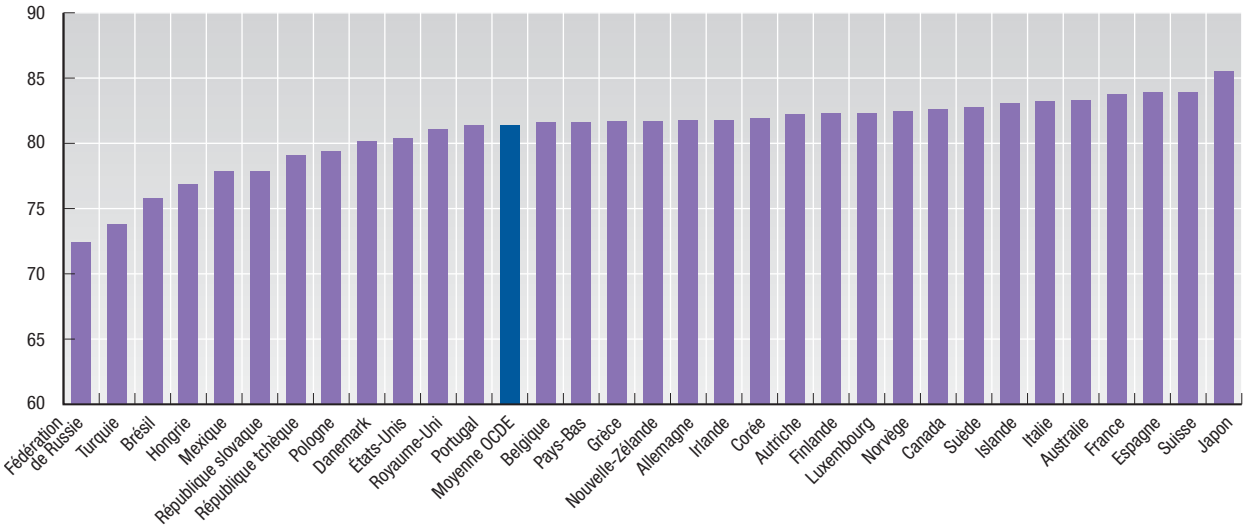
Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	72.4	73.6	76.1	78.4	79.7	81.0	81.3	81.2	81.4	81.4	81.8
Australie	73.9	74.2	78.1	80.1	80.8	82.0	82.4	82.6	82.8	83.0	83.3
Autriche	71.9	73.4	76.1	78.8	79.9	81.1	81.5	81.7	81.6	82.1	82.2
Belgique	73.5	74.2	76.8	79.4	80.2	80.9	81.2	81.2	81.3	81.5	81.6
Canada	74.2	76.4	78.9	80.8	81.1	81.9	82.1	82.1	82.4	82.6	..
Corée	53.7	65.6	70.0	75.5	77.4	79.6	80.0	80.5	80.8	81.4	81.9
Danemark	74.4	75.9	77.3	77.7	77.8	79.3	79.3	79.5	79.9	79.9	80.2
Espagne	72.2	74.8	78.6	80.3	81.5	82.5	82.8	82.9	83.6	83.7	83.9
États-Unis	73.1	74.7	77.4	78.8	78.9	79.5	79.8	79.9	80.1	80.4	..
Finlande	72.5	75.0	77.6	78.9	80.2	81.0	81.5	81.5	81.8	82.3	82.3
France	73.6	75.9	78.4	80.9	81.8	82.7	82.9	83.0	82.9	83.8	83.8
Grèce	72.4	73.8	76.8	79.5	80.3	80.5	81.0	81.1	81.3	81.5	81.7
Hongrie	70.1	72.1	72.7	73.7	74.5	75.9	76.4	76.7	76.7	76.9	76.9
Irlande	71.9	73.5	75.6	77.6	78.4	79.1	79.6	80.3	80.7	..	81.8
Islande	75.0	77.3	79.7	80.5	80.0	81.8	82.2	82.5	82.7	82.7	83.1
Italie	72.3	74.9	77.4	80.1	81.3	82.5	82.8	82.9	82.5	..	83.2
Japon	70.2	74.7	78.8	81.9	82.9	84.6	84.9	85.2	85.3	85.6	85.5
Luxembourg	72.2	73.4	75.9	78.5	80.2	81.1	80.7	81.5	81.0	..	82.3
Mexique	59.2	63.2	70.2	74.1	75.3	76.5	76.8	77.1	77.4	77.6	77.9
Norvège	75.8	77.3	79.2	79.8	80.8	81.4	81.5	81.5	82.0	82.3	82.5
Nouvelle-Zélande	73.9	74.6	76.3	78.3	79.7	81.1	81.1	81.1	81.7	81.7	81.7
Pays-Bas	75.4	76.5	79.2	80.1	80.4	80.5	80.7	80.7	80.9	81.4	81.6
Pologne	70.6	73.3	74.4	75.2	76.4	78.0	78.3	78.7	78.8	79.2	79.4
Portugal	66.8	70.8	75.2	77.4	78.7	80.0	80.3	80.5	80.5	81.0	81.4
République slovaque	72.7	72.9	74.3	75.4	76.3	77.4	77.7	77.7	77.8	77.8	77.9
République tchèque	73.4	73.0	73.9	75.4	76.6	78.4	78.5	78.7	78.7	79.0	79.1
Royaume-Uni	73.7	75.0	76.2	78.5	79.2	80.2	80.4	80.5	80.7	81.1	81.1
Suède	74.9	77.1	78.8	80.4	81.4	82.0	82.1	82.1	82.5	82.7	82.8
Suisse	74.5	76.9	79.6	80.7	81.7	82.6	83.0	83.0	83.1	83.7	83.9
Turquie	50.3	56.3	60.3	68.3	70.2	72.8	73.0	73.2	73.4	73.6	73.8
Moyenne OCDE	71.0	73.3	76.0	78.2	79.1	80.3	80.5	80.7	80.9	81.2	81.4
Brésil	..	..	65.7	70.4	72.3	74.3	74.6	74.9	75.2	75.5	75.8
Fédération de Russie	..	..	..	..	71.6	72.3	72.2	71.9	71.8	72.3	72.4

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275627145125

Espérance de vie à la naissance : femmes

Nombre d'années, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400508788654

MORTALITÉ INFANTILE

Un grand nombre d'études ont utilisé les taux de mortalité infantile comme des données de santé propres à examiner l'effet de divers déterminants médicaux et non médicaux de la santé. Le taux de mortalité infantile, qui représente la proportion de décès de bébés de moins d'un an, témoigne de l'incidence de la situation matérielle et sociale sur la santé des mères et des nouveaux-nés, ainsi que de l'efficacité des systèmes de santé. Le fait que des pays où les dépenses de santé sont élevées n'enregistrent pas nécessairement une faible mortalité infantile a conduit à penser qu'il n'était pas indispensable d'accroître ces dépenses pour obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine. Il ressort d'un ensemble d'études que de nombreux facteurs autres que la qualité et l'efficience du système de santé, comme les inégalités de revenu, le milieu social, les habitudes de vie des individus et les mentalités, avaient une influence sur les taux de mortalité infantile.

Définition

Le taux de mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes. La mortalité néonatale recouvre le décès des enfants de moins de 28 jours.

Comparabilité

Les écarts entre pays concernant les taux de mortalité infantile et néonatale peuvent être dus dans une certaine mesure aux pratiques différentes qu'ils suivent pour enregistrer les enfants prématurés (qui peuvent ainsi être comptabilisés parmi les naissances vivantes ou les morts fœtales). Dans plusieurs pays, tels que les États-Unis, le Canada, le Japon et les pays nordiques, les grands prématurés, qui ont relativement peu de chances de survie, sont enregistrés comme des naissances vivantes, ce qui accroît les taux de mortalité par rapport aux pays qui ne le font pas.

Tendances à long terme

Tous les pays de l'OCDE ont accompli des progrès remarquables dans la réduction du taux de mortalité infantile depuis 1970, époque à laquelle la moyenne était de près de 30 décès pour 1 000 naissances vivantes. En 2005, la moyenne OCDE s'était établie à moins de 5.5 décès pour 1 000 naissances vivantes, ce qui représente une baisse de plus de 80 % depuis 1970. Le Portugal, qui avait le taux de mortalité infantile le plus élevé d'Europe, a vu ce dernier diminuer de plus de 90 % depuis 1970 pour se ranger parmi les plus bas des pays de l'OCDE en 2005. On relève aussi une forte baisse des taux de mortalité infantile en Corée. En revanche, la réduction des taux de mortalité infantile a été plus lente aux Pays-Bas et aux États-Unis.

Environ deux tiers des décès qui se produisent au cours de la première année de vie sont des décès néonataux (qui surviennent au cours des quatre premières semaines de vie). Les malformations congénitales, les naissances prématurées, et d'autres problèmes qui apparaissent pendant la grossesse, sont les principaux facteurs de mortalité néonatale dans les pays développés. Étant donné que les femmes sont de plus en plus nombreuses à différer leur maternité et que les naissances multiples liées au traitement de la stérilité augmentent, le nombre de naissances prématurées tend à s'accroître. Dans certains pays à revenu élevé, cette évolution a contribué à une stabilisation de la tendance à la baisse des taux de mortalité infantile au cours de ces dernières années. En ce qui concerne les décès qui surviennent plus d'un mois après la naissance (mortalité postnéonatale), les causes sont généralement plus variées, les plus fréquentes étant la mort subite du nourrisson, les anomalies congénitales, les infections et les accidents.

Source

- OCDE (2007), *Éco-Santé OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants – Études thématiques*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2006), *Economic Valuation of Environmental Health Risks to Children*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *OCDE Eco-Santé*.

Sites Internet

- Données sur la santé de l'OCDE, *www.oecd.org/health/healthdata*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Mortalité infantile

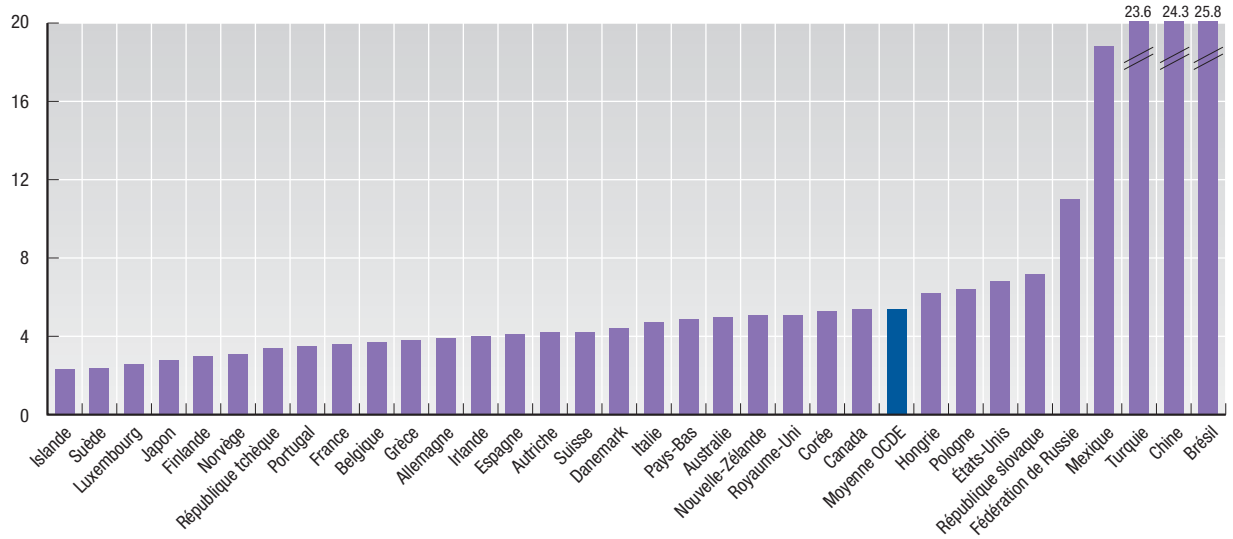
Morts pour 1 000 naissances vivantes

	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	22.5	12.4	7.0	5.3	4.4	4.3	4.2	4.2	4.1	3.9
Australie	17.9	10.7	8.2	5.7	5.2	5.3	5.0	4.8	4.7	5.0
Autriche	25.9	14.3	7.8	5.4	4.8	4.8	4.1	4.5	4.5	4.2
Belgique	21.1	12.1	6.5	5.9	4.8	4.5	4.4	4.3	4.3	3.7
Canada	18.8	10.4	6.8	6.1	5.3	5.2	5.4	5.3	5.3	5.4
Corée	45.0	17.0	10.0	7.7	6.2	..	5.3	..	..	..
Danemark	14.2	8.4	7.5	5.1	5.3	4.9	4.4	4.4	4.4	4.4
Espagne	28.1	12.3	7.6	5.5	4.4	4.1	4.1	3.9	4.0	4.1
États-Unis	20.0	12.6	9.2	7.6	6.9	6.8	7.0	6.9	6.8	..
Finlande	13.2	7.6	5.6	3.9	3.8	3.2	3.0	3.1	3.3	3.0
France	18.2	10.0	7.3	4.9	4.4	4.5	4.1	4.0	3.9	3.6
Grèce	29.6	17.9	9.7	8.1	5.4	5.1	5.1	4.0	4.1	3.8
Hongrie	35.9	23.2	14.8	10.7	9.2	8.1	7.2	7.3	6.6	6.2
Irlande	19.5	11.1	8.2	6.4	6.2	5.7	5.0	5.3	4.6	4.0
Islande	13.3	7.8	5.8	6.0	3.0	2.7	2.3	2.4	2.8	2.3
Italie	29.0	14.6	8.2	6.2	4.5	4.6	4.3	3.9	4.1	4.7
Japon	13.1	7.5	4.6	4.3	3.2	3.1	3.0	3.0	2.8	2.8
Luxembourg	25.0	11.4	7.3	5.6	5.1	5.8	5.1	4.9	3.9	2.6
Mexique	79.4	51.0	36.2	27.6	23.3	22.4	21.4	20.5	19.7	18.8
Norvège	12.7	8.1	6.9	4.0	3.8	3.9	3.5	3.4	3.2	3.1
Nouvelle-Zélande	16.7	13.0	8.4	6.7	6.1	5.3	5.6	4.9	5.6	5.1
Pays-Bas	12.7	8.6	7.1	5.5	5.1	5.4	5.0	4.8	4.4	4.9
Pologne	36.7	25.5	19.3	13.6	8.1	7.7	7.5	7.0	6.8	6.4
Portugal	55.5	24.2	11.0	7.5	5.5	5.0	5.0	4.1	3.8	3.5
République slovaque	25.7	20.9	12.0	11.0	8.6	6.2	7.6	7.9	6.8	7.2
République tchèque	20.2	16.9	10.8	7.7	4.1	4.0	4.1	3.9	3.7	3.4
Royaume-Uni	18.5	12.1	7.9	6.2	5.6	5.5	5.2	5.3	5.0	5.1
Suède	11.0	6.9	6.0	4.1	3.4	3.7	3.3	3.1	3.1	2.4
Suisse	15.1	9.1	6.8	5.0	4.9	5.0	5.0	4.3	4.2	4.2
Turquie	145.0	117.5	55.4	43.0	28.9	27.8	26.7	28.7	24.6	23.6
Moyenne OCDE	28.7	17.8	11.0	8.4	6.7	6.4	6.1	6.0	5.7	5.5
Brésil	..	69.1	47.0	37.9	30.1	29.2	28.4	27.5	26.6	25.8
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	24.3
Fédération de Russie	..	..	..	18.1	15.3	14.6	13.3	12.4	11.6	11.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275672465188

Mortalité infantile

Morts pour 1 000 naissances vivantes, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400511280263

OBÉSITÉ

L'obésité constitue un facteur de risque connu pour plusieurs problèmes de santé, dont l'hypertension, l'excès de cholestérol, le diabète, les maladies cardiovasculaires, les problèmes respiratoires (asthme), les maladies musculosquelettiques (arthrite), et certaines formes de cancer. Au niveau individuel, l'obésité peut avoir plusieurs causes, dont des apports caloriques excessifs, le manque d'activité physique, une prédisposition génétique et des troubles du système endocrinien.

L'obésité est associée à une augmentation du risque de contracter une maladie chronique, et donc susceptible d'entraîner un important surcroît de dépenses pour les soins de santé requis.

Définition

Pour évaluer la surcharge pondérale et déterminer s'il y a obésité, on se sert le plus souvent de l'indice de masse corporelle (IMC), chiffre représentant le rapport du poids d'un individu à sa taille (poids/taille^2, le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètres). Selon la classification actuelle de l'OMS, un adulte est en surpoids lorsque son IMC se situe entre 25 et 30, et il est obèse si son IMC est supérieur à 30.

Comparabilité

La classification fondée sur l'IMC n'est pas nécessairement adaptée à tous les groupes ethniques, qui peuvent être exposés à des risques équivalents avec un IMC plus bas (comme les Asiatiques) ou plus élevé. Le seuil pour les adultes ne convient pas non plus pour déterminer s'il y a surpoids ou obésité chez les enfants.

Pour la plupart des pays, les données sur l'obésité sont recueillies au moyen d'enquêtes sur la santé effectuées à travers des entretiens auprès de la population. Font exception l'Australie, la République tchèque (2005), le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis, pour lesquels les données proviennent d'examens de santé au cours desquels le poids et la taille des personnes sont réellement mesurés. Cette différence de méthode de collecte des données limite sensiblement la comparabilité de ces dernières. Les estimations fondées sur les examens de santé sont généralement plus élevées et plus fiables que celles qui ont été établies d'après les informations fournies lors des entretiens sur l'état de santé.

Tendances à long terme

La moitié ou plus de la population adulte est aujourd'hui considérée comme en surpoids ou obèse dans pas moins de 15 pays de l'OCDE : Mexique, États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Grèce, Nouvelle-Zélande, Luxembourg, Hongrie, République tchèque, Canada, Allemagne, Portugal, Finlande, Espagne et Islande. À titre de comparaison, les taux de surpoids et d'obésité sont beaucoup plus bas dans les deux pays asiatiques de l'OCDE (Japon et Corée) et dans certains pays d'Europe (France et Suisse), encore qu'ils progressent aussi dans ces pays. S'agissant uniquement de l'obésité, sa prévalence chez les adultes va de 3 % au Japon et en Corée à plus de 30 % aux États-Unis et au Mexique.

L'évaluation systématique de l'obésité au fil du temps montre que le taux d'obésité a plus que doublé au cours des vingt dernières années aux États-Unis, et qu'il a été presque multiplié par trois en Australie et a plus que triplé au Royaume-Uni. Il a aussi fortement augmenté dans un grand nombre de pays d'Europe occidentale durant la dernière décennie.

Dans tous les pays, il y a plus d'hommes en surcharge pondérale que de femmes, mais, dans presque la moitié des pays de l'OCDE, il y a plus de femmes obèses que d'hommes. Si l'on prend en compte la surcharge pondérale et l'obésité ensemble, le taux des femmes dépasse celui des hommes dans seulement deux pays – le Mexique et la Turquie.

Source

- OCDE (2007), *Éco-Santé OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants – Études thématiques*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *OCDE Eco-Santé*.

Sites Internet

- Données sur la santé de l'OCDE, *www.oecd.org/health/healthdata*.
- Séance sur l'obésité et la santé au Forum 2004 de l'OCDE, *www.oecd.org/forum2004*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Population en surpoids et obèse âgée de 15 ans ou plus

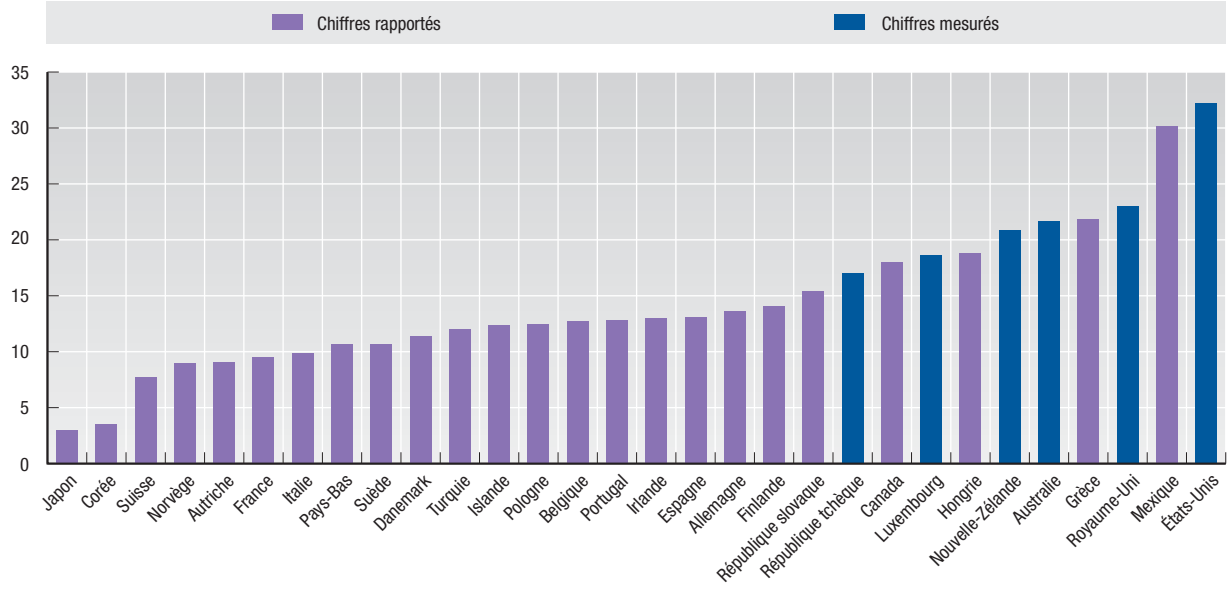
En pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus, 2005 ou dernière année disponible

	Femmes			Hommes			Total		
	En surpoids	Obèse	En surpoids ou obèse	En surpoids	Obèse	En surpoids ou obèse	En surpoids	Obèse	En surpoids ou obèse
Allemagne	28.7	12.8	41.5	43.5	14.4	57.9	36.0	13.6	49.6
Australie	28.2	21.4	49.6	45.3	21.9	67.2	36.7	21.7	58.4
Autriche	21.3	9.1	30.4	54.3	9.1	63.4	37.0	9.1	46.1
Belgique	24.4	13.4	37.8	38.7	11.9	50.6	31.4	12.7	44.1
Canada	24.7	19.0	43.7	39.3	17.0	56.3	31.9	18.0	49.9
Corée	23.7	3.3	27.0	30.3	3.7	34.0	27.0	3.5	30.5
Danemark	26.4	11.8	38.2	40.9	11.0	51.9	33.2	11.4	44.6
Espagne	27.6	13.4	40.9	43.5	12.9	56.3	35.3	13.1	48.4
États-Unis	28.6	33.2	61.8	39.7	31.1	70.8	34.1	32.2	66.3
Finlande	26.6	13.5	40.1	44.8	14.9	59.7	35.0	14.1	49.2
France	19.6	9.3	29.0	31.1	9.8	40.5	25.1	9.5	34.6
Grèce	29.9	18.2	48.1	41.1	26.0	67.1	35.2	21.9	57.1
Hongrie	29.8	18.0	47.8	38.7	19.6	58.3	34.0	18.8	52.8
Irlande	25.0	12.0	37.0	41.0	14.0	55.0	34.0	13.0	47.0
Islande	28.0	12.4	40.4	44.6	12.4	57.0	35.9	12.4	48.3
Italie	26.2	9.7	35.9	43.9	10.2	54.0	34.7	9.9	44.6
Japon	16.9	3.2	20.1	24.5	2.8	27.3	20.3	3.0	23.3
Luxembourg	25.4	18.5	43.9	41.1	18.8	59.9	34.6	18.6	53.3
Mexique	36.6	34.7	71.3	42.6	23.7	66.4	39.1	30.2	69.2
Norvège	26.0	8.0	34.0	43.0	9.0	52.0	34.0	9.0	43.0
Nouvelle-Zélande	28.4	21.7	50.2	42.1	20.1	62.2	35.2	20.9	56.2
Pays-Bas	28.2	11.4	39.6	40.5	9.9	50.4	34.2	10.7	44.9
Pologne	26.6	12.5	39.1	39.5	12.6	52.1	32.8	12.5	45.3
Portugal	31.8	14.0	45.8	42.3	11.4	53.7	36.8	12.8	49.6
République slovaque	24.9	15.6	40.5	42.0	15.2	57.2	32.2	15.4	47.6
République tchèque	29.0	17.0	46.0	42.0	18.0	60.0	35.0	17.0	52.0
Royaume-Uni	32.1	24.2	56.3	42.6	22.1	64.7	37.0	23.0	60.0
Suède	25.9	10.3	36.2	40.7	11.1	51.8	33.3	10.7	44.0
Suisse	21.8	7.5	29.3	37.5	7.9	45.4	29.4	7.7	37.1
Turquie	28.9	14.5	43.4	33.6	9.7	43.3	31.6	12.0	43.4

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275676256538

Population obèse âgée de 15 ans ou plus

En pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus, 2005 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400513743040

TOURISME-NUITÉES

Le nombre d'arrivées de touristes non résidents en chambre d'hôtel ou dans un établissement assimilé est l'une des mesures standard de l'activité touristique internationale. Les touristes prenant leurs vacances dans leur propre pays ne sont pas pris en compte.

Définition

Ces statistiques concernent le nombre de non résidents qui arrivent dans un hôtel ou dans un établissement assimilé – résidence hôtelière, motel, hôtel de villégiature, club, pension, etc. – ou dans un établissement d'hébergement offrant des services hôteliers limités. Il convient de noter que les arrivées de touristes non résidents n'indiquent pas le nombre de voyageurs. Si une personne se rend dans le même pays plusieurs fois par an, chacune de ses visites est considérée comme une arrivée distincte et si une personne se rend dans plusieurs pays au cours d'un même voyage, son arrivée dans chaque pays est comptabilisée séparément. Les excursionnistes, de même que les personnes qui séjournent chez des amis ou parents, ne sont pas pris en compte.

Comparabilité

Plusieurs pays de l'OCDE ne peuvent pas fournir de statistiques sur « les arrivées de touristes non résidents dans les hôtels ou autres établissements similaires ». Pour ces pays, les statistiques présentées ici recouvrent les « arrivées de non résidents aux frontières nationales ». Le Canada, la Chine, l'Inde, l'Irlande, et les États-Unis indiquent le nombre de non résidents arrivant à leur frontière ; un touriste est un visiteur qui a l'intention de séjourner pendant une nuit au moins. Les chiffres du Japon, de la Corée et de la Nouvelle-Zélande incluent le nombre d'arrivées de visiteurs non résidents à leurs frontières nationales ; la catégorie visiteur inclut les visiteurs qui passe la nuit (touriste) et ceux d'un seul jour. Les périodes de temps présentent un mélange des indicateurs pour l'Australie (visiteurs pour 1990-1997 et touristes pour 1998-2006) et l'Afrique du Sud (visiteurs pour 1990-1994 et touristes pour 1995-2006).

Tendances à long terme

Au cours de la dernière décennie, le plus grand nombre d'arrivées dans les hôtels et les établissements similaires a été enregistré par les États-Unis, suivis de la Chine, de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Les arrivées ont augmenté de 6 % ou plus par an, en Islande, en Chine, en Espagne, en Inde, au Japon, en Fédération de Russie et en Turquie. Les taux de croissance les plus bas (moins de 1 % par an) on été enregistrés en Norvège, au Danemark, au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

D'après les prévisions de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), les arrivées internationales dépasseront le chiffre de 1.56 milliard en 2020. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique, le tourisme devrait se développer à un rythme supérieur à 5 % par an, à comparer à une moyenne mondiale de 4.1 %. Dans les régions touristiques plus anciennes d'Europe et des Amériques, en revanche, son expansion devrait être inférieure à la moyenne. L'Europe restera la première destination mondiale, mais sa part diminuera, tombant à 46 % des arrivées mondiales en 2020 contre 60 % en 1995.

Les pays membres de l'OCDE (huit pays sur les dix principales destinations touristiques mondiales sont membres de l'OCDE) représentent environ 60 % des arrivées internationales, la part du marché mondial va décroitre légèrement dans le futur à cause des nouvelles destinations émergentes. Cependant, l'importance de l'économie liée au tourisme dans la zone OCDE continue de croître. Le tourisme représente entre 2 et 12 % du PIB, entre 3 et 11 % de l'emploi et, en moyenne autour de 30 % des exportations de services dans les pays membres de l'OCDE.

Sources

- *Office statistique des Communautés européennes (Eurostat).*
- *Organisation mondiale du tourisme (UNWTO).*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Changements climatiques dans les Alpes européennes : Adapter le tourisme d'hiver et la gestion des risques naturels*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Innovation and Growth in Tourism*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008 : Tendances et politiques*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- Eurostat (2007), *Panorama on Tourism*, European Commission, Luxembourg.
- Eurostat (2007), *Tourism statistics – Pocketbook – Data 2000-2005*, European Commission, Luxembourg.
- UNWTO (2003), *Tourism 2020 Vision*, UNWTO, Madrid.
- UNWTO (2007), *Yearbook of Tourism Statistics*, UNWTO, Madrid.

Publications méthodologiques

- Nations Unies, OCDE, Organisation mondiale du tourisme (2001), *Compte satellite du tourisme : Recommandations concernant le cadre conceptuel*, OCDE, Paris.
- ONU, UNWTO (1994), *Recommendations on Tourism Statistics*, ONU, New York.

Sites Internet

- Eurostat, *http://europa.eu.int/comm/eurostat/*.
- Travaux sur le tourisme de l'OCDE, *www.oecd.org/cfe/tourism*.
- Organisation mondiale du tourisme, *www.world-tourism.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires

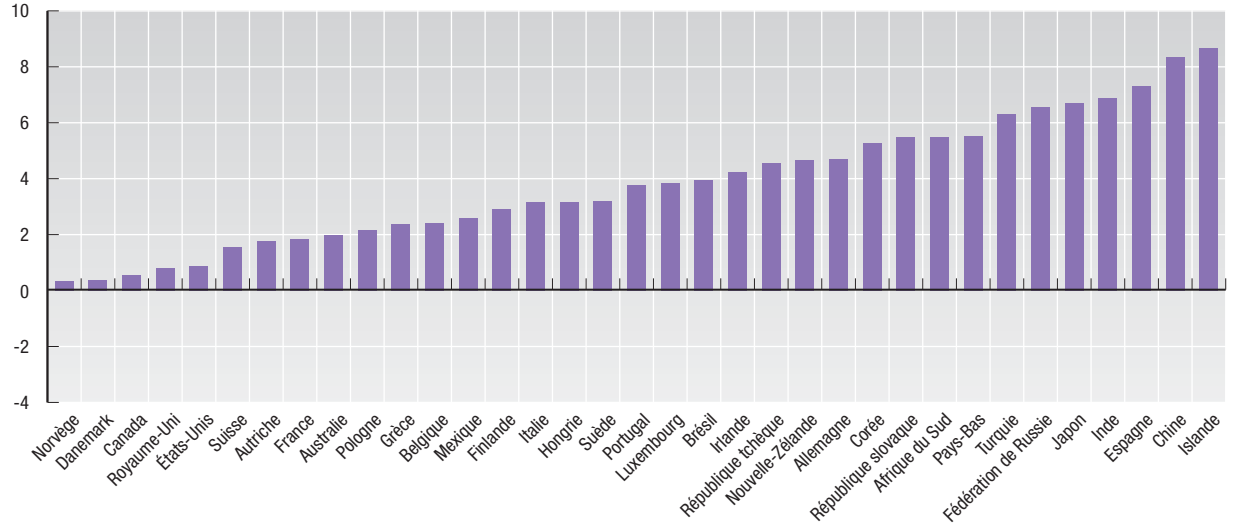
Milliers

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	12 071	12 269	12 683	13 042	13 745	14 457	14 965	16 719	15 754	15 672	15 979	17 620	18 761	20 630
Australie	2 996	3 362	3 726	4 165	4 318	3 825	4 109	4 530	4 435	4 420	4 354	4 774	5 020	5 064
Autriche	13 032	12 878	12 464	12 533	12 329	12 803	12 755	13 240	13 279	13 487	13 748	14 075	14 542	14 947
Belgique	3 719	3 947	4 138	4 469	4 710	4 859	4 983	5 163	5 117	5 323	5 261	5 385	5 409	5 665
Canada	15 105	15 972	16 932	17 286	17 669	18 870	19 411	19 627	19 679	20 057	17 534	19 145	18 770	18 265
Corée	3 331	3 580	3 753	3 684	3 908	4 250	4 660	5 322	5 147	5 347	4 753	5 818	6 023	6 155
Danemark	..	..	..	1 307	1 317	1 305	1 268	1 347	1 310	1 284	1 294	1 363	1 350	1 356
Espagne	12 914	15 310	16 286	17 008	18 250	20 199	26 799	27 150	27 012	26 611	27 249	27 620	29 029	34 412
États-Unis	45 779	44 753	43 490	46 636	47 875	46 377	48 510	51 237	46 927	43 581	41 218	46 086	49 206	50 978
Finlande	1 447	1 633	1 587	1 537	1 618	1 655	1 613	1 751	1 774	1 796	1 800	1 825	1 828	2 045
France	26 270	27 121	27 018	27 096	29 625	32 339	34 267	36 474	35 097	36 093	32 520	33 988	35 003	32 506
Grèce	6 209	6 659	6 250	5 973	6 785	7 276	7 229	7 767	6 997	6 654	6 574	6 313	7 143	7 548
Hongrie	..	2 122	2 116	2 202	2 188	2 472	2 401	2 604	2 669	2 659	2 599	2 951	3 140	3 009
Irlande	3 888	4 309	4 818	5 289	5 587	6 064	6 403	6 646	6 353	6 476	6 764	6 953	7 333	8 001
Islande	..	..	..	311	354	400	431	451	465	513	569	615	643	714
Italie	17 919	21 074	23 467	24 929	25 133	25 927	26 530	28 797	29 138	29 340	28 174	29 916	30 870	34 057
Japon	3 410	3 468	3 345	3 837	4 218	4 106	4 438	4 757	4 772	5 239	5 212	6 138	6 728	7 334
Luxembourg	507	492	496	461	508	525	580	589	577	599	581	613	667	673
Mexique	5 174	5 159	6 718	7 491	8 155	8 157	9 501	9 867	9 410	7 869	8 556	9 972	10 691	9 689
Norvège	2 556	2 830	2 880	2 746	2 702	2 829	2 857	2 787	2 686	2 561	2 439	2 556	2 656	2 841
Nouvelle-Zélande	1 157	1 323	1 409	1 529	1 497	1 485	1 607	1 787	1 909	2 045	2 104	2 334	2 366	2 409
Pays-Bas	3 778	4 456	4 797	4 999	6 163	7 432	7 550	7 738	7 445	7 433	6 930	7 601	8 081	8 567
Pologne	2 315	2 540	2 792	3 020	2 919	2 695	1 982	2 505	2 488	2 536	2 701	3 385	3 723	3 738
Portugal	3 372	3 809	4 000	4 069	4 314	4 974	4 911	5 119	4 934	5 060	4 906	5 201	5 355	5 883
République slovaque	536	680	735	758	660	701	767	836	927	1 041	1 043	1 094	1 203	1 292
République tchèque	..	2 448	2 891	3 696	4 013	4 067	4 141	3 863	4 439	4 314	4 485	5 346	5 686	5 781
Royaume-Uni	14 259	14 927	17 118	16 890	17 110	16 304	17 019	17 019	17 019	14 176	14 397	13 172	17 009	18 322
Suède	1 629	1 830	1 995	2 091	2 143	2 304	2 320	2 465	2 586	2 577	2 552	2 610	2 736	2 867
Suisse	7 225	7 358	6 946	6 730	7 039	7 185	7 154	7 821	7 455	6 868	6 530	..	7 229	7 863
Turquie	4 072	3 716	4 617	6 440	9 382	7 539	4 805	6 789	8 769	9 859	8 983	10 962	12 937	11 883
Afrique du Sud	3 358	3 897	4 488	4 915	4 976	5 732	5 890	5 872	5 787	6 430	6 505	6 678	7 369	8 396
Brésil	1 402	1 529	1 709	2 266	2 419	3 854	3 754	3 868	3 331	3 536	2 633	3 068	3 215	..
Chine	18 982	21 070	20 034	22 765	23 770	25 073	27 047	31 229	33 167	36 803	32 970	41 761	46 809	..
Fédération de Russie	..	..	5 311	5 496	6 489	6 282	7 102	7 410	3 215	3 231	3 101	3 275	3 438	4 416
Inde	1 765	1 886	2 124	2 288	2 374	2 359	2 482	2 649	2 537	2 384	2 726	3 457	3 919	4 447

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275707387207

Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1996-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400547676268

LOISIRS ET CULTURE

Il existe en général une corrélation positive entre la part du PIB qui est consacrée aux loisirs et à la culture et le revenu par habitant – plus un pays est riche, plus la part des dépenses afférentes à la culture et aux loisirs est importante – mais il existe des exceptions frappantes. Les dépenses de l'Irlande (pays riche) dans le domaine des loisirs et de la culture sont relativement peu élevées, alors que celles de la République tchèque (pays pauvre) sont proportionnellement assez fortes.

Définition

Les dépenses consacrées par les ménages aux loisirs et à la culture comprennent les achats de matériel audiovisuel, photographique et informatique ; de CD et DVD ; d'instruments de musique ; de camping-cars ; de caravanes ; d'articles de sport ; de jouets ; d'animaux domestiques et de produits connexes ; d'outils de jardinage et de plantes ; de journaux ; de billets pour des manifestations sportives, de places de cinéma et de théâtre ; et les sommes consacrées aux jeux (y compris les tickets de loto) déduction faite des gains éventuels. Elles ne comprennent pas les dépenses afférentes aux restaurants, aux hôtels, aux voyages et aux maisons de vacances, mais comprennent les voyages organisés.

Les dépenses publiques comprennent l'administration des affaires sportives, récréatives et culturelles, ainsi que l'entretien des zoos, des jardins botaniques, des plages et des parcs publics ; le soutien des services de radiodiffusion et, le cas échéant, les aides versées aux organisations religieuses, aux associations bénévoles, aux associations d'intérêt public, aux mouvements de jeunesse et aux autres organisations de la société (y compris les frais de fonctionnement et de réparation des installations et, le cas échéant, les salaires des membres du clergé et autres responsables). Elles comprennent également les subventions accordées aux artistes et groupes artistiques. Les dépenses d'équipement consacrées, par exemple, à la construction de stades, de piscines publiques et de théâtres, d'opéras et de musées nationaux, sont comprises.

Comparabilité

Les données présentées dans les tableaux proviennent toutes de la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux, et ont été établies conformément à un ensemble de définitions communes.

Tendances à long terme

Dans la majorité des pays, les dépenses consacrées par les ménages aux loisirs et à la culture sont demeurées assez stables, aux environs de 5 % du PIB, au cours de la dernière décennie. La Nouvelle-Zélande, la République slovaque et le Royaume-Uni représentent des exceptions dignes d'être mentionnées : les dépenses des ménages y ont augmenté beaucoup plus rapidement que la moyenne. Dans certains pays, notamment en Irlande, en Pologne et aux Pays-Bas, ces dépenses ont fortement chuté en pourcentage du PIB. À la fin de la période considérée, les dépenses des ménages se situaient bien au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande, en Australie et en Autriche, et bien au-dessous au Mexique et en Irlande.

Les données sur les dépenses publiques relatives aux loisirs, à la culture et au culte sont disponibles pour un nombre plus restreint de pays. Dans la majorité d'entre eux, ces dépenses représentent entre 0.5 % et 2 % du PIB. À la fin de la période, elles se situaient bien au-dessus de la moyenne au Luxembourg, en Hongrie, au Danemark et (en particulier) en Islande, et au-dessous de 0.5 % du PIB au Japon et aux États-Unis. Sur l'ensemble de la période considérée, elles ont progressé assez rapidement en Corée, en Belgique et en France, mais elles ont diminué en Suède et en Norvège.

Le troisième tableau indique le montant global des dépenses publiques et privées afférentes aux loisirs et à la culture. Dans la majorité des pays, celui-ci représente entre 5 % et 7 % du PIB, mais il est un peu plus élevé en Islande, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Autriche, et beaucoup plus bas en Irlande et en Corée.

Source

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *La culture et le développement local*, OCDE, Paris.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Dépenses des ménages en loisirs et culture

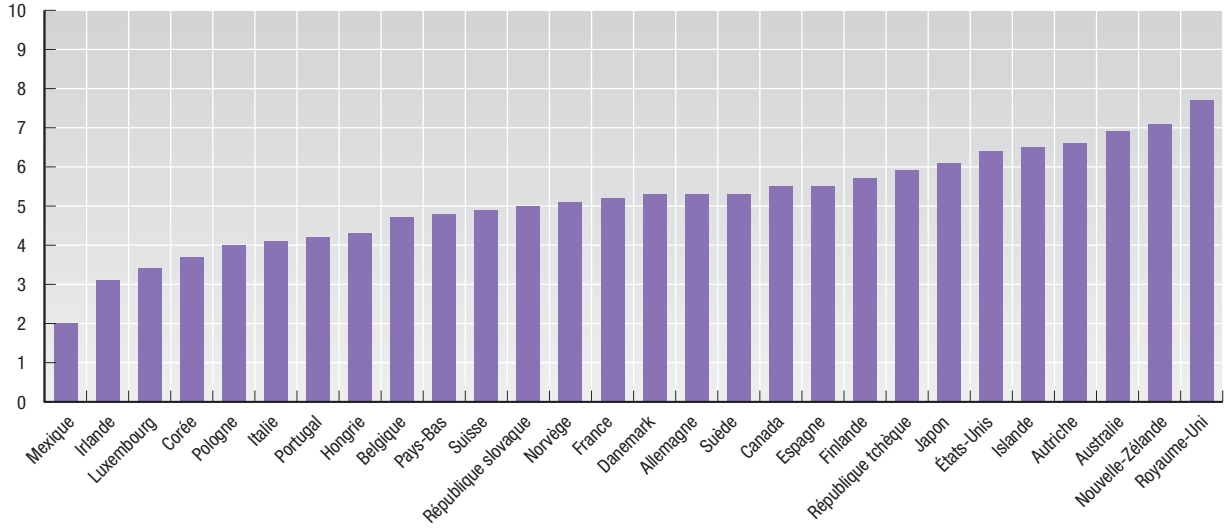
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	5.2	5.1	5.1	5.2	5.3	5.4	5.5	5.6	5.6	5.4	5.3	5.3	5.3	5.2
Australie	6.7	6.9	7.2	7.2	7.3	7.3	7.2	7.3	7.1	7.2	7.2	7.1	6.9	..
Autriche	6.7	6.6	6.4	6.5	6.5	6.7	6.9	6.9	6.9	6.9	6.8	6.7	6.6	6.5
Belgique	..	..	4.8	4.9	5.0	5.0	5.1	5.2	5.2	4.8	4.8	4.7	4.7	4.7
Canada	5.3	5.5	5.5	5.6	5.6	5.7	5.7	5.7	5.7	5.8	5.7	5.6	5.5	..
Corée	4.0	4.2	4.3	4.2	4.0	3.4	3.6	4.1	4.2	4.4	4.0	3.6	3.7	3.7
Danemark	5.1	5.1	5.1	5.3	5.3	5.3	5.2	5.2	5.1	5.1	5.3	5.4	5.3	..
Espagne	..	..	5.2	5.3	5.3	5.6	5.7	5.7	5.7	5.6	5.5	5.5	5.5	..
États-Unis	5.7	5.9	6.1	6.2	6.2	6.2	6.3	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4
Finlande	5.4	5.3	5.3	5.6	5.4	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.5	5.5	5.7	5.7
France	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.9	5.0	5.1	5.1	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	4.1	4.2	4.2	4.2	4.2	4.3	4.3
Irlande	..	..	4.0	4.1	3.7	3.4	3.1	3.4	3.4	3.0	3.0	3.1	3.1	..
Islande	6.3	7.1	7.2	7.1	6.6	6.7	7.0	7.1	6.9	6.9	6.7	6.5	6.5	6.3
Italie	4.3	4.3	4.2	4.3	4.3	4.4	4.5	4.5	4.4	4.3	4.2	4.3	4.1	4.1
Japon	..	..	..	5.6	5.8	5.8	5.8	6.1	6.2	6.2	6.2	6.2	6.1	..
Luxembourg	..	..	3.9	3.9	3.9	4.0	3.7	3.6	3.8	3.9	3.6	3.5	3.4	3.1
Mexique	2.3	2.2	1.9	1.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	1.9	1.9	2.0	..	..
Norvège	5.1	5.2	5.4	5.5	5.4	5.8	5.8	5.2	5.3	5.5	5.6	5.5	5.1	..
Nouvelle-Zélande	5.7	6.1	6.3	6.5	6.7	6.9	7.0	7.2	7.1	..	..	..	..	..
Pays-Bas	5.4	5.3	5.2	5.3	5.3	5.5	5.6	5.5	5.4	5.3	5.1	5.0	4.8	4.8
Pologne	..	..	4.8	5.3	5.1	5.3	5.1	5.2	4.6	4.5	4.6	4.6	4.0	..
Portugal	..	..	3.6	3.9	4.0	4.0	4.1	4.2	4.1	4.1	4.1	4.2	..	..
République slovaque	..	..	4.0	4.2	4.2	4.3	4.6	4.7	5.4	5.2	4.8	4.7	5.0	4.9
République tchèque	..	..	5.5	5.8	6.4	6.3	6.2	6.1	6.2	6.0	6.2	6.0	5.9	5.6
Royaume-Uni	6.4	6.4	6.8	7.0	7.1	7.3	7.4	7.3	7.3	7.5	7.5	7.7	7.7	..
Suède	5.2	5.1	5.0	5.0	5.1	5.3	5.5	5.6	5.6	5.5	5.5	5.4	5.3	..
Suisse	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.2	5.2	5.1	5.1	5.1	5.1	5.0	4.9	4.7

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275710187238

Dépenses des ménages en loisirs et culture

En pourcentage du PIB, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400556488474

Dépenses des administrations publiques en loisirs et culture

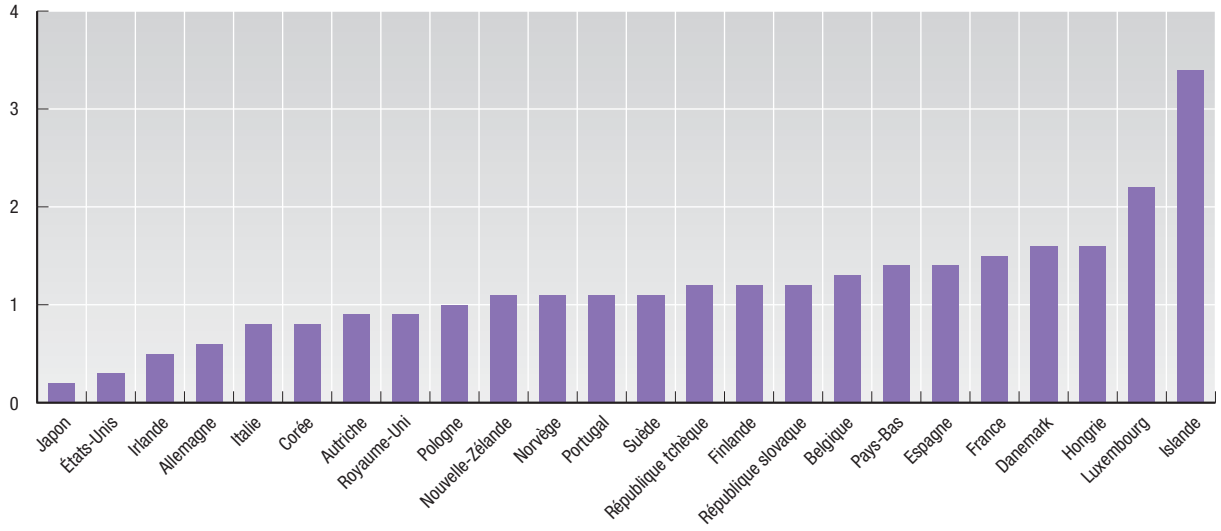
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	..
Autriche	..	..	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.0	1.1	1.0	1.0	1.0	0.9	1.0
Belgique	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.3	1.2	1.3	1.3	..
Corée	..	..	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.6	0.8	0.8	0.8	..
Danemark	1.6	1.7	1.6	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.8	1.6	1.6
Espagne	..	..	..	..	..	..	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	..
États-Unis	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Finlande	1.3	1.2	1.3	1.4	1.4	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	..
France	..	..	1.1	1.1	1.1	1.1	1.2	1.1	1.2	1.3	1.4	1.4	1.5	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	1.6	1.8	1.8	1.8	1.6	..
Irlande	0.4	0.5	0.4	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	..
Islande	..	..	..	..	2.4	2.9	3.0	3.2	3.0	3.3	3.6	3.7	3.4	3.7
Italie	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.9	0.8	..
Japon	..	..	..	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	..
Luxembourg	1.5	1.5	1.5	1.6	1.7	1.7	1.8	1.6	1.7	1.8	1.9	2.0	2.2	1.7
Norvège	1.5	1.4	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.2	1.2	1.1	1.1	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.3	1.3	1.1	..
Pays-Bas	..	..	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1	1.4	1.4	1.5	1.5	1.4	1.4	..
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.1	1.0	1.0	1.0	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.1	1.2	..	..
République tchèque	..	..	1.2	1.3	1.1	1.1	1.0	1.0	1.1	1.3	1.3	1.2	1.2	..
Royaume-Uni	1.0	1.0 |	0.9	0.9	0.8	0.8	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	..
Suède	..	..	1.8	1.9	1.8	1.8	1.8	1.1	1.1	1.1	1.1	1.0	1.1	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275713744403

Dépenses des administrations publiques en loisirs et culture

En pourcentage du PIB, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400574077368

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Dépenses des ménages et des administrations publiques en loisirs et culture

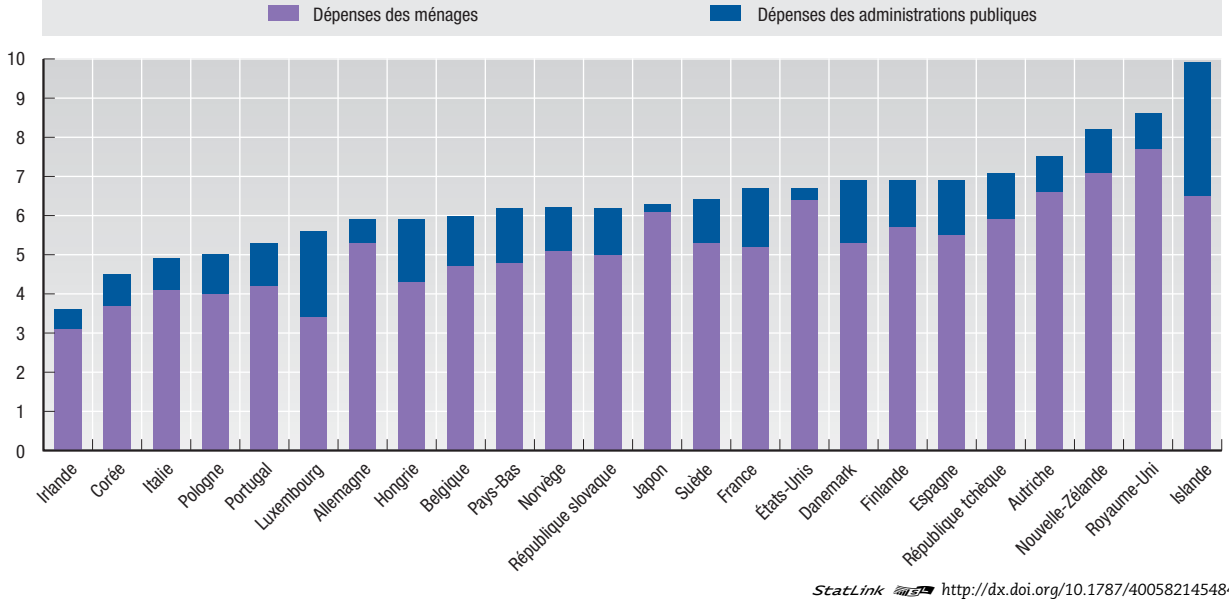
En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	6.0	5.9	5.9	5.9	6.0	6.1	6.2	6.3	6.3	6.1	6.0	6.0	5.9	..
Autriche	..	..	7.6	7.7	7.7	7.8	8.0	7.9	8.0	7.9	7.8	7.6	7.6	7.5
Belgique	..	..	5.6	5.7	5.9	5.9	6.1	6.2	6.1	6.1	6.0	6.0	6.0	..
Corée	..	..	4.7	4.6	4.5	4.0	4.3	4.8	4.9	5.0	4.8	4.4	4.5	..
Danemark	6.7	6.8	6.8	6.9	6.9	6.8	6.8	6.7	6.7	6.7	6.9	7.2	6.9	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	7.1	7.1	7.1	7.0	6.9	6.9	6.9	..
États-Unis	6.0	6.2	6.4	6.5	6.5	6.5	6.6	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7
Finlande	6.6	6.5	6.6	7.0	6.8	6.7	6.6	6.6	6.5	6.5	6.7	6.7	6.9	..
France	..	..	5.9	5.9	5.9	6.1	6.1	6.2	6.3	6.5	6.6	6.7	6.7	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	5.8	6.0	6.1	5.9	5.9	..
Irlande	..	..	4.5	4.6	4.1	3.9	3.6	3.9	3.9	3.6	3.5	3.7	3.7	..
Islande	..	..	..	..	9.0	9.6	10.0	10.3	9.9	10.1	10.2	10.2	9.8	9.9
Italie	5.0	5.1	5.0	5.2	5.2	5.3	5.4	5.3	5.2	5.1	5.0	5.1	4.9	..
Japon	..	..	..	5.8	6.0	6.0	6.0	6.3	6.4	6.4	6.4	6.3	6.2	..
Luxembourg	..	..	5.4	5.5	5.6	5.7	5.5	5.2	5.4	5.7	5.5	5.5	5.5	4.9
Norvège	6.7	6.6	6.6	6.7	6.6	7.0	7.0	6.2	6.4	6.7	6.8	6.6	6.2	..
Pays-Bas	..	..	6.4	6.5	6.5	6.6	6.8	6.9	6.8	6.8	6.6	6.4	6.2	..
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.5	5.6	5.6	5.0	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	5.3	5.2	5.2	5.3	5.2	5.3	..	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.9	5.8	..	..
République tchèque	..	..	6.6	7.2	7.5	7.4	7.2	7.1	7.3	7.3	7.5	7.2	7.1	..
Royaume-Uni	7.3	7.4 |	7.7	7.8	7.9	8.2	8.4	8.3	8.3	8.5	8.5	8.6	8.6	..
Suède	..	..	6.8	6.9	6.9	7.1	7.3	6.6	6.7	6.5	6.5	6.4	6.4	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275745206374

Dépenses en loisirs et culture

En pourcentage du PIB, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400582145484

INACTIVITÉ DES JEUNES

Lorsque les jeunes n'ont pas d'emploi et ne sont pas non plus scolarisés, il y a de bonnes raisons de s'inquiéter pour leur bien-être actuel et pour leur avenir. Compte tenu de l'importance grandissante que revêt le bagage scolaire pour s'insérer avec succès dans la vie active, il est difficile aux personnes qui sont sorties de l'école sans diplôme suffisant d'accéder à un emploi ouvrant des perspectives professionnelles intéressantes. La proportion de jeunes qui n'ont pas d'emploi et ne sont pas non plus scolarisés est un indicateur de l'effectif des individus susceptibles de devenir plus tard des « exclus », personnes dont le revenu se situe au niveau du seuil de pauvreté ou au-dessous et qui ne possèdent pas les compétences nécessaires pour améliorer leur situation matérielle.

Définition

L'indicateur considéré représente la proportion de jeunes âgés de 15 à 19 ans qui ne sont pas scolarisés, ne suivent pas de formation et n'ont pas d'emploi, dans la population totale des jeunes de ce groupe d'âge. Les jeunes scolarisés comprennent aussi bien ceux qui étudient à temps partiel que ceux qui le font à temps plein, mais ne comprennent pas ceux qui suivent un enseignement non formel ou participent à des activités d'enseignement de très courte durée. La notion d'emploi est définie conformément aux Lignes directrices de l'OIT et s'applique à toutes les personnes qui ont travaillé pour obtenir un gain monétaire pendant au moins une heure au cours de la semaine ayant précédé l'enquête.

Comparabilité

Des définitions types sont fournies aussi bien pour « être scolarisé » que pour « avoir un emploi » et les pays s'efforcent de les appliquer correctement. Le principal problème de comparabilité tient au fait que, dans certains pays, les jeunes qui effectuent leur service militaire obligatoire ne sont comptabilisés ni parmi ceux qui exercent un emploi, ni parmi les personnes scolarisées ; ils sont par conséquent compris dans le numérateur du rapport, alors que l'on pourrait logiquement considérer qu'ils sont à la fois en formation et en train d'exercer un emploi. Cependant, dans les pays où la conscription existe toujours, la durée du service militaire est assez courte et la réaffectation des appelés à la catégorie emploi/éducation ne modifierait pas beaucoup les chiffres présentés ici.

Tendances à long terme

En moyenne, dans l'ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles, environ 7.3 % des adolescents et 8.3 % des adolescentes n'étaient ni à l'école ni au travail en 2005. Il existe d'importantes différences entre les pays : aux Pays-Bas, en Pologne et en Suède, moins de 4 % des adolescentes étaient dans cette situation, et au Danemark, en Allemagne, aux Pays-Bas, et en Pologne moins de 4 % des adolescents n'étaient ni à l'école ni au travail. La situation est bien pire en Italie où cette proportion dépasse 10 % et en Turquie où plus de 20 % n'est ni à l'école ni au travail.

Dans l'ensemble de la zone de l'OCDE a été observée une diminution des pourcentages d'adolescents qui n'ont pas d'emploi, ni ne sont scolarisés, mais cette baisse a été des plus marquées dans le cas des filles. L'amélioration des conditions de travail en général, et le fait que les jeunes, et en particulier les filles, soient scolarisés plus longtemps qu'il y a dix ans, explique en partie cette évolution.

Plusieurs caractéristiques des marchés du travail et des systèmes de formation influent sur la facilité avec laquelle se fait le passage de l'école à la vie active. Les travaux réalisés sur le sujet par l'OCDE ont montré que, dans les pays nordiques et les pays anglophones, cette transition s'effectuait plus aisément que dans les pays de l'Europe continentale et méridionale. Outre le gaspillage de capital humain et le risque de marginalisation sur le marché du travail, une insertion tardive dans la vie professionnelle aura pour effet d'amener beaucoup de jeunes à vivre plus longtemps avec leurs parents et de différer ainsi la formation de familles indépendantes, ce qui accentuera encore la baisse de la fécondité.

Source

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active : Faciliter les transitions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Des emplois pour les jeunes*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE Édition 2006*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, *www.oecd.org/edu/eag2007*.
- Youth Employment Summit, *www.yesweb.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi

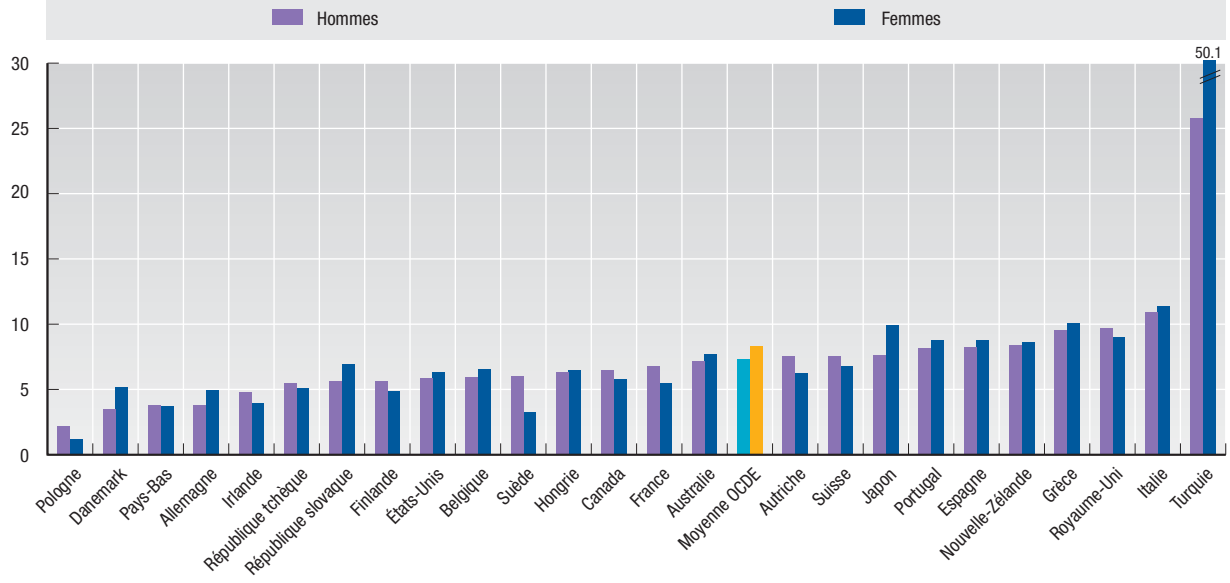
En pourcentage de la population dans cette classe d'âge

	Hommes							Femmes						
	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	..	5.2	4.9	4.3	4.7	3.5	3.8	..	6.3	5.3	5.1	4.8	3.7	5.0
Australie	9.2	6.4	7.9	6.9	6.4	7.6	7.1	10.6	7.3	7.2	7.2	7.2	7.4	7.7
Autriche	..	..	..	8.1	5.8 |	7.2	7.6	..	..	..	4.4	5.4	7.5	6.2
Belgique	9.9	6.7	6.0	7.3	6.9	5.8	5.9	11.2	6.3	6.4	6.4	7.4 |	3.9	6.6
Canada	7.6	7.8	6.9	7.3	7.5	8.4	6.5	7.7	6.6	5.6	5.9	6.2	6.6	5.8
Danemark	1.9	1.9	4.7	2.4	3.3	1.9	3.5	4.1	3.6	2.7	2.4	1.7	2.3	5.2
Espagne	11.2	7.7	6.6	6.9	7.3	7.3	8.3	11.9	8.2	7.3	7.5	7.4	7.9	8.8
États-Unis	6.4	6.8	6.9	6.4	..	6.5	5.9	9.3	7.3	8.0	7.5	..	7.3	6.3
Finlande	..	..	..	..	6.5	5.4	5.6	..	..	..	..	6.0	6.4	4.9
France	2.3	3.4	3.4	3.7	.. |	6.2	6.8	2.7	3.2	3.5	3.2	.. |	4.5	5.5
Grèce	6.7	6.9	5.6	5.2	9.0	8.7	9.5	14.1	11.2	9.7	7.5	10.1	11.3	10.0
Hongrie	11.8	8.6	8.8	8.3	6.6	6.6	6.3	9.7	8.6	7.8	7.8	6.9	5.8	6.5
Irlande	..	4.5	4.3	5.2	5.3	9.6	4.8	..	4.3	3.9	4.5	5.0	10.3	4.0
Islande	14.8	..	..	..	..	..	..	14.8	..	..	..	..	..	..
Italie	..	12.2	12.1	10.8	9.1	11.1	10.9	..	14.1	13.0	10.3	9.4	10.9	11.4
Japon	5.0	7.3	6.5	8.3	9.0	8.1	7.6	9.3	10.3	10.5	10.6	10.7	10.4	9.9
Luxembourg	7.3	..	..	..	..	..	..	8.8	..	..	4.3	..	4.0	..
Mexique	12.0	7.6	7.2	7.4	8.1	7.6	..	34.4	29.0	28.2	27.4	27.8	26.3	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	8.4	..	..	..	..	..	..	8.6
Pays-Bas	..	3.8	2.9	4.0	4.7	3.5	3.8	..	3.6	4.4	3.7	4.1	3.4	3.8
Pologne	7.3	5.0	6.2	3.5	3.8	3.0	2.2	5.1	4.0	5.4	2.6	2.7	2.1	1.2
Portugal	8.7	6.2	5.4	7.7	8.2	9.0	8.1	9.6	9.2	9.5	6.8	9.4	10.6	8.8
République slovaque	17.4	27.8	27.9	17.7	15.2	8.6	5.6	14.3	24.7	24.9	13.5	9.9	7.1	7.0
République tchèque	6.0	7.3	6.4	5.8	5.4	5.0	5.5	6.9	8.5	7.3	6.3	6.2	6.4	5.1
Royaume-Uni	..	8.2	8.3	8.2	9.7	9.0	9.7	..	7.9	8.0	8.9	9.2	9.0	9.0
Suède	8.0	4.7	5.4	5.9	5.1	6.4	6.0	3.2	2.4	3.1	3.3	3.4	3.2	3.3
Suisse	22.9	7.3	6.4	5.8	7.1	7.6	7.6	25.5	8.5	7.2	5.8	8.8	6.8	6.8
Turquie	14.3	17.8	19.2	21.7	22.6	24.7	25.8	41.6	46.5	47.0	45.6	44.3	47.1	50.1
Moyenne OCDE	9.5	7.9	7.8	7.4	7.7	7.5	7.3	12.7	10.5	10.3	8.7	9.3	8.9	8.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275745325013

Jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi

En pourcentage de la population dans cette classe d'âge, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400587154837

INÉGALITÉ DES REVENUS

La répartition du revenu dans un pays est importante pour au moins deux raisons. Les inégalités peuvent inciter les individus à améliorer leur situation par le travail, l'innovation ou l'acquisition de nouvelles compétences. Toutefois, on pense souvent que la délinquance, la pauvreté et l'exclusion sont liées aux inégalités dans la répartition du revenu.

Définition

Le revenu est défini ici comme le revenu disponible des ménages, au sens large. Il comprend les gains provenant du travail, le revenu du patrimoine comme les intérêts et les dividendes, ainsi que les pensions et les autres prestations de sécurité sociale. L'impôt sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale versés par les ménages en sont déduits.

Pour déterminer dans quelle mesure il y a égalité entre les individus quant au revenu disponible, on se sert ici du coefficient de Gini. Celui-ci, qui est d'ailleurs couramment utilisé à cette fin, va de 0, qui signifie « l'égalité parfaite » (chaque fraction de la population obtient la même part de revenu) à 100, qui représente « l'inégalité parfaite » (la totalité du revenu est détenue par la fraction de la population qui a le revenu le plus élevé). Le revenu des ménages est ajusté de manière à tenir compte de la taille de ces derniers. Se reporter à la rubrique « Source » ci-dessous pour plus de précisions sur la définition du coefficient de Gini et sur l'ajustement effectué en vue de prendre en compte la taille des ménages.

Comparabilité

Les données présentées sous le titre « 2000 » se rapportent à l'année 2000 pour tous les pays, à l'exception de l'Australie, de l'Autriche et de la Grèce (1999) ; de l'Allemagne, du Luxembourg, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse (2001) ; ainsi que du Mexique, de la République tchèque et de la Turquie (2002). Les données figurant sous le titre « Milieu des années 90 » se rapportent à l'année 1995 pour tous les pays, à l'exception de l'Autriche (1993) ; de l'Allemagne, de l'Australie, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, du Japon, du Mexique et de la Turquie (1994) ; ainsi que de la Nouvelle-Zélande et de la République tchèque (1996). Les données présentées sous le titre « Milieu des années 80 » se rapportent à l'année 1983 pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark et la Suède ; à 1984 pour l'Australie, la France, l'Italie et le Mexique ; à 1985 pour le Canada, l'Espagne, le Japon, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ; à 1986 pour la Finlande, le Luxembourg, la Norvège et la Nouvelle-Zélande ; à 1987 pour l'Irlande et la Turquie ; à 1988 pour la Grèce ; et à 1989 pour les États-Unis.

Les données ont été fournies par des experts nationaux qui les ont établies à l'aide de définitions communes. Cependant, dans un grand nombre de cas, les pays ont dû apporter plusieurs ajustements à leurs données de base. Les variations de faible importance d'une période à l'autre et les petites différences entre pays ne sont généralement pas significatives.

Tendances à long terme

Le niveau de l'inégalité de revenu est très variable d'un pays de l'OCDE à l'autre. Pour les années qui se situent aux alentours de 2000, le coefficient de Gini est le plus faible au Danemark et en Suède, et le plus élevé au Mexique et en Turquie, qui sont les deux pays de l'OCDE où le revenu par habitant est le plus bas. En moyenne, dans les 20 pays pour lesquels on dispose de données partant du milieu des années 80, le coefficient de Gini est passé de 29 à 31, mais cette augmentation entre peut-être dans la marge d'erreur possible pour les statistiques relatives à la répartition du revenu. Le plus sûr est de considérer que, pour ces 20 pays dans leur ensemble, l'évolution a été faible, voire nulle.

On relève toutefois des changements frappants pour plusieurs pays lorsque l'on compare les années qui se situent autour de 2000 avec le milieu des années 80. La répartition du revenu entre les ménages est devenue nettement plus égale en Espagne et en Irlande, et une diminution plus faible de l'inégalité de revenu s'est produite en Australie, au Danemark et en France.

À l'autre extrémité de l'échelle, le coefficient de Gini a augmenté (accroissement de l'inégalité) de 10 % à 20 % en Norvège, au Japon, en Italie et au Royaume-Uni, et de plus de 20 % en Suède, en Nouvelle-Zélande et en Finlande. Il convient toutefois de noter que malgré le fort accroissement relevé en Suède, le coefficient de Gini demeure dans ce pays l'un des plus faibles de la zone de l'OCDE.

Source

- Förster, M. et Mira d'Ercole, M. (2005), *Income Distribution and Poverty in OECD Countries in the Second Half of the 1990s*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 22, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Jomo, K. S. (2001), *Globalisation, Liberalisation, Poverty and Income Inequality in Southeast Asia*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 185, OCDE, Paris.
- Kayizzi-Mugerwa, S. (2001), *Globalisation, Growth and Income Inequality: The African Experience*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 186, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Income Disparities in China: An OECD Perspective*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Accroître les chances de chacun : Pour une politique sociale active au bénéfice de tous*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE Édition 2006*, OCDE, Paris.
- Uchimura, H. (2005), *Impact of Changes in Social Institutions on Income Inequality in China*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 243, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur la protection sociale, *www.ocde.org/statistiques/social*.
- Travaux de l'OCDE sur l'inégalité des revenus et la pauvreté, *www.ocde.org/statistiques/social*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Distribution des revenus disponibles équivalents des ménages

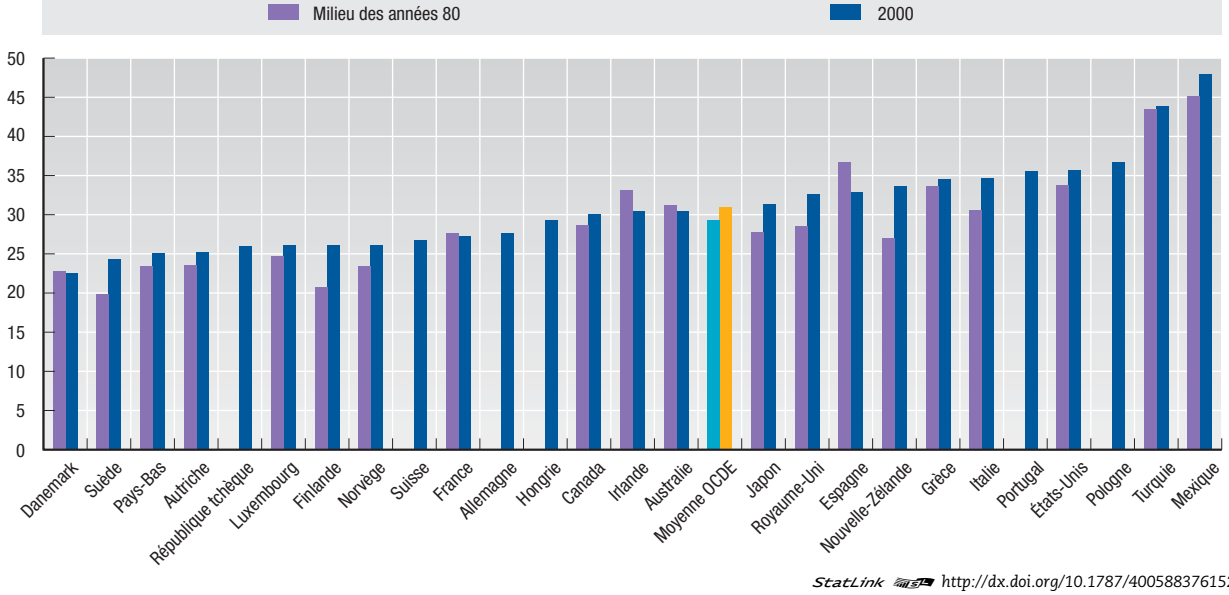
Mesurée par les coefficients de Gini

	Milieu des années 1980	Milieu des années 1990	2000
Allemagne	..	28.3	27.7
Australie	31.2	30.5	30.5
Autriche	23.6	23.8	25.2
Canada	28.7	28.3	30.1
Danemark	22.8	21.3	22.5
Espagne	36.7	33.9	32.9
États-Unis	33.8	36.1	35.7
Finlande	20.7	22.8	26.1
France	27.6	27.8	27.3
Grèce	33.6	33.6	34.5
Hongrie	..	29.4	29.3
Irlande	33.1	32.4	30.4
Italie	30.6	34.8	34.7
Japon	27.8	29.5	31.4
Luxembourg	24.7	25.9	26.1
Mexique	45.1	52.0	48.0
Norvège	23.4	25.6	26.1
Nouvelle-Zélande	27.0	33.1	33.7
Pays-Bas	23.4	25.5	25.1
Pologne	..	38.9	36.7
Portugal	..	35.9	35.6
République tchèque	..	25.7	26.0
Royaume-Uni	28.6	31.2	32.6
Suède	19.9	21.1	24.3
Suisse	..	..	26.7
Turquie	43.5	49.1	43.9
Moyenne OCDE	29.3	30.9	31.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275755833115

Distribution des revenus disponibles équivalents des ménages

Mesurée par les coefficients de Gini



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400588376152

POPULATION CARCÉRALE

Si les délits et infractions causent un préjudice énorme aux victimes et à leurs proches, les coûts liés à l'incarcération peuvent également se révéler considérables. Ces coûts se justifient habituellement par trois « besoins » de la société : punir les coupables, dissuader d'autres individus de commettre des actes similaires et empêcher la récidive. La taille de la population carcérale dépend du niveau de criminalité, des mesures législatives, et de l'efficacité des mesures exécutives.

Définition

Les personnes incarcérées n'ont pas toutes été jugées coupables, en particulier celles qui sont en attente de leur procès ou d'une décision de justice. L'indicateur retenu ici porte sur l'ensemble des catégories de population carcérale, y compris les individus incarcérés en attente de leur procès et les personnes placées en détention provisoire.

Comparabilité

Cet indicateur porte sur la population carcérale toutes catégories confondues (y compris les individus incarcérés en attente de leur procès et les personnes placées en détention provisoire) pour 100 000 habitants. Ces informations sont recueillies par le Centre international d'études pénitentiaires tous les trois ans environ, depuis 1992.

D'autres données comparatives sont disponibles auprès de ce Centre comme, par exemple, les proportions respectives de : personnes incarcérées en attente de leur procès/en détention provisoire, femmes, mineurs et étrangers, par rapport à la population carcérale totale, ainsi que les niveaux d'occupation exprimés en pourcentages (de la capacité officielle des prisons).

Tendances à long terme

Au cours des 15 dernières années, le taux d'incarcération n'a cessé d'augmenter dans la plupart des pays de l'OCDE. En moyenne, sur les 30 pays de l'Organisation, ce taux est passé de 100 personnes par unité de population totale (équivalant à 100 000 habitants) au début des années 90 à 130 personnes environ en 2004. C'est aux États-Unis que ce taux est le plus élevé, soit plus de 700 détenus pour 100 000 habitants en 2004. Ce taux est de trois à quatre fois supérieur à celui relevé en Pologne (pays qui, sur ce plan, se classe au deuxième rang des pays de l'OCDE), et il a augmenté rapidement. Cette progression se retrouve dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Depuis 1992, le taux d'incarcération a plus que doublé aux Pays-Bas, au Mexique, au Japon, en République tchèque, au Luxembourg, en Espagne et au Royaume-Uni. Apparemment, il a reculé uniquement au Canada, en Islande et en Corée.

La composition de la population carcérale varie considérablement d'un pays à l'autre. En moyenne, un détenu sur quatre est une personne qui attend son procès ou qui est placée en détention provisoire, mais ces deux catégories représentent une proportion bien plus forte en Turquie, au Mexique et au Luxembourg. En moyenne, les femmes et les mineurs (jeunes âgés de moins de 18 ans) représentent respectivement 5 et 2 % de la population carcérale. Les étrangers représentent une proportion bien plus élevée des détenus (soit, en moyenne, près de 20 % de la totalité des détenus), cette proportion dépassant même 40 % du total au Luxembourg et en Suisse ainsi qu'en Australie, en Autriche, en Belgique et en Grèce. Dans plusieurs pays, l'accroissement rapide de la population carcérale a entraîné le dépassement de la capacité d'accueil des institutions en place : dans plus de la moitié des pays de l'OCDE, les taux d'occupation sont supérieurs à 100 % et atteignent même plus de 125 % en Espagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie et au Mexique.

Source

- Walmsley, R. (2005), *World Prison Population List* (sixième édition), Centre international d'études pénitentiaires, Londres., *www.unodc.org/unodc/crime_cicp_surveys.html*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE Édition 2006*, OCDE, Paris.
- UN Office on Drugs and Crime (2004), *United Nations Surveys on Crime Trends and the Operations of Criminal Justice Systems (neuvième enquête)*, UNODC, Vienne, *www.unodc.org/pdf/crime/forum/forum3_Art3.pdf*.

Sites Internet

- OCDE Statistiques sur la protection sociale, *www.oecd.org/statistics/social*.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *www.unodc.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Taux de la population carcérale

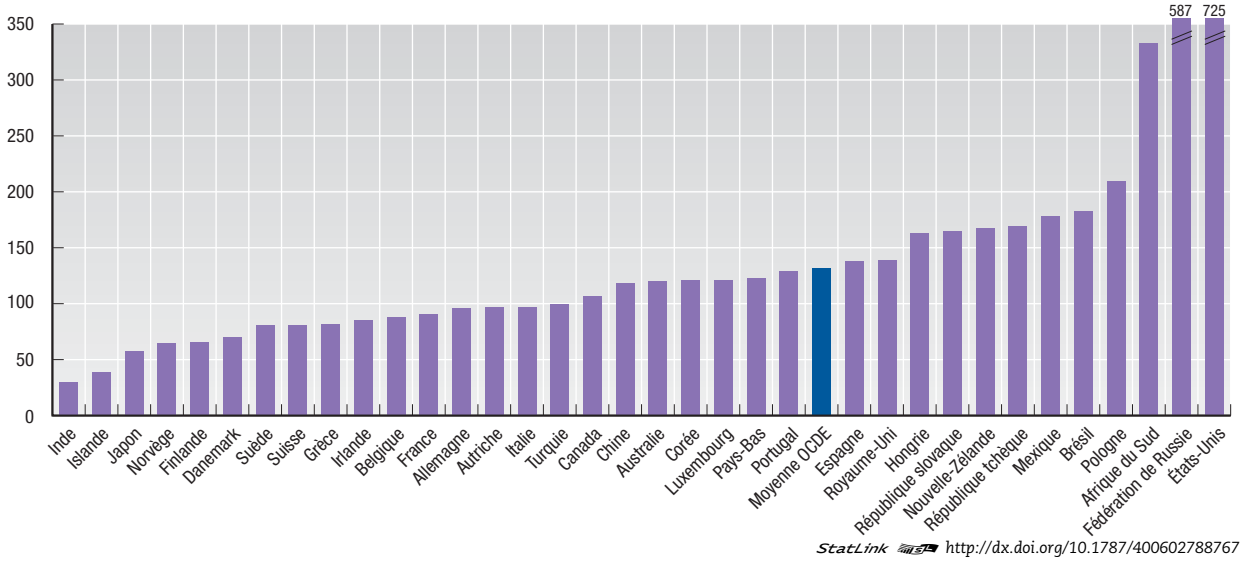
Nombre pour 100 000 habitants

	1992	1995	1998	2001	2004
Allemagne	71.0	81.0	96.0	96.0	96.0
Australie	89.0	96.0	107.0	116.0	120.0
Autriche	87.0	77.0	86.0	85.0	96.5
Belgique	71.0	75.0	81.0	85.0	88.0
Canada	123.0	131.0	126.0	116.0	107.0
Corée	130.0	136.0	152.0	133.0	121.0
Danemark	66.0	66.0	64.0	59.0	70.0
Espagne	90.0	102.0	114.0	117.0	138.0
États-Unis	505.0	600.0	669.0	685.0	725.0
Finlande	65.0	59.0	50.0	59.0	66.0
France	84.0	89.0	86.0	78.0	91.0
Grèce	61.0	56.0	68.0	79.0	82.0
Hongrie	143.0	124.0	132.0	152.0	163.0
Irlande	61.0	57.0	71.0	78.0	85.0
Islande	101.0	119.0	103.0	110.0	39.0
Italie	81.0	87.0	85.0	95.0	97.0
Japon	37.0	37.0	40.0	48.0	58.0
Luxembourg	89.0	114.0	92.0	80.0	121.0
Mexique	98.0	102.0	133.0	164.0	177.5
Norvège	58.0	55.0	57.0	59.0	65.0
Nouvelle-Zélande	129.0	128.0	146.0	157.0	168.0
Pays-Bas	49.0	66.0	85.0	95.0	123.0
Pologne	153.0	163.0	148.0	183.0	210.0
Portugal	93.0	124.0	146.0	131.0	129.0
République slovaque	119.0	138.0	138.0	129.0	165.0
République tchèque	123.0	181.0	209.0	210.0	169.0
Royaume-Uni	90.1	100.2	124.5	124.4	138.7
Suède	63.0	65.0	60.0	68.0	81.0
Suisse	79.0	80.0	85.0	71.0	81.0
Turquie	54.0	82.0	102.0	89.0	100.0
Moyenne OCDE	102.1	113.0	121.8	125.0	132.4
Afrique du Sud	282.0	280.0	387.0	409.0	333.0
Brésil	74.0	92.0	102.0	133.0	183.0
Chine	..	101.0	115.0	111.0	118.0
Fédération de Russie	487.0	622.0	688.0	638.0	587.0
Inde	..	..	28.0	30.0	30.0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275761175242

Taux de la population carcérale

Nombre pour 100 000 habitants, 2004



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400602788767

RÉSEAU ROUTIER

Les autoroutes ont diverses incidences sur la qualité de vie. Avant tout, elles facilitent les déplacements en automobile et les rendent plus sûrs, mais elles peuvent aussi nuire à la qualité de vie des riverains et leur construction peut avoir des effets dommageables sur l'environnement.

Définition

Une autoroute est une route spécialement conçue et construite pour la circulation automobile, qui ne dessert pas les propriétés riveraines et qui :

- sauf en des points singuliers ou à titre temporaire, comporte, pour les deux sens de circulation, des chaussées distinctes séparées l'une de l'autre par une bande de terrain non destinée à la circulation ou, exceptionnellement, par d'autres moyens ;
- ne croise à niveau ni route, ni voie de chemin de fer ou de tramway, ni chemin pour la circulation de piétons ;
- est spécialement signalée comme étant une autoroute et est réservée à certaines catégories de véhicules routiers automobiles.

Dans le calcul de la longueur du réseau autoroutier, les voies d'entrée et de sortie des autoroutes sont incluses quel que soit l'emplacement de la signalisation. Les autoroutes urbaines sont également incluses.

Comparabilité

Les données relatives aux autoroutes sont jugées généralement comparables pour la plupart des pays. Toutefois, celles dont on dispose pour le Canada sont exprimées en « routes-kilomètres équivalent deux-voies », les chiffres du Mexique ne concernent que les routes à péage, et l'Espagne classe certaines routes express dans la catégorie autoroutes même si elles ne correspondent pas rigoureusement à la définition donnée plus haut. Pour quelques pays, les données sont fournies par exercice budgétaire plutôt que par année civile.

Tendances à long terme

Les réseaux autoroutiers se sont étendus dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles.

S'agissant des taux de croissance annuels, les pays de l'OCDE se répartissent en trois groupes. Le taux de croissance du réseau autoroutier a été d'au moins 6 % chaque année pendant les dernières années dans les cinq pays suivants : Corée, Pologne, Portugal, Irlande et Grèce. Tous ces pays possédaient des réseaux relativement limités au début de la période, ce qui explique leur croissance rapide. Vient ensuite un groupe intermédiaire, dont le Japon, la France et les pays scandinaves, qui affiche un taux de croissance annuel compris entre 2 et 6 %. Enfin, le troisième groupe est constitué de neuf pays de l'OCDE plus la Fédération de Russie où le taux de croissance du réseau autoroutier a été inférieur à 2 % par an ; ce groupe comprend le Canada, l'Allemagne, les Pays-Bas et les États-Unis, où le réseau, après une expansion de plusieurs décennies, était déjà parvenu à maturité au début de la période.

La taille du réseau autoroutier est en général fonction de celle du pays, mais il y a des exceptions. Ainsi, les réseaux du Royaume-Uni et de la Turquie sont relativement limités, tandis que ceux de l'Allemagne, de la France et de l'Espagne sont très importants, que ce soit par rapport à la population ou à la superficie du pays.

Source

- FTI (2007), *Évolution des transports*, FIT, Paris..

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- CEMT (2005), *Rapport annuel de la CEMT 2005*, CEMT, Paris.
- OCDE (2007), *L'impact environnemental des transports : Comment le découpler de la croissance économique*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- UNECE, CEMT, Eurostat (2003), *Glossary for Transport Statistics*, CEMT, Paris.

Sites Internet

- Forum international des transports, *www.internationaltransportforum.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Réseau autoroutier

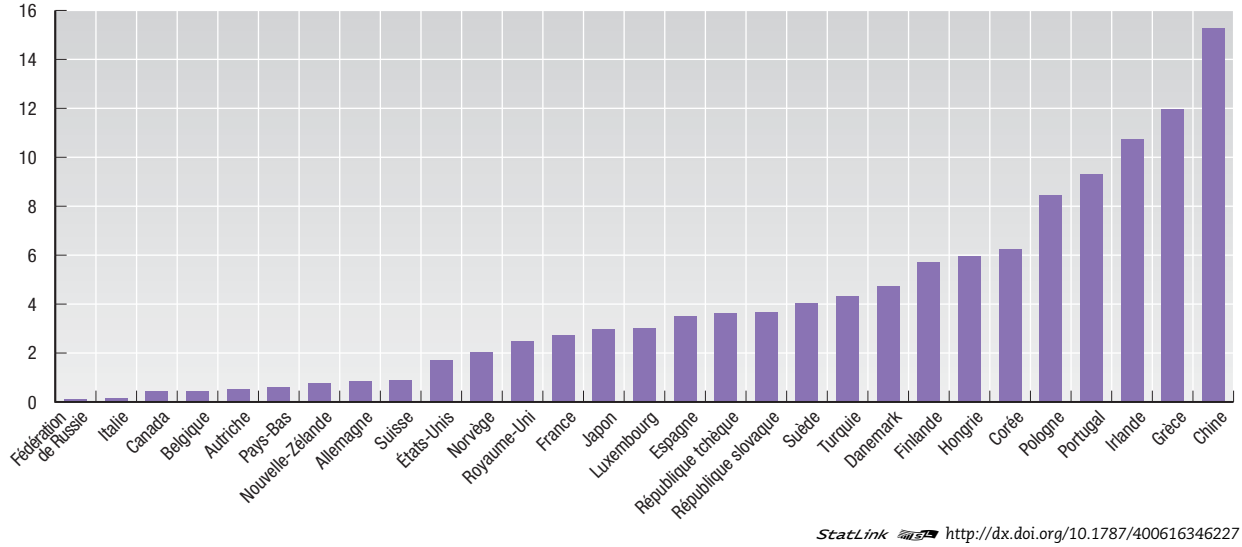
Kilomètres

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	11 080	11 143	11 190	11 190	11 246	11 309	11 427	11 515	11 712	11 786	12 037	12 044	12 174	12 363
Autriche	1 567	1 589	1 596	1 607	1 613	1 613	1 634	1 633	1 644	1 644	1 670	1 677	1 677	1 678
Belgique	1 665	1 666	1 666	1 674	1 679	1 682	1 691	1 702	1 727	1 729	1 729	1 747	1 747	1 763
Canada	15 983	15 983	15 983	15 983	15 983	15 983	15 983	15 983	16 600	16 900	16 900	16 900	16 900	16 900
Corée	..	..	..	..	..	2 107	2 425	2 477	2 567	3 060	3 486	3 489	3 415	3 415
Danemark	737	786	796	825	900	902	922	953	971	1 009	1 270	1 278	1 278	1 340
Espagne	6 577	6 485	6 962	7 295	7 750	8 569	8 893	9 049	9 571	9 739	10 286	10 286	10 286	10 286
États-Unis	73 274	73 274	73 274	73 274	73 274	88 915	89 232	89 426	89 996	89 848	91 287	91 287	91 287	91 287
Finlande	337	388	394	431	444	473	512	549	591	603	653	653	653	693
France	7 645	8 030	8 247	8 596	8 864	9 303	9 626	9 766	10 068	10 223	10 379	10 486	10 843	10 843
Grèce	..	..	..	..	..	357	444	636	742	742	880	880	880	880
Hongrie	269	293	335	365	382	448	448	448	448	533	542	569	569	569
Irlande	51	68	70	70	70	94	94	103	125	125	176	192	192	192
Italie	6 352	6 401	6 473	6 473	6 473	6 473	6 478	6 478	6 478	6 478	6 478	6 478	6 478	6 478
Japon	5 054	5 410	5 410	5 932	6 114	6 402	6 455	6 617	6 851	6 915	7 196	7 296	7 383	7 383
Luxembourg	100	121	123	115	118	118	114	114	115	126	135	146	147	147
Norvège	512	524	527	560	570	570	589	606	636	629	664	664	664	664
Nouvelle-Zélande	156	156	156	156	156	156	184	226	167	169	169	171	172	172
Pays-Bas	2 167	2 178	2 208	2 222	2 236	2 250	2 268	2 265	2 281	2 281	2 308	2 342	2 342	2 342
Pologne	231	245	246	258	264	268	317	358	398	405	405	552	552	662
Portugal	579	587	687	710	797	1 252	1 441	1 482	1 659	1 835	1 835	1 835	1 835	1 835
République slovaque	198	198	198	215	219	292	295	296	296	302	313	316	316	316
République tchèque	356	390	425	487	487	499	499	499	518	518	518	546	564	564
Royaume-Uni	2 756	2 839	3 200	3 200	3 300	3 300	3 400	3 500	3 610	3 611	3 611	3 753	3 748	3 783
Suède	1 044	1 145	1 262	1 350	1 428	1 437	1 484	1 501	1 507	1 544	1 591	1 700	1 700	1 740
Suisse	..	..	..	..	1 258	1 262	1 267	1 270	1 305	1 342	1 351	1 341	1 357	1 361
Turquie	1 070	1 167	1 246	1 493	1 500	1 528	1 726	1 749	1 851	1 851	1 851	1 851	1 851	1 851
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	1 698 000	1 765 200	1 809 800	1 870 700	3 345 200	3 457 000
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	29 000	29 000	29 000	29 000	29 260	29 260	29 260	29 260	29 260

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275802057784

Croissance du réseau autoroutier

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1993-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400616346227

VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET ACCIDENTS MORTELS DE LA ROUTE

Le nombre de véhicules routiers automobiles est élevé et en augmentation dans toute la zone OCDE. La réduction du nombre d'accidents de la route est donc une préoccupation pour tous les pays. Les tableaux de cette section indiquent le nombre de véhicules routiers automobiles pour mille habitants et deux indicateurs de la sécurité routière – le nombre de tués de la route par million d'habitants et le nombre de tués de la route par million de véhicules.

Définitions

Un véhicule routier automobile est un véhicule sur roues qui est destiné à être utilisé sur les routes, qui est pourvu d'un moteur constituant son seul moyen de propulsion et qui sert normalement à transporter des personnes ou des marchandises ou à tracter, sur route, des véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de marchandises. Entrent par conséquent dans cette catégorie les autobus, autocars, véhicules de transport de marchandises et motocycles, ainsi que les voitures particulières. Les véhicules automobiles se déplaçant sur rails sont exclus.

On entend par « tué sur la route » toute personne qui décède immédiatement ou dans les 30 jours suivant un accident de la route.

Comparabilité

Les véhicules routiers automobiles sont attribués aux pays dans lesquels ils sont immatriculés tandis que les décès sont attribués aux pays dans lesquels ils surviennent. Par conséquent, les ratios des tués par million d'habitants et des tués par million de véhicules ne peuvent pas être strictement interprétés comme indiquant la proportion de la population d'un pays qui risque d'être victime d'un accident mortel sur la route ou la probabilité qu'un véhicule immatriculé dans un pays donné soit impliqué dans un accident mortel. Toutefois, dans la pratique, les écarts entre les numérateurs et les dénominateurs ont tendance à s'annuler.

Le nombre de véhicules composant le parc actuel est en général exact mais l'information concernant le nombre de véhicules retirés de la circulation est moins sûre.

Tendances à long terme

En 2006, le nombre de véhicules automobiles rapporté à la population varie de 778 pour 1 000 habitants au Portugal à environ 86 en Turquie. Au cours des périodes considérées dans le tableau, les ratios véhicules/population ont augmenté dans tous les pays sauf aux États-Unis. Ils ont fortement augmenté au Portugal, en Islande, en Grèce et en Pologne.

En 2006, le nombre de tués de la route par million d'habitants variait de plus de 230 en Fédération de Russie à 49 en Suède. Au cours des périodes considérées dans le tableau, les taux ont diminué dans tous les pays, à l'exception de l'Islande et de la Fédération de Russie, et très nettement au Portugal, en Nouvelle-Zélande et en France.

Les taux de tués sur la route par million d'habitants constituent un indicateur ambigu de sécurité routière, car le nombre d'accidents dépend, dans une large mesure, du parc de véhicules de chaque pays. Le dernier graphique illustre le nombre de tués par million de véhicules ainsi que le nombre de tués par million d'habitants en 2006. Les taux par million de véhicules sont influencés par les habitudes de conduite, la réglementation routière et l'efficacité de son application, le tracé routier ainsi que d'autres facteurs sur lesquels peuvent agir les pouvoirs publics. En 2006, les taux de mortalité sur les routes par million de véhicules étaient de moins de 100 en Suisse, en Norvège et en Suède, mais supérieurs à 400 en République slovaque, en Turquie et à 1 100 en Fédération de Russie. À noter qu'à des taux de mortalité bas par million d'habitants peuvent correspondre des taux de mortalité très élevés par million de véhicules. Par exemple, un pays dont le parc de véhicules est petit peut affiché un faible nombre de tués par million d'habitants mais un nombre élevé de tués par million de véhicules.

Source

- FTI (2007), *Évolution des transports*, FIT, Paris..

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- CEMT (2004), *Road Safety Performance: National Peer Review: Lithuania*, CEMT, Paris.
- CEMT (2005), *Rapport annuel de la CEMT 2005*, CEMT, Paris.
- CEMT (2007), *La gestion de la vitesse*, CEMT, Paris.

Publications statistiques

- CEMT (2003), *Rapport statistique sur les accidents de la route 1999-2000*, CEMT, Paris.

Publications méthodologiques

- UNECE, CEMT, Eurostat (2003), *Glossary for Transport Statistics*, CEMT, Paris.

Sites Internet

- Forum international des transports, *www.internationaltransportforum.org*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Véhicules routiers automobiles

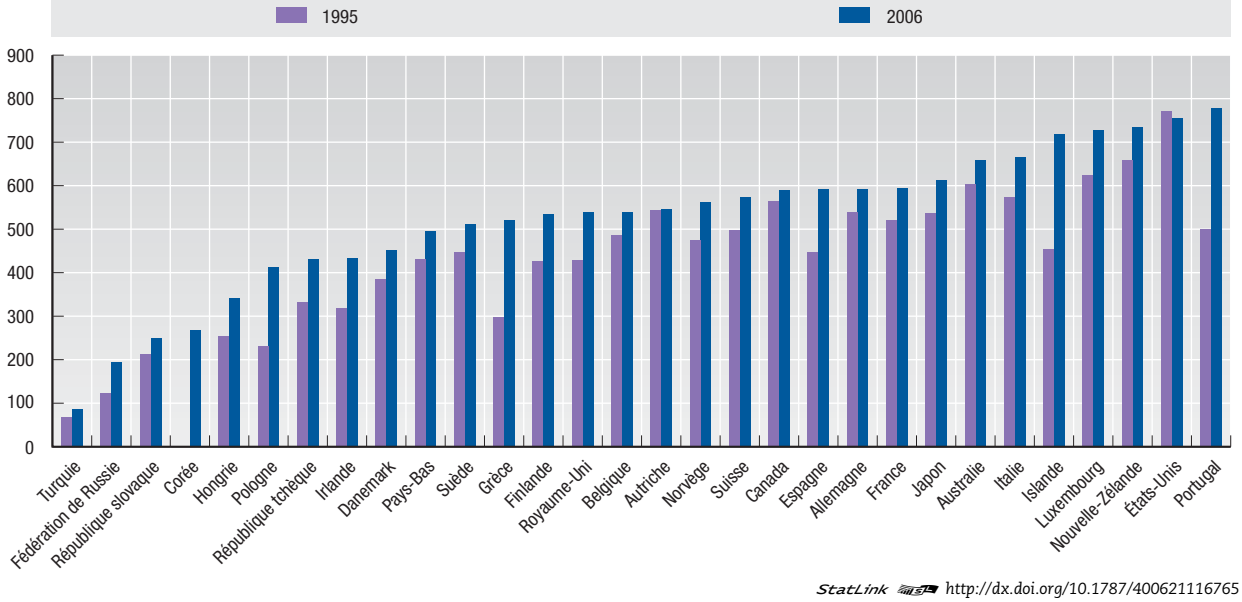
Par millier d'habitants

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	478	523	540	547	551	556	564	570	582	589	593	597	603	592
Australie	..	..	603	599	591	626	629	623	625	634	643	653	665	659
Autriche	515	528	543	495	509	529	544	555	563	535	542	553	554	547
Belgique	454	464	487	494	482	490	500	511	517	520	525	531	528	540
Canada	595	569	565	565	564	583	568	574	573	582	585	586	580	590
Corée	..	..	..	..	..	254	236	237	243	243	256	263	269	268
Danemark	373	374	386	398	406	411	420	421	425	428	432	434	441	451
Espagne	422	419	447	464	481	502	526	541	557	567	561	602	573	591
États-Unis	725	719	771	783	784	792	765	754	759	766	776	769	761	755
Finlande	425	422	427	434	436	451	465	476	481	488	503	523	541	534
France	509	518	520	526	532	548	559	573	583	587	598	604	604	595
Grèce	271	283	298	313	328	351	378	406	428	450	454	478	503	521
Hongrie	232	239	253	257	262	255	261	270	283	300	317	334	341	342
Irlande	295	305	318	348	367	387	409	425	442	445	458	458	439	433
Islande	457	433	453	467	554	574	609	636	688	694	709	745	732	719
Italie	562	562	573	581	586	603	622	632	656	660	678	677	678	666
Japon	507	520	537	566	575	580	586	592	596	600	604	605	604	612
Luxembourg	580	580	625	669	675	671	666	693	719	728	736	751	740	727
Norvège	461	465	474	467	491	498	503	511	516	521	527	538	545	562
Nouvelle-Zélande	645	649	658	654	636	643	659	679	684	688	699	719	737	735
Pays-Bas	419	426	430	443	450	464	461	478	496	504	516	523	528	495
Pologne	210	222	232	246	261	272	286	309	325	347	357	375	378	412
Portugal	439	438	501	533	569	610	654	698	711	756	748	773	780	778
République slovaque	248	247	213	217	232	245	253	259	265	272	280	250	250	250
République tchèque	434	455	333	383	383	369	373	373	383	394	409	417	431	430
Royaume-Uni	441	439	428	448	458	474	486	493	516	533	526	543	536	538
Suède	444	442	447	450	456	468	481	494	497	500	504	502	513	512
Suisse	487	492	498	504	511	518	528	536	545	551	558	565	568	573
Turquie	61	64	68	97	105	111	116	124	92	94	88	87	86	86
Fédération de Russie	98	111	124	139	145	154	161	174	182	191	194	194	194	195

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275802543058

Véhicules routiers automobiles

Par millier d'habitants



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400621116765

Accidents mortels de la route

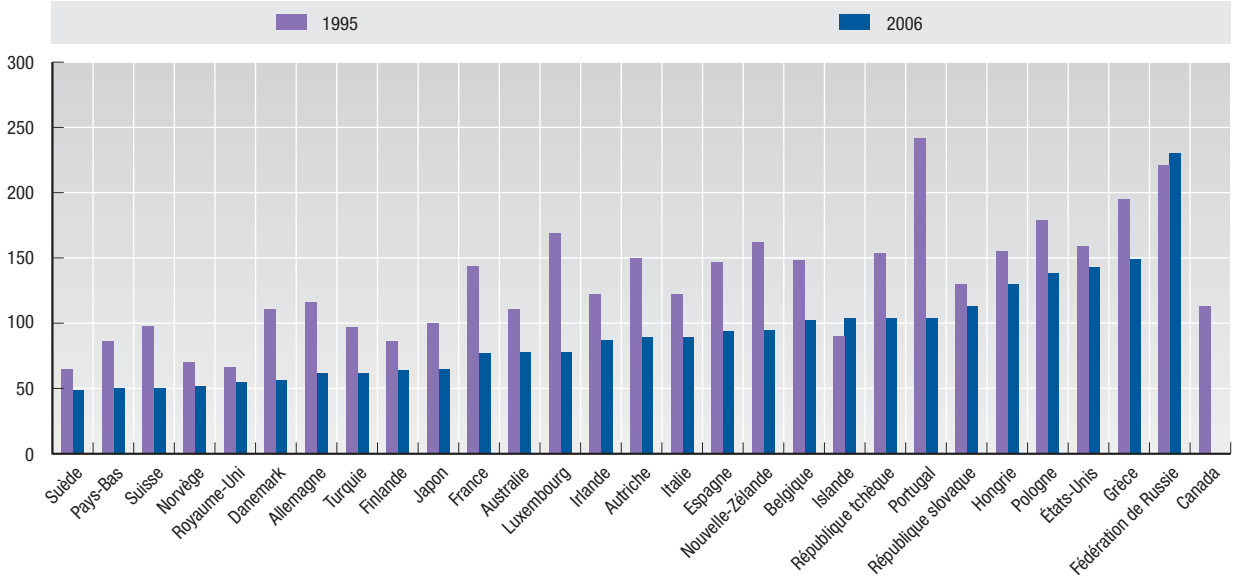
Par million d'habitants

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	123	121	116	107	104	95	95	91	85	83	80	71	65	62
Australie	111	109	111	108	95	94	93	95	90	87	82	79	81	78
Autriche	161	167	150	127	137	121	135	122	119	118	114	108	94	89
Belgique	165	167	148	134	134	147	136	143	144	131	117	112	104	102
Canada	125	111	113	103	101	97	98	95	90	93	87	85	91	..
Corée	..	..	..	..	..	226	232	218	171	152	151	136	132	..
Danemark	108	105	111	98	93	94	97	93	80	86	80	68	61	56
Espagne	163	143	147	139	142	150	144	143	135	129	128	115	89	94
États-Unis	156	156	159	158	158	154	153	149	148	149	147	146	147	143
Finlande	96	94	86	79	85	78	83	76	83	80	73	72	72	64
France	157	147	144	138	136	143	136	129	130	121	96	87	88	77
Grèce	176	183	195	206	201	207	201	193	178	159	145	151	150	149
Hongrie	163	152	155	135	137	136	130	118	122	141	131	129	127	130
Irlande	122	113	122	125	129	124	110	110	107	96	84	94	84	87
Islande	91	44	90	37	55	98	75	113	84	101	80	79	64	104
Italie	124	123	122	115	116	118	116	115	117	117	105	98	94	89
Japon	106	102	100	93	89	95	92	93	89	85	78	75	70	65
Luxembourg	196	166	169	170	142	134	133	172	159	140	118	109	101	78
Norvège	65	65	70	58	69	79	68	76	61	68	61	56	49	52
Nouvelle-Zélande	172	164	162	141	144	132	134	121	118	103	115	107	99	95
Pays-Bas	82	84	86	76	74	73	75	73	67	66	67	54	50	50
Pologne	165	175	179	165	189	183	174	163	143	152	148	150	143	138
Portugal	240	222	242	241	222	213	200	186	161	165	148	124	118	104
République slovaque	120	127	130	119	154	160	125	120	116	116	121	113	111	113
République tchèque	147	158	154	152	155	132	141	145	130	140	142	136	126	104
Royaume-Uni	70	67	66	65	65	62	62	62	63	63	62	57	55	55
Suède	72	67	65	61	61	60	65	67	65	63	59	53	49	49
Suisse	104	97	98	87	83	84	81	82	75	70	74	69	55	50
Turquie	108	97	97	86	81	76	69	58	45	62	56	62	62	62
Fédération de Russie	250	239	221	199	188	198	203	203	213	228	248	241	237	230

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/275867644073

Accidents mortels de la route

Par million d'habitants



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400626411836

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Accidents mortels de la route

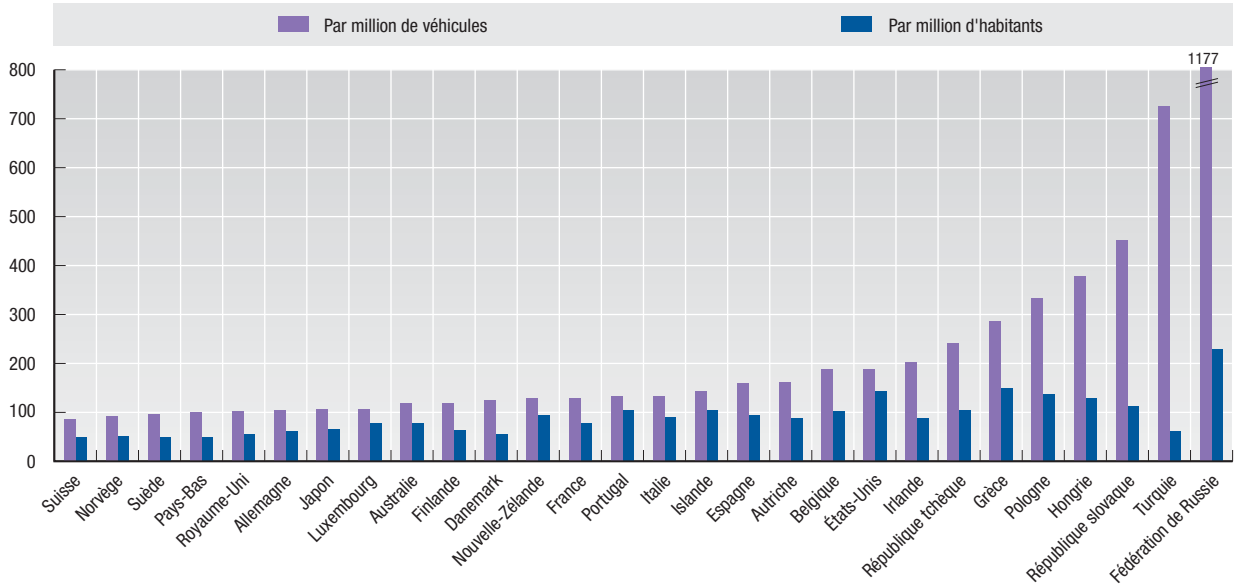
Par million de véhicules

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	257	231	214	195	189	171	168	160	145	141	135	118	108	104
Australie	..	..	184	180	161	150	148	152	143	138	127	121	121	118
Autriche	312	315	277	257	269	228	248	219	211	221	211	196	169	162
Belgique	362	360	294	270	278	300	273	280	279	251	223	210	197	189
Canada	209	196	200	182	179	166	172	166	156	160	150	146	156	..
Corée	..	..	..	..	..	892	983	920	703	624	587	518	491	..
Danemark	289	281	287	246	228	228	230	221	189	201	186	157	139	125
Espagne	386	348	328	301	296	299	273	264	242	227	228	191	155	160
États-Unis	215	217	206	202	201	195	200	197	195	195	190	190	193	189
Finlande	224	223	202	181	195	172	179	161	173	163	144	138	133	120
France	307	284	278	263	256	261	243	226	223	206	160	144	145	130
Grèce	715	704	656	631	622	591	532	476	414	354	320	315	297	286
Hongrie	703	636	614	524	523	533	499	437	430	470	414	385	372	379
Irlande	415	371	384	360	351	320	269	258	242	216	184	205	191	202
Islande	198	205	198	79	100	171	124	178	122	145	112	106	88	144
Italie	207	205	198	186	185	195	187	182	179	177	155	144	139	134
Japon	210	196	186	164	155	163	158	157	150	142	130	124	116	106
Luxembourg	329	320	264	257	196	199	200	248	222	192	161	145	136	107
Norvège	141	140	148	124	140	159	135	148	118	131	116	104	89	93
Nouvelle-Zélande	267	253	247	216	226	205	203	178	173	149	165	149	134	129
Pays-Bas	195	198	201	171	165	157	162	153	136	131	130	104	95	100
Pologne	784	789	770	669	724	672	609	527	440	439	413	399	377	334
Portugal	479	444	420	452	391	350	305	266	227	218	198	160	151	134
République slovaque	441	478	578	528	630	652	492	463	436	426	433	452	446	452
République tchèque	340	348	461	404	404	358	380	388	339	356	347	326	293	242
Royaume-Uni	153	147	148	141	137	131	127	125	122	118	117	104	103	102
Suède	163	152	145	135	134	128	136	135	132	125	117	106	95	96
Suisse	213	197	196	173	162	162	154	153	137	127	133	122	97	87
Turquie	..	..	..	887	771	681	596	469	482	656	636	710	726	726
Fédération de Russie	2 556	2 166	1 785	1 428	1 294	1 286	1 261	1 165	1 172	1 196	1 281	1 241	1 222	1 177

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/276040610450

Accidents mortels de la route

2006 ou dernière année disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400643663035

THÈME SPÉCIAL

PRODUCTIVITÉ

INTRODUCTION

INDICATEURS ÉCONOMIQUES DE CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ

ÉVOLUTION DU PIB PAR HABITANT

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

PRODUCTIVITÉ MULTIFACTORIELLE

BILAN DE LA CROISSANCE POUR LES PAYS DE L'OCDE

NIVEAUX DE PRODUCTIVITÉ

NIVEAUX DE REVENU ET DE PRODUCTIVITÉ

ÉVOLUTION DES NIVEAUX DE REVENU ET DE PRODUCTIVITÉ

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ET HÉTÉROGÉNÉÏTÉ DE LA TAILLE DES ENTREPRISES

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ PAR INDUSTRIE

CONTRIBUTION DES SECTEURS CLÉS À LA CROISSANCE GLOBALE DE LA PRODUCTIVITÉ

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DANS LES SERVICES

EFFET DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL SUR LES COÛTS DE LA MAIN-D'ŒUVRE

COÛTS UNITAIRES, PRODUCTIVITÉ ET RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

La productivité n'est pas tout, mais à long terme, c'est presque tout. La capacité d'un pays à améliorer son niveau de vie au cours du temps dépend presque exclusivement de sa capacité à augmenter sa production par travailleur.

Paul Krugman, L'*âge des rendements décroissants* (1994)

On définit habituellement la productivité comme le rapport en volume d'une production aux ressources mises en œuvre pour la réaliser. En d'autres termes, elle mesure l'efficience avec laquelle les facteurs de production tels que le travail et le capital sont utilisés dans une économie pour obtenir un volume donné de production. La productivité est considérée comme une source majeure de croissance économique et de compétitivité et elle constitue donc une information statistique de base pour de nombreuses comparaisons internationales et mesures de performance des pays. On utilise par exemple les données sur la productivité pour étudier l'impact sur la performance économique des réglementations relatives aux marchés des produits du travail. La croissance de la productivité est un élément important pour la modélisation de la capacité productive d'une économie. Elle permet aussi de mesurer l'utilisation des capacités, et à partir de là de déterminer la position des économies dans le cycle conjoncturel et de prévoir la croissance économique. La capacité de production est en outre utilisée pour évaluer les pressions de la demande et les pressions inflationnistes.

Les mesures de productivité sont nombreuses, le choix dépendant de l'objectif fixé et/ou des données disponibles. L'une des mesures les plus utilisées est le produit intérieur brut (PIB) par heure travaillée. Cette mesure rend mieux compte de l'utilisation des apports de travail que la production par salarié. En général, la source par défaut pour le total des heures travaillées est la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux, mais pour un certain nombre de pays il faut recourir à d'autres sources. Malgré les progrès réalisés et les efforts faits dans ce domaine, la mesure des heures travaillées pose encore divers problèmes sur le plan des statistiques ; en effet, les concepts et les sources statistiques de base diffèrent selon les pays, ce qui peut nuire à la comparabilité internationale. En principe, la mesure du facteur travail doit aussi prendre en compte les différences de niveau d'instruction, de qualifications et d'expérience des travailleurs. L'OCDE a donc entrepris de mettre au point des mesures ajustées du facteur travail. Dans certains cas, on constate des différences importantes entre les profils d'évolution du facteur travail ajustés et non ajustés.

S'agissant du rôle du facteur capital, une mesure qui paraît appropriée est le flux de services productifs issus du stock cumulé des investissements réalisés (tels que machines et équipements). Ces services sont estimés par l'OCDE en tenant compte du taux de variation du « stock de capital productif » qui tient compte de la dépréciation, des déclassements et autres sources de réduction de la capacité productive des actifs fixes. Le prix des services du capital par actif est mesuré par le

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

prix de location de l'actif considéré. S'il existait des marchés pour tous ces services, on pourrait directement observer les prix de location. Dans la pratique, cependant, les prix de location doivent être imputés pour la plupart des actifs sur la base du loyer implicite que les détenteurs de biens d'équipement « se paient » à eux-mêmes (« coût d'usage du capital »).

Une fois qu'on a calculé les contributions du travail et du capital à la production, on peut en déduire la productivité multifactorielle (PMF). Celle-ci mesure la croissance résiduelle qui ne s'explique pas par le taux de variation des services du travail, du capital et des facteurs intermédiaires, et elle est souvent interprétée comme la contribution à la croissance économique de facteurs tels que l'innovation technique et organisationnelle.

Cela posé, cette section présente un aperçu général des indicateurs de la productivité sous quatre angles différents. La première partie présente des comparaisons internationales des indicateurs de la croissance de la productivité pour l'ensemble de l'économie. La deuxième présente des comparaisons internationales des niveaux de revenu et de productivité, avec une mesure de l'hétérogénéité de la productivité selon la taille des entreprises. La troisième présente des indicateurs de croissance de la productivité par industrie et services. La dernière concerne l'impact de la productivité du travail sur les coûts unitaires de main-d'œuvre.

Sauf indication contraire, le PIB se réfère à l'économie totale.

ÉVOLUTION DU PIB PAR HABITANT

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant, qui est l'un des indicateurs clés de la performance économique, mesure l'activité économique ou le revenu par personne. Le PIB par habitant est un indicateur général du niveau de vie moyen ou bien-être économique. Sa croissance peut se décomposer en une partie due à la croissance de la productivité du travail (mesurée par le PIB par heure travaillée) et une partie due à l'accroissement de l'utilisation de main-d'œuvre (mesurée par le nombre d'heures travaillées par personne). La croissance de l'utilisation de main-d'œuvre peut avoir un impact considérable sur la croissance du PIB par habitant. Le ralentissement ou la baisse du taux d'utilisation de main-d'œuvre conjugué à une croissance élevée de la productivité du travail peut indiquer une utilisation accrue du capital et/ou une diminution de l'emploi de travailleurs à faible productivité.

Définition

L'indicateur ci-après se calcule en utilisant les estimations du PIB et de la population publiées dans la base de données OCDE des comptes nationaux annuels. Pour les agrégats de zones, les estimations du PIB ont été converties en dollars des EU constants, à l'aide des parités de pouvoir d'achat de 2000. Les séries relatives aux heures travaillées sont essentiellement tirées des comptes nationaux annuels de l'OCDE ; lorsqu'ils faisaient défaut, on a eu recours aux Perspectives de l'emploi de l'OCDE.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE utilisent le *Système de comptabilité nationale de 1993*, sauf la Turquie qui utilise celui de 1968. Les heures travaillées sont les heures effectivement travaillées, mais les méthodes utilisées pour les calculer peuvent varier d'un pays à l'autre.

Dans le graphique ci-contre montrant une longue période 1970-2006, le Total OCDE ne comprend pas la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la République slovaque alors que dans le graphique de la page de droite montrant une période courte 2001-2006, le Total OCDE ne comprend pas la Pologne et la Turquie.

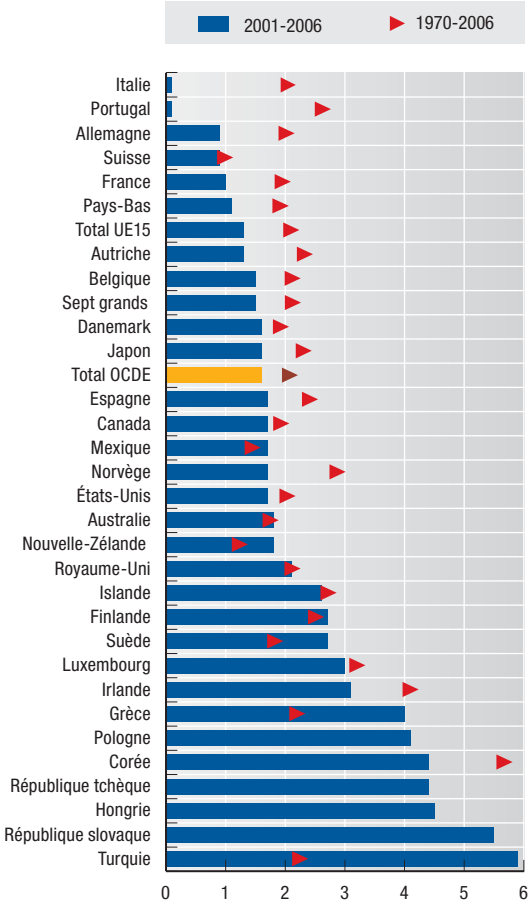
Tendances à long terme

Sur la période 1970-2006, la croissance du PIB par habitant a été supérieure à 2 % dans la plupart des pays de l'OCDE, mais nettement plus dans quelques pays, notamment l'Irlande et la Corée, pour lesquelles le taux de croissance moyen a dépassé 4 %. Dans la deuxième moitié des années 90, la Hongrie, l'Irlande, la Corée, la Pologne et la République slovaque ont enregistré des taux élevés de croissance de leur PIB par habitant. Plus récemment, de nombreux pays de l'OCDE ont accusé un ralentissement de la croissance de leur revenu par rapport aux tendances de long terme, notamment l'Italie et le Portugal.

Depuis le début du nouveau millénaire, de nombreux pays d'Europe ont accusé une baisse de leur taux d'utilisation de main-d'œuvre, qui s'est en même temps accompagnée d'une forte baisse de la croissance de la productivité du travail. À l'inverse, la République tchèque, le Japon et la République slovaque ont enregistré une remontée aussi bien de l'utilisation de main-d'œuvre que de la croissance de la productivité du travail. Il y a lieu de noter que les estimations présentées ici ne sont pas corrigées des décalages du cycle conjoncturel ; des estimations corrigées pourraient donner une image assez différente.

Évolution du PIB par habitant

Variation en pourcentage, taux annuel



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400650835762

Sources

- Comptes nationaux annuels.
- OCDE Base de données de la productivité.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- Compendium de l'OCDE sur les indicateurs de productivité

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris, *www.oecd.org/statistics/productivity*.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CSLS, Ottawa, p. 59-65.

Sites Internet

- *www.oecd.org/statistics/productivity*.
- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Contribution de la productivité du travail et de l'utilisation de la ressource en main-d'œuvre au PIB par habitant

Variation en pourcentage 2001-2006, taux annuel

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400650523752

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La croissance de la productivité du travail se mesure par le rapport entre les variations de la production et celles de l'un ou plusieurs des facteurs mis en œuvre. L'indicateur de la productivité auquel on se réfère le plus fréquemment est la productivité du travail, qui est le rapport entre les variations de la production et celles de l'apport de travail. C'est un indicateur économique clé qui est étroitement corrélé avec le niveau de vie.

Définition

Les mesures de la production utilisées pour le calcul sont des estimations du PIB tirées de la base de données annuelle OCDE des comptes nationaux, qui reposent sur le *Système de comptes nationaux de 1993*. Les mesures de l'apport de main-d'œuvre sont des estimations du nombre d'heures effectivement travaillées. Elles tiennent compte des horaires habituels de travail des salariés à plein temps et à temps partiel, des heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées, des heures travaillées dans des emplois complémentaires et du temps non travaillé pour cause de jours fériés, de congés annuels rémunérés, de grèves et conflits du travail, d'intempéries, de conditions économiques et autres.

Comparabilité

Les statisticiens des pays et de l'OCDE s'efforcent ensemble de faire en sorte que les données relatives aux heures effectivement travaillées soient aussi comparables que possible, bien qu'elles proviennent de sources diverses qui ne présentent pas toutes la même fiabilité. Dans la plupart des pays, les données proviennent d'enquêtes de population active auprès des ménages, tandis que dans les autres pays, on utilise des données d'enquêtes auprès des établissements, de sources administratives ou d'un ensemble de sources diverses. L'une des difficultés vient de ce que, pour plusieurs pays de l'UE, les estimations sont établies par l'OCDE sur la base de l'Enquête européenne sur les forces de travail réalisée au printemps. Les données correspondent donc à une observation unique pour l'année et il faut les compléter par des informations provenant d'autres sources pour les heures non travaillées pour cause de jours fériés et de congés annuels rémunérés. Pour les autres pays les heures de travail annuelles sont communiquées par les offices statistiques nationaux et estimées à partir des meilleures sources disponibles. De façon générale, il vaut mieux utiliser ces données pour comparer les évolutions de la productivité dans le temps plutôt que les niveaux.

Les estimations du PIB reposent sur des définitions communes, mais les méthodes appliquées par la plupart des pays pour estimer la valeur ajoutée des services publics postulent que la croissance de la productivité du travail est nulle, ce qui signifie que les pays où le secteur public est important ou était en croissance durant la période considérée auront, par hypothèse, une croissance du PIB par heure travaillée plus faible que les autres pays.

On notera que, dans les graphiques, le Total OCDE ne comprend ni la Pologne ni la Turquie.

Tendances à long terme

La croissance de la productivité du travail varie énormément selon les pays de l'OCDE. Ainsi, durant la première moitié de la décennie 2000, en Hongrie, en Corée et en République slovaque, cette croissance s'est située entre 4.3 et 5.2 %, alors qu'en Italie et au Mexique, elle a été inférieure à 0.5 %.

Dans plusieurs pays de l'OCDE, la croissance de la productivité du travail s'est accélérée dans la deuxième moitié des années 90, mais pour ralentir à nouveau dans la première moitié des années 2000. Entre 2001-06 et 1995-2000, la République tchèque et la Hongrie ont été les seuls pays à connaître une accélération notable de la croissance du PIB par heure travaillée, tandis que dans la même période, l'Australie, l'Irlande, le Mexique et le Portugal accusaient une forte décélération.

Les taux indiqués ici ne prennent pas en compte les décalages dans le cycle conjoncturel ; des estimations corrigées des variations conjoncturelles pourraient faire apparaître une situation un peu différente.

Source

- OCDE Base de données de la productivité.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Ahmad, N., F. Lequiller, P. Marianna, D. Pilat, P. Schreyer et A. Wölfl (2003), *Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/14, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), « The measurement of productivity: what do the numbers mean? », *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris, chapitre 3, p. 29-61.
- OCDE (2004), « Clocking In (and Out): Several Facets of Working Time », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, Chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CSLS, Ottawa, p. 59-65.
- Schreyer, P. et D. Pilat (2001), « Mesurer la productivité », *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Van Ark, B. (2004), « *The measurement of productivity: what do the numbers mean?* », *Fostering Productivity – Patterns, Determinants and Policy Implications*, G. Gelauff, L'Klomp, S. Raes et T. Roelandt (éd.), Elsevier, Amsterdam; Boston, chapitre 3, p. 29-61.

Sites Internet

- *www.oecd.org/statistics/productivity*.
- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

PIB par heure travaillée

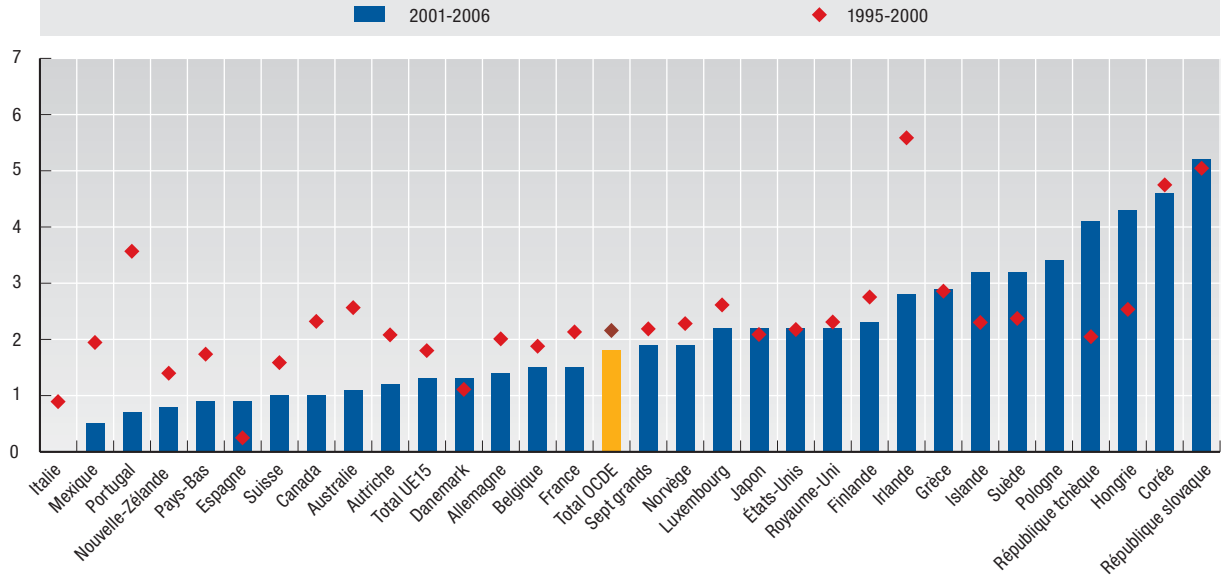
Croissance annuelle en pourcentage

	1971	1980	1985	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	4.3	0.9	2.3	2.5	2.5	1.2	1.4	2.6	1.8	1.5	1.2	0.5	1.3	2.4
Australie	1.9	0.4	2.2	0.8	3.4	3.4	2.5	–1.2	3.9	1.8	2.3	0.7	–0.1	0.5
Autriche	..	..	..	..	0.7	2.5	3.2	2.7	0.3	0.9	0.7	1.4	1.0	1.9
Belgique	3.5	5.7	0.9	–0.8	2.1	–0.6	1.9	3.4	–2.1	1.5	1.2	3.9	–0.6	1.2
Canada	2.8	0.6	1.2	1.4	4.1	1.8	2.5	2.9	1.0	1.5	0.3	0.4	2.1	0.8
Corée	..	..	3.8	5.7	5.0	2.9	7.0	3.3	2.3	5.7	4.5	4.4	4.5	3.4
Danemark	4.7	–1.0	2.5	1.7	0.8	–0.4	0.8	2.1	–0.6	0.9	1.9	1.7	1.3	0.8
Espagne	4.2	5.8	3.9	0.8	0.3	–0.2	0.1	0.1	0.7	0.6	0.9	0.7	1.0	1.3
États-Unis	3.8	0.0	1.8	0.1	1.6	2.0	2.4	2.3	2.0	2.9	3.0	2.4	1.5	1.0
Finlande	4.8	3.2	3.1	2.0	2.9	3.6	1.1	3.6	2.0	1.0	2.1	3.0	1.8	3.2
France	5.2	2.2	2.9	2.7	2.2	2.6	1.7	3.6	0.9	3.1	1.3	0.6	1.8	0.9
Grèce	..	..	0.2	1.7	5.7	–0.6	1.2	3.9	7.9	2.8	2.3	3.8	1.7	3.7
Hongrie	..	..	..	4.6	3.1	3.4	0.0	4.1	5.8	3.9	4.2	5.4	4.2	3.4
Irlande	4.5	3.9	2.0	4.8	8.3	4.3	5.7	4.8	3.3	4.9	3.7	1.3	1.6	2.2
Islande	9.4	2.9	–0.2	–4.0	5.9	3.4	–2.6	1.6	4.2	3.3	2.9	7.6	4.6	–2.4
Italie	4.4	1.9	2.1	2.9	2.1	–0.4	1.0	2.4	0.8	–0.7	–1.2	0.7	0.4	1.0
Japon	4.1	2.3	5.1	2.6	2.3	0.3	3.0	2.8	1.6	2.4	1.7	3.2	2.1	1.2
Luxembourg	..	..	1.0	–1.8	3.5	2.3	3.4	3.1	–1.9	1.6	1.5	4.4	3.0	0.2
Mexique	..	..	..	–6.5	–0.3	4.9	0.3	6.1	1.2	–2.8	2.3	1.2	–1.0	2.6
Norvège	5.8	2.0	2.9	3.2	2.7	0.1	1.2	3.9	3.4	2.2	3.1	2.0	1.4	0.8
Nouvelle-Zélande	2.7	1.1	–1.8	0.1	1.7	0.8	2.9	0.9	1.8	1.7	1.3	–0.5	0.2	1.1
Pays-Bas	4.5	0.8	–0.3	2.3	1.6	2.3	3.4	2.3	–0.1	1.3	–0.3	3.2	0.3	0.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	4.1	4.2	4.7	4.0	0.7	3.1
Portugal	..	..	..	1.7	4.5	2.7	1.3	4.4	0.0	0.3	1.3	0.4	1.1	0.2
République slovaque	..	..	..	4.1	7.1	6.0	2.4	2.4	3.3	7.5	6.6	3.6	2.5	5.2
République tchèque	..	..	..	4.0	–1.0	0.4	4.2	3.5	6.5	2.3	5.3	3.3	4.4	4.6
Royaume-Uni	4.9	0.9	0.3	1.5	1.3	2.6	2.3	3.2	1.3	2.3	2.9	2.5	0.7	2.4
Suède	2.6	1.3	0.9	1.9	3.4	2.0	1.8	3.2	0.4	3.4	3.1	3.2	3.3	2.9
Suisse	2.7	3.0	1.8	1.6	2.8	0.8	–0.8	2.8	1.9	1.0	–0.6	0.4	2.6	1.4
Total UE15	..	..	..	..	2.1	1.3	1.6	2.7	1.1	1.4	1.1	1.3	1.1	1.7
Sept grands	4.1	0.9	2.5	1.5	2.1	1.7	2.5	2.7	1.7	2.3	2.1	2.1	1.6	1.3
Total OCDE	..	..	..	..	1.9	2.3	2.2	2.6	1.7	1.8	2.2	2.0	1.4	1.4

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/276056348835

Évolution du PIB par heure travaillée

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1995-2000 et 2001-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400686874867

PRODUCTIVITÉ MULTIFACTORIELLE

Pour analyser les causes de la croissance du produit intérieur brut en général on en distingue trois composantes – à savoir la contribution du travail, celle du capital et la productivité multifactorielle (PMF).

La PMF correspond à la variation du produit intérieur brut (PIB) qui ne peut pas s'expliquer par des variations des quantités de capital et de travail mises en œuvre pour générer le PIB. On la qualifie parfois de « progrès technique désincorporé », car c'est la part de la croissance du PIB qui n'est pas incorporée dans les quantités de capital ou de travail. La croissance de la productivité multifactorielle résulte d'une utilisation plus efficiente du capital et du travail, grâce par exemple à une amélioration des processus de production, à des changements organisationnels ou plus généralement à l'innovation. La croissance de la PMF est un facteur important de la croissance à long terme du PIB réel.

Définition

La croissance de la PMF se mesure en soustrayant de la croissance de la production celle des apports en capital et en travail. Si on l'inverse, cette relation permet d'expliquer la croissance de la production par la contribution des apports en capital et en travail et par la croissance de la PMF.

Dans ces calculs, les taux de croissance des apports en travail et en capital sont pondérés par leurs proportions dans les coûts totaux. Ainsi, la contribution du travail à la croissance du PIB se mesure par la rapidité de croissance de l'apport de travail, multiplié par l'importance relative du travail exprimée par sa part dans le coût total. De même, la contribution du capital ou de certains types de capital se mesure de façon à rendre compte à la fois de deux éléments, le taux de croissance de l'apport et son importance relative dans la production.

Comparabilité

La comparabilité de la croissance des pays de l'OCDE repose sur la base de données OCDE sur la productivité, qui règle les problèmes de cohérence des sources de données et de comparabilité entre les pays.

La production est mesurée par le PIB réel, calculé conformément au *Système de comptabilité nationale de 1993*, mais il peut y avoir des différences dans la façon dont les pays convertissent le PIB à prix courants en PIB réel. L'apport de travail est mesuré par le nombre total d'heures effectivement travaillées et l'apport en capital est le flux de services du capital. La méthode utilisée est identique pour tous les pays.

La productivité multifactorielle (PMF) étant calculée de façon résiduelle – il s'agit de la fraction de la croissance du PIB obtenue après déduction de la croissance des apports en travail et en capital – elle reflète nécessairement les éventuelles erreurs ou différences de méthodes entre pays concernant la mesure du PIB et des apports en travail et en capital. Certaines différences de méthodes d'un pays à l'autre, par exemple en matière de prix des investissements en technologies de l'information et des communications, ont été corrigées, l'OCDE utilisant une méthode normalisée pour ces types de biens d'équipement.

Il faut également souligner que les données utilisées ici se rapportent à l'ensemble de l'économie et couvrent donc le secteur public. Or, il est difficile de mesurer la production et la productivité du secteur public, et les méthodes statistiques ainsi que l'importance du secteur public peuvent varier d'un pays à l'autre. Il faut bien garder cela à l'esprit pour interpréter ces séries.

Dans les graphiques, les données pour l'Australie, la Belgique, le Japon et la Suisse se rapportent à la période 1985-2004 ; pour le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni c'est la période 1985-2005 ; pour l'Espagne 1990-2006, pour l'Allemagne 1991-2006, pour la Suisse 1995-2004, et pour l'Autriche et le Portugal 1995-2005.

Tendances à long terme

La croissance de la productivité multifactorielle est l'un des facteurs de renforcement de la croissance en Belgique, au Japon, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis dans la période récente (2001-06) par rapport à la période 1985-2006. Dans d'autres pays – Autriche, Australie, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Portugal et Suisse – la croissance de la PMF a ralenti dans la période 2001-06 par rapport à la période 1985-2006, parfois sensiblement comme dans le cas de l'Irlande, l'Italie, la Nouvelle-Zélande et le Portugal. Elle a été négative ces dernières années (2001-06) en Italie mais positive sur l'ensemble de la période 1985-2006.

Source

- OCDE Base de données de la productivité.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique : Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont (2003), *OECD Capital Services Estimates*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/6, OCDE, Paris.

Sites Internet

- *www.oecd.org/statistics/productivity*.
- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Productivité multifactorielle

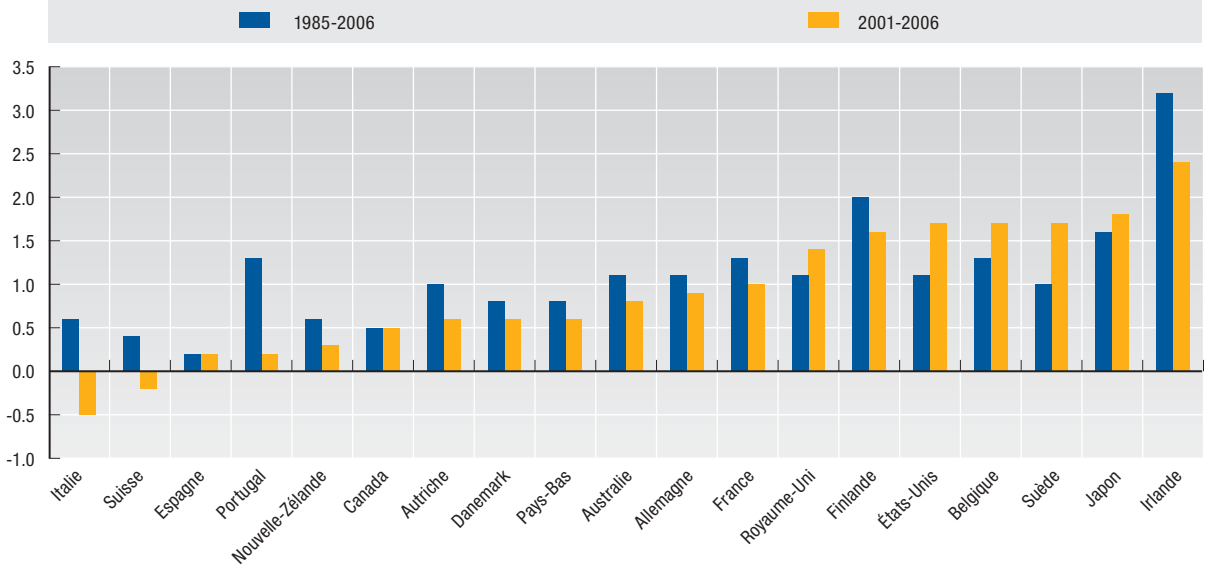
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	0.3	2.2	1.7	1.4	1.7	0.7	0.8	1.9	1.0	0.6	0.5	0.4	0.9	2.1
Australie	2.2	0.4	0.8	3.3	2.5	2.8	1.7	–1.5	2.7	0.9	1.5	0.0	..	..
Autriche	..	..	..	1.0	0.4	2.1	2.6	2.1	–0.3	0.3	0.2	1.1	0.9	..
Belgique	1.2	3.0	–0.6	1.6	1.8	–0.8	1.4	2.6	–2.1	1.1	0.9	3.2	..	..
Canada	0.5	1.7	0.9	–0.3	3.0	1.1	1.8	2.1	0.0	0.9	–0.3	0.1	1.4	0.3
Danemark	0.4	5.2	1.1	1.4	0.3	–1.0	0.1	1.4	–1.2	–0.2	0.7	1.0	0.9	..
Espagne	0.7	1.8	0.3	0.2	–0.1	–0.5	–0.4	–0.4	–0.1	–0.1	0.2	0.1	0.3	0.4
États-Unis	0.1	0.8	–0.3	1.7	1.0	1.2	1.5	1.3	0.8	2.0	2.4	2.1	1.2	0.7
Finlande	3.0	3.7	2.0	2.1	3.0	3.3	1.1	3.3	1.6	0.8	1.6	2.8	1.5	..
France	0.1	1.8	2.0	0.0	1.5	2.0	1.1	2.7	0.2	2.0	0.7	0.4	1.2	0.5
Irlande	1.6	2.1	4.8	4.0	8.3	4.3	5.7	4.7	2.8	4.2	2.9	1.2	1.6	2.2
Italie	0.7	3.1	2.2	–0.9	1.3	–0.8	0.4	1.7	0.1	–1.4	–1.6	0.2	–0.3	0.6
Japon	1.1	0.4	1.5	1.0	1.2	–1.2	1.2	2.0	0.5	1.4	1.2	2.7	..	..
Nouvelle-Zélande	2.1	1.5	0.1	0.5	0.9	–0.2	2.5	0.2	1.3	1.4	0.7	–0.6	–0.6	0.3
Pays-Bas	1.8	2.4	1.7	–1.5	1.3	1.5	2.6	0.1	–0.5	0.8	–0.7	2.0	0.2	..
Portugal	..	..	..	3.6	3.5	1.9	0.5	3.2	–0.7	–0.3	0.3	0.1	0.7	..
Royaume-Uni	2.2	2.2	1.0	1.1	0.7	1.4	1.1	2.0	0.4	1.3	2.1	1.9	0.1	..
Suède	0.4	2.1	1.5	0.5	2.3	1.4	1.2	2.1	–0.4	2.9	2.6	3.0	3.0	2.3
Suisse	–0.3	–0.1	0.4	1.0	1.7	0.3	–1.2	2.1	0.8	0.1	–1.1	0.4	..	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/276058872138

Productivité multifactorielle

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1985-2006 et 2001-2006 (ou plus proches périodes comparables)



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400704168747

BILAN DE LA CROISSANCE POUR LES PAYS DE L'OCDE

Il est possible de renforcer la croissance économique en augmentant la quantité et en modifiant le type de main-d'œuvre et de capital utilisés dans le cadre de la production, ainsi qu'en améliorant l'efficacité globale avec laquelle ces facteurs de production sont combinés, c'est-à-dire la productivité multifactorielle (PMF). L'analyse causale de la croissance consiste à décomposer l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) en distinguant les contributions du travail, du capital et de la PMF.

Définition

La démarche d'analyse causale de la croissance repose sur la théorie microéconomique de la production, et elle est directement liée au calcul de la croissance de la PMF. Celle-ci est mesurée en déduisant de la croissance de la production celles des apports de travail et de capital. Inversement, la même relation peut être utilisée pour expliquer la croissance de la production à partir des taux de variation des apports de travail et de capital et de la croissance de la PMF.

Dans le cadre de ces calculs, le taux de croissance des apports de travail et de capital est pondéré par la part des coûts totaux qu'ils représentent. Par conséquent, la contribution du travail à la croissance du PIB est mesurée par le rythme auquel augmente l'apport de main-d'œuvre, multiplié par l'importance relative de ce facteur mesurée par son poids dans les coûts totaux. La contribution du capital, ou de certains types de capital, à la croissance est mesurée d'une manière similaire, de sorte que la contribution d'un facteur à la croissance économique résulte toujours de la conjonction de deux éléments : le taux de croissance dudit facteur et son importance relative dans la production.

Comparabilité

L'analyse du rôle joué par les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la croissance du PIB et de la PMF repose sur la distinction entre le capital en TIC et le capital hors TIC. Le capital en TIC comprend le matériel informatique, les équipements de communication et les logiciels. Le capital hors TIC se compose du matériel de transport et de la construction non résidentielle, des produits de l'agriculture, des ouvrages en métaux et machines autres que le matériel informatique et les équipements de communication, ainsi que des autres produits entrant dans la formation brute de capital fixe hors logement.

Dans le cadre de l'analyse causale de la croissance, la mesure adéquate de l'apport de capital est le flux de services productifs pouvant être obtenus à partir du stock cumulé des investissements antérieurs en actifs immobilisés. L'OCDE estime la valeur de ces services à l'aide du taux de variation du « stock de capital productif ». Cette mesure prend en compte l'usure et les mises au rebut, autrement dit les réductions de la capacité productive des actifs immobilisés. Le prix des services tirés du capital pour chaque type d'actif est mesuré par leur « loyer ». En principe, ce dernier pourrait être directement observé s'il existait des marchés de services tirés du capital. En pratique, cependant, il faut imputer ces loyers pour la plupart des actifs, en utilisant le loyer implicite que les détenteurs de ces biens d'équipement se « versent » à eux-mêmes (appelé également « coût d'usage du capital »).

Le nombre total d'heures travaillées est une mesure incomplète de l'apport de travail, car elle ne prend pas en compte les variations des qualifications de la main-d'œuvre au fil du temps, liées par exemple à leur niveau d'instruction ou à leur expérience professionnelle. Des ajustements en fonction de ces attributs permettraient de cerner plus précisément la contribution du facteur travail à la production. En l'absence de tels ajustements, comme c'est le cas pour la série présentée ici, une accélération de la croissance de la production découlant d'un renforcement des qualifications de la main-d'œuvre est intégrée dans le facteur résiduel que constitue la PMF, au lieu d'être attribuée au travail. Il convient de ne pas perdre cet élément de vue lors de l'interprétation des taux de croissance de la PMF.

Dans les graphiques, la période couverte par les données est 1985-2004 pour l'Australie, la Belgique, le Japon et la Suisse, 1985-2005 pour le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, 1990-2006 pour l'Espagne, 1991-2006 pour l'Allemagne, 1995-2004 pour la Suisse, et 1995-2005 pour l'Autriche et le Portugal.

Tendances à long terme

De 1985 à 2006, dans la plupart des pays de l'OCDE, la croissance du PIB a été tirée dans une large mesure par la croissance du capital et celle de la PMF. Dans de nombreuses économies, environ un tiers de l'augmentation du PIB était attribuable à la croissance du capital de 1985 à 2006. Au cours de la même période, les services tirés du capital en TIC ont représenté entre 0.2 et 0.6 point de pourcentage de la croissance du PIB. La contribution du capital à l'augmentation du PIB était essentiellement imputable aux TIC en Australie, au Danemark, en France, en Nouvelle-Zélande, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis ; leur contribution était plus modeste en Italie, et encore plus réduite en Autriche et en Irlande. De 1985 à 2006, la progression de la PMF a également constitué une importante source de croissance du PIB en Finlande, en Irlande et au Japon, tandis que sa contribution a été très limitée au Canada, en Espagne, en Italie, en Nouvelle-Zélande et en Suisse. La croissance de l'apport de travail a également joué un rôle important dans quelques pays entre 1985 et 2006, notamment en Australie, au Canada, en Espagne, aux États-Unis, en Irlande et aux Pays-Bas.

Source

- *OCDE Base de données de la productivité.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique : Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE : Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- Schreyer, P. (2004), *OECD Economic Studies n° 37, 2003/2*, OCDE, Paris.
- Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont (2003), *OECD Capital Services Estimates*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/6, OCDE, Paris.

Sites Internet

- *www.oecd.org/statistics/productivity.*
- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Contributions à la croissance du PIB

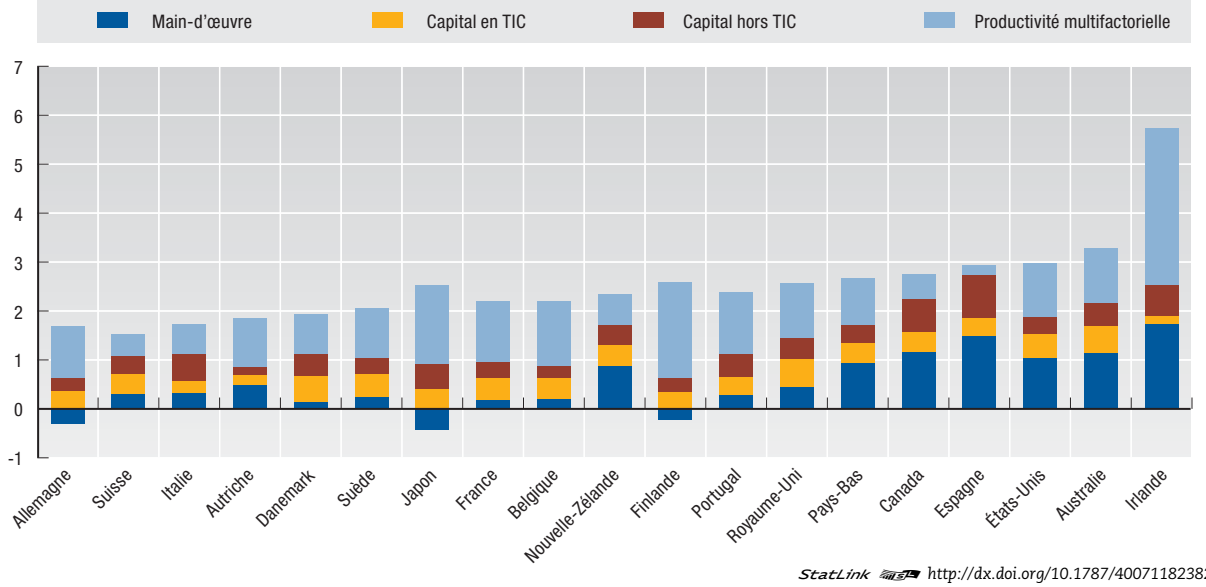
Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1985-2006

	Main-d'œuvre	Capital en TIC	Capital hors TIC	Productivité multifactorielle	Croissance du PIB
Allemagne	–0.31	0.35	0.28	1.05	1.35
Australie	1.13	0.57	0.46	1.12	3.25
Autriche	0.48	0.20	0.18	1.00	1.85
Belgique	0.19	0.44	0.24	1.34	2.21
Canada	1.16	0.41	0.67	0.51	2.72
Danemark	0.14	0.52	0.45	0.83	1.94
Espagne	1.49	0.35	0.89	0.21	2.91
États-Unis	1.03	0.49	0.36	1.09	2.94
Finlande	–0.22	0.34	0.29	1.96	2.35
France	0.18	0.44	0.34	1.24	2.19
Irlande	1.72	0.18	0.63	3.21	5.65
Italie	0.32	0.25	0.55	0.60	1.72
Japon	–0.43	0.39	0.53	1.61	2.08
Nouvelle-Zélande	0.87	0.44	0.40	0.63	2.32
Pays-Bas	0.92	0.41	0.38	0.96	2.65
Portugal	0.28	0.36	0.49	1.25	2.36
Royaume-Uni	0.43	0.58	0.43	1.14	2.57
Suède	0.23	0.48	0.33	1.01	2.04
Suisse	0.29	0.41	0.38	0.45	1.54

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/276076835308

Contributions à la croissance du PIB

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1985-2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400711823826

NIVEAUX DE REVENU ET DE PRODUCTIVITÉ

En même temps que l'analyse des taux de croissance, les niveaux de PIB par habitant et de PIB par heure travaillée sont indispensables pour évaluer l'état de la convergence ou de la divergence des performances économiques des différents pays.

Définition

Les différences de niveaux de revenu peuvent se décomposer en différences de niveaux de productivité du travail, mesurés par le PIB par heure travaillée, et différences de degrés d'utilisation de la main-d'œuvre, mesurés par le nombre d'heures travaillées par personne. Dans les pays où le niveau du PIB par habitant est bas, les écarts de niveaux de productivité de la main-d'œuvre sont généralement le facteur le plus déterminant des différences de revenu. Les estimations présentées ici sont basées sur le PIB officiel de l'OCDE converti en une monnaie commune sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'OCDE pour 2006.

Comparabilité

Les comparaisons des niveaux de revenu et de productivité d'un pays à l'autre imposent plusieurs conditions strictes. Premièrement, elles nécessitent des données comparables sur la production. Tous les pays de l'OCDE, à l'exception de la Turquie, appliquent le *Système de comptabilité nationale de 1993*. Le niveau de la production en Turquie risque donc d'être sous-estimé par rapport aux autres pays. D'autres différences, telles que la mesure de l'investissement en logiciels, peuvent aussi affecter la comparabilité du PIB entre les pays, encore que ces différences soient généralement assez minimes. Deuxièmement, dans un certain nombre de pays, les données sur l'emploi sont tirées des enquêtes de population active, qui ne sont pas toujours entièrement cohérentes avec les comptes nationaux, ce qui réduit la comparabilité des niveaux d'utilisation de main-d'œuvre entre les pays. La mesure des apports de travail repose aussi sur les heures travaillées, qui sont tirées soit des enquêtes de population active, soit des enquêtes auprès des entreprises. Plusieurs pays de l'OCDE estiment les heures travaillées à partir d'une conjugaison de ces sources ou intègrent ces sources dans un système de comptes du travail comparable aux comptes nationaux. La base de données OCDE de la productivité utilise des estimations cohérentes de l'emploi et des heures travaillées. Néanmoins, la comparabilité entre les pays des heures travaillées reste un peu limitée, d'où une marge d'incertitude dans les estimations des niveaux de productivité. Le troisième problème concerne la conversion de la production de la monnaie nationale en une unité commune. On ne peut utiliser directement les taux de change du marché, qui sont volatils et tiennent compte d'autres facteurs, tels que les flux de capitaux et d'échanges. La solution privilégiée consiste à utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA), qui mesurent les prix relatifs d'un même panier de biens de consommation dans différents pays.

Le PIB de la Turquie est basé sur le *Système de comptabilité nationale de 1968*.

En bref

En 2006, le PIB par habitant dans les pays de l'OCDE se situait entre 39 000 dollars des EU en Irlande, au Luxembourg, en Norvège et aux États-Unis et moins de 17 000 dollars des EU au Mexique, en Pologne et en Turquie. En moyenne, les niveaux de revenu représentaient environ 70 % de ceux des États-Unis, à l'exception notable de la Norvège dont le PIB par habitant est supérieur de 14 % à celui des États-Unis.

Par rapport aux États-Unis, la plupart des pays de l'OCDE présentaient des niveaux plus élevés de PIB par heure travaillée que de PIB par habitant, du fait que leurs niveaux d'utilisation de main-d'œuvre était sensiblement plus bas qu'aux États-Unis. Ceci est dû à des disparités dans le nombre d'heures de travail, mais aussi, dans plusieurs pays, à un fort taux de chômage et un faible taux d'activité de la population en âge de travailler.

C'est dans les pays d'Europe que l'écart entre les niveaux de revenu et de productivité était le plus important. Ainsi, en Belgique, en Irlande et aux Pays-Bas, si les niveaux de production en 2006 ont dépassé celui des États-Unis, les niveaux de revenu ont été considérablement plus bas.

Dans plusieurs pays non membres de l'Union européenne, tels que le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suisse, l'utilisation de main-d'œuvre en 2006 a été supérieure à celle des États-Unis, notamment en Islande et en Corée, du fait principalement d'horaires de travail relativement longs et de taux élevés d'activité.

Source

- *OCDE Base de données de la productivité*.

Pour en savoir plus

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), « Clocking In (and Out): Several Facets of Working Time », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CSLS, Ottawa, p. 59-65.

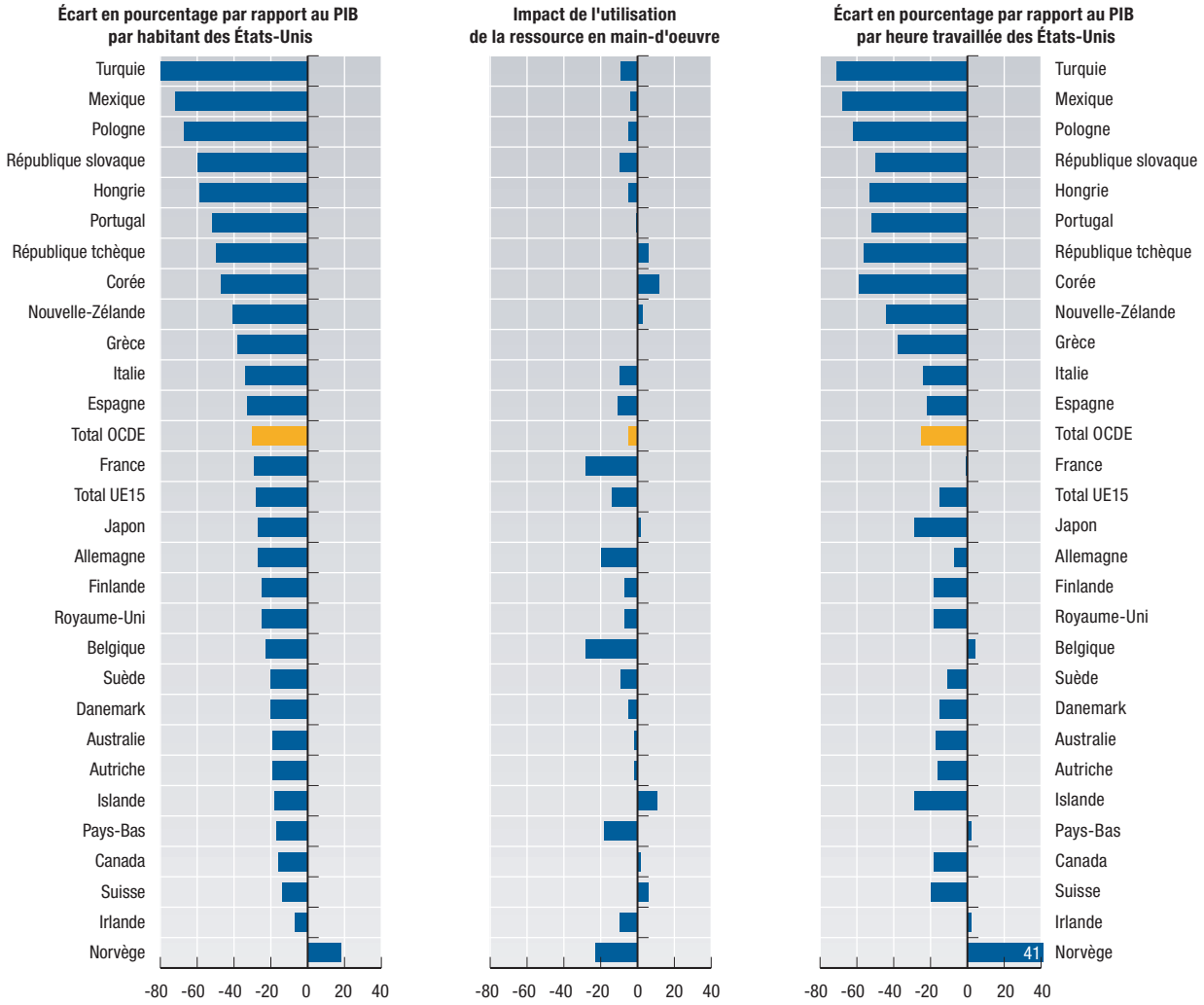
Sites Internet

- *www.oecd.org/statistics/productivity*.
- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Niveaux de revenu et de productivité

Différences en points de pourcentage par rapport aux États-Unis, 2006



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400754332212

ÉVOLUTION DES NIVEAUX DE REVENU ET DE PRODUCTIVITÉ

Le processus de rattrapage du revenu moyen implique que les économies les moins avancées réalisent une croissance plus rapide de leur produit par habitant, généralement en adoptant les pratiques des économies les plus avancées, notamment en ce qui concerne l'utilisation du capital, de la technologie et du travail. Cette croissance peut être plus rapide au début du processus de rattrapage, mais on peut s'attendre à ce qu'elle ralentisse à mesure que les niveaux de revenu se rapprochent de ceux des pays les plus avancés.

Définition

Pour chaque pays, le rythme du rattrapage par rapport aux États-Unis est calculé comme la différence entre le taux de croissance annuel moyen composé de son PIB par habitant au cours de la période et le taux de croissance annuel moyen composé du PIB par habitant des États-Unis au cours de la même période.

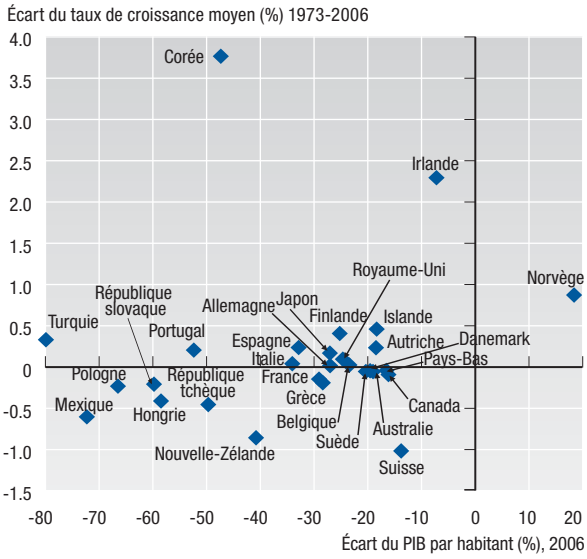
Comparabilité

Les comparaisons des niveaux de revenu et de productivité pour une année donnée sont basées sur les séries chronologiques du produit intérieur brut (PIB), de la population, de l'emploi et des heures travaillées qui figurent dans la base de données OCDE sur la productivité. Pour certains pays, les chiffres du PIB et de la population ont également été tirés d'Angus Maddison (2001), *L'économie mondiale : une perspective millénaire*, Centre de développement de l'OCDE, OCDE, Paris.

Les calculs sont basés sur les mesures du PIB converties en dollars US aux parités de pouvoir d'achat de 2006.

Niveaux de PIB par habitant

Remontée et convergence des niveaux de revenu de l'OCDE par rapport aux États-Unis



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400772708142

Tendances à long terme

Depuis les années 70, le PIB par habitant et la productivité du travail ont globalement convergé dans la zone de l'OCDE. Sur la période 1973-2006, ce sont l'Irlande et la Corée qui ont affiché les taux les plus élevés de rattrapage du PIB par habitant avec 2.3 et 3.8 % par an respectivement. Les économies plus avancées dont les niveaux de revenu de départ dans les années 70 étaient relativement élevés ont enregistré des taux de rattrapage plus faibles, ont même stagné ou récemment divergé par rapport aux États-Unis ; c'est le cas aussi d'économies moins avancées comme les pays d'Europe orientale, le Mexique et la Turquie.

Les estimations des niveaux de PIB par heure travaillée donnent une image légèrement différente. Depuis le début du nouveau millénaire, plusieurs pays européens ont dépassé les États-Unis en termes de productivité moyenne du travail. Seuls l'Australie, le Canada, le Mexique et la Nouvelle-Zélande n'ont pas enregistré de rattrapage par rapport à la productivité aux États-Unis.

Sources

- *Comptes nationaux annuels.*
- *OCDE Base de données de la productivité.*

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE : Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- *www.oecd.org/statistics/productivity.*
- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Niveaux de revenu et de productivité comparés à ceux des États-Unis

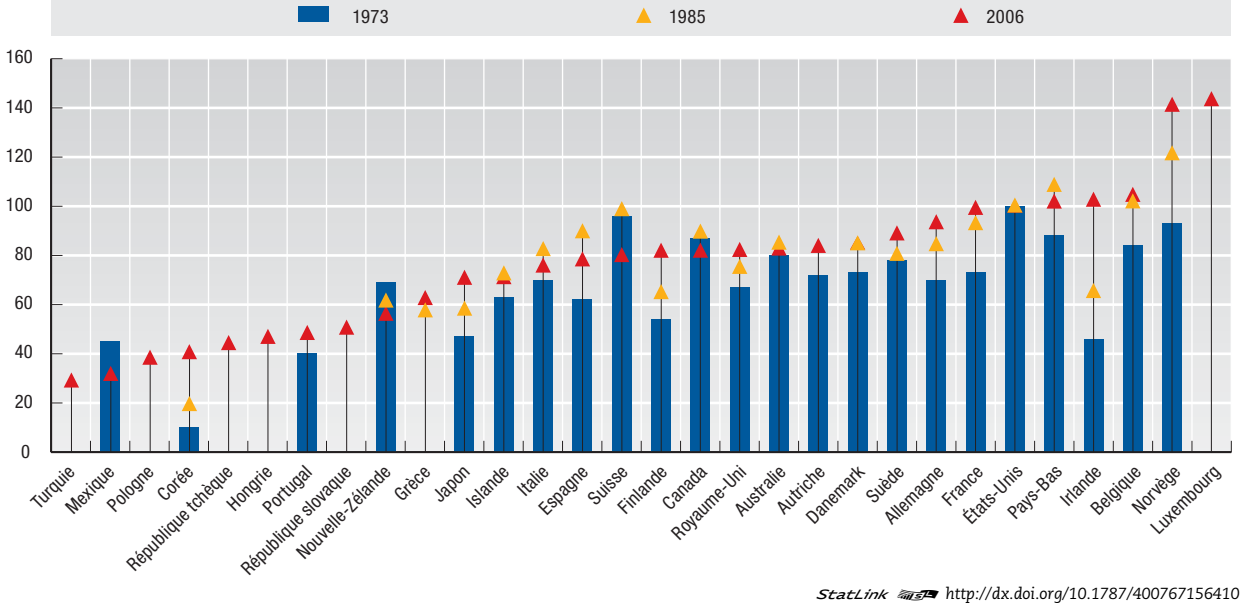
États-Unis = 100

	PIB par habitant							PIB par heure travaillée						
	1973	1985	1990	1995	2004	2005	2006	1973	1985	1990	1995	2004	2005	2006
Allemagne	73	75	77	79	73	72	73	70	84	90	98	92	92	93
Australie	83	80	76	80	82	82	81	80	85	81	84	84	83	83
Autriche	76	80	82	83	81	81	81	72	..	91	90	83	83	84
Belgique	76	76	78	79	77	76	77	84	102	107	114	106	104	104
Canada	87	88	85	82	84	84	84	87	89	85	87	81	82	82
Corée	16	25	33	44	50	51	53	10	19	26	32	38	40	41
Danemark	82	83	79	82	79	79	80	73	85	89	96	85	85	85
Espagne	62	57	63	63	67	67	67	62	90	89	93	78	78	78
États-Unis	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Finlande	66	70	73	64	72	73	75	54	65	72	79	80	80	82
France	74	75	76	75	72	71	71	73	93	100	104	99	99	99
Grèce	66	59	55	54	60	61	62	..	57	56	55	61	61	62
Hongrie	47	45	39	33	40	41	41	..	..	..	40	44	46	47
Irlande	45	49	55	64	91	92	93	46	65	73	83	101	101	102
Islande	70	81	80	73	80	83	82	63	72	77	66	71	73	71
Italie	65	71	74	74	68	66	66	70	82	87	91	77	76	76
Japon	69	74	81	81	73	73	73	47	58	67	71	70	71	71
Luxembourg	121	115	141	151	172	174	178	..	..	..	..	..	..	143
Mexique	34	34	29	27	27	27	28	45	..	39	35	32	31	32
Norvège	89	110	105	116	118	118	118	93	121	126	140	141	141	141
Nouvelle-Zélande	78	68	61	61	60	60	59	69	61	64	63	57	56	56
Pays-Bas	85	79	81	83	83	83	83	88	108	106	113	104	103	102
Pologne	36	31	25	26	32	32	33	..	..	..	..	38	37	38
Portugal	45	40	48	49	49	48	48	40	..	44	50	49	49	48
République slovaque	43	41	37	32	36	38	40	..	..	..	37	48	48	50
République tchèque	58	56	51	46	46	48	50	..	..	..	39	41	43	44
Royaume-Uni	73	69	72	73	76	75	75	67	75	76	82	82	81	82
Suède	81	79	78	74	78	78	80	78	80	80	84	85	87	89
Suisse	120	105	104	95	86	86	86	96	99	96	87	79	80	80
Turquie	18	18	19	19	19	19	20	..	..	..	..	..	..	29

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/276082813320

PIB par heure travaillée comparé à celui des États-Unis

États-Unis = 100



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400767156410

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ET HÉTÉROGÉNÉÏTÉ DE LA TAILLE DES ENTREPRISES

Les différences de productivité du travail selon la taille de l'entreprise peuvent être illustrées par les chiffres normalisés de la productivité du travail dans le secteur manufacturier en fonction de la taille de l'entreprise.

Définition

La productivité du travail est le rapport de la valeur ajoutée au nombre de personnes occupées, sauf pour les États-Unis, pour lesquels c'est le rapport du chiffre d'affaires au nombre de salariés et pour la Nouvelle-Zélande où c'est le rapport de la valeur ajoutée au nombre de salariés. Les chiffres normalisés de la productivité du travail qui figurent ici représentent la productivité du travail dans une catégorie de taille d'entreprises donnée en pourcentage de la productivité du travail pour l'ensemble des entreprises de toutes tailles.

Comparabilité

Les catégories de tailles d'entreprises retenues sont celles qui offrent la meilleure comparabilité entre les pays compte tenu de la diversité de méthodes de collecte de données. Pour certains pays, des conventions légèrement différentes s'appliquent : les données pour le Mexique se réfèrent aux tailles d'entreprises suivantes : « 0 à 10 », « 11 à 20 », « 21 à 50 », « 51 à 250 » et « 251+ ». Les données montrées sous la rubrique « 20 à 49 » correspondent en fait à « 20 à 99 » pour les États-Unis ; les données montrées sous la rubrique « 50 à 249 » correspondent en fait à « 50 à 199 » pour l'Australie, la Corée et la Turquie, et « 100 à 499 » pour les États-Unis ; les données montrées sous la rubrique « 250+ » correspondent en fait à « 200+ » pour l'Australie, la Corée et la Turquie, et « 500+ » pour les États-Unis.

Pour l'Irlande, seules les entreprises avec 3 personnes occupées ou plus sont comptabilisées, alors que les données du Japon, de la Corée et de la Turquie n'incluent pas les établissements avec moins de 4, 5 et 10 personnes occupées respectivement.

Les chiffres indiqués se rapportent à 2005 pour tous les pays sauf la Turquie (2001), les États-Unis (2002), le Mexique et la Nouvelle-Zélande (2003), la République tchèque, le Japon et la Norvège (2004).

En bref

Pour tous les pays, c'est dans la catégorie des plus grandes entreprises qu'on observe la plus forte productivité du travail, ce qui peut s'expliquer par un investissement en capital plus intensif ou par des économies d'échelle.

Pour la majorité des pays (environ 75 %), la productivité du travail augmente de façon monotone avec la catégorie de taille d'entreprise. Il est intéressant de noter qu'au Danemark, en République slovaque et, dans une moindre mesure, au Royaume-Uni et aux États-Unis, la productivité du travail dans les entreprises petites et moyennes semble nettement plus homogène que dans les autres pays, mais cela tient en partie au fait qu'il s'agit de moyennes sur l'ensemble du secteur manufacturier. Au niveau à deux chiffres de la CITI, par exemple, la situation est plus hétérogène.

Source

- *Statistiques structurelles et démographiques des entreprises, base de données de l'OCDE.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Ahmad, N., F. Lequiller, P. Marianna, D. Pilat, P. Schreyer et A. Wölfl (2003), *Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/14, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie : Vers une économie fondée sur le savoir Edition 2001*, D.4., OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, section D et annexe 1, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2006), *Statistiques structurelles et démographiques des entreprises : 1996-2003, Édition 2006*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE : Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Productivité du travail normalisée dans l'industrie manufacturière

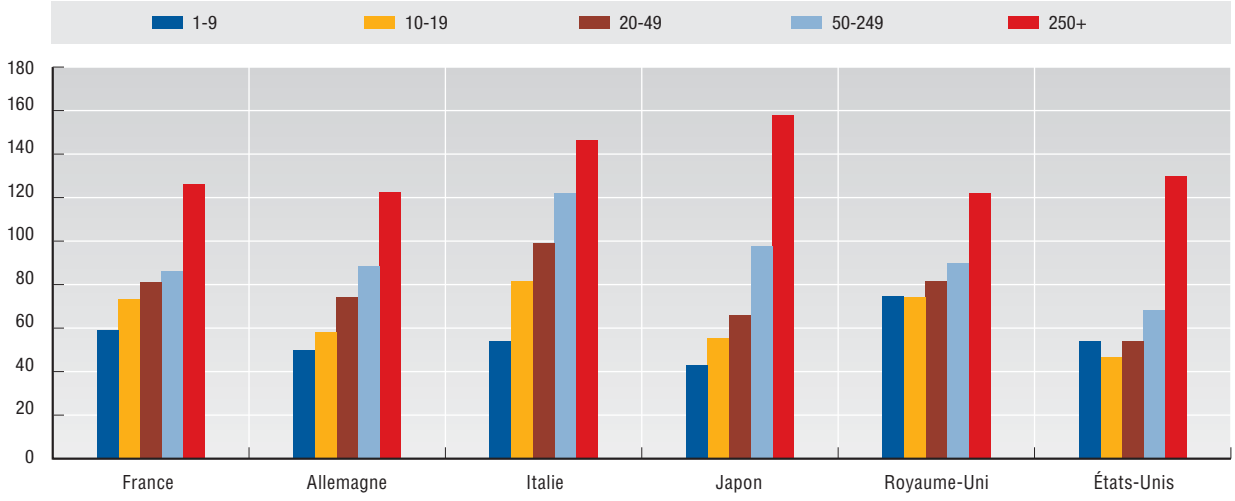
En pourcentage de la moyenne totale, ventilation par taille d'entreprise, 2005

	1-9	10-19	20-49	50-249	250+
Allemagne	49.8	58.1	74.3	88.7	122.5
Australie	68.0	61.3	73.5	86.4	139.5
Autriche	58.7	64.8	73.6	92.0	126.5
Belgique	47.2	60.1	72.5	90.9	132.0
Corée	41.3	50.9	59.3	88.0	189.8
Danemark	78.0	72.9	83.0	93.4	116.7
Espagne	53.4	67.7	77.6	101.4	165.5
États-Unis	54.1	46.8	53.8	68.3	129.8
Finlande	72.5	68.3	69.2	82.1	121.9
France	59.1	73.3	81.0	86.0	126.0
Hongrie	29.7	47.3	55.2	73.6	156.3
Irlande	30.0	28.1	31.6	67.8	154.7
Italie	54.0	81.6	99.0	122.1	146.2
Japon	42.9	55.4	65.8	97.8	157.8
Luxembourg	68.0	61.2	65.0	90.9	113.2
Mexique	21.9	47.4	58.2	89.0	141.7
Norvège	64.9	75.1	84.7	98.7	123.9
Pays-Bas	46.2	73.7	76.2	94.0	146.5
Pologne	35.0	58.2	60.6	75.9	162.1
Portugal	49.3	66.6	79.8	105.4	191.6
République slovaque	90.0	72.7	71.9	76.7	117.6
République tchèque	56.1	66.2	77.6	90.5	130.6
Royaume-Uni	74.5	74.4	81.4	90.1	122.0
Suède	47.1	70.1	77.9	85.7	127.7
Turquie	..	32.7	46.7	69.9	130.6

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/276122477188

Productivité du travail normalisée dans l'industrie manufacturière

En pourcentage de la moyenne totale, ventilation par taille d'entreprise, 2005



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400776634850

CONTRIBUTION DES SECTEURS CLÉS À LA CROISSANCE GLOBALE DE LA PRODUCTIVITÉ

Une décomposition de la croissance de la productivité par secteur économique peut mettre en évidence les services qui contribuent particulièrement à la performance globale en matière de productivité.

Définition

La croissance de la productivité du travail peut se calculer comme la différence entre le taux de croissance de la production brute ou de la valeur ajoutée et le taux de croissance de l'apport de travail. Le calcul de la contribution d'un secteur à la croissance globale de la productivité passe par un certain nombre d'étapes simples décrites dans le *Manuel de la productivité de l'OCDE*. Premièrement, le taux global de variation de la valeur ajoutée est une moyenne pondérée du taux de variation de la valeur ajoutée de chaque secteur, le poids de chaque secteur correspondant à sa part en prix courants de la valeur ajoutée aux prix courants. Pour les facteurs, l'agrégation de l'apport de travail au niveau du secteur s'obtient en pondérant les taux de croissance de l'emploi total (on ne dispose pas toujours de séries détaillées relatives aux heures travaillées par secteur dans les comptes nationaux) par la part de chaque secteur dans la rémunération totale du travail. La croissance globale de la productivité du travail peut alors se calculer comme la différence entre la croissance globale de la valeur ajoutée et la croissance globale du facteur travail. La contribution d'un secteur à la croissance globale de la productivité du travail est par conséquent la différence entre ses contributions à la valeur ajoutée totale et au facteur travail total. Si ses parts en valeur ajoutée et en travail sont les mêmes, la croissance totale de la productivité du travail est une moyenne pondérée simple de la croissance de la productivité du travail du secteur.

On peut adopter une démarche similaire si l'on choisit comme mesure la production brute au lieu de la valeur ajoutée.

L'expression « services marchands » renvoie aux activités de services 50 à 74 de la CITI-Rev.3. On trouvera plus de précisions dans l'article sur l'indicateur de croissance de la productivité dans les services.

Comparabilité

Dans les graphiques, les contributions sont proportionnées de façon que leur somme soit égale à 100. Ainsi, quelle que soit la croissance effective totale de la productivité du travail des pays, on peut comparer les contributions relatives des différents secteurs. Les difficultés de mesure de la production et de la productivité dans les secteurs des services doivent aussi être prises en compte dans l'interprétation des résultats.

Dans les graphiques, pour le Japon, les données ne se rapportent pas à 1995-2000 mais à 1996-2000, pour la Nouvelle-Zélande, elles ne se rapportent pas à 2000-06 mais à 2000-02 ; 2000-03 pour l'Australie ; 2000-04 pour le Portugal et la Suède ; 2000-05 pour le Canada, la France, la Hongrie, l'Espagne et les États-unis.

Tendances à long terme

Sur la période 2000-06, les « services marchands » ont représenté l'essentiel de la croissance de la productivité du travail dans beaucoup de pays de l'OCDE. En Grèce, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, au Royaume-Uni et aux États-Unis, ils ont représenté plus de 55 % de la croissance globale de la productivité du travail. Cependant, les plus fortes croissances restent celles du secteur manufacturier. C'est le cas en République tchèque, en Finlande, en Corée, en République slovaque et en Suède.

La contribution des « services marchands » à la croissance de la productivité du travail a augmenté entre 1995-2000 et 2000-06 en Belgique, en République tchèque, en France, au Luxembourg et en Nouvelle-Zélande. Cette augmentation de la contribution des services marchands est parfois liée à une augmentation de leur part dans la valeur ajoutée totale, mais en République tchèque, au Japon et en Nouvelle-Zélande, par exemple, elle reflète aussi une croissance de la productivité du travail plus rapide dans le secteur des services marchands. Dans plusieurs autres pays en revanche, la croissance de la productivité du travail dans les services marchands s'est ralentie ces dernières années.

Sources

- *Comptes nationaux annuels*.
- *OCDE Base de données de la productivité*.

Pour en savoir plus

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), « Clocking In (and Out): Several Facets of Working Time », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CSLS, Ottawa, p. 59-65.

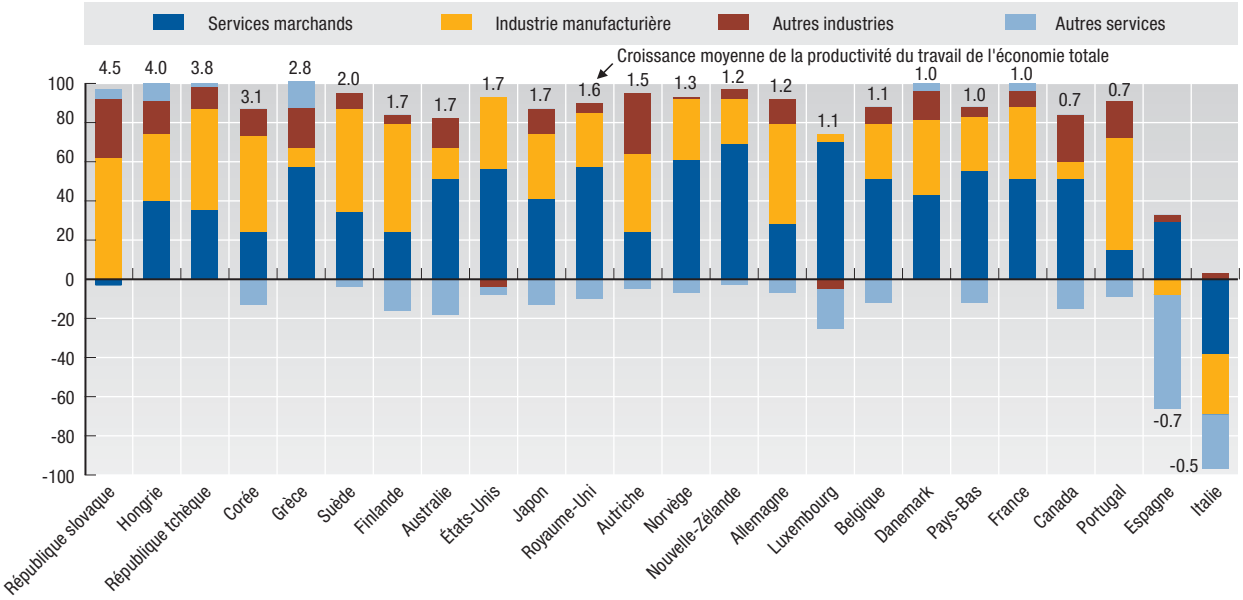
Sites Internet

- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium*.

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Contributions des secteurs clés à la croissance de la valeur ajoutée par personne employée

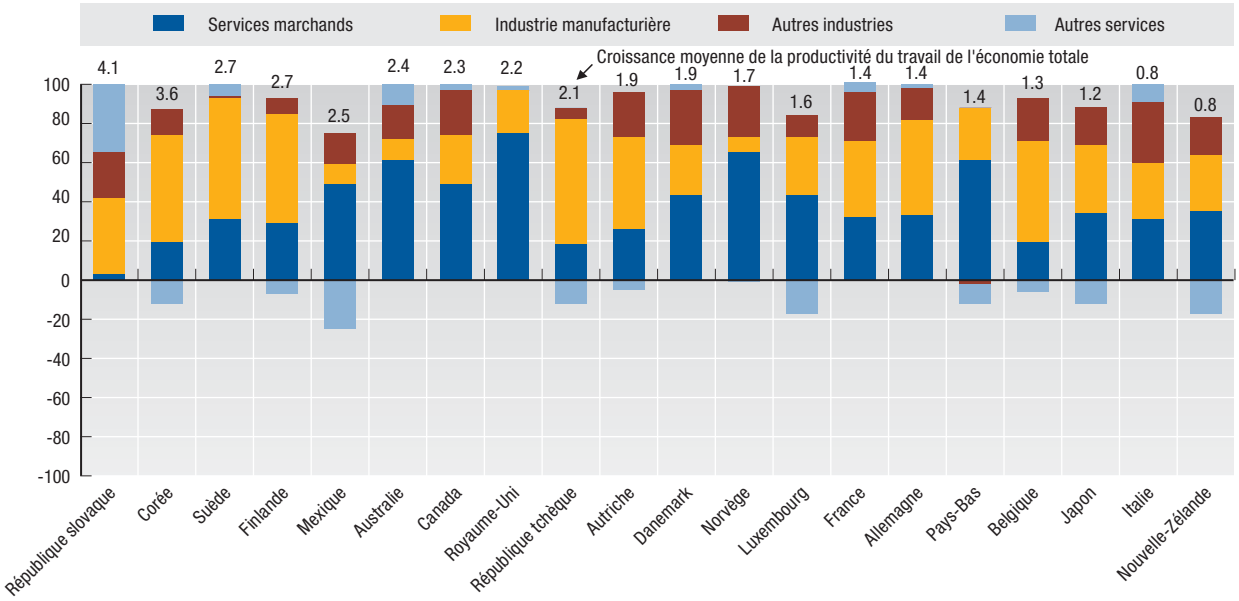
En points de pourcentage, 2000-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400777635366

Contributions des secteurs clés à la croissance de la valeur ajoutée par personne employée

En points de pourcentage, 1995-2000 ou première période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400805840013

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Le secteur manufacturier a dans le passé été le principal moteur de la croissance de la productivité globale dans les pays de l'OCDE. Si sa contribution à cette croissance a perdu de son importance dans la période récente, particulièrement dans certains pays de l'OCDE, elle reste forte dans de nombreuses industries.

Définition

Dans l'indicateur présenté ici, pour chaque industrie manufacturière, la croissance de la productivité du travail se calcule comme la différence entre le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur et le taux de croissance de l'emploi total du même secteur (nombre de personnes occupées).

Comparabilité

L'étude du rôle des secteurs producteurs de TIC dans la croissance économique pose des problèmes de mesure, aussi bien pour la production que pour les facteurs de production. Le principal problème de mesure pour la fabrication de biens TIC tant au niveau de la production qu'au niveau de ses facteurs, concerne les prix en particulier, comment rendre compte statistiquement des importants gains de qualité que permettent les avancées technologiques pour des produits comme les ordinateurs et les semi-conducteurs. On considère généralement que le meilleur moyen de traiter ces problèmes est d'utiliser des déflateurs dits hédoniques. Plusieurs pays utilisent actuellement des méthodes hédoniques pour déflater la production du secteur informatique (par exemple le Canada, le Danemark, la France, la Suède et les États-Unis) ; cependant, les méthodes ne sont pas exactement les mêmes. Certains pays, comme les États-Unis, appliquent leurs propres déflateurs hédoniques, d'autres appliquent le déflateur hédonique américain corrigé des taux de change et d'autres encore appliquent des méthodes traditionnelles pour prendre en compte les variations de qualité lorsqu'ils calculent les déflateurs.

Il est difficile d'ajuster les déflateurs en fonction de ces différences méthodologiques pour pouvoir faire une comparaison internationale, car les spécialisations industrielles diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre. Quelques pays de l'OCDE seulement produisent des ordinateurs et les baisses de prix y ont été très rapides ; beaucoup ne produisent que des équipements périphériques tels que terminaux d'ordinateurs. On observe des différences analogues dans la composition industrielle de la branche Fabrication d'équipements et appareils de radio, télévision et communication (CITI-32), qui comprend l'industrie des semi-conducteurs. Les différences de composition de la production sont en général plus marquées pour les investissements en matériel informatique, pour lesquels on a appliqué des approches standardisées (voir Schreyer *et al.* 2003).

Dans les graphiques, pour le Japon, les données ne se réfèrent pas à 1995-2000 mais à 1996-2000 ; les données ne se rapportent pas à 2000-05 mais à 2000-04 pour le Canada, le Portugal et la Suède et à 2001-05 pour la Pologne.

Tendances à long terme

Pour la plupart des pays de l'OCDE, la croissance de la productivité industrielle a été plus lente dans la période 2000-05 que dans la période 1995-2000 ; seuls quelques pays y font exception : Japon, Norvège, République slovaque et Royaume-Uni. On a observé ces dernières années des réductions notables de la croissance de la productivité industrielle en Autriche, au Canada, en Italie et en Corée, ce qui traduit peut-être une importante mutation structurelle du secteur manufacturier de ces pays. À l'intérieur de ce secteur, on constate de grandes disparités. Les industries de haute et moyenne/haute technologies telles que les matériels électrique et optique et les équipements de transport ont généralement enregistré des taux relativement élevés de croissance de la productivité, tandis que les industries manufacturières à faible technologie, comme les textiles, ont eu tendance à générer des taux de croissance de leur productivité légèrement plus faibles. Cependant, dans certains pays de l'OCDE, dont la République tchèque, la France, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis, les taux de croissance de l'industrie textile sont restés élevés en 2000-05 – ce qui est important face à l'augmentation des importations de textiles à bas coût en provenance des pays en développement.

La fabrication des matériels électrique et optique est l'une des branches dont la productivité croît le plus vite, malgré un certain ralentissement depuis la fin des années 90. Durant la période 2000-05, certains pays de l'OCDE ont maintenu une croissance annuelle de la productivité de ce secteur de plus de 10 % : ce sont la République tchèque, la Finlande, la Hongrie, le Japon, la Suède et les États-Unis.

Sources

- *Comptes nationaux annuels.*
- *Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.*

Pour en savoir plus

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE : Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- Pilat, D. *et al.* (2006), *The Changing Nature of Manufacturing in OECD Economies*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2006/9, OCDE, Paris.
- Triplett, J. (2004), *Handbook on Hedonic Indexes and Quality Adjustments in Price Indexes: Special Application to Information Technology Products*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2004/9, OCDE, Paris.

Sites Internet

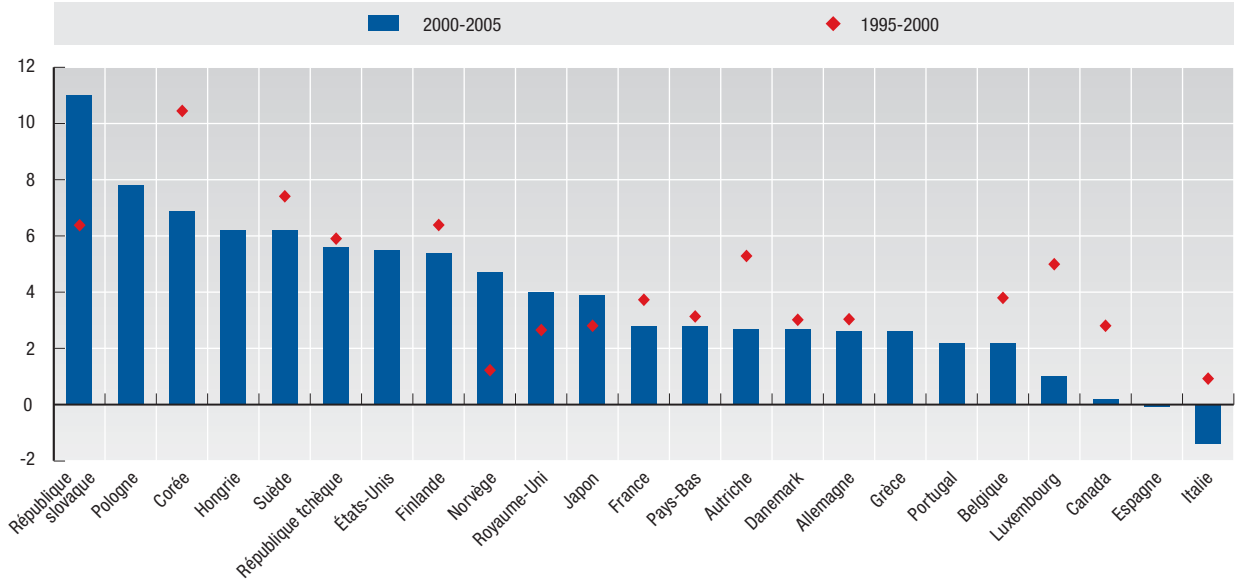
- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Valeur ajoutée par personne employée

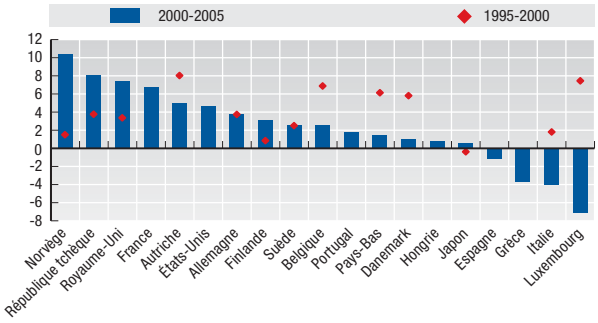
Variation en pourcentage, taux annuel

Total industrie manufacturière



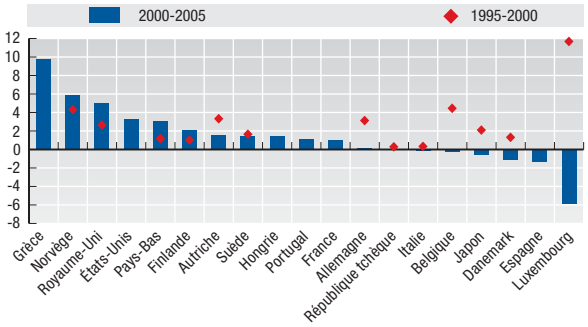
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400817410076

Textiles et produits textiles



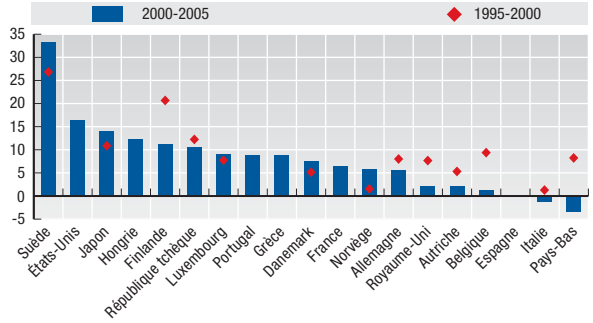
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400825166707

Métallurgie de base et ouvrages en métaux



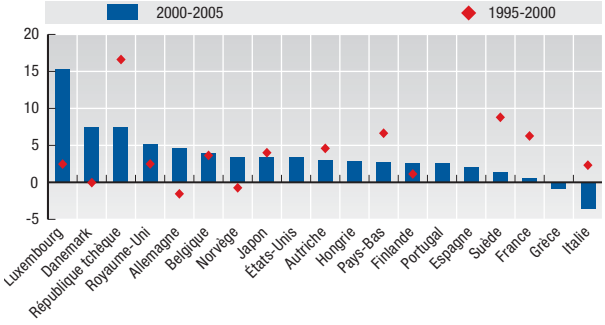
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400843050253

Matériel électronique et optique



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400845687548

Matériel de transport



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/400877873028

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DANS LES SERVICES

Mesurer la productivité dans les services tend à être plus difficile que dans la production de biens. Cependant, considérant que le secteur des services représente désormais plus de 70 % du total du PIB et de l'emploi dans les économies de l'OCDE et que ce chiffre continue de croître, il est de plus en plus important de connaître l'impact des différents secteurs de services sur la productivité globale.

Définition

Pour chaque secteur de services, la croissance de la productivité du travail est calculée par la différence entre le taux de croissance de la valeur ajoutée et le taux de croissance de l'emploi total (nombre de personnes occupées).

Comparabilité

Mesurer la croissance de la production et de la productivité dans de nombreuses activités de services n'est pas une tâche facile. Que produit exactement un juriste ou un économiste ? Comment peut-on comparer dans le temps les tarifs éminemment variables des opérateurs de télécommunications ? Et comment mesurer la « quantité » de services de santé fournis par les hôpitaux ? Ces questions et d'autres du même genre se posent aux statisticiens lorsqu'ils veulent mesurer la production des secteurs de services, et l'on ne saurait surestimer la difficulté de la tâche.

D'une façon générale, il est plus difficile pour les services que pour les biens de distinguer les variations de volume et de prix. Les caractéristiques des biens sont normalement identifiées et les variations de quantité et de qualité sont en principe mesurables. Cependant, pour les services, même les variations quantitatives sont souvent difficiles à mesurer, sans parler de la qualité.

Le terme « services marchands » désigne ici les activités de services 50 à 74 de la CITI-Rév3. En d'autres termes, c'est un substitut basé sur l'activité, qui exclut les branches qui tendent à être dominées par une production non marchande telles que la santé, l'éducation et les services sociaux. À noter qu'aucun ajustement n'a été effectué pour éliminer de la valeur ajoutée les estimations des loyers des ménages (réels et imputés), qui ne comportent aucun apport de travail – pratique courante pour calculer la productivité du travail par grande activité économique dans le *système OCDE d'indicateurs des coûts unitaires de la main-d'œuvre et des indicateurs associés*. D'autre part, étant donné que la série de données relatives au coût unitaire de la main-d'œuvre prend dans toute la mesure du possible comme mesure du facteur travail le nombre d'heures travaillées et non le nombre de personnes employées, il se peut que les estimations de la croissance de la productivité des services marchands présentées ici diffèrent de celles présentées dans le chapitre relatif aux coûts unitaires de la main-d'œuvre.

Dans les graphiques, pour le Japon, le total des services marchands exclut les hôtels et restaurants (CITI-55), et les données se rapportent à 1996-2000 au lieu de 1995-2000 ; pour le Canada, le Portugal et la Suède, c'est la période 2000-04 qui est utilisée au lieu de 2000-05 ; pour la Pologne, c'est 2001-05.

Tendances à long terme

Plusieurs pays de l'OCDE ont accusé un ralentissement de la croissance de la productivité totale de la main-d'œuvre dans les services marchands au cours de la période 2000-05 par rapport à 1995-2000. Les baisses les plus sensibles se situent au Mexique, au Portugal, en République slovaque et en Suisse. Les pays qui ont enregistré une nette augmentation sont la Belgique, la République tchèque, la Hongrie, l'Irlande et le Japon. En Italie et en Espagne, la croissance de la productivité dans les services marchands est restée très faible.

La variation entre secteurs de services et entre pays est considérable. Les secteurs de services dont la croissance de la productivité est la plus forte tendent à être ceux qui investissent davantage dans les TIC et qui possèdent une main-d'œuvre plus hautement qualifiée. Parfois désignés sous le nom de « Services à forte intensité de connaissances », ils comprennent des secteurs comme la poste et les télécommunications (CITI-64) ; les finances et l'assurance ; et certains autres services aux entreprises tels que les services informatiques (CITI-72).

À quelques rares exceptions près, la productivité du travail dans l'hôtellerie et la restauration semble avoir beaucoup baissé dans les divers pays de l'OCDE. Cependant, ces fortes baisses tiennent en partie à l'utilisation, comme mesure du facteur travail du nombre de personnes employées plutôt que du nombre d'heures travaillées – il y a en effet dans ce secteur beaucoup de travailleurs à temps partiel. Pour la plupart des pays pour lesquels on dispose du nombre d'heures travaillées, la productivité estimée baisse aussi, mais dans une moindre mesure. Il faut aussi noter que l'augmentation éventuelle de la qualité de la production n'est pas forcément prise en compte dans ces services.

Sources

- *Comptes nationaux annuels.*
- *Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.*

Pour en savoir plus

Publications méthodologiques

- Ahmad, N. *et al.* (2003), *Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/14, OCDE, Paris.
- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE : Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Enhancing the Performance of the Services Sector*, OCDE, Paris.
- Wölfl, A. (2003), *Productivity Growth in Service Industries: An Assessment of Recent Patterns and the Role of Measurement*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/7, OCDE, Paris.
- Wölfl, A. (2005), *The Service Economy in OECD Countries*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2005/3, OCDE, Paris.

Sites Internet

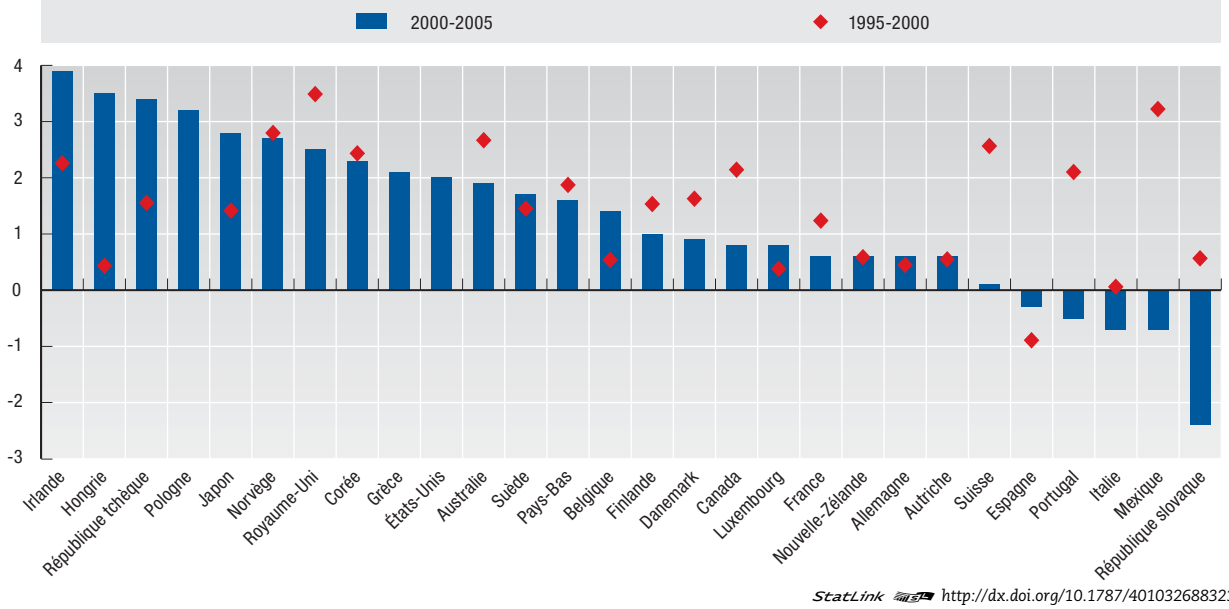
- *www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Valeur ajoutée par personne employée

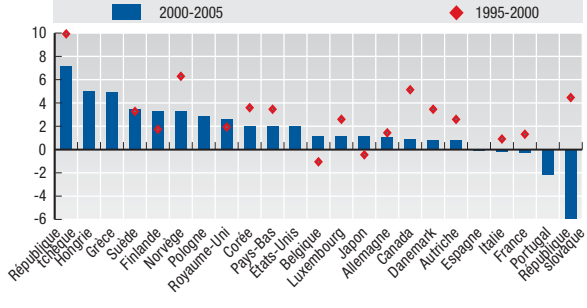
Variation en pourcentage, taux annuel

Total services marchands



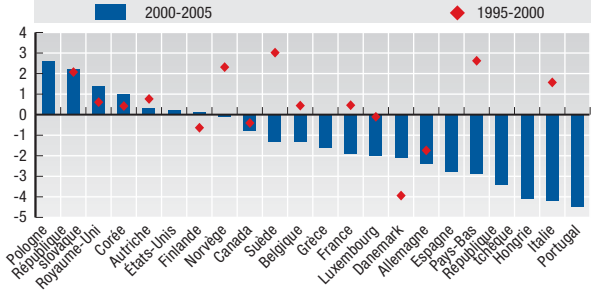
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/401032688323

Commerce de gros et de détail



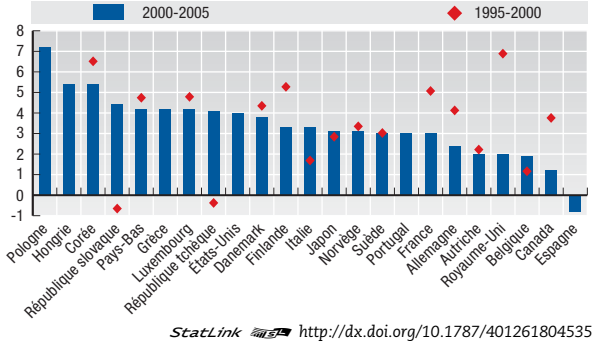
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/401065222304

Hôtels et restaurants



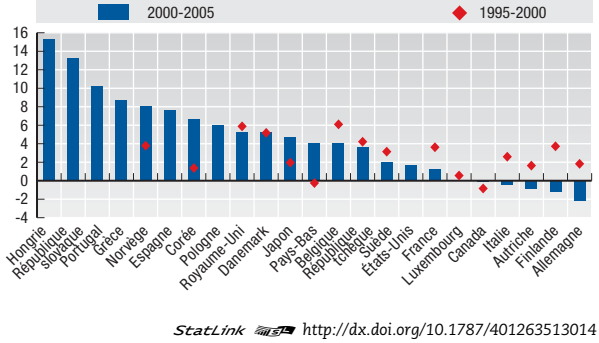
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/401075288707

Transports, entreposage et communication



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/401261804535

Finance et assurances



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/401263513014

COÛTS UNITAIRES, PRODUCTIVITÉ ET RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre mesurent le coût moyen du travail par unité produite. Autrement dit, le coût unitaire de la main-d'œuvre représente un lien entre la productivité et le coût de la main-d'œuvre utilisée pour produire. Les données présentées dans cette publication sont tirées du *Système OCDE d'indicateurs du coût unitaire de la main-d'œuvre et des indicateurs associés*, qui fournit chaque année et chaque trimestre les coûts unitaires de la main-d'œuvre et les indicateurs associés selon une méthodologie spécifique conçue pour assurer la comparabilité des données entre les pays de l'OCDE.

Définition

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre sont le quotient des coûts totaux de main-d'œuvre et de la production réelle, ou, de manière équivalente, la rémunération du travail par unité d'apport de travail divisée par la productivité de la main-d'œuvre. La rémunération du travail par unité d'apport de travail est la rémunération des salariés (selon la définition du *Système de comptabilité nationale de 1993*) divisée par le nombre total d'heures travaillées par les salariés des entreprises (ou le nombre total des effectifs salariés si les données relatives aux heures travaillées ne sont pas disponibles). La productivité du travail est la production réelle (valeur ajoutée brute) divisée par le total des heures travaillées par toutes les personnes employées (ou le nombre total de personnes employées si l'on ne dispose pas de données sur les heures travaillées). Le secteur des entreprises (à l'exclusion de l'agriculture) est défini comme la somme des secteurs essentiellement orientés vers le marché, à savoir les divisions C, D, E, F, G, H, I et J de la CITI-Rev.3.

Comparabilité

Tout a été fait pour que les données soient comparables d'un pays à l'autre. La source primaire de données est la base de données du *Système OCDE des comptes nationaux*, dans lequel les données sont censées être établies d'une manière semblable dans tous les pays, conformément au *Système de comptabilité nationale de 1993*. On peut donc avec un certain niveau de confiance comparer entre les pays l'évolution dans le temps des indices des coûts unitaires de la main-d'œuvre, de la productivité du travail et de la rémunération de la main-d'œuvre par unité d'apport de travail. Dans tous les cas, les pays ont été consultés pour la première compilation annuelle des indicateurs de coût unitaire de la main-d'œuvre et des indicateurs associés.

La variable « clé » l'apport de travail est le nombre total d'heures travaillées aussi bien pour l'emploi total (coûts unitaires de main-d'œuvre, et productivité du travail) que pour les salariés (coûts unitaires de main-d'œuvre, et rémunération du travail par unité de main-d'oeuvre) compilées conformément au *Système de comptabilité nationale de 1993*. Cependant, le nombre total d'heures travaillées n'est disponible que pour les pays suivants : Australie, Autriche, Canada, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Corée, Norvège, République slovaque, Espagne et Suède. Pour les autres pays (et la Zone euro), l'emploi total et le nombre total de salariés sont mesurés en nombre de personnes.

Tendances à long terme

Secteur des entreprises : au cours de la période prise en compte dans les tableaux et graphiques (1993-2006), la croissance moyenne annuelle de la productivité du travail et les coûts unitaires de main-d'œuvre ont enregistré des hausses modérées, tandis que la rémunération du travail par apport de travail unitaire a connu une augmentation plus marquée. Seuls le Japon et la Finlande ont enregistré au cours de la même période une croissance moyenne annuelle négative des coûts unitaires de main-d'œuvre, du fait d'une croissance moyenne annuelle de la productivité du travail plus rapide que celle de la rémunération par unité d'apport de travail. La Corée, la Pologne et la République slovaque présentent toutes une croissance annuelle moyenne de la productivité du travail de 4 % ou plus, et affichent aussi une forte croissance annuelle moyenne de la rémunération du travail par unité d'apport de travail, d'où une forte croissance moyenne annuelle de leurs coûts unitaires de main-d'œuvre.

Source

- *Système des coûts unitaires de la main-d'œuvre de l'OCDE.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- *Lancement officiel de la base de données « Système des coûts unitaires de la main d'œuvre de l'OCDE ».*

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- *Système des coûts unitaires de la main-d'œuvre de l'OCDE.*

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Coûts unitaires de la main-d'œuvre, secteur marchand

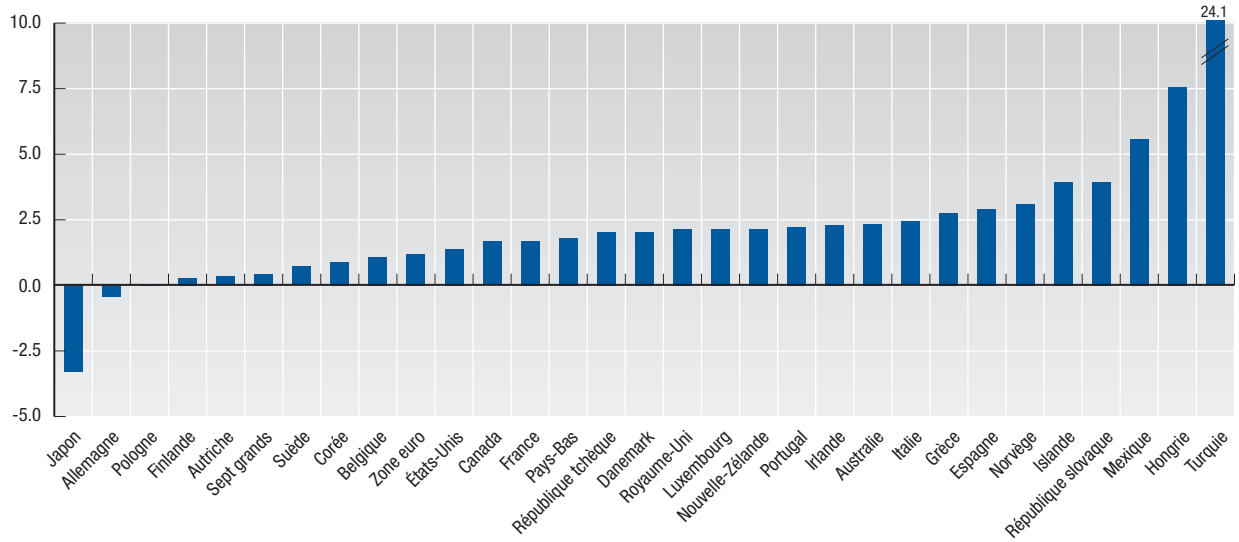
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	4.7	0.0	2.0	0.7	–1.6	0.0	0.5	0.1	0.3	0.4	0.4	–1.3	–0.9	–1.9
Australie	–0.3	0.3	3.7	1.0	0.7	0.1	1.2	3.9	0.5	0.6	1.9	4.2	3.0	..
Autriche	3.6	0.8	0.0	–1.4	0.1	0.4	–0.3	–0.8	1.2	1.1	0.5	–0.7	1.4	–0.3
Belgique	5.1	0.1	–0.1	0.9	–0.1	1.1	2.3	0.6	3.9	1.2	–0.3	–0.1	0.9	1.5
Canada	–0.9	–2.0	1.1	2.2	2.0	1.6	–0.1	1.5	3.0	0.0	2.2	..	..	..
Corée	7.0	7.0	8.8	6.8	–0.3	1.0	–5.0	–2.0	3.8	0.6	5.8	–0.5	–0.1	–1.1
Danemark	1.6	–2.9	1.3	2.7	1.0	3.9	0.3	–0.3	4.6	3.7	1.7	0.8	1.5	2.4
Espagne	7.4	1.1	2.5	4.3	4.0	2.6	2.3	4.0	3.4	3.0	3.1	2.2	2.2	2.4
États-Unis	0.6	0.1	2.5	1.8	2.4	3.6	1.6	4.4	1.4	–2.0	–0.5	1.8	1.0	3.8
Finlande	–5.9	–3.6	3.4	–0.5	–0.6	1.0	0.2	–0.2	2.8	0.1	0.2	–1.1	1.9	–1.6
France	2.6	–0.7	0.6	1.5	0.5	–0.5	0.3	1.3	2.1	2.7	1.1	1.6	1.4	..
Grèce	..	..	..	8.4	8.2	5.4	1.7	0.3	–1.5	4.4	1.9	3.1	5.8	5.5
Hongrie	15.9	10.0	19.7	20.3	13.6	9.0	1.8	12.2	11.2	4.3	5.5	9.4	3.1	..
Irlande	2.1	2.0	–3.4	–0.6	–0.2	6.3	1.3	4.0	2.3	–2.3	2.5	3.3	4.1	2.4
Islande	–1.4	1.0	5.0	3.1	2.4	7.5	6.4	5.2	4.8	7.3	1.2	–0.6	6.0	..
Italie	1.1	–1.1	1.1	5.1	2.5	–0.6	2.3	–0.8	2.2	4.0	4.5	2.2	3.5	1.6
Japon	1.0	0.2	–1.5	–2.3	–0.5	–0.3	–3.2	–2.5	–2.1	–4.1	–4.5	–4.3	–2.3	..
Luxembourg	2.8	1.0	0.8	3.1	–0.7	–0.9	1.8	3.1	6.2	1.2	1.4	0.8	0.7	1.8
Mexique	13.4	6.1	23.4	19.6	18.5	16.5	15.8	10.1	8.5	4.7	3.1	1.7	..	..
Norvège	–0.4	–1.7	0.9	0.7	3.1	8.3	5.3	1.5	3.1	3.1	0.3	1.2	4.5	8.2
Nouvelle-Zélande	–1.2	2.9	1.2	3.5	1.8	0.6	–4.1	–0.1	3.6	1.3	3.9	..	..	..
Pays-Bas	2.3	–0.7	0.5	0.8	1.9	2.3	1.2	2.5	4.7	4.2	1.5	–0.5	–0.6	1.1
Pologne	28.3	30.1	25.0	23.9	17.3	14.4	3.6	3.0	7.9	–4.5	–2.8	–3.1	0.1	..
Portugal	4.1	3.5	–0.7	3.3	1.9	4.2	3.5	2.5	1.9	3.5	2.6	0.7	..	..
République slovaque	..	19.9	8.6	1.0	15.2	6.3	5.1	12.8	1.3	7.7	2.5	4.8	2.3	–3.0
République tchèque	28.1	15.1	12.0	12.3	11.3	8.9	2.1	2.3	5.2	4.4	3.5	1.1	–2.2	0.2
Royaume-Uni	–1.0	–1.4	2.0	0.5	2.1	4.4	2.3	2.6	3.4	2.1	2.0	0.6	2.9	1.5
Suède	–4.2	–0.5	–1.1	4.4	0.4	0.9	–2.0	4.4	6.0	–1.1	–1.0	–2.4	–0.3	–0.3
Turquie	59.3	69.0	55.6	91.4	93.4	73.3	88.1	51.3	45.1	29.5	18.2	13.2	7.7	10.5
Zone euro	3.5	–0.2	1.2	1.8	–2.0	–0.1	1.5	0.8	1.8	2.1	1.6	0.7	0.9	0.6
Sept Grands	1.2	–0.2	1.3	1.0	1.2	1.9	0.6	2.0	1.0	–1.0	–0.3	0.3	0.6	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/276128531605

Coûts unitaires de la main-d'œuvre, secteur marchand

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/401324723178

Productivité du travail, secteur marchand

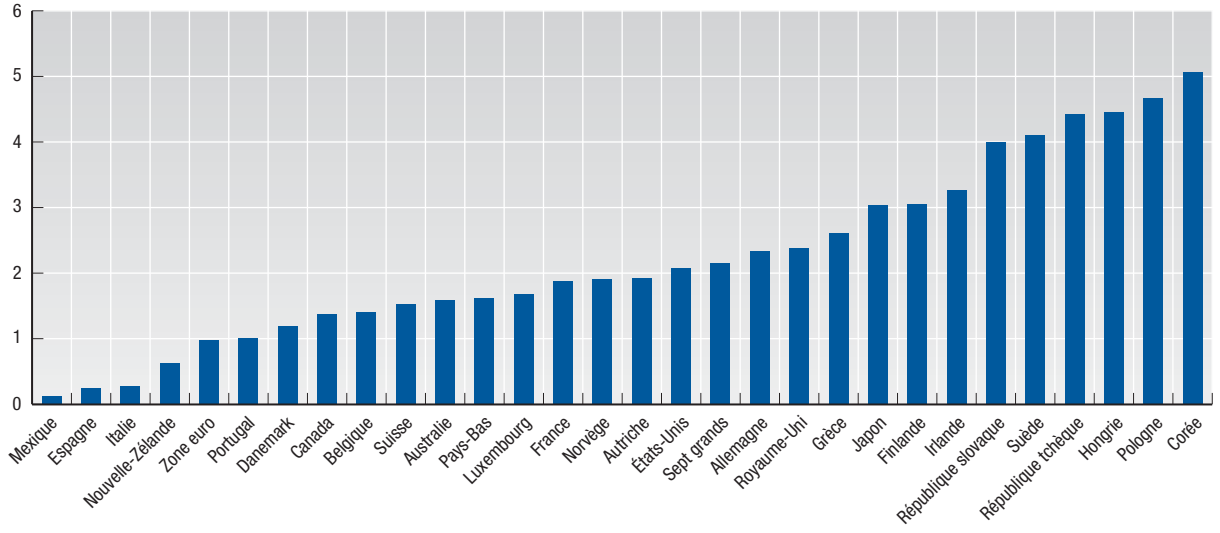
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	0.7	3.3	2.3	2.2	3.1	1.1	1.2	3.5	2.3	1.8	1.9	1.5	2.0	3.4
Australie	2.2	0.5	2.1	3.7	3.6	3.0	1.3	0.3	5.4	2.0	1.5	–0.7	1.1	..
Autriche	0.6	3.3	4.0	1.7	1.4	2.6	3.9	4.0	0.6	1.4	1.3	1.7	1.3	3.2
Belgique	–1.4	3.6	1.4	0.4	3.7	–0.3	1.8	1.4	0.1	2.1	2.0	2.2	0.4	1.7
Canada	1.8	2.0	1.5	–0.2	3.2	1.9	2.4	3.6	0.2	1.2	0.7	0.0	2.6	..
Corée	4.3	5.3	6.4	4.8	5.6	6.3	8.0	5.7	3.0	5.7	5.6	5.0	5.9	4.6
Danemark	0.5	6.9	1.7	1.6	0.9	–1.2	1.7	2.4	–0.5	0.9	2.9	1.1	0.9	0.7
Espagne	1.1	2.6	0.5	–1.5	–1.4	–1.0	–0.7	–1.0	0.5	0.4	0.5	0.2	1.1	0.0
États-Unis	1.1	1.8	0.6	2.4	2.3	3.3	2.9	1.8	1.2	3.2	2.4	3.2	1.7	1.1
Finlande	8.0	8.5	2.1	2.7	2.9	4.0	2.1	4.3	2.6	1.3	2.4	4.7	1.7	4.4
France	1.1	2.5	2.3	0.0	1.8	2.7	1.6	3.9	0.3	2.5	2.1	0.4	2.1	..
Grèce	..	..	..	5.0	4.1	–0.3	2.0	5.1	3.6	1.8	4.5	2.8	0.5	0.1
Hongrie	..	..	..	2.0	3.4	4.7	–0.5	3.7	4.1	4.7	5.2	4.5	3.9	5.1
Irlande	2.0	2.6	5.8	5.9	5.4	–0.9	4.5	4.3	4.5	6.7	2.2	1.9	1.2	2.2
Italie	1.9	5.2	4.1	–1.1	1.7	–0.9	–0.2	2.9	0.4	–1.1	–1.8	0.0	0.6	1.0
Japon	–0.3	1.3	3.2	2.9	2.0	–0.2	1.8	3.4	1.5	2.9	3.1	4.4	2.9	..
Luxembourg	2.8	3.8	–0.2	–1.2	3.1	1.8	2.0	3.1	–2.7	1.4	0.5	2.7	3.3	3.6
Mexique	..	..	..	3.4	3.9	–3.0	4.0	1.8	–1.3	–0.9	–0.3	1.4	..	..
Norvège	2.2	5.0	3.4	3.9	2.1	–1.3	0.4	4.4	3.6	2.1	3.3	1.6	0.3	–1.8
Nouvelle-Zélande	6.0	0.8	–0.7	0.3	1.1	–2.2	3.8	1.9	1.8	1.5	1.3	1.0	–3.6	..
Pays-Bas	0.2	3.1	0.4	1.0	0.9	1.6	2.1	2.2	0.2	0.2	2.0	4.2	1.5	1.1
Pologne	7.4	6.8	4.2	5.6	3.7	1.5	10.4	8.9	1.1	4.1	4.4	6.8	2.9	..
Portugal	1.3	0.5	5.8	3.0	4.1	0.5	1.0	2.7	1.2	–0.4	0.0	1.6	..	..
République slovaque	..	..	..	2.4	5.4	8.5	0.1	1.4	3.3	4.5	7.5	3.6	–0.6	8.6
République tchèque	..	..	..	3.9	–1.0	0.3	5.3	4.8	1.9	1.9	4.6	5.1	6.7	6.1
Royaume-Uni	3.8	4.3	1.6	2.7	1.4	2.6	2.9	3.4	1.2	1.6	2.8	3.6	1.3	2.8
Suède	6.2	4.2	3.6	1.7	5.0	2.7	2.3	4.2	–0.2	5.7	4.7	5.7	4.8	3.9
Suisse	0.7	1.4	1.6	3.0	2.7	1.5	–1.5	2.0	2.0	2.2	–0.2	0.9	2.3	..
Zone euro	0.5	3.4	1.9	0.6	1.9	0.8	0.7	1.6	0.5	0.3	0.6	1.3	0.8	1.7
Sept Grands	1.0	2.3	1.8	2.0	2.2	1.9	2.2	2.6	1.2	2.4	2.1	2.7	1.9	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/276157315844

Productivité du travail, secteur marchand

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/401343332211

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, secteur marchand

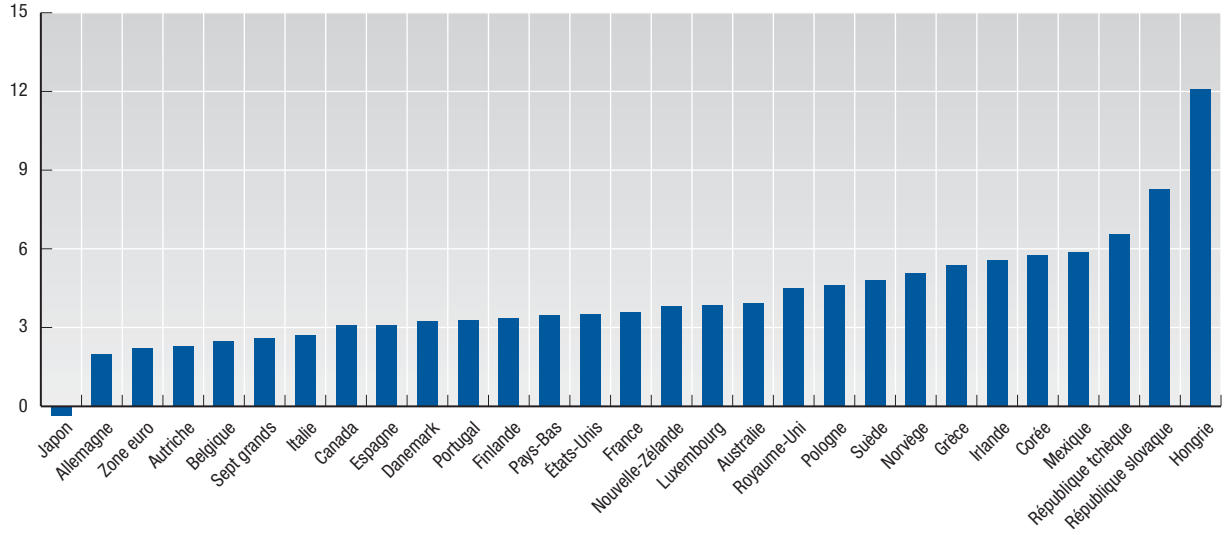
Croissance annuelle en pourcentage

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	5.4	3.3	4.5	3.1	1.5	1.1	1.8	3.7	2.6	2.2	2.4	0.2	1.1	1.6
Australie	1.8	0.9	6.1	4.6	4.3	3.1	2.6	4.2	5.8	2.6	3.5	3.3	4.2	..
Autriche	4.2	4.0	4.0	0.2	1.5	2.9	3.7	3.2	1.9	2.5	1.7	1.0	2.7	3.1
Belgique	3.4	4.0	1.6	1.3	3.6	0.8	4.0	1.8	3.8	3.5	1.6	2.2	1.3	3.2
Canada	0.9	0.1	2.5	1.9	4.9	3.5	2.1	5.1	3.2	1.2	2.8	..	..	..
Corée	12.8	12.6	15.9	12.7	6.0	9.1	0.5	2.8	6.1	6.8	10.8	5.0	5.7	3.2
Danemark	2.1	3.8	3.0	4.3	2.0	2.6	2.1	2.1	4.1	4.6	4.6	1.9	2.4	3.1
Espagne	8.8	3.7	2.9	2.8	2.3	1.4	1.2	2.7	3.9	3.3	3.6	2.5	3.3	2.3
États-Unis	1.7	1.9	3.1	4.2	4.8	7.0	4.5	6.3	2.6	1.2	1.9	5.1	2.6	4.9
Finlande	1.7	4.6	5.6	2.3	2.3	5.0	2.3	4.1	5.5	1.4	2.6	3.6	3.6	2.8
France	3.7	1.8	3.0	1.5	2.4	2.2	1.9	5.2	2.3	5.2	3.2	2.0	3.5	..
Grèce	..	..	..	14.1	12.1	4.6	3.3	5.4	2.3	6.2	6.6	5.6	6.3	5.3
Hongrie	..	..	..	22.5	17.0	13.2	1.7	16.8	15.5	8.4	11.0	14.2	6.9	..
Irlande	..	..	..	5.1	5.0	5.3	5.7	8.2	6.7	4.0	4.7	5.4	5.4	4.6
Italie	3.2	4.2	5.1	4.1	4.1	–1.8	2.1	2.0	2.8	2.7	2.8	2.1	4.0	2.6
Japon	0.7	1.4	1.7	0.5	1.5	–0.5	–1.5	0.7	–0.6	–1.2	–1.6	0.0	0.5	..
Luxembourg	5.6	4.8	0.7	1.8	2.3	0.9	3.9	6.3	3.3	2.5	1.9	3.4	4.0	5.5
Mexique	..	..	..	23.5	23.1	12.9	20.2	12.3	7.4	4.1	3.0	2.8	..	..
Norvège	1.7	3.2	4.4	4.5	5.3	6.9	5.7	5.9	6.9	5.3	3.6	2.8	4.9	6.1
Nouvelle-Zélande	4.7	3.7	0.4	3.8	2.8	–1.4	–0.6	1.8	5.5	2.7	5.2	..	..	..
Pays-Bas	2.5	2.4	0.9	1.8	2.7	3.8	3.3	4.7	5.0	4.4	3.5	3.7	0.8	2.2
Pologne	38.2	38.7	30.3	31.0	21.8	16.4	14.4	12.2	8.7	–0.7	1.4	3.6	2.9	..
Portugal	..	..	..	6.5	6.0	4.7	4.5	5.2	3.2	3.1	2.6	2.3	..	..
République slovaque	..	..	..	3.6	20.4	15.6	5.2	14.2	5.0	12.7	10.3	8.5	2.3	5.5
République tchèque	..	..	..	16.5	10.0	9.4	7.7	7.1	7.2	6.3	8.4	6.3	4.3	6.2
Royaume-Uni	2.9	2.9	3.1	2.7	3.7	7.2	5.2	6.0	4.5	3.6	4.6	4.2	4.2	4.4
Suède	..	3.7	2.4	6.2	5.3	3.6	0.3	8.7	5.8	4.5	3.6	3.1	4.5	3.6
Zone euro	4.0	3.3	3.1	2.5	–0.1	0.7	2.1	2.5	2.3	2.4	2.2	2.1	1.7	2.3
Sept Grands	2.2	2.1	3.1	3.0	3.5	3.9	2.7	4.6	2.2	1.4	1.8	3.2	2.4	..

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/276181136065

Rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, secteur marchand

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-2006 ou dernière période disponible



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/401354456073

Index analytique

A

Abonnés aux téléphones portables 172
Accès à l'Internet, *voir* : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet 168
Accès au service téléphonique 172
Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet 168
Accès haut débit, *voir* : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet 168
Accidents mortels de la route 256
Activités des entreprises multinationales 84
Agriculture, *voir* : Valeur ajoutée par activité 53
Agriculture, *voir* : Soutien aux producteurs 216
Aide, *voir* : Aide publique au développement 220
Aide publique au développement nette 221
Aide publique au développement bilatérale brute totale des pays du CAD par région 222
Alphabètisation, *voir* : Évaluation internationale des élèves 188
Approvisionnement en énergie et croissance économique 109
Approvisionnement en énergie par habitant 110
Approvisionnement en énergie primaire 106
Approvisionnement en énergies renouvelables dans les pays de l'OCDE 117
Approvisionnement total en énergie primaire par région 107
Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB 109
Aquaculture, *voir* : Concours publics à la pêche 218
Aquaculture, *voir* : Pêche en mer et production de l'aquaculture 179
Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires 241
Assistance, *développement*, *voir* : Aide publique au développement 220

B

Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises 67
Balance des opérations courantes 79
Balance des paiements 78
Balance des services : exportations de services moins importations de services 71
Bénéficiaires principaux de l'aide publique au développement bilatérale brute totale des pays du CAD par région 222
Besoin/capacité de financement des administrations publiques 207
Bilan de la croissance pour les pays de l'OCDE 268
Bilans agricoles bruts en azote et en phosphore 185
Bilans agricoles bruts en éléments nutritifs 185
Brevets 162

C

Chercheurs 160
Chômage, *voir* : Taux de chômage 147
Chômage de longue durée 145
CO_2, *voir* : Émissions de CO_2 181
Communications, *voir* : Investissement dans les TIC 166
Communications, *voir* : Taille du secteur des TIC 164
Compétitivité, *voir* : Taux de change effectifs 100
Compréhension de l'écrit, *voir* : Évaluation internationale des élèves 188
Concours publics à la pêche 218
Consommation d'eau 176
Contribution des énergies renouvelables 116
Contribution des renouvelables à l'approvisionnement en énergie 117
Contribution des secteurs clés à la croissance globale de la productivité 276
Contributions à la croissance du PIB 269
Contributions des secteurs clés à la croissance de la valeur ajoutée par personne employée 277
Coûts unitaires de la main-d'œuvre, secteur marchand 283

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière 103
Coûts unitaires, productivité et rémunération du travail 282
Croissance annuelle relative des exportations de marchandises 69
Croissance annuelle relative des exportations de services 73
Croissance annuelle relative des importations de marchandises 68
Croissance annuelle relative des importations de services 72
Croissance de la productivité dans les services 280
Croissance de la productivité dans l'industrie manufacturière 278
Croissance de la productivité du travail 264
Croissance du PIB réel 41
Croissance du réseau autoroutier 253
Culture, *voir* : Loisirs et culture 242

D

Déchets, *voir* : Déchets municipaux 182
Déchets municipaux 182
Déficits publics 206
Déflateur du PIB 49
Densité de population, *voir* : Disparités dans la densité de population par région 17
Dépense intérieure brute de recherche et développement 157
Dépenses au titre des établissements d'enseignement pour tous les niveaux d'éducation 203
Dépenses dans l'éducation supérieure 198
Dépenses de recherche et développement 156
Dépenses de santé 211
Dépenses des administrations publiques en loisirs et culture 244
Dépenses des ménages en loisirs et culture 243
Dépenses des ménages et des administrations publiques en loisirs et culture 245
Dépenses par étudiant dans l'enseignement tertiaire 199
Dépenses publiques et privées d'éducation 202
Dépenses sociales 212
Dépenses sociales publiques 213
Déscolarisation, *voir* : Inactivité des jeunes 246
Dette publique 208
Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU – taux de change ou parités de pouvoir d'achat 98
Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat 97
Dioxyde de carbone CO_2, *émissions*, *voir* : Émissions de CO_2 181
Disparités dans la densité de population par région 17
Disparités du PIB régional par habitant 39
Disparités régionales du taux de chômage 147
Distribution de la population nationale en régions urbaines, intermédiaires et rurales 17
Distribution des personnes âgées en régions urbaines, intermédiaires et rurales 21
Distribution des revenus disponibles équivalents des ménages 249
Durée effective du travail 152

E

Eau et ressources naturelles 176
Échanges de biens et services 65
Éducation, *voir* : Dépenses publiques et privées d'éducation 202
Éducation, *voir* : Évaluation internationale des élèves 188
Éducation supérieure, *voir* : Niveau de formation supérieure 194
Émissions de CO2 dues à la combustion d'énergie 181
Emploi à temps partiel 134
Emploi non salarié 136
Énergie, *voir* : Approvisionnements en énergie par habitant 110
Énergie, *voir* : Émissions de CO_2 181
Énergie, *voir* : Production d'électricité 112
Énergie nucléaire 114
Enfant, *mortalité*, *voir* : Mortalité infantile 237
Engagements financiers bruts des administrations publiques 209

Enseignement tertiaire, *voir* : Variations dans les dépenses réelles d'éducation tertiaire au titre des établissements d'enseignement 199
Entreprises de moins de 20 personnes occupées 61
Entreprises multinationales, *voir* : Activités des entreprises multinationales 84
Épargne, *voir* : Dette publique 208
Épargne des ménages 42
Espérance de vie 232
Espérance de vie à la naissance : femmes 235
Espérance de vie à la naissance : hommes 234
Espérance de vie à la naissance : total 233
Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays 217
Estimations du soutien à l'agriculture 216
Établissements d'enseignement, *voir* : Variations dans les dépenses réelles d'éducation tertiaire au titre des établissements d'enseignement 199
Étudiants ayant abandonné ses études, *voir* : Pourcentage des jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi 247
Évaluation internationale des élèves 188
Évolution de la population 12
Évolution de la valeur ajoutée par activité 56
Évolution des revenus des diplômés de l'enseignement tertiaire pour le groupe d'âge 25-64 ans 201
Évolution des taux d'intérêt à long terme 94
Évolution du PIB 40
Évolution du PIB par habitant 262
Évolution du PIB par heure travaillée 265
Exportations, *voir* : Échanges de biens et de services 65
Exportations, *voir* : Partenaires commerciaux 74
Exportations, *voir* : Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE 75
Exportations de marchandises 69
Exportations de services 73
Exportations d'équipement lié aux TIC 171

F

Familles triadiques de brevets, *voir* : Part des pays dans les familles triadiques de brevets 162
Familles triadiques de brevets 163
Fécondité, *voir* : Taux de fécondité 15
Fertilité, *Population*, *voir* : Évolution de la population 12
Flux entrants d'investissement direct 82
Flux et stocks d'IDE 80
Flux sortants d'investissement direct 83
Formation brute de capital fixe 45
Formation brute de capital fixe: logement 47
Formation brute de capital fixe: machines et biens d'équipement 46
Fréquence de l'emploi à temps partiel 135

G

Gaz à effet de serre, *émissions*, *voir* : Émissions de CO_2 181
Gouvernement, *déficits*, *voir* : Déficits publics 206
Gouvernement, *dettes*, *voir* : Dette publique 208

H

Heures travaillées, *voir* : Durée effective du travail 152

I

Immigrés, *voir* : Tendances des migrations 22
Immigrés, *voir* : Population immigrée 24
Importations, *voir* : Échanges de biens et services 65
Importations, *voir* : Partenaires commerciaux 74
Importations, *voir* : Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE 75
Importations de marchandises 68
Importations de services 72
Impôts applicables au salarié moyen 228
Impôts sur le revenu et les profits 226
Impôts sur les biens et les services 227
Inactivité des jeunes 246

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Indicateurs économiques de croissance de la productivité 262
Indice de Gini des disparités régionales de taux de chômage 147
Indice de Gini des disparités régionales du PIB 39
Indice de la concentration géographique des personnes âgées 21
Indice de la concentration géographique par région 17
Indices de niveaux de prix 99
Indices de PIB par habitant en volume 35
Indices des prix à la consommation (IPC) 88
Indices des prix à la consommation relatifs 102
Indices des prix à la production (IPP) 92
Industrie, *voir* : Évolution de la valeur ajoutée par activité 56
Industrie, *voir* : Valeur ajoutée par activité 52
Industrie manufacturière, *voir* : Côuts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière 103
Industrie manufacturière, *voir* : Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière 61
Inégalité des revenus 248
Inflation 48
Internet, *voir* : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet 168
Investissement, *voir* : Flux entrants d'investissement direct 82
Investissement : logements, *voir* : Taux d'investissement 44
Investissement : machines et équipements, *voir* : Taux d'investissement 44
Investissement dans le savoir 159
Investissement dans le savoir pour une sélection de pays 158
Investissement dans les TIC 166
Investissement direct étranger, *voir* : Flux sortants d'investissement direct 83
Investissement étranger, *voir* : Flux et stocks d'IDE 80
IPC : alimentation 90
IPC : énergie 91
IPC : tous produits 89
IPP, *voir* : Indices des prix à la production (IPP) 92
IPP : industrie manufacturière 93

J

Jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi 247

L

Loisirs et culture 242

M

Mathématique, *voir* : Évaluation internationale des élèves 188
Ménages ayant accès à un ordinateur 169
Ménages ayant accès à un ordinateur et à l'Internet 169
Migration, *voir* : Tendances des migrations 22
Migration et chômage 26
Montants totaux produits de déchets municipaux 183
Mortalité infantile 237
Multinationales, *voir* : Activités des entreprises multinationales 84

N

Naissances, *voir* : Taux de fécondité 15
Niveau de formation des immigrés récents 28
Niveau de formation des immigrés récents comparé à celui des autochtones âgés de 25 à 34 ans et de 25 à 64 ans 29
Niveau de formation supérieure 194
Niveaux de PIB par habitant 272
Niveaux de revenu et de productivité 270
Niveaux de revenu et de productivité comparé à ceux des États-Unis 273
Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière 61

O

Obésité 238
Ordinateurs, *voir* : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet 168

P

Parités de pouvoir d'achat 97

Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger 85

Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger dans l'industrie manufacturière et les services 85

Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel 167

Part des échanges dans le PIB 64

Part des pays dans les familles triadiques de brevets 162

Part des personnes âgées dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de personnes âgées 21

Part des TIC dans la valeur ajoutée 165

Partenaires commerciaux 74

Pêche : transferts financiers publics 219

Pêche : transferts publics, *voir* : Concours publics à la pêche 218

Pêche en mer et production de l'aquaculture 179

Pêcheries 178

Personnes âgées, *voir* : Indice de la concentration géographique des personnes âgées 21

Personnes âgées par région 20

Personnes nées à l'étranger 25

Personnes nées à l'étranger et population étrangère 25

Petites et moyennes entreprises 60

Pétrole, *voir* : Production de pétrole 120

Pétrole, *voir* : Prix du pétrole 122

PIB, *voir* : Croissance du PIB réel 41

PIB, *voir* : Évolution de la valeur ajoutée par activité 56

PIB, *voir* : Évolution du PIB 40

PIB, *voir* : Taille du PIB 32

PIB, *voir* : Valeur ajoutée par activité 52

PIB, *voir* : Variation des indices relatifs du PIB par habitant en volume 35

PIB national par habitant 39

PIB par habitant 34

PIB par heure travaillée 265

PIB par heure travaillée comparé à celui des États-Unis 273

PIB régional 38

PISA, *voir* : Évaluation internationale des élèves 188

PISA, *voir* : Résultats du PISA 2006 189

PME, *voir* : Petites et moyennes entreprises 60

Population, *voir* : Indice de la concentration géographique par région 17

Population obèse âgée de 15 ans ou plus 239

Population carcérale 250

Population de l'OCDE 13

Population de plus de 65 ans 19

Population en surpoids et obèse âgée de 15 ans ou plus 239

Population étrangère, *voir* : Tendances des migrations 22

Population immigrée 24

Population mondiale 13

Population régionale 16

Population totale 13

Pourcentage de la population active allochtone et de la population active autochtone âgée de 25 à 34 ans et de 25 à 64 ans, avec un niveau de formation supérieure 29

Pourcentage de la population active vivant dans des régions avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale 147

Pourcentage des jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi 247

Pourcentage des ménages ayant accès à l'Internet 169

Pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur 169

Pourcentage des personnes âgées par pays 21

Parités de pouvoir d'achat et taux de change 96

PPA, *voir* : Taux de conversion 96

Prélèvements d'eau 177

Prélèvements d'eau dans les pays de l'OCDE 176

Prison, *voir* : Taux de la population carcérale 251

Prix, *voir* : Indices des prix à la consommation (IPC) 88

Prix, *voir* : Indices des prix à la production (IPP) 92

Prix au comptant du pétrole brut 123

PANORAMA DES STATISTIQUES DE L'OCDE 2008 – ISBN 978-92-64-04055-7 – © OCDE 2008

Prix du pétrole 122
Prix du pétrole brut à l'importation 123
Prix et taux d'intérêt 88
Production d'acier 50
Production de déchets municipaux 183
Production de pétrole 120
Production de produits raffinés, *voir* : Proportion des produits raffinés par produit 120
Production d'électricité 112
Production d'électricité mondiale par type d'énergie 112
Production d'éléctricité nucléaire 115
Production d'énergie 118
Production d'énergie nucléaire 115
Production mondiale d'acier 51
Production totale d'énergie 119
Production totale d'énergie par produit 118
Production totale d'énergie par région 119
Productivité 260
Productivité, *voir* : Productivité multifactorielle 266
Productivité du travail et hétérogénéïté de la taille des entreprises 274
Productivité du travail normalisée dans l'industrie manufacturière 275
Productivité du travail, secteur marchand *284*
Productivité multifactorielle 266
Produit intérieur brut 33
Proportion de la population nationale dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de population 17
Proportion de la population vivant dans des régions dont le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale 39
Proportion des produits raffinés par produit 120

R

R&D, *voir* : Brevets 162
R&D, *voir* : Chercheurs 160
R&D, *voir* : Dépenses de recherche et développement 156
Rapport entre la population âgée inactive de plus de 65 ans et la population active 19
Ratio de dépendance, *voir* : Rapport entre la population âgée inactive de plus de 65 ans et la population active 19
Ratio de dépendance, *Population, voir* : Vieillissement de la population 18
Ratio du taux de chômage des peronnes nées à l'étranger sur celui des personnes nées dans le pays de résidence 27
Recettes fiscales totales 224
Recherche et développement 156
Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE 75
Rémunération du travail 148
Rémunération du travail par heure, économie totale 151
Rémunération du travail par salarié, économie totale 150
Rémunération du travail par unité de main-d'oeuvre, économie totale 149
Rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, secteur marchand 285
Renouvelables , *voir* : Contribution des énergies renouvelables 116
Réseau autoroutier 253
Réseau routier 252
Résultats du PISA 2006 : compréhension de l'écrit 190
Résultats du PISA 2006 : culture mathématique 191
Résultats du PISA 2006 : culture scientifique 189
Revenu disponible, *voir* : Distribution des revenus disponibles équivalents des ménages 249
Revenu national brut et net par habitant 37
Revenu national brut par habitant 37
Revenu national par habitant 36
Revenus des diplômés de l'enseignement tertiaire pour le groupe d'âge 25-64 ans 201
Revenus relatifs des diplômés 200
RNB, *voir* : Revenu national par habitant 36
RNN, *voir* : Revenu national par habitant 36

S

Santé, *voir* : Dépenses de santé 211

Scores en science, *voir* : Évaluation internationale des élèves 188

Secteur des TIC, *voir* : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet 168

Secteur des TIC, *voir* : Investissement dans les TIC 166

Secteur des TIC, *voir* : Taille du secteur des TIC 164

Services aux entreprises, *voir* : Valeur ajoutée dans les banques, l'assurance, l'immobilier et autres services aux entreprises 55

Stocks d'IDE 81

Surpoids, *voir* : Population en surpoids et obèse âgée de 15 ans ou plus 239

T

Taille du PIB 32

Taille du secteur des TIC 164

Taux de change, *voir* : Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU - taux de change ou parités de pouvoir d'achat 98

Taux de change, *voir* : Taux de conversion 96

Taux de change 98

Taux de change effectifs nominaux 101

Taux de changes effectifs 100

Taux de chômage, *voir* : Disparités régionales du taux de chômage 147

Taux de chômage 140

Taux de chômage : femmes 143

Taux de chômage : hommes 142

Taux de chômage : total 141

Taux de chômage des populations nées à l'étranger et nées dans le pays de résidence 27

Taux de conversion 96

Taux de croissance de la population 14

Taux de fécondité 15

Taux de la population carcérale 251

Taux de migration nette 23

Taux de travail indépendant : femmes 139

Taux de travail indépendant : hommes 138

Taux de travail indépendant : total 137

Taux d'emploi : femmes 128

Taux d'emploi : hommes 129

Taux d'emploi : total 127

Taux d'emploi par groupe d'âge 130

Taux d'emploi par sexe 126

Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24 131

Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54 132

Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64 133

Taux d'épargne net des ménages 43

Taux d'intérêt à long terme 94

Taux d'investissement 44

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire (premier diplôme) 193

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire de type A 193

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-34 ans 196

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-64 ans 195

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 55-64 ans 197

Technologies de l'information et de la communication (TIC), *voir* : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet 168

Technologies de l'information et de la communication (TIC), *voir* : Investissement dans les TIC 166

Technologies de l'information et de la communication (TIC) 164

Telephones portables , *voir* : Abonnés aux téléphones portables 172

Tendances des migrations 22

TIC, *voir* : Investissement dans les TIC 166

Tourisme-nuitées 240

Touristes, *voir* : Tourisme-nuitées 240

U

Utilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture 184

V

Valeur ajoutée, *voir* : Évolution de la valeur ajoutée par activité 56

Valeur ajoutée dans la construction et dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants 54

Valeur ajoutée dans l'agriculture et l'industrie 53

Valeur ajoutée dans les banques, l'assurance, l'immobilier et autres services aux entreprises 55

Valeur ajoutée dans les services aux entreprises, les services publics et les services à la personne 55

Valeur ajoutée dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants 54

Valeur ajoutée dans l'industrie 53

Valeur ajoutée par activité 52

Valeur ajoutée par personne employée : commerce de gros et de détail 281

Valeur ajoutée par personne employée : finance et assurances 281

Valeur ajoutée par personne employée : hôtels et restaurants 281

Valeur ajoutée par personne employée : industrie manufacturière 279

Valeur ajoutée par personne employée : matériel de transport 279

Valeur ajoutée par personne employée : matériel électronique et optique 279

Valeur ajoutée par personne employée : métallurgie de base et ouvrages en métaux 279

Valeur ajoutée par personne employée : textiles et produits textiles 279

Valeur ajoutée par personne employée : transports, entreposage et communication 281

Valeur ajoutée par personne employée : services marchands 281

Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche 57

Valeur ajoutée réelle dans les services 59

Valeur ajoutée réelle dans l'industrie 58

Variation des indices relatifs du PIB par habitant en volume 35

Variations dans les dépenses réelles d'éducation tertiaire au titre des établissements d'enseignement 199

Variations régionales du chômage 146

Véhicules routiers automobiles 255

Véhicules routiers automobiles et accidents mortels de la route 254

Vieillissement de la population 18

Voies d'accès 173

Voitures, *voir* : Véhicules routiers automobiles 255

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(30 2008 01 2P) ISBN 978-92-64-04055-7 – No. 56016 2008